

Édouard DOLLÉANS (1877-1954)

(1953)

*Histoire
du mouvement
ouvrier*

De 1921 à nos jours

Un document produit en version numérique par Jean-Claude Bonnier, bénévole,
professeur d'histoire et d'économie au Lycée de Douai,
dans le département du nord de la France
Courriel: Jean-Claude.Bonnier@wanadoo.fr

dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
fondée dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Un document produit en version numérique par Jean-Claude Bonnier, bénévole,
professeur d'histoire et d'économie au Lycée de Douai, dans le département du nord de la France
Courriel: Jean-Claude.Bonnier@wanadoo.fr

Édouard DOLLÉANS

Histoire du mouvement ouvrier

*** De 1921 à nos jours

édition originale : 1953

Édouard DOLLÉANS

Histoire du mouvement ouvrier (tome 3 : de 1921 à nos jours)

Paris, Librairie Armand Colin, 1953, 424 pages.

Collection Économies, sociétés, civilisations

Édition électronique réalisée durant l'hiver 2003-2004

Éditions complétée à Chicoutimi, le 29 janvier 2004

Table des matières

Préface : [Visions et méthodes](#)

[Avant-propos](#)

I – [Le mouvement ouvrier](#)

II – [Révolutions réelles et révolutions fictives](#)

Première partie : [« Un monde détraqué, ballotté et plongeant »](#)

[Préambule](#)

Chapitre I: [Retours de la guerre](#)

Chapitre II : [La marche au fascisme](#)

Chapitre III : [La Charte du Travail et le corporatisme italien](#)

Chapitre IV : [Du spartakisme au national-socialisme](#)

Chapitre V : [La Suède, paradoxe historique. Contraste entre deux destins](#)

Deuxième partie : [Les libertés en péril](#)

Chapitre I: [Staline et la Russie](#)

Chapitre II : [Franklin Roosevelt et le peuple américain](#)

Chapitre III : [Mai 36](#)

Chapitre IV : [Le martyre de l'Espagne](#)

Chapitre V : [Les approches de l'épreuve](#)

Chapitre VI : [La France meurtrie et déchirée](#)

Troisième partie : [Les hésitations de l'histoire](#)

[Préambule](#)

Chapitre premier : [Les grèves de mars 1943 en Italie](#)

Chapitre II : [L'âme de la Résistance italienne et la guerre des Partisans](#)

Chapitre III : [Le syndicalisme allemand et la Résistance](#)

Chapitre IV : [La reconstruction et Hans Boeckler](#)

Chapitre V : [Les deux faces du problème social en Italie](#)

Quatrième partie : [Entre le cinéma et la solitude](#)

[Préambule](#)

Chapitre I: [L'éclatement des métiers et la conscience professionnelle](#)

Chapitre II : [Le chant du cygne d'une conception de la vie ouvrière](#)

Chapitre III : [La marche à l'inconscient](#)

Cinquième partie : [Choisir son Destin](#)

Chapitre I : [L'impératif catégorique](#)

Chapitre II : [Évolution du syndicalisme américain](#)

Chapitre III : [La rupture de l'Internationale](#)

I – [Le congrès de 1946](#)

II – [La scission](#)

III – [Deux \(ou trois\) Internationales ?](#)

Chapitre IV : [Trade-unionisme et travaillisme.](#)

[Herbert Morrisson, Ernest Bevin, Aneurin Bevan](#)

Chapitre V : [Valeurs humaines face aux idéologies](#)

Chapitre VI : [Productivité, cogestion et responsabilité](#)

[Conclusions](#)

[Index général](#)

A ma femme, cette histoire ouvrière
E. D.

PRÉFACE

Visions et méthodes

[Retour à la table des matières](#)

Les historiens sociaux doivent s'astreindre aux méthodes scientifiques rigoureuses ; une fois soumis à cette stricte obligation afin d'évoquer des Sociétés réelles et non artificiellement construites, ils sont en droit d'animer et de rendre vivants les éléments qu'ils ont rassemblés ; alors seulement ils peuvent devenir des visionnaires. Leur vision peut rayonner d'un foyer central : une région, une époque, un événement d'importance stimulatrice, un métier ou une classe, une grande unité vivante et mouvante par les relations qu'elle possède avec les pays qu'elle enrichit, ou par les travaux d'ensemble qu'elle suscite, telle *La Méditerranée* ; les personnalités illustres ou effacées, biographies de personnages et de personnes, œuvres romancées comme celles d'Henry Poulaille, dont la forme permet à l'histoire d'être sensible et présente. Ces visions diverses donnent leurs cadres à l'inspiration de tel ou tel des historiens sociaux. Mais elles peuvent les dépasser par ce que j'appellerai la méthode de la découverte dont l'initiateur a été Lucien Febvre. Paru en 1912, *Philippe II et la Franche-Comté* cerne une société dans sa complexité, sous toutes ses faces et au triple point de vue de l'histoire politique, de l'histoire religieuse et de l'histoire économique. Son oeuvre poursuivie depuis cette époque s'est étendue sur tout le XVI^{ème} siècle. Et, en dehors de la Renaissance, son auteur a été conduit à projeter une vive lumière sur des méthodes fécondes et des perspectives plus larges. Dans la *Revue historique*, parlant de la thèse de Fernand Braudel, Lucien Febvre écrivait : « Organiser le passé en fonction du présent : c'est ce qu'on pourrait nommer la fonction sociale de l'histoire. On a fait la Théorie de l'Histoire, on n'a pas fait sa Sociologie ¹ »

¹ Lucien Febvre, COMPTE RENDU DE *LA MÉDITERRANÉE ET LE MONDE MÉDITERRANÉEN À L'ÉPOQUE DE PHILIPPE II* PAR FERNAND BRAUDEL, DANS LA *REVUE HISTORIQUE*, JUILLET-OCTOBRE 1949.

Et Lucien Febvre se plaint de ces historiens qui gardent une sorte de fétichisme du fait ¹.

Partant d'un individu et de l'atmosphère dans laquelle il a vécu, Lucien Febvre fait rayonner sa recherche à travers toute une époque. En interrogeant l'individu, l'historien interroge le milieu, et, grâce à cette double interrogation, à cette recherche dans deux directions, il dessine le destin de l'individu et l'évolution de la société.

Pour rendre les visages de ses héros proches de nous, Lucien Febvre précise le comportement de leurs contemporains ; leur psychologie n'est pas la même que celle des autres temps ; ils ont leur mentalité particulière et leurs réactions affectives, car notre imagination est courte et les hommes varient dans la réalité à de bien brefs intervalles. Que ce soit pour Rabelais, pour Bonaventure des Périers, pour Martin Luther ou dans son essai sur Marguerite de Navarre, Lucien Febvre a tracé la courbe d'un destin, situé l'individu dans le cadre de ce destin ².

Poussant plus loin encore cette étude des correspondances entre le milieu et l'individu, Lucien Febvre publie une introduction géographique à l'histoire : *La Terre et l'Évolution humaine* ³. Les rapports et les relations de la terre et de l'histoire sont analysés par Lucien Febvre dans l'esprit de ces larges approximations et des suggestions sans cesse renouvelées de la vie que souhaitait le professeur Rauh, lorsqu'il écrivait ⁴ : « [L'invention] née au contact de la réalité complexe vaut mieux que la preuve qui la suit lentement. » Lucien Febvre analyse « un esprit qui se cherche », sans rigidité systématique ou préconçue. Il s'efforce de classer les questions débattues qui se rattachent à la géographie physique, à la géographie humaine et à leurs relations avec l'histoire. Il tente de définir aussi nettement que possible ce que peut être, vis-à-vis de ces questions si délicates d'influence, l'attitude des géographes et des historiens.

Vers l'époque où Lucien Febvre publiait *Philippe II et la Franche-Comté* paraissait un essai : *Le Chartisme* ⁵. Ce grand mouvement social permettait de faire une large coupe dans la société anglaise au centre du XIX^{ème} siècle. L'ouvrage portait sur les relations des classes entre elles, sur la psychologie du prolétariat anglais, des masses et des militants. Ce qui domine la vision de cette histoire, c'est la diversité d'une société, même et peut-on dire principalement au moment où non seulement ses classes dirigeantes et ses classes aisées, mais aussi les classes sociales déshéritées, sont en pleine ascension et lorsqu'on assiste à l'élan des classes sociales les plus nombreuses. En face de l'éveil des consciences les plus humbles, on pourrait définir cette période de l'histoire de la Grande-Bretagne : la montée d'un peuple sur des plans contradictoires ; en réalité trois plans, les classes moyennes et les classes ouvrières - le troisième

¹ Cf. Henri Lévy-Bruhl, LE FAIT EN HISTOIRE, *REVUE DE SYNTHÈSE*.

² Lucien Febvre, *LA RELIGION DE RABELAIS : LE PROBLÈME DE L'INCROYANCE AU XVI^{ème} SIÈCLE*, ALBIN MICHEL ; *BONAVENTURE DES PÉRIERS*, PRESSES UNIVERSITAIRES ; *MARTIN LUTHER*, PRESSES UNIVERSITAIRES ; *MARGUERITE DE NAVARRE*, GALLIMARD.

³ BIBLIOTHÈQUE DE SYNTHÈSE HISTORIQUE, 1^{ère} ÉDITION 1922, 2^{ème} ÉDITION 1924.

⁴ Frédéric Rauh, *DE LA MÉTHODE ET DE LA PSYCHOLOGIE DES SENTIMENTS*, 1899.

⁵ Édouard Dolléans, *LE CHARTISME*, 2 VOL., PRÉFACE DE SIDNEY WEBB, STE CATHERINE PRESS, ÉDIT. FLOURY, 1912-1913 ; 2^{ème} ÉDITION EN 1 VOL., MARCEL RIVIÈRE, 1948.

plan s'exprimant par la permanence du torysme conservateur anglais, d'une essence très différente du comportement réactionnaire des nations du continent européen.

Cette multiplicité du destin du peuple britannique, cette diversité interne contrastée était inscrite déjà partiellement dans la configuration du pays physique. Elle révèle la réalité historique du pluralisme¹. Aussi l'historien est-il en défiance contre les explications unilatérales et contre tout dessein exclusiviste d'une école, d'un parti ou d'une forme de gouvernement en vue de forcer l'existence de ce peuple en un sens unique. Une intention de monisme est inhumaine parce que, inévitablement, elle conduit, pour atteindre ses fins, à l'oppression. Un être humain ne peut être forcé à la façon d'une plante, et, lorsqu'on arrache son adhésion par la violence ou seulement par la menace, son cri et même son silence n'est pas un consentement.

Enfin, les problèmes de contingence se révèlent plus proches de nous, leur complexité se précise, grâce aux contacts personnels, aux affrontements collectifs qui marquent les évolutions à travers un mouvement long et multiple, tel que le Chartisme. Ainsi apparaît une autre méthode : la méthode de vision par le dedans, que Armand Hoog définit justement lorsqu'il écrit : « Une méthode d'analyse des problèmes humains qui tienne à la fois sa rigueur des disciplines scientifiques et sa souplesse de la psychologie.... Le destin est la forme de vie de celui qui ne dépasse pas ses fatalités.... Au delà du destin auquel chacun est libre d'obtempérer, commencent le drame intérieur, le dépassement et le choix.² »

¹ PLURALISME PLUS INCONTESTABLE ENCORE POUR LA FRANCE ET SON HISTOIRE QUE POUR CELLE DE BEAUCOUP D'AUTRES NATIONS : « QUE LA FRANCE S'APPELLE VARIÉTÉ » (LUCIEN FEBVRE).

² L'HISTORIEN APERÇOIT CHEZ LE ROMANCIER COMME UNE FORME INDIVIDUELLE DE L'HISTOIRE : « ROMANS ET LIVRES D'HISTOIRE SE COMPLÈTENT PUISQUE, SOUS DEUX ANGLES DIFFÉRENTS, LA VIE DES HOMMES EN SOCIÉTÉ LEUR DOIT DE VIVRE ET DE REVIVRE. CF. édouard dolléans, *DRAMES INTÉRIEURS*. BALZAC A ÉTÉ LE GRAND PEINTRE DE LA SOCIÉTÉ DE SON TEMPS. APRÈS LUI, DANS DES ROMANS COMME *L'ASSOMMOIR*, *GERMINAL*, *LA TERRE*, ZOLA A BROSSÉ DES FRESQUES AUX COULEURS ÉPAISSES ET BRUTALES. A L'INVERSE, AVEC UNE MINUTIEUSE ATTENTION AUX INFINIES NUANCES DU SENTIMENT, MARCEL PROUST A DONNÉ UNE DESCRIPTION CRUELLE D'UNE SOCIÉTÉ MONDAINE EN DISSOLUTION ; MAIS LES COUPS DE SONDE DONT ELLE EST L'OCCASION NOUS FONT PÉNÉTRER LOIN DANS LES TÉNÉBRES DE L'HUMAIN. DE MÊME, ADMIRONNONS LE DIPTYQUE DE gaston rounpel, ROMANCIER ET HISTORIEN, *NONO*, *LE VIEUX GARAIN* ET *HISTOIRE ET DESTIN*.

Avant-propos

« Celui qui veut être un homme doit être non-conformiste. »
ÉRASME.

I

LE MOUVEMENT OUVRIER

[Retour à la table des matières](#)

« Il nous a fallu faire de l'histoire pour voir clair.... » Ainsi s'exprimaient de jeunes enquêteurs que leur fervente équité avait amenés à éclairer leur route à la lumière de l'Histoire.

Des événements contemporains qui étonnent l'ignorance ne sont que l'explosion de forces apparaissant soudain avec une puissance accrue par la durée. Le mouvement ouvrier était semblable à ces sources qui cheminent dans le sol et restent invisibles sur un long espace. L'élan des masses est en effet sujet à de périodiques découragements. L'œuvre interrompue dut être sans cesse reprise par les militants, plus conscients et plus obstinés que leurs frères. Par delà les déceptions et les reculs, leur persévérant courage a relié entre eux des efforts qui se heurtaient aux circonstances économiques et à la résistance des individus dont l'incompréhension explique la permanente iniquité.

Les militants ouvriers ont une importance non pas anecdotique, mais historique : ils incarnent les sentiments, les révoltes et les espoirs de tant d'obscurs travailleurs qui forment les masses laborieuses.

Les militants ouvriers ont été à la fois des interprètes et des créateurs ; car tout homme d'action n'est jamais ni complètement libre, ni complètement esclave ; il vit dans son temps et de son temps ; mais, si son humanité est profonde, il découvre en elle la vision des lendemains possibles et entre lesquels il choisit.

La volonté du militant avait été trempée par les épreuves subies par lui ou par les siens ; elle empruntait sa vigueur au spectacle d'une misère humaine totale, parce qu'autant spirituelle que matérielle. Son action efficace s'inspire de son accord avec les masses. Mais parfois les militants doivent agir à contre-courant et dire courageusement, aux masses des vérités qui les irritent.

Un récit objectif tient compte des conditions économiques et politiques ; mais, parce que sa force *vient de l'intérieur*, le mouvement ouvrier ne s'éclaire que *du dedans*. Le mystère de son histoire ne peut être attiré en pleine lumière que grâce aux artisans de cette épopée.

L'erreur des écrivains a été d'abord de mettre l'accent sur les vedettes de l'Histoire, puis de souligner la « primauté » des forces économiques et de présenter celles-ci comme « l'expression moderne de l'antique fatalité » (Joseph Calmette). L'historien doit se garder de ces deux excès. La technique du cinéma, comme l'étude des inventions, met en relief le fait que, de toute œuvre qui dure, l'honneur peut être partagé ; mais ce caractère n'exclut pas le privilège de la personnalité. Il existe des équipes de travail et il s'en formera de plus en plus. Leur apport laissera toujours intacte la création personnelle.

En interrogeant les traces laissées par les militants, en relisant leurs appels, leurs tracts, apparaissent les raisons des progrès qui marquent les étapes du mouvement ouvrier. Il existe en effet une littérature dispersée d'œuvres plus humbles. Pendant tout le XIX^{ème} siècle, des générations ouvrières se sont formées grâce à leur volonté de culture personnelle et sans que les institutions aient rien fait pour cela.

Utiliser le témoignage des militants, raviver leurs visages effacés, faire réentendre leurs voix, n'est-ce pas le plus sûr moyen de rendre à l'histoire ouvrière sa signification : expliquer les faits en peignant les hommes, et dévoiler les raisons profondes en cédant souvent la parole aux artisans, connus ou méconnus, du mouvement ¹ ?

¹ À CÔTÉ DE CES MILITANTS, IL SERAIT INJUSTE DE NE PAS RAPPELER DEUX PENSEURS QUI ONT PROPOSÉ DES MÉTHODES NOUVELLES, PERMETTANT DE CERNER DE PLUS PRÈS LA RÉALITÉ : maxime leroy (*LA COUTUME OUVRIÈRE*, 1913), ET emmanuel lévy (*LES FONDEMENTS DU DROIT*, 1896 À 1933, ET SA PRÉFACE À LA THÈSE DE laurent, *SERVICES POSTAUX. LE SYNDICALISME POSTAL EN 1913*, SAINT-ÉTIENNE, IMPRIMERIE DE LA LOIRE, 1913). ILS ONT PRESSENTI LES TRANSFORMATIONS PROFONDES QUI ÉCHAPPAIENT À LA CÉCITÉ DE LEURS CONTEMPORAINS.

II

RÉVOLUTIONS RÉELLES ET RÉVOLUTIONS FICTIVES

[Retour à la table des matières](#)

Un contraste évident existe entre le monde qui change et les individus surpris par des éclosions brusques ; en face des luttes qui entrechoquent personnalités, groupes et nations, l'historien, qui se veut objectif, n'est pas condamné à un exposé résigné du fait accompli. Il constate les progrès et les reculs de la barbarie et de la culture. Aussi doit-il marquer les étapes du combat, préciser le conflit qui existe entre les *révolutions-puissance* et les *révolutions-capacité*, selon la forte expression de Proudhon.

De 1860 à nos jours, l'histoire ouvrière, vibrante de vie douloureuse, contrainst aux examens de conscience. La flamme qui l'a animée a pu vaciller, elle ne s'est jamais éteinte. Elle disparaîtrait si, uniquement préoccupées de leurs intérêts matériels, les masses n'écoutaient les militants lucides qui ont su garder une valeur éminente. Ils en sont dignes par leur capacité et par l'énergie qu'ils déploient à faire entendre aux masses *la vérité virile* et par l'exemple que donne leur existence. Les militants n'ont pas cessé de parler aux masses ; *aujourd'hui plus que jamais* ils doivent leur redire ces vérités qui peuvent parfois leur déplaire en réclamant un effort sur soi et le souci de la responsabilité personnelle. L'évolution des structures industrielles rend cette tâche plus ardue que jamais.

Les améliorations matérielles ne sont pas un but, mais une condition de conquêtes plus élevées : la culture et la capacité. Selon les expressions qui étaient coutumières à Eugène Varlin, à Pelloutier, à Merrheim, la classe du travail ne peut apporter à la société un élément de régénération si elle n'affirme pas une supériorité morale, si elle n'a que des appétits et non des goûts et des aspirations. Tant que l'atelier absorbait toutes les forces et toutes les heures de l'existence ouvrière, privée de ces loisirs « dont l'esprit et le cœur ont surtout besoin », l'objectif immédiat pouvait être l'amélioration de la condition matérielle. A présent, un souci exclusif des avantages temporels conduirait la classe du travail à partager cette soif de bien-être, cette vanité d'avoir raison même contre l'équité, ce penchant vers la sécurité somnolente et à tout prix garantie, cette paresse d'esprit qui sont des signes de décadence. La classe du travail se détournerait de cette culture de soi, indépendante du savoir, et qui est la condition d'une nouvelle jeunesse du monde. Sans ces vertus et sans cette volonté éducatrice, les obscurs ne pourront jamais gravir la route rude qui les amènera à leur plus haut destin.

Qu'ils appartiennent au XIX^{ème} siècle ou aux premières décennies du XX^{ème}, les militants ont exprimé des vérités qui ont une portée universelle, car elles sont étrangères à toute idéologie partisane ; elles ont leur source dans les sentiments humains.

Par leur nature même, théories et idéologies, même de forme et d'intention scientifiques, sont transitoires. Les premiers militants réclamaient une société fondée sur une justice qui ne fût ni exclusive, ni fanatique. Les premières sociétés de résistance se fondaient sur un sentiment de fraternité.

Lorsqu'ils voient dans la classe du travail un élément de régénération, les Eugène Varlin et les Fernand Pelloutier au XIX^{ème} siècle, comme au XX^{ème} les Merrheim et les Ignazio Silone, c'est que les uns et les autres ne veulent pas que la révolte ouvrière contre l'ordre social conduise à d'autres formes du despotisme et de l'aliénation à une répétition de la fatalité « même sous le pseudonyme d'Histoire ». Et, parce qu'elle répond aux pensées exprimées dans leurs paroles et dans leurs écrits, les militants auraient emprunté à Ignazio Silone cette définition : « Une extension de l'exigence éthique au delà de l'étroite sphère individuelle et familiale jusqu'à tout le domaine de l'activité humaine ; une affirmation de la supériorité de la personne humaine sur tous les mécanismes économiques et sociaux qui l'oppriment. ¹ »

L'opposition entre les valeurs humaines et les idéologies changeantes, mobiles et éphémères, se retrouve non seulement dans les conceptions des grands militants, mais dans la *geste* du mouvement ouvrier ². En vain, certains théoriciens ont voulu opposer à la pragmatique ouvrière un mouvement conduit systématiquement par un état-major qui s'accorde le choix de changer de tactique et de doctrine autant de fois qu'il le trouve opportun.

Arnold Toynbee ³ et Alain ont présenté d'heureuse et différente façon le problème de l'indétermination historique. Dans *L'Histoire de mes pensées*, Alain écrit qu'il n'a jamais pris les idées que comme des instruments, « je dirai des pinces pour saisir les objets de l'expérience ». Il donne des exemples : « Il y avait au moins deux clés pour interpréter les faits de l'organisme vivant.... Et par exemple le matérialisme historique... n'est jamais qu'une clé parmi d'autres pour déchiffrer les mystères de la société. Au lieu que, par une ivresse bien naturelle, nous voudrions expliquer toutes choses d'après une même supposition.... Le but réel de la science n'est pas tant d'expliquer que de découvrir.... ⁴ »

¹ Ignazio Silone, *LES TEMPS MODERNES*, JUILLET 1950 : « ...UN SENTIMENT DE RÉVÉRENCE À L'ÉGARD DE CE QUI SANS CESSER Pousse L'HOMME À SE SURPASSER ET QUI SE TROUVE À LA RACINE DE SON INÉPUISABLE INQUIÉTUDE ».

² ET PARCE QU'ILS TIENNENT COMPTE DE CES ÉLÉMENTS, IRRÉDUCTIBLES L'UN À L'AUTRE, PIERRE RENOUVIN, GEORGES BOURGIN ET ERNEST LABROUSSE SONT DES ÉCRIVAINS FIDÈLES À LA PROBITÉ ET À LA RÉALITÉ.

³ *L'HISTOIRE. UN ESSAI D'INTERPRÉTATION* (TRADUCTION ÉLISABETH JULIA) ET *LA CIVILISATION À L'ÉPREUVE*, GALLIMARD, 1951, DÉFI ET RIPOSTE, CHAPITRE 5, PP. 74 ET SUIV. APRÈS AVOIR INSISTÉ SUR L'ERREUR DE CONCEPTION DE L'UNITÉ DE CIVILISATION (P. 45) : « EN LANGAGE SCIENTIFIQUE, NOUS POUVONS DIRE QUE LA FONCTION DU FACTEUR INTERVENANT EST DE FOURNIR, LÀ OU IL S'INTRODUIT, UN STIMULANT, LE MIEUX DOSÉ POSSIBLE, POUR SUSCITER LES VARIATIONS CRÉATRICES LES PLUS PUISSANTES.... »

⁴ Alain, OP. CIT. PP. 83-86. « JE SUIS BIEN ASSURÉ QUE MARX N'A RÉFLÉCHI QUE SUR DES EXEMPLES ET TOUTE SON ANALYSE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE LE PROUVE ASSEZ. ON PEUT MÊME DIRE QUE LE MATÉRIALISME HISTORIQUE EST LÀ TOUT FAIT. TOUTEFOIS, IL NE LE DIT PAS EXPRESSÉMENT ET SES DISCIPLES COURENT APRÈS LES EXEMPLES COMME SI LES EXEMPLES ÉTAIENT RARES.... »

L'analyse d'Alain pénètre plus loin encore lorsqu'il écrit : « La fidélité est la lumière de l'esprit.... Dès qu'on change ses pensées d'après les événements, l'intelligence n'est plus qu'une fille. » Ou bien : « Notre orgueil souhaite que la clé que nous avons fabriquée soit la seule juste et déchiffre tous les secrets. »

Seulement cette prétention nous conduit à manquer à l'honnêteté, et parfois à l'honneur. Les complexités humaines nous découvrent une vision pluraliste des choses et des êtres. Nous avons une tendance à substituer à des réalités, des illusions propres à flatter le fanatisme de nos passions, la déviation partisane de nos intérêts. Et ainsi, nous en arrivons à nous duper nous-mêmes et à tromper les autres.

L'histoire ouvrière nous rappelle le nom qui, aux années 30, était donné, en France, aux premières associations, les « Sociétés d'amitié fraternelle ». Les militants qui avaient choisi ce nom entendaient exprimer ainsi leur volonté de faire de ces sociétés un foyer de réelle fraternité. Ils avaient la conviction que la générosité était le premier et peut-être le seul sentiment efficace de la vie et de l'action sociale. De ce sentiment d'entraide se dégage notre première conclusion. Brice-Parain lui donne sa forme la plus juste lorsqu'il écrit : « L'homme n'est pas un objet d'expérimentation, mais l'artisan de ses petites tâches ; il n'y a de génie que dans un amour militant et pas d'autre chemin à la vérité » Mais il faut ajouter aussitôt : sans le rayonnement de ce sentiment et la mise en pratique des obligations quotidiennes qu'il crée, *rien ne tient, tout s'écroule*.

De 1830 à 1918 où nous avons tracé l'histoire ouvrière dans les deux précédents volumes de cet ouvrage, nous avons vu la classe ouvrière affirmer d'abord sa volonté de culture. Et, par son progrès intellectuel et moral, sa dignité impose cet aveu à un écrivain de bonne foi : « Il faut bien se le tenir pour dit : ce qui grandit en ce moment, ce sont les classes ouvrières, sans que les institutions aient beaucoup fait pour cela¹ » La classe ouvrière a pris peu à peu conscience de sa force. Ce sentiment la conduit à opposer à ceux qui l'exploitaient une organisation de plus en plus cohérente et puissante, animée par de grands militants. Ceux-ci ont l'ambition spirituelle de voir en la classe du travail le ferment propre à propager un nouvel état des consciences.

La première guerre mondiale s'accompagne d'une grande désillusion en présence de l'impuissance de l'Internationale ouvrière. Une nouvelle période s'ouvre où un monde bouleversé s'éclaire d'abord d'un immense espoir suscité dans le prolétariat international par la Révolution russe.

Les événements qui suivent 1918 découvriront ce qu'il est advenu de l'état d'esprit de ces années qui furent celles des « miroirs brisés ».

¹ Charles De Rémusat, *REVUE DES DEUX MONDES*.

Première partie

« Un monde détraqué, ballotté et plongeant »

« La Liberté est comme l'air et la lumière. Il faut en être privé pour savoir qu'on ne peut vivre sans elle. »

MATTEOTI.

[Retour à la table des matières](#)

Préambule

[Retour à la table des matières](#)

Entre 1917 et 1930, deux événements allaient éveiller dans les esprits attentifs le souci d'une révolution de l'esprit. D'abord, en 1917, la Révolution russe, « proclamation véhémement d'un espoir gigantesque¹ », avait posé le problème de la mobilité du monde. Les racines de notre pensée plongeaient dans le désespoir. «Ce monde est inacceptable en soi. Inacceptable le sort qu'il nous fait.... Et me voici... réveillé à l'espoir par la Révolution russe... » (Victor Serge).

Au fur et à mesure des vicissitudes et des évolutions soviétiques, des consciences ardentes et droites se préoccupaient de savoir si les organisateurs d'une révolution socialiste ne devaient pas d'abord être socialistes, c'est-à-dire, selon la définition de Charles Andler, « avoir passé par une régénération de tout l'être et par une reconstruction intérieure de tout l'esprit », et si l'on peut recommencer la création du monde sans commencer par la révolution de soi.

Le second événement, en 1929, allait être la crise économique qui, touchant les indifférents au vif de leurs intérêts, secouait un peu leur paresse de pensée, leur suggérant des remèdes divers et étrangers à une crise de désespérance et de manque de foi. Sollicité par des courants contraires, chacun n'apportait à la cité que des divergences intérieures qui venaient encore accroître la désharmonie entre les nations.

En face de ce désarroi, les uns, attachés à leur tranquillité à tout prix, se mettent les mains sur les yeux. D'autres cherchent à esquiver la réalité : ils s'abandonnent, soit à une démente partisane excluant tout sens critique, soit à une frivolité soumise au seul plaisir de l'instant. Fanatiques ou nonchalants, ils s'excusent en désignant les deux fatalités qui les guettent : fatalité politique aux masques personnels, fatalité économi-

¹ Brice-Parain, *L'EMBARRAS DU CHOIX*, GALLIMARD, pp. 113,135,152,155: « CRITIQUE DE LA DIALECTIQUE MATÉRIALISTE.... LA MOBILISATION DES ÂMES ET DES CORPS.... LA PROCLAMATION D'UN ESPOIR GIGANTESQUE.... NOUS AVIONS L'IMPRESSION D'UNE TENTATIVE PROMÉTHÉENNE OÙ TOUTES LES VERTUS ET TOUS LES VICIES HUMAINS S'ÉTAIENT DÉCHAÎNÉS POUR RECOMMENCER LA CRÉATION DU MONDE.... »

que anonyme qui précipite les individus dans un gouffre dont surgirait, grâce à une discipline mécanique, un ordre de fer.

La rupture de l'Économie internationale, le rétrécissement des marchés, l'action des cartels internationaux cantonnent de plus en plus à l'intérieur de chaque pays les grandes industries. La structure des entreprises industrielles se transforme. Les grandes administrations privées se rapprochent des administrations publiques : « La machinerie parlementaire calculée pour subir des pressions modérées n'a pas la force de résister à la puissance des antagonismes dont notre temps est saturé... les pouvoirs contrastés qui s'affrontent entretiennent par leurs conflits un état de désordre. ¹ »

Dépassés par les événements, les individus assistent, indécis, aux luttes géantes que se livrent, par dessus leurs têtes, des puissances neuves et démesurées. Au contact de ces pouvoirs irresponsables, la responsabilité s'émousse. Le désarroi des individus les livre sans résistance à des courants successifs et contradictoires. Aucun exemple ne leur vient de ceux que leur situation sociale chargerait des devoirs les plus précis. Politiquement, le glissement sans fin des responsabilités ; économiquement, l'excuse de l'anonymat, que l'entreprise soit privée ou publique.

Par l'absence d'une foi commune ou par le refus de se soumettre à un devoir certain vis-à-vis de la cité, les individus sont livrés à une instabilité universelle. Celle-ci s'affirme dans le domaine où elle est le plus redoutable : les relations entre les peuples, tandis qu'en face de leurs conflits latents, la Société des Nations reste impuissante.

« Une bourgeoisie dirigeante n'a pas su faire rentrer dans leurs cages les loups de la guerre lâchés par le monde en 1914 » (Pierre Monatte).

Sur les peuples pèse la menace d'une guerre toujours possible. L'insécurité du pain quotidien accroît la plasticité des foules, accessibles à tous les entraînements. De cet état d'esprit, les États totalitaires profitent pour mettre les nations démocratiques en face du fait accompli et pour chercher à tromper la misère et la faim par des rêves de fallacieuse grandeur.

Les plus lucides perçoivent la chute à pic de sociétés dont les fondements vacillent. Et ils n'imaginent pas comment pourrait être traversé l'abîme d'un monde à la dérive, « détraqué, ballotté et plongeant.... Dans ce furieux chaos de clartés blafardes, toutes les étoiles du ciel effacées... des feux follets, qui, çà et là, courent, ont pris la place des étoiles » (Thomas Carlyle).

¹ Daniel Halévy, *DÉCADENCE DE LA LIBERTÉ*, GRASSET, 1930.

Chapitre premier

Retours de la guerre

[Retour à la table des matières](#)

Pendant les années 1919, 1920, 1921, les syndicalistes français avaient suivi avec un intérêt passionné la vie des organisations ouvrières à l'étranger, et tout particulièrement l'évolution du syndicalisme britannique. Les syndicalistes révolutionnaires croyaient reconnaître dans les *shop-stewards* (délégués d'atelier) les minorités agissantes des C. S. R. (Comités syndicalistes révolutionnaires) ; la Triple-Alliance leur apparaît, grâce à ses effectifs, l'organisation capable de déclencher les « vagues successives » propres à paralyser l'Économie du pays.

En 1919, la grève des cheminots anglais met une première fois à l'épreuve les forces du trade-unionisme. Elle éclate en septembre. Elle est accueillie par le *Times* en ces termes : « Comme la guerre avec l'Allemagne, ce doit être une guerre jusqu'au bout. » Le secrétaire général des cheminots, J. H. Thomas, un réformiste et par tempérament un modéré, n'avait signé l'ordre de grève qu'après de longues hésitations ; il y avait été contraint par l'intransigeance du gouvernement. Et il avait tenu à déclarer en lançant l'ordre de grève : « C'est le plus triste jour de ma vie. J'ai tant fait pour trouver un moyen de conciliation, j'ai échoué. » En effet, depuis février 1919, des négociations se poursuivaient avec le gouvernement en vue d'obtenir la revendication essentielle des cheminots, la standardisation des salaires, dont la moyenne chez les cheminots anglais était très inférieure dans chaque catégorie à celles des mêmes emplois dans les entreprises industrielles. Pourtant, Lloyd George prétend que la grève a été déclenchée par une poignée d'anarchistes. De son côté, la presse multiplie les provocations : « C'est un appel au massacre, en même temps que la mobilisation de toutes les ressources du temps de guerre contre nos propres citoyens », déclare J. H. Thomas,

et il ajoute : « Les déclarations des journaux ne peuvent signifier qu'une chose, c'est que le gouvernement doit traiter les 500.000 cheminots, dont beaucoup ont défendu la vie et la liberté des citoyens de ce pays contre le militarisme prussien, comme s'ils étaient des étrangers et des ennemis. »

Le 27 septembre, le trafic est complètement paralysé. Mais des navires de guerre viennent mouiller à l'embouchure de la Tamise ; des soldats, baïonnettes au canon, parcourent les rues de Londres. Les cheminots ont fait appel à la solidarité ouvrière. A Leeds, 1.500 postiers refusent de participer au transport des lettres par automobile. L'opinion générale des grandes corporations ouvrières est favorable aux cheminots. Les Compagnies font appel au recrutement de volontaires ; seulement, le 1^{er} octobre, il n'y a que 800 trains en service, soit 2 p. 100 du service normal. Des usines sont obligées de fermer, faute de charbon ; des mines cessent de travailler, parce que le charbon n'est pas enlevé.

J. H. Thomas a voulu conserver à la grève son caractère corporatif ; il a refusé l'aide des employés de tramways et omnibus de Londres, celle aussi des électriciens. Cependant, peu à peu, la grève a une tendance à se généraliser. Le 1^{er} octobre, les organisations des transports, des postiers, de l'industrie du livre, des mécaniciens constructeurs de navires, à la suite d'une réunion, décident d'envoyer une délégation au premier ministre. Celui-ci pose, comme condition préalable à toute négociation, la reprise du travail. Les cheminots refusent. Une nouvelle réunion des grandes corporations ouvrières a lieu. Leur pression amène le gouvernement à trouver un compromis. La grève avait duré neuf jours et n'avait été qu'une grève corporative, qui n'avait pas permis d'amorcer la grève générale.

Au printemps de 1920, la question minière va être une épreuve plus sérieuse pour le trade-unionisme anglais et pour la Triple-Alliance. La question minière posait, au lendemain de la guerre, des problèmes d'une portée qui n'était pas seulement sociale, mais nationale. Par suite de la législation britannique et des méthodes d'exploitation, l'exploitation minière était divisée entre des milliers de sociétés indépendantes, l'organisation du travail était défectueuse. Cette situation défavorable était bientôt aggravée par la concurrence allemande, française, polonaise ; et, à partir de 1921, les exportations anglaises allaient se trouver singulièrement réduites. Au lendemain de l'armistice, la Miners' Federation, dont les effectifs s'élèvent à 800.000 syndiqués, se préoccupe des difficultés auxquelles est exposée l'industrie houillère britannique. La Miners' Federation est dirigée par deux hommes de valeur, Robert Smilie et Franck Hodges. Ils réclament la nationalisation des mines et présentent un projet de loi à la Commission Sankey, présidée par le juge Sankey et nommée par le Coal Industry Commission Act (26 février 1919). Cette Commission avait en effet pour mission d'enquêter sur les salaires, les heures de travail, le prix de revient et le coût de la distribution, les prix de vente et les profits, et d'examiner tout projet d'organisation future de l'industrie houillère. Elle comprend trois délégués de la Fédération des Mineurs, trois représentants des compagnies minières, trois représentants des autres industries et trois économistes socialistes. Le 20 juin 1920, le juge Sankey dépose son rapport définitif. Ce rapport constate que la baisse du rendement est due à l'organisation de

l'industrie minière¹. La majorité des membres de la Commission, composée des trois délégués mineurs, des trois économistes et du juge Sankey lui-même, présente un projet de nationalisation de la propriété et de l'exploitation minières². Mais, avec sa versatilité habituelle, après avoir tergiversé quelque temps, Lloyd George renonça au projet.

Pendant l'hiver de 1920 la nationalisation des mines paraît une réforme assez justifiée et assez populaire pour permettre de déclencher, avec des chances de succès, la grève générale. Les mineurs se prononcent pour la grève générale à une forte majorité : 524.000 contre 346.000. Mais, le 11 mars 1920, le Congrès syndical extraordinaire, réuni à Londres pour obliger le gouvernement à procéder à la nationalisation des mines, écarte la proposition de grève générale, soumise par les mineurs. A l'action syndicale comportant la grève générale, que préconisent Franck Hodges, secrétaire de la Fédération des Mineurs, et Tom Mann, secrétaire de la Société des Mécaniciens, le Congrès, à une grosse majorité, préfère l'action parlementaire, préconisée par J. H. Thomas, appuyé par Tom Shaw, des textiles, et J. R. Clynes, des ouvriers non qualifiés. Ceux-ci justifient leur attitude par le revirement de la majorité syndicale anglaise :

Au lendemain des élections générales kaki, les mineurs avaient eu avec eux, pour la grève générale, la masse syndicale, le centre qui suit tantôt un courant, tantôt un autre. Aujourd'hui, après la série des succès électoraux travaillistes aux élections partielles, le centre est contre eux et suit les politiciens partis à la conquête de la Chambre des Communes.

Pourquoi l'aventure risquée d'une grève générale, quand nous avons à notre portée un moyen plus simple, moins coûteux et certainement pas aussi dangereux ? Nous devons montrer aux travailleurs que la voie saine, c'est d'user intelligemment du pouvoir que leur offre la Constitution la plus démocratique du monde et qui leur permet d'obtenir tout ce qu'ils désirent (J. H. Thomas).

J. H. Thomas³, par son influence, fait échec aux syndicalistes qui escomptaient le succès d'une grève générale, grâce au jeu de la Triple-Alliance.

Au reste, en mars-avril 1920, des syndicalistes révolutionnaires, partisans de l'action directe, estiment que l'heure de l'action des masses ouvrières coïncide avec celle des réformistes. C'est ainsi qu'en avril 1920, G.D.H. Cole déclare à Sisley : « Je suis un partisan déterminé de l'action directe, mais à condition qu'elle puisse être efficace ; je n'y suis pas favorable à l'heure actuelle : elle ne réussirait pas.⁴ »

¹ DE 1913 À 1920, LE RENDEMENT A ÉTÉ DÉCROISSANT : 287 MILLIONS DE TONNES EXTRAITES EN 1913 CONTRE 229 MILLIONS EN 1919 ET LA PRÉVISION POUR 1920 ÉTAIT DE 217 MILLIONS DE TONNES - SOIT UNE CHUTE DE 70 MILLIONS DE TONNES. LE RENDEMENT INDIVIDUEL MOYEN ÉTAIT, EN 1913, DE 259 TONNES CONTRE 288 EN 1903, ET DE 223 EN 1919.

² Frank Hodges, *NATIONALISATION OF THE MINES*, LEONARD PARSONS, LONDRES, 1920, 170 p. Cf. pp. 133 À 150, REPORT OF JUSTICE SANKEY, COAL INDUSTRY COMMISSION ACT.

³ J. H. THOMAS, NETTOYEUR DE LOCOMOTIVE À 14 ANS, DEVENU SECRÉTAIRE DU SYNDICAT DES CHEMINOTS, PUIS DÉPUTÉ ET MINISTRE, DONT UN SCANDALE FINANCIER EN 1936 DEVAIT BRISER LA CARRIÈRE, EST UN REPRÉSENTANT TYPE DU SNOBISME DE LA PETITE BOURGEOISIE OUVRIÈRE.

⁴ Sisley, LE SYNDICALISME ANGLAIS ET SON LEADER, *REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE*, NOVEMBRE 1920.

Dans la pensée de G.D.H. Cole, comme dans celle des syndicalistes révolutionnaires français, l'action directe est liée à la théorie des minorités agissantes :

Les révolutions ne sont jamais faites par la majorité, mais par des minorités : la minorité n'est pas obligée d'attendre que la majorité consente à faire la Révolution.... Sans doute, mais, en Grande-Bretagne, tout mouvement conduisant à la violence est stupide, parce qu'il n'a aucune chance : nous devons nous consacrer à consolider les forces ouvrières et l'œuvre de construction. Voilà la politique qui s'impose à la classe ouvrière et qui lui donnera une situation très forte, lorsque la catastrophe viendra.... Ma position personnelle est bien nette : la politique de violence est absurde, à moins qu'il n'y ait pas d'autre voie. En 1917, en Russie, j'aurais suivi Lénine ; la Russie se trouvait dans un tel gâchis ! En Allemagne, j'adopterais la même ligne de conduite. Mais je ne prendrais certainement pas la même attitude en France, où j'agiserais en accord avec les chefs cégétistes.

En 1921, nouvelle velléité d'action de la part des mineurs. Ils réclament la fixation d'un profit maximum égal au profit moyen national d'avant-guerre, et le partage de tout profit supplémentaire, sur une base nationale, entre patrons et ouvriers. Les Compagnies minières décident de résister aux revendications ouvrières. Elles veulent profiter de la crise de 1920, point de départ d'une dépression qui annonce une situation chronique de surproduction. Elles entendent substituer des négociations régionales aux négociations nationales avec la Miners' Federation. Elles déclarent le *lock out*. La Fédération des Mineurs fait appel à la Triple-Alliance. Les chefs trade-unionistes semblent résolus à pousser à fond une lutte qui n'intéresse pas seulement les mineurs, mais qui, en pleine période de baisse des prix, met en jeu deux principes celui des négociations nationales entre organisations patronales et fédérations ouvrières, et celui de la résistance à la baisse des salaires. Mais, au lieu d'agir, les leaders de la Triple-Alliance négocient avec le premier ministre ; dès le début, les dirigeants des fédérations, selon le *Labour Leader*, manifestent leur indécision :

S'il devait y avoir une grève de la Triple-Alliance, une grève de sympathie envers les mineurs, elle aurait dû avoir lieu avant que le gouvernement n'ait utilisé les chemins de fer pour transporter et éparpiller ses gardes blanches, avant que la ploutocratie ait pu remplir ses caves de provisions et de charbon, avant que les mineurs n'aient mangé leurs modestes fonds. Tandis que l'on voit arriver les canons et les mitrailleuses, la police s'armer, les trains circuler chargés de volontaires, de loyalistes, l'ardeur se perd et on laisse passer le moment psychologique.... Aujourd'hui, s'il doit y avoir une grève de la Triple-Alliance, il est inutile de se laisser aller à tant de bavardages pendant que nos gouvernements capitalistes se préparent d'une façon adéquate et effective à la lutte.

Les « bavardages » dont parle le *Labour Leader*, ce sont justement les négociations poursuivies avec le gouvernement de Lloyd George, ce Clemenceau méthodiste qui, pour gagner du temps, les fait traîner en longueur. Celui-ci, comme M. Millerand en France pendant la grève des cheminots, cherche à organiser des corps de volontaires ; il lance des campagnes de presse qui ridiculisent et caricaturent les mineurs ; et, d'autre part, le gouvernement escompte l'épuisement des ressources syndicales des mineurs. La Triple-Alliance renonce à intervenir ; ou plutôt, après avoir lancé l'ordre de grève, le vendredi 15 avril 1921, cette fois encore, c'est le secrétaire général des cheminots, J. H. Thomas, qui recule et annule cet ordre. Nouvel échec, qui aboutit à l'écrasement des mineurs laissés à leur propre effort. Pour la seconde fois en une année (1920-1921), la Triple-Alliance avait avoué son impuissance et laissé passer, selon l'expression du *Labour Leader*, l'instant psychologique. « La Triple-Alliance survivra-t-elle à cette épreuve ? L'illusion mensongère de la force de la Triple-Alliance

est apparue.... Entre les mains réformistes des anciens ministres de Lloyd George, qui mettent tous leurs espoirs dans la stratégie des négociations, la Triple-Alliance ne pouvait donner d'autre résultat que la déception d'une reculade et d'une capitulation.¹ » Donc, les minoritaires français ne condamnaient pas l'organisation, mais les hommes.

Quelques années plus tard, la Triple-Alliance allait tenter encore une fois l'épreuve de sa force. Un nouveau conflit se produira en 1926 entre les mineurs et les Compagnies houillères qui, en présence de la baisse des exportations anglaises, voudront imposer une baisse des salaires. De plus, le 11 mars 1926, la décision de la Commission d'enquête, présidée par Sir Herbert Samuel, appuyant le rachat des Compagnies minières, leur fusion et leur gestion contrôlée par le gouvernement, offre un nouveau sujet de mécontentement aux mineurs. Le Conseil général des Trade-Unions décide d'appuyer par une grève générale leurs revendications².

Le 5 mai 1926, la grève générale provoque l'arrêt des moyens de transports. Un seul journal paraît, le *British Worker*, publié par le Conseil général des Trade-Unions. Mais, le 12 mai, un compromis proposé par Sir Herbert Samuel est accepté : Le Conseil des Trade-Unions retire l'ordre de grève ; mais la Fédération des Mineurs poursuit la lutte, quelques mois encore, jusqu'à l'épuisement de ses ressources.

En 1919, 1920, 1921 et 1926, la Triple-Alliance s'est montrée hésitante et elle n'a pas poursuivi son expérience jusqu'au bout.

Ces échecs successifs ont affaibli la puissance des organisations ouvrières, auxquelles une législation nouvelle enlève une partie de leurs conquêtes législatives d'avant-guerre. Depuis 1913, les Trade-Unions jouissaient de privilèges qui leur sont retirés par la loi du 29 juillet 1927. Cette loi proclame l'illégalité de toute grève n'ayant pas un caractère strictement corporatif. Quiconque prend part à une grève de cette nature se voit privé du bénéfice de l'Act de 1906, autorisant le *picketing* et proclamant l'irresponsabilité civile des Trade-Unions.

Ainsi les années 1921 à 1928 marquent un recul du syndicalisme en Grande-Bretagne.

Dans les nations attachées aux institutions de la démocratie politique entre 1925 et 1933, les classes sociales ont subi une évolution qui exprime leur réaction en face de l'après-guerre et de la crise.

De 1925, année de son retour à l'étalon-or, sous la forme du Gold Exchange Standard, jusqu'au 21 septembre 1931, date de la dévaluation, la Grande-Bretagne traverse une crise sociale et économique profonde³.

¹ LA VIE OUVRIÈRE, 21 AVRIL 1921.

² Dante Rosenthal, LA PAIX INDUSTRIELLE ET LE MOUVEMENT TRADE-UNIONISTE CONTEMPORAIN EN GRANDE-BRETAGNE, THÈSE, PARIS, 1931, pp. 83, 121 ; IATHOUD, THÈSE, LYON, 1938.

³ A. Siegfried, LA CRISE BRITANNIQUE, ARMAND COLIN, 1932 ; - DAUPHIN-MEUNIER, LA CITÉ DE LONDRES, GALLIMARD, 1940 ; 2^E ÉD., REMANIÉE, 1953.

A la suite de l'échec de la grève générale, des négociations se poursuivent entre les délégués des Trade-Unions et les représentants du grand capitalisme anglais, sous l'influence de Sir Alfred Mond. Et, en janvier 1928, le Congrès des Trade-Unions adopte un programme tendant à organiser une entente entre les organisations ouvrières et patronales. Après certaines résistances, la Fédération des Industries Britanniques reconnaît officiellement les Trade-Unions et recommande aux industriels de conclure des conventions collectives avec les syndicats affiliés au Congrès des Trade-Unions. Le Congrès accepte l'application générale de la rationalisation, sous la condition que celle-ci comporte le maintien des salaires et la participation des ouvriers à l'introduction des nouvelles méthodes. Le 26 juin 1930, le Conseil du Congrès trade-unioniste se prononce en faveur d'une politique impériale impliquant la renonciation au libre-échange. En 1930, également, le ministère travailliste réduit dans les mines la durée du travail de 8 à 7 heures par jour et crée un Conseil économique national permanent, qui comprend une représentation des Trade-Unions. Mais, dès 1932, cette tentative de rapprochement patronal-ouvrier échoue. Une rupture se produit. Celle-ci est le résultat autant de la résistance passive des industriels que de la crise financière britannique. L'offensive patronale contre les salaires, l'abaissement des indemnités de chômage, dès janvier 1931, provoquent des grèves en Lancashire et dans le pays de Galles. Et, en juillet-août, le Cabinet travailliste est atteint par la crise financière. La souveraineté légale a été mise en échec par les puissances anonymes, le gouvernement a cédé devant la menace des intérêts privés : « Le Parlement n'eût pu contrôler les banquiers en 1931 ; le mouvement de la finance a déterminé le cours des événements avant même qu'on pût être appelé à une prise de contact. ¹ » Dès septembre 1931, le Congrès ouvrier de Bristol renonce à la tentative de collaboration amorcée.

L'échec du gouvernement travailliste s'expliquait par le fait qu'une politique sociale de grande envergure ne peut se développer qu'au détriment du profit. Mais, en s'attaquant au profit, cette politique sociale tend à paralyser le moteur qui maintient le mécanisme économique en mouvement. La perte des débouchés, qui résulte d'un prix de revient trop élevé, peut obliger les industriels à choisir entre la diminution des salaires et l'accroissement du chômage. Dans les cadres d'une Économie capitaliste, un gouvernement travailliste se trouve contraint de faire fléchir le pouvoir qu'il détient devant les puissances de fait ².

L'essai de collaboration de 1927 à 1931 s'expliquait par le fait que le peuple anglais prenait conscience de la crise traversée par la Grande-Bretagne. Celle-ci, trop sûre de sa suprématie, en présence d'un monde changeant, était restée longtemps paresseusement immobile. De ce qu'André Siegfried appelle *la révolte du monde*, aucun des pays de l'Europe n'avait souffert autant que la Grande-Bretagne. En face de cette crise, dès qu'il en eut conscience, le peuple anglais fit un effort de redressement étonnant. Pourtant, peut-être ne mesurait-il pas les raisons de cette évolution. La plus profonde était la transformation qui s'était produite dans le caractère et l'esprit des classes sociales, et singulièrement des classes dirigeantes en Grande-Bretagne.

Depuis plusieurs décennies déjà, les classes dirigeantes britanniques ont abandonné les vertus conquérantes qui ont assuré la suprématie de la Grande-Bretagne

¹ Harold Laski, CONFÉRENCE À LA SOCIÉTÉ FABIENNE EN 1933 : *WHERE STANDS SOCIALISM TO-DAY*.

² Lucien Lurat, SOCIALISATION PAR LE PLAN, *L'HOMME RÉEL*, OCTOBRE 1934.

dans l'univers. Mais, au lendemain de la réforme monétaire de 1925, les temps sont venus où cette transformation sociale s'accroît. Entre 1926 et 1930, « la bourgeoisie britannique perd son individualisme créateur pour devenir un vaste fonctionnarisme au service d'organismes anonymes ¹ ».

L'échec de la grève générale de 1926 a renforcé les positions de la bourgeoisie ; mais la grande bourgeoisie d'affaires, qui voit ses préjugés sociaux partagés par le snobisme admiratif de la petite bourgeoisie, se fonctionnarise. Le capitaliste devient un bourgeois salarié, l'employé des collectivités économiques anonymes. Et, n'ayant plus pour ambition que de « maintenir » et non de conquérir, le grand capitalisme organise à son profit un système de sécurité et de garantie de ses revenus, en s'installant confortablement dans les sièges d'administrateurs des grandes sociétés. Les marchés industriels sont contrôlés par des monopoles de fait ².

Et la législation protectrice ou réglementaire, votée par le Parlement britannique, complète l'organisation de ce système de la sécurité. En dépit de la rupture consacrée par les décisions du Congrès ouvrier de Bristol, dès 1931, le trade-unionisme n'échappe pas à la contagion de cet esprit de fonctionnarisme universel, puisqu'en 1932, à Southport, Harold Laski et Sir Stafford Cripps protestent contre le conservatisme des Trade-Unions.

*

* *

En Italie, ce ne fut qu'après la formation de l'unité italienne que l'on vit apparaître un commencement d'organisation syndicale. Ce mouvement débuta dans l'Italie du Nord, seule grande région industrielle de la péninsule. À partir de l'année 1874, où se constitua l'Association Nationale des Ouvriers Typographes, les Mutuelles ouvrières et les Coopératives se multiplièrent dans tous les centres industriels de l'Italie. En 1893 fut fondée à Parme la première Chambre du Travail, bientôt suivie de beaucoup d'autres : les travailleurs industriels et agricoles s'organisaient et prenaient conscience de leur force. Vers la même période, c'est-à-dire dans les dernières années du siècle, l'ancien Parti des travailleurs italiens devenait le Parti socialiste. Il connut un essor remarquable, surtout dans l'Italie du Nord. Parallèlement, on assista à une forte poussée du mouvement syndical. Il s'organisa à Milan, en 1902, un Secrétariat général des Chambres du travail, qui sera désormais le centre actif du mouvement ouvrier. Quatre ans plus tard, en 1906, un Congrès qui réunissait les représentants de 200.000 travailleurs décida la fondation de la *Confederazione generale del Lavoro* (CGT italienne).

¹ Armand Hoog, ADIEU À LA BOURGEOISIE BRITANNIQUE, *POLITIQUE*, MAI 1937 ; G.D.H. COLE : « LA PETITE BOURGEOISIE S'ABRITE DANS LES RECOINS ET DANS LES FENTES DE L'INDUSTRIALISME À GRANDE ÉCHELLE » (G. Duveau, *ÉTAPES*, 15 JANVIER 1937).

² MARCHÉ DU FIL ET DU COTON, PAR J. P. COATS, DE LA SOIE ARTIFICIELLE PAR LE GROUPE COURTAULDS, DES PRODUITS CHIMIQUES PAR L'IMPERIAL CHEMICAL INDUSTRIES, MARCHÉ DU SAVON ET DE LA MARGARINE PAR L'UNITED KINGDOM SOAP MANUFACTURERS ASSOCIATION ET PAR LEVER BROTHERS QUI, ASSOCIÉS AU HOLDING HOLLANDAIS, FONDENT LA MARGARINE UNION LTD. ; CONCENTRATION ET ORGANISATION, EN 1935, DE LA MÉTALLURGIE ET DE LA PRODUCTION SIDÉRURGIQUE ; MARCHÉ FINANCIER DOMINÉ PAR LES BIG FIVE.

L'organisation nouvelle adhérait à l'Internationale syndicale mais affirmait, d'autre part, sa volonté de demeurer indépendante vis-à-vis des partis politiques, y compris le parti socialiste. Elle groupait déjà, en 1911, 383.000 adhérents inscrits. Par ailleurs, les travailleurs catholiques avaient constitué de leur côté, des Ligues du travail, qui rassemblaient, en 1911, plus de 100.000 adhérents.

Il y a lieu aussi de mentionner l'Union syndicale qui avait été d'abord l'aile extrémiste de la CGT italienne, dont elle avait fini par se détacher. Elle groupait 100.000 adhérents environ, et était fortement influencée par les idées de Georges Sorel. Quelques-uns des chefs du fascisme sortirent de ses rangs.

En résumé, à la veille de la première guerre mondiale, l'ensemble des organisations syndicales italiennes rassemblait une masse de près de 600.000 travailleurs industriels et agricoles.

Un conflit latent opposait l'Union syndicale à la CGL. Ce conflit ne fera que s'accroître avec la guerre ; le fascisme en sortira en partie, mais surtout de la crise sociale et nationale qui attend l'Italie.

*

* *

Au lendemain de l'Armistice de 1918, l'Italie se trouvait dans une situation infiniment plus défavorable que celle des pays aux côtés desquels elle avait combattu.

Ses espoirs, puis la désillusion profonde qui avait suivi la paix avaient suscité, dans une grande partie de la population italienne, une exaspération du sentiment national qu'exprimaient les mots : la *vittoria mutilata*. Et cette exaspération était encore devenue plus aiguë du fait des oppositions créées par l'entrée en guerre de l'Italie qui n'avait pas été accueillie d'une façon unanime, et n'avait pas seulement divisé les partis de gauche. Le parti socialiste et la plus grande partie des syndicalistes s'étaient déclarés pour la neutralité. L'Union Syndicale, et surtout son chef Rossini, avaient appuyé l'intervention de l'Italie aux côtés des Alliés. Les sentiments de mécontentement étaient restés si vifs que des officiers et même des soldats, coupables aux yeux de la foule d'avoir porté l'uniforme, étaient insultés dans la rue. Tout naturellement, l'atmosphère avait été encore aigrie par la déception dans la victoire. Enfin, les antagonismes trouvaient, dans les conséquences économiques de la guerre, de nouvelles raisons de se développer socialement, principalement par le contraste entre la misère ou l'effondrement des uns et le spectacle scandaleux de fortunes trop rapides et illégitimes ; leur seule cause était cette guerre dont justement les partis socialistes avaient voulu préserver l'Italie.

C'était bien, en effet, les dépenses de la guerre qui avaient conduit l'Italie à la situation obérée dont souffrait la grande masse du peuple italien, dans le coût de son existence, ses ressources et sa monnaie. L'économiste Einaudi, aujourd'hui président de la République italienne, a décrit avec précision les répercussions financières et so-

ciales de la politique de 1914 à 1918¹. Les dépenses croissantes de l'État avaient déterminé une dépréciation rapide de la lire. La conséquence était l'écrasement et la ruine de certaines classes sociales petite et moyenne bourgeoisie, professions libérales, petits propriétaires non exploitants, et également ces jeunes officiers que, pendant l'été de 1919, Nitti, le chef du gouvernement, voulant réduire les dépenses militaires, entendait rendre à la vie civile, et qui se trouvaient sans emploi. Et, par suite d'une accumulation de griefs ou d'un entrecroisement de reproches mutuels, les classes ruinées voyaient leur hostilité accrue contre les socialistes ; elles accusaient le parti d'être anti-national. Ceux-ci répondaient en montrant que l'Italie sortait de la guerre avec de très lourdes charges et des difficultés économiques presque insurmontables. Les dépenses croissantes de l'État avaient amené une dépréciation rapide de la lire. Le budget était passé de 2 milliards, en 1913-1914, à 30 milliards 85 millions, en 1918-1919 ; la circulation des billets qui n'était que de 2 milliards en juin 1914, s'était élevée à 20 milliards en décembre 1920, tandis que la dette publique atteignait 95 milliards. La même année, la lire ne valait plus qu'un cinquième de la lire 1914.

Double contraste et double opposition, l'une politique et l'autre sociale ; d'où une atmosphère de malaise qui doit provoquer des réactions violentes, comme celles qui se produisent, en juillet 1919 : les foules montent à l'assaut des magasins, dans les grandes et dans les petites villes. Tandis que la petite bourgeoisie et les classes moyennes en général souffrent du coût de la vie, les classes ouvrières n'en sont pas indemnes : à Milan, une famille ouvrière type doit faire face à une dépense de 120,05 liras, en juin 1919 ; en juillet, de 109,24 ; en août, de 108,07, et en novembre, de 118,53. En janvier 1920, la dépense est de 124,67 liras, et en décembre 1920, de 189,76 liras. Par rapport à 1914, l'augmentation du prix de la vie est de 560 p. 100 pour le premier semestre 1921. Par la comparaison entre 1914 et 1918, on voit la répercussion (lire et dollar) sur les importations de l'Italie en blé, charbon et pétrole.

Dans les grands centres industriels, en 1918-1919, les masses ouvrières sont essentiellement préoccupées de ce qui leur semble l'épopée de la Révolution d'octobre. Son héros, Lénine, leur apparaît le prophète annonciateur d'une révolution mondiale qui approche.

Le 21 janvier 1919, le chef du socialisme italien, Philippe Turati, explique dans un discours qu'afin de préparer les consciences à l'avènement de la société socialiste il faut agir par la transformation graduelle de la société ; Turati est interrompu par une voix qui s'écrie : « C'est trop long. » Sur quoi, Turati répond : « Si vous avez un chemin plus bref, dites-le moi... » - « La Russie, la Russie ! Vive Lénine !... »

La fin de la guerre avait paru marquer d'abord, en Italie, un sensible succès pour le socialisme et le syndicalisme.

Le parti socialiste avait obtenu, aux élections, un chiffre jamais atteint de 1.840.000 voix. Sur 535 députés à la Chambre, il y avait 156 socialistes.

¹ Einaudi, *LA CONDUITE ÉCONOMIQUE DE LA GUERRE*, 1933. - COMTE sforza, *SYNTHÈSE DE L'EUROPE*, GALLIMARD, 1937.

Les masses ouvrières, elles aussi, paraissaient très conscientes de leur force qui s'exprimait par un double signe, la formation d'une élite ouvrière, et le nombre des effectifs de la Confédération générale du Travail qui s'élevaient à 2.150.000 adhérents, dont 1/3 se composait de paysans. Il faut ajouter que les effectifs paysans étaient surtout des journaliers. Et à ces effectifs, la Confédération italienne des Travailleurs pouvait opposer, en 1920 : 1.161.238 adhérents, parmi lesquels 944.812 socialistes, les démocrates chrétiens recrutant leurs adhérents en Piémont et dans la vallée du Pô où ils contrôlaient les coopératives agricoles locales dont le nombre, en 1921, était de 311.

L'évolution que vont suivre les événements peut étonner : elle s'explique par des raisons complexes dont l'une est la situation économique et l'atmosphère de l'Italie aux lendemains de la guerre et dont l'autre, d'ordre psychologique et politique, a été le fait que les socialistes n'ont pas été capables de diriger les masses populaires ; ils se sont contentés de les suivre : d'où la désaffection qui a accompagné cette défaillance. Les conséquences se sont manifestées presque aussitôt les premiers développements du fascisme n'ont rencontré aucun obstacle sérieux. Ce déclin du socialisme devait entraîner des conséquences plus lointaines : vingt ans plus tard, l'absence de l'influence socialiste expliquera la structure politique de la jeune République italienne.

Chapitre II

La marche au fascisme ¹

[Retour à la table des matières](#)

Dès le mois de juillet 1919, des *expéditions* ouvrières avaient eu lieu ; elles avaient commencé en Romagne, à Ravenne, à Bologne et à Forlì, puis dans toute l'Italie du Nord. A Rome, la municipalité avait du faire vendre au rabais les denrées alimentaires. Des terres avaient été occupées. En présence de l'abstention gouvernementale, le parti catholique populaire, créé par dom Sturzo, préconisait, avec l'autorisation du pape Benoît XV, le lotissement des *latifundia* en petites propriétés au profit des anciens combattants ; et le parti socialiste demandait l'exploitation collective de ces terres incultes. Aux élections de 1919, le parti populaire avait groupé 100 députés et le parti socialiste 156 ; mais ils ne pouvaient s'entendre sur un programme de réformes immédiates.

Le gouvernement paraissait impuissant en face d'une opinion publique divisée, désorientée et irritée par la menace des troubles sociaux.

Au commencement de 1919 s'étaient fondés deux partis : le 17 janvier 1919, le parti catholique populaire de dom Sturzo et le 23 mars 1919 le parti fasciste « sans aucun plan doctrinal précis » et dont Mussolini devait écrire : « Notre doctrine, c'était l'action. Le fascisme était né d'un besoin d'action et fut l'action. »

¹ VOIR *MOUVEMENTS OUVRIER ET SOCIALISTE. CHRONOLOGIE ET BIBLIOGRAPHIE* (L'ITALIE, PAR A. léonetti), ÉD. OUVRIÈRES, 1952.

Le 29 août 1920 se produit ce premier événement décisif. La Fédération italienne des Ouvriers métallurgistes donne l'ordre d'occuper les usines. Des soviets s'organisent. Mais le Congrès syndical des 10 et 11 septembre 1920 refuse d'envisager la transformation révolutionnaire du mouvement et la prise du pouvoir par le parti socialiste. L'habile metteur en scène qu'est le ministre Giolitti profite de ce moment d'hésitation pour obtenir à la fois des entrepreneurs la reconnaissance du contrôle ouvrier et des ouvriers l'évacuation des usines.

À Livourne, en janvier 1921, le parti socialiste, en face de la concurrence communiste, apparaît en complet déclin ; la CGL (Confederazione Generale del Lavoro), qui restait encore puissante, perd des adhérents, chaque jour grignotée par l'Union italienne du Travail organisée par Rossini et qui groupe déjà 200.000 membres.

On n'ignore pas que Rossini a partie liée avec Mussolini. Né en 1883, Mussolini est de Romagne ; son père, ancien forgeron, tient un café : « Au rendez-vous des têtes chaudes. » Benito Mussolini pense que « Vivre, ce n'est pas calculer, mais c'est agir ; il faut dramatiser sa vie ». Il est arrêté pour violences contre les réservistes appelés sous les drapeaux. Il a quitté l'Italie pour la Suisse où il est tour à tour maçon et journaliste. Après un séjour à Paris, il avait rédigé à Trente un journal irrédentiste. Exclu du parti socialiste, il avait fondé, le 14 novembre 1914, le *Popolo d'Italia*, il s'était engagé, et, sergent de bersagliers, il avait été blessé.

Benito Mussolini, ayant repris la direction du *Popolo d'Italia*, avait réclamé, le 28 août, dans un premier manifeste, la réunion d'une Constituante qui organiserait la République italienne avec un pouvoir exécutif très décentralisé, et la proclamation de mesures sociales, telles que la taxation des fortunes privées, la journée de huit heures, la suppression des sociétés par actions.

Dans ses faisceaux de combat, Benito Mussolini rassemblait des nationalistes et des syndicalistes. Les Chemises Noires étaient encadrées d'anciens combattants et formaient une milice divisée en sections militaires.

Pourtant, Giolitti conserve la sérénité que lui donne la conviction où il est que le bolchevisme est aussi impossible en Italie que l'olivier à Moscou.

La grève générale d'août 1922 et l'échec de l'occupation des usines amènent deux résultats importants. D'une part, le patronat se groupe, créant à son tour les deux puissantes Confédérations générales de l'Industrie et de l'Agriculture, qui vont financer le fascisme naissant. D'autre part, les masses populaires elles-mêmes semblent se détacher des anciens partis politiques, et surtout du parti socialiste. Ce mouvement de désaffection est tel qu'en 1922, la CGL croit devoir reprendre son indépendance vis-à-vis de son ancien allié, le parti socialiste.

Les socialistes s'efforcent de dresser un barrage contre le courant. A Sarzana, une cinquantaine de fascistes sont tués. A Parme, la population ouvrière soutient une véritable bataille contre les miliciens de Balbo. Mais tandis que la poussée révolutionnaire décline, les grèves continuent, entretenant des émeutes, des violences dont les rouges sont considérés comme responsables. Et on s'étonne que l'État n'intervienne pas pour arrêter ce continuel désordre.

La chute du ministère Giolitti (31 juin 1921) a été suivie par l'arrivée de Facta, dont on a dit qu'il n'était au pouvoir que soutenu « par une police ridicule et ses moustaches blanches ». Et le fragile président s'écroule en présence d'une grève générale (août 1922) brisée par les Chemises Noires.

Groupées en faisceaux de combat et commandées par des officiers, ces bandes armées traquent, poursuivent, exterminent leurs adversaires. A l'État disparu, il ne reste qu'à substituer le nouveau pouvoir.

Le 20 octobre 1922, le ministère Facta ayant démissionné, le roi charge Salandra de former un ministère d'Union nationale. Le 24 octobre, Mussolini adresse un ultimatum au gouvernement.

Devant la menace des 80.000 Chemises Noires qui marchent de Pérouse sur Rome, appuyés par 150.000 autres miliciens, le nouveau ministre présente au roi, le 28 octobre, un décret proclamant l'état de siège. Le roi refuse de signer le décret.

Par télégramme, le roi charge Mussolini de former le ministère du 30 octobre 1922. Mussolini arrive à Rome par chemin de fer et, le 31 octobre, les Chemises Noires défilent dans Rome.

Le fascisme triomphant est donc libre d'appliquer son programme. « Démocratie économique, voilà notre devise », avait dit Mussolini en 1919. Plus tard, lors du discours d'Udine (22 décembre 1922), il avait proclamé sa volonté de mettre fin à la lutte des classes en établissant les justes droits des travailleurs. Nombreux parmi les fascistes de la première heure étaient ceux qui se faisaient illusion sur la possibilité d'établir un régime syndicaliste, grâce à la « poigne » fasciste. Pendant les deux années qui suivirent sa prise du pouvoir, le fascisme se borna à absorber le parti nationaliste, à « mettre au pas » les organisations syndicalistes catholiques, et surtout à réduire et exterminer son rival, la CGL. Le Patronat est à la fois protégé, flatté et surveillé. Des élections ont lieu en 1923. Le parti obtient 406 sièges sur 535. Ce résultat est obtenu grâce à la violence et a provoqué la protestation d'un héros qui en est puni par une exécution sauvage.

Le meurtre de Matteotti suscita une crise où le régime faillit sombrer (juin 1924). Le régime dut à l'incapacité et à la désunion de ses adversaires d'en sortir vainqueur. Il en profita pour renforcer son pouvoir et établir un régime dictatorial, non plus seulement de fait, mais de droit. A partir de 1925, Mussolini, désormais maître absolu du pouvoir, commence à organiser le régime nouveau qu'il prétend fonder, et qui offrira le type parfait de l'État nouveau du XX^{ème} siècle, à base syndico-corporative. Parmi les jeunes fascistes groupés autour du *Lavoro d'Italia* (organisme du « syndicalisme » fasciste, fondé en 1922), beaucoup croyaient de bonne foi que l'heure était enfin venue d'établir, au-dessus de tous les partis, un véritable régime syndicaliste. Le quotidien du parti fasciste, le *Popolo d'Italia*, ne portait-il pas en sous-titre : « »Organe des combattants et des producteurs » ? Mussolini lui-même n'avait-il pas proclamé :

Que les classes qui composent la bourgeoisie productrice sachent bien que le fascisme veut imposer à la Nation une discipline unique et aider toutes les forces qui en

augmentent l'expansion économique et le bien-être. Les travailleurs, ceux des champs et ceux des usines, ceux des transports et des bureaux, n'ont rien à craindre du pouvoir fasciste. Leurs justes droits seront sauvegardés.

Mussolini aimait à citer aussi bien Georges Sorel que Lagardelle et Vilfredo Pareto, « le prince des Économistes », comme il l'appelait. Il s'était inspiré aussi de certains penseurs et critiques sociaux italiens, riches de vues nouvelles et fécondes, tels qu'Olivetti (*Pagine libere*), Paolo Orano (*La Lupa*), Enrico Leone (*Il divenire sociale*). Mussolini, dans ses discours, avait l'art de les utiliser et était habile au jeu des illusions. Il savait faire miroiter des formules qui aveuglaient ses interlocuteurs :

Les principes ! Comme si les principes servaient à quelque chose, c'est une sinistre comédie. Nous aurons eu le mérite de renvoyer au magasin des accessoires les principes et de n'avoir qu'un maître : l'expérience. Descartes nous a causé un grand préjudice. Lorsque vous vous mettez en route, vous avez besoin de savoir où vous allez ; nous, nous attendons de savoir où la route nous conduit....

C'est en jonglant avec des noms magiques et des sophismes tels que ceux-là que Mussolini éblouissait un écrivain français de talent, Henri Massis, dans une interview dont le retentissement servit la propagande fasciste et mussolinienne en France autour des années 1930. Car le corporatisme italien eut son heure de vogue en France, soit directement comme un rejet du corporatisme de Benito Mussolini, soit sous des formes atténuées destinées à ne pas effrayer l'opinion française¹. Sans doute, cette propagande corporative n'eut d'influence qu'à retardement : la Charte du Travail italienne donna son nom à la loi d'octobre 1941.

L'une des forces de Mussolini fut le prestige que lui donna la critique des « idéologies dépassées du XIX^{ème} siècle », des doctrines libérales et du socialisme « scientifique ou marxiste ». Il affirmait la nécessité de substituer à un « État de citoyens » un « État de producteurs ».

En cette année 1925, on attendait avec impatience la promulgation de la Charte du Travail qu'on préparait. Mussolini avait commencé par abolir, en même temps que les loges maçonniques, les rares organisations autonomes qui subsistaient encore (Bourses du Travail, etc.). Et enfin, le 2 octobre 1925, fut conclu à Rome le fameux accord entre grands industriels et dirigeants fascistes, connu en Italie sous le nom de Pacte du Palais Vidoni. Ce pacte disait : « La Confédération générale de l'Industrie reconnaît que la Confédération des Corporations fascistes et les organisations qui en dépendent représentent seules les travailleurs. »

Au début de 1926, on constitua une Commission de 18 membres, présidée par le philosophe Gentile, qui devait veiller à l'établissement du droit nouveau et à l'élaboration de la Charte. Cette élaboration fut longue et laborieuse. Elle avait été précédée, le 3 avril 1926, par la loi « sur la discipline juridique des rapports collectifs de travail », connue en Italie sous le nom de loi Rocco. Cette loi prétendait fixer le droit nouveau en ce qui concernait les syndicats, et elle instaurait, en fait, le *monopole* des syndicats fascistes.

¹ Eugène Mathon, DANS *LA CORPORATION, BASE DE L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE* (BERGER-LEVRAULT), DISTINGUE DEUX CORPORATIONS, L'UNE ÉCONOMIQUE ET L'AUTRE SOCIALE.

La Charte du Travail ne fut promulguée qu'un an plus tard, le 21 avril 1927. Elle se composait de 30 déclarations, groupées en 4 titres, qui furent publiées pour la première fois dans la *Gazzetta Ufficiale* du 30 avril 1927. Des centaines de journalistes s'empressèrent de commenter, de célébrer et de porter aux nues ce document, qui devait constituer, à les entendre, les nouvelles Tables de la Loi. Ce texte contient et résume l'idéologie fasciste.

Chapitre III

La Charte du Travail et le corporatisme italien

[Retour à la table des matières](#)

Le texte de la Charte du Travail condense l'idéologie fasciste et laisse entrevoir ce que les dirigeants du régime entendaient par *État corporatif*.

La nation italienne est un organisme ayant ses fins, une vie, des moyens d'action supérieurs, par leur puissance et leur durée, à ceux des individus séparés ou groupés qui le composent. Elle est une unité morale, politique, économique, qui se réalise intégralement dans l'État fasciste.

Le travail, sous toutes ses formes, est un devoir social, et à ce titre - à ce titre seulement - il est protégé par l'État. L'ensemble de la production est unitaire. L'organisation syndicale et professionnelle est libre. Mais seul le syndicat légalement reconnu et soumis au contrôle de l'État a le droit de représenter légalement toutes les catégories d'employeurs et de travailleurs par lesquelles il est constitué, d'en protéger les intérêts vis-à-vis de l'État et des autres associations professionnelles, de stipuler des contrats collectifs de travail, obligatoires pour tous les membres d'une catégorie, de leur imposer des contributions et d'exercer, vis-à-vis d'eux, des fonctions déléguées d'intérêt public.

Le contrat collectif de travail exprime d'une façon concrète la solidarité qui existe envers les différents facteurs de la production, moyennant la conciliation des

intérêts opposés des employeurs et des travailleurs, et leur subordination aux intérêts supérieurs de la production.

La magistrature du travail est l'organisme qui permet à l'État de régler les conflits du travail, soit qu'ils touchent à l'observation des pactes et des autres lois existantes, soit qu'ils visent à déterminer de nouvelles conditions de travail.

Les associations professionnelles légalement reconnues assurent l'égalité juridique entre les employeurs et les travailleurs ; elles maintiennent la discipline de la production et du travail et en favorisent le progrès. Les Corporations constituent l'organisation unitaire des forces de la production et en représentent intégralement les intérêts. En vertu de cette représentation intégrale, - les intérêts de la production étant des intérêts nationaux, - les Corporations sont reconnues par la loi organismes d'État. En tant qu'elles représentent les intérêts unitaires de la production, les Corporations peuvent édicter des lois obligatoires sur la discipline des rapports de travail et également sur la coordination de la production, chaque fois que les associations qui leur sont reliées leur auront conféré les pouvoirs nécessaires.

L'État corporatif considère l'initiative privée comme l'instrument le plus efficace et le plus utile dans l'intérêt de la Nation.

De la collaboration des forces productives découle entre elles une réciprocité de devoirs et de droits. Le technicien, l'employé ou l'ouvrier sont des collaborateurs actifs de l'entreprise économique qui est dirigée par l'employeur - celui-ci en ayant la responsabilité.

L'État n'intervient dans la production économique que lorsque l'initiative privée manque ou est insuffisante, ou bien lorsque les intérêts politiques de l'État sont en jeu.

Cette intervention peut assumer la forme du contrôle, de l'encouragement ou de la gestion directe.

Dans les conflits du travail, l'action judiciaire ne peut être déclenchée si l'organisme corporatif n'a pas essayé d'abord une tentative de conciliation. La compétence pour les conflits individuels concernant l'interprétation et l'application des contrats collectifs de travail est dévolue à la magistrature ordinaire avec l'adjonction d'assesseurs désignés par les associations professionnelles intéressées. Les Associations professionnelles ont la faculté d'entremettre leurs bons offices pour la conciliation.

Telles furent les dispositions essentielles du document promulgué le 21 août 1927, par le Grand Conseil du Fascisme, réuni au Palais Chigi, sous la présidence de Mussolini, et que les journaux italiens s'empressèrent de saluer comme « le document le plus significatif de la Révolution fasciste ». La Charte, ajoutaient ces journaux, a fixé les principes qui serviront de base à la nouvelle organisation du travail ; elle prévoit par ailleurs la formation du nouvel État corporatif, qui, toutefois, ne sera organisé que plus tard, par l'institution des fameuses Corporations.

Examinons d'abord, avec ces commentateurs italiens, les caractères généraux de ce document, ceux-ci se plaçant à un point de vue fasciste, bien entendu. Comment les

théoriciens du fascisme expliquent-ils la genèse de la conception doctrinale fasciste ? La conception fondamentale de la doctrine fasciste est celle de l'*État-Peuple*. Elle substitue à la notion de l'État, simple expression du pouvoir politique (selon la doctrine périmée du XIX^{ème} siècle), celle de communauté nationale. Par là, la doctrine fasciste s'oppose aux doctrines individualistes du siècle dernier.

Les gouvernements d'alors s'étaient opposés aux *coalitions* ouvrières, c'est-à-dire aux associations de travailleurs. Ensuite vint la phase *social-démocratique* : on crut pouvoir résoudre l'antagonisme des classes, grâce au système de la *liberté syndicale* et de l'*action syndicale*. Parallèlement se développaient les phénomènes de *syndicalisme financier* (consortiums, cartels, etc.), toutes forces qui se proposaient de manœuvrer les prix sur le marché des produits. Mais la social-démocratie continuait à proclamer le devoir de non-intervention de l'État. Ainsi se constituaient peu à peu - dans le monde financier comme dans celui du travail - des minorités dominatrices qui agissaient contre l'intérêt général des consommateurs, des producteurs non-organisés et de l'État lui-même. D'où une situation presque anarchique. L'extrême faiblesse des États parlementaires devait conduire la civilisation moderne au bord de l'abîme. Il fallait restaurer avant tout l'autorité morale de l'État, la conscience civique des citoyens, réprimer les monopoles, restaurer l'unité sociale et économique de la nation. Ce fut alors que surgit le fascisme, érigeant en principe la subordination de l'individu à l'*État-Peuple*.

Cette Charte a d'abord un caractère juridiquement obligatoire. La loi du 13 décembre 1928, en effet, autorise le gouvernement à traduire en textes de loi les principes de la Charte. Ensuite, la Charte, dans sa première partie, définit les caractères de l'État corporatif nouveau. Car selon les théoriciens de la doctrine fasciste, on prétend tenir compte des intérêts de toutes les classes. Une autorité supérieure, celle de l'État national, doit veiller sur ces intérêts différents et les maintenir en harmonie. (On voit par là à quel point la doctrine du fascisme est essentiellement étatiste, conformément à la formule lancée par Mussolini en 1925 : « Tout dans l'ÉTAT, rien en dehors de l'ÉTAT, rien contre l'ÉTAT ».) A l'ancienne devise de « Liberté, égalité, fraternité », qui ne s'adresse qu'aux individus, il convient de substituer la devise nouvelle : « Autorité, ordre, justice », qui implique la suprématie de l'État sur les individus.

L'organisation de la production constitue un intérêt supérieur de l'État, auquel tous les intérêts individuels doivent se subordonner. Par ailleurs, l'État incarnant la Nation (Charte du Travail, déclaration I), la production constitue aussi un intérêt national. Ce qui ne signifie nullement que l'État doive exercer directement sa tutelle sur l'activité professionnelle. Il l'exerce, au contraire, par l'entremise des associations syndicales reconnues, ou bien des corporations : il se sert, en d'autres termes, de l'organisation corporative, qui est basée sur le principe suivant : « La production suppose une unité disciplinée, obtenue grâce à la collaboration féconde de tous les producteurs, sous la surveillance de l'État. »

Les différentes catégories de producteurs - employeurs, travailleurs, artistes, professions libérales - forment le terrain fertile d'où surgit le principe fondamental du syndicalisme et du corporatisme fascistes, le principe de l'autodiscipline des intéressés. Cette auto-discipline peut assumer les deux formes de l'action purement syndicale, et de l'action corporative (Charte du Travail, III).

L'association syndicale reconnue doit exercer sur chaque catégorie professionnelle une influence modératrice ; elle doit, tout en tenant compte des demandes légitimes et des exigences normales des syndiqués, s'opposer aux égoïsmes et considérer aussi l'intérêt opposé. L'instrument essentiel de cette collaboration syndicale est le Contrat collectif. En cas de conflit, la magistrature du travail s'efforcera d'arriver à un accord par voie de conciliation ; si elle échoue dans cette tentative, elle tranchera elle-même le débat, en tant qu'organisme d'État (cf. Charte du Travail, V).

L'organisation syndico-corporative règle l'activité des différentes catégories de producteurs. Il y a d'abord les Associations syndicales *légalement reconnues*. Ces Associations se transforment en centres du pouvoir politique de l'État, et forment partie intégrante de la constitution de l'État. Elles aboutissent enfin au Conseil national des Corporations et au Comité corporatif central, placés sous la présidence du Chef du Gouvernement, et en dernier lieu à la Chambre des Faisceaux et Corporations.

Aussi bien le Parti National fasciste que les Associations syndicales « sont des institutions populaires au vrai sens du mot : ce sont les nouvelles institutions représentatives. Car le régime fasciste, ayant aboli la forme périmée de représentation politique fondée sur un suffrage populaire trompeur, substitue le citoyen-producteur au citoyen-électeur, réalisant ainsi la participation du peuple au gouvernement de l'État là réside son originalité volontaire propre ».

Il faut par conséquent distinguer, dans la Charte du Travail, deux groupes de lois, l'un concernant les Associations syndicales, l'autre les Corporations proprement dites. On a opposé ainsi une phase corporative à une phase syndicale. Cependant, les fascistes prétendent que la première complète la seconde.

La loi Rocco du 3 avril 1926 posait les principes de la reconnaissance légale du syndicat *unique* et de la représentation syndicale. Elle fut suivie d'un certain nombre de mesures destinées à la compléter.

D'après cette loi Rocco, chaque catégorie professionnelle est représentée par une association unique. Cette association a une personnalité juridique ; elle impose à tous ceux qu'elle représente, inscrits ou non, une contribution annuelle. De même, les contrats collectifs de travail, stipulés par ces Associations, obligent tous ceux qui font partie des catégories professionnelles intéressées.

Dans la même année 1926, une Magistrature du Travail fut instituée auprès de chaque Cour d'Appel du royaume d'Italie. On proscrivait par ailleurs grèves et lock-out, définis « crimes contre l'économie nationale ».

Les Associations syndicales autorisées ne devaient être, dans l'esprit des fascistes convaincus - et ils étaient encore nombreux en 1926-1927 - qu'une première étape franchie dans la voie qui devait mener à l'établissement d'une véritable économie corporative. Les Corporations étaient la grande idée du régime, la formule magique qui permettrait de résoudre les conflits sociaux du XX^{ème} siècle. « Les Corporations, affirme la Charte du Travail, constituent l'organisation unitaire de la production et en représentent intégralement les intérêts. »

Le mot corporation apparaît pour la première fois dans le décret-loi du 1^{er} juillet 1926, destiné à compléter la loi Rocco du 3 avril. Ce décret s'exprimait ainsi :

Les organes du groupement prévus par l'article III de la loi du 3-4-26 ont un caractère national. Ils réunissent les organisations syndicales nationales des différents facteurs de la production, employeurs, travailleurs intellectuels et manuels pour une branche déterminée de la production, ou bien pour une ou pour plusieurs catégories déterminées d'entreprises.

Les organisations ainsi groupées constituent une corporation.

La corporation est constituée par un décret du ministre des Corporations...

La corporation n'a pas de personnalité juridique, mais constitue un organe de l'Administration de l'État...

Les dépenses nécessaires au fonctionnement des organes corporatifs sont à la charge de l'État, qui y pourvoit par le pourcentage qui lui revient sur les contributions imposées par les Associations.

... Les organes corporatifs..., ont la faculté... de promouvoir, encourager et subventionner toute initiative se proposant de coordonner et de mieux organiser la production...

Les présidents des organes corporatifs sont nommés et révoqués par un décret du ministre des Corporations. Chaque corporation a un Conseil, composé des délégués des organisations, qui sont groupés par elle. Dans ce Conseil, les représentants des organisations d'employeurs doivent être en nombre égal à celui des travailleurs intellectuels et manuels, considéré dans son ensemble.

Le mode de nomination de ces délégués, les attributions du Conseil et les pouvoirs du président sont définis par le décret qui constitue l'organe corporatif.

Ce dernier est, à tous effets, placé sous la dépendance directe du ministre des Corporations.

Le régime corporatif était donc, *en principe*, posé dès 1926. Mais la réalité était tout autre. Les fascistes les plus fervents eux-mêmes reconnaissent que la réalisation des Corporations a été laborieuse. Il ne fallut pas moins de quatre années au gouvernement de Mussolini pour essayer simplement de poser une première pierre et d'établir un point de départ dans ce qui aurait dû être l'édifice corporatif italien.

Ce fut la loi du 20 mars 1930 qui marqua cette première étape. Cette loi réformait le Conseil national des Corporations et s'exprimait ainsi : « La présidence du Conseil national des Corporations... revient au chef du gouvernement, Premier ministre Secrétaire d'État, qui convoque le Conseil lorsque c'est nécessaire. » Cette réforme aboutissait donc à mettre le système corporatif tout entier dans les mains de Mussolini.

Deux mois plus tard, en mai 1930, un décret-loi instituait une Assemblée générale du Conseil national des Corporations. Cette assemblée devait se réunir deux fois dans l'année et « discuter » sur un programme fixé à l'avance. Inutile d'ajouter qu'il n'y eut jamais l'ombre d'une discussion dans ces séances où l'on se borna toujours à entériner religieusement les volontés gouvernementales.

Les lois et décrets-lois se multipliaient, l'édifice légal du fascisme apparaissait déjà imposant, mais ce qui semblait impossible, c'était d'arriver à mettre sur pied ces Corporations qui avaient fait couler déjà des flots d'encre. Le décret du 27 janvier 1931 prétendit remédier à cette situation. Les Corporations nationales n'existant pas encore, c'était aux 7 *sections* du Conseil national des Corporations qu'on attribuait les fonctions des Corporations inexistantes. On aboutissait ainsi à la formation de 7 gran-

des Corporations (appelées Corporations générales), respectivement pour les professions libérales et les arts, pour l'industrie et l'artisanat, pour l'agriculture et le commerce, pour les transports terrestres et la navigation intérieure, pour les transports maritimes et aériens, pour le crédit et l'assurance. Il y avait aussi une Corporation du spectacle.

La loi suivante, du 5 février 1934 - qualifiée de fondamentale par les officieux du régime - fixait les attributions nouvelles des Corporations : elles avaient le droit de donner leur avis sur tous les accords économiques qui pourraient être conclus, et en général sur toute l'activité économique de leur ressort ; elles établissaient les tarifs professionnels et fixaient les prix, elles élaboraient les règlements nouveaux, etc. Tout cela, bien entendu, resta lettre morte. Cette loi du 5 février 1934 n'avait qu'un défaut : celui de régler minutieusement la constitution et les fonctions d'entités inexistantes, de ces Corporations fantômes dont on parlait toujours et qu'on ne réalisait jamais. Elle n'en fut pas moins saluée par les transports d'enthousiasme des journaux italiens.

La loi du 5 février 1934 fut suivie par différents décrets de la même année, qui constituèrent finalement 22 Corporations. En voici la liste :

Corporations : 1, céréales ; 2, fruits et herbages ; 3, vins et raisins ; 4, huile ; 5, betteraves et sucre ; 6, élevage et pêche ; 7, bois ; 8, textile ; 9, construction ; 10, métallurgie et mécanique ; 11, habillement ; 12, verre et céramique ; 13, chimie ; 14, papier et presse ; 15, industrie minière ; 16, eau, gaz et électricité ; 17, arts et professions libérales ; 18, transports internes ; 19, mer et air ; 20, industrie hôtelière ; 21, prévoyance et crédit ; 22, spectacle.

Ces 22 Corporations devaient assumer des fonctions « consultatives, normatives et conciliatrices », ainsi que des fonctions de contrôle. Programme séduisant, mais qui demeura, comme les autres, un simple programme.

La vérité est que le régime fasciste, bien loin de vouloir et de pouvoir instaurer une économie corporative, s'abandonnait toujours plus à cette tendance vers un étatsisme sans frein qui l'avait marqué dès le début.

Mussolini avait eu beau proclamer, dans son discours du 14 novembre 1933, consacré précisément aux Corporations :

Il est nécessaire qu'à un certain moment ces organismes, que nous avons créés, soient sentis et perçus directement par les masses comme des instruments grâce auxquels elles améliorent leur niveau de vie. Il faut qu'à un certain moment, l'ouvrier et le travailleur de la terre puissent se dire : « Si je me trouve mieux aujourd'hui, cela est dû aux institutions que la Révolution fasciste a créées. » Aujourd'hui, nous enterrons le libéralisme économique.

Rien n'avait correspondu, dans la réalité des faits, à ces déclarations. La vérité était que le niveau de vie de l'ouvrier italien n'avait cessé de baisser depuis l'instauration du régime fasciste. Malgré des augmentations de salaire nettement insuffisantes, *les salaires réels restaient très inférieurs* à ceux de 1923 et même de 1913. Ajoutons que l'Économie italienne, déjà affaiblie, subissait durement le contre-coup de la crise mondiale. Les effets se faisaient particulièrement sentir en Italie, pays pauvre, où le

niveau de vie des masses avait toujours été inférieur à ceux de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne. En cette même année 1933 qui avait vu Mussolini annoncer solennellement la naissance du régime corporatif, le *Lavoro fascista*, organe du « syndicalisme » fasciste, pouvait écrire sans risquer d'être démenti : « Il est désormais certain que le niveau des salaires a touché le minimum compatible avec les besoins les plus élémentaires de l'existence. » D'autre part, le professeur Corrado Gini, fasciste bon teint, constatait dans un mémorandum que les travailleurs italiens touchaient les plus bas salaires d'Europe, à la seule exception des Portugais.

Cela n'atténuait pas l'optimisme de commande des dirigeants fascistes, d'après lesquels l'organisation corporative nouvelle était entrée en vigueur à partir du 1^{er} septembre 1934. La corporation devait être, à les entendre, le remède à tous les maux ; elle serait, prétendaient-ils, la « négation simultanée du capitalisme et du communisme ». Et Mussolini ajoutait : « Il est prématuré de dire quels développements pourra avoir l'organisation corporative en Italie. C'est un point de départ, et non un point d'arrivée. » C'était reconnaître implicitement que rien n'avait été fait jusqu'alors pour réaliser effectivement cette Économie syndico-corporative qui avait été un des thèmes de la propagande fasciste. Ce qu'on avait vu surgir en réalité après plusieurs années d'expérience, c'était un système étatiste et une bureaucratie accrue qui pesait lourdement sur l'Économie italienne déjà atteinte.

En 1935, le déficit commercial restait considérable. Pour remédier un peu à la plaie du chômage - phénomène mondial, qui sévissait en Italie comme dans d'autres pays d'Europe - le gouvernement italien décida l'établissement de la semaine de 40 heures, sans augmentation du salaire horaire (en 1936). Cette réforme signifiait une nouvelle diminution du niveau de vie déjà fort restreint des travailleurs italiens¹. Les journaux fascistes louèrent avec ensemble, à ce propos, leur discipline « hautement nationale et patriotique ». Il convient de se demander, cependant, quel était le véritable état d'esprit des masses, devant les différentes expériences sociales et économiques du régime.

C'est une question délicate et que l'on a eu trop souvent tendance à résoudre d'après les préférences politiques de chacun. Les uns voient dans les travailleurs italiens des victimes et des opprimés, subissant une tyrannie qu'ils détestent. D'autres prétendent au contraire qu'une partie au moins de la masse italienne a subi durablement les effets de l'idéologie et de la propagande fascistes. La vérité semble avoir été beaucoup plus nuancée.

Et d'abord, on ne saurait nier qu'il n'y ait eu, dans le monde ouvrier italien, pendant les années critiques qui précédèrent l'avènement du fascisme, un mouvement croissant de désaffection vis-à-vis des dirigeants syndicaux et politiques. Les travailleurs avaient conscience d'être arrivés à une impasse, et ils en rendaient responsables les chefs en qui ils avaient eu confiance et qui s'étaient montrés, pensaient-ils, des guides insuffisants.

¹ CETTE DIMINUTION DES REVENUS OUVRIERS ÉTAIT ENCORE ACCRUE PAR LE MONTANT DES COTISATIONS OBLIGATOIRES QUI REPRÉSENTAIENT UNE LOURDE CHARGE. VOICI PAR EXEMPLE, LES COTISATIONS VERSÉES PAR LES PATRONS ET LES SALARIÉS EN 1932 PATRONS, 194.782.000 LIRE ; SALARIÉS, 77.268.000 LIRE.

De cette désaffection, quelques chiffres fournissent la preuve. En ce qui concerne les travailleurs agricoles seulement, il y avait, en 1920, 760.000 inscrits à la CGL ; ils n'étaient plus que 20.000 en 1923.

Le fascisme à ses débuts sut profiter habilement de cet état de choses. Il avait parmi ses partisans un animateur remarquable, Rossoni, qui, lui-même, avait milité longtemps dans les milieux ouvriers, connaissait les besoins des masses et savait leur parler le langage qu'elles comprenaient et qu'elles aimaient. Plusieurs autres dirigeants du fascisme étaient dans ce même cas. Il ne fait pas de doute que, parmi les masses agricoles de l'Italie du Nord surtout, de nombreux travailleurs aient cru sincèrement que le régime fasciste saurait effectuer enfin les réformes sociales urgentes que les gouvernements parlementaires n'avaient pas su réaliser. Certains points du programme fasciste étaient faits pour les séduire, la journée de huit heures par exemple, dont Mussolini s'était déclaré partisan. « La démocratie économique, voilà notre devise », avait-il proclamé dès la fin de la guerre, en 1919. Rien d'étonnant que, parmi ses auditeurs, un grand nombre de travailleurs des champs et une petite partie des ouvriers des villes l'aient cru sur parole.

Mais, au fur et à mesure que les années passaient, le peuple italien se rendait compte que les promesses de Mussolini n'avaient pas été tenues et ne le seraient probablement jamais. Les fameux *syndicats fascistes* avaient été un leurre. Au début, certains représentants ouvriers de ces syndicats avaient pris leur rôle au sérieux. Ils critiquaient - surtout dans les années 1927 et 1928 - les mesures prises par les patrons, réclamant même un droit de contrôle sur les industriels. Ce mouvement partait surtout des syndicats locaux. Une offensive fut aussitôt déclenchée contre eux, qui aboutit finalement au décret de janvier 1933, par lequel les syndicats locaux étaient pratiquement supprimés. Devant les protestations que soulevait cette mesure, on les rétablit de nouveau en 1934, mais ils ne jouissaient plus que de pouvoirs très restreints, puisque désormais l'énorme machine corporative, avec sa lourde bureaucratie, allait peser de plus en plus sur toute l'Économie italienne. Si donc certains syndicalistes italiens avaient pu croire que le régime fasciste tiendrait en respect et surveillerait le capitalisme, ils durent s'apercevoir bientôt que l'Économie corporative, telle que l'organisait Mussolini, réunissait à la fois les inconvénients du capitalisme et ceux de l'étatisme.

Ce qu'il y avait de vie syndicale en Italie se maintenait cependant grâce à l'action persévérante de certains syndicats locaux, qui réclamèrent longuement et finirent par obtenir le droit d'élire leurs propres organes de direction. Mais ce premier succès resta sans lendemain, car les responsables syndicaux ne jouissaient d'aucune protection légale. On cite le cas de certains dirigeants syndicaux fascistes qui furent licenciés par des patrons à cause de leurs fonctions.

Les ouvriers, d'autre part, étaient obligés de s'inscrire aux syndicats fascistes s'ils voulaient travailler, et les cotisations obligatoires, véritables impôts sur le travail, représentaient par an, nous l'avons dit, une somme considérable.

Malgré l'appareil administratif et corporatif imposant qui enserrait le travail italien, et bien que toute grève fût interdite et déclarée crime d'État depuis 1926, de nombreuses grèves eurent lieu. D'après une statistique officielle, il y aurait eu 155

grèves de 1926 à 1933. Ces grèves éclatèrent surtout dans de petits centres, mais aussi dans de grandes villes comme Naples, Milan, Palerme et Florence.

En 1930, les peines contre les grévistes furent aggravées. Cependant, les ouvriers italiens continuèrent courageusement leur lutte pour la défense de leurs salaires. L'organe syndicaliste fasciste, le *Lavoro d'Italia*, publiait en 1937 cette motion :

Le Conseil national de la Fédération des salariés et journaliers agricoles, après avoir entendu le rapport du secrétaire national, souhaite que l'activité future de la Fédération soit employée à obtenir le respect intégral des contrats de travail, notamment pour les tarifs des salaires.

Les syndicats fascistes représentaient, à la veille de la guerre, une masse imposante de 7 millions d'inscrits, qui se répartissaient ainsi :

2.387.521 pour l'industrie ;
2.392.748 pour l'agriculture;
431.530 pour le commerce ¹.

2 millions 1/2 de travailleurs étaient inscrits au *Dopolavoro* (mot à mot : « après le travail »), Dopolavoro dont la création, dans l'esprit des dirigeants du fascisme, devait être la plus spectaculaire du régime. Il y avait 10.000 groupes musicaux, autant d'associations culturelles, 2.500 sociétés d'art dramatique, 3.500 bibliothèques populaires avec plus d'un million de volumes. C'était là, la seule grande réussite du régime. Contrairement à ses promesses, le fascisme n'avait su ni créer une Économie nouvelle, ni relever vraiment le niveau de vie de la masse. Mais il avait su incontestablement organiser les loisirs de cette masse. Il avait mis sur pied des voyages collectifs, des croisières, des courses cyclistes. Il avait valorisé les sports. Grâce à lui, les travailleurs italiens - surtout les jeunes - avaient eu l'illusion de participer en quelque mesure à la vie intellectuelle de leur pays, de goûter, eux aussi, à ces joies d'art dont ils étaient avides. Il ne faut pas craindre d'insister là-dessus, car c'est cet aspect seul du régime qui explique le prestige certain dont Mussolini jouissait encore, au moment de sa chute, auprès d'une petite partie de la jeunesse populaire italienne.

Parmi les réalisations intéressantes du régime fasciste, il convient de ranger aussi tout ce qu'il a pu créer d'heureux dans le domaine de la prévoyance et de l'assistance sociale. Certaines des mesures adoptées par le fascisme (telles que la protection de la maternité et de l'enfance, etc.) correspondaient au progrès social de l'époque et méritaient de durer.

En mars 1936, au Capitole, Mussolini annonçait solennellement la création d'une Chambre des Faisceaux et Corporations. Ce devait être là le couronnement de l'édifice, le geste qui enterrerait définitivement tout ce qui subsistait de régime parlementaire en Italie, et qui le remplacerait par une Chambre *corporative*.

¹ SUIVAIENT LES MEMBRES DES PROFESSIONS LIBÉRALES ET DES ARTS, DONT LE NOMBRE EXACT N'EST PAS CONNU.

« Cette Assemblée sera politique, s'écriait Mussolini, parce que la plupart des problèmes de l'Économie ne peuvent se résoudre qu'en les portant sur le plan politique. »

Deux ans plus tard, en mars 1938, le Grand Conseil du Fascisme appelle la Chambre nouvelle « Organe législatif et représentatif de la Nation ».

En cette même année, Mussolini, après s'être nommé lui-même Premier ministre des Corporations, définissait ainsi ce qu'aurait dû être son action : « Le ministère des Corporations est l'organe grâce auquel se réalise, au centre et à la périphérie, la corporation intégrale, et s'établit un équilibre entre les intérêts et les forces du monde économique et social. »

En réalité, ces paroles ne trompaient personne. Nul n'ignorait en Italie que, bien loin de songer encore à fonder une véritable Économie corporative, les énergies du chef du fascisme étaient tout entières tournées vers la préparation de cette guerre dans laquelle son régime allait sombrer.

Nul ne croyait plus en Italie à l'expérience corporative.. On y avait cru en 1926, en 1927... on y croyait un peu encore en 1930. Mais, à mesure que le régime s'affermissait et que la politique de Mussolini se précisait, les dernières illusions étaient tombées. Les optimistes les plus impénitents avaient dû reconnaître que leurs rêves avaient été vains.

Ainsi que l'a écrit mélancoliquement l'ex-ministre G. Bottai, fasciste repentant :

L'illusion corporative fut lente à mourir. Dans le corporatisme, et par le corporatisme, bien des ferments d'opposition, déjà vivants à l'intérieur du fascisme, et bien des hostilités déclarées de l'extérieur s'étaient apaisées dans l'espoir de plus libres développements... C'est à notre intention que l'on employa pour la première fois l'expression de « troisième force » aujourd'hui consacrée... Éphémère printemps. Car justement, cette floraison de polémiques, d'études, de cercles universitaires, de recherches scientifiques, provoqua une incurable atmosphère de soupçon. Il y eut les « corporatistes » et les « fascistes »... Et au lieu du corporatisme, avec son exigence d'organisation professionnelle souple et multiforme, nous eûmes le « totalitarisme centralisateur, monopolisateur »¹.

Qu'étaient devenus le rêve aperçu par les corporatistes sincères et la construction logique qu'avaient imaginée certains penseurs de l'idéologie fasciste? L'épure tracée et le rêve entrevu étaient loin des réalités.

Premier résultat du corporatisme : la disparition du syndicalisme libre. Le secrétaire de la Confédération des ouvriers agricoles, Luigi Razza, écrivait le 3 octobre 1933 :

La vérité, c'est que l'on a confié aux syndicats essentiellement la préparation et l'organisation de la discipline politique qui remplace l'action contractuelle. En face des salariés, l'État fasciste a favorisé la cartellisation des industriels et, par suite, accru la

¹ g. Bottai, *VENTI ANNI E UN GIORNO* (VINGT ANNÉES ET UN JOUR), 1949.

puissance patronale. Mais, en face de cette force accrue, l'État fasciste ne possède aucun pouvoir de contrôle.

En mai 1932, Bottai a nettement marqué cette impuissance ¹.

Le progrès de la concentration appuyée par l'État a conduit à la dictature des trois grands trusts financiers qui dominent l'industrie et l'agriculture. A. de Stephani reconnaît que la grande industrie a des positions de quasi monopole.

Grâce aux unions personnelles, ces trois trusts, sidérurgie, produits chimiques et électricité (monopole de production et de distribution) ne forment en réalité qu'une seule et même puissance.

L'État reste sans force et l'administration ne possède aucune capacité de résistance. Le contrôle est plus apparent que réel. Et l'État fasciste a rendu au capitalisme le service de le débarrasser des critiques et de le dérober au regard en le masquant sous la figure de l'intérêt national.

En fait, le grand capitalisme domine l'État ; de protégé, il est devenu protecteur. Ses chefs ne se sont pas contentés de détenir les postes dominants de l'Économie. Lorsqu'ils ont fini par accepter, dans le ministère, des portefeuilles politiques, c'est qu'ils étaient sûrs de leur liberté.

Dès 1933, à la suite d'une enquête en Italie, François Perroux avait dégagé de celle-ci les conclusions suivantes :

L'équilibre a-t-il été rétabli entre les classes ? Y a-t-il indépendance réelle d'un gouvernement chargé seul de réaliser le bien commun à l'égard des classes qui, sous le régime capitaliste, ont, dans l'agriculture comme dans l'industrie, une écrasante supériorité économique et sociale, à l'égard des travailleurs qu'ils emploient ?

On chercherait en vain par quelles institutions et par quelles procédures les salariés peuvent défendre leurs propres vœux et leurs revendications en régime fasciste. L'État fasciste confond les intérêts d'une oligarchie productrice avec ceux de l'État. Le capitalisme industriel et financier est plus puissant que l'État fasciste. L'action coercitive est d'une efficacité médiocre à l'égard des procédés d'attaque ou de défense souvent occultes et toujours extrêmement souples dont disposent les industriels et les financiers... Le capitalisme que l'État fasciste a su contrôler ressemble à une pieuvre ... ².

Les secrétaires de syndicats ne sont pas élus par les ouvriers, mais en réalité promus par le gouvernement, au contrôle de la vie politique des représentés.

¹ « LE CONSORTIUM DE LA SIDÉRURGIE EST OBLIGATOIRE; MAIS, FRANCHEMENT, SI L'ON MESURE LE MOUVEMENT DES ADHÉSIONS SPONTANÉES, LE CONSORTIUM OBLIGATOIRE DE L'ACIER EST PLUS VOLONTAIRE QUE LE CONSORTIUM OBLIGATOIRE DU JUTE. DANS UN CAS COMME DANS L'AUTRE, L'ÉTAT, PRIVÉ DE TOUT MOYEN DE CONTRÔLE, A DÛ SE LIMITER À PERSUADER OU DIRIGER DES INDUSTRIELS RÉCALCITRANTS, POUR LES AMENER À UNE ASSOCIATION ÉCONOMIQUE SUR LAQUELLE IL N'A AUCUN MOYEN DE CONTRÔLE EFFECTIF. »

² *REVUE D'ÉCONOMIE POLITIQUE*, 1933-1934. - Cf. franck rosenstock, *LE CORPORATISME FASCISTE*, *REVUE ESPRIT*, 1^{ER} SEPT. 1934 ; - georges bourgin, *L'ÉTAT CORPORATIF EN ITALIE*, ÉDITIONS MONTAIGNE, 1935 ; - luigi fabbri, *L'EXPÉRIENCE CORPORATIVE ITALIENNE*, *L'HOMME RÉEL*, AVRIL 1935, AINSI QUE *CODICE SOCIALE*, ISTITUTO PADANO DI ARTI GRAFICHE, ROVIGO.

Chapitre IV

Du spartakisme au national-socialisme

I

[Retour à la table des matières](#)

Depuis l'armistice du 11 novembre 1918, la social-démocratie a pris le pouvoir en Allemagne. Pourtant, aux socialistes majoritaires dont l'opportunisme avait permis la prolongation de la guerre, s'oppose le groupe de Spartakus qu'inspirent Rosa Luxembourg¹ et Karl Liebknecht. Le groupe Spartakus tient à Berlin un Congrès dont les décisions doivent être appliquées grâce à la grève générale et à l'insurrection armée.

Le 5 janvier 1919, les spartakistes occupent le siège du *Vorwärts* et proclament la destitution du gouvernement Ebert-Scheidemann. Le futur président Ebert fait appel à l'armée. Nommé gouverneur de Berlin, Noske, ancien député socialiste, organise la

¹ LES LETTRES DE ROSA LUXEMBOURG RÉVÈLENT CETTE FORTE ET PURE PERSONNALITÉ. CF. *LA RÉVOLUTION RUSSE*, TRADUCTION ET PRÉFACE DE BRACKE-DESROUSSEAUX, CAHIERS SPARTACUS ÉDITÉS PAR RENÉ LEFEUVRE, AVRIL 1946; -michel collinet, *ROSA LUXEMBOURG ET LA RÉVOLUTION RUSSE*.

répression. Blottis dans des immeubles, les spartakistes tiendront jusqu'au 12 janvier, résistant aux corps francs rassemblés par Noske ¹.

Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht sont assassinés le 15 janvier 1919. Des mouvements révolutionnaires à Brême, en Rhénanie, à Magdebourg, en Westphalie et à Munich sont réprimés et la tentative spartakiste s'achève sur l'assassinat de Kurt Eisner.

En février 1919, Ebert est élu président du Reich. Le socialiste majoritaire Hermann Muller signe le traité de paix et par là, aux yeux des Allemands, engage la responsabilité des socialistes. Ceux-ci se trouvent déjà affaiblis en face de l'état-major qui a ramené les troupes à Berlin : elles y ont défilé et Ebert les a accueillies ainsi : « Je vous salue, vous qui revenez vaincus des champs de bataille. » Aussi les ministres doivent-ils s'enfuir à Stuttgart lorsque le 13 mars 1920 se produit le putsch Kapp.

Mais les syndicats ouvriers sauvent la situation en déclarant la grève générale, qui est totale le 14 mars 1920 et balaie le gouvernement insurrectionnel. Les syndicats ouvriers veulent imposer au gouvernement social-démocrate un programme comprenant la socialisation immédiate des industries concentrées ; les projets d'Économie dirigée dus à l'initiative de Rathenau, comme les réformes financières du leader du Centre Erzberger, se heurtent au veto du grand industriel Hugo Stinnes.

Erzberger est assassiné le 26 août 1921 et Walter Rathenau le 24 juin 1922. Ainsi, dès ses débuts, la République de Weimar paraît affaiblie par la disparition de ces quatre personnalités : Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, Erzberger, Walter Rathenau qui, en des sens très divers sans doute, auraient pu lui communiquer leur dynamisme.

Le président Ebert, qui avait dû son élection au centre et à la social-démocratie, ne trouvait point de force dans cette coalition. Ni dans son caractère.

Walter Rathenau avait su signaler la double erreur, économique et psychologique, de n'avoir pas fixé la somme des réparations : « Ne demandez pas à la vache de produire quarante litres de lait. Elle ne le pourrait pas. Ne la rendez pas plus enragée. ² » Cette erreur pèsera lourdement sur les gouvernements sociaux-démocrates. On leur reprochera d'avoir accepté un engagement en blanc. Leur faiblesse était accrue par la situation industrielle. C'est le consortium Thyssen, Krupp, Otto Wolf et Hugo Stinnes qui a entre ses mains, à cette heure-là, les destinées allemandes. Des traités de commerce ont été signés dès 1920 avec la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Lettonie et on a été même en droit de dire que l'expansion reprend avec autant d'adresse, de méthode et de ténacité qu'avant-guerre. Plus importantes que l'association de la grande industrie, sont les unions personnelles et la concentration verticale dans les entreprises allemandes. Les puissances de fait, les grands industriels, loin de la freiner, trouvaient dans la chute du mark une prime à l'exportation de leurs produits. Ils en bénéficiaient

¹ Benoist-Méchin, *HISTOIRE DE L'ARMÉE ALLEMANDE*, ALBIN MICHEL, 1941.

² INTERVIEW DE WALTER RATHENAU, DANS *BRIAND, SA VIE, SON ŒUVRE*, DE georges suarez. PARIS. PLON. 1938.

dans l'équipement nouveau de leurs entreprises ; ils créaient un immense édifice économique et une machinerie redoutable pour les industries concurrentes.

Le dollar, qui valait 49 marks au début de 1920, en valait 7.500 en décembre 1922. Et l'année suivante, en 1923, l'effondrement, du mois de janvier au mois de décembre, peut être mesuré par la comparaison des chiffres suivants le mark or valait en janvier 4.281 marks papier, et en décembre 1.000.000.000.000. La prospérité industrielle avait pour cruelle contre-partie la misère du pays et la ruine des classes moyennes parmi lesquelles le national-socialisme va trouver une partie de ses troupes. Les magnats de la grande industrie ont retiré de leur politique un prestige que va accroître l'occupation de la Ruhr (11 janvier 1923), considérée comme une sanction au manquement des versements de l'Allemagne. Cette occupation suscite une réaction nationaliste qui, réunissant dans une même lutte de résistance passive industriels et travailleurs allemands, a pour effet de détourner la menace ouvrière qui aurait pu peser sur le patronat allemand si la pression étrangère n'avait pas masqué aux yeux de la population allemande les réalités économiques du capitalisme.

Il n'est pas inutile de rappeler ici la carte des forces électorales pour permettre de se rendre compte du morcellement et de la répartition des partis en Allemagne : pour le premier tour du scrutin du 29 mars 1925. on allait compter 7.800.000 socialistes, 3.900.000 membres du centre catholique, 1.500.000 démocrates, 1.900.000 communistes et 10.400.000 voix nationalistes.

*

* *

Ces années 1920 à 1924 sont celles de la grande épreuve du peuple allemand, et il est nécessaire d'en rappeler l'atmosphère pour y être sensible :

On respirait, dans cette Allemagne des lendemains de Versailles, sous le président social-démocrate Ebert et la plus démocratique des Constitutions républicaines, l'air d'un monde finissant. Tout y était correctement tenu, les gens étaient modestes, bienveillants, actifs, déçus, miséreux, débauchés, exaspérés. On construisait une grande gare en plein centre de la ville, au-dessus de la Sprée noire et de la *Frederichstrasse* ; les invalides décorés de la Grande Guerre vendaient des allumettes aux portes des boîtes de nuit où les jeunes femmes, à vendre comme tout le reste, dansaient nues entre les tables fleuries des soupeurs. Un capitalisme délirant, dont Hugo Stinnes paraissait l'âme, ramassait d'immenses fortunes dans les faillites. A vendre, les filles de la bourgeoisie dans les bars, les filles du peuple dans les rues ! A vendre, les fonctionnaires, les licences d'exportation et d'importation, les papiers d'État ! A vendre, les entreprises à l'avenir desquelles personne ne croyait plus ! Le gros dollar et la mince valuta orgueilleuse des vainqueurs tenaient le haut du pavé, acheteurs de tout et croyant même acheter les âmes. Les missions militaires alliées, chargées d'un contrôle impossible du désarmement, circulaient en beaux uniformes, entourées d'une haine polie, mais évidente ; plusieurs conspirations permanentes se ramifiaient à l'infini... Oswald Spengler annonçait en termes philosophiques le *déclin de l'Occident* (*Daemmerung*) : « Voyez l'Égypte morte, la fin de Rome ! » Les poètes révolutionnaires publiaient : *Daemmerung der Menschen* (Le Crépuscule des hommes)... Personne, dans cette Allemagne saignée, ne croyait vraiment à l'avenir ; peu de monde pensait au bien public. La moyenne bourgeoisie appauvrie voyait s'évanouir les vieilles mœurs et les espérances de la veille. Les social-démocrates, seuls, croyaient à l'avenir du capitalisme, à la stabilisation d'une démocratie allemande et même à l'intelligence et à la bienveillance des vainqueurs de Versailles ! Ils avaient la mentalité éclairée et optimiste

de la bourgeoisie libérale de 1848. La jeunesse se détachait d'eux. Elle était nationaliste et socialisante.

On comprend qu'on ait pu soutenir que, pendant la durée de la République de Weimar, la social-démocratie avait accoutumé la classe ouvrière allemande à se satisfaire des objectifs qu'elle lui proposait. On a justement mis en relief la contradiction qui opposait la pauvreté de leur programme et de leurs réalisations à la grandiloquence des formules qu'ils conservaient et continuaient à répéter, même automatiquement. La structure du régime était demeurée intacte et les magnats capitalistes intouchables. Et il était possible d'écrire en 1935 :

Si une fraction de la classe ouvrière allemande s'accommode d'un régime fasciste, la faute en incombe d'abord aux sociaux-démocrates ; car c'est eux qui habituèrent le prolétariat à réclamer, non pas l'instauration d'une société libre et juste, mais la participation aux avantages matériels de la bourgeoisie ¹.

On constate ici, une fois de plus, le leurre d'une phraséologie révolutionnaire, puisqu'aussi bien les sociaux-démocrates prétendaient se maintenir sur le terrain de la lutte des classes. Et, parmi d'autres, il y a là une des raisons majeures du ralliement des socialistes et syndicalistes désabusés au communisme d'abord, puis au nazisme. Les sociaux-démocrates n'avaient-ils pas consolidé le capitalisme en participant au financement ou au renflouement de grandes entreprises industrielles ? Les noms de certains leaders n'avaient-ils pas été éclaboussés par les scandales des aventuriers de la finance ? La crise financière allait rendre plus impopulaires les représentants parlementaires des partis qui portaient la responsabilité de la République allemande.

Le long séjour de Stresemann au ministère des Affaires Étrangères n'a eu d'autre incidence que l'entrée de l'Allemagne à la Société des Nations ; on ne peut pas dire qu'elle se soit traduite par un accroissement de force ou de prestige pour la République de Weimar ; en fait, le régime semblait de plus en plus se déconsidérer ².

Pourtant, il se trouva alors un homme, le Dr Brüning, qui eut le courage d'accepter la charge du pouvoir. Il le fit par devoir, par devoir de chrétien. Sa conscience s'appuyait sur une foi ardente ; mais son expérience politique, acquise dans l'administration des syndicats chrétiens, était loin d'égaliser la qualité de son caractère. Même en mai 1930, il ne mesurait pas les difficultés qu'il allait avoir à affronter. La gravité de celles-ci venait de la rencontre de deux conjonctures adverses : politique et économique qui, en se combinant, devaient accroître les résistances à un pouvoir dont la seule tactique ne pouvait être qu'une politique d'équilibre entre des forces contraires. Par la seule valeur de l'homme, son ministère, commencé le 1^{er} avril 1930, durera plus de deux ans, mais il essaiera en vain d'équilibrer le budget et de comprimer les prix et les

¹ Pierre Ganivet [dauphin-meunier], *LE CORPORATISME HITLÉRIEN, L'HOMME RÉEL* (REVUE DU SYNDICALISME ET DE L'HUMANISME), n° 15-16, 1935 ; - edmond vermeil, *LES DOCTRINAIRES DE LA RÉVOLUTION ALLEMANDE*, SORLOT, 1939 ; - goetz, *LES SYNDICATS OUVRIERS ALLEMANDS APRÈS LA GUERRE*, THÈSE ; - raymond bertrand, *LE CORPORATISME AGRICOLE ET L'ORGANISATION DES MARCHÉS EN ALLEMAGNE*, THÈSE, 1937 ; - ARTICLES DE r. d'harcourt, *REVUE DES DEUX MONDES*, JANV.-AVRIL 1952.

² CE NE FURENT PAS LES *FINASSIEREN* DE GUSTAV STRESEMAN ET SES NÉGOCIATIONS AVEC BRIAND QUI POUVAIENT ACCROÎTRE CE PRESTIGE. CF. SA LETTRE AU KRONPRINZ : « *FINASSER* ET SE DÉROBER AUX GRANDES DÉCISIONS ».

salaires. Et il tint jusqu'en mai 1932, en dépit de la crise et des difficultés sociales et économiques dont la plus grave sans doute fût le problème agraire qui opposait grands propriétaires de l'Est et paysans petits propriétaires. Le Dr Brüning a contre lui les Junkers d'accord avec les nationaux-socialistes.

Aux élections de septembre 1930, au Reichstag, entrent 197 nationaux-socialistes et 77 communistes qui représentent les suffrages perdus par la social-démocratie (et passés au parti communiste). Il y a lieu de souligner l'importance du parti communiste qui, déjà aux élections présidentielles, sur le nom de Thaelmann, allait obtenir 1.900.000 voix.

La production industrielle et l'agriculture traversaient une crise aiguë ; la production de houille et d'acier était tombée au niveau de celle de 1900.

Le 13 juillet 1931, le krach du Kredit Anstalt est suivi de la suspension de leurs paiements par la Dresdner Bank et la Danat Bank. Elles sollicitent l'aide de l'État qui est obligé de les renflouer. Le Dr Brüning a été la victime de la crise économique et financière. Sa force, sinon sa conscience, va s'y briser. En juillet 1932 le chiffre des chômeurs officiels s'élève à 5.400.000 travailleurs. Il y a en outre 5 millions de chômeurs partiels et 2 millions de chômeurs non inscrits. Les jeunes ouvriers qui n'ont pas été encore employés n'ont pas droit à la carte de chômage. Les classes moyennes qui ont été largement atteintes par l'inflation se prolétarisent ; la détresse des étudiants sortant des universités et auxquels leurs diplômes ne donnent droit à aucun emploi va fournir aux Sections d'Assaut des cadres appropriés à leur état d'esprit.

Réélu le 10 avril 1932 contre Hitler, le Président Hindenburg fait démissionner le 30 mai 1932 le Dr Brüning qu'il remplace par Franz von Papen qui appartient à la noblesse catholique de Westphalie. Von Papen dissout le ministère socialiste de Prusse et renvoie le Préfet de Police de Berlin, également socialiste. La dissolution du Parlement et les élections du 30 juillet 1932 amènent au Reichstag 230 députés nazis en face de 121 socialistes et 100 communistes désunis. En novembre, nouvelle dissolution et nouvelles élections. Celles-ci ne donnent au parti nazi qu'une minorité de suffrages, 196 députés nazis contre 121 socialistes et 100 communistes.

Le ministère von Schleicher n'est qu'un court intermède, de décembre 1932 au 30 janvier 1933, date à laquelle le président Hindenburg nomme Hitler Chancelier du Reich. Le 1^{er} février 1933, Hitler développe son programme. Le 4 février, le décret pour la sauvegarde du peuple allemand, et le 27 février, l'incendie du Reichstag-dont une habile mise en scène rend les communistes responsables - vont permettre leur répression. Le parti communiste entre dans l'ombre de la clandestinité. Une seule force de résistance demeurerait : les 3 millions d'adhérents des syndicats socialistes. Le 1^{er} mai 1933, la Fête du Travail est devenue Fête Nationale ; mais le lendemain, le 2 mai 1933, les Sections des S.A. et des S. S. occupent les maisons des syndicats et emprisonnent les secrétaires syndicaux. Toutes les organisations ouvrières devaient se fonder dans le Front du Travail.

II

Quel fut donc ce cataclysme, ou plutôt cette métamorphose de l'Allemagne weimarienne en Allemagne hitlérienne ? Ne peut-on pas dire qu'elle avait commencé très tôt ? Edmond Vermeil s'est efforcé de l'expliquer¹, après avoir fait allusion aux précédents nietzschéens et pangermanistes. La genèse du national-socialisme est liée à l'histoire de la République de Weimar. L'effondrement de Weimar est la tragédie des Internationales; les deux phénomènes historiques sont complémentaires.

Et peut-être le plus brillant portrait d'Hitler est-il dû à la plume d'André François-Poncet dans les dépêches du Livre jaune :

Orateur, il l'est avec passion. Son aspect physique est peu flatteur cependant, avec sa mèche de cheveux qui lui tombe sur les yeux, son long nez, sa moustache en brosse, sa petite taille, sa voix gutturale et criarde, sa langue incorrecte, son accent autrichien. On s'explique mal l'ascendant qu'il a exercé sur les foules. Or cet ascendant est incontestable. Doit-on l'attribuer au regard, « qui donne le frisson », et dont un juriste, l'ayant subi, déclare qu'il n'avait plus qu'un désir, « celui de rentrer chez lui pour sa recueillir et assimiler ce souvenir unique » ? Ce serait insuffisant. Si son magnétisme personnel est incontestable, il *ne faut pas* oublier qu'il sait à merveille produire en formules lapidaires ce que le peuple, à ce moment précis, souhaite qu'on lui dise, et aux Allemands humiliés par la défaite, aigris par la misère, promettre le pain et la grandeur....

Dans quelle mesure l'individu monstrueux qu'était Hitler a-t-il contribué à la réussite éphémère du système ? Leurs contacts personnels avec lui, ont permis à Rauschnig, à André François-Poncet d'éclairer le personnage de vives lumières : l'œuvre d'Hitler, « est-ce l'œuvre d'un esprit normal ou celle d'un homme tourmenté par la folie des grandeurs, par une hantise de domination et de solitude, ou simplement en proie à la peur ? » (André François-Poncet).

Et la véritable opposition qui existe entre le fascisme italien et le nazisme allemand n'est pas celle que peut combler l'épaisseur d'une personne, pour quelque géniale ou bestiale qu'elle puisse paraître, mais la psychologie et la nature d'un peuple, le peuple italien auquel le fascisme ne fut jamais que superposé.

III

Le Dr Joseph Goebbels définit ainsi l'État nazi : « L'État sera l'organisation supérieure de la vie publique et privée... Toutes les forces de la nation seront soumises à l'État, de telle sorte qu'il leur soit impossible d'exercer aucune activité en dehors de l'État. L'État réalisera le principe totalitaire. »

¹ Edmond Vermeil, *L'ALLEMAGNE. ESSAI D'EXPLICATION*, GALLIMARD, 1945.

Le Front du Travail est la forme qu'a prise le corporatisme national-socialiste. Mais on peut se demander si ce corporatisme est particulier à l'Allemagne? Car le national-socialisme a tenu compte d'abord des expériences du Portugal et de l'Italie ; et l'on y retrouve aussi les influences de List et des socialistes de la chaire, et les survivances en Allemagne du corporatisme médiéval ¹.

Dans l'État national-socialiste, il y a unité d'intérêt comme il y a unité d'autorité. L'Économie anarchiste du libéralisme doit faire place à une Économie corporative en fonction d'un plan avec la collaboration de toutes les classes.

L'article 10 du programme nazi, rédigé par Feder, déclare que « tous les Allemands forment une *communauté de travail* pour l'augmentation du bien-être et de la culture de tous ».

Au principe de l'irresponsabilité, se substitue le principe du Führer, le principe de la responsabilité personnelle et permanente du chef, à quelque degré de la hiérarchie économique qu'il soit placé.

Quelles sont donc les différences entre le corporatisme italien et le corporatisme national-socialiste ? Dans la corporation fasciste, syndicats patronaux et syndicats ouvriers coexistent, tandis que la corporation national-socialiste ne connaît que des producteurs et unit toutes les catégories sociales de même langue et de même sang : la notion d'employeur et d'employé est effacée. Patrons et ouvriers sont solidaires les uns des autres, et ont une responsabilité commune devant la collectivité.

En avril 1933, sont fondés le Front du Travail (Deutsche Arbeit Front) et la Force par la Joie (N. S. Gemeinschaft Kraft durch Freude). La loi sur l'organisation du travail national date du 20 janvier 1934 ; les ordonnances pour son application, du 1^{er} mars 1934 et du 10 mars 1934 ; la loi pour les entreprises et services publics, du 22 mars 1934 ; la loi préparatoire à l'organisation de l'Économie allemande, du 27 février 1934.

Ces définitions imposées à tous, par qui ont-elles pu être acceptées :

Dans toute entreprise, l'entrepreneur, comme chef d'entreprise et les ouvriers et employés comme personnel travaillent de concert en vue des buts de l'entreprise et pour le bien commun de la Nation et de l'État.... L'entrepreneur veille au bien du personnel. En retour, celui-ci lui doit fidélité, en qualité d'élément constitutif de la communauté d'entreprise.

Sans doute, existe ce qu'on appelle des Conseils de confiance dans toute entreprise occupant 10 personnes. Sur proposition du chef d'entreprise et du chef des cellules nazies, les délégués sont élus au scrutin secret par les ouvriers et employés travaillant au moins depuis un an et syndiqués au Front du Travail.

Le conseil d'entreprise délibère sur toutes les mesures servant à améliorer le rendement, à assurer l'application du règlement de l'entreprise. Il doit agir en vue

¹ Cf. Pierre Ganiwet, *L'HOMME RÉEL*, MARS-AVRIL 1935.

d'aplanir tout différend au sein de la communauté d'entreprise. Le droit de grève, le droit de coalition sont supprimés et les contrats collectifs prohibés.

Le syndicaliste Schlesischer a montré que l'ouvrier est privé de toute possibilité de résistance collective et isolé en face de l'entrepreneur¹. Aussi, le signe de la seule protestation possible a-t-il été, dans certains centres, une abstention totale aux élections des Conseils de confiance.

L'organisation corporative national-socialiste prévoit l'introduction du salaire hebdomadaire *minimum* avec des sanctions frappant l'entrepreneur occupant des ouvriers à des conditions inférieures au minimum.

Les Conseils de confiance sont contrôlés par des fidéicommissaires du Travail.

Selon la loi du 14 juillet 1933, le ministre de l'Économie a autorité pour grouper les industries en cartels, si l'intérêt collectif le demande. Entrée en vigueur le 27 février 1934, la loi préparatoire à l'organisation de l'Économie allemande dut mécontenter petits et moyens industriels, même s'ils n'osaient pas protester ouvertement contre une réorganisation de l'industrie qui les assujettissait plus durement aux cartels. Il en est de même pour les moyens paysans indignés des faveurs dont profitent hobereaux et grands propriétaires fonciers. Le même silence fût imposé aux cadets des familles paysannes.

Ils courbèrent le dos et se turent en face d'une législation qui les plaçait sous l'autorité de leurs aînés et rétablissait le droit d'aînesse. Le droit d'aînesse a pour intention de conserver intacte la moyenne exploitation. Enfin, les domestiques et valets sont, comme les journaliers, abandonnés à leur triste sort. Sous le régime national-socialiste, l'organisation syndicale a fait disparaître avec elle les garanties qu'elle donnait aux travailleurs.

Le Front du Travail a-t-il substitué d'autres garanties à celles qu'apportaient les organisations syndicales ouvrières ?

L'État de la Constitution de Weimar s'est brisé parce qu'il absorbait les individus avec les soucis de défendre les intérêts particuliers et ainsi déchirait la communauté. L'État national-socialiste connaît la direction que le peuple accepte par un acte volontaire pour les grandes tâches de la destinée du peuple...².

Les membres du Front du Travail, en cas de maladie, de chômage, d'accident ou d'invalidité, ont droit à des secours variables, suivant la durée de leur affiliation. Les femmes reçoivent au moment de leur mariage un secours allant jusqu'à 100 marks.

Le Front du Travail englobe tous les travailleurs, à l'exception des paysans et des fonctionnaires :

Le paysan, explique le Dr Ley, le 7 juin 1933, n'est pas un entrepreneur au sens ordinaire du terme : comme le dit la loi sur l'héritage, il est le gardien et l'administrateur

¹ A. Schlesischer, LA CHARTE DU TRAVAIL ALLEMANDE, *L'HOMME RÉEL*, FÉVRIER 1934.

² Dauphin-Meunier, OP. CIT. ; - edmond vermeil, OP. CIT.

du bien et du droit familial ; la prospérité de sa ferme ne dépend pas seulement de sa capacité et de sa diligence, mais en partie aussi des forces de la nature.... Lui, le paysan, n'appartient pas au Front du Travail. On ne peut pas lui donner le sens de son peuple par un enseignement quelconque, mais uniquement par l'amour de la terre et par les rapports mystiques avec le sol de la race et du sang.

Seuls les ouvriers agricoles, employés et dirigeants des grands domaines, appartiennent au Front du Travail.

Le ministre de l'Agriculture, Darré, a réuni sous sa direction les différents groupements agricoles fondus en une Corporation de l'Alimentation. Celle-ci comprend aussi bien les coopératives, les Chambres d'Agriculture et les diverses associations que les transformateurs des produits agricoles et le commerce de gros et de détail. Tout ce qui concourt à l'alimentation nationale est réparti en cartels obligatoires soumis à une rigoureuse discipline sous le contrôle du ministre de l'Agriculture, chef des paysans.

Il n'est pas jusqu'à la politique de la potasse qui ne relève de la Corporation de l'Alimentation. Le ministre de l'Économie a autorité pour contraindre les propriétaires de mines à entrer dans le syndicat. Le syndicat a le monopole des ventes, importations et exportations des sels de potasse et des produits et composés de la potasse. Il en fixe les prix de vente pour la consommation comme engrais en Allemagne. La fixation des prix ne peut être faite qu'après consultation de la Corporation de l'Alimentation. Le ministre de l'Économie surveille l'industrie et le commerce de la potasse.

La Corporation agricole a des pouvoirs souverains : elle décide si tel paysan peut continuer à exploiter son domaine en cas de non réussite économique.

Dès le 10 septembre 1933, le ministre de l'Agriculture, Darré, définit l'objet essentiel que se propose la Corporation, qui veut arriver à supprimer les fluctuations de prix dues à la spéculation ¹ :

Notre but est d'arriver à l'institution d'un juste prix pour les produits agricoles, et d'abord pour les céréales. La chose est impossible pour un marché libre tel qu'il existe actuellement. L'État doit garantir au cultivateur un prix fixe et convenable pour les quantités de céréales dont la consommation a vraiment besoin.

L'organisation du marché, par le groupement corporatif du producteur, du commerce, des coopératives et des moulins garantira la consommation, suivant le régime demandé par la consommation. De cette façon, le cultivateur sera toujours assuré d'écouler la quantité de céréales répondant aux besoins des consommateurs. Si sa production dépasse ces besoins, il court le risque de voir l'excédent lui rester pour compte.

La Corporation se charge d'assurer par la discipline corporative la réduction des surfaces ensemencées en blé afin d'adapter la production aux moulins. Les moulins ont été groupés en un syndicat avec des contingents de production.

Toute l'industrie de la margarine et des graisses a été réunie en une communauté économique qui règle la production, la vente et les prix.

¹ *NATIONALISTISCHE LANDPOST*, 10 SEPT. 1933.

Quelles ont été les conséquences de l'organisation national-socialiste sur l'industrie et sur la condition des classes ouvrières ?

On doit constater, en Allemagne, une réduction du chômage qui ne s'est pas rencontrée en Italie. Le nombre des chômeurs descend selon les chiffres suivants :

1932		5.575.492
1935		2.151.939
1937		912.312
1939		38.379

Ces chiffres permettraient de se faire illusion sur la situation réelle des classes ouvrières. Celle-ci n'a pas été améliorée parce que la stabilisation du taux des salaires a coïncidé avec une hausse des prix. On constate le fait qu'une période de reprise économique et de hausse du prix de la vie n'a été accompagnée d'aucune hausse des salaires, « phénomène unique dans l'histoire du Salarial ¹ ». Un tel fait n'a été possible qu'à la suite de la dissolution de toutes les organisations ouvrières.

La hausse des salaires bruts nominaux horaires a été de 14 p. 100 entre 1933 et 1939, de 9 p. 100 de 1938 à 1942.

Les prix des produits industriels de consommation ont monté de 1933 à 1938 de plus de 35 p. 100 et ceux des aliments végétaux de 16 p. 100. La hausse des produits agricoles, qui avait été sensible jusqu'en 1937, s'est encore accentuée de 1938 à 1943.

On constate en Allemagne une évolution de l'industrie semblable à celle qui assurait un contrôle et une maîtrise de l'Économie par les grands trusts en Italie.

La concentration économique a abouti à la domination de l'Économie, par de gigantesques *Konzern* ², propriétés privées, soit d'une famille, soit d'un groupe de personnes que l'on retrouve dans les conseils d'administration de l'industrie et de la Banque.

« Le nazisme n'a apporté aucune modification au fonctionnement des Konzern, la forme de propriété qu'il a défendue est celle du grand capital. Les sociétés d'intérêt commun à caractère obligatoire sont des cas où l'État est intervenu non pour briser le Konzern, mais pour en créer.... ³ »

En vertu de la loi du 15 juillet 1933, l'État peut réunir les entreprises d'une branche donnée de la production en un cartel obligatoire. Il s'agit là d'une forme nouvelle de la *contrainte à l'organisation* par les grands Konzern. L'économie de guerre a ren-

¹ Albert Rivaud, *LE RELÈVEMENT DE L'ALLEMAGNE (1918-1940)*, ARMAND COLIN, 1940

² Charles Bettelheim, *L'ÉCONOMIE ALLEMANDE SOUS LE NAZISME*, MARCEL RIVIÈRE, 1946 ; - dr ley, *NATIONAL SOZIALISTISCHE KORRESPONDENZ*, 7 JUIN 1933. EN ANNEXE, UNE ANALYSE DES PRINCIPAUX KONZERN, p. 283 ; - CONGRÈS MONDIAL DES LOISIRS ET DE LA RÉCRÉATION À HAMBOURG (JUILLET 1936). RAPPORT DE m. girette ET DE m me veyrières, DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT FRANÇAIS, SUR L'ORGANISATION DES LOISIRS EN ALLEMAGNE ET SUR LE *KRAFT DURCH FREUDE* EN PARTICULIER, 20 p.

³ Charles Bettelheim, *OP. CIT.*, pp. 70, 72, 75.

du nécessaire la création des offices de répartition chargés de répartir les produits, en assurant la priorité aux besoins de l'Armée, puis aux exportateurs. Le plus souvent les nazis se sont, servis des cartels pour créer des offices de répartition chargés de cette fonction. De ces cartels obligatoires, l'État nomme les dirigeants. Or ce sont toujours les monopoleurs. Par exemple, le Kartell Rundschau créé en décembre 1939, a obligé les dissidents à entrer dans le cartel de l'industrie des batteries d'accumulateurs, supprimant toute distinction, et faisant du cartel volontaire un cartel obligatoire. L'Économie allemande est le règne du grand capitalisme.

Un trait rapproche le national-socialisme et le fascisme : l'organisation des loisirs. Cette institution, en Allemagne, se nomme *Kraft durch Freude* (La Force par la joie)¹. Son budget s'élève à plus d'un milliard : représentations théâtrales, auditions musicales, croisières dans la mer du Nord et dans la Baltique, troupes circulant dans les villages, sections pour la Musique, le Théâtre, la Littérature et le Film, sections pour l'Enseignement professionnel, pour -les Voyages et pour les Sports et, comme le dit le Dr Ley, les artistes se consacrent à l'œuvre de La Force par la Joie, et il ajoute : « Nous n'avons pas détruit les associations d'ouvriers, d'employés et de patrons dans une rage aveugle, mais au contraire nous les avons prises en main pour en faire les instruments de la collectivité afin d'amener par elles les hommes d'Allemagne au sentiment de la communauté. »

Il faut souligner aussi que, si l'organisation des loisirs apparente les législations allemande et italienne, elle les oppose l'une et l'autre dans leurs intentions aux institutions conçues et mises en application en France par Léo Lagrange. Entre 1936 et 1938, l'œuvre de Léo Lagrange allait être essentiellement une organisation de la culture populaire ; elle devait rester le plus heureux et le plus durable résultat des efforts entrepris par la volonté de quelques hommes en dépit de leur angoisse, pendant cette période difficile et périlleuse.

¹ Babeur, *LA FORCE PAR LA JOIE*, THÈSE, 1939, PRESSES MODERNES ; - turillot, *LA FORCE PAR LA JOIE*, THÈSE, 1943, DACTYLOGRAPHIÉ ; - a. tillmann, *L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU III^E REICH*, THÈSE, RECUEIL SIREY, 1935. VOIR, SECTION II : *LA CONQUÊTE DES SYNDICATS ET LE FRONT DU TRAVAIL ALLEMAND, ET LA FORCE PAR LA JOIE* (pp. 115-127) ; - b. i. t., *LES MOYENS DE FACILITER AUX TRAVAILLEURS L'EMPLOI DE LEURS CONGÉS PAYÉS*, 1939 (QUELQUES PRÉCISIONS SUR LE K. D. F.).

Chapitre V

La Suède, paradoxe historique Contraste entre deux destins

[Retour à la table des matières](#)

La Suède, paradoxe historique. Pourquoi ? - Parce que, située géographiquement d'un côté près de l'Allemagne et de l'Italie, de l'autre près de la Russie, elle n'a pas été touchée ni atteinte par les évolutions fascistes ou par la Révolution russe. A peine a-t-elle été sensible au trade-unionisme britannique. Son isolationnisme humain, dans le domaine des relations sociales, est resté fidèle à des traditions de démocratie industrielle. Il est original, et si particulier que nous avons été contraints, d'abord de décrire dans tous leurs détails les institutions ; puis ensuite, leurs différences avec les autres institutions européennes qui donnent une forme si personnelle au syndicalisme suédois. Il faut marquer d'un trait net la volonté qui l'a inspiré et le caractérise. Le contraste entre les deux destins nous conduit à rapprocher dans ce même chapitre l'Allemagne et la Suède. Cette antithèse éclaire les surprenantes oppositions qui éclatent dans l'évolution historique. Les lumières, qui nous permettent de les comprendre et de les expliquer, nous obligent à forcer le secret des institutions et des individus qui les ont forgées, subies ou conquises. D'où la place que nous consacrons à la plus large, à la plus continue expérience de démocratie industrielle.

I

La Confédération des ouvriers suédois, le LO, date de 1898. En 1899, les adhérents du LO sont au nombre de 30.000, et, en décembre 1908, de 154.000. En 1902 se forme une Confédération patronale qui, dès 1909, provoque le conflit. Une grève générale intervient qui dure plusieurs mois et se termine par un échec du LO. Mais en 1920, ses adhérents s'élèvent au nombre de 280.000, et en 1930 à celui de 553.000.

Or, entre 1920 et 1935, l'Italie et l'Allemagne donnent l'exemple d'une organisation nationale-socialiste et entendent substituer au mouvement ouvrier des formes du corporatisme.

Au contraire, insensible à l'influence de l'Italie et de l'Allemagne, la Suède ne suit pas l'exemple du corporatisme. Les deux principes qui inspirent ses institutions sont la liberté d'organisations non régies par l'État et le fédéralisme¹.

La Confédération des ouvriers suédois comprend 46 fédérations. Ce sont les fédérations qui dirigent la vie professionnelle : elles signent les conventions collectives, elles décident des mesures de grèves, elles détiennent les caisses de combat.

La Confédération ouvrière signe des accords avec la Confédération patronale ; elle maintient les contacts avec les organisations ouvrières étrangères.

Le 31 décembre 1946, la Confédération groupait 1.147.015 adhérents, soit 90 p. 100 des ouvriers syndiqués. L'assemblée délibérante se compose de délégués élus par les fédérations en fonction du nombre de leurs adhérents.

Le Congrès comprend 300 délégués nommés par les fédérations. C'est le Congrès qui élit les 11 membres du *Lands sekretariat*. Ce bureau, qui se réunit une fois par semaine, organise la propagande, mène les pourparlers avec les employeurs, étudie les mesures législatives. Aux efforts continus de la Confédération et de son secrétariat permanent sont dues les bases de la législation sociale actuelle : en 1916, loi sur les accidents du travail ; en 1929, loi sur les maladies professionnelles, et, la même année, loi sur les conventions collectives ; en 1934, loi sur l'assurance facultative contre le chômage. Mais, à partir de cette date, à la législation d'État, la Confédération a préféré la méthode des conventions passées directement avec le patronat sur le modèle d'un premier accord de 1906 sur la liberté syndicale.

Il faut tout d'abord souligner le fait que la création en Suède d'une démocratie industrielle a eu pour point de départ la loi du 22 juin 1928 qui a précisé les obligations issues des conventions collectives. Les premiers contrats collectifs dataient de l'année 1908. Quel est le domaine de la convention collective ? Elle règle les questions importantes relatives aux conditions de travail : salaire horaire, salaire aux pièces ; l'embauche et le congédiement des ouvriers et le préavis de renvoi, la durée du travail, les heures supplémentaires, le congé annuel et les secours divers. La convention collective oblige tous les membres des fédérations signataires. Les dispositions de la convention s'appliquent aux rapports de l'employeur avec son personnel, qu'il s'agisse d'un ouvrier syndiqué ou non.

¹ Mireille Mélinand, *LES CONDITIONS DU TRAVAIL EN SUÈDE*, THÈSE DE LYON, LORGE ÉDIT. ; - choquette, *LE SYNDICALISME SUÉDOIS*, THÈSE DE PARIS, 1948 ; - charles lindley, *IL FAUT SUPPRIMER L'ARTICLE 23*, 1916 ; - paul planus, *VERS LA PAIX SOCIALE ; PATRONS ET OUVRIERS EN SUÈDE*, PLON, 1938 ; - james j. robbins, *THE GOVERNMENT OF LABOR*, UNIVERSITY OF CAROLINA PRESS, 1938 ; - *SOCIAL LEGISLATION IN SWEDEN* (1946) ET *RAPPORTS ENTRE PATRONS ET OUVRIERS EN SUÈDE* (1945), SWEDISH INSTITUTE, STOCKHOLM ; - charles léger, *LA DÉMOCRATIE INDUSTRIELLE ET LES COMITÉS D'ENTREPRISE EN SUÈDE*, ARMAND COLIN, 1950.

En 1945, les contrats collectifs étaient au nombre de 15.756, intéressant 75.884 patrons et 1.267.903 ouvriers. Et en 1951, au nombre de 17.300 qui s'appliquaient à 90.028 patrons et 1.179.888 ouvriers.

L'importance de la convention collective résulte de l'étendue de son application, mais aussi de ce qu'elle a servi de cadre à des réformes sociales qu'on a préféré réaliser ainsi plutôt que sous forme législative.

Un Tribunal du Travail a été institué par la loi du 28 juin 1928, afin de rendre plus rapide la procédure d'arbitrage¹. En 1938, Saltsjöbaden, faubourg de Stockholm, devient le lieu de rencontre des deux grandes Confédérations et les accords qui y sont conclus portent ce nom.

Le Tribunal du Travail doit attendre que des négociations aient été tentées par les parties, depuis l'accord de Saltsjöbaden, lorsqu'il existe dans la convention collective une clause prévoyant ces négociations préalables.

Au lieu de soumettre le litige au Tribunal, on peut en confier l'examen à des arbitres dont on s'engage par avance à respecter la décision. En Suède, en effet, la clause compromissoire qui désigne l'arbitre à l'avance, est valable. Par suite, le Comité du Marché du Travail a qualité pour arbitrer certains différends survenus entre les parties du fait de la convention de 1938 ou de celle de 1946 sur les Comités d'entreprise.

II

Entre 1938 et 1948, est intervenue toute une série de Conventions dites « de Saltsjöbaden » : ce sont celles sur le marché du Travail et la limitation des conflits (1938), celle sur l'organisation de la sécurité du travail dans les entreprises (1942), celle sur l'apprentissage (1944), celle sur les Comités d'entreprises (1946), et enfin l'accord sur les études de temps et de mouvements (26 août 1948).

L'un des traits caractéristiques du syndicalisme suédois est cette volonté ouvrière de défendre le droit des travailleurs à décider eux-mêmes de leurs affaires. Cet état d'esprit des ouvriers suédois rappelle celui des ouvriers parisiens qui, dans une lettre qui parut le 17 octobre 1861, demandaient la même liberté : « Il n'y a qu'un seul moyen, c'est de nous dire : vous êtes libres, faites vos affaires vous-mêmes. » Au moment où commençait à s'organiser en France un syndicalisme dynamique, les ouvriers réclamaient l'autonomie².

Sur le terrain des réformes sociales, les travailleurs suédois entendent conserver leur initiative propre, et faire respecter l'autonomie du syndicalisme ; mais tout en gar-

¹ CE TRIBUNAL, QUI SIÈGE À STOCKHOLM EN PRINCIPE, PEUT SE DÉPLACER : IL EXAMINE LES CONFLITS RELATIFS À LA VALIDITÉ, À L'EXISTENCE ET À L'INTERPRÉTATION DES CONTRATS COLLECTIFS ; SUR SES SIX MEMBRES, L'UN D'EUX DOIT ÊTRE UN JURISTE, UN AUTRE, EXPERT EN QUESTIONS SOCIALES.

² VOIR LE T. I DE NOTRE *HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER*. - Cf. LA BROCHURE DE TOLAIN, *QUELQUES VÉRITÉS SUR LES ÉLECTIONS DE PARIS*. - Cf. AUSSI LA LETTRE DE TOLAIN PUBLIÉE PAR *L'OPINION NATIONALE*, LE 17 OCTOBRE 1861, PP. 266 ET 278.

dant son indépendance, le mouvement ouvrier ne s'oppose pas sur le terrain politique au parti social-démocrate. Les ouvriers qui adhèrent au Lands-organisationen participent également aux activités du parti social démocrate auquel ils s'affilient automatiquement.

Cette autonomie du syndicalisme trouve sa garantie dans l'autre principe essentiel auquel les travailleurs suédois restent attachés : le fédéralisme. La Confédération patronale (SAF) a une structure identique à celle de la Confédération ouvrière : le SAF comporte le groupement des patrons d'une même profession en une fédération. Le LO contrôle 1.069.000 ouvriers, mais il s'étend à des travailleurs n'appartenant pas à l'industrie privée : cheminots, Postes et ouvriers des entreprises d'État.

Si l'on veut avoir une perspective générale du syndicalisme en Suède, il convient d'attirer l'attention sur l'organisation des employés qui se partageaient entre deux groupements centraux : le TCO pour les employés de l'État, et le DACO pour les employés des administrations privées. Ces deux groupements ont fusionné en 1943 dans le cadre du TCO. Ses 222.053 adhérents sont répartis en 45 fédérations. La composition du TCO est très diverse, puisqu'elle va de l'employé de bureau à l'ingénieur en chef de la grande industrie. Le TCO ne comprend que 40 p. 100 des employés, dont la majorité ne sont pas favorables à l'organisation syndicale. Un fait à souligner est que les Conventions de Saltsjöbaden n'ont été signées seulement que par la Confédération ouvrière et la Confédération patronale, sans que les employés y participent.

Depuis 1920 - c'est-à-dire six années avant que, en Italie, le décret-loi du 1^{er} juillet 1926 ne prononce le mot de corporation - les Congrès du Lands-organisationen ont mis le problème de la démocratie industrielle à l'ordre du jour de leurs discussions ¹.

En 1930, le congrès du LO réclame pour les syndicats le droit de coopérer à la préparation des mesures de rationalisation, afin de défendre les droits des travailleurs à la sécurité économique. En 1941, les membres du Congrès réclament le droit de coopérer à la réalisation des réformes à apporter à la structure de l'entreprise, que ces réformes soient d'ordre technique, administratif ou économique.

Chose curieuse, tandis que Mussolini qui se vantait de n'avoir qu'un maître : l'expérience, ne parvenait pas à coordonner les expériences de la Corporation, les travailleurs suédois, plus modestement, faisaient peu à peu naître, de l'expérience, la démocratie industrielle.

Qu'entend-on en Suède par l'expression de démocratie industrielle ? Ces mots peuvent être précisés grâce à des expériences : le premier syndicat suédois a été un syndicat des typographes. La Fédération des typographes a été la première à formuler l'idée de démocratie industrielle et à chercher à la réaliser. La presse social-démocrate et syndicale s'offrit à servir de terrain d'expérience pour une idée en faveur de laquelle

¹ L'EXPRESSION DE DÉMOCRATIE INDUSTRIELLE EST APPARUE EN 1897, DANS LE TITRE DE L'OUVRAGE PUBLIÉ CETTE ANNÉE-LÀ PAR SIDNEY ET BÉATRICE WEBB, *INDUSTRIAL DÉMOCRACY*.

À L'ÉGARD DES AUTEURS, LES TRADE-UNIONS, PAR LEUR STRUCTURE, SONT DES DÉMOCRATIES : LEUR CONSTITUTION EST FONDÉE SUR LE PRINCIPE DU GOUVERNEMENT DU PEUPLE, PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE.

elle combattait. En 1925, des accords furent incorporés à la convention collective de travail. Chaque club du personnel désigne de 1 à 3 délégués que le directeur doit associer à la gestion de son entreprise. Les délégués sont en droit de prendre connaissance des documents comptables. Ils confèrent avec la direction sur toutes les questions de répartition et de conditionnement du Travail, d'embauche et de congédiement de main-d'œuvre et de nomination de contremaîtres. Ils sont compétents en matière d'hygiène dans les ateliers et de fixation des heures de travail.

Les résultats des premières expériences ne furent pas toujours heureux ¹. Et le Congrès de la Fédération des typographes, en 1944, constatait que sur 29 entreprises interrogées, 9 avaient un conseil d'entreprise donnant des résultats satisfaisants, tandis que les autres n'avaient donné que des résultats négatifs. Dans ces entreprises typographiques qui possèdent les militants les plus dévoués, certains délégués consacraient à leur mission des soirées entières prises sur leur temps libre ; et nous retrouvons ici le même dévouement dont font preuve, dans le mouvement ouvrier français, les militants, pendant les années 1830 à 1860, dans les sociétés de résistance. Seulement, il faut ajouter que le conseil d'entreprise s'occupait presque uniquement des questions techniques. Mais les résultats de cette collaboration n'étaient pas négligeables, puisque les remarques techniques du personnel, dans certains cas, ont permis d'importantes économies, sur le seul secteur des rotatives.

Peu à peu, l'intérêt porté aux expériences de démocratie industrielle se précise et on constate que les résultats de ces essais dépendent en grande partie des délégués choisis. On retrouve, dans les progrès accomplis par le mouvement ouvrier, l'accent que l'Histoire nous apprend à mettre sur les personnes, et la décisive importance des valeurs humaines.

Une seconde expérience de démocratie industrielle date de 1944. Cette expérience a été directement orientée vers la pratique. On prit exemple sur les Comités anglais et américains de production qui avaient donné de bons résultats dans l'accroissement de la production de guerre. Un accord toujours en vigueur a été conclu entre le bureau chargé de la Défense nationale au ministère de la Défense et la Fédération du personnel civil. Cet accord prévoit la formation de comités de production dans chaque entreprise dépendant du ministère de la Défense nationale, ainsi que dans les usines occupant au moins 95 ouvriers.

L'organisme est consultatif et le directeur de l'entreprise doit solliciter son avis dans certains cas : amélioration de la qualité des produits, amélioration des méthodes de production, amélioration de l'emploi de l'outillage et de la main-d'œuvre. Le Comité est surtout chargé de l'application des méthodes de rationalisation. Grâce à lui et par lui, les suggestions des ouvriers dans le domaine technique peuvent être soumises à un examen. Le Comité est compétent en ce qui concerne les questions sociales soulevées par l'application des mesures de rationalisation, et dans le cas d'un renvoi de main-d'œuvre occasionné par une mécanisation plus poussée de l'entreprise. Il doit permettre de renseigner les ouvriers sur le fonctionnement de l'entreprise et de perfec-

¹ Carl Frosterud, PRÉSIDENT DES DÉLÉGUÉS DU JOURNAL *VÄRMLANDS FOLKBLED*. - Cf. *CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION DES TYPOGRAPHES DE 1944*.

tionner leurs connaissances professionnelles. La nouvelle institution qui date seulement de 1944 paraît avoir donné de bons résultats.

Des deux premiers essais de démocratie industrielle, le premier tendait essentiellement à une amélioration de la condition ouvrière ; le second avait pour objet l'amélioration de la technique du travail et l'accroissement de la production.

III

Quoique s'étant développé dans des conditions moins difficiles que dans les autres pays du Continent européen, le mouvement ouvrier en Suède a, lui aussi, connu des luttes. Pendant une première période de luttes ardentes son premier objectif a été le droit à la sécurité dans l'emploi. La revendication ouvrière est centrée sur le droit à la sécurité dans l'emploi. Elle affirme la nécessité de la codécision de la section syndicale locale en matière de congédiement de la main-d'œuvre. Le syndicalisme ouvrier eut à lutter contre l'arbitraire des employeurs qui embauchaient, licenciaient, congédiaient au gré des nécessités de la production. Les syndicats ouvriers voulurent, dans les conventions collectives, assurer une sécurité à leurs membres, sous la forme d'un droit de priorité syndicale : en cas de congédiement, suivi de réembauche, priorité devait être donnée aux membres du syndicat.

En face de cette revendication, les patrons s'unissent pour défendre leur droit à la libre disposition du personnel. Et, dès 1905, les statuts de la Confédération patronale comprenaient un article 23 interdisant à tout membre de la Confédération de transiger sur ce droit « d'embaucher et de renvoyer librement les ouvriers, de répartir et de diriger le travail, d'employer les travailleurs de toutes les fédérations, ainsi que des travailleurs non syndiqués ». Cet article 23 fut complété en 1906 par la clause suivante : « Si un membre d'une fédération de SAF veut passer une convention collective avec une fédération et un autre organisme ouvrier, il doit avertir la Confédération, et aucune convention collective ne peut être passée sans l'approbation de la Confédération. »

En 1948, lors de la révision des statuts de la Confédération, l'article 23 est devenu l'article 36.

Les employeurs donnaient pour raison à leur attitude leur devoir de protéger la liberté de contrat des travailleurs non syndiqués ou appartenant à un syndicat non dépendant du LO et du parti social-démocrate.

La Confédération patronale affirmait que le droit de renvoi ne pouvait recevoir aucune limitation. Le LO était obligé de s'incliner devant la menace du SAF d'étendre un lock-out à 70.000 ouvriers. Il en fut ainsi jusqu'en 1917. A cette date intervient une première dispense de l'article 23. Les ouvriers métallurgistes refusent de conclure une convention collective consacrant la toute-puissance patronale en matière de renvoi. A une attitude intransigeante, le SAF préféra l'affiliation à la Fédération patronale des industries mécaniques.

En 1916, Charles Lindley avait publié un pamphlet : *Il faut supprimer l'article 23*, dans lequel il écrivait : « On ne peut savoir ce qu'est ce mot de renvoi pour un ouvrier qui a des charges de famille : c'est une longue période de misère assurée... Il y a certes des renvois qui viennent des nécessités de la production, il y a aussi, hélas ! des renvois injustifiés... »

En 1932, le Tribunal du Travail doit arbitrer un conflit entre la Fédération des transports et une société de Gotheborg. Il reconnaît à l'employeur le droit de renvoyer librement et sans limitation les ouvriers, toutes les fois que la Convention ne contient aucune disposition spéciale.

En 1920, une commission est nommée afin d'étudier les expériences de démocratie industrielle à l'étranger et de rechercher quelles seraient les possibilités d'application en Suède.

Le Comité royal chargé de l'étude de la démocratie industrielle présente, le 31 mars 1932, un projet de loi sur les Comités de production et un rapport sur la démocratie industrielle dans les pays étrangers. Mais le projet présenté par le Comité est critiqué à la fois par les organisations patronales et par les organisations ouvrières.

Ces questions furent reprises en décembre 1934, et un Comité fut nommé afin d'étudier la façon dont peut intervenir l'État pour faire prévaloir l'intérêt général dans les questions économiques et sociales. Son rapport présenté un an après, en décembre 1935, disait que la législation d'État semble devoir être évitée en matière de réglementation du travail et qu'il est préférable que les organisations syndicales négocient entre elles des accords, seul moyen efficace d'éviter des conflits. Or, les deux grandes organisations redoutaient, l'une et l'autre, un empiétement de l'État sur leur liberté. La plus grande difficulté était la question des congédiements de main-d'œuvre. De son côté, le LO poursuivit une enquête pour savoir dans quel ordre devaient être effectués les renvois économiquement nécessaires ; le résultat de cette enquête fut le suivant : les salariés qui devaient conserver leur emploi étaient classés dans l'ordre suivant :

- 1° durée de leur emploi dans l'entreprise, compétence et charges sociales ;
- 2° durée de leur emploi dans l'entreprise et charges sociales ;
- 3° durée de leur emploi dans l'entreprise et âge ;
- 4° durée de leur emploi dans l'entreprise (dans chaque entreprise et dans chaque ville) ;
- 5° âge et charges sociales ;
- 6° charges sociales.

Un comité fut constitué en 1936, dont les délégués prirent l'habitude de se réunir à Saltsjöbaden, faubourg de Stockholm « favorable à la paix des discussions ». En 1938, le Comité présente aux deux centrales, un projet dont le 20 décembre 1938 la convention principale est signée à Saltsjöbaden : d'où son nom. Elle organise la procédure de l'examen des congédiements et licenciements de personnel. Selon l'exposé des motifs, les rédacteurs se sont efforcés de ménager les intérêts particuliers en tenant compte de l'intérêt général.

IV

Après la Convention de 1938, les négociations de Saltsjöbaden se poursuivent avec une volonté de collaboration entre les syndicats et entre patrons et ouvriers dans chaque entreprise.

Le Comité d'Étude du Marché du Travail se soucie d'abord d'organiser un service de sécurité et d'améliorer les conditions d'hygiène et de sécurité dans les ateliers. Une convention entre les deux confédérations est signée à ce sujet le 28 avril 1942.

La seconde question qui préoccupe le Comité d'Étude est celle d'établir une liaison entre les différentes écoles professionnelles existant en Suède. Un contrat type d'apprentissage est établi et adopté, en juin 1944, par les deux confédérations qui en dépendent.

Le troisième problème est celui de l'« information » du personnel. Cette fois, il est étudié seulement par une commission patronale composée de délégués de la Confédération patronale et de l'Union des Industries suédoises. Les travaux de cette commission sont présentés au public dans une brochure : *Contact et collaboration dans l'entreprise industrielle*. Cette brochure commence ainsi : « Il nous a semblé qu'il est d'une grosse importance d'arriver à un accord plus étroit et à des contacts plus fructueux entre la direction des entreprises et ses employés. Il nous a semblé qu'un travail d'information serait un moyen efficace d'atteindre ce but. »

Un questionnaire est envoyé à 685 entreprises dont 503 ont répondu, 82 p. 100 étant en faveur de l'élaboration d'un programme en vue du développement de l'information du personnel (cours par correspondance, conférences et discussions, films éducatifs, organisation de visites collectives dans une entreprise voisine, publication de brochures valables pour toute une profession).

Mais on peut dire que, en l'année 1945, les préoccupations essentielles dans les milieux ouvriers étaient concentrées autour des possibilités d'organiser la démocratie industrielle. Le président du LO, August Lindberg, l'exprimait ainsi :

Comment peut-on espérer que les ouvriers feront de leur mieux dans une entreprise où ils n'ont rien à dire ? Le travailleur ne peut jamais savoir les conséquences qu'aura un accroissement de la productivité du travail ; cela peut le conduire tout simplement à être écarté de la production. Il vit dans la plus complète ignorance de tout ce qui intéresse la production ; il ne sait rien du prix des produits qu'il fabrique... Il ne peut ni se réjouir des progrès, ni aider l'entreprise si des difficultés surviennent. *Il se sait en dehors de l'entreprise*¹.

Le programme ouvrier est ainsi rédigé : « Ouvriers et employés doivent trouver la possibilité de participer à la gestion économique et technique de l'entreprise, de façon à accroître la sécurité, le bien-être et les facultés de salaire de l'entreprise. »

¹ REVUE *TIDEN*, n° 1, 1945.

Un syndicaliste suédois observe que, dès que le gouvernement se dispose à agir, le SAF et le LO « se précipitent » à Saltsjöbaden afin de négocier. Sauvegarder l'indépendance syndicale était pour l'une et l'autre Confédérations un objet commun. Les deux Confédérations pensaient qu'une coopération volontaire et libre serait beaucoup plus efficace qu'une coopération imposée et sanctionnée par l'État.

Le Comité d'Étude du Marché du Travail présenta un projet adopté le 25 juin 1946. Le LO soumit ce projet à toutes ses fédérations et l'assemblée décida, à l'unanimité, d'autoriser son secrétariat à conclure l'accord avec le SAF. Cet accord s'accompagna d'une entente entre la Confédération patronale et le TCO (employés). Les deux confédérations et l'organisation des employés approuvèrent la participation des employés aux Comités d'entreprise. Voici comment ces deux Conventions, signées le 30 août 1946, étaient interprétées par la Confédération patronale :

La convention vise à améliorer la production et à créer une collaboration et une solidarité à l'intérieur de l'entreprise ; quels que soient les intérêts divergents des deux parties, il est certain qu'il existe un intérêt commun à rechercher les plus hautes possibilités de production. Il commence à être clair pour tout le monde que, seul, un accroissement de la production peut accroître le standard de vie du peuple suédois. Les employeurs doivent, en informant les travailleurs des conditions techniques et économiques de l'entreprise, leur donner l'occasion de faire des suggestions pour l'amélioration de la production. Et les travailleurs doivent, de leur côté, s'efforcer de faire ces suggestions... Les comités d'entreprise, par cet effort d'information réciproque, deviendront un centre de collaboration à l'intérieur de l'entreprise.

Il faut attirer l'attention sur la Convention de 1938 et sur celle d'août 1946.

La Convention de 1938 apportait une solution à la querelle qui avait persisté si longtemps autour du libre droit de renvoi par l'employeur.

La Convention d'août 1946 organise le Comité d'entreprise où, d'après les modèles donnés à la Suède par la Norvège et la Finlande, le patron désigne lui-même ses représentants par voie d'autorité. Leur nombre doit être, au plus, égal à celui des représentants ouvriers. Au contraire, les représentants ouvriers et employés sont élus par leurs camarades syndiqués. Les cadres, sauf de rares exceptions, s'affilient aux organisations d'employés. En général, les représentants patronaux sont choisis parmi les chefs de service de l'entreprise. S'il existe un cartel d'entreprise, on peut choisir un représentant du cartel central comme représentant patronal. La convention précise, pour les employés, que leur délégation doit toujours comprendre un représentant des cadres. Les délégués sont tenus au secret professionnel.

Un simple ouvrier ou employé doit passer par l'intermédiaire de son délégué au Comité pour faire mettre une question à l'ordre du jour ; pourtant, lorsqu'un travailleur apporte des propositions sur la modification des méthodes de production, ou sur toute autre mesure d'amélioration, il peut s'adresser directement au président du Comité, qui est chargé d'arrêter l'ordre du jour sous sa forme définitive.

Le Comité d'entreprise a pour mission d'établir une collaboration constante entre l'employeur et le personnel afin d'obtenir la meilleure production possible. Il doit informer le personnel des conditions économiques et techniques de l'entreprise, et des

résultats obtenus par elle. Il doit agir en vue d'assurer aux ouvriers la stabilité de leur emploi, l'hygiène et la sécurité dans leur travail et d'éliminer les causes de mécontentement. Il doit aussi encourager l'instruction professionnelle. Le rôle du Comité d'entreprise est défini par ces formules générales que l'expérience et la pratique devaient préciser.

Le Comité d'entreprise est un intermédiaire et un conciliateur entre la direction et le personnel. Le patron est tenu d'informer régulièrement le Comité des résultats de la production, des nouvelles méthodes de production et de l'évolution de la technique. Le Comité doit établir une collaboration constante entre le personnel et l'employeur pour arriver à la meilleure production possible.

En matière de congédiement et de licenciement, les fonctions du Comité d'entreprise ont été précisées. L'employeur conserve le droit de renvoyer librement les ouvriers de son entreprise ; mais il est tenu de se concerter avec les représentants ouvriers du Comité d'entreprise pour les questions relatives au congédiement et au rebauchage ; et, si la demande en est faite par l'organisation syndicale ouvrière, l'employeur est tenu de soumettre la question à un examen du Comité du Marché du Travail.

L'employeur doit aviser le Comité d'entreprise 14 jours avant la date prévue pour l'entrée en application de la mesure de licenciement d'un ouvrier ayant été employé plus de 9 mois dans l'entreprise. L'ouvrier doit être membre d'une fédération ayant accepté la convention. Toute omission de préavis engage la responsabilité de l'employeur. Le travailleur qui doit bénéficier du préavis ne semble pas avoir de recours pour perte de son emploi. L'organisation syndicale, au contraire, a droit à une indemnité si le préavis a été omis ou envoyé trop tard. Il n'y a aucune obligation au préavis si le congédiement a pour cause une faute suffisamment grave de l'ouvrier. Le contrat de travail crée des obligations bilatérales ; si l'ouvrier ne remplit pas les siennes, l'employeur peut considérer le contrat comme rompu et le congédier ; mais l'ouvrier peut prétendre qu'il est lésé et demander que l'affaire soit examinée par le Comité d'entreprise et même, s'il est appuyé par son syndicat, par le Comité du Marché du Travail.

Le Comité d'entreprise peut proposer à l'employeur une réduction de la durée du travail afin de résoudre des difficultés économiques temporaires.

Un recours est possible devant le Comité du Marché du Travail lorsque l'employeur passe outre aux recommandations qui lui sont faites par le Comité d'entreprise au sujet des mesures de licenciement projetées par lui.

Le Comité d'entreprise collabore avec les organismes de démocratie industrielle, soit pour l'apprentissage (Comité d'apprentissage), soit en matière de sécurité du travail (Comité de sécurité). Le comité de protection des travailleurs est l'organisme central qui coordonne tous les services de sécurité. Parmi les initiatives de ce comité central, citons la réalisation d'un film : *Sécurité et bien-être*, projeté à 833 reprises à la Maison du Peuple de chaque ville, et une propagande par voie d'affiches, qui ont été apposées au nombre de 80.000, sur ces deux thèmes : « *La courbe des accidents doit*

baisser », et « *Douze millions de journées de travail perdues* ». Ces affiches sont apposées dans les lieux publics par la jeunesse social-démocrate.

Les institutions dont on vient d'analyser les différents aspects forment un tout, dont le centre paraît être le Comité du Marché du Travail : celui-ci joue un rôle éminent dans l'ensemble des organismes de la démocratie industrielle. Tout d'abord, depuis la Convention principale de 1938, le Comité du Marché du Travail a des fonctions de conciliation et d'arbitrage. Il doit diriger et coordonner l'action de tous les comités d'entreprise. Cet organisme inter-syndical possède le droit d'examiner les propositions de lois du travail et d'interpréter certaines lois, comme celles sur la durée des congés.

Sans doute, c'est le Tribunal du Travail qui a compétence pour interpréter les dispositions des conventions collectives. Mais, par dérogation, on a confié au Comité du Marché du Travail l'interprétation de l'ensemble des conventions sur les Comités d'entreprise dont il a pour mission de diriger les efforts. Le Comité du Travail a pour tâche de juger en qualité d'arbitre tous les différends relatifs à l'interprétation de l'une et l'autre Conventions de 1946 et de sanctionner les infractions à ces Conventions.

Une troisième mission a été confiée au Comité du Marché du Travail : celui-ci a compétence pour examiner un certain nombre de conflits, et après en avoir délibéré, pour prendre une décision qui n'a pas le caractère d'un arbitrage, mais d'un simple avis, sans obligation juridique, avis qui, du reste, est scrupuleusement respecté. Un exemple d'une telle décision est donné dans le cas de licenciement.

Les institutions de la démocratie industrielle suédoise ont été complétées, le 26 août 1948, par une Convention signée entre le LO et le SAF, c'est-à-dire entre les deux grandes Confédérations ouvrière et patronale. Cette Convention est relative aux études de temps et de mouvements. Cette Convention a valeur de Convention collective à l'égard des Fédérations qui l'ont acceptée, mais elle reste inapplicable tant qu'un accord n'est pas intervenu sur le plan de la profession entre la Fédération ouvrière et la Fédération patronale. Et elle ne concerne que des fédérations affiliées au SAF et au LO.

Le standard de vie des ouvriers est fonction, pour une très large part, de la productivité ; elle-même dépend de la rationalisation du travail. Si l'on veut parvenir à l'efficacité, il est indispensable d'appeler les ouvriers à coopérer à la mise en oeuvre des mesures de rationalisation. La coopération entre patrons et ouvriers se fait à trois échelons : à l'échelon de l'entreprise (Comité d'entreprise), à l'échelon fédéral (Comité d'étude des temps et mouvements), à l'échelon confédéral (Conseil des études de temps et mouvements).

La Convention de 1948 prévoit que le Comité d'entreprise doit être consulté pour tout ce qui concerne l'organisation théorique et pratique des études de temps et de mouvements.

Chaque entreprise possède un technicien spécialiste des études de temps et de mouvements qui doit éduquer les ouvriers et recevoir leurs suggestions.

Les Fédérations qui en acceptent le principe, constituent entre elles sur le plan de la profession un Comité d'Étude des Temps et Mouvements : ses 4 membres sont désignés par la Fédération ouvrière et par la Fédération patronale. Ce Comité doit favoriser la coopération locale et examiner les litiges relatifs aux études de temps et de mouvements ; sa décision a valeur de recommandation.

Le Conseil central des Études de Temps et Mouvements est composé de trois membres désignés par le LO et de trois membres désignés par le SAF. Il favorise la coopération en matière de rationalisation et coordonne l'activité des comités d'études des temps et mouvements. Il a aussi un rôle d'arbitre.

Le 31 décembre 1949, il y avait en Suède 2.650 entreprises ayant des Comités. Les Fédérations qui avaient accepté de créer cette institution groupaient 700.000 ouvriers, soit 60 p. 100 du LO, et les ouvriers effectivement intéressés étaient au nombre de 599.500, soit 60 p. 100 du LO, alors qu'au 31 décembre 1947, selon un rapport du LO, le chiffre des ouvriers syndiqués représentés au sein des Comités d'entreprise était de 200.000 ; au total : 325.000 travailleurs (y compris les conventions analogues à la convention type Saltsjöbaden) étaient intéressés par ces Comités, soit 28 p. 100 des travailleurs syndiqués au LO et 522 comités¹. En revanche, sur 42 Fédérations représentant 220.000 employés, 9 seulement ont accepté les Comités d'entreprise. Parmi d'autres exemples, on peut citer le Comité de la fabrique Kronan à Orebro, dont le patronat et les ouvriers entendent faire, socialement et techniquement, une usine modèle. Il y a lieu de citer également les aciéries de Sandviken, usines spécialisées dans les aciers au carbone et les aciers d'alliage. Ces usines groupent 57.000 ouvriers et la population de la ville de Sandviken se compose des ouvriers et de leurs familles. La production de 86.000 tonnes représente un chiffre d'affaires de 36 millions de couronnes. Déjà en 1875, les Göransson, fondateurs de l'entreprise, avaient créé un groupe *Utilité et Plaisir* qui organisait les loisirs du personnel, et Mme Göransson était connue dans la société suédoise comme « l'ennuyeuse Mme Göransson » parce qu'elle quittait une réunion mondaine pour participer à un bal du personnel ou pour aller au *Club du Mercredi*. Celui-ci était l'ébauche du futur Comité de collaboration². L'entreprise a créé, en 1943, une école industrielle qui reçoit pendant quatre années les jeunes qui ont terminé leurs études au cours complémentaire.

Un *Sako* central relie les vingt Comités de coordination qui se réunissent dans chaque service comprenant plus de 20 travailleurs ; car le cas des aciéries de Sandviken est remarquable par son caractère de décentralisation. Il y a lieu toutefois de constater que les Comités de coordination n'ont aucun droit de codécision et qu'ils ne participent pas à la gestion. Les aciéries de Sandviken ont récemment adopté une organisation conforme à la Convention de 1946.

¹ IL FAUT SIGNALER, PARMI LES INDUSTRIES QUI ONT TENTÉ UNE APPLICATION PLUS PARTICULIÈRE DES INSTITUTIONS DE LA DÉMOCRATIE INDUSTRIELLE, LE CONCERN GYLLENE GIPPEN, CARTEL DES FABRIQUES DE CHAUSSURES DES ENVIRONS DE MALMÖ, ET LA FABRIQUE DE CHAUSSURES KRONAN, À OREBRO ET LINDESBERG.

² christiansen, *PLAN D'ORGANISATION POUR L'INFORMATION, L'ENSEIGNEMENT ET LA COLLABORATION À L'INTÉRIEUR DES ACIERIES DE SANDVIKEN*, 1946. - carl björk, *L'OUVRIER ET L'ÂME DE SANDVIKEN*, 1937.

Le LO s'est attaché à perfectionner l'œuvre des Comités d'entreprise en s'efforçant de former les délégués ouvriers. Il a organisé des cours dans le cadre de l'École Syndicale du LO à Brunswick, où l'on enseigne comment s'établit un bilan et comment se gère une entreprise. Ces cours périodiques, qui durent de cinq à six jours, groupent 4 à 5.000 participants.

L'effort patronal du SAF a été parallèle à celui du LO : édition d'une brochure sur les bilans, préparation d'un film sur les Comités d'entreprise, constitution de bibliothèques de Comités d'entreprise. Du côté patronal, on cherche à orienter le Comité d'entreprise vers les études de rationalisation et de planning ; du côté ouvrier, vers les questions d'information sur la marche économique et technique de l'entreprise. C'est cette question qui rapproche dans un dessein commun les deux centrales syndicales.

Tandis qu'en Allemagne les membres d'une grande nation s'exterminaient, les pays scandinaves, eux, accomplissaient une besogne quotidienne infiniment plus modeste et moins spectaculaire ; ils s'efforçaient d'améliorer la condition humaine. Il reste à décider, pour un peuple et pour chaque homme en particulier, si l'œuvre épique est celle-ci ou celle-là.

*

* *

En Allemagne, aussitôt après le vote des pleins pouvoirs par le Reichstag, commence une période de *Gleichschaltung*, au service de la communauté allemande et de cette idée exprimée par Joseph Goebbels : « Une Allemagne où l'État sera l'organisation supérieure de la vie publique et de la vie privée. » Les syndicats qui comprenaient 3 millions d'adhérents sont réduits à l'impuissance, leurs locaux occupés et leurs biens confisqués. Dès le mois de mai 1933, des milliers de volumes sont brûlés sur les places publiques, et d'abord ceux des écrivains allemands indésirables, les Thomas Mann, Heinrich Mann, Remarque, Renn. Il est facile de soumettre les livres à un autodafé, mais cet acte de fanatisme accompli, on reste impuissant : comment détruire cette incarnation de l'homme qu'est la pensée ? « Les idées ne meurent pas », disait Flora Tristan.

En Italie, par sa victoire d'Abyssinie en 1935, Benito Mussolini frappe la Société des Nations, dont l'autorité se trouve affaiblie et, du même coup, atteint ses fragiles soutiens. Les années 1936-1937 voient Mussolini, enivré de son succès, chercher à s'assurer le contrôle des Balkans, grâce aux influences qu'il croit posséder à Vienne, à Budapest et en Yougoslavie, avec laquelle il se liera par un traité d'amitié, en mars 1937. Il imagine son prestige assez puissant pour lui permettre de traiter d'égal à égal avec Hitler. L'entrevue de Venise, en 1934, ne lui ouvre pas les yeux, tout au contraire. La conquête de l'Abyssinie et la constitution d'un empire d'Afrique, comprenant la Somalie, l'Érythrée et la Libye, achèvent de l'aveugler. L'assassinat de Dollfus lui est à peine un avertissement. Mussolini devient, en tant que fidèle second, une marionnette entre les mains de celui dont Rauschning dénonçait la duplicité dès 1934. La poigne d'Hitler l'enserme dans les obligations du Pacte d'acier.

Le régime totalitaire s'exprime sous ces quatre aspects : le parti unique, l'autarcie économique, les camps de travail pour ce qu'on peut appeler la « construction des pyramides », et enfin la mobilité des idéologies.

Tandis que, grâce aux institutions du national-socialisme, toute l'Économie allemande redevient une Économie privée, dirigée par les maîtres de la grande industrie, l'autarcie économique n'a qu'un avantage possible : un réarmement qui n'aurait pu s'organiser autrement ; 80 p. 100 du commerce allemand sont constitués, en 1935, par des échanges compensés.

Dès la même année, la raison de cette politique économique est ouvertement dévoilée par Goering dont la légèreté pèse, dans une même balance, le beurre et la liberté :

Le nouvel armement nous a coûté un travail gigantesque. Il nous fallait des matières premières que nous devions faire venir de l'étranger. Il s'agissait de savoir si nous emploierions nos devises à acheter des minerais ou autre chose. Ou bien nous achetions du beurre et nous renoncions à la liberté, ou nous options pour la liberté et nous renoncions au beurre.

Il oubliait de dire que, dès 1936, ils avaient renoncé à la liberté. Ceci est écrit par Goering le 10 mai 1936, et, en juillet de la même année les dictateurs déclenchent en Espagne l'invasion de Franco.

Tandis que Léon Blum se débat dans les incertitudes de la non-intervention, une des âmes ferventes de son gouvernement, Léo Lagrange, le plus intégralement socialiste, appuyé par Jean Zay, cherche à réaliser un programme de culture populaire, conforme à son idéal et à celui de son équipe. Dans cette Europe morcelée qui songe à se détruire plutôt qu'à se construire, les Conventions de Salsjöbaden, en 1938, marquent une date faste et font de la Suède l'un de ces paradoxes qui apparaissent heureusement à certaines heures de l'histoire.

Deuxième partie

Les libertés en péril

« La liberté seulement pour les partisans du gouvernement, pour les membres d'un parti, si nombreux soient-ils, ce n'est pas la liberté. La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement. »

ROSA LUXEMBOURG,
La Révolution russe, 1918.

[Retour à la table des matières](#)

Chapitre premier

Staline et la Russie

[Retour à la table des matières](#)

« Notre siècle, en face du XIX^{ème} siècle, a écrit André Malraux, semble une renaissance de la Fatalité. »

La croissance indéfinie de l'État est, sinon le seul, tout au moins un des aspects sous lesquels se présente à nous cette renaissance de la fatalité. Les philosophes et les politiques du début du XX^{ème} siècle l'ont-ils pressentie ?

Bergson, pour sa part, ne s'y résignait pas : « Nous ne croyons pas, écrit-il en 1932, à la fatalité en histoire. Il n'y a pas d'obstacles que des volontés suffisamment tendues ne puissent briser si elles s'y prennent à temps ¹. » Mais, quand il est trop tard, comme il devait arriver en 1938, sous ses yeux lucides et inquiets ?...

Bien différent pourtant du philosophe de l'évolution créatrice, le révolutionnaire Lénine, toujours tendu vers l'action, ne croit pas davantage à la fatalité, et surtout pas à celle que représente la toute-puissance de l'État. A la veille de la Révolution d'Octobre 1917, il écrit *L'État et la Révolution* (que les événements ne lui permettent pas d'achever) : c'est pour y annoncer la disparition de l'État. S'il est nécessaire de recourir à la dictature du prolétariat, ce n'est qu'à titre provisoire. Aux yeux de Lénine, le but à atteindre c'est précisément le dépérissement de l'État, conséquence du développement des forces productives, favorisée par la dictature du prolétariat. Mais, dès 1921, il méditait le doute, exprimé déjà par Karl Marx, que des révolutions peuvent renforcer la machine de l'État au lieu de la briser...

¹ LES DEUX SOURCES DE LA MORALE ET DE LA RELIGION

I

Lénine espérait que la Révolution transformerait l'Europe à brève échéance. En 1920, la guerre terminée, il se trouve devant des problèmes urgents qui doivent être immédiatement affrontés. A ce moment, la situation de l'industrie et celle de l'agriculture sont critiques.

Un effort gigantesque s'imposait aux guides de la Révolution russe. Mais les conjonctures économiques allaient être moins redoutables que les conjonctures psychologiques.

La nécessité et les décisions à prendre vont susciter des choix qui s'incarneront en deux dates de fatalité pour la Révolution russe : l'année 1921, et l'année 1930 où le Comité Central du parti communiste fixe le rythme et les formes de la collectivisation agricole.

La production de la grande industrie n'est plus que le septième de ce qu'elle était en 1913. Les usines marchent irrégulièrement et de nombreux ouvriers repartent vers les campagnes, car les denrées alimentaires sont de plus en plus rares. La production agricole n'est que les deux tiers de celle de 1913. Les céréales représentent 28 millions de tonnes en 1920, contre 66 millions en 1913. Les paysans, ne trouvant plus dans les villes les outils dont ils ont besoin, cultivent mal leurs terres. A la suite des récoltes de 1921 et de 1922 et de la destruction des transports, la famine va s'étendre sur de vastes régions ; les paysans n'ensemencent que pour leur consommation personnelle ¹.

La Russie pratiquait le troc. La campagne avait encore des vivres, mais elle ne les donnait qu'en échange de produits qui lui manquaient : sel, allumettes, bottes, pétrole, par exemple. La population des villes se procurait ces produits et les transportait à la campagne. En échange, on ramenait sur le dos quelques kilogrammes de pommes de terre et un peu de farine.

II

Le caractère du peuple russe, formé par la résistance et la soumission au despotisme, implique un complexe d'anti-autorité, un élément puissant d'anarchisme spontané qui, au cours de l'histoire, détermine des explosions périodiques.

Les paysans ukrainiens partageaient cet amour de la liberté locale, et cette capacité de self organisation ².

¹ Jean Bruhat, *PRÉSENTATION DE L'U.R.S.S.*, ÉDITIONS JACQUES VAUTRAIN, 1947.
Victor Serge, *MÉMOIRES D'UN RÉVOLUTIONNAIRE*, ÉD. DU SEUIL, 1951. VICTOR SERGE CITE UNE OPINION QU'A SOUVENT EXPRIMÉE MAXIME GORKI SUR LE CARACTÈRE DU PEUPLE RUSSE. - VOIR AUSSI, DE VICTOR SERGE : LES ANARCHISTES ET L'EXPÉRIENCE DE LA RÉVOLUTION RUSSE, *LES CAHIERS DU TRAVAIL*, LIBRAIRIE DU TRAVAIL, JUIN 1921.

En novembre 1920, les anarchistes, vainqueurs de la Crimée, sont fusillés ; ils sont arrêtés en masse par la Tchéka. Cette attitude vis-à-vis d'une minorité révolutionnaire paysanne, infiniment courageuse, eut un effet terriblement démoralisant. Là fut une des causes profondes du soulèvement de Cronstadt. Les fusillades d'Ukraine durèrent des mois jusqu'en février 1921, à la mort de Kropotkine, qui travaillait dans le froid et l'obscurité à l'*Éthique*. La foule qui se pressait à ses funérailles était un témoignage de la fidélité que les masses gardaient - la Tchéka pourtant présente - à la pensée libre d'un grand humain.

Dix-huit jours après, on mobilisait contre Cronstadt.

III

1921 : les libertés de la Révolution russe sont en péril. Tel est tout au moins le sentiment de ceux qui ont fait la Révolution d'Octobre. Ce sentiment va susciter la révolte des marins de Cronstadt. La cause première est le « décalage » entre les choses promises et la situation de fait. Mais, cause seconde, il existe aussi dans la masse des marins sans parti et parmi les matelots communistes un mécontentement contre les tentatives pour discipliner la flotte en y introduisant les mœurs de l'armée.

Le 15 février 1921, les 300 délégués à la seconde Conférence communiste de la flotte votent une résolution protestant contre la Section politique : selon cette résolution, s'étant entièrement détachée des masses du parti, cette section politique (Poubalt) a anéanti toute initiative locale et a transformé tout travail politique en paperasserie. Ces méthodes se sont traduites par le fait que, durant la période de juin à novembre, 20 p. 100 des communistes ont quitté le parti ; 5.000 marins l'abandonnent en janvier 1921.

Cette atmosphère de la situation. politique était aggravée par la situation économique.

Il existait des marchés illégaux semi-tolérés, semi-clandestins, où s'effectuait le troc. Brusquement, au cours de l'été 1920, sur l'ordre de Zinoviev, toute trace de commerce dut être liquidée. L'État n'était pas prêt à ravitailler la ville de Pétrograd. Les petites boutiques sont fermées. La famine atteint son extrême limite. Toute une série de grèves vont éclater à partir du 23 février 1921. Les grévistes réclament des mesures tendant à organiser le ravitaillement, exigent le rétablissement du marché, la suppression des barrages de milices qui dépouillent les ouvriers des quelques kilogrammes de pommes de terre qu'ils ont réussi à se procurer.

Et en même temps sont formulées des revendications, telles que les libertés de la parole et de la presse et la libération des prisonniers politiques. La famine ne sera pas la seule cause de la révolte. La cause essentielle, c'est un espoir déçu.

Le 26 février, les marins de Cronstadt envoient une délégation à Pétrograd pour se renseigner sur le caractère des grèves et visiter les usines. Les marins de Cronstadt se rendent compte que l'état économique de la Russie se relie à la situation politique.

Ayant le sentiment d'être trompés dans leurs espoirs, en cet instant des lendemains de la Révolution, les ouvriers russes essaient de réagir contre le monopole d'un seul parti qui exerce un pouvoir absolu. La résolution qu'en février 1921 adoptent les marins de Cronstadt reflète cet état d'esprit. Elle paraît avoir une importance non pas simplement anecdotique, mais historique. Elle éclaire vivement ce qu'on pourrait appeler, pour la Révolution, une croisée des chemins, la route qu'elle aurait pu prendre et dont elle va se détourner, et la route qu'elle suit irrévocablement. Seulement, selon un mot de Zinoviev : « L'histoire ne peut plus s'arrêter en chemin. »

Une brève analyse de ces Résolutions de Cronstadt met en relief les aspects de cette divergence.

Premier aspect : les soviets ne traduisent plus la volonté des ouvriers et des paysans, d'où la revendication d'élections nouvelles, selon le principe d'égalité des tendances politiques. D'où également la revendication des libertés de parole et de la presse, des libertés de réunion et d'organisation qui, seules, permettraient aux différentes tendances de s'exprimer.

Les marins de Cronstadt se préoccupaient de ne pas abandonner leurs camarades de lutte. Aussi déclaraient-ils qu'ils avaient l'intention de contrôler la justice qui ne donnait pas des garanties suffisantes.

Second aspect, que traduisaient les points 7 et 10 de la Résolution : la critique du monopole exclusif du parti dirigeant.

Le programme exigeait la liberté pour la production artisanale et celle-ci devait compenser l'absence d'une production industrielle tombée très bas.

Le point 16 posait la question du contrôle ouvrier. Le paragraphe 11 était l'expression des revendications des paysans avec lesquels les marins de Cronstadt étaient liés. Dans leur majorité, les ouvriers russes venaient de la paysannerie. Cette solidarité, il va falloir la rompre.

Les marins de Cronstadt reprennent les mots d'ordre d'Octobre. Ils essaient de résoudre la question du ravitaillement de la population qui, sous le régime des réquisitions forcées, était exposée à la famine. Les paysans étaient exaspérés par les réquisitions, et les ouvriers irrités pour d'autres raisons. Une « opposition ouvrière » s'était formée : elle pensait que, si le parti n'apportait pas de changements radicaux à l'*organisation du Travail*, s'il ne rendait pas une liberté et une autorité véritables aux syndicats, la Révolution était perdue. Les hommes qui représentaient cette opposition ouvrière, comme l'ex-métallurgiste Chliapnikov, avaient pris part à Pétrograd à la Révolution de février-mars 1917. Ils voulaient que le parti communiste s'orientât aussitôt vers une révolution soviétique réelle et non vers une bureaucratie de fonctionnaires. La mentalité de Chliapnikov, telle que nous la décrit Victor Serge, est typique de cet état d'esprit de la classe ouvrière de grands centres comme Pétrograd. « Corpulent et lourd, une grosse tête ronde à moustaches », Chliapnikov méprisait les fonctionnaires, « cette multitude dévorante » et il craignait les parasites bourdonnant autour du parti et des bureaucrates. Aux séances de novembre et décembre 1920, Chliapnikov fut vain-

cu : il se trouva en opposition avec Trotsky proposant la fusion des syndicats et de l'État, et avec Lénine maintenant la subordination entière des syndicats au Parti.

Ainsi le programme des marins de Cronstadt avait une base très étendue, à la fois paysanne et ouvrière, et qui n'était pas locale puisque le mouvement paysan ukrainien, qui était d'origine révolutionnaire et avait aidé à chasser les bordes féodales, formulait des revendications parallèles.

Un comité révolutionnaire provisoire se constitue, comprenant en grande partie des marins ayant déjà un long service et dont la première déclaration est que

... le parti communiste, maître de l'État, s'est détaché des masses....Les troubles, qui viennent de se produire à Pétrograd et à Moscou, démontrent qu'il a perdu la confiance des masses ouvrières. Il ne tient pas compte des revendications ouvrières.... Le Comité révolutionnaire provisoire a le souci de ne pas verser de sang....

Le Soviet, la garnison de Cronstadt et les équipages de la première et de la deuxième escadres se levaient pour faire triompher ce programme. Cronstadt commençait-il une nouvelle révolution libératrice ? Un certain nombre de communistes hésitaient à laisser écraser ce mouvement qui répondait à un état d'esprit de beaucoup d'entre eux. Cronstadt insurgé n'avait pas versé une goutte de sang, n'ayant arrêté que quelques fonctionnaires, traités avec ménagement, et, dès le premier moment, il prouvait la modération même du mouvement et sa lucidité, puisque le sang répandu provoquera de nouveaux meurtres.

Alors qu'il était facile d'apaiser le conflit, le gouvernement ne voulut user que de la manière forte. On peut se demander comment Lénine prêta la main et consentit au massacre des marins de Cronstadt. On le comprend mieux en lisant, ce qu'Ignazio Silone écrit ¹ :

Ce qui me frappa le plus jusque chez des personnalités vraiment exceptionnelles comme Lénine et Trotsky, c'était leur complète incapacité de discuter loyalement des opinions contraires aux leurs. L'adversaire, par le seul fait qu'il osait contredire, était un opportuniste, sinon tout à fait un traître et un vendu. Un adversaire de bonne foi semble aux communistes russes inconcevable.

Et Silone en donne cet exemple, citant un des collaborateurs de Lénine :

« S'il t'arrive un jour de lire dans les journaux que Lénine m'a fait arrêter parce que j'aurai volé les couverts d'argent du Kremlin, cela signifiera simplement que, sur quelque petit problème de la politique agricole ou industrielle, je ne suis pas entièrement d'accord avec lui. »

L'insurrection de Cronstadt commence le 1^{er} mars 1921 et est écrasée le 18 mars.

Cette résistance au glissement de la Révolution eut pour récompense la répression la plus sanglante.

¹ *LE DIEU DES TÉNÉBRES (THE GOD THAT FAILED)*, RECUEIL PAR arthur koestler, ignazio silone, richard wright, andré gide, louis fischer, stephen spender, CALMANN-LÉVY, 1950. LE CHAPITRE ÉCRIT PAR IGNAZIO SILONE EST TRADUIT PAR RAYMOND MILLET.

La délégation envoyée par Cronstadt au Soviet et à la population de Pétrograd pour l'informer du différend fut mise aussitôt dans les prisons de la Tchéka. On ne voulut accepter aucune médiation, même pas celle des anarchistes américains d'Emma Goldman et d'Alexandre Borkman qui parlaient au nom du prolétariat international.

Au début de mars, l'armée rouge déclencha une attaque contre Cronstadt et la flotte. L'artillerie des vaisseaux et des forts ouvrit le feu sur les assaillants. La glace se fendit par endroits sous les vagues d'assaut de l'infanterie.

Ceux qui vinrent se battre sur la glace contre les insurgés : Boubnov, écrivain et soldat, le marin Dybenko, ceux-là combattaient des hommes auxquels dans leur for intérieur ils donnaient raison ¹.

Lénine disait à l'un de ses amis : « C'est Thermidor. Mais nous ne nous laisserons pas guillotiner. Nous ferons Thermidor nous-mêmes. » Peut-être même donnait-il raison aux insurgés. Et, en effet, le 10^{ème} Congrès du Parti, sur la proposition de Lénine, abolissait le régime des réquisitions et le communisme de guerre. Et tandis que l'opposition ouvrière était considérée comme une déviation anarcho-syndicaliste incompatible avec le Parti parce qu'elle réclamait la gestion de la production par les syndicats, Lénine donnait satisfaction aux revendications économiques de Cronstadt et il proclamait une nouvelle politique économique. La N. E. P. leur donnait raison comme Lénine lui-même.

En face des deux genres d'exigences du programme de Cronstadt, Lénine accepta les revendications économiques afin d'éviter la liquidation de la dictature du parti bolchevik. Au 10^{ème} Congrès du parti communiste, l'attitude de Lénine est curieuse. Contre Trotsky qui affirmait incompatible l'existence des syndicats et de l'État soviétique, Lénine pense que les syndicats doivent subsister et se développer comme représentants des intérêts ouvriers. Ils assureront un contrôle populaire et efficace de la bureaucratie contre laquelle se sont élevés les marins de Cronstadt.

IV

Au lieu de « Tout pour la guerre », le 10^e Congrès lança un nouveau mot d'ordre : « Tout pour la production » ². Le 21 mars 1921, les prélèvements d'excédents en nature sont supprimés. Le 24 mars, la liberté du commerce intérieur est rétablie.

¹ Victor Serge, *MÉMOIRES D'UN RÉVOLUTIONNAIRE*, OP. CIT. ; - *L'AN I DE LA RÉVOLUTION RUSSE*, GRASSET, 1928. - Léon Trotsky, *MA VIE*, RIEDER, 1934 ; - *VIE DE LÉNINE*, RIEDER, 1936 ; - N° DES IZVESTIA PUBLIÉS PAR LE COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE PROVISoire.

DANS CETTE TRAGÉDIE DE CRONSTADT, NOUS AVONS SUIVI LE RÉCIT DE VICTOR SERGE, PARCE QUE, COMPARÉ AUX DIFFÉRENTES VERSIONS DONNÉES DE L'ÉVÉNEMENT, IL EST CONFIRMÉ PAR LA CONFRONTATION DES DOCUMENTS.

² Jean Bruhat, *HISTOIRE DE L'URSS*, PRESSES UNIVERSITAIRES, 1945 ; - *PRÉSENTATION DE L'U.R.S.S.*, ÉDITIONS JACQUES VAUTRAIN, 1947. - Charles Bettelheim, OP. CIT., PP. 16-25 : LE COMMUNISME DE GUERRE ET LA N. E. P. ; - *HISTOIRE DU PARTI COMMUNISTE DE L'U.R.S.S.*, PRÉCIS DU COMITÉ CENTRAL DU PC DE L'U.R.S.S., MOSCOU, 1939. - Serge N. Prokopovitch, *HISTOIRE ÉCONOMIQUE DE L'URSS*, FLAMMARION, 1952. Cf. LES STATISTIQUES.

En novembre 1921, on lit dans la *Krasnaia* :

Nous n'avons pas peur de nos fautes. Il faut placer les basses vérités au-dessus du mensonge qui exalte... Nous sommes stupides et faibles ; nous avons pris l'habitude de dire que le socialisme est un bien et que le capitalisme est un mal. Mais le capitalisme n'est un mal que par rapport au socialisme ; par rapport au moyen âge où s'attarde encore la Russie, le capitalisme est un bien.

Ces paroles du 28 avril 1921 reflètent Lénine tout entier, sous ses divers aspects : exégète du marxisme pragmatique, aussi bien que propagandiste et homme d'État.

Désormais, le paysan qui aura payé l'impôt dû à l'État sera libre de disposer de son excédent ; la liberté du commerce intérieur lui donne la possibilité d'exercer ce droit. Persuadé que « tout » ne lui sera pas pris par l'État, il fera un effort plus grand de production. Pour accroître la quantité de denrées agricoles nécessaire, il serait vain de compter sur le seul paysan pauvre, il serait absurde de collectiviser les terres alors que l'industrie est hors d'état de fournir ce qui est nécessaire à une agriculture moderne, alors que le paysan n'a pas encore compris l'utilité de certaines transformations, alors qu'il est attaché à cette terre dont la Révolution lui a garanti la jouissance. Il faut, dès lors, s'appuyer sur le paysan moyen. « Nous devons construire toute l'Économie de notre État par rapport à l'Économie du paysan moyen » (Lénine).

Le 1^{er} avril, les marchés sont de nouveau ouverts, l'héritage rétabli, les petits artisans sont autorisés à vendre leurs produits fabriqués. Le 7 juillet, les entreprises industrielles qui n'emploient pas plus de 20 ouvriers sont dénationalisées. Le 10 juillet, sociétés ou particuliers sont autorisés à affermer des usines. Des « concessions » sont abandonnées aux étrangers. Par décret du 13 mars 1922, il sera loisible de créer « des sociétés mixtes », dont le capital sera fourni moitié par l'État, moitié par les groupes financiers étrangers.

La N. E. P. avait été un repli stratégique ; la collectivisation agraire devait le prouver.

L'idée d'emprunter au capitalisme quelques-unes de ses méthodes anime le discours de Lénine au Congrès du parti communiste russe :

Il ne faut pas nous endormir sous prétexte que partout, dans les trusts d'État et dans les sociétés mixtes, se trouvent des communistes conscients et responsables ; cela n'a aucune valeur, car ils ne savent pas diriger les affaires et sont plus ignorants sur ce point que le premier venu des employés d'une grande usine ou d'une grande entreprise commerciale.

En 1921, le danger militaire écarté, Lénine tourne son attention et son effort vers l'Économie russe. La N. E. P. succède au communisme de guerre :

Il fallait en matière économique adopter des méthodes nouvelles. Faute de quoi, on courait à la catastrophe. Ces méthodes nouvelles, c'était tout simplement un certain retour à la liberté des échanges, c'est-à-dire au capitalisme. Il était impossible, en effet, d'aller de l'avant et de réaliser le socialisme sans un développement des forces productives.

Et Lénine disait :

Nos forces productives sont dans un tel état d'indigence, de ruine, d'exténuation et d'épuisement que tout doit être provisoirement subordonné à cette nécessité fondamentale : augmenter à tout prix la quantité des produits.

Un des militants de la Révolution d'Octobre, étant entré un jour dans le bureau de Lénine, voit celui-ci renforçant le clou auquel était accroché le portrait de Karl Marx ; il lui demande s'il ne craint pas qu'un jour le portrait de Marx ne lui tombe sur la tête : « N'êtes-vous pas satisfait de voir le portrait de Marx à côté du vôtre dans toute la Russie ? » Et Lénine de répondre : - « Au fond, qu'avons-nous de commun : Marx le doctrinaire, un Allemand occidental, et moi ? - Qui voudriez-vous voir à côté de vous ? - Pierre le Grand ! »

Vers la fin de 1923, - et déjà en 1922, - Lénine qui avait conservé toute sa conscience, paraissait être à bout de forces. Il avait parfois des regards lourds d'une inquiétude inexprimable, comme un désespéré qui se survit. Peut-être pressentait-il la confusion qu'allait créer sa disparition. Et ceux qui l'avaient connu dans toute la vigueur de son intelligence et de sa lucidité se le rappelaient, les mains ouvertes dans un geste de démonstration familière, un peu penché vers l'auditoire, « maniant l'évidence historique » avec un grand front solide, un sourire d'homme sain, sûr de la vérité, sûr de lui-même. La parole qu'il aurait dite au Dr Goldenberg donne la mesure de son drame intime : « Avons-nous assez démoli ! Pour ça, oui, nous avons été capables ! » Peut-être prévoyait-il aussi que l'unité du Parti ne tenait qu'à l'ombre qu'il était devenu.

V

Lorsque Lénine disparaît, le 21 janvier 1924, Trotsky est écarté, Rykov devient président des Commissaires du peuple, mais le pouvoir effectif est exercé par une sorte de triumvirat composé de Staline, secrétaire du parti, Zinoviev, président du Komintern et Boukharine, directeur de la *Pravda*.

Zinoviev ou Boukharine étaient-ils des hommes d'un caractère assez solide et d'une intelligence assez forte pour lutter contre Staline ou seulement pour lui faire contrepoids ? Il semble bien que la suffisance et la violence de Zinoviev masquaient en fait la fragilité de son caractère ¹.

Zinoviev, président du Komintern,

...affectait une assurance extraordinaire. Bien rasé, le teint pâle, le visage un peu bouffi, la chevelure abondante et bouclée, le regard gris bleu, il se sentait simplement à sa place au sommet du pouvoir, étant le plus ancien des collaborateurs de Lénine au Comité Central ; mais de toute sa personne émanait aussi une sensation de mollesse et comme d'inconsistance cachée. Une effroyable réputation de terreur l'environnait à l'étranger et je le lui dis : « Bien sûr, répondit-il en souriant, nos manières plébéiennes de nous battre ne plaisent pas.... » Il fit une allusion aux derniers représentants du Corps consulaire, qui faisaient auprès de lui des démarches en faveur des otages de la bourgeoisie, et qu'il en-

¹ Victor Serge, OP. CIT., P. 82; PORTRAIT DE ZINOVIEV.

voyait promener : « Si c'était nous les fusillés, ces messieurs seraient bien contents, n'est-ce pas ? »

Boukharine avait une autre envergure :

Nicolas Ivanovitch Boukharine avait trente-trois ans et militait depuis 15 ans. Il avait passé par l'exil à Onéga, vécu avec Lénine à Cracovie, milité à Vienne, en Suisse, à New York, avec un penchant infatigable pour l'érudition économique. Avant Lénine, il avait élaboré une théorie de la subversion complète de l'État capitaliste. C'était une intelligence effervescente, sans cesse en éveil et en travail, mais rigoureusement disciplinée. Le front haut, largement dégarni aux tempes, les cheveux rares, son nez légèrement retroussé, sa moustache et sa barbiche d'un châtain roussâtre lui donnait un air russe moyen que son vêtement négligé accentuait. Il se vêtait à la hâte comme s'il n'avait jamais eu le temps de s'ajuster un complet à sa taille. Son expression coutumière était joviale ; même silencieux, il paraissait, tant le regard vivait, aiguisé d'une étincelle d'humour, sur le point de lancer quelque boutade. Sa manière de parler des gens frisait un cynisme bon enfant. Il dévorait les livres en plusieurs langues, parlait avec enjouement des sujets les plus sérieux, et l'on voyait tout de suite que son plaisir le plus grand était de penser. Les auditoires jeunes l'entouraient et buvaient sa parole incisive ¹.

Staline va mettre en œuvre ses vertus : la maîtrise de soi, le sang-froid et la confiance qu'il a en lui-même, en son étoile, une patience comme celle du chasseur à l'affût, qui attend le moment opportun d'abattre le gibier. Il faut mettre l'accent sur cette inlassable patience, qui lui permet de se servir à l'heure voulue des défaillances de l'adversaire, de ses incertitudes, de sa bonne comme de sa mauvaise conscience. Une mobile idéologie commande les pièces de ce jeu d'échecs. Staline trouve sa justification dans la foi qu'il attache aux destinées de la Russie, mais il est inébranlable dans le mépris qu'il a des hommes.

VI

En 1926, Zinoviev et Trotsky se rejoignent pour s'opposer à la politique de concessions, trop larges à leurs yeux, faites aux paysans riches et moyens. La défaite des communistes en Chine, en 1927, aggrave le fossé entre cette tendance, dite de gauche, et la Direction du Parti. Quelque temps après, Staline et Boukharine unis chassent Zinoviev et Trotsky, et leurs partisans sont emprisonnés ou déportés.

Mais l'accord entre Boukharine et Staline est de courte durée. Boukharine, brillant théoricien et journaliste, pense que le pouvoir bolchevik ne peut se maintenir que par une politique libérale vis-à-vis des paysans et des artisans. Des projets de planification mettant l'accent sur le développement de la consommation aux dépens de l'équipement et, suivant l'expression de Boukharine, un acheminement « à pas de tortue » vers le socialisme, offrent à Staline une heureuse occasion de se débarrasser de ce rival.

¹ Victor Serge, OP. CIT., P. 150.

Une telle libération des initiatives individuelles sur le plan économique eût signifié ultérieurement la mise en question du régime politique de la dictature bolchevik. Contre cela, Staline réagit violemment.

S'appuyant sur la bureaucratie du Parti, Staline reprend à son compte certaines des thèses de la gauche : liquidation des paysans riches, industrialisation à outrance, planification de l'Économie¹.

VII

Lorsqu'en 1929, l'URSS avait à résoudre le problème de la construction d'une Économie industrialisée, elle devait choisir entre deux méthodes : ou se procurer sur le marché international des capitaux par des crédits à long terme ; ou bien créer une industrie lourde avec ses seules réserves intérieures, dont les plus importantes se trouvaient être en capacité de travail, et en produits de sous-sol².

La planification, telle que la concevaient les dirigeants soviétiques, exigeait une main-d'œuvre abondante et mobile, en même temps que l'intensité du travail et du rendement. Les dirigeants soviétiques se sont donc trouvés en présence des mêmes problèmes que les initiateurs du premier grand capitalisme et ils ont été amenés à les résoudre de la même manière. Les aventuriers du capitalisme étaient sans autre direction que celle d'un libéralisme économique tout négatif ; ils avaient une idéologie bien mince. Ils se trouvaient en face de foules ouvrières déracinées et désarmées, obligées de vendre leur force de travail pour des salaires de famine : d'où le monde anarchique du premier capitalisme individualiste où se forment lentement les fragiles structures d'une Économie internationale.

Parmi les raisons du niveau de vie soviétique durant les dix premières années des plans quinquennaux, on a cité, tout d'abord, la hausse du revenu national de l'URSS, qui avait augmenté pendant ces dix premières années, selon les données soviétiques, de 400 p. 100. Or ce revenu national n'a pu augmenter aussi rapidement que par une création considérable des biens de production ; pour accumuler ces biens, il a fallu utiliser la force de travail en n'attribuant à celle-ci qu'une part très mesurée de biens de consommation. Autrement dit, il a fallu développer au maximum, et par tous les moyens, les biens créés par l'industrie lourde en vue du marché industriel.

On a dû subordonner la consommation des masses populaires à l'édification d'une industrie des moyens de production. Comme aux temps les plus difficiles du

¹ Charles Bettelheim, *L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE*, 12^E VOL. DU TRAITÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE DE GAËTAN PIROU, RECUEIL SIREY, 1950, p. 472 ; - *LA PLANIFICATION SOVIÉTIQUE*, MARCEL RIVIÈRE, 3^E ÉDITION ; - pierre george, *L'ÉCONOMIE DE L'URSS*, PRESSES UNIVERSITAIRES, 1948 ; - nadiejda kroupskaïa, *MA VIE AVEC LÉNINE*, PAYOT, 1933 ; - victor serge, *LA VILLE EN DANGER*, LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 1924 ; - *DESTIN D'UNE RÉVOLUTION (1917-1936)*, GRASSET ; - *S'IL EST MINUIT DANS LE SIÈCLE*, GRASSET, 1939 ; - léon trotsky, *STALINE*, GRASSET, 1948.

² Grégoire Alexinsky, *LA RUSSIE RÉVOLUTIONNAIRE*, ARMAND COLIN, 1947. - charles bettelheim, OP. CIT. : LA POLITIQUE DES PLANS QUINQUENNAUX, PP. 25-30 ; L'USINE, p. 120 ; LE TRUST, p. 122 ; LE COMBINAT, p. 123.

LA RUSSIE EST PARTIE D'UN NIVEAU PLUS BAS, EN 1928, QUE L'ANGLETERRE AU DÉBUT DU XIX^{ÈME} SIÈCLE.

communisme de guerre, la population est rationnée ; pour se procurer des machines coûteuses à l'étranger, la Russie doit exporter à des prix de dumping du bois, des peaux, du pétrole. Afin de vaincre les résistances de la propriété paysanne, Staline met en application le Plan quinquennal, il va soumettre les campagnes à la collectivisation agraire. Cinq millions de paysans riches sont déportés et serviront de main-d'œuvre nécessaire à l'Économie industrielle.

Le commerce artisanal est supprimé. Ainsi, comme aux débuts du capitalisme occidental, l'industrie se construit sur l'expropriation des paysans et petits producteurs et sur les privations des masses ouvrières. (Cette comparaison historique a été présentée par Prébajenski comme une véritable théorie, sous le nom d'« accumulation socialiste primitive ».)

Mais en entrant dans les kolkhozes¹, les paysans massacrent chevaux et cheptels et abandonnent les ensemencements ; il en résulte, en 1932-1933, une famine aussi grave que celle de 1920.

Cependant des travaux gigantesques, à la mesure des pyramides d'Égypte, se poursuivent. L'Économie soviétique va s'édifier à partir de 1928. Le Plan quinquennal doit être accompli en quatre ans, et cette première période quinquennale s'achève en décembre 1933.

L'exécution des plans successifs² exige une mobilité toujours disponible de la main-d'œuvre, et des migrations massives plus puissantes que celles que connurent les États-Unis. En Angleterre, au XVIII^{ème} siècle, une classe de *yeomen* avait émigré dans les villes qui se transformaient en grandes agglomérations industrielles. En U.R.S.S., l'enrôlement des paysans dans l'industrie se développe pendant toute la période qui va du premier au troisième Plan quinquennal. Afin de faciliter l'exécution de celui-ci, une loi, en 1940, mobilise une grande partie de la jeunesse paysanne, instruite dans des écoles techniques : elle obligera les kolkhozes à fournir chaque année 400.000 jeunes gens et jeunes filles. Dès 1935, en effet, les réserves urbaines étaient épuisées.

En fait, l'industrialisation rapide de la Russie a demandé des efforts considérables. Cette industrialisation a exigé le *sacrifice du bien-être immédiat pour le bien-être futur*³.

¹ KOLKHOZE : EXPLOITATION COLLECTIVE QUI GROUPE UN CERTAIN NOMBRE DE FAMILLES PAYSANNES, REPRÉSENTANT GÉNÉRALEMENT UN VILLAGE, EN VUE DU TRAVAIL EN COMMUN À L'AIDE DE MOYENS COLLECTIVISÉS DE PRODUCTION DE L'ENSEMBLE DES TERRES DU VILLAGE.

² Charles Bettelheim, OP. CIT., PP. 120 ET SUIV. : UNITÉ ÉCONOMIQUE DE BASE : L'*USINE*, AVEC À LA TÊTE, UN DIRECTEUR UNIQUE QUI NOMME LUI-MÊME LE PERSONNEL DE L'USINE ; - LE *TRUST*, ORGANISME ADMINISTRATIF ÉCONOMIQUE QUI GROUPE UN CERTAIN NOMBRE D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES, LE TRUST COORDONNE LA PRODUCTION ET LE TRAVAIL DES DIFFÉRENTES USINES QUI LE COMPOSENT ET ORGANISE LEUR RAVITAILLEMENT EN MATIÈRES PREMIÈRES ET COMBUSTIBLES ; - LE *COMBINAT*, GROUPE DES UNITÉS ÉCONOMIQUES DE BASE, MAIS TANDIS QUE LE TRUST GROUPE DES ENTREPRISES DE MÊME NATURE, LE COMBINAT GROUPE DES ENTREPRISES QUI SONT CLIENTES LES UNES DES AUTRES, EXEMPLE DE CONCENTRATION VERTICALE.

³ LE FAIT QUE LA CONDITION ET L'ORGANISATION OUVRIÈRES N'ONT PAS ÉTÉ IMMÉDIATEMENT ANALYSÉES PENDANT LA PREMIÈRE PÉRIODE QUI VA DE 1920 À 1939, L'ORDRE CHOISI PAR NOUS, EST INTENTIONNEL ; LA RAISON DE CETTE APPARENTE OMISSION EST QUE, DANS CE DOMAINE, LA STRUCTURE ET L'ÉVOLUTION SOCIALE DE L'HISTOIRE SOVIÉTIQUE FORMENT PARTIE INTÉGRANTE DE

VIII

Durant la période du premier et du second Plan quinquennal s'accomplissent les grands travaux.

L'un des plus importants est la construction du canal reliant la mer Blanche à la Baltique, commencé en 1931 et achevée en 1933. Il s'agissait de percer un canal de 226,5 km à travers un terrain tantôt rocailleux, tantôt marécageux. L'entreprise confiée à quelque 200 à 300.000 prisonniers d'un camp de concentration, le Belmorstroï, a été menée rondement et rudement, sous un climat rigoureux, et sans équipement industriel, à l'aide de pelles, de pioches et de brouettes. Meurtrier pour les hommes et les femmes qui ont assuré ce travail, le système s'est révélé économiquement satisfaisant ; le coût des travaux s'est élevé à 95 millions de roubles, dont 50 pour les matières premières, le reste pour nourrir et habiller les prisonniers et pourvoir aux dépenses administratives. Cette somme correspond à près de 1.300 millions de francs de 1932, soit 260 millions de francs or.

Si l'on veut se rendre compte de l'ampleur de cette gigantesque construction, on ne peut trouver un terme de comparaison que par un rapprochement avec le Canal de Suez¹. En francs français de l'époque, le prix de revient du Canal, en 1869, était 415.800.000 francs or, et, en 1871 : 437.157.000 francs or. Les travaux d'amélioration s'élevèrent ensuite à 33.075.000 francs or. Des nouveaux travaux effectués de 1913 à 1936 élevèrent le prix de revient du Canal à 287.882.000 francs or. Entre 1859, date à laquelle commencèrent les travaux, et 1936, le nombre d'ouvriers a varié selon les moyens mécaniques employés.

En 1933, commence la construction du canal Moscou-Volga, avec ses stations de pompes, ses ouvrages hydro-électriques et ses entrepôts riverains. Les travaux, achevés en 1937, avaient employé 200.000 ouvriers. On réalise les projets des usines chimiques sur la Bérésina, de la voie ferrée Sibérie-Turkestan, de la route Baïkal-Amour, de la prolongation de la ligne du Transsibérien, afin d'établir un ravitaillement séparé pour les armées du lointain Orient. Dans des régions désertiques de la Sibérie Occidentale, la population, en huit ans, passe de 128.000 à 770.000 personnes ! On creuse des mines de charbon et de fer ; au Nord-Est de la Sibérie, on découvre et on exploite de nouvelles mines d'or. En 1932, près de la baie de Nogaeyero, un groupe d'ouvriers est débarqué avec des matériaux de construction et la ville de Magadan s'élève, destinée à servir de capitale à la région de Dalstroy où l'on construit de grandes routes, des voies ferrées et des bases aériennes ; riche, grâce à l'exploitation des mines d'or, la région de Dalstroy s'est développée au point de contenir une population d'un million d'hommes.

L'ÉPOQUE SUIVANTE ; LES DEUX PÉRIODES NE SAURAIENT ÊTRE DISSOCIÉES SANS NUIRE À LA COMPRÉHENSION DE L'ENSEMBLE. D'OÙ LE REJET INÉVITABLE DE CET ASPECT DES CHOSSES AU CHAPITRE PREMIER DE LA V^{ÈME} PARTIE.

¹ Edgar Bonnet, LE CANAL DE SUEZ, *REVUE DES DEUX MONDES*, 1951 ; LESSEPS ET DISRAËLI, *IBID.*, DÉCEMBRE 1952.

Dans l'Oural, une cinquantaine de villes-usines toutes neuves vont être édifiées parmi les forêts de sapins ou de mélèzes, là où n'existaient que de petits villages d'éleveurs bûcherons et de petites forges au bois remontant au XVIII^{ème} siècle¹. On a associé les minerais de l'Oural à la houille de Kousbass en constituant un grand groupement industriel dont l'artère vitale est un chemin de fer de 2.000 kilomètres, le combinat Oural-Kouznetch².

Le système des camps de travail a permis de faire face au programme des grands travaux, à celui des dépenses imposées par la guerre depuis 1941 et à celui des reconstructions. L'État soviétique avait besoin de ce que les économistes appellent le travail excédentaire qui permet à l'État d'avoir des surplus importants sur les valeurs consommées, le produit de leur travail devant excéder ce que coûtent les exécutants en nourriture, habillement et logement.

Comment fonctionne le recrutement des camps de travail ? L'origine a été le système des institutions du travail correctif³, lorsque, en 1929, le Soviet des Commissaires du Peuple décide que l'emprisonnement, comme moyen de punition, est aboli en faveur du travail correctif et que les condamnés à plus de trois années d'emprisonnement seront exilés dans des camps de travail correctif.

Ici apparaît une personnalité dont l'influence sur l'évolution de la Russie soviétique a été considérable. Son influence aussi sur la consolidation du pouvoir de Staline : Vichinsky. Entre 1903 et 1921, il avait appartenu au parti menchevique et n'était membre du parti communiste que depuis 1921 seulement. Pourtant, petit fonctionnaire de Sakou, Vichinsky est nommé professeur à la Faculté de Droit de Moscou. Il rend au pouvoir le service de construire l'État juridique soviétique et de formuler la notion du Droit soviétique qui n'est pas juridique, mais politique.

Vichinsky aida puissamment Staline à l'élimination physique de l'opposition au sein du parti. Vichinsky adopta et adapta la définition que Lénine avait donnée de la dictature du prolétariat : « un système conçu pour éduquer et administrer, enseigner et contraindre soit par des moyens pacifiques soit par la violence ». Et il forma une École de juristes capables de monter la mécanique juridique sans laquelle un tel pouvoir politique reste inefficace. Le Code pénal et le Code d'instruction criminelle servirent de point de départ à des interprétations juridiques efficaces : par exemple, les articles 58 et 59 du Code pénal ont permis au juge de se laisser guider, quand il rend un arrêt, non seulement par la loi, mais par sa conscience révolutionnaire. (On voit jusqu'à quel arbitraire il peut se justifier.) Les organismes de surveillance politiques sont investis de pouvoirs spéciaux en ce qui concerne l'instruction judiciaire et les suites qu'elle comporte.

Un membre du Parti s'étant plaint au Commissaire du peuple, Krylenko, d'avoir été filé, celui-ci lui répondit :

¹ Roger Portal, *L'OURAL AU XVIII^{ème} SIÈCLE*, THÈSE, 1951.

² David J. Dallin, *LA VRAIE RUSSIE DES SOVIETS*, TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR G. NAUDIN, PLON, 1948 ; - dallin ET nicolaevsky, *LE TRAVAIL FORCÉ EN URSS*, TRADUCTION FRANÇAISE DE MARINA GREY. SOMOGY, 1949. - Cf. georges friedmann, *OÙ VA LE TRAVAIL HUMAIN ?* GALLIMARD, 1950

³ Vichinsky, *DES PRISONS AUX INSTITUTIONS RÉÉDUCATIVES*

Mon cher, que voulez-vous que je vous dise ? En octobre 1917 je commandais les troupes insurgées qui conservèrent le gouvernement provisoire.... Membre du parti bolchevique depuis 30 ans, j'entrais chez Lénine comme chez moi. Je suis aujourd'hui commissaire du peuple à la Justice : et néanmoins, je ne suis pas sûr, quand j'entre ici le matin, qu'on ne viendra pas m'arrêter dans la journée.

Depuis 1929, les juges ne peuvent plus prononcer de sentences d'internement aux travaux forcés; mais la population des camps de travail s'accroît de ceux qui ont pris part aux mutineries paysannes, des éléments suspects ou hostiles au point de vue social, et des exilés par mesures de précaution. Les évaluations de cette population sont très incertaines puisqu'elles varient de 7 à 15 millions ¹.

IX

Il apparut à la fin du premier Plan quinquennal qu'on avait trop vite collectivisé et industrialisé ; cadres et ouvriers qualifiés manquaient. Aussi, le rythme de l'industrialisation fut-il ralenti dans le 2^{ème} Plan quinquennal (1933-1937). On augmenta la quantité des biens de consommation, on accrut le niveau technique des travailleurs.

Les plans quinquennaux ont eu pour but de faire de la Russie un pays industriel, « de transformer, selon Staline, l'URSS de pays agraire et débile qui dépendait des caprices des pays capitalistes, en un pays industriel et puissant, parfaitement libre de ses actions et indépendant du capitalisme mondial », et, ajoute Staline, « d'éliminer complètement les éléments capitalistes, de créer une base économique pour la suppression des classes en URSS, pour la construction d'une société socialiste ».

L'industrialisation a été la raison première de la collectivisation agraire. Dans la collectivisation du village, Staline considère celle-ci comme ayant été inévitable par suite de l'incompatibilité des deux régimes économiques dont, selon lui, la coexistence était impossible. Une autre cause de collectivisation agraire est une raison militaire. La création de grandes terres collectives ne pouvait réussir que grâce à la mécanisation et à la motorisation de la culture agricole. Le tracteur agricole peut servir à la motorisation de l'armée. Les usines de tracteurs peuvent se transformer aisément en usines de guerre.

En URSS, dans les kolkhozes, si les terres appartiennent à l'État, la gestion est coopérative. En agriculture, le type d'exploitation d'État, ce sont les stations de machines et de tracteurs. Ces exploitations ont la responsabilité et la gestion, dans une région donnée, de l'ensemble des moyens mécaniques de culture ; ceux-ci, à chaque saison, sont loués aux kolkhozes voisins. L'État loue aux kolkhozes les services de ces moyens mécaniques de culture, chaque paysan fait partie d'une des brigades qui se répartissent le travail dans l'entreprise. Il lui doit un nombre fixe de journées de travail à raison desquelles il est payé. Les bénéfices sont appliqués à l'amélioration de l'outillage, à la création d'un hôpital, d'un club, etc.

¹ LA PEINE DE MORT EST OFFICIELLEMENT ABOLIE.

Un Congrès des travailleurs de choc des kolkhozes a eu lieu en 1935, à Moscou ; Staline recommande « de tenir compte des intérêts individuels des kolkhoziens, tant que les kolkhozes ne pourront pas satisfaire tous les besoins de leurs membres et de leurs familles, ni satisfaire à la fois les besoins publics et individuels ». En 1935, les kolkhoziens reçoivent le droit d'avoir en usage personnel des parcelles d'un quart ou d'une moitié d'hectares adjacents à leurs maisons, et de posséder en usage privé et familial, une vache dans les zones de culture, et deux dans les zones agricoles d'élevage. En mars 1939, une enquête attire l'attention sur ce fait que les revenus des vergers, des petits jardins potagers et du cheptel individuel rapportent aux paysans davantage que le revenu des journées de travail dans les kolkhozes.

Combien de victimes fit la collectivisation totale, suite de l'expropriation d'une partie de la paysannerie et qui avait eu pour résultat de détruire l'équilibre de la population ?

Jusqu'en 1929, le nombre des foyers paysans ne cesse de s'accroître :

1928 : 24.500.000 foyers ;
1929 : 25.800.000 foyers.

La collectivisation achevée, les résultats sont les suivants :

1936 : 20.600.000 foyers.

En 7 années, près de 5 millions de familles ont disparu.

L'accusation de sabotage adressée à des milliers, voire des dizaines de milliers de techniciens, n'était pas exacte ; en fait, elle se justifiait uniquement par la nécessité de trouver des responsables à une situation économique devenue intenable.

Il faut remarquer que les frais d'administration pèsent très lourdement sur le bilan des kolkhozes. La *Pravda* du 26 mars 1941 critiquera l'entretien de nombreux organes administratifs « qui revient trop cher aux kolkhozes » ; elle observe que la majorité des paysans est mécontente de la gestion des kolkhozes. Les *Izvestia* du 5 juillet 1941 se plaignent qu'on entretient au village une foule d'agents de diverses administrations, dont le travail n'est pas contrôlé.

En 1938, il existait 384.389 présidents et vice-présidents de kolkhozes ; 248.389 teneurs de livres et 232.421 présidents de Commissions d'inspection. L'ensemble du personnel s'élevait à un total de près d'un million. Il y avait 1.300.000 chauffeurs et mécanos employés aux stations de tracteurs. Le nombre total des employés agraires s'élevait à 2.500.000. Il faut ajouter les fonctionnaires qui ne faisaient pas partie de l'administration économique du village (agents fiscaux, agents de police, etc.).

Aussi, à propos du troisième Plan quinquennal, le Congrès du parti communiste demandait-il qu'on prenne des mesures pour que la petite propriété ne puisse pas réapparaître et qu'on ne tolère pas « l'extension illégitime de l'Économie propre des kolkhoziens, l'augmentation des lots de terre et du cheptel dont les kolkhoziens disposent à

titre personnel, parce que cela... empêche le renforcement de la discipline kolkhoziennne... ».

X

Autre caractère de la planification : l'intensification de la production et du rendement.

L'Économie industrielle avait été dotée d'un matériel technique important. Mais les cadres techniques ne s'étaient pas multipliés parallèlement. D'où le stakhanovisme.

« Les stakhanovistes arriveront à un rendement supérieur, non point par un effort surhumain, mais par une meilleure utilisation de la technique, par une solidarité plus grande dans le travail technique et par une division plus judicieuse du travail. ¹ »

Le stakhanoviste est un tâcheron qui surexploite les ouvriers participant à l'établissement de ses records. C'est le 31 août 1935 qu'Alexei Stakhanov, piqueur dans les mines du Donetz, abatit quatorze fois la norme courante. Son exploit fut suivi par le forgeron Boussyguine, les tisseuses Evdokia et Marie Vinogradova, les conductrices de tracteurs de la brigade Pacha Anguelina, etc. En 1935, les stakhanovistes de choc se réunissent en Congrès. La plus petite usine a son journal mural, mettant le producteur à l'honneur ou au pilori, selon son exactitude et son rendement. L'émulation individuelle se conjugue ici avec l'intérêt, puisque les avantages supplémentaires arrivent à doubler et à tripler le salaire. Le lien entre les trois éléments du stakhanovisme se retrouvent dans cette définition : « Des ouvriers ou ouvrières, jeunes ou d'âge moyen, des gens développés, ferrés sur la technique qui donnent l'exemple de la précision et de l'attention au travail et qui ont appris à compter non seulement par minutes, mais par secondes. »

Le troisième Plan quinquennal ² est inauguré le 17 mars 1939 au 18^{ème} Congrès du parti communiste. Mais on peut se demander dans quelle mesure et de quelle manière les deux premiers Plans avaient été exécutés ? G. Malenkov, secrétaire du Comité central du parti, présentera en février 1941, à la Conférence du parti communiste, un rapport qui est une mise au point et dont le texte sténographié a paru dans la *Pravda*, le 16 mai 1941 : « Les critiques de Malenkov portent d'abord sur le gaspillage des matériaux, du combustible et de l'énergie électrique... et d'autres dépenses déraisonnables à cause desquelles on n'a pas exécuté le plan de réduction du prix de revient. ³ »

¹ Jean Bruhat, OP. CIT., P. 150.

² Charles Bettelheim, OP. CIT., CHAPITRE 10 : PLAN ET PLANIFICATION, PP. 418-450.

³ MALENKOV CRITIQUE LES DIRIGEANTS DES ENTREPRISES « QUI TOLÈRENT LE GONFLEMENT DU PERSONNEL ET BEAUCOUP DE CHOSES SUPERFLUES, MAIS NE DISPOSENT PAS D'INFORMATIONS ÉLÉMENTAIRES SUR LES RESSOURCES DE LEURS USINES.... LES PLUS PRÉCIEUSES MACHINES, LES MOTEURS RESTENT SANS UTILISATION ; EN MÊME TEMPS, LES DIRECTEURS DEMANDENT UN MATÉRIEL INUTILE.... LES INSTRUMENTS SONT MAL UTILISÉS, DES INSTRUMENTS PRÉCIEUX SONT EMPLOYÉS À TORT. ON REJETTE AU REBUT DES OUTILS QUI PEUVENT ENCORE SERVIR. QUANT AUX MATÉRIAUX, AUX MATIÈRES PREMIÈRES ET AUX COMBUSTIBLES, NOUS OBSERVONS UN GASPILLAGE VÉRITABLEMENT CRIMINEL ».

*

* *

Quels sont les résultats obtenus par cet immense effort de l'U.R.S.S. dans sa « compétition historique avec le capitalisme ? » G. Malenkov met l'accent de sa critique sur le problème des cadres; il voit là le point faible :

Dans les entreprises et les ateliers, on constate une carence aiguë de spécialistes, tandis qu'un grand nombre de ces derniers sont placés dans les bureaux, dans les administrations des institutions.... Il est absolument anormal que l'appareil administratif de l'industrie gonfle ses effectifs et utilise les ingénieurs et les techniciens pour la paperasserie, les enlève ainsi à la production.

Sur 214.000 spécialistes, d'une instruction supérieure, 45 p. 100 sont occupés dans les départements de commissariats, 24 p. 100 dans les administrations centrales des entreprises industrielles et 31 p. 100 dans les usines de production.

Le 18^{ème} Congrès du parti reconnaît que le niveau du développement de l'industrie de l'U.R.S.S. par rapport au nombre des habitants reste toujours considérablement inférieur à celui des pays d'Europe les plus développés économiquement et à celui des États-Unis : « On sait que la quantité moyenne des produits industriels par habitant dans notre pays est beaucoup moins élevée qu'aux États-Unis, qu'en Allemagne, en Angleterre et en France. » Mais le gouvernement a porté tout son effort sur l'industrie lourde. L'U.R. S. S. s'est transformée en un pays économiquement indépendant qui assure à son Économie et à ses moyens de défense tout l'équipement technique nécessaire. Et le Parti est parvenu parallèlement à construire « un État sans classes et qui, grâce aux méthodes juridiques de Vichinsky, avait assuré la dictature du prolétariat »

Le 17 mars 1939, à ce 18^{ème} Congrès du Parti ¹, le discours de Molotov précise l'effort à accomplir :

Nous avons, dit-il, rattrapé et dépassé les pays capitalistes, quant au rythme du développement de notre industrie. Nous avons effectivement rejoint ces pays en ce qui

L'OUTILLAGE QUE L'ÉTAT CONFIE AUX ENTREPRISES, LES DIRIGEANTS EN DISPOSENT À LEUR GRÉ, LES VENDENT, LES ÉCHANGENT ET LES LIVRENT À D'AUTRES.

MALENKOV REMARQUE QUE L' « ON NE SE CONFORME PAS AUX PROJETS ET PLANS APPROUVÉS ET L'ON MODIFIE LES CONSTRUCTIONS SANS ESSAIS PRÉALABLES. DANS LA PRODUCTION EN SÉRIE, ON FABRIQUE DES PRODUITS QUI NE SONT PAS DE MÊME QUALITÉ ET DES PIÈCES STANDARDISÉES QUI NE SONT PAS INTERCHANGEABLES. L'ARBITRAIRE DANS LES MODIFICATIONS TECHNIQUES ET LES PLANS ABOUTIT SOUVENT À L'ENCOMBREMENT DE L'OUTILLAGE PAR UN TRAVAIL INUTILE ».

¹ Grégoire Alexinsky, OP. CIT., PP. 161-162: « L'INDUSTRIE DE L'URSS A ATTEINT, EN 1937, 428 P. 100 DU NIVEAU D'AVANT-GUERRE (1913) ; CELA ÉQUIVAUT À UNE AUGMENTATION DE LA PRODUCTION DE PLUS DE 8 FOIS. EN 1938, LA PRODUCTION INDUSTRIELLE A ENCORE AUGMENTÉ, PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE, DE 11,3 P. 100 ET ATTEINT 477 P. 100 DU NIVEAU DE 1929 (DÉPART DU 1^{ER} PLAN), TANDIS QUE DANS LES PAYS CAPITALISTES, LA PRODUCTION INDUSTRIELLE A DIMINUÉ EN 1938 ET S'EST TROUVÉE RÉDUITE À 90 P. 100 DU NIVEAU- DE 1929 DANS LE MONDE CAPITALISTE OÙ L'ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE EST DEMEURÉE À PEU PRÈS STAGNANTE. »

concerne la technique de la production... Au point de vue du volume de la production par habitant, de l'énergie électrique de la fonte, de l'acier, de la houille et du ciment... Le Plan exige qu'en matière de construction on renonce à la gigantomanie, mal dont sont atteints certains dirigeants de l'industrie. Il exige que l'on passe systématiquement à la construction d'entreprises moyennes et petites, dans toutes les branches de l'Économie nationale, à commencer par les centrales électriques. Cela est indispensable pour réduire les délais de construction... Le temps est venu de... rattraper et de dépasser, au point de vue économique, les pays capitalistes d'Europe les plus avancés.

Rattraper et dépasser les pays capitalistes avancés et, plus que tout autre, les États-Unis, est l'objet principal de la politique économique et sociale du gouvernement soviétique. A celui-ci, la guerre a paru proche, l'ennemi à redouter a seulement changé. D'abord, se souvenant de la politique de Clemenceau et de Lloyd George en 1919, il a vu comme agresseurs possibles les puissances victorieuses de la Grande Guerre : l'Angleterre et la France. Pour cette raison, et aussi parce que les maîtres de la Russie espéraient de l'Allemagne un glissement vers le communisme, ils ont cherché constamment le rapprochement avec le Reich : traité de Rapallo, 16 avril 1922 ; traité d'amitié de Berlin, 28 mars 1926, etc.

Malgré les déclarations anti-bolcheviques de Hitler, Staline ne s'inquiète pas outre mesure de son avènement. La politique qu'il inspirait au parti communiste allemand indique que, durant 1933 et même 1934, Staline ne vit dans Hitler qu'un épisode de courte durée, précédant l'explosion nécessaire d'une révolution communiste allemande. Tous les coups des communistes officiels furent dirigés, en premier lieu, contre la République de Weimar et contre la social-démocratie.

La consolidation de Hitler changera cet état d'esprit. Jusque-là, les tendances générales de la politique russe sont exprimées par l'auteur de l'article publié en 1930 dans les *Izvestia* qui déclarait :

Notre union pratique la politique de la paix avec tous les États. Nous savons que le triomphe du socialisme dans notre pays conduira au triomphe du socialisme dans le monde entier. Le tracteur soviétique retournera le sol et fera disparaître les bornes frontières non seulement entre les exploitations rurales individuelles, mais aussi entre les États. Et si les ennemis essaient d'opposer des obstacles à notre mission les armes à la main, « il faut qu'ils reçoivent une riposte foudroyante ». Les deux pays sont destinés à se compléter l'un par l'autre.

La Russie est un pays colossal doté de réserves en blé inépuisables, et l'Allemagne est un pays d'industrie puissante d'électrification et de technique incomparablement développées. Une alliance de la Russie communiste avec l'Allemagne communiste sera une telle puissance, non seulement en Europe, mais sur le reste de la terre, que rien ne pourra lui résister.

Les succès de Hitler, après le 30 juin 1934, sont le point de départ d'un tournant politique : le Komintern préconise les fronts populaires antifascistes et, le 10 septembre 1934, la Russie entre à la Société des Nations ¹.

¹ Rossi, *DEUX ANS D'ALLIANCE GERMANO-SOVIÉTIQUE (AOÛT 1939-JUIN 1941)*, A. FAYARD, 1949.

Les Pactes d'assistance mutuelle avec la France et la Tchécoslovaquie sont signés le 2 mai et le 16 mai 1938. Le 26 novembre 1936, le Pacte antikomintern aggrave la tension entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne jusqu'à Munich (septembre 1938) ¹.

Si l'on cherche à comprendre l'enchaînement des pensées qui ont dirigé la politique russe, il faut se placer au point de vue de la hantise d'une guerre qui semble de plus en plus probable. Munich devient alors le point de départ d'une évolution, ou plutôt d'une période d'oscillations dans les relations entre les deux pays, Staline ayant voulu prendre une prime d'assurance contre la guerre, comme les Français et les Anglais avaient cru prendre une prime d'assurance pour la paix.

Le premier signe extérieur des intentions de Staline en vue d'un rapprochement est dans le discours prononcé le 10 mars 1939, au 18^{ème} Congrès du parti bolchevik : « Staline affirme que l'Allemagne ne nourrit aucun plan de main-mise sur l'Ukraine soviétique et il déclare qu'il est décidé à ne pas permettre aux provocateurs de guerre, habitués à faire tirer les marrons du feu par les autres, d'entraîner notre pays dans les conflits. »

Le discours de Hitler du 1^{er} avril répond au discours de Staline. Et, dans ses instructions à l'ambassadeur allemand à Moscou, Ribbentrop constate que les dirigeants allemands ont cru discerner dans le discours de Staline, en mars 1939, certains indices d'une nouvelle orientation. Lors de la signature du Pacte de non-agression, le 23 août 1939, Molotov confirme que c'est bien Staline qui - par son discours du mois de mars dont on avait compris les intentions en Allemagne - avait provoqué le renversement des relations politiques. Peut-être Staline espérait-il avoir épargné à la Russie une guerre pour laquelle elle n'était pas prête, ou tout au moins croyait-il en avoir reculé l'échéance ².

Brusquement, en dépit de ces calculs et de la temporisation de Staline, l'invasion allemande du 21 juin 1941 fait surgir la guerre et ses nécessités qui absorbent des ressources considérables et qui expliquent pourquoi ont été fabriqués *des canons et des tracteurs au lieu de beurre, des centrales électriques au lieu de viande*.

Dès les premiers Plans quinquennaux, le gouvernement soviétique s'était préoccupé de la mise en vigueur des territoires au delà de l'Oural; il avait déjà commencé à y installer des usines qui ne pouvaient pas être atteintes par l'invasion allemande. Tout avait été préparé, pesé à l'avance. On avait songé aux combinats ouralo-caucasiens. Entre juin et décembre 1941, des usines entières devront être transportées dans l'Est, avec leurs stocks, leur outillage et des milliers d'ouvriers. Il en sera ainsi de l'usine Kirow, à Leningrad, de l'usine de tracteurs de Kharkov, de l'usine d'automobiles Staline de Moscou, de l'usine de construction de locomotives de Briansk, du combinat de l'aluminium de Zaporozje. Les combinats sont d'énormes complexes industriels d'intégration, équipés avec les installations les plus modernes et les plus puissantes. Les

¹ *IZVESTIA* : L'ÉDIFICATION SOCIALISTE ET L'U.R.S.S., 1930 : « LA DÉFENSE DU PAYS N'EST PAS UNE SIMPLE BRANCHE DE L'ÉCONOMIE, ELLE EST LA FONCTION DE CETTE DERNIÈRE PRISE DANS SON ENSEMBLE » (ALEXINSKY, OP. CIT.).

² Joseph Staline, SUR LA VOIE DU COMMUNISME, RAPPORT PRÉSENTÉ AU 18^{ème} CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE SOVIÉTIQUE, PARIS, BUREAU D'ÉDITIONS, p. 15; CF. COURS DU PROFESSEUR pierre renouvin, À LA SORBONNE.

foyers industriels de l'Oural comportent l'ensemble des opérations industrielles, depuis le four à coke et le haut fourneau jusqu'à la livraison des produits finis.

Le lieu d'installation d'une usine évacuée était connu d'avance, et il y avait du reste déjà en 1941, dans l'Oural et la Sibérie occidentale, un grand nombre d'usines en cours de construction. L'URSS allait opposer à l'invasion une résistance farouche. Cette résistance devait donner à sa présence dans le monde une grande force d'attraction. Mais l'héroïsme d'un peuple, pour quelque exemplaire qu'il soit, suffit-il à effacer toutes les autres raisons d'un choix ?

Y a-t-il, en fait, une alternative de l'efficace et de l'humain, de l'action historique et de la moralité ? Est-il vrai que nous ayons à choisir d'être commissaire - c'est-à-dire d'agir pour les hommes du dehors et en les traitant comme des instruments - ou d'être yogi, - c'est-à-dire d'inviter les hommes à une réforme tout intérieure¹ ?

Selon Maurice Merleau-Ponty :

Quelle que soit la philosophie qu'on professe, et même théologique, une société n'est pas le temple des valeurs - idoles qui figurent au fronton de ses monuments ou dans ses textes constitutionnels, elle vaut ce que valent en elle les relations de l'homme avec l'homme. La question n'est pas seulement de savoir ce que les libéraux ont en tête, mais ce que l'État libéral fait en réalité dans ses frontières et au dehors. La pureté de ses principes ne l'absout pas, elle le condamne s'il apparaît qu'elle ne passe pas dans la pratique.

Les relations de l'homme avec l'homme, voilà en effet dans une société la pierre de touche à laquelle on doit s'en rapporter, lorsque l'on veut décider honnêtement si le grain que laisse le battage des paroles a germé.

¹ A. Koestler, *LE YOGI ET LE COMMISSAIRE*, CHARLOT, 1946 ; - Cf. maurice Merleau-Ponty, *LE YOGI ET LE PROLÉTAIRE*, *LES TEMPS MODERNES*, OCTOBRE-NOVEMBRE 1946, JANVIER 1947 ; *HUMANISME ET TERREUR*, COLLECTION « LES ESSAIS », GALLIMARD, 1947.

Chapitre II

Franklin Roosevelt et le peuple américain

[Retour à la table des matières](#)

Brusquement, alors que le professeur Fisher affirmait que la croissante prospérité américaine, entretenue par les nouvelles méthodes d'organisation, ne saurait avoir de terme, un krach boursier se produit. Du 30 septembre au 31 octobre 1929, la valeur des titres cotés en Bourse de New-York baisse de 32 milliards de dollars. Cette crise boursière se prolonge en une crise économique de si large envergure que d'innombrables banques font faillite et qu'un chômage sans précédent va se manifester. Le nombre des ouvriers sans travail est évalué à 2.508.000 au 30 avril 1930, à 5.699.999 au 30 septembre 1931, et à 11 millions en décembre 1932. Le chiffre des chômeurs s'élève encore en 1933 et est évalué au minimum à 15 millions.

Le choc psychologique est plus brutal encore que l'effondrement économique. L'événement a éclaté en pleine période d'euphorie et il a pris le monde américain au dépourvu.

Franklin Roosevelt est élu Président en novembre 1932, par 23 millions de voix contre 16 millions. Il prend le pouvoir en mars 1933. Il apparaît comme « la dernière chance » « It is Roosevelt or nothing » (« Roosevelt ou rien »). Roosevelt a conquis l'amitié populaire ; lorsqu'à la T.S.F. il parle à ses amis, sa voix a une résonance qui le rapproche de chacun de ses auditeurs. Dans une langue pure, avec une élégance simple, il exprime une conviction sincère. On le croit, lorsqu'il dit : « Le gouvernement a l'intention de traiter le problème de la crise comme on affronte une guerre. »

Franklin Roosevelt, le 10 mars, signe l'Emergency Banking Act. Le 13 mars, quelques banques rouvrent leurs portes, et le 31 toutes ont repris leur activité. Puis, après les mesures du Federal Emergency Relief Act (Acte de Secours d'Urgence de la Fédération), il publie, le 12 mai 1933, l'Agricultural Adjustment Act afin de rétablir l'équilibre rompu entre les prix industriels et les prix agricoles et, par là, préparer la reprise.

Dans l'histoire du mouvement ouvrier américain, la première présidence de Roosevelt marque une importante étape. Un fait nouveau, la reconnaissance de la représentation syndicale, exprime un premier statut des relations du travail.

Ce fait nouveau est dû à la rencontre des personnalités de Franklin Roosevelt et John L. Lewis et d'un mouvement de masses qui s'est produit entre 1934 et 1938.

Auparavant, des tentatives, comme celles des *Chevaliers du Travail* ou celle des *Industrial Workers of the World*, avaient échoué. L'*American Federation of Labor* était la Fédération d'Unions fondées sur la conscience du métier, luttant et négociant avec les employeurs pour obtenir et maintenir un monopole de métier. La période de prospérité qui accompagna et suivit la première guerre mondiale ne pouvait réveiller les masses ouvrières, ni former des animateurs syndicalistes ; il ne fallut pas moins de la crise brutale de 1929 et du terrible chômage qu'elle entraîna pour susciter aux États-Unis un véritable mouvement ouvrier. Entre 1934 et 1938, les travailleurs s'ébranlent et amorcent un mouvement des masses capable d'une action inspirée par une solidarité de classe. Michel Crozier exprime ainsi ce sentiment : « Le grand mouvement populaire de 1936-1937... a permis à la communauté ouvrière de prendre pour la première fois conscience de sa force et de ses droits... la lutte fut menée par les travailleurs eux-mêmes sous la direction de leaders sortis du rang, dont le génie inventif force l'admiration. ¹ »

Aux États-Unis, les conflits du travail avaient pris la forme d'une violence plus brutale qu'en Angleterre, en France, en Belgique ou en Suède. Le rapport de Lafollette en 1937 a révélé au public que la brutalité de l'histoire ouvrière se répète jusqu'à la période récente de 1929-1936.

Dans sa *Démocratie américaine*, Harold Laski a insisté sur cet aspect des relations du travail, et il a cherché à l'expliquer par le caractère du grand capitalisme américain. Possesseur de capitaux lui permettant d'entretenir de véritables armées de briseurs de grèves, il usait de son influence sur les autorités locales pour obtenir que les forces municipales de police interviennent contre les grévistes.

*

* *

Le mouvement ouvrier américain avait une dualité qui se rencontrait déjà dans le mouvement ouvrier européen ; on y retrouvait une oscillation entre deux pôles, l'un

¹ Michel Crozier, *USINES ET SYNDICATS D'AMÉRIQUE*, COLLECTION « MASSES ET MILITANTS », LES ÉDITIONS OUVRIÈRES, 1951, p. 150.

corporatif, l'autre révolutionnaire. Entre 1873 et 1886, les Chevaliers du Travail avaient eu la vision d'un large rassemblement ; leur conception se rapprochait de celle de la Grande Union consolidée des Métiers, d'Owen, et de celle de l'Association des ouvriers de tous les corps d'État, esquissée par Efrahem dans sa brochure de 1833.

Jusqu'au lendemain de la crise américaine de 1929, l'originalité du mouvement ouvrier aux États-Unis tenait à l'atmosphère de la démocratie américaine. L'idée qui anime le « common people ¹ » et, qui est, quelle que soit l'échelle sociale, son point de départ, est la conviction de pouvoir tenter l'expérience lui-même, avec la chance de réussir. L'Américain ne souffre guère de son infériorité sociale : il ne se sent pas figé dans sa condition. Cet état d'esprit se justifiait d'autant mieux que chaque nouvelle vague de l'immigration amenait de nouveaux effectifs aux États-Unis, et que ceux qui appartenaient aux vagues précédentes se sentaient haussés d'un échelon. La masse des travailleurs soumis aux plus dures conditions de l'existence ouvrière s'isolait des individus et des groupes qui, en Europe, auraient fourni la pépinière des militants de la base et qui, aux États-Unis, s'en trouvaient détachés.

Les flots successifs de l'immigration, étaient composés de personnes de races et de langages divers, qui apportaient avec elles leurs traditions et leurs hostilités nationales. Des obstacles s'opposaient ainsi à l'interpénétration de ces éléments si divers ; et, par suite, l'hétérogénéité des masses ouvrières ne favorisait pas la naissance spontanée d'un sentiment de solidarité. En outre, depuis 1886, la politique de l'American Federation of Labor avait contribué à cloisonner les professions : en fait, elle était avant tout une Fédération de métiers. Le *business agent* ² s'employait à établir, au profit des membres d'un syndicat de métier, un monopole de la force de travail sur un marché déterminé. Aussi jusqu'aux années 30, la méthode la plus généralement employée restera la *closed shop* : expression qui s'applique à tout atelier où l'action syndicale fait inscrire, dans le contrat collectif, la promesse de l'employeur de ne pas engager des non-syndiqués, d'où l'expression de *Business Unionism*. La conséquence de la *closed shop* est d'établir une coalition de fait entre patrons et ouvriers contre les consommateurs, par le maintien des prix et des salaires.

Le business unionism a consisté à jouer le jeu capitaliste avec, pour les syndiqués, la carte de leurs qualifications techniques. Mais les bureaucrates du business unionism étaient souvent obligés de faire appel à l'idéologie de la solidarité ouvrière et de s'en servir afin d'obtenir, par une pression révolutionnaire, certaines conquêtes arrachées aux classes dirigeantes : la protection des femmes et des enfants dans l'industrie, les restrictions à l'immigration et la journée de huit heures. Même à l'époque où ses effectifs s'étaient élevés à 4 millions de membres, l'A.F.L. ne comprenait pas le cinquième des travailleurs et laissait en dehors de l'action syndicale les ouvriers des grandes industries lourdes. Cette situation s'était encore aggravée aux approches de la crise : un recul des effectifs s'était produit dès 1921, et en 1931 ceux-ci étaient tombés à 2.900.000 membres. Parmi les non-syndiqués se trouvaient les ouvriers de la production en série de la métallurgie, de l'automobile, du caoutchouc et du textile.

¹ C'EST L'EXPRESSION DONT SE SERVENT G.D.H. Cole ET R. Postgate DANS *THE COMMON PEOPLE, 1746-1938*, LONDRES, METHUEN, 1938.

² LITTÉRALEMENT : AGENT D'AFFAIRES. CE TERME, QUI N'A RIEN DE PÉJORATIF, DÉSIGNE LE FONDÉ DE POUVOIRS DU GROUPE QUE CONSTITUE LE SYNDICAT ; UN CERTAIN SYNDICALISME AMÉRICAIN EST, EN EFFET, UNE SORTE DE BUSINESS.

Les années 1934 à 1938 ont vu se produire une transformation dans la condition et dans l'organisation ouvrières. Trois éléments y contribuent : d'abord, l'appui d'une fraction des classes dirigeantes américaines, par exemple les groupes de l'industrie légère et des banques qui les financent ; ensuite, l'aide active et financière d'une partie de la bureaucratie syndicale ; enfin, un mouvement des masses.

Ce mouvement commence en 1934 par une grève générale des transports à Minneapolis, par une grève des dockers à San Francisco et par une grève de l'automobile à Toledo (Ohio). Ces trois grèves sont les signes avant-coureurs du mouvement des masses.

En 1935, le mouvement s'accroît et se manifeste par une grande campagne de syndicalisation des mines, et par la grève d'Akron où les occupations d'usine paraissent avoir été les premières.

En novembre 1935, à Atlantic City, l'A.F.L. réunit son Congrès annuel. Les réformes législatives se seraient trouvées inopérantes si n'avait pas été créé un organisme capable d'accueillir et de grouper les masses ouvrières de la grande industrie. Il était nécessaire de substituer au syndicalisme compartimenté des métiers un syndicalisme vertical, dont la structure fut celle des Fédérations d'Industrie. L'A.F.L. était opposée à tout changement mettant en péril la hiérarchie existante des métiers et de la bureaucratie. À l'idée de grouper les ouvriers de la production en série dans de vastes Fédérations nationales, la majorité des Unions qui composaient l'A.F.L. refusaient de sacrifier le principe traditionnel de l'autonomie des Unions.

Lors de la convention de l'automne 1935, les 18.000 mandats de cette majorité s'opposent aux 10.000 mandats des partisans des Fédérations verticales. Une scission se produit. Le *Committee for Industrial Organisation* (C.I.O.) est formé. C'est d'abord seulement un Comité. Mais le C.I.O. va attirer et organiser les travailleurs de la production en série. En 1938, le C.I.O. se constitue comme organisme indépendant. Ses effectifs de 2.300.000 membres vont s'élever à 4, puis à 6 millions. Le syndicat de l'automobile (U.A.W.) aura 1.200.000 membres ; les syndicats de l'acier, 900.000 ; le syndicat du caoutchouc, 170.000 ; le syndicat de l'équipement électrique, 600.000 ; celui du textile 450.000 ; et celui du vêtement pour hommes, 149.000. Avant 1929, les ouvriers de la grande industrie ne représentaient qu'un cinquième des effectifs syndicaux totaux, et ils sont devenus aujourd'hui, le 50 pour 100 de ces effectifs¹.

*

* *

L'événement révélateur de la poussée des masses est la grève de la General Motors qui commence à Flint (Cleveland), avec occupation. Elle se poursuit successivement en d'autres lieux où la General Motors a des usines.

Ces grèves se prolongent en janvier et février 1937. Au mois de mars 1937, a lieu la signature de la capitulation de l'*United States Steel Corporation*, clef de l'in-

¹ Michel Crozier, OP. CIT.

dustrie lourde. La reddition du Trust de l'acier comporte la conquête de la semaine de 40 heures, des congés payés et des sur-salaires pour les heures supplémentaires.

Mais la capitulation du Trust de l'acier a eu une autre conséquence sur la législation. Le National Industrial Recovery Act de 1933 était resté une mesure inefficace, et il en aurait été de même pour le National Labor Relations Act de 1935, dit le *Wagner Act*, si les masses n'avaient pas forcé la main aux législateurs.

La loi de 1933, National Industrial Recovery Act, interdisait aux employeurs toute discrimination ayant pour cause l'appartenance d'un ouvrier à une Union ou son activité syndicale. En 1935, le National Labor Relations Act avait pour objet une transformation radicale de la législation du travail : le droit pour les travailleurs d'engager avec les employeurs des négociations collectives en vue d'établir des contrats collectifs de travail.

Les tribunaux avaient mis en échec le National Labor Relations Act, et la Cour suprême s'était refusée à reconnaître sa constitutionnalité jusqu'au mois d'avril 1937. Sous l'influence de l'opinion publique et la pression du Président Roosevelt, la Cour Suprême se décide à changer sa jurisprudence. Ainsi, le statut du Travail se trouve légalisé :

Avec un peu de recul, on s'étonne de la soudaineté et du minimum de moyens révolutionnaires nécessaires à la construction de cet immense mouvement. C'est qu'évidemment un autre élément existait, l'assistance de cette partie de la bourgeoisie qui préfère renoncer aux privilèges généraux de sa classe plutôt que de voir l'ordre économique s'effondrer complètement¹ !

Les masses avaient fait appel à l'A.F.L., afin d'y trouver leur place dans les fédérations industrielles, mais le fossé était trop grand, il ne put être franchi que par l'organisation du C.I.O. ; à celui-ci, les syndicats conservateurs, mais industriels, apportent l'argent et une partie des cadres.

Il n'est pas contestable que la part décisive des différents facteurs qui contribuèrent à cette transformation économique et sociale des années 1934 à 1938 revient au mouvement de la grande production qui fut organisé par le C.I.O. dont le créateur est John L. Lewis. Celui-ci est d'une carrure si puissante qu'il ne craint pas de se coller, à la Convention de 1935, avec William Hucheson, de la Fraternité des Charpentiers et Menuisiers. John L. Lewis possède une autorité écrasante et les autres leaders restent muets devant lui. Né en 1880, John L. Lewis a douze ans quand il descend dans la mine. A vingt ans, il fait comme mineur le tour des États-Unis. En 1909, élu président du Syndicat des Mineurs de l'Illinois, il devient d'abord vice-président de la Fédération des Mineurs, puis président. Le Syndicat des Mineurs subit la répercussion de la crise dans des effectifs qui, de plus de 400.000 membres en 1924, tombent à 150.000 en 1932. A la Convention de l'A.F.L. (automne 1935), c'est John L. Lewis qui a mené, contre la majorité, le combat des partisans du syndicalisme de la grande industrie.

¹ Daniel Guérin, *OÙ VA LE PEUPLE AMÉRICAIN ?* 2 VOL., JULLIARD, 1950 ET 1951 ; - ET SON ARTICLE DANS *LES TEMPS MODERNES*, FÉVRIER 1950. - VOIR AUSSI a. rosmer, DANIEL GUÉRIN ET L'AMÉRIQUE, *LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE*, AVRIL 1950.

John L. Lewis a profité de la grève de six semaines aux usines Akron pour prononcer un discours qui est le programme du syndicalisme de la grande industrie. Il appelle auprès de lui Philip Muray, mineur lui aussi, pour l'aider à organiser les Travailleurs de l'acier.

En 1936, lors de la campagne présidentielle, John L. Lewis appuie le parti démocrate, il prend une part importante à l'élection de Franklin Roosevelt, élection de Front populaire, du même caractère que les élections françaises au printemps de 1936. John L. Lewis est une forte personnalité, si sûr de lui que son autoritarisme ne discute jamais, même avec lui-même. C'est un organisateur, ou plutôt un entraîneur et un manœuvrier. Il saisit l'occasion « par les cheveux » s'il est nécessaire, afin de la tourner en victoire personnelle lorsqu'il peut en tirer un avantage syndical. Il se soucie des résultats positifs beaucoup plus que d'une politique suivie. Il adapte sa tactique aux circonstances et aux intérêts immédiats. C'est l'instant qui lui dicte sa conduite.

Ainsi, en 1946, il ramènera à l'A.F.L. le Syndicat des Mineurs qu'il en avait détaché, pour le re-détacher à nouveau en 1947. Par une atteinte évidente à la solidarité, il proclame une trêve de la grève des mineurs, lorsque se précise la grève des Syndicats du Rail. La campagne énergique et spectaculaire qu'il a menée en faveur de Franklin Roosevelt ne l'empêche pas de rompre, quelques mois après, à la suite de l'intervention des troupes dans deux grèves. Voici les événements qui expliquent cette rupture :

John L. Lewis avait poussé le Président Roosevelt dans la voie de la pleine reconnaissance du syndicalisme ouvrier. Il avait apporté un appui électoral et financier à sa réélection. Le Syndicat des Mineurs avait contribué pour plus de 665.000 dollars à la campagne électorale du parti démocrate.

Pendant la grève des aciéries du Little Steel, le 30 mai 1937, les State National Guards usent de leurs armes lors d'un meeting en plein air à Chicago, tuant ou blessant une centaine d'ouvriers. Dans l'Ohio, la Garde Nationale était intervenue contre les grévistes. Au cours d'une conférence de presse, Roosevelt jette l'anathème sur les deux parties, disant : « Shame on both your houses ! » (« Honte à vos deux maisons ! ») Dans une allocution, le Labor Day, John L. Lewis répond :

Il convient mal à celui qui a soupé à la table du Labor, et qui a été l'hôte de la maison du Labor, de maudire avec une égale ardeur et une élégante impartialité à la fois le Labor et ses adversaires, lorsque les deux parties se trouvent aux prises dans une étreinte mortelle.

John L. Lewis exigeait du Président une collaboration officielle de lui-même et des dirigeants syndicaux avec l'administration; il aurait voulu pour la bureaucratie syndicale américaine la position dont jouissait la bureaucratie des Trade-unions et du Labour Party britannique : il n'est pas démontré - et c'est là une affirmation sans preuve - que Roosevelt fût anxieux de se débarrasser d'un allié trop encombrant et trop ambitieux.¹

¹ E.R. Franck, JOHN L. LEWIS AND ROOSEVELT'S LABOR POLICY, *FOURTH INTERNATIONAL*, AVRIL 1943.

Roosevelt avait appuyé les réformes qui ont accompagné la création du C.I.O. Or cette création a constitué une énorme étape. John L. Lewis lui-même avait-il coupé les racines profondes qui le reliaient aux errements de la vieille tradition syndicale ?... Daniel Guérin a comparé John L. Lewis à Robespierre. Selon lui, John L. Lewis a suivi une ligne de conduite semblable à celle de ce dernier « qui, à l'apogée du mouvement des masses, pendant la Révolution française, en prit la tête, puis dans la crainte d'être dépassé le contint, fit un brusque revirement ». John L. Lewis n'avait-il pas hissé précédemment William Green à la Présidence de l'A.F.L., « le considérant comme son homme de paille » ? Daniel Guérin pense que John L. Lewis et les fondateurs du C.I.O. canalisèrent le mouvement en se mettant eux-mêmes à la tête du nouveau syndicalisme industriel. La fissure « entre la base et le sommet » apparaît en mars 1937, au cours de la grève Chrysler. Chrysler félicite Lewis pour le succès de son intervention contre le sit down (grève avec occupation), dans la grève de ses usines. Comme désormais John L. Lewis et ses associés multiplient les déclarations contre le sit down, cette grève marque le commencement de la fin des grèves avec occupation. Le sit down est mis à l'index par le C.I.O.¹.

Tels sont les arguments que Daniel Guérin met en avant dans sa critique du C.I.O. Rosmer, au contraire, estime que « le C.I.O. a surmonté victorieusement les obstacles et les dangers que pouvaient courir l'organisation des syndicats de la grande industrie ».

Le C.I.O. n'a pas imposé à ces syndicats une structure uniforme. Le Syndicat de l'automobile conquiert son autonomie dans la lutte, au cours des grèves géantes, tandis que le Comité d'organisation de l'acier obtient sa reconnaissance du trust de l'acier. D'où la différence de structure et d'esprit qui caractérise les deux syndicats : les United Automobile Workers se développent par en bas, et l'organisation de l'acier est créée d'en haut. En outre, le Syndicat des travailleurs de l'acier absorbe les Company Unions. Le C.I.O. avait débuté avec une structure fortement centralisée, alors que l'A.F.L. avait l'avantage de laisser aux syndicats de chaque industrie le soin de s'organiser et de s'administrer eux-mêmes. La bureaucratie du C.I.O. se constitue très rapidement, favorisée par la guerre et par sa centralisation. L'A.F.L. restait plus difficile à capter puisqu'elle était une Fédération de Syndicats autonomes. Le 8 décembre 1941, au lendemain de Pearl Harbour, le Président Roosevelt réunit une conférence tripartite et il fait accepter des dirigeants ouvriers la renonciation « volontaire » au droit de grève, l'arbitrage obligatoire, la création du War Labor Board (Comité du Travail pour la période de Guerre). Le 31 janvier 1953, le C.I.O. propose un programme en 6 points pour assurer la stabilité économique.

Les relations du Travail s'étaient longtemps prolongées aux États-unis sous le règne d'une violence brutale, jusqu'au jour où était apparu le sourire de Franklin Roosevelt. Plus lucide pour son pays et pour son peuple qu'il ne devait l'être dans l'atmosphère des relations internationales, Franklin Roosevelt avait développé les relations du Travail dans une atmosphère humainement tolérable. Pourtant cette atmosphère restait

¹ Daniel Guérin, *LES TEMPS MODERNES*, OP. CIT., ET a. rosmer, *LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE*, OP. CIT.

empoisonnée par le cauchemar du problème noir¹. Gunnar Myrdal, l'éminent homme d'État et sociologue suédois a consacré à ses différents aspects une oeuvre et une documentation considérables.

Tocqueville avait déjà écrit que le plus redoutable de tous les maux qui menacent l'avenir des États-Unis, naît de la présence des Noirs sur leur sol². Et Gunnar Myrdal confirme la vue prophétique de Tocqueville par ces mots : « La façon dont est traité le nègre est le scandale le plus grand et le plus frappant de l'Amérique. »

Il insiste sur le fait que *la communauté noire est la forme pathologique de la communauté américaine*³. Jusqu'en 1921, les États-Unis avaient accueilli presque sans réserve les immigrants européens ; l'assimilation (*Americanisation in the melting pot*) était ouverte à tous, sans distinction ethnique, comme un précepte du credo américain.

La communauté américaine paraissait exclusive de toute discrimination raciale. Pourtant, bien que les Noirs soient établis aux États-Unis depuis plus d'un siècle, et parfois depuis trois, ils n'ont pas été admis à la même assimilation que les immigrants européens. Des institutions distinctes leur sont réservées, notamment en matière d'éducation. Cependant la culture des Noirs n'est pas indépendante de la culture américaine générale : elle est un développement, avec ses exagérations propres, des traits américains. Ce sont là les expressions de Gunnar Myrdal : « Une condition pathologique de la culture générale américaine. » La situation économique des Noirs est dramatique. Le problème qui se pose est celui de savoir comment ouvrir aux Noirs de nouveaux débouchés de travail, puisque l'agriculture du Sud ne leur offre plus de possibilités suffisantes. Or, en dehors de l'agriculture, les travailleurs noirs se heurtent à des limitations. Ils sont exclus de certaines industries ou de certains établissements, dans le Nord comme dans le Sud. Mais le succès remporté par les romans de Richard Wright : *Native Son* et *Black Boy*⁴, ou des films tels que *Home of the Brave* ou *Lost Boundaries* sont le signe qu'il existe une évolution de l'opinion publique qui contraindra les autorités à une organisation de la défense des droits civils plus effective que leur proclamation sentimentale.

Il y a environ deux millions et demi de Noirs syndiqués dans les deux Centrales ouvrières. Michel Collinet⁵ rappelle que Tocqueville donne la prééminence à l'opinion publique parmi les fondements de la démocratie américaine. Or, il est significatif qu'aujourd'hui le simple fait d'instruire un procès public avec témoins contre un employeur convaincu de refus d'emploi pour raison raciale suffit, dans l'immense majo-

¹ N'oublions pas, tout d'abord, que l'élite européenne cultivée n'a jamais été indifférente au problème noir, depuis les lettres de Clemenceau au Temps, des 25 mars, 5 mai, 24 juin 1869, jusqu'au *Frère Noir* publié en 1930 par Madeleine Paz (Fasquelle).

² Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique*, introduction par Harold J. Laski, Gallimard, 1951, 2^{ème} partie, chap. 10 : position qu'occupe la race noire aux États-Unis, dangers que sa présence fait courir aux blancs.

³ Gunnar Myrdal, *An American Dilemma : The Negro Problem*, Harper and Brothers, 1944.

⁴ Richard Wright, *Les Enfants de l'oncle Tom (Black Boy)*, Albin Michel, 1946, et *Un enfant du pays (Native Son)*, Albin Michel, 1947, traduits par Hélène Bolkanovski et Marcel Duhamel.

⁵ Michel Collinet, *Le Président fait appel aux Noirs, Évidences*, novembre 1952.

rité des cas, à le faire céder. La pression de l'opinion, la crainte du boycott sont des menaces plus graves que toute autre chose.

L'aspect spectaculaire du problème noir et les discussions auxquelles il a donné lieu ont, jusqu'à présent, masqué la gravité d'un autre problème, celui de la révolte agraire et de ce que le sociologue Lewis Corey appelle une paysannerie paupérisée, lorsque, dès 1935, il écrit : « Le capitalisme a ravalé la majorité des fermiers au niveau d'une paysannerie paupérisée. ¹ » Outre que la littérature américaine n'est guère abondante à ce sujet, il a fallu la traduction d'un roman pour faire connaître ce problème en France. N'est-ce pas la vertu rayonnante des écrivains de rendre populaire une situation que de rares ouvrages techniques laissent dans l'ombre ? John Steinbeck, en 1939, a consacré *Les Raisins de la Colère* ² à ces parias du sol qui composent cette paysannerie paupérisée. Assez peu nombreux sont, nous l'avons dit, les auteurs américains qui ont étudié les aspects du problème agraire aux États-Unis ³. Mais il y a les statistiques américaines et les rapports officiels sur lesquels Daniel Guérin a justement mis l'accent dans le second volume de son ouvrage : *Où va le peuple américain* ⁴ ?

Le livre de Lewis Corey est de 1935 ; en février 1937 un Comité du Président avait attiré l'attention de Franklin Roosevelt sur la misère de certaines classes rurales : « Environ une famille rurale sur quatre occupe dans la structure sociale et économique de la nation une position qui est précaire et ne devrait pas être tolérée.... Quelque 500.000 familles vivent sur un sol trop pauvre pour les faire vivre.... Ces familles sont caractérisées par une extrême pauvreté. » Et, pour s'être améliorée depuis le message de Franklin Roosevelt au Congrès (16 février 1937), la situation d'une catégorie trop certaine de fermiers est demeurée déplorable. Au recensement de 1945, le revenu net moyen du fermier américain est inférieur de 45 p. 100 à celui de l'Américain non rural (385 dollars contre 1.294 dollars), et, en 1948, ce même revenu net moyen du fermier américain n'atteignait pas 60 p. 100 de celui de l'Américain non rural. Tandis que le recensement de 1945 indiquait qu'un peu plus de la moitié des fermiers produisaient, en 1944, moins de 1.500 dollars de denrées agricoles, les 1.500 enquêtes de la *Farm Security Administration* précisaient qu'un propriétaire d'une ferme familiale moyenne avait besoin d'un revenu annuel d'au moins 1.400 dollars pour faire face à ses frais d'exploitation et à ses dépenses familiales courantes ⁵.

Le secrétaire de l'agriculture, Charles F. Braunan, déclare aux membres de la Commission de l'Agriculture de la Chambre que la famille rurale moyenne vit dans une maison vétuste, nécessitant de sérieuses réparations, voire irréparable (octobre 1947). La maison n'a ni eau courante ni chauffage central, ni chauffage quelconque. Les souris infestent la cuisine et les rats la grange. La superficie de la ferme, le bétail, sont insuffisants pour procurer à la famille un plein emploi et lui assurer une vie décente ⁶. Les deux tiers de toutes les familles de fermiers sont mal logées, non pas

¹ Lewis Corey, *THE CRISIS OF THE MIDDLE-CLASS*, NEW YORK, CORICI FRIEDE, 1935, p. 134.

² *THE GRAPES OF THE WRATH (LES RAISINS DE LA COLÈRE)*, PARU EN 1939, A ÉTÉ TRADUIT PAR MARCEL DUHAMEL ET M.-E. COINDREAU, GALLIMARD, 1947.

³ Carey Mc Williams, *ILL FARES THE LAND, MIGRANTS AND MIGRATORY LABOR IN THE UNITED STATES*, BOSTON, LITTLE BROWN AND CO, 1942.

⁴ OP. CIT., T. II : *LA RÉVOLTE AGRAIRE*.

⁵ *POST WAR DEVELOPPEMENTS IN FARM SECURITY*, FARM SECURITY ADMINISTRATION, 1946.

⁶ *GRANGE MONTHLY*, NOVEMBRE 1947.

qu'elles soient simplement dépourvues de confort, mais elles manquent du nécessaire le plus ordinaire qui caractérise le mode de vie au XX^{ème} siècle ¹.

Les plus mauvaises conditions sont celles des régions du Mississippi, de la Louisiane, du Tennessee et de la Caroline du Nord et du Sud. Dans une localité de l'Alabama qu'a visitée Daniel Guérin, la femme et les filles du fermier étaient obligées de travailler dans des manufactures de textiles où « leurs salaires étaient supérieurs à ce que gagnait le chef de famille ».

Pire est pourtant la condition des métayers (*sharecroppers*) dans le Sud. La situation que nous décrit Gunnar Myrdal s'applique à un nombre un peu inférieur à 500.000 métayers agricoles dont, d'après le recensement de 1945, 60 p. 100 étaient Noirs et 40 p. 100 Blancs. Né au lendemain de la guerre de Sécession, après l'abolition de l'esclavage, ce système du *sharecropper* tenait à ce qu'en affranchissant les esclaves, la victoire du Nord ne leur avait pas donné la terre. Les planteurs, restés en possession du sol, se trouvèrent en présence de travailleurs libérés, mais incapables de payer un fermage. Dans les plantations de coton la main-d'œuvre resta soumise au régime du métayage et ce système s'étendit à des Blancs, anciens petits propriétaires ruinés et dépossédés du sol. Le *sharecropper* s'endette et il reste lié indéfiniment à la plantation. Le planteur fait en sorte qu'il y ait toujours dette. Le *sharecropper* n'a aucun droit sur la terre ni sur ses instruments de travail, ni sur la récolte, ni sur son bétail. Le propriétaire peut tout saisir afin de se rembourser de ses dettes ².

Il est facile d'imaginer que le romancier a traduit son sentiment de révolte en écrivant : « Dans l'âme des gens, les raisins de la colère se gonflent et mûrissent, annonçant les vendanges prochaines. ³ »

¹ EN 1939, 29 P. 100 DE TOUS LES FERMIERS ÉTAIENT OBLIGÉS DE COMPLÉTER LE REVENU INSUFFISANT DE LEUR FERME EN TRAVAILLANT AU DEHORS COMME SALARIÉS (*UNITED STATES CENSUS OF AGRICULTURE*, 1945).

² René Dumont, *LES LEÇONS DE L'AGRICULTURE AMÉRICAINE*, FLAMMARION, 1949.

³ John Steinbeck, OP. CIT., P. 334.

Chapitre III

Mai 1936

[Retour à la table des matières](#)

En France, une certaine prudence et un individualisme certain avaient eu pour conséquence le retard qui s'était produit dans une évolution au ralenti. Après la guerre, pourtant, le grand capitalisme avait suivi, sous des formes larvées, les tendances dont la logique extrême se manifestait aux États-Unis et en Allemagne. L'anonymat des sociétés avait produit ses effets accoutumés : dissociation de la gestion et de la propriété et régime de l'irresponsabilité. En dépit du morcellement des titres entre des milliers d'actionnaires, la démocratie financière était un leurre. Sous l'influence de l'inflation, les banques dominaient l'administration des sociétés industrielles, et les administrateurs étaient plus préoccupés de bénéfices financiers et spéculatifs que de gestion industrielle.

En France, la concentration industrielle se manifesta surtout sous la forme des liens personnels et de l'interdépendance entre les sociétés. Ce sont souvent les mêmes administrateurs qui se retrouvent dans la banque, la houille, le pétrole, l'électricité, les produits chimiques, les transports. Les mêmes personnes se rencontrent aux différents carrefours des sociétés, administrent les sociétés mères, les holdings, les filiales¹. El-

¹ Raymond Bouyer, LES MÉTHODES DU GRAND CAPITALISME EUROPÉEN. LES BILANS, *L'HOMME RÉEL*, AOÛT-SEPTEMBRE 1935, p. 30, REMARQUE QUE C'EST SURTOUT LE MÉCANISME DES RÉSERVES QUI A ÉTÉ UTILISÉ PAR LE GRAND CAPITALISME POUR ÉTENDRE LES PARTICIPATIONS DES SOCIÉTÉS MÈRES À L'INFINI. SAINT-GOBAIN EN COMPTE 150. IL SUFFIT, POUR S'EN RENDRE COMPTE, DE CONSULTER L'ANNUAIRE CONTENANT LA LISTE DES SOCIÉTÉS ANONYMES ET LEURS RAMIFICATIONS, AUXQUELLES IL FAUT AJOUTER CELLES DES GRANDES ORGANISATIONS PATRONALES.

les forment un faisceau souple et solide qui assure leur hégémonie industrielle et leur influence sur les pouvoirs publics. Ce faisceau de volontés, que nouent des liens financiers et personnels, a donné au grand capitalisme sa puissance : elle lui a permis d'opposer un frein aux revendications ouvrières, dès après 1921 et, plus sûrement encore, après 1929.

Il est vrai que les forces patronales ne rencontraient en face d'elles que des organisations ouvrières affaiblies. La scission de 1921 a rompu l'élan des masses, amolli la force combative des syndicats, énervé la volonté des militants, dont les luttes « rapetissent les hommes » et privent le mouvement ouvrier de ses valeurs humaines.

Pourtant, en apparence, la CGT appauvrie par la scission se reconstitue ; entre 1925 et 1932, ses effectifs s'accroissent de 500.000 affiliés à 900.000. Mais cette augmentation des effectifs ne doit pas faire illusion.

La structure de la CGT s'était profondément transformée du fait de la composition de ses effectifs. Les fonctionnaires, qui n'étaient qu'une minorité avant 1914 et même au lendemain de la guerre, avaient pris, à la suite de l'adhésion de leur Fédération, une importance qui avait agi profondément¹. Cette importance ne se trouvait contrebalancée que par les effectifs de la Fédération des Métaux (50.000), de la Fédération du Bâtiment (65.000), de la Fédération du Sous-Sol (75.000), de la Fédération du Textile (47.000), et de celle des Transports (53.000).

Le syndicalisme français voyait donc sa composition transformée par cette prédominance des éléments fonctionnaires sur les ouvriers de l'industrie privée. Il faut noter aussi que le changement de la structure syndicaliste a été accentué par le fait que d'autres métiers (cheminots, marins, ouvriers des services publics) ont été en un certain sens fonctionnarisés, bénéficiant d'un statut, de la stabilisation de leur emploi.

Ce renversement de la structure traditionnelle du syndicalisme a eu une influence certaine sur ses méthodes, son programme et son esprit. Les fonctionnaires ont l'État pour patron. Leur pensée est souvent dirigée du côté du pouvoir. Leur pression s'exerce sur les hommes du pouvoir et sur les institutions parlementaires. Et cette pression, elle emprunte souvent la forme de démarches, d'entretiens, d'audiences, d'entrevues. Elle se traduit aussi par des suggestions présentées auprès des collègues électoraux et des partis politiques.

Ainsi l'appel à la volonté des travailleurs cède le pas devant l'appel à l'État. A l'action directe, qui tentait autrefois d'arracher au capitalisme, morceau par morceau, son autorité économique, se substitue une combinaison de l'action syndicale et de l'action parlementaire. Quelques années après, le plan de la CGT allait être pétri par des mains de fonctionnaires, inspiré par des cerveaux de techniciens, de professeurs,

¹ SI L'ON COMPREND, PARMI LES EFFECTIFS FONCTIONNAIRES, CHEMINOTS ET OUVRIERS FONCTIONNARISÉS, ON ARRIVE À UN CHIFFRE DE 540.000, SUR UN TOTAL DE PRÈS D'UN MILLION DE MEMBRES (LE 1^{ER} MARS 1936). C'EST AU CONGRÈS DE 1927 (COMPTE RENDU, P. 206) QUE L'ADHÉSION DE LA FÉDÉRATION DES FONCTIONNAIRES A ÉTÉ ADMISE, DANS LA SÉANCE DU 29 JUILLET. DÈS AVANT 1927, LA CGT COMPRENAIT UNE FÉDÉRATION DE L'ENSEIGNEMENT ET L'IMPORTANT SYNDICAT DES INSTITUTEURS.

d'administrateurs. Il ne porte pas, a-t-on dit, la marque des textes prolétariens. Le Conseil national économique de la CGT non plus.

L'esprit du syndicalisme lui-même se transforme. Le souci de la sécurité, le souci d'obtenir « un statut du travail », à la façon fonctionnaire, l'emportent sur la volonté combative et constructive de planter, au sein de la société actuelle, des institutions ouvrières prêtes à devenir des organes compétents de remplacement.

Le chômage progressif allait être une autre cause de faiblesse pour les organisations ouvrières. Sans doute, la France a été la dernière frappée par le chômage ; mais, de 1930 à 1935, d'après le *Bulletin trimestriel de la Statistique générale*, la diminution des effectifs occupés par les exploitations d'au moins 100 personnes a été de 27,4 p. 100. La Statistique générale évalue à 33,3 p. 100, A. Piettre à 30 p. 100¹, Raymond Bouyer à 36 p. 100 la diminution de la masse des salaires distribués (chômage total, chômage partiel et diminution du taux des salaires) - soit 28 milliards de francs par an, qui auraient manqué, en 1934, au pouvoir d'achat des salariés. Or, les sans travail sont tentés d'échapper à l'emprise syndicale ; les chômeurs s'accoutument à ne plus se préoccuper de l'action corporative : leurs regards se portent vers l'État, vers les municipalités et vers le Parlement.

Toutes ces raisons expliquent pourquoi, pendant toute la période de 1921 à 1929 et plus encore après 1930, la force des oligarchies économiques s'est accrue ; les organisations syndicales n'ont pu leur opposer de résistance. Et, si dans la législation se sont insinuées des notions neuves et quasi révolutionnaires, c'est qu'inconsciemment, en dépit d'eux-mêmes, les législateurs subissent l'influence d'un climat nouveau².

L'impuissance des organisations ouvrières en face du patronat est telle que les conventions collectives ne régissent que 4 p. 100 du personnel, sauf dans les régions et les corporations où le syndicalisme est plus solidement organisé, telles le Nord et de Pas-de-Calais, et où les contrats collectifs sont appliqués à 50 p. 100 des salariés. Le contrat collectif en France est l'exception³.

¹ André Piettre, *LA POLITIQUE DU POUVOIR D'ACHAT DEVANT LES FAITS*, PARIS, LIBRAIRIE DE MÉDICIS, 1938, pp. 80-83.

² IL EN EST AINSI DE LA TRANSFORMATION QU'A SUBIE LA NOTION JURIDIQUE DU SALAIRE. DANS UNE LETTRE DU 23 MARS 1938 QU'IL M'ÉCRIT, M. GRUNEBaum-BALLIN, PRÉSIDENT DE LA SECTION DU TRAVAIL AU CONSEIL D'ÉTAT, A RÉSUMÉ L'HISTOIRE DE CE QU'IL NOMME LA *SECONDE RÉVOLUTION FRANÇAISE*, ACCOMPLIE PAR UNE LOI DONT CEUX QUI L'ONT VOTÉE NE PRESENTAIENT PAS LA PORTÉE : LA LOI DU 11 MARS 1932 SUR LES ALLOCATIONS FAMILIALES, EN TRANSFORMANT LES VERSEMENTS PATRONAUX, JUSQUE-LÀ FACULTATIFS, EN PRESTATIONS OBLIGATOIRES, SOUS-ENTENDAIT LA NOTION DU SALAIRE VITAL : « UNE TELLE LOI A ÉBRANLÉ, DANS SES FONDEMENTS MÊMES, LE RÉGIME JURIDIQUE ET SOCIAL ALORS ÉTABLI, ALTÉRÉ LA NOTION JUSQUE-LÀ ADMISE DU SALARIAT. DÈS LORS, LE PAIEMENT DU SALAIRE CESSE LÉGALEMENT D'ÊTRE LA CONTRE-PARTIE DU TRAVAIL ACCOMPLI - ET CELA SEULEMENT DÈS LORS QU'IL DEVIENT L'ACQUITTEMENT D'UNE DETTE SOCIALE DONT LE MONTANT S'ÉLÈVE EN RAISON DU NOMBRE DES ENFANTS À LA CHARGE DU SALARIÉ, C'EST-À-DIRE DES BOUCHES À NOURRIR ; LA BASE MÊME DE L'ANCIEN CONTRAT DE TRAVAIL S'ÉCROULE. »

³ SUR LES CONVENTIONS COLLECTIVES, CF. LES TRAVAUX DE pierre laroque, RAPPORT AU CONSEIL NATIONAL ÉCONOMIQUE, 1934 ; ET *LES RAPPORTS ENTRE PATRONS ET OUVRIERS*, ÉDITIONS MONTAIGNE, 1938, 430 p.

Pourtant, l'esprit du syndicalisme héroïque et créateur, l'âme de Pelloutier, de Griffuelhes demeurent vivants ; ils s'incarnent dans ces militants qui ont toujours été la force du syndicalisme français. Au secrétariat de la Fédération des Métaux, les successeurs de Merrheim s'efforcent de continuer sa tradition. C'est au reste la Fédération des Métaux qui, dès le 25 décembre 1920, avait présenté au Comité des Forges la revendication du contrôle ouvrier. Dans son Congrès de 1933, la Fédération des Métaux considère le contrôle ouvrier comme le plus sûr moyen de la propagande syndicale. Pendant la période de 1926 à 1933, le contrôle ouvrier devient l'idée-force grâce à laquelle les militants cherchent à arracher la masse des syndiqués à la préoccupation exclusive des intérêts corporatifs et particularistes. La revendication du contrôle ouvrier apparaît alors comme la forme de *l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique* : « Tout se tient dans l'Économie. Le contrôle de la discipline du travail est le premier pas vers le contrôle de la direction et celui-ci à son tour prépare au contrôle des comptes¹ » La revendication du contrôle ouvrier servira à faire l'éducation des masses et à former la compétence ouvrière, qui ne s'acquiert pas dans les livres, mais par un exercice pratique ; or, cet apprentissage ne peut se faire que si un ouvrier a un droit de regard sur la gestion des entreprises :

Observons les ouvriers à la sortie de l'usine, au café, en famille, le dimanche. Quels sont les sujets de leur conversation ? Neuf fois sur dix, il s'agit de leur travail. L'usine les a accaparés jusqu'en leurs heures de loisir,... Il faut utiliser ces dispositions, les mettre au service d'une cause plus noble... *sublimier l'instinct de création qui est en chaque travailleur.*

Cette revendication permettrait en outre de redonner à l'ouvrier, dans l'atelier mécanisé, la joie au travail en intégrant le travailleur dans un ensemble où il reprendra confiance en lui-même, respect de lui-même. L'ouvrier doit retrouver sous cette nouvelle forme les raisons de vivre qu'il puisait autrefois dans son métier : « Le métier est passé de l'homme à l'équipe, voire à l'atelier et quelquefois même à l'usine. A l'ouvrier qui a perdu le métier, le syndicat doit offrir en échange la maîtrise de l'industrie... » (A. Guigui).

Déjà Proudhon avait insisté sur le fait que la *révolution-puissance* ne serait qu'une fiction si elle ne se doublait pas d'une *révolution-capacité*. La capacité ouvrière, tel avait été, dès ses origines, l'objectif essentiel du syndicalisme. Et, de 1926 à 1933, c'est le contrôle ouvrier qui, aux yeux des militants, permet de former cette capacité et de donner aux travailleurs le sens de la responsabilité qui a toujours été la tradition du mouvement ouvrier : « La classe du Travail prétend apporter un élément de régénération. »

Or, à cette date, les organisations ouvrières mettaient l'accent sur la sécurité ; elles se laissaient inconsciemment influencer par l'atmosphère du régime de l'irresponsabilité, auquel avait conduit l'évolution du capitalisme, le moteur du profit, l'appétit des jouissances temporelles. Par contre, les militants ouvriers apercevaient les risques

¹ Raymond Bouyer, PROBLÈMES CONFÉDÉRAUX ET PROBLÈMES SOCIALISTES, *LA VIE SOCIALISTE*, DÉCEMBRE 1929 ; A. Guigui et P. Ganivet, LE CONTRÔLE OUVRIER, *L'HOMME RÉEL*, JUIN 1934 ; ET, DANS *L'HOMME RÉEL* D'AVRIL 1935, SYNDICALISME ET CORPORATISME, PAR Édouard Dolléans : « L'OUVRIER VIT DE L'USINE COMME LE PAYSAN VIT DE LA TERRE. L'USINE EST POUR LUI LE LIEU, LE FOYER AUQUEL S'ATTACHE SON SENTIMENT. USINE, ATELIER SONT AUX OUVRIERS CE QUE LA RUCHE EST AUX ABEILLES. »

que courait la civilisation toujours en péril. Ils devenaient plus inquiets à mesure que ces risques se précisaient. Mais ils espéraient que, le jour où l'événement fondrait sur elles, les masses s'éveilleraient à la révolte.

Dans le désordre d'un monde désemparé, en présence de l'incertitude et du scepticisme universels, les valeurs humaines chancellent ; la plupart des hommes réduisent leur attitude devant la vie à leur seul souci du moment. Car la crise mondiale est sans doute une crise économique aux cruelles conséquences sociales. Elle apparaît, plus certainement encore, une crise spirituelle : crise des caractères, crise de la responsabilité personnelle.

Et, ainsi que l'écrit Proudhon à Michelet : « Le vieux monde est en dissolution.... On ne sort de là que par une révolution intégrale dans les idées et dans les cœurs. » Une révolution réelle ne peut s'accomplir que sous le signe de la responsabilité.

Une telle révolution, les événements et la rencontre entre la misère et l'espérance allaient-ils lui donner sa chance ?

*
* *

En France, la jeunesse des années 1920 a été définie comme celle du désordre et du rêve (Georges Duveau). La paresse des uns s'était résignée à la vie facile pendant une période de spéculation et d'inflation ; la mystique des autres, qu'une paix en faille décevait, se heurtait à l'imprévoyant laisser-aller des politiques.

Brusquement, brutalement, les événements de 1929 à 1933 découvrent la réalité crue, le cynisme d'Hitler déchire le dernier voile des illusions. Les foules, dans l'incertitude du pain quotidien, sont prêtes à subir tous les entraînements.

Les plus lucides pressentent que la violence, dont Sorel a annoncé, et non prôné, le règne, aura pour conséquence, presque inéluctable, la guerre. Contre cette menace, en 1927, la Conférence de Genève n'avait même pas su aménager la paix économique. La Société des Nations n'avait pour assises que des opinions publiques dont le seul sentiment commun était l'effroi : dans sa fragilité, que pouvait cette institution de verre ?

I

A l'issue de la séance parlementaire du 23 janvier 1934, était mis en lumière le scandale Stavisky, étouffé pendant des mois, et était révélée à l'opinion la possibilité d'escroquer plus de 200 millions par le moyen d'instituts publics placés sous la surveillance de l'État, avec l'aide de lettres officielles et d'instructions signées par un ministre : « Il était possible à un escroc d'échapper à tout jugement à condition de faire

intervenir auprès des magistrats complaisants des avocats parlementaires, anciens ministres¹ »

En dépit de trois votes de confiance successifs et d'une majorité de 160 voix à la Chambre, le 27 janvier 1934, à la suite de manifestations sur les boulevards, le ministère Chautemps donne sa démission.

Le ministère Chautemps a duré du 27 novembre 1933 au 30 janvier 1934. Un ministère Daladier lui succède, du 30 janvier au 7 février. En effet, du 9 au 26 janvier, des manifestations s'étaient déjà déroulées, tantôt place de la Concorde, tantôt boulevard Saint-Germain, aux alentours de l'Opéra et sur les grands boulevards². Les groupes, les ligues se mettent d'accord pour une manifestation fixée au 6 février, place de la Concorde.

Le 30 janvier, la Commission administrative de la CGT proteste contre l'exploitation politique du scandale Stavisky.

En une nuit, la physionomie de Paris avait été transformée. Les gens n'avaient plus leur visage insouciant. Aucune fièvre, aucune agitation perceptible. Car, d'instinct, un classement s'était fait... L'espèce des curieux et des indifférents avait disparu. Deux Paris s'opposaient farouchement. Le Paris républicain et révolutionnaire, avant même que les mots d'ordre eussent été lancés par les organisations surprises et débordées, se dressait contre les « fascistes » comme on disait, dont les desseins venaient d'apparaître. Quelques jours allaient suffire pour que la France entière, profondément secouée par les nouvelles de Paris, fût comme la capitale, partagée en deux fractions hostiles, prêtes à s'affronter dans une épreuve de force³.

Les Jeunesses Patriotes, organisation politique de droite, affichent un appel intitulé : « La Patrie en danger ; au Peuple de Paris. » Il y est dit : « Devant la décomposition parlementaire, le peuple, convié place de Grève, face à l'Hôtel de Ville, imposera silence aux factions et donnera à la Nation des chefs dignes d'elle. » Et le matin du 6 février, les journaux nationalistes renouvellent leurs appels. Les attaques contre le Parlement donnent le sentiment que la République est menacée. D'où les manifestations ouvrières. Le 5 février, un appel est adressé aux travailleurs parisiens. Les ouvriers mécaniciens et métallurgistes de la région parisienne se mettent en grève.

Le 6 février, le but des principaux meneurs du jeu : Croix de Feu, etc. est d'atteindre et d'envahir la Chambre des Députés, et des vagues déferlent jusqu'au Palais Bourbon. Place de la Concorde, la manifestation dégénère en émeute. Il y a du sang versé, et quatorze victimes civiles. Comme de nouvelles manifestations sont annoncées pour le lendemain, le ministère Daladier affirme d'abord son intention de résister et de faire placarder dans Paris un appel au peuple français, commençant par ces mots : « Un essai de coup d'État a hier ensanglanté Paris », et se terminant par ceux-

¹ Jacques Debû-Bridel, *L'AGONIE DE LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE*, ÉDITIONS DU BATEAU IVRE, 1948, pp. 213-250.

² « ON A DONC COMMENTÉ AVEC TROP DE DISCRÉTION LA SOIRÉE DE SAMEDI À PARIS. IL EST INCONTESTABLE QU'À UN CERTAIN MOMENT, QUI S'EST PROLONGÉ, L'ÉMEUTE A ÉTÉ MAÎTRESSE DE PARIS. CE SOIR-LÀ L'ÉMEUTE A PARLÉ » (EUGÈNE LAUTIER, DANS *L'HOMME LIBRE* DU 29 JANVIER).

³ André Delmas, *A GAUCHE DE LA BARRICADE (CHRONIQUE SOCIALE DE L'AVANT-GUERRE)*, ÉDITIONS DE L'EXAGONE, 1950, pp. 15-18.

ci : « La République fait appel à tous les bons citoyens pour assurer l'œuvre d'assainissement moral et le maintien de l'ordre public. »

Mais, alors que, le 7 février, ce texte était envoyé à dix heures à l'Imprimerie Nationale, à midi 1/2 le tirage de l'affiche était arrêté ; le ministère, qui avait fourni le témoignage de son incapacité à faire face à une situation politique difficile, par une série de mesures malheureuses, et qui n'osait même pas assumer la responsabilité des coups de feu tirés par la troupe contre les émeutiers, donne sa démission et le précédent Président de la République, Gaston Doumergue, prend la Présidence du Conseil.

Dans l'après-midi du 7 février, en apprenant la démission du ministère Daladier, la Commission administrative de la CGT se réunit :

Jouhaux, de sa voix faite pour annoncer des catastrophes, avait souligné la gravité de la situation.... Le bavardage continuait sans qu'aucune idée pratique fût émise, quand Savoie demanda la parole pour faire une proposition. Je le revois debout, appuyé au mur, avec sa face sympathique et énergique de vieux boulanger robuste sur laquelle se lisait la volonté calme et réfléchie d'un militant formé par de nombreuses luttes. Il parlait lentement, avec application, d'une voix très distincte dont le ton était le même pour demander un renseignement sur les modalités des cotisations ou pour proposer la grève générale. Il voulait soumettre à l'examen de la Commission administrative l'idée d'une grève générale de 24 heures, en vue de marquer l'adhésion de la classe ouvrière à une politique active de défense du régime républicain. La proposition fut accueillie avec quelque surprise, mais aussi avec faveur, surtout du côté des fédérations ouvrières. Leurs militants voyaient là encore une proposition qui, laissant à la Centrale ouvrière la responsabilité et le mérite du mouvement, remettrait les partis de gauche et d'extrême-gauche à leur place normale (André Delmas).

En dehors des badauds qui se mêlent toujours à une foule, l'émeute de la Concorde est, en gros, de droite, en dépit du concours des communistes. Ceux-ci rallient les autres syndicalistes dans l'organisation des grèves qui suivent, et qui ont pour dessein de défendre le régime républicain qu'ils estiment menacé.

La grève générale est fixée au 12 février. Les 8, 9, 10 et 11 février, en province, s'organisent des manifestations antifascistes, et à Paris, le 12, a lieu la grève générale de 24 heures. L'arrêt du travail est total dans de nombreuses villes.

La journée du 12 février 1934 a été une journée historique « dont on n'a pas mesuré l'importance ¹ ». Seule la grève générale, arme spécifique du syndicalisme, s'est révélée capable de sauver la République. Le succès de la grève générale a eu une conséquence directe sur les événements. Le premier a été un double rapprochement qui s'est produit de façon toute naturelle parce que, dans la pensée de ceux qui se rassemblent, la menace est une menace fasciste ou que supposent telle ceux qu'a traqués l'action des Croix de Feu.

Entre la CGT et la CGTU., un pacte d'union est conclu, une entente entre les classes moyennes et la classe ouvrière, à laquelle ont largement contribué les intellectuels antifascistes réunis autour de Paul Rivet, de Langevin et d'Alain. En avril, les

¹ Roger Hagnauer, LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME ; TROIS EXPÉRIENCES DE GRÈVE GÉNÉRALE DE 24 HEURES, *LA RÉVOLUTION PROLÉTAIRIENNE*, DÉCEMBRE 1949. NOTONS QU'EN ALLEMAGNE, C'EST AUSSI LA GRÈVE QUI A ARRÊTÉ LES DEUX PUTSCHS À BERLIN ET À MUNICH.

États-Généraux du Travail, organisés par la CGT, discutent les grandes lignes d'un plan économique. Le plan de la CGT qu'adopte, en octobre 1934, le Comité confédéral, se caractérise par des réformes de structure, la répartition des industries en secteur libre, et par la nationalisation du crédit et des industries qui ont une situation de monopoles de fait, ou une importance vitale.

Le 7 juin 1935, le Cabinet Laval est constitué. Le 14 juillet, à Paris, dans la lumière éclatante d'un jour d'été, de la Bastille à la place de la Nation, 500.000 manifestants affirment leur volonté de défendre les libertés républicaines et de donner « du pain aux travailleurs, du travail aux jeunes et la paix au monde ».

Le Congrès de la CGT, le 26 septembre 1935, décide de réaliser l'unité. La Charte d'Amiens doit servir de préambule aux statuts d'une organisation groupant tous les syndicats ouvriers, sans distinction d'opinions politiques, philosophiques et religieuses.

Le Front populaire s'est formé sur ces slogans : « Le pain, la paix, la liberté. » Le Front populaire devait l'emporter aux élections de mai 1936¹.

En avril 1936, la grève Berliet, à Lyon-Vénissieux, allait avoir une influence sur la forme des grèves de mai : les occupations d'usines. En fait, dix-huit mois auparavant s'étaient produites de semblables occupations dans le Nord, et déjà à Halluin en 1921 et, ainsi qu'il a été dit plus haut, en Italie en 1920 et 1922, et aux États-Unis pendant la période de 1935 et 1936. Le 25 mai, à Issy-les-Moulineaux, une grève éclate aux usines Nieuport. Les ouvriers réclament la suppression des heures supplémentaires et la reconnaissance de la semaine de quarante heures, la garantie d'un salaire minimum et la reconnaissance des délégués choisis par les travailleurs eux-mêmes. La direction refuse de recevoir les délégués ; 250 ouvriers décident d'occuper l'usine.

L'enthousiasme déferle partout, au point que les cadres sont souvent débordés.

Le mouvement d'occupations qui se développe à Paris, dans la banlieue, et un peu partout en province, n'aura aucun des deux caractères qui marquaient les occupations en Italie : tension révolutionnaire et volonté de contrôle. Tout au contraire, les occupations se feront presque partout dans une atmosphère de kermesse. Presque nulle part il n'y a d'incidents tragiques ; et la résistance opposée par le patronat est bien molle. Les grands patrons surtout sont résignés à céder à des revendications dont la légitimité, - même lorsqu'ils ne la reconnaissent pas, comme l'a fait à l'hôtel Matignon, M. Lambert-Ribot, - leur paraît justifiée. Seuls les petits patrons protesteront avec une

¹ Louis Aragon, *L'HOMME COMMUNISTE*, GALLIMARD, 1946; - *LES COMMUNISTES*, ROMAN, LA BIBLIOTHÈQUE FRANÇAISE, 1950 ; - Michel Collinet, *LA TRAGÉDIE DU MARXISME*, CALMANN-LÉVY, 1948; - henri lefebvre, *LES CLASSIQUES DE LA LIBERTÉ : MARX*, LAUSANNE, ÉDITIONS DES TROIS-COLLINES, 1947. - lucien laurat, *LE MANIFESTE DE 1848 ET LE MONDE D'AUJOURD'HUI*, ÉD. SELF, 1948 ; - roger hagnauer, SOUS LE COUP DE TONNERRE DU PACTE HITLER-STALINE, *LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE*, SEPTEMBRE 1949. - CONSULTER SURTOUT *LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE* DES ANNÉES 1929 À 1937, ET LES ARTICLES QUI ONT PARU DANS LA NOUVELLE SÉRIE ET DONT CERTAINS CONTIENNENT DES ÉTUDES RÉTROSPECTIVES. - CF. AUSSI André Delmas, *OP. CIT.* - SUR L'ÉTAT D'ESPRIT DE CERTAINS TRAVAILLEURS, ON TROUVERA DES INDICATIONS DANS *PROLÉTARIAT*, REVUE D'henry poulaillie DE 1933-1934, ET DANS LA THÈSE D'henri prouteau, PARIS, 1937.

certaine aigreur parce que nombre d'entre eux sentent qu'ils ne pourront pas, comme ils disent, « tenir le coup » ; et, en effet, plusieurs de ces patrons-artisans aidés de quelques ouvriers vont disparaître.

Le mouvement se développe dans la région parisienne, notamment dans les usines métallurgiques et dans le bâtiment. Presque partout, les occupations sont « pacifiques et souriantes ». Ces usines, ces ateliers, les ouvriers les « habitent » comme s'ils étaient à eux et les traitent avec une honnêteté scrupuleuse. Ils se nourrissent à la gamelle, mais ne touchent pas aux vivres dans les dépôts d'alimentation occupés par eux. On ménage l'électricité. Une table est-elle cassée ? On se cotise pour en rapporter le prix à la direction. Cependant, des orchestres s'improvisent, tandis que les femmes s'installent, cousent et raccommode¹.

II

L'élan des journées de Mai doit être donné en exemple et susciter un enthousiasme agissant parmi les jeunes de toute génération.

C'est pourquoi il faut en chercher l'évocation dans le récit tracé par deux jeunes hommes qui avaient quinze ans et seize ans à cette date, récit qu'ils ont animé de toute l'ardeur et de toute l'émotion de leurs souvenirs². Jacques Danos était élève de seconde au lycée Buffon et Marcel Gibelin élève d'un cours complémentaire. Les jeunes auteurs de ce livre ont justement mis l'accent sur l'élan populaire dont a jailli cette espérance d'une révolution et sur ses résultats immédiats : un progrès décisif dans l'évolution des relations du travail et d'un droit ouvrier. Or cet espoir et ces progrès, tout en marquant une rénovation, se rattachent à une tradition française que, pour éclairer mai 1936 sous tous ses aspects, il est opportun de rappeler ici ; en face de cet événement, l'historien ne doit-il pas avoir le sentiment de se trouver en présence, non d'une révolution fictive, mais d'une révolution réelle ?

Si l'on voulait dégager de l'état d'esprit général des traits distinctifs, il faudrait dire : « Victoire sur la misère ? », selon le slogan du journal *Le Peuple*, affiché en lettres capitales dans certaines usines et magasins occupés. On devrait également rappeler que les événements de mai et de juin 1936 donnaient lieu au débordement d'une croyance mythique en l'organisation.

¹ S. Galois [Simone Weil], LA VIE ET LA GRÈVE DES OUVRIÈRES MÉTALLOS [10 JUIN 1936], *LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE*, JUIN 1936.-Simone Weil, *L'ENRACINEMENT*, GALLIMARD, 1949; - *LA CONDITION OUVRIÈRE*, GALLIMARD, 1951. - André Delmas, CHRONIQUE SYNDICALE DE L'AVANT-GUERRE, *REVUE SYNDICALISTE*, MAI-JUIN-JUILLET 1950. DES ROMANS ONT TENTÉ D'ÉVOQUER CES JOURNÉES ET, POUR CEUX QUI ONT VÉCU CES HEURES-LÀ, ILS RETRACENT UNE IMAGE ROMANCÉE, MAIS EXACTE, DE LA RÉALITÉ : CE SONT *LES BELLES JOURNÉES*, ROMAN, PAR maurice lime (JULLIARD, 1949), *CELLULE 8, 14^E RAYON*, idem (ÉDITIONS MONTAIGNE). *LA GRANDE LUTTE*, PAR tristan rémy (ÉDITIONS SOCIALES INTERNATIONALES, 1937), PLUS PROCHES DES ÉVÈNEMENTS.

² Jacques Danos ET Marcel Gibelin, *JUIN 36*, PRÉFACE D'Édouard dolléans [À PROPOS DE LÉO LAGRANGE], COLLECTION H MASSES ET MILITANTS », ÉDITIONS OUVRIÈRES, 1952

Jaillis du sentiment populaire, qu'il s'agisse de régions aussi différentes que la Gironde, l'Hérault, le Sud-Est ou la région parisienne, les mêmes événements se sont produits, la même atmosphère a régné. Ce climat et cette ampleur, et non une technique nouvelle, ont créé la puissance d'un mouvement spontané. Un même élan a soulevé la totalité du monde ouvrier : « C'est l'ensemble qui a déclaré la grève. » Cégétistes, communistes, anarchistes, quelques semaines auparavant séparés, se trouvent unis dans un commun accord pour revendiquer des salaires améliorés, les conventions collectives, les congés payés, les quarante heures.

La rencontre de la misère et de l'espérance avait donné naissance à cette vague qui déferlait. La misère s'était accrue depuis la crise, en même temps que le chômage ; des salaires avaient été réduits de plus de moitié ¹.

Les licenciements allaient parfois jusqu'à 50 p. 100 du personnel. On ne tenait plus aucun compte de la liberté syndicale.

Viennent les élections de mai 1936. Un espoir est créé, qu'atténue la crainte d'une déception. Le changement de la situation politique va-t-il se traduire par une transformation sociale ?

III

Le président du Conseil, Léon Blum, voulut associer aux responsabilités du pouvoir un représentant de la CGT. Mais le rappel de la Charte d'Amiens par le Congrès de Toulouse était trop proche pour que la grande majorité des militants ne se soient pas opposés, avec raison, à la participation cégétiste. Cependant, les leaders syndicalistes, dans la nuit qui précède la déclaration ministérielle, se réunissent à l'Hôtel Matignon pour préparer la réalisation de certaines réformes sociales.

Parallèlement, voulant amener ouvriers et patrons à prendre contact, à rechercher les bases d'un accord, Léon Blum réunit le 7 juin à l'Hôtel Matignon Lambert-Ribot, Richemont, Dalbrouze et René Duchemin, du côté patronal ; Léon Jouhaux, René Belin, Frachon, Semat, Milan et Cordier pour la CGT. Et le 8 juin, à une heure du matin, les deux délégations signent les Accords Matignon. Ceux-ci stipulent la généralisation des Conventions collectives, la reconnaissance des délégués d'atelier, l'acceptation du libre exercice du droit syndical, l'engagement par les patrons de ne pas prendre en considération le fait d'appartenir à un syndicat pour arrêter leurs décisions en ce qui concerne l'embauchage, la conduite et la répartition du travail, les mesures de discipline ou de congédiement. Et la législation sociale de juin et de décembre 1936 confirme les principes posés par les Accords Matignon, sans qu'il soit besoin, comme aux États-Unis, que la Cour Suprême intervienne pour assurer le respect de cette législation ; mais après la loi du 24 juin 1936 sur le contenu et la portée des Conventions collectives et celle du 31 décembre 1936 sur les procédures de conciliation et d'arbitrage, une loi du 4 mars 1938 institue une Cour supérieure d'arbitrage ; un

¹ RAPPORT yvan martin AU CONSEIL ÉCONOMIQUE DU 26 MAI 1936, *JOURNAL OFFICIEL*, 5 JUIN 1936, p. 458.

décret-loi du 2 mai 1938 devait accentuer le caractère de droit public de la convention d'arbitrage, en ajoutant à la sanction civile une sanction pénale.

Parmi les dispositions obligatoires de la Convention collective, la loi du 24 juin 1938 avait indiqué les salaires minima par catégories : cinq par région. Or, dès le 11 mars 1932, la loi sur les allocations familiales avait complètement transformé la notion juridique du salaire en droit français, le paiement du salaire cessant légalement d'être la contre-partie du travail accompli et devenant l'acquittement d'une *dette sociale* dont le montant s'élevait en raison du nombre des enfants à la charge du salarié.

Par les sentences arbitrales et surarbitrales, devait s'établir une jurisprudence relative au salaire vital. La Cour supérieure d'arbitrage allait chercher à harmoniser avec les principes les circonstances qui suscitaient parfois des contradictions entre les sentences des arbitres et des surarbitres. C'était là un progrès décisif accompli dans le domaine de la législation sociale et du droit ouvrier.

Il faut y ajouter deux autres réformes : l'une, la semaine de quarante heures qui, étant donné la situation internationale et l'agressivité de l'Allemagne, semblait inopportune ; l'autre, les congés payés, dont la légitimité était incontestable et la valeur éducative certaine. Il ne faut pas oublier que c'est à un militant socialiste d'un grand caractère et d'un cœur généreux, Léo Lagrange, que sont dus les congés payés. Ceux-ci étaient liés, dans la conception de ceux qui participèrent à cette *victoire des obscurs*¹, à tout un programme de culture populaire, auquel s'associait Jean Zay, le ministre de l'Éducation Nationale. Ces réformes de mai 1936 ont été inspirées par une pensée que résume cette formule : « Il faut sublimer cet instinct de création qui est en chaque travailleur, dont la personnalité ne peut se développer que si elle n'est pas écrasée par l'excès du travail quotidien. »

Ces réformes ont eu pour résultat, après les événements de 1936, de transformer la mentalité ouvrière par la révélation d'une autre existence qu'ignoraient jusque-là la plupart des travailleurs. Et, pour nombre d'entre eux, ce contact avec un monde extérieur, jusqu'alors inconnu, a été l'accession à une vie d'homme, un élargissement de leur horizon. Mais il n'en a été ainsi que dans la mesure où l'esprit de la législation de 1936 a été compris, et dans la mesure où ces réformes se sont traduites par une transformation intérieure. Par contre, ceux qui n'y ont vu que la simple possibilité d'imiter les modes les plus absurdes des classes possédantes, ont trahi les intentions de la législation de 1936.

En juin 1936, *L'Écho Syndical de Lyon* donnait du syndicalisme cette définition proudhonienne : « Être syndicaliste, c'est considérer l'homme comme une fin, et non comme un moyen ; c'est traiter son semblable avec tous les égards qui sont dus à la personnalité humaine. » C'est en restant fidèle à cet état d'esprit que le syndicalisme peut conserver une mission éducatrice. Il est toujours difficile de préserver une masse ascendante contre les risques qu'elle rencontre sur sa route. Le danger le plus redoutable est masqué aux yeux mêmes de ceux qui en subissent la tentation, par des mobiles égoïstes et par des prétextes idéologiques. Ce danger est représenté par le bien-être des individus assuré aux dépens des plus hautes valeurs, le glissement vers un fonctionna-

¹ Édouard Dolléans, *VICTOIRE DES OBSCURS*, ÉDITIONS DE CLUNY, 1936.

risme, une bureaucratie irresponsable par suite du jeu du morcellement des responsabilités - et en l'absence d'une opinion publique sûre d'elle-même et sachant ce quelle veut. Surtout le piège est un état d'esprit dévirilisé chez les citoyens moyens qui n'ont plus d'autre principe moral que cet adage : « Chacun pour soi et l'État pour tous ; des droits, et nulle obligation. »

Chapitre IV

Le martyr de l'Espagne

[Retour à la table des matières](#)

L'assaut commença en Espagne, le 17 juillet 1936, par la rébellion de l'armée au Maroc. En effet, une grande instabilité sociale et politique caractérisait la République instaurée en avril 1931. Cette République, véritable monarchie constitutionnelle sans tête couronnée, avait respecté les forces de l'Ancien Régime, la grande propriété foncière, l'armée et l'Église¹.

Il faut noter tout d'abord les liens qui existaient en Espagne entre le prolétariat agricole et le prolétariat industriel, non seulement en raison de l'origine rurale de

¹ CE CHAPITRE A ÉTÉ RÉDIGÉ À LA SUITE DE NOMBREUX ENTRETIENS AVEC DES MILITANTS, TÉMOINS DES ÉVÉNEMENTS, ET NOTAMMENT AVEC Bernard Pou et Michel Collinet. Cf. Henri Rabasseire, *ESPAGNE, CREUSET POLITIQUE* (AVEC UN TABLEAU CHRONOLOGIQUE), FUSTIER, 1938; - victor alba, *HISTOIRE DES RÉPUBLIQUES ESPAGNOLES*, TRADUIT PAR LOUIS PARROT (ÉPILOGUE DE MARIO), NORD-SUD, 1948 ; - Aguilar, *LA RÉPRESSION CONTRE LES OUVRIERS DE CATALOGNE*, DANS LA REVUE *MASSÉS*, LEFEUVRE ÉDIT. ; - Alfred Mendizabal, *AUX ORIGINES D'UNE TRAGÉDIE*, PRÉFACE DE JACQUES MARITAIN, DESCLÉE DE BROUWER, 1937 ; - Dr Borkenau, *THE SPANISH COCKPIT*, LONDRES, FABER ET FABER, 1937 ; - Yves Lévy, ARTICLES DANS *CIVILISATION* (1937-1938) ; - André Malraux, *L'ESPOIR*, GALLIMARD, 1938 ; - Louis Parrot, *NOUS REVIENDRONS*, LAFFONT, 1946 ; - Federico Garcia Lorca, *NOCES DE SANG*, TRADUIT PAR MARCELLE AUCLAIR, GALLIMARD, 1946 ; - *LA MAISON DE BERNARDA*, CAHIERS D'EXPRESSION POPULAIRE, N° 1, LA HUNE, 1946 ; - Enrique Castro delgado, ARTICLES DANS *LE MONDE*, 1950 ; - GÉNÉRAL el campesino, *LA VIE ET LA MORT EN URSS*, TRAD. JULIAN GORKIN, PLON, 1950 ; - J. Prieto, LE 20^{ÈME} ANNIVERSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE (BROCHURE), *REVUE SOCIALISTE*, AVRIL 1951 ; - Juan Hermanos, *LA FIN DE L'ESPOIR*, JULLIARD 1951 ; - JESUS HERNANDEZ, *YO FUI UN MINISTRO DE STALIN* (J'AI ÉTÉ UN MINISTRE DE STALINE), MEXICO, ÉDITIONS ARIEL, ET PARIS, FASQUELLE.

nombre d'ouvriers industriels, mais aussi parce que, possédant une parcelle au village, parmi ceux-ci certaines catégories, comme les mineurs, gardent des relations avec la terre¹ et que le prolétariat agricole travaille en compagnies sous la direction des *labradores* (intendants).

L'enquête de l'Institut de Réforme agraire dans huit provinces (1932-1933) relève que, sur 2.434.268 exploitations agricoles, 1.460.760 avaient une étendue de moins de 1 hectare, et 785.810 fermes n'avaient que de 1 à 5 hectares ; 98.794 avaient de 6 à 10 hectares, et 61.971, 50 hectares ; 19.400 fermes s'étendaient de 50 à 100 hectares. Souvent les hobereaux préfèrent laisser en friche leurs terres ou en laisser l'exploitation au *labrador* qui enrôle les ouvriers dans des compagnies de travail et détourne souvent une partie de l'argent destiné aux salaires sous prétexte, soit de nourriture fournie, soit de punition. Deux millions d'ouvriers travaillent dans les vastes domaines agricoles.

Les Centres miniers, les faubourgs de Madrid, la Catalogne, le Bassin basque, les faubourgs de Séville et les grands ports concentrent la quasi-totalité des ouvriers de l'industrie. La proportion des manœuvres est relativement élevée. « La solidarité a toujours été l'épine dorsale des luttes ouvrières » (Rabasseire). Et elle va jusqu'à la collaboration des paysans du village. La vie ouvrière a pour centre et pour foyer la Maison du Peuple. Sur 6 millions d'ouvriers, 2 à 3 millions sont syndiqués². Les grandes Centrales ont un million d'adhérents : ce sont la Centrale socialiste, l'UGT, la Centrale CNT, anarcho-syndicaliste ; à côté de ces deux puissantes Centrales : le parti socialiste ouvrier et le parti communiste au début très réduit, le POUM (parti ouvrier d'unification marxiste créé par des communistes dissidents et dont le secrétaire, Maurin, fut fait prisonnier par les hommes de Franco au début de la guerre civile) jusqu'en 1936 n'avait eu qu'une influence limitée, notamment en Catalogne, sur quelques syndicats dissidents. Selon les régions, c'est tantôt l'une, tantôt l'autre des Centrales qui exerce son action, par exemple les syndicats socialistes organisant les travailleurs agricoles à Tolède et dans la province de Badajoz et de Caceres, tandis que la tendance anarcho-syndicaliste l'emporte parmi les ouvriers ruraux d'Andalousie, et qu'au Pays Basque les socialistes et les catholiques se partagent l'influence. Depuis 1909, la semaine sanglante de Barcelone, et les grèves révolutionnaires de 1918-1919, suivies de répressions tragiques, la CNT et l'UGT, en 1934, ont lutté côte à côte dans les Asturies. En 1936, les employés des Postes et Télégraphes, qui ont surveillé les communications des factieux, préviennent de leurs plans le gouvernement républicain.

Parlant de l'initiative révolutionnaire, Maurin a dit : « Les masses étaient supérieures aux chefs.³ » Elles manquaient de chefs capables de coordonner leur activité spontanée et de lui donner des objets déterminés et de la cohésion. Ce décalage entre l'action des masses et l'action des chefs vient de ce que les masses étaient des rebelles « contre la société existante, leur philosophie était celle du mouvement, tel quel », leur

¹ RAPPELONS QUE CE FUT ÉGALEMENT LE CAS EN FRANCE ET EN GRANDE-BRETAGNE AVANT LA PÉRIODE D'INDUSTRIALISATION. CELA NOUS REPORTE AUX ORIGINES DU PROLÉTARIAT FRANÇAIS ET MONTRE QUE L'ESPAGNE EST, À CET ÉGARD, EN RETARD D'UN SIÈCLE.

² LA SOURCE LA PLUS COMPLÈTE EST L'OUVRAGE *MOUVEMENTS OUVRIER ET SOCIALISTE. CHRONOLOGIE ET BIBLIOGRAPHIE* (L'ESPAGNE, PAR renée lamberet), LES ÉDITIONS OUVRIÈRES.

³ VOILÀ LA RAISON POUR LAQUELLE UNE *HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER* SE DOIT DE FAIRE LA PLACE QUI CONVIENT À L'HISTOIRE DE LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE.

mythe, celui de la liberté, tandis que les chefs révolutionnaires s'orientent en revanche vers un but précis, la République, par exemple, ou, pour quelques-uns d'entre eux, une constitution soviétique : « La différence entre l'étatisme marxiste et l'anti-étatisme anarchiste n'est donc pas une différence théorique, c'est la conséquence de deux façons différentes de vivre, de deux attitudes socialement bien définies ! ¹ »

Dans le nombre des gars sympathiques, les copains de la F. A. I. sont reconnaissables à des signes perceptibles. Habitude de la réflexion, de la lecture, plus de courtoisie fraternelle dans les manières, franchise du regard, influence sur l'être entier d'une morale élevée. Pour eux, même inconnu, le prochain existe, est autre chose qu'un sac à viande aux basses fonctions. Le lien de sympathie ne tient pas à de simples opinions acquises, mais à tout un fond de sentiments communs que je retrouve en eux et qui me rappelle la chaleur du groupe libertaire lyonnais ².

Devant la montée populaire des forces révolutionnaires, et aussi devant la faiblesse du gouvernement républicain, s'était organisée une vaste contre-révolution préventive appuyée sur l'armée. Après la mort de son initiateur, le général Sanjurjo, et celle du général Mola, le général Franco prit la tête de cette rébellion.. Elle triompha au Maroc, à Séville, dans l'Estramadure, la vieille Castille, l'Aragon, la Navarre, la Galice. Elle fut vaincue par les masses ouvrières qui se jetèrent dans la rue, à Madrid, Barcelone, Valence, ainsi que dans le bassin minier des Asturies et le Pays Basque industriel.

Le gouvernement républicain, la Généralité de Catalogne, tous les pouvoirs légaux deviennent des ombres inconsistantes. A la police dissoute se substituent « des patrouilles de contrôle » d'ouvriers armés. La force républicaine s'appuie presque exclusivement sur les ouvriers et sur les paysans.

I

Deux époques dans la guerre civile : la première, de juillet 1936 à mai 1937, que l'on peut appeler l'époque spécifiquement révolutionnaire ; la seconde, de mai 1937 à avril 1939, pendant laquelle la République espagnole devient progressivement un satellite de l'Union soviétique.

Au début, les Comités révolutionnaires se substituent à l'État espagnol dont la rébellion militaire a provoqué l'éclatement. Le 21 juillet 1936, à Barcelone, derrière la façade légale du Conseil et de la Généralité, se crée un Comité central des Milices antifascistes, groupant les organisations syndicalistes, les partis républicains et ouvriers catalans, et qui assume tous les pouvoirs. A Valence, un Comité exécutif populaire ; en Aragon, un Conseil central émanant des forces révolutionnaires ; à Bilbao, le 8 octobre 1936, se constitue un gouvernement de coalition républicaine : le statut basque est voté, comprenant les catholiques basques.

¹ Henri Rabasseire, *OP. CIT.*, p. 50.

² George Navel, *PARCOURS*, GALLIMARD, 1947, p. 197; - SABLE ET LIMON, GALLIMARD, 1952: « ... DU TRÈS BEAU PLEIN AIR AVANT LE RETOUR À L'USINE ».

A Madrid, des gouvernements sans autorité se succèdent, présidés par Martinez Barrios, Giral, jusqu'au 6 septembre 1936, date à laquelle se forme un gouvernement de Front populaire, présidé par Largo Caballero, secrétaire de la Centrale socialiste, l'UGT ; à ce gouvernement s'adjoindront, le 4 novembre 1936, quatre ministres représentants de la CNT, Centrale anarcho-syndicaliste. La cause immédiate de l'avènement du ministère Largo Caballero avait été la prise d'Irun par les franquistes le 4 septembre 1936 ; les défenseurs d'Irun s'étaient battus sans recevoir la plus petite aide du gouvernement central.

Par ailleurs, la guerre civile marque le pas sans qu'aucun des adversaires remporte de succès décisif. Dans les pays démocratiques, on sent qu'il faut se porter au secours du peuple espagnol. Ce sentiment se traduit très vite par la formation des Brigades internationales auxquelles participent socialistes, communistes, anarchistes, des Belges, des Français, des Allemands, et qu'expriment dans *L'Espoir* les paroles d'Attignies : « Nous ne sommes venus ici pour aucune aventure. Révolutionnaires sans parti, socialistes ou communistes résolus à défendre l'Espagne, nous combattons dans les conditions les plus efficaces, quelles qu'elles soient. Vive la liberté du Peuple espagnol ! » (André Malraux.)

Cette aide, elle se traduit par les contributions pour envoyer des armes de la part de ceux qui ne peuvent payer de leur personne, comme les combattants des Brigades internationales. En Belgique, en France, on comprend que, dès le début, l'envoi de deux divisions eût pu être décisif. Pourquoi le ministère Léon Blum ne les a-t-il pas envoyées aussitôt ? Léon Blum a cherché à persuader l'Angleterre de l'intérêt commun d'une intervention. Si les démocraties occidentales étaient intervenues dès le début, aux côtés des républicains, cette intervention aurait suffi pour défaire les troupes de Franco qui n'avait pas encore organisé son armée. Mais l'Angleterre avait fait savoir à Léon Blum que, s'il appuyait ouvertement les républicains espagnols et que cette intervention déclençât une offensive d'Hitler, elle n'appuierait pas la France qu'elle savait déchirée entre des tendances contraires. Il y eut alors une réunion entre Jouhaux, Walter Citrine, le secrétaire de l'Internationale Syndicale, Schevenels et Léon Blum. Le 1^{er} août 1936, Léon Blum sentant la France isolée, de crainte d'être entraîné dans le conflit, décida de proclamer la Non-Intervention d'accord avec la Grande-Bretagne. Celle-ci fut acceptée par l'Allemagne et l'Italie qui la tournèrent facilement.

La première réunion du Comité de Non-Intervention groupant les cinq puissances européennes n'eut lieu que le 9 septembre, après que des envois massifs d'armes et d'avions eussent été faits par l'axe germano-italien en faveur de Franco. Malgré les mesures prises solennellement en commun par les grandes puissances, les envois d'armes à Franco continuèrent en septembre 1936, et motivèrent une énergique protestation du gouvernement républicain espagnol devant la S. D. N., le 8 octobre 1936.

Dans la suite, seules la France et l'Angleterre refusèrent publiquement d'intervenir dans la guerre civile.

En revanche, dans le Sud, les troupes franquistes composées d'indigènes marocains et de légionnaires sous les ordres du général Jague avançaient rapidement vers Madrid. Le 15 août, elles prenaient Badajoz et y massacraient 1.500 personnes ; le 4 septembre, Talavera de la Reina ; le 27 septembre, elles entraient dans Tolède, déli-

vrant les élèves-officiers qui étaient assiégés dans l'Alcazar, et dès octobre elles marchaient sur Madrid.

Jusqu'en octobre 1936, l'URSS pratique une politique de non-intervention ; seuls les différents partis communistes s'agitent pour réclamer une aide militaire des démocraties occidentales. Pressenti par Léon Blum, Staline se refuse, déclarant que le pacte soviétique ne peut jouer en faveur de la France, si celle-ci se trouve entraînée dans un conflit avec Hitler, en conséquence d'une intervention en Espagne. Le premier, le Mexique fait un envoi d'armes légères.

La journée du 29 octobre 1936 est marquée par l'arrivée de Durruti, le célèbre leader syndicaliste, et des Brigades internationales devant Madrid qui, le 26 octobre, avait reçu un ultimatum de reddition suivi d'un premier bombardement. Le 29 octobre, la contre-attaque de Durruti et des Brigades internationales met en jeu cette force nouvelle constituée par des militants de tous les pays et de toutes les nuances républicaines, et contient l'assaut des rebelles qui ne parviennent qu'à s'infiltrer dans quelques faubourgs. Or, c'était là un événement important.

En Aragon, les différentes colonnes de la CNT dont l'une était commandée par Durruti étaient arrêtées à quelques kilomètres de Saragosse. Les colonnes du POUM et du parti socialiste unifié de Catalogne (P.S.U.C.) piétinaient devant Huesca. Une expédition vers Jaca et un débarquement à l'île Majorque s'étaient mal terminés pour les milices républicaines. Celles-ci manquaient d'artillerie, de munitions, d'aviation. De plus, elles n'avaient aucune coordination ; leurs attaques étaient dispersées et souvent mal préparées.

Au Nord de Madrid, l'offensive du général Mola, adjoint de Franco, à la tête des « Requetes » navarraises, avait été arrêtée sur la Sierra de Guadarrama par les milices socialistes et communistes. Dans les Asturies, les mineurs socialistes et les troupes franquistes se partageaient la capitale, Oviedo.

II

La guerre civile s'accompagne d'une révolution sociale dans la Catalogne, l'Est et l'Aragon. Les ouvriers prennent les usines et y installent des Comités de gestion. Les paysans occupent les terres et les transforment en collectivités. Dans quelques villages de Catalogne et d'Aragon, une sorte de communisme libertaire est même proclamé (suppression de l'argent, mise en commun des biens de production).

A partir du 21 juillet 1936, le Comité des Milices de Catalogne est devenu le Conseil de la Généralité ; un peu plus tard, les Comités révolutionnaires locaux sont devenus des municipalités légales. C'était là une légalisation des organismes révolutionnaires, nés de la guerre civile. Le 23 octobre 1936, un décret de la Généralité de Catalogne légalise aussi les collectivisations industrielles et agraires effectuées spontanément par les ouvriers et les paysans : un Conseil central de l'Économie groupera sur une base paritaire les syndicalistes délégués des usines et les représentants de la Généralité. Ceux-ci sont Santillan (anarchiste) et Nin (leader du POUM).

Les industries sont organisées par branches de production avec des conseils paritaires à leur tête. En même temps, Nin, ministre de la Justice, crée les premiers tribunaux populaires où le jury est composé d'un délégué par organisation.

Les premiers temps de la Révolution ont été appelés par Henri Rabasseire « La Fédération des Barricades ». Cette Fédération allait être remplacée par une centralisation de plus en plus totalitaire ¹.

Au début de la guerre civile, une réelle unité anima, devant le danger de la révolte militaire, ces travailleurs divisés en deux grandes tendances : anarcho-syndicalistes et socialistes. Les communistes (P.C.E.) ne jouent un rôle sérieux qu'à Madrid. En Catalogne, groupés dans le parti socialiste unifié de Catalogne adhérent à l'Internationale communiste, ils n'y prendront de l'importance qu'avec l'intervention russe et l'écrasement du POUM ².

III

Devant la chute imminente de Madrid, Moscou juge le moment propice pour une intervention active. L'Union Soviétique envoie des armes ³. Elle envoie aussi des techniciens militaires, avec des chars et des avions, et des États-majors pour prendre en main la direction effective des forces républicaines, et ainsi les éléments communistes s'emparent petit à petit de tous les leviers. Le chef du service du Chiffre était communiste et, selon Luis Araquistain ⁴, « toutes les communications secrètes de la République avec l'extérieur étaient connues de l'Ambassade russe avant de l'être par le gouvernement lui-même. »

Dans les premiers mois, chaque région avait créé ses milices. Très vite, la nécessité de les unifier était apparue à tous les responsables républicains. Mais la République espagnole avait des arsenaux vides, et pas de cadres militaires. L'URSS se charge de remplir les premiers et de former les seconds. A partir de ce moment, la guerre civile va changer d'aspect.

Avant même l'intervention, Franco avait bénéficié d'une aide systématique des puissances de l'Axe. De l'autre côté, la prise en tutelle de la République espagnole par l'U.R.S.S., transforme la guerre civile en guerre de puissances, préfiguration de la guerre mondiale qui suivra. En même temps, des partis très faibles au début, grandissent parce que, chacun de leur côté, ils sont les porte-paroles de l'intervention étrangère.

¹ Ernest Hemingway, *FOR WHOM THE BELL TOLLS*, NEW YORK, CH. SCRIBNER'S SONS, 1940 (POUR QUI SONNE LE GLAS, LONDRES, HEINEMANN AND ZSOLNAY, 1948) -- Federico Garcia Lorca, *NOCES DE SANG*, *OP. CIT.* ; - henri rabasseire, *OP. CIT.*, p. 91 : HISTOIRE VÉCUE PAR NOUS TOUS, PRISE SUR LE VIF (AVANT-PROPOS, p. XI).

² *LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE* DE DÉCEMBRE 1949 ; EXTRAIT DE LOUIS MERCIER DANS *LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ*. L'INTERVENTION RUSSE EN ESPAGNE, *OP. CIT.*

³ POUR UNE SOMME TOTALE DE 7.800 CAISSES D'OR MONNAYÉ ET EN BARRES EXPÉDIÉES LE 25 OCTOBRE 1936.

⁴ LEADER SOCIALISTE, ANCIEN AMBASSADEUR EN FRANCE.

La première attaque sur Madrid avait été soutenue par l'aviation italo-allemande (26 octobre 1936). Le 7 février 1937, ce seront les divisions italiennes qui prendront Malaga. Le 13 mars 1937, ces mêmes divisions attaquent Madrid, et les Italiens sont battus à Guadalajara. Le 27 avril 1937, l'aviation allemande détruit d'une façon sauvage la ville basque de Guernica, en dehors de toute nécessité militaire.

Du côté réactionnaire, la Phalange fasciste absorbe ou neutralise monarchistes, carlistes et catholiques, dès avril 1937. Du côté républicain, le parti communiste monte de 30.000 membres (avril 1936) à 1 million (juin 1937)¹.

Le parti communiste (et le PSUC en Catalogne) recrutent leurs adhérents parmi les éléments les plus conservateurs du bloc républicain et ouvre largement ses portes, ce dont profitent nombre de réactionnaires heureux de se couvrir à bon compte (membres de la L.L.I.G.A. et de la C.E.D.A., etc.).

En mai 1937, le PC croit possible un coup d'État à Barcelone ; il tente de désarmer les ouvriers et de s'emparer des édifices publics, mais les ouvriers se défendent et la tentative est pour le PC. un sanglant échec. La CNT, impressionnée par le chantage à l'envoi d'armes, n'ose pas pousser sa victoire. Largo Caballero, les ministres de la gauche socialiste et la CNT se refusant à réprimer l'activité ouvrière comme l'exigent le PC espagnol et les représentants soviétiques, ils doivent démissionner le 13 mai. Pour comprendre l'influence soviétique, précisons que malgré le concours de l'URSS, jamais le gouvernement républicain ne disposa de stocks d'armes importants. Le général Vicente Rojo, ancien chef d'État-major et sympathisant vis-à-vis du communisme, écrivit plus tard : « L'aide que l'URSS nous apportait arrivait toujours trop tard et en quantité très faible.² »

Un gouvernement Negrin est constitué sans la participation de la CNT ; la répression s'abat sur les révolutionnaires ; des militants anarchistes sont assassinés comme l'avait été le professeur Berneri, le mois précédent ; le POUM est dissous et ses dirigeants emprisonnés (16 juin 1937) ; son secrétaire politique, Nin, est enlevé par des hommes du N.K.V.D. et fusillé près de Madrid³, au siège du Commandement communiste. Les prisons républicaines sont remplies de militants syndicalistes socialistes ou poutistes. A côté des prisons officielles de la République, fonctionnent des prisons privées du N.K.V.D. (calle Atocha, à Madrid ; Santa Ursula, à Valence ; calle de Corcega et calle de Valmajor, à Barcelone, etc.).

En Catalogne, le chef tout-puissant est un hongrois communiste nommé « Pedro », de son vrai nom Erno Gerô, actuellement ministre de l'Économie en Hongrie. Il commande au consul soviétique à Barcelone, Antonov Ovsenko, ancien trotskyste russe repent. A maintes reprises, devant des délégations étrangères, les ministres socialistes Prieto, Zugagoitia reconnaissent leur impuissance devant l'activité du NKVD Celui-ci est d'ailleurs complètement maître du S.I.M. (Service d'investigation

¹ Indalecio Prieto, *COMO I PORQUE SALI DEL MINISTERIO DE DEFENSA NACIONAL*, IMPRIMERIE NOUVELLE, 1939.

² Vicente Rojo, *ALERTA A LOS PUEBLOS. ESTUDIO POLITICO-MILITAR DEL PERIODO FINAL DE LA GUERRA ESPAÑOLA*, BUENOS-AIRES, A. LOPEZ, 1939.

³ D'APRÈS LE GÉNÉRAL EL CAMPESINO (LA VERSION DE JESUS HERNANDEZ EST UN PEU DIFFÉRENTE).

militaire). Le Gouvernement Negrin institue un tribunal de trahison et d'espionnage composé d'anciens magistrats monarchistes pour qui la servilité entière au NKVD est garante de leur vie. Des faux destinés à détruire le POUM. sont fabriqués par les services russes. Les révélations de Garcia Pradas, ancien directeur du journal CNT de Madrid, permettent de dire que le massacre des dirigeants du POUM., des socialistes de gauche (tendance Caballero) et des leaders de la CNT était prévu pour l'été 1937. Les prétextes politiques ne manquaient pas (perte de Malaga, journées de Barcelone, etc.). Tel était le mécanisme rapide qui aurait permis à Staline de créer d'une manière spectaculaire une République purement communiste, mais le désastre militaire de Brunete devant Madrid (juillet 1937), imputable aux généraux communistes Lister et El Campesino, fit remettre à plus tard un coup d'État et les vastes procès qui devaient l'accompagner. Les communistes se contentèrent de conquérir le pouvoir pas à pas par l'intérieur sans risquer le coup d'État.

Pendant ce temps, Franco liquidait complètement le front du Nord (Bilbao tombe le 19 juin, et Gijon le 21 octobre 1937) et préparait une offensive de grande envergure sur l'Èbre. La victoire républicaine de Teruel (12 février 1938) retarde seulement de deux mois l'offensive franquiste.

En avril 1938, les franquistes percent le front d'Aragon et atteignent la Méditerranée. Ce front qui était tenu auparavant par des divisions anarchistes et poumistes ne fut jamais sérieusement ravitaillé par les Russes et le gouvernement central qui craignait l'influence politique de ses troupes. D'après le général Rojo, déjà cité, ce front ne disposa jamais de plus de 40.000 fusils et ne posséda jamais ni chars, ni avions.

De plus, il était commandé par le général Pozas, un ancien monarchiste qui venait d'adhérer au parti communiste. La Catalogne est séparée du reste de la péninsule. Negrin et son gouvernement se réfugient à Barcelone, mais à cette époque la République n'existe plus que de nom : la répression et la famine démoralisent les troupes comme l'arrière. Une dernière offensive républicaine échoue sur l'Èbre. A Barcelone se déroule, en novembre 1938, le procès intenté aux dirigeants du POUM, procès dans lequel les documents accusateurs se révèlent avoir été fabriqués de toutes pièces par le NKVD (la sentence du Tribunal le reconnaît explicitement). Malgré ses déclarations belliqueuses, Negrin qui auparavant s'était séparé de Prieto suspect de tiédeur envers les communistes et de tendance au compromis avec Franco, publie un programme en treize points qui est un essai de réconciliation avec la réaction franquiste. Sans doute, pour plaire aux gouvernements français et anglais, il retire du front les Brigades internationales. Tout cela coïncide avec la cessation des envois d'armes de Russie ; Staline semble, à partir de novembre 1938, se désintéresser du sort de l'Espagne ; il prépare une évolution qui l'amènera au pacte avec Hitler.

En janvier 1939, la Catalogne est occupée par Franco. Un mois plus tard, les chefs de l'armée de Madrid, Miaja et Casado refusent d'obéir à Negrin et mettent bas les armes. Ainsi se termine sur le plan militaire la tragédie du peuple espagnol, qui lui coûta environ 1.500.000 morts, sur une population totale de 25 millions environ à cette époque ¹. Mais la tragédie continue sur le plan politique.

¹ LA POPULATION ACTUELLE DE L'ESPAGNE EST DE 28 MILLIONS.

Madrid tombe entre les mains des fascistes le 28 mars 1939.

Quels que soient les échecs, la lutte espagnole restera le symbole de l'héroïsme d'un peuple et des sentiments qui, de tous les côtés, ont répondu par un élan fraternel. De cet élan, on pourrait donner de multiples exemples. Qu'il suffise ici de rappeler, parmi ces témoignages, celui de Simone Weil qui était venue en Espagne pour se rallier à un petit groupe international, sorte de corps franc chargé de missions dangereuses et composé de Français, d'Italiens, de Bulgares et d'Espagnols francisés.

La défaite des républicains a coïncidé avec un courant qui n'était pas particulier à l'Espagne, une certaine mode de dédain de l'intelligence¹. Si nous plaçons au premier plan cette raison d'ordre psychologique général, c'est qu'elle nous paraît l'emporter sur toutes les autres. Dans le désastre du prolétariat espagnol, il entre naturellement d'autres raisons :

- 1° L'influence des particularismes traditionnels de régions et d'organisations qui, malgré le péril commun, rendaient parfois précaires les alliances politiques ;
- 2° L'appui inexistant trouvé dans l'Europe déjà aux deux tiers « fascisée » ;
- 3° L'isolement du Pays Basque industriel des autres régions républicaines ;
- 4° Les difficultés considérables pour créer un armement et des cadres militaires.

L'aide militaire, apportée d'ailleurs parcimonieusement par l'URSS à la République espagnole, permet à la politique soviétique de prendre pied dans un pays qui lui était jusqu'alors fermé. On peut dire sans excès que, aggravées par l'action soviétique et les répressions du NKVD, les dissensions intestines de l'Espagne républicaine contribuent à sa perte. La chute de Madrid et la victoire de Franco n'ont pas mis fin à la résistance. Et le Dictateur a en vain édicté la loi du 29 mars 1941 qui condamne à la peine de mort « quiconque exécutera des actes tendant directement à remplacer par un autre le gouvernement de la Nation ou à dépouiller le chef de l'État de tout ou partie de ses prérogatives ... ». La résistance clandestine s'est prolongée sans arrêt. De cette résistance, des témoignages émouvants ont été publiés. L'un d'eux s'achève ainsi :

Pensez aux vingt millions d'hommes prisonniers dans leurs frontières. Je ne veux pas croire qu'après les gouvernements, les peuples vont nous abandonner aussi. Nous sommes déjà tellement seuls. Une poignée continue à lutter. Il en tombe tous les jours.

¹ EN 1937, FRANCO AVAIT ORGANISÉ UNE MANIFESTATION À SALAMANQUE OÙ SE TROUVAIT PRÉSENT MIGUEL DE UNAMUNO, LE PHILOSOPHE HISTORIEN, AUTEUR DU LIVRE : *DU SENTIMENT TRAGIQUE DE LA VIE CHEZ LES HOMMES ET CHEZ LES PEUPLES*, QUI AVAIT ÉTÉ RECTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE SALAMANQUE. CELUI-CI AVAIT REFUSÉ DE PRENDRE LA PAROLE À CETTE RÉUNION. MAIS LORSQUE MIGUEL DE UNAMUNO ENTENDIT L'UN DES ORATEURS DÉCLARER : « LES BASQUES N'ONT RIEN D'ESPAGNOL », IL SE DRESSA ET DIT : « AINSI QUE VOUS LE SAVEZ, JE SUIS BASQUE. MAIS J'AI EU AUSSI L'HONNEUR D'ENSEIGNER LE CASTILLAN À QUELQUES-UNS DES HABITANTS LES PLUS DISTINGUÉS DE MADRID. » UN FURIEUX, MENAÇANT UNAMUNO DE SON RÉVOLVER, VOCIFÉRA : « A BAS L'INTELLIGENCE ! » ALORS UNAMUNO, CONSERVANT UN CALME EXTÉRIEUR ET NE LAISSANT RIEN PARAÎTRE DE LA COLÈRE QUI LE DÉVORAIT À L'INTÉRIEUR, S'ÉCRIA : « VOUS VAINCREZ, MAIS VOUS NE CONVAINCREZ PAS ! »

CF. LES DIFFÉRENTES ÉTUDES RÉUNIES DANS LE N° DE MAI 1950 DES *TEMPS MODERNES*, NOTAMMENT e. n. dzélépy, *L'AFFAIRE FRANCO*, ET alfonso ayensa, *LA CULTURE ESPAGNOLE SOUS LE RÉGIME DE FRANCO*.

Pressez-vous ou sans cela vous arriverez trop tard, alors que nous serons tombés, sans illusions, sans espoir, pour l'honneur de la République ¹.

Dix années se sont écoulées depuis la chute de Madrid, et voici pourtant qu'en mars 1951, 300.000 grévistes manifestent dans les rues de Barcelone. Le foyer du mécontentement s'est allumé à l'Université de Barcelone, et les étudiants ont pris prétexte de l'augmentation des tarifs de tramways pour lancer le mot d'ordre : « Personne dans les tramways le 1^{er} mars [1951] ».

Le mouvement avait eu pour point de départ une vedette du Théâtre Comique, Carmen de Lerio, huée un soir par les étudiants. Elle était la protégée du gouverneur civil de Barcelone, Edouard Algeria. Il faut noter que le mouvement de Catalogne s'est développé parallèlement aux séances du 6 au 10 mars d'un Congrès des travailleurs espagnols, et parallèlement au Message que, le 11 mars, le pape Pie XII adressait aux travailleurs espagnols réunis par les syndicats sur la place des principales villes industrielles. Le Saint-Père s'élevait contre l'existence d'un « petit groupe de privilégiés à côté d'une énorme masse populaire besogneuse. » Le pape déclarait que :

... l'Église avait toujours revendiqué la répartition équitable des biens, qu'elle préconisait le juste salaire, la collaboration effective de l'ouvrier à l'entreprise et qu'elle demandait aux possédants un esprit de sacrifice et la renonciation au luxe, et, aux pouvoirs publics, de collaborer avec elle à l'œuvre de justice sociale.

Selon la doctrine sociale de l'Église, le Pape assure que :

... si l'Église n'a jamais prêché la révolution sociale, ni la lutte de classes, elle s'est efforcée, avec ténacité, d'obtenir la reconnaissance de la dignité de l'homme. L'Église défend la propriété privée comme un droit fondamental, tout en insistant sur la nécessité d'une répartition équitable des biens.... Avant tout, le facteur principal est le juste salaire. C'est pourquoi, l'Église voit d'un bon œil tous les efforts faits pour introduire des éléments du contrat de gestion des entreprises dans le contrat de travail.

Le lendemain de ce Message, la grève s'étend à Barcelone à 300.000 travailleurs, qui protestent contre l'augmentation du coût de la vie. Les ouvriers restent en groupes devant la porte de leurs ateliers et de leurs fabriques. Peu à peu, d'autres éléments de la population se joignent aux grévistes. Des incidents se produisent. La police commence à faire usage de ses armes, et les gardes civils arrivés par train spécial entrent en action pour la première fois depuis la fin de la guerre civile. Dans les autres localités industrielles de la région, l'arrêt du travail paralyse les entreprises métallurgiques et textiles ². Le 13 mars au matin, le calme est revenu.

La manifestation du 12 a eu le caractère d'une protestation pacifique et spontanée de l'ensemble de la population, contre la cherté de la vie. La grève avait été déclenchée par un accord tacite entre les ouvriers et une partie du patronat en contact avec des organisations syndicales. Le correspondant de l'Agence Reuter déclare que le mouvement de Barcelone n'a pas été seulement une grève, mais une protestation conjointe des ouvriers et des industriels, contre l'incompétence de l'Administration.

¹ Juan Hermanos, *LA FIN DE L'ESPOIR*, OP. CIT.; - e. n. dzélépy, OP. CIT.

² *LA VANGUARDIA*, DE BARCELONE, ET L'*A. B. C.*, DE MADRID.

Les industriels se plaignaient de la pénurie des matières premières, de la répartition inégale des devises et du défaut d'énergie électrique.

La grève générale du 12 mars a été « la protestation d'un peuple contre un régime »¹. Rappelons qu'au lendemain de la proclamation de la République en 1935, on s'était mis d'accord pour rétablir la Généralité de Catalogne et pour plébisciter un statut approuvé par la majorité du peuple catalan et ratifié par le Parlement de Madrid². Et ainsi, la Catalogne jouissait d'un commencement d'autonomie et de fédéralisme que devait abolir le régime franquiste.

La Catalogne avait été l'un des berceaux du mouvement ouvrier espagnol et de la tradition révolutionnaire : son histoire explique pourquoi elle a été le lieu de l'explosion de mars 1951³.

La journée du 12 mars a eu pour résultat de nombreux blessés et - hasard symbolique - un étudiant tué à l'endroit même où, le 19 juillet 1936, était tombé la première victime de la guerre civile.

Jean Cassou a donné à cette longue prolongation du martyre de l'Espagne, le commentaire qui convenait :

Hitler et Mussolini ont fait en Espagne tout ce qu'ils ont voulu, à savoir leurs grandes manœuvres.... Le monde délivré, les choses ont continué pour l'Espagne comme devant.... Le silence est rompu. Un cri monte de Barcelone, celui du peuple espagnol.... Avions-nous imaginé que lui, il continuerait à se taire. Le peuple espagnol souffre. Il a faim et il est esclave...⁴.

¹ I. Iglesias, UNE SÉRIE D'ÉTUDES DANS *LA REVUE SOCIALISTE* : CATALOGNE OU LA LUTTE POUR LA LIBERTÉ, n° 48, JUIN 1951 ; - LA RÉSISTANCE CATALANE, n° 49, JUILLET 1951 ; - LES MOUVEMENTS DE GRÈVE, JANVIER 1946, n° 50, OCTOBRE 1951 ; - ET, DANS *CHRONIQUES ÉTRANGÈRES*, LA GRÈVE DE BARCELONE, n° 110, 25 AVRIL 1950.

² Joseph Calmette, *LA FORMATION DE L'UNITÉ ESPAGNOLE*, FLAMMARION, 1946.

³ Pierre Vilar, *HISTOIRE DE L'ESPAGNE*, PRESSES UNIVERSITAIRES, 1947 ; - Salvador De Madariaga, *ESPAÑA. ENSAYO DE HISTORIA CONTEMPORANEA*, BUENOS-AIRES, 1950.

⁴ Cf. Victor Alfa, *INSOMNIE ESPAGNOLE. TÉMOIGNAGE*, AVEC PRÉFACE DE JEAN CASSOU, ÉD. FRANC-TIREUR ; - julian gorain, *CANIBALES POLITICOS* [HITLER ET STALINE EN ESPAGNE] ET *LA ESCUELA DE LOS VERDUGOS* (L'ÉCOLE DES BOURREAUX), MEXICO, ÉD. QUETZAL.

Chapitre V

Les approches de l'épreuve

I

[Retour à la table des matières](#)

Mai 1936. En France l'euphorie ne dura que quelques jours. Juillet; et déjà l'agression contre la République espagnole détruisit l'illusion à laquelle s'étaient abandonnés un instant ceux qu'on peut nommer les hommes de l'espérance. On allait constater l'impéritie de ceux qu'on nomme les hommes d'action. Ceux-ci, presque aussitôt, furent dépassés par les événements. Dans la plupart des fédérations, l'ampleur du mouvement avait débordé les cadres. L'événement démontrait l'importance et la nécessité de militants responsables au sein des masses. Les chefs suivaient les troupes sans savoir « où cette aventure les mènerait... » Au gouvernement, l'incertitude et l'inquiétude étaient encore plus grandes que rue La Fayette au siège de la CGT¹.

Encore convient-il d'éclairer ce propos par une vision équitable de la situation dans laquelle, en juin 1936, Léon Blum avait revendiqué la présidence du gouvernement de Front populaire. Léon Blum, il faut le reconnaître, prenait le pouvoir dans des conditions très défavorables pour la France: Les difficultés économiques auxquelles il avait à faire face allaient être aggravées par les conséquences de la loi de quarante heures². Loin que celle-ci eût pour effet une diminution du chômage, elle ne parvint pas à accroître le réemploi. La chute des exportations françaises devait rendre plus

¹ André Delmas, *A GAUCHE DE LA BARRICADE*, OP. CIT.

² Jean Weiller ANALYSE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE (CENTRE NATIONAL D'INFORMATION ÉCONOMIQUE), EN DES EXPOSÉS À LA FOIS SUBTILS ET NOURRIS QUI EN FONT DES CONDENSÉS D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE.

intense en France la crise économique qui commençait à s'atténuer dans les autres pays. La France souffrait déjà du fléchissement de la production industrielle dont l'indice 139 en 1929, était tombé à 94 pour l'année 1935. Jean Weiller fait remarquer l'inexactitude et l'imprécision de l'expression qu'on emploie lorsqu'on parle ici d'*expérience* :

En réalité, il ne pouvait s'agir d'expérience, comme dans un gigantesque laboratoire. Il s'agissait d'une combinaison complexe de politiques économiques, sur laquelle vint s'exercer l'influence dominante d'éléments perturbateurs extra-économiques : acuité croissante des conflits sociaux, guerre d'Espagne, menace allemande, ainsi que cette menace de guerre civile internationale à laquelle si peu étaient préparés ¹.

Tous les éléments auxquels Jean Weiller fait ici allusion ont compté ; mais le dernier peut-être plus qu'aucun autre, parce qu'il agissait sur le subconscient et traduisait un facteur qui va devenir peu à peu dans la psychologie des peuples entre eux l'un des plus puissants : la fuite - et on peut employer le mot de déroute collective - devant la peur.

D'une façon, tantôt injuste, tantôt même odieuse (lorsqu'on a la perfidie d'employer le mot de « thermidorien »), on a voulu faire de Léon Blum une espèce de bouc émissaire - le responsable d'événements dont il a subi le contre-coup.

D'abord surpris par l'événement, Léon Blum attendait l'heure où il accéderait au pouvoir : « Il l'attendait, mais en même temps il la redoutait. Il doutait de lui-même et de ses aptitudes à conduire une formation gouvernementale appelée, sous peine de faillite humiliante, à sortir des traditionnelles ornières parlementaires. ² »

Léon Blum prononce le 10 mai 1936, au Conseil National de la SFIO., des paroles qui traduisent sa modestie : « Je ne sais pas si j'ai la qualité d'un chef dans une bataille aussi difficile. C'est une épreuve que vous ferez sur moi et que je ferai sur moi-même. »

Le visage de Léon Blum eut une expression épouvantée lorsque fut envisagée devant lui l'hypothèse de la grève de certains services publics. Son soudain découragement s'exprimera par ces mots : « J'aime mieux m'en aller tout de suite. » Les hésitations de Léon Blum devaient être accrues par l'insurrection militaire en Espagne et par la campagne menée contre le ministre de l'Intérieur, Salengro, si dévoué à sa personne.

Les craintes que lui inspirait l'attitude britannique dans le problème espagnol furent pour lui une nouvelle raison d'incertitude.

L'union des syndicats de la région parisienne s'était élevée à 1.200.000 membres. Mais ce gonflement des effectifs avait affaibli la CGT : il avait été le point de

¹ Jean Weiller, *OP. CIT.*, PP. 27 ET SUIV.

² André Delmas, *OP. CIT.*, PARAÎT AVOIR DÉFINI AVEC JUSTESSE L'ÉTAT D'ÂME DE LÉON BLUM À SON ARRIVÉE AU POUVOIR.

départ d'une désintégration intérieure. Doucement, mais sûrement, le pacte d'unité de Toulouse avait été habilement mis en œuvre afin d'écarter des militants, qui ne paraissaient pas assez dociles aux tendances qui voulaient dominer la CGT.

Dans la Fédération qui allait devenir la plus importante de la CGT, celle des Métaux, un partage d'influence s'était établi entre Croizat et Semat d'un côté, et Roy et Chevalme de l'autre ; mais des militants éprouvés tels que Cordier, du Bâtiment, et Vandeputte, du Textile, étaient éliminés.

La politique « du cœur sur la main » était devenue impuissante à transformer une unité artificielle en une union réelle.

Le mouvement ouvrier français se trouvait déjà déchiré entre des tendances diverses lorsque, le 29 septembre 1938, intervient l'événement de Munich. Le 13 septembre, le bureau confédéral s'était réuni et avait constaté sans ironie que l'attitude des gouvernements démocratiques avait permis d'écarter, pour l'immédiat, l'intervention militaire dans l'angoissant problème du statut des minorités nationales en Tchécoslovaquie. Le 21 septembre 1938, la Commission administrative s'élève avec force contre l'emploi de la violence dans les relations internationales.... Le démembrement de la Tchécoslovaquie jetterait, s'il était réalisé, les bases d'une Europe hitlérienne qui serait une menace pour le droit à la vie en France, en même temps qu'elle ruinerait, à brève échéance, les idées de démocratie et d'émancipation des travailleurs.

Le 30 septembre, puis le 1^{er} octobre, la Commission administrative s'associe à la proposition du Président Roosevelt tendant au règlement pacifique de toutes causes économiques et politiques du conflit, par la réunion d'une Conférence internationale où seraient appelés tous les pays intéressés. Mais le texte de la Commission administrative a été discuté, et certaines de ses parties adoptées seulement par dix-huit voix contre onze.

Au Comité national confédéral, sauf treize abstentions, l'accord se fait sur un texte « approuvant les décisions du Bureau et les résolutions votées par la Commission administrative qui traduisent le souci unanime du pays d'assurer la paix par des négociations et des pourparlers ».

En fait le flottement qui semble se dégager de ces diverses résolutions résulte des différents courants entre lesquels les discussions n'étaient parvenues à établir aucune autre formule que celles exprimant des compromis.

Le même mois de novembre 1938, le Congrès confédéral s'ouvre le 14, à Nantes, et se poursuit jusqu'au 18. Les congressistes se trouvent en désaccord sur la motion relative à la situation internationale. Une commission est élue, mais elle ne peut rapprocher les deux tendances divergentes la motion Delmas, rappelant les traditions pacifiques du mouvement ouvrier, se prononce pour l'emploi exclusif, dans les relations internationales, des méthodes de négociation et d'arbitrage ; la motion Vivier Merle s'élève contre l'emploi de la violence, réclamant une paix juste fondée sur l'organisation économique du monde et la construction d'une Europe affranchie de toute hégémonie. Elle ajoute : « Le Congrès s'élève contre toute intention, avouée ou non,

d'assujettir et de soumettre la CGT à un parti politique quel qu'il soit, ou à une politique gouvernementale. »

Le texte de Delmas voulait rendre plus strictes les mesures à prendre pour assurer l'indépendance syndicale et empêcher le cumul des mandats syndicaux et politiques. La Commission des résolutions s'est séparée en deux groupes, d'où la nécessité, en présence des deux textes, de nommer deux rapporteurs, Vivier Merle et Delmas.

L'opposition qui s'était affirmée entre les tendances va s'accroître encore à la suite de la grève du 30 novembre, organisée contre les décrets-lois du gouvernement Daladier. Et la masse syndicale va s'effriter. Pourtant, de mars 1936 à mars 1937, les effectifs syndicaux s'étaient élevés de 1 million de membres à 5 millions. Le Rapport du Congrès de Nantes, en novembre 1938, estimait de 6.000 à 7.000 le nombre des conventions collectives signées à cette date.

Pendant la même période, la CFTC. passait de 6.042 voix représentant 151.050 syndiqués (1933) à 17.105 voix (candidats CFTC au Conseil supérieur du Travail) représentant 427.625 syndiqués (1937). En 1938, la C.F.T.C. comptait 27 Fédérations nationales et 29 Unions régionales interprofessionnelles.

Qu'étaient donc les décrets-lois qui avaient suscité les protestations de la CGT ?

Les décrets-lois comprenaient d'abord des augmentations d'impôts de 4 à 5 milliards supplémentaires.

Le ministre Daladier avait renoncé au statut de la grève ; mais pour la loi de quarante heures, les décrets-lois prenaient des dispositions qui paraissaient attentatoires à la législation sociale de 1936, et semblaient justifier l'opposition de la CGT.

Au Congrès confédéral de Nantes, en 1938, le compte rendu indique que la CGT comptait encore 5 millions de membres répartis entre plus de 15.000 syndicats, contre 4.500 syndicats en 1936 ; mais, au lendemain de Nantes les tendances divergentes vont réduire la masse des syndiqués.

Considérant que les décrets-lois du 2 novembre 1938 portaient atteinte à la politique sociale de 1936, le Bureau confédéral de la CGT s'oppose à la politique des décrets-lois ; il entend exécuter la résolution votée par le Congrès de Nantes qui donnait mandat au Bureau et à la Commission administrative de la CGT d'organiser, en accord avec les Fédérations intéressées, la résistance à l'application des décrets-lois, pris dans une atmosphère de guerre. Le Bureau confédéral pouvait se servir de la cessation collective du travail pour défendre les réformes sociales.

Le 25 novembre 1938, une Conférence des Fédérations est chargée d'examiner les formes d'organisation de la grève, la Commission administrative fixe à 24 heures l'arrêt du travail, et le 30 novembre est déclenché un arrêt de 24 heures qui, selon la lettre ouverte au Président du Conseil, visait, non sa politique extérieure, mais sa politique sociale, car les décrets-lois modifiaient la législation sociale. Le mot d'ordre de la CGT ne fut d'ailleurs pas observé partout.

II

La période qui s'étend entre le mois de novembre 1938 et le mois d'octobre 1940, a été pour le mouvement ouvrier en France une époque de crise ; mais peut-être, en raison même de ce caractère et du désarroi que suscitaient les événements parmi les travailleurs des différentes professions, cette période d'incertitude et d'anxiété devrait-elle faire l'objet d'une analyse des états d'esprit qui se manifestèrent dans les différentes Fédérations syndicales et qui, sans doute, aurait pour conséquence d'éclairer les singularités de la profession au cours de la crise. Encore est-il possible, en se limitant à une vue panoramique, de mettre l'accent sur les principaux réflexes des classes laborieuses pendant les étapes successives de cette crise : 1° la marche à la guerre de novembre 1938 à septembre 1939 ; 2° la « drôle de guerre » et sa suite immédiate, de septembre 1939 à octobre 1940 ; nous avons choisi cette seconde date pour le moment où semble s'achever la crise, parce que, le 15 novembre 1940, dans un acte de certains représentants de la CGT et de la CFTC s'affirme leur volonté de ne renoncer en rien aux principes du syndicalisme libre de toute contrainte, même étrangère.

A chacune des étapes apparaissent trois réflexes : le réflexe de défense corporative et antifasciste ; le réflexe de défense de la paix et de la solidarité internationale ; enfin, le réflexe de défense de l'unité et de l'indépendance du syndicalisme.

Les événements de mai 1936 avaient été une révolution préfigurée. Leurs historiens en ont bien marqué les caractères négatifs et positifs : « ... se tenir debout, prendre la parole à son tour, se sentir homme quelques jours ¹ ». Ce n'est point tant de la raison que de l'instinct, de la politique que de la mystique qu'étaient parties les occupations d'usines de mai 1936. « Toutes les histoires individuelles, peines familiales, douleurs solitaires, semblaient s'être réveillées d'un seul coup pour composer ce grand cri d'un peuple..., ces gens-là fêtaient une victoire ² » ; « Cette grève était en elle-même une joie. Une joie pure, une joie sans mélange... joie de vivre parmi des machines muettes au rythme de la vie humaine.... Il flottera autour de ces lourdes machines, des souvenirs qui mettront un peu de fierté au cœur... ³ » ; « Une victoire qui créait une discipline spontanée ⁴ ». Et une immense espérance à laquelle nous participions.

Pendant les années 1937-1938, des changements se produisent dans l'état d'esprit de la classe ouvrière et se manifestent dans le caractère des grèves. Si on peut admettre avec P.-J. Maxence qu'elles n'ont eu ni la même figure ni les mêmes mobiles, ni sans doute cette bonne humeur narquoise qui faisait qu'on était prêt à braver toutes les sanctions légales, cet auteur exagère quand il ajoute : « L'unanimité s'est perdue, perdue la foi.... » Cela n'est pas exact, et on pouvait même dire que, parmi les ouvriers de la base comme parmi les militants, nombreux ont été ceux qui sont restés fidèles à

¹ S. Galois, *RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE*, OP. CIT.

² Jean-Pierre Maxence, *HISTOIRE DE DIX ANS (1927-1931)*, GALLIMARD, 1939.

³ Simone Weil, *LA CONDITION OUVRIÈRE*, OP. CIT.

⁴ Jacques Danos ET Marcel Gibelin, OP. CIT.

la parole donnée au peuple espagnol ; les âmes héroïques ont prouvé que leur foi était prête au sacrifice de leur personne.

Durant l'étape 1937-1938, trois faits jalonnent cette première période de la crise : les décrets Daladier, les débats au Congrès de Nantes et la grève du 30 novembre 1938. Michel Collinet a vu nettement et décrit avec lucidité la situation telle qu'elle s'est présentée, et la désagrégation syndicaliste, en 1937 et 1938, à partir de la Loi de décembre 1936¹. Il a bien vu que le mécontentement des ouvriers s'est exprimé finalement contre le syndicat qui leur est apparu comme dépossédé de son rôle. Pour beaucoup d'entre eux, leur présence y devient inutile. Le syndicat n'est plus qu'un intermédiaire entre les revendications formulées et l'arbitre. Par son intervention, le surarbitre tranchant en dernier ressort, il semble aux ouvriers que la tâche essentielle du syndicat est de présenter au surarbitre un honnête cahier de revendications. Quand les ouvriers voient leurs actes désapprouvés par les états-majors, comme c'est le cas dans la grève Citroën, en mars-avril 1938, ils ne reprennent plus de timbres et délaissent leurs syndicats. Durant l'année 1938, la CGT perd 3.000 syndicats sur 18.000 qu'elle contrôlait ; des syndicats dits professionnels et, en fait, d'inspiration patronale se forment hors de la CGT. L'impuissance syndicale est accrue par les luttes intérieures qui opposent syndicalistes et communistes, pacifistes et adversaires de Munich, etc. Parmi les masses syndicales, il n'y a aucun centre de ralliement, puisqu'aussi bien le plan de la CGT ne rencontrait aucun appui, ni du côté de la bureaucratie syndicale, ni du côté des masses communistes. Les mécontentements et les divisions sont encore accrus par l'échec de la grève du 30 novembre 1938.

Mais ce n'est là qu'un des aspects de la psychologie ouvrière durant la première étape de cette période de crise. On peut également constater les formes que prend le réflexe de la défense de la paix et de la solidarité internationale. Une génération ouvrière conserve les cicatrices de la guerre de 1914-1918. Depuis la montée d'Hitler, la génération suivante sent la fragilité de la paix, la crainte de la défaite.

C'est de la pure folie. Le plus beau suicide de l'histoire.... La France a subi deux terribles guerres en cent ans, une au temps des guerres de l'Empire, l'autre en 1914 ; en plus de cela, le taux des naissances décroît chaque jour. Et c'est le moment qu'on choisirait pour déclencher une nouvelle guerre. Vainqueur ou vaincu, le pays passe au rang de nation de second ordre. Voilà une certitude.... et puis il y en a une autre.... La Tchécoslovaquie sera bouffée avant que nous ayons le temps de dire ouf....²

Telles étaient les réflexions qui s'échangeaient entre les travailleurs des différents métiers et qui réagissaient vivement sur la psychologie ouvrière ; sans doute, selon les tempéraments, avaient-elles plus ou moins d'influence pacifiste.

Il faut ajouter qu'avant Munich, le mouvement syndical est unique, mais divisé ; après Munich, les divisions ont fait éclater l'organisation au Congrès de Nantes.

¹ Michel Collinet, *L'ESPRIT DU SYNDICALISME*, ÉDITIONS OUVRIÈRES, COLLECTION « MASSES ET MILITANTS N, 1952, p. 127 ; - *LA TRAGÉDIE DU MARXISME*, CALMANN-LÉVY, 1948 ; - Alexander Werth, *THE DESTINY OF FRANCE*, LONDRES, HAMISH HAMILTON, 1937 ; - Maurice Dommanget, *KARL MARX*, COLL. « LES GRANDS ÉDUCATEURS SOCIALISTES », ÉDITIONS S.U.D.E.L. ; *PAUL ROBIN*, IDEM ; *FRANCISCO FERRER*, IDEM ; - Benigno Cacerès et Christian Marker, *REGARDS NEUFS SUR LE MOUVEMENT OUVRIER*, ÉDITIONS DU SEUIL, 1951.

² J.-P. Sartre, *LES CHEMINS DE LA LIBERTÉ*, GALLIMARD, 1945 ; LE SURSIS, p. 90.

La Révolution espagnole a également accru les antagonismes, tout en mettant un accent unanime sur le devoir de solidarité internationale. Ce heurt entre les tendances, à la suite de l'occupation de la Tchécoslovaquie, rend encore plus difficile la consolidation de l'unité.

L'unité, ébranlée par l'aggravation de la situation internationale, est en fait rompue au Congrès de Nantes, lorsque Delmas échange avec Semard les propos suivants :

Quand se heurtent, dans les périodes de tension, les forces de paix et celles qui, consciemment ou non, poussent à la guerre, la CGT ne peut avoir qu'une place ; elle doit toujours être au côté des forces de la paix ; et elle ne peut pas adopter une politique d'indifférence ou de silence. Jusqu'à la dernière minute, tant qu'il subsiste un espoir, le mouvement syndical a pour devoir traditionnel de s'opposer à la guerre, de favoriser jusqu'au bout la négociation et l'arbitrage. Il a des hommes qui ne pensent pas de la même façon ; les uns défendent l'objection de conscience, d'autres la théorie de l'opposition insurrectionnelle....

À ces propos d'André Delmas, Semard oppose 1938 à 1914, et deux systèmes face à face : un système soviétique d'édification socialiste et le vieux système capitaliste dans sa phase impérialiste.

Le pacte Molotov-Ribbentrop, du 23 août 1939, achève de détruire l'unité.

Une seconde étape suscite dans la psychologie ouvrière des réflexes parallèles à ceux de la période précédente et, d'abord, le réflexe de la défense corporative et antifasciste.

En présence de la guerre, la CGT estime qu'elle ne peut cesser de défendre les intérêts des travailleurs. De plus, la majorité de la classe ouvrière croit de son devoir de lutter, les armes à la main, contre le *fascisme de l'extérieur*, elle qui a fait reculer de 1934 à 1936 le *fascisme de l'intérieur*.

Le 7 octobre 1939, un accord est signé par le délégué des patrons au B.I.T., Lambert-Ribot, et le délégué confédéral, entre l'Union des Industries métallurgiques et Chevaline, secrétaire de la Fédération des Métaux. Raoul Dautry, ministre de l'Armement, contresigne cette déclaration digne de sa grande pensée : « Tous les Français veulent que, de la lutte actuelle, sorte, non seulement une France meilleure, mais un monde meilleur. Et tous les citoyens des Nations libres en attendent pour l'humanité entière une ère de progrès dans la liberté, la concorde et le respect des droits individuels et collectifs.... » Albert Thomas avait donné au B.I.T. comme devise : « Si tu veux la Paix, prépare la Justice. »

Le choc de la mobilisation fut brutal pour le peuple de France :

Des années et des années de paix future s'étaient déposées par avance sur les choses et les avaient mûries, dorées ; prendre sa montre, la poignée d'une porte, une main de femme, c'était prendre la paix entre ses mains. L'après-guerre était un commencement de la paix. Le temps, la paix, c'était la même chose. A présent, cet avenir était là à mes pieds, mort. C'était un faux avenir, une imposture.... Ces vingt années étaient un nombre fini de journées, comprimées entre deux hauts murs sans espoir.... C'était un faux avenir. Tout ce qu'on a vécu depuis vingt ans, on l'a vécu à faux. Ces belles journées avaient un avenir

secret et noir, elles nous trompaient. Une période cataloguée dans les manuels d'histoire sous le nom d'*entre deux guerres* ...¹.

D'abord, les communistes considèrent la défaite comme

...une bonne aubaine dont il faut profiter tout de suite et à fond.... Lorsque la guerre sera assez prolongée pour que deux blocs capitalistes adverses se soient épuisés, pour que l'U.R.S.S. ait complété son armement, les communistes pourront dire : « Le monde est à nous » ; la combinaison des révolutions intérieures et de la force militaire de l'armée Rouge sera irrésistible... aux marges d'un monde en décomposition, le pays des Soviets devient la terre promise vers laquelle tous les yeux se tournent et d'où viendra le salut ...².

« La paix signée en 1918 par la Russie était très dure, et elle a été pour les Soviets le premier pas dans la voie de la reconstruction de la Russie.³ »

Dans les tâches du Parti pour l'automne 1940, les communistes rappellent qu'ils doivent se trouver partout au contact des ouvriers, des travailleurs, être mêlés aux foules, apparaître dans les queues aux portes des magasins, dans les cafés, les spectacles, et devenir les porte-parole du mécontentement général, les avocats du peuple⁴.

Le 27 novembre 1940, le Pacte tripartite est signé à Berlin, et en novembre, *L'Humanité* y voit le signe du prestige de l'autorité et de la force du pays des Soviets : « Les travailleurs savent bien que celui-ci agit toujours exclusivement dans l'intérêt des peuples soviétiques conforme à l'intérêt des peuples de tous les pays »

Enfin l'occupation a notablement renforcé le mythe de l'Unité. Dans la Résistance, unitaires et confédérés se retrouvent avec les chrétiens et rétablissent l'unité par les Accords du Perreux.

¹ J.-P. Sartre, *OP. CIT.* P. 71.

² A. Rossi, *CRISE FRANÇAISE, CRISE MONDIALE (PHYSIOLOGIE DU PARTI COMMUNISTE)*, ÉDITIONS SELF, 1948, pp. 8, 24, 25, 28, 29.

³ BROCHURE *JEUNESSE DE FRANCE*, DE L'AUTOMNE 1940.

⁴ LES TÂCHES DU PARTI POUR OCTOBRE 1940; ET EN PROVINCE, DÈS JUILLET 1940 DANS *L'ENCHAÎNÉ*, JOURNAL DU NORD.

Chapitre VI

La France meurtrie et déchirée

[Retour à la table des matières](#)

Le 29 juillet 1940, des militants des Fédérations et Unions départementales se rencontrent à Toulouse avec le Bureau confédéral. Le 16 août 1940, paraît la loi provisoire d'organisation professionnelle, inaugurant une première tentative d'organisation corporative. A Sète, le 26 août, des militants de la Commission administrative, réunis autour de Jouhaux, décident que la CGT continuera à vivre clandestinement.

En face de l'écrasement de la défaite, le découragement s'était emparé des militants syndicalistes, d'ailleurs dispersés par la mobilisation et l'exode. Cet accablement était le signe d'un profond désespoir. Il se prolongea jusqu'à l'automne de 1940. Combien en avaient reçu une blessure et comme une atteinte physique ! Les uns voulaient maintenir à tout prix la vie syndicale ; les autres éprouvaient une révolte qui les dressait contre toute passivité en face des événements.

La première expression extérieure de cette protestation du droit contre la force fut l'Appel du 15 novembre 1940. Quelques militants de la CGT et de la CFTC faisaient circuler une note qui résumait les principes essentiels du syndicalisme libre : respect de la personne humaine, subordination de l'intérêt particulier à l'intérêt géné-

ral, liberté d'un syndicalisme devant prendre dans l'État toute sa place, et seulement sa place ¹ :

Le syndicalisme doit être aussi libre dans l'exercice de son activité collective que dans l'exercice de la liberté individuelle de chacun de ses membres. Il doit rechercher la collaboration internationale des travailleurs et des peuples. Le syndicalisme a été et demeure fondé sur le principe de la liberté : il est faux de prétendre aujourd'hui que la défaite de notre pays est due à l'exercice de la liberté.

Il convient de rappeler des vues. si justes et qui le demeurent. Elles prouvent le bon sens et le courage des signataires de l'Appel du 15 novembre 1940. Elles restaient fidèles à la définition qu'aux heures les plus sombres de 1942, le professeur Paul Durand donnait du syndicalisme français : « Le syndicalisme est autre chose pour la classe ouvrière qu'un simple agent de revendication.... un grand groupement fraternel, un centre de solidarité, une école de formation des élites ² ».

Ici commence, pour le syndicalisme français, une crise qui va conduire à d'affreuses ruptures. Les historiens en comprendront le caractère tragique, s'ils ont connu la croissance intellectuelle et morale des classes ouvrières au XIX^{ème} siècle. La critique historique devra affronter les témoignages des uns et des autres. Mais les groupes qui composent un mouvement social ne se partagent pas brusquement entre « des bons entièrement purs et des méchants totalement impurs ». La diversité de la nature humaine oblige l'historien à tenir compte des ambitions, des intérêts, des différences de tempérament et de ce qui est plus irréductible encore, des passions. L'équité exige qu'on substitue à la fiction blanc-noir, chère aux partisans aveugles, une vision plus réelle parce que plus complexe.

Il y a pourtant deux faits, parmi tant d'autres, sur lesquels il convient de mettre l'accent : les lois du 16 août 1940 et du 4 octobre 1941 (Charte du Travail) et le S. T. O. (Service du Travail obligatoire).

La résistance à la loi du 4 octobre 1941 doit son origine et sa raison d'être à l'attachement conscient que les milieux ouvriers, en France, avaient pour les principes du syndicalisme libre, la défiance que les syndicalistes ouvriers et patronaux éprouvaient à l'égard de toute tentative, proche ou lointaine, de corporatisme. L'expérience et l'exemple du corporatisme italien, pendant la période de 1925 à 1935, avait contribué en France à accroître encore cette méfiance. Les tendances de ceux qui préconisaient « l'organisation de la profession » n'étaient pas faites pour diminuer cette réaction anti-corporativiste. À la suite d'une enquête dont les résultats avaient été publiés en 1935 dans *L'Homme Réel* ³, les pratiques du corporatisme étaient apparues comme totalement opposées aux réalités vivantes de l'autonomie du mouvement ouvrier.

¹ APPEL DU 15 NOVEMBRE 1940 ET CIRCULAIRES DU COMITÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET SYNDICALES SIGNÉS PAR LES MILITANTS : CAPOCCI (EMPLOYÉ C.G.T.), CHEVALINE (FÉDÉRATION DES MÉTAUX, CGT), GAZIER (EMPLOYÉ DE LA RÉGION PARISIENNE), JACCOUD (FÉDÉRATION DES MOYENS DE TRANSPORT CGT), R. LACOSTE (FÉDÉRATION DES FONCTIONNAIRES CGT), SAILLANT (FÉDÉRATION DU BÂTIMENT CGT), CHRISTIAN PINEAU (BANQUE ET BOURSE), VANDEPUTTE (FÉDÉRATION DU TEXTILE CGT), TESSIER (C.F.T.C.), BOULADOUX (CFTC.) ET ZIRNHELD (CFTC).

² Paul Durand, ARTICLE DANS *DROIT SOCIAL*, 1942.

³ SYNDICALISME ET CORPORATIONS, *L'HOMME RÉEL*, N° 15-16, MARS-AVRIL 1935.

Or les tendances à l'organisation autoritaire de la profession s'étaient exprimées dans la loi du 16 août 1940. Puis la Charte du Travail prétendant réconcilier par l'association le capital et le travail dans le cadre du corporatisme provoquait des résistances.

L'hostilité au corporatisme lui-même est affirmée par les syndicalistes les plus conscients¹. Des atteintes profondes sont portées au droit et aux traditions du syndicalisme français : pouvoirs réglementaires donnés aux Comités d'organisation institués par la loi du 16 août 1940; dissolution de la CGT et de la CFTC (décret du 9 novembre 1940), substitution au régime de la liberté syndicale de 1884 du syndicat unique et obligatoire soumis à un régime strictement réglementé. On enlevait au syndicat son indépendance et ses fonctions les plus importantes².

Le Service du Travail obligatoire est imposé par les textes suivants³ : loi du 19 septembre 1942, loi et décret du 16 février 1943, décret du 11 mai 1943. La première loi de septembre 1942 et le décret de la même date visaient tous les hommes de 18 à 50 ans et les femmes célibataires de 21 à 35 ans.

Le retour des prisonniers, qui était présenté comme une mesure compensatrice, était un leurre ; et le chiffre de la vaste population que devait atteindre le S.T.O. rendait cette mesure redoutable. Il faut ajouter que proportionnellement à sa population, la France a été moins « pompée » que la Hollande et la Belgique.

La première déportation, en octobre et en novembre, porte sur 128.000 personnes, et en décembre sur 41.000.

La loi et le décret du 16 février 1943 instituent la création du Commissariat général au Service du Travail obligatoire. Les déportations en janvier 1943 portent sur 60.000 personnes, en février 1943 sur 60.000, en mars sur 120.000, en mai sur 19.000, en juin sur 73.000, en juillet sur 30.000, en août, septembre et octobre sur 35.000. Soit, au total, après le recensement de la classe 43, 1 million dont 200.000 environ pour l'organisation T. O. D. Et la loi du 1^{er} février 1944 élargit le champ d'application de la législation en vigueur par une extension aux femmes de 18 à 45 ans, et une extension aux hommes de 16 à 60 ans. Le résultat en est de 13.000, de janvier à mars 1944. Et de mars 1944 à la Libération : 25.000. D'après les indications générales fournies au procès de Nuremberg, il y aurait eu, en tenant compte des évasions à la suite

¹ Paul Durand, DIFFÉRENTS ARTICLES DANS LES N° 3, 5, 7 DE LA REVUE *DROIT SOCIAL*, 1942 ; SES CRITIQUES SE FONDAIENT SOLIDEMENT SUR LES PRINCIPES DE LA LÉGISLATION SYNDICALE, SUR LE STATUT DU TRAVAIL.

² Cf. Jacques Berton, THÈSE, DÉCEMBRE 1942. - LA MISE EN OEUVRE DE LA CHARTE A ÉTÉ ANALYSÉE OBJECTIVEMENT PAR georges lefranc, *LES EXPÉRIENCES SYNDICALES EN FRANCE*, ÉDITIONS AUBIER, 1950, CHAPITRES 4-10, DE 1939 À 1950.

³ LES ARRÊTÉS DU 19 SEPTEMBRE ET DU 2 OCTOBRE 1942 SUBORDONNENT LES EMBAUCHAGES ET LES LICENCIEMENTS À L'AUTORISATION PRÉALABLE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL. LA LOI DU 2 OCTOBRE 1942 ACCORDAIT AUX TRAVAILLEURS DÉPORTÉS UNE GARANTIE DE RÉINTÉGRATION DANS L'EMPLOI OCCUPÉ. L'ENSEMBLE DE CES TEXTES A ÉTÉ ANNULÉ PAR LA LOI DU 9 AOÛT 1944. LA LOI DU 26 SEPTEMBRE 1942 ACCORDAIT À TITRE D'INDEMNITÉ D'ÉLOIGNEMENT LE MAINTIEN DE LA MOITIÉ DU SALAIRE PERÇU EN FRANCE.

des permissions, environ 650.000 travailleurs français présents en Allemagne, sans compter les disparus à la suite des bombardements ¹.

Il n'est que juste de faire remarquer que la politique de Vichy a constamment cherché à « limiter les dégâts » et que, ainsi que nous l'avons dit plus haut, c'est la France qui a le moins souffert du S.T.O.

Ce n'est pas ici le lieu de rappeler en détail la part que les travailleurs ont prise aux différents mouvements de Résistance. En revanche, il est certains aspects de la résistance ouvrière ou syndicale sur lesquels on doit mettre l'accent. Tout d'abord, la psychologie ouvrière et son évolution depuis les jours d'accablement ou d'angoisse, suivis de sursauts de révolte, qui ne se produisaient pas pour chacun à la même heure. Pourtant, il n'est pas impossible, dans cette évolution, de noter une courbe.

Henriette Psichari a exactement analysé cette évolution ; elle l'a décrite avec toutes ses nuances dans son roman *Usines 42* ².

Parlant de son héros, représentant d'*Usines 42*, Henriette Psichari conclut : « Dans l'ensemble, une mystique de l'opposition était née, religion nouvelle qui gagnait de proche en proche par une multitude d'exemples. » Seulement, cette mystique a surtout animé les militants rebelles à toute espèce de servitude. Et, si l'on cherche à définir avec quelque objectivité la résistance syndicale, il y a lieu de noter des distinctions dont les nuances forment comme un prisme. Les uns ont reconstitué des appareils syndicaux clandestins et ont animé ainsi une certaine lutte revendicative et anti-chartiste. On comprend qu'ils aient maintenu comme écran les organisations syndicales dites légales, qu'ils aient été affiliés ou non à des réseaux de Résistance. D'autres, conservant leurs responsabilités syndicales, ont freiné plus ou moins énergiquement l'application de la loi du 6 octobre 1941. Et, ce qui rend plus difficile encore des lignes de démarcation nettes, il y eut des militants syndicaux qui, conformément aux consignes transmises par la CGT clandestine ou de Londres, remplirent les fonctions de responsables dans les syndicats dits légaux et même dans les syndicats uniques de la Charte. Ils ne se démentirent que tardivement. Les Unions départementales guidaient

¹ CEUX QUI PARTENT (ET CERTAINS L'ON FAIT EN CROYANT AU RETOUR DES PRISONNIERS), ET LE PLUS SOUVENT CONTRE LEUR GRÉ, TROUVENT QUELQUEFOIS -À CONDITION D'ÉCHAPPER AUX ZONES BOMBARDÉES- DES FAÇONS DE VIVRE (LOGEMENT, ETC.) QUI LEUR PARAISSENT À CERTAINS ÉGARDS PLUS FAVORABLES QUE LES NÔTRES. PAR CONTRE, PARFOIS AUSSI ILS TROUVENT DES CONDITIONS DE TRAVAIL PÉNIBLES, MALSAINES ET MÊME AFFREUSES, DANS LES MINES ET LES USINES DE PRODUITS CHIMIQUES. LES TRAVAILLEURS QUI ÉCHAPPENT AU S. T. O. SE RÉFUGIENT TANTÔT À LA CAMPAGNE, CHEZ DES PARENTS ET DES AMIS, TANTÔT ILS PEUVENT SE DISSIMULER DANS LE LABYRINTHE DES ADMINISTRATIONS, TANTÔT DANS DES MAQUIS DONT ILS RENFORCENT AINSI LES EFFECTIFS.

² ALBIN MICHEL, 1946. - C'EST PENDANT L'ANNÉE 1942 QU'ELLE SITUE LA RÉVOLUTION INTÉRIEURE DE SON HÉROS, L'OUVRIER MÉTALLURGISTE CHARLES AUBERT. LE MILITANT SOCIALISTE QU'IL AVAIT TOUJOURS ÉTÉ DEVIENT UN RÉSISTANT SE DONNANT À L'ACTION JUSQU'AU SACRIFICE DE SA VIE : ELLE A EU RAISON DE CAMPER CHARLES AUBERT FACE À L'IMPLACABLE JEANNE RIVOIRE DONT LE FANATISME LUI EST TOTALEMENT ÉTRANGER. BIEN QU'EMPORTÉS DANS DES ACTIONS QUI SEMBLENT PARALLÈLES, L'UN ET L'AUTRE INCARNENT DES TYPES QUI NE RELÈVENT PAS DU MÊME ORDRE DE SENTIMENTS. DE LEUR SÉPARATION FUTURE, ILS NE SONT PAS CONSCIENTS ; CETTE INCONSCIENCE DOIT SE PROLONGER ET SERA LA SOURCE D'UNE CONFUSION ET DE MALENTENDUS DESTRUCTEURS QUI DURERONT. IL FAUDRA LONGTEMPS POUR COMPRENDRE, DE CETTE SÉPARATION, LA RÉALITÉ HUMAINE.

l'intervention des syndicats dans certains domaines comme celui des comités sociaux, créés par la Charte¹. Elles s'efforçaient de freiner l'application des dispositions de la Charte et servaient de tampons entre les autorités et les travailleurs en grève. Il y eut des grèves, mais qui furent le plus souvent provoquées pour des raisons revendicatives. Le premier grand événement se produit en mai 1941: c'est la grève des mineurs du Nord. En mars, la grève limitée aux mineurs de l'Escarpelle qui refusent la demi-heure de travail supplémentaire qu'on leur demande, est arrêtée par l'occupation de plusieurs puits par les troupes allemandes. Comme de l'autre côté de la frontière une augmentation de salaire a été obtenue, le mouvement de grève s'étend à l'ensemble du bassin dans le Nord et le Pas-de-Calais, à partir du 27 mai 1941; le 7 juin, il comprend 100.000 grévistes. Mais le 9 juin, les grévistes reprennent le travail sans conditions²: « Vous tous, mineurs, qui avez combattu côte à côte, restez unis et dites-vous bien que ce n'est pas dans la victoire d'un impérialisme sur un autre que réside notre salut commun. » Le 22 juin, l'armée allemande attaquait l'U.R.S.S.

Quelle avait été l'attitude de la CGT et des membres du Comité confédéral depuis l'armistice ? Le 24 juin à Bordeaux, et le 20 juillet à Toulouse, le Bureau de la CGT et un Comité confédéral national restreint s'étaient mis d'accord sur un projet de communauté française et sur une réforme des statuts confédéraux qui éliminait de l'article 1^{er} la référence à la lutte en vue de l'abolition du Saliariat et du Patronat pour lui substituer une collaboration à la prospérité nationale et une subordination à l'intérêt général des professions et du pays. Les articles 28 et 33 relatifs aux grèves et à la grève générale sont remplacés par des textes traitant de la conciliation et de l'arbitrage.

Le 9 novembre 1940, un décret rendait effective la dissolution de la CGT, de la CFTC et de la C.G.P. (Patronat français). Grâce à un front commun contre la loi du 4 octobre 1941, des rapprochements vont se produire que, dès novembre 1941, préconise la clandestine *Vie Ouvrière*, qui écrit :

Nous attirons l'attention de tous les camarades sur le fait que la plupart des militants syndicalistes, confédérés et chrétiens, sont opposés à la Charte. Il faut donc rechercher partout les contacts avec ces éléments hostiles et organiser avec eux l'action commune sous toutes ses formes pour l'indépendance et la liberté syndicales.

Les journaux clandestins qui existaient nous renseignent sur les formes diverses qu'a prise la résistance syndicale. Ce sont : *La Vie Ouvrière*, *Le Métallo*, et, à partir de 1943, le *M.O.F. (Mouvement Ouvrier Français)*.

Plusieurs mois avant la loi du 4 octobre 1941, un premier contact avait eu lieu à Paris entre Neumayer, Christian Pineau, Charles Laurent et Saillant³ qui avaient rencontré Langlois, Dubois et Bontemps des P. T. T. Rien n'en était résulté.

¹ CES COMITÉS SOCIAUX CRÉÉS PAR LA CHARTE À CHACUN DES ÉCHELONS SUR LE PLAN PROFESSIONNEL REPRÉSENTENT LE POINT DE JONCTION DES FORCES PATRONALES ET OUVRIÈRES.

² *L'HUMANITÉ* DU 20 JUIN 1941, *LA VIE OUVRIÈRE* DE JUIN 1941.

³ CHRISTIAN PINEAU (C.G.T.), CHARLES LAURENT (FÉDÉRATION DES FONCTIONNAIRES C.G.T.), SAILLANT (FÉDÉRATION DU BÂTIMENT) AVAIENT SIGNÉ L'APPEL DU 15 NOVEMBRE 1940. Cf. *SUPRA*, NOTE 155.

Au commencement de 1942, Christian Pineau se rend à Londres pour prendre contact avec le Comité français de la Libération nationale et avec Sir Walter Citrine, Secrétaire général du Trade Unions Congress (T. U. C.).

Un peu plus tard, pendant l'année 1942, des représentants du Bureau Confédéral se réunissent à Lyon pour discuter un essai de grève insurrectionnelle. Cette réunion du Bureau Confédéral à Lyon, et la résolution prise ce jour-là dépassent de beaucoup la portée d'un incident antérieur au mouvement ouvrier français pendant l'occupation. C'est un événement décisif. On doit y voir un témoignage du courage des militants qui surent prendre leurs responsabilités. On était allé chercher Albert Guigui à Toulouse, où il travaillait comme correcteur d'imprimerie. Et à Lyon, la réunion était présidée par l'héroïque Jean Moulin, homme dont le caractère était à la hauteur des circonstances qu'il eut à affronter. Il donne la parole à Albert Guigui qui dit les raisons pour lesquelles le projet de grève générale doit être écarté.

Albert Guigui (Varlin dans la clandestinité) a résumé ces raisons dans un Memorandum remis le 22 mars 1943 à Charles de Gaulle par André Philip :

A moins de livrer délibérément le peuple de France au massacre et ensuite au désespoir, il convient que la grève générale soit synchronisée avec le débarquement des armées alliées sur le sol national. Nous n'avons pas eu recours à la grève générale en octobre 1942. Ce n'est point notre vie qui est trop précieuse à nos yeux, car nous la risquons tous les jours obscurément, mais celle des ouvriers français. Nous ne voulons ni la destruction de la classe ouvrière, ni faire naître chez les survivants la haine des alliés qui auraient assisté, apparemment indifférents, mais en réalité impuissants, à cette destruction !

Jean Moulin, convaincu par Varlin, sait le péril que peut présenter une discussion soumise aux risques du conflit entre des tempéraments dont fort peu échappent aux passions partisans. Jean Moulin exprime son opinion avec la calme autorité qui fait de lui un chef véritable : « Les raisons exposées par Guigui sont valables et impératives. » La cause est entendue. Grâce à lui et à Albert Guigui, la classe ouvrière française était sauvée d'un massacre affreux qui aurait fait de nombreuses victimes et affaibli la cause dont ils étaient les défenseurs. Jean Moulin eût été un guide sûr aux temps difficiles que nous vivons.

Le 22 septembre 1942, une réunion a lieu en vue de réorganiser dans la clandestinité le Bureau Confédéral. Jouhaux et Saillant y participent avec Semat, secrétaire de l'ancienne Fédération des Métaux CGTU.

En février 1943, Albert Guigui est mandaté pour représenter à Londres la CGT clandestine et prendre contact avec le général de Gaulle. Ce mandat lui est donné par les membres du Bureau Confédéral qui lui remettent, afin de l'accréditer, un mouchoir signé de leurs noms : Bothereau, Lacoste, Buisson, Saillant, de la CGT ; Forgues, Vivier, Merle, Perrier, du Comité Confédéral ¹.

¹ MISSION QUE, POURTANT, DANS SON RAPPORT D'ACTIVITÉ AU CONGRÈS CONFÉDÉRAL DE 1946, LE PREMIER APRÈS LA LIBÉRATION, SAILLANT NE MENTIONNERA PAS. OMISSION QUI ÉTONNE, LORSQU'ON SAIT QU'À LA RÉUNION DU BUREAU CONFÉDÉRAL PRÉCÉDANT LE CONGRÈS, JOUHAUX AVAIT REMARQUÉ CETTE OMISSION ET FRACHON AVAIT APPUYÉ CETTE REMARQUE EN DISANT : « C'EST UN FAIT, IMPOSSIBLE DE LE SUPPRIMER. » SEULEMENT, IL NE FAUT PAS OUBLIER QUE CETTE OMISSION D'UN FAIT TRADUIT CE QUE L'ON PEUT APPELER LES PRÉCAUTIONS PRISES À L'AVANCE.

Pendant la durée de l'occupation, la politique de la CGT, préconisée par son Bureau clandestin, allait être une politique de présence dans les syndicats, dans les Unions départementales, et même dans les organismes de mise en place de la Charte du Travail. Albert Guigui en a apporté le témoignage à l'Union départementale de Seine-et-Marne ¹ :

J'ai quitté la France dans la nuit du 12 au 13 février 1943 par vol clandestin. Arrivé à Londres, le 13 février, je ne me suis livré à une manifestation publique que le 26 mars : une conférence de presse, et le 29 mars, je faisais ma première allocution radiophonique : « Dissoute par la volonté de Vichy, la CGT reste vivante et bien vivante, par la volonté inflexible des travailleurs français.... Mes chers camarades, les conditions inégales dans lesquelles vous livrez la lutte ne seront pas perpétuellement inégales.... Aujourd'hui, je me borne à vous dire : Restez unis, renforcez vos groupements syndicaux, partout ; coordonnez votre action de résistance, organisez la solidarité et le camouflage des camarades menacés. Enfin, et surtout, préparez-vous pour l'action décisive. Elle vient. »

À plusieurs reprises, en 1943 et en 1944, Albert Guigui² exprimera ces mêmes sentiments à la radio de Londres.

La position des communistes n'était pas différente. Marcel Paimbœuf, représentant des Travailleurs chrétiens, avait été membre de la Commission de la Charte du Travail, avec le consentement de la CGT clandestine. La préoccupation était « de maintenir en place le maximum des cadres syndicaux ». Par la formule : « maintenir les cadres », les cégétistes entendaient que les militants, particulièrement ceux des syndicats locaux, ne devaient pas se croire dans l'obligation de se démettre de leurs fonctions à l'occasion de la mise en place des organisations de la Charte du Travail. « Ce que nous voulions éviter, écrit Albert Guigui, c'était de voir notre mouvement décapité et désorganisé presque automatiquement par le simple fait de l'application de la Charte. » Ce faisant, Albert Guigui n'avait pas agi en tant que personne privée ; mais dûment mandaté, au même titre que Georges Buisson auquel le Bureau de la CGT avait demandé d'aller aussi à Londres.

Tous deux emportaient avec eux un document élaboré par le Bureau Confédéral ré-unifié et dont chaque mot avait été l'objet de longues discussions : « Le bureau de la CGT appelle tous les syndicats, tous les intéressés, à accentuer la lutte contre la Charte du Travail au travers même des mesures d'application qui sont en cours.... »

Les deux délégués de la CGT à Londres ont constamment reçu des instructions du Bureau Confédéral par l'intermédiaire de Saillant ³. Parmi ces instructions, Saillant, le 18 mai 1943 et le 25 juillet 1943, donne les suivantes :

¹ Albert Guigui, ÉPURATION ET SYNDICALISME, *LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE*, JUILLET 1950. - Cf. Gérard Derove, LE MOUVEMENT OUVRIER ET LA POLITIQUE SYNDICALE, *REVUE D'ÉCONOMIE POLITIQUE*, 1948 ; LA FRANCE ÉCONOMIQUE, DE 1939 À 1946 (TIRAGE À PART), ET SES CHRONIQUES DANS *DROIT SOCIAL*.

² AUQUEL NOUS ACCORDONS TANT D'IMPORTANCE EN TANT QUE TÉMOIN IMPARTIAL.

³ LES LETTRES DE SAILLANT, DU 23 FÉVRIER 1944 ET DU 26 MARS 1944, CONFIRMENT LA CONFIANCE QUE LE BUREAU CONFÉDÉRAL MET EN SES DÉLÉGUÉS À LONDRES, SOIT POUR ORGANISER LA

« Les mots d'ordre à lancer aux cadres de notre mouvement et à la classe ouvrière peuvent être les suivants : Être dans les syndicats uniques quand les possibilités d'action sont certaines et peuvent couvrir une autre activité. »

*
* *

Le 17 avril 1943 sont signés les Accords du Perreux par Bothereau, Saillant, Henri Raynaud et Tollet, ces deux derniers étant secrétaires de l'Union des Syndicats de la région parisienne.

Les Accords du Perreux s'exprimaient ainsi : « Le mouvement Confédéral est réuni en respectant la physionomie qui était la sienne en septembre 1939. » Les mêmes principes seraient appliqués aux Fédérations et aux Unions.

Le 1^{er} mai 1943 a été une journée de grèves et de manifestations où s'unissaient les revendications et le désir de la libération nationale : à Grenoble, une grève de 24 heures dans toute la métallurgie, le bâtiment, le textile ; à Lyon, grève de 24 heures dans tout le bâtiment, chômage presque total dans la métallurgie. A Saint-Étienne, chômage complet dans toutes les grandes usines-métallurgiques.

Dans la région parisienne, le Comité d'Union syndicale et, l'Union des syndicats avaient donné l'ordre d'un arrêt limité du travail pour le 19 avril. Les mots d'ordre donnés sont action *contre les déportations*, pour les congés payés, contre les heures supplémentaires, contre le travail du dimanche et jours fériés. On organise la manifestation du 14 juillet 1943.

De tous les textes publiés par *La Vie Ouvrière* et par le *M. O. F.*, l'un des plus typiques est celui que fait paraître le numéro spécial de *La Vie Ouvrière* pour le 1^{er} mai 1943 son texte résume les aspects qui composent la résistance syndicale d'avril 1943 à août 1944 :

Vive le 1^{er} Mai d'Union patriotique et revendicative ! Union dans les syndicats, les Comités d'Union, les Comités du 1^{er} Mai. Action par la manifestation, la Grève, le sabotage, la lutte armée. L'heure est venue de mettre fin aux souffrances infinies que l'envahisseur exécré et la poignée de traîtres à sa solde vous imposent. L'heure est venue de reconquérir, avec les libertés syndicales, toutes les libertés humaines ! Union totale ! Audace ! Action ! Debout les cheminots, les métallos et les gars du bâtiment ; Travailleurs

DÉLÉGATION DE LA CGT À LA CONFÉRENCE SYNDICALE MONDIALE, SOIT À PROPOS DE LA RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU B.I.T. DANS SA LETTRE DU 25 JUILLET 1943, SAILLANT ÉCRIT : « NOUS RÉAGISSONS CONTRE LA POSITION DES COMMUNISTES EN CE QUI CONCERNE GUIGUI. NOUS MAINTENONS TOUTE NOTRE CONFIANCE ET LES MANDATS DONNÉS À BUISSON ET À GUIGUI. » SAILLANT, EN DÉCEMBRE 1943, FÉLICITE GAZIER ET GUIGUI POUR LEUR EXCELLENT TRAVAIL.

NOUS SAVONS, EN REVANCHE, QUE L'ABSENCE DU NOM DE GUIGUI DANS LE RAPPORT AU CONGRÈS DE PARIS, EN AVRIL 1946, A ÉTÉ LE FAIT DE SAILLANT, ALORS QUE CELUI-CI AVAIT APPOSÉ SA SIGNATURE SUR LE MANDAT ÉCRIT SUR LE MOUCHOIR DE SOIE À LA RÉUNION DE LYON QUI PRÉCÉDA LE DÉPART DE GUIGUI, EN FÉVRIER 1943.

de toutes les entreprises des villes et des campagnes, debout ! Les cohortes ouvrières qui, pendant les derniers mois avez lutté par la manifestation, la grève, le sabotage, de Lyon à Toulouse et de Chambéry à Limoges. Face à l'ennemi affaibli par les coups terribles de nos vaillants alliés, face à cet ennemi impuissant à maîtriser la Résistance nationale qui se développe. Grève générale de 24 heures. Vive le 1^{er} Mai d'Union 1943 et d'action contre les déportations, pour le retour des prisonniers et des déportés, pour la libération des emprisonnés ! Vive le 1^{er} Mai d'Union et d'Action pour 50 % d'augmentation des salaires, traitements, pensions de retraites, d'invalidité et pour l'amélioration du ravitaillement !

Vive le 1^{er} Mai d'Union et d'Action pour le rétablissement des libertés syndicales contre l'application de la Charte du Travail ! Vive le 1^{er} Mai d'Union et d'Action pour la libération, l'indépendance et la grandeur de la France ! En avant vers l'Insurrection Nationale inséparable de la Libération Nationale !

Léon Jouhaux avait été déporté en Allemagne. Georges Buisson partait pour Londres, le 27 avril 1943. Louis Saillant allait représenter la CGT auprès du Conseil national de la Résistance (27 mai 1943), ainsi que Tessier la CFTC.

En mai 1943, la CGT désigne cinq délégués à l'Assemblée Consultative d'Alger : Georges Buisson, Gazier, Bouzanquet, Croizat et Fayet ; et la CGT va se trouver ainsi associée à l'œuvre du gouvernement d'Alger et aux futures ordonnances.

Le 27 juillet, le bureau de la CGT commente les événements d'Italie¹ et le même jour il rédige un document devant servir à l'action clandestine et à celle des syndicalistes qui le représentent à l'Assemblée Consultative d'Alger.

En octobre 1943, les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais sont en grève. Le *M. O. F. (Mouvement ouvrier français)* publie en octobre un manifeste du Bureau Confédéral :

Le Bureau de la CGT appelle les travailleurs à repousser la cotisation obligatoire pour les syndicats uniques, à s'opposer par tous les moyens à la retenue de celle-ci sur le précompte. En ce qui concerne les Comités Sociaux, les travailleurs doivent exiger de véritables représentants. Le Bureau de la CGT, estimant que la Charte du Travail est incompatible avec l'existence d'un syndicalisme libre, la meilleure riposte que les travailleurs puissent faire à ceux qui la leur veulent imposer est de reconstituer rapidement la CGT de 1936-1937. Le Bureau de la CGT reconstituée convie à rejoindre tous sans retard leurs syndicats respectifs, à exercer l'unité syndicale complète à tous les échelons, en effaçant toute trace de scission... à redonner au mouvement syndical français toute son unité, toute son indépendance, toute sa vigueur.

En janvier 1944, le Bureau Confédéral publie dans le *M. O. F.* un nouvel appel :

La CGT revit intensément dans notre pays.... Elle a invité les ouvriers et ouvrières à s'unir dans la Résistance avec tout ce que la Nation comporte d'éléments sains et honnêtes dans leur foi patriotique et nationale. Ils l'ont fait. Elle a appelé les travailleurs à se soustraire à la déportation en Allemagne. Son appel a été entendu. Elle a sollicité le monde ouvrier à une action virile pour la conquête de conditions d'existence plus humaines. Elle a été suivie.... Travailleurs, Travailleuses, généralisez l'action pour vos salaires, résistez à la déportation par tous les moyens individuels possibles, par toutes les actions

¹ *LA VIE OUVRIÈRE*, JUILLET ET AOÛT 1943 : « LE 14 JUILLET 1789 LE PEUPLE DES FAUBOURGS ÉTAIT À LA TÊTE DES PARISIENS DANS L'ASSAUT DE LA BASTILLE » (paul chauvet, 1789. *L'INSURRECTION PARISIENNE ET LA PRISE DE LA BASTILLE*, DOMAT-MONTCHRESTIEN, 1946).

collectives concertées dans vos usines et ateliers, dans vos villes et villages. De toutes vos forces, soutenez les réfractaires qui sont à la pointe du combat patriotique.

Les victoires militaires des alliés en France sont fortement aidées par la Résistance. Dans cette Résistance, le mouvement ouvrier joue un rôle capital.

Trois étapes jalonnent le développement de l'insurrection : les manifestations du 14 juillet 1944, la grève des cheminots du 10 août, la grève de la Police du 15 août. Les manifestations du 14 juillet sont organisées par le Front National, l'Union des Syndicats et le parti communiste.

Le 10 août, l'Union des syndicats suscite la grève des cheminots dans la région parisienne. La grève a pour objet des revendications telles que l'augmentation des salaires de 50 p. 100, la libération des camarades emprisonnés et la libération du pays¹.

Les dirigeants du Front National, de l'Union des syndicats, et des communistes tels que Tollet et Carrel, envisagent de nouvelles grèves pour arriver progressivement à une grève générale insurrectionnelle. Ainsi, le 15 août 1944, 275 fonctionnaires seulement sont à leur poste dans les services sédentaires de la Préfecture de Police, et la grève est presque totale dans les services actifs et dans les commissariats. Les mouvements de grève se sont développés du 10 au 17 août. Le 17 août, les représentants de la CGT en informent le Comité National de la Résistance. Le 18 août, le Bureau Confédéral de la CGT et les représentants des syndicats chrétiens lancent l'appel à la grève générale pour la libération qui devait commencer le 19 au matin. Dans les chemins de fer, les grèves s'étendent. La généralisation du mouvement est ordonnée par le Comité inter-confédéral de Résistance des cheminots et par l'Union de la région parisienne. L'entente s'est faite dans le Comité inter-confédéral d'entente syndicale entre la CGT et la CFTC.

Le 25 août au soir, le succès de l'insurrection est assuré, et le 26 août le Bureau Confédéral se réinstalle rue Lafayette, en dehors de la présence de Jouhaux, encore détenu en Allemagne. Les huit membres en exercice sont : Bothereau, Racamond, Raynaud, Neumayer, Frachon, Saillant, Georges Buisson et Gazier.

¹ Adrien Dansette, *HISTOIRE DE LA LIBÉRATION DE PARIS*, ARTHÈME FAYARD, 1946.

Troisième partie

Les hésitations de l'histoire

« Est-ce qu'ils sont aussi tranquilles ceux qui nous ont condamnés ? Ils croient avec nos condamnations pouvoir arrêter le cours de l'histoire. Ils se trompent. Rien n'arrêtera le triomphe de notre idéal. Croient-ils peut-être pouvoir arrêter les innombrables combattants de la Liberté avec la terreur ? »

EUSÉBE GIAMBONE,
mécanicien-tourneur, 3 avril 1944.

[Retour à la table des matières](#)

[Retour à la table des matières](#)

À certaines heures, des *hésitations historiques* se produisent par suite de l'intervention de la volonté humaine, individuelle, collective ou nationale. Or, au moment où la France brutalement abattue, Hitler, en l'été de 1940, se trouvait proche de réaliser son dessein, en face de lui se sont dressés la ténacité d'un peuple et l'opiniâtreté d'un homme.

Le peuple anglais décida de poursuivre seul la guerre. Comme l'avait dit Clemenceau : « Nous sommes à l'heure des résolutions sans retour », Winston Churchill, le 27 mai 1940, prononce ces paroles : « L'Angleterre n'abandonnera jamais la guerre, quoi qu'il advienne, jusqu'à ce que Hitler soit battu ou qu'elle ait cessé d'exister comme État. »

Chapitre premier

Les grèves de mars 1943 en Italie

[Retour à la table des matières](#)

En histoire, il existe des ruptures et des chutes, et si le fascisme est pour l'Italie une période de crise, les résistances qui, tout au long des années conquérantes du fascisme ont existé, expriment le sentiment que dans ses couches profondes le peuple italien ne se résignait pas à cette soumission absolue qu'exigeait la doctrine totalitaire.

Rien ne le prouve plus fortement que ces événements qui, brusquement, arrêtaient le glissement qui paraissait entraîner l'Italie vers une somnolente résignation. Ainsi, de certaines résistances sporadiques et larvées, se dégagent des forces coordonnées dont l'accumulation agit comme un frein. Il n'est pas téméraire de dire que les grèves de mars 1943 ne furent pas seulement un événement de portée italienne, mais que la résonance en fut plus générale.

La résistance n'a pas commencé en Italie avec la chute de Mussolini. Bien avant la guerre de 1940, une opposition sourde au régime avait pris naissance dans certains milieux italiens, que leur esprit critique aiguisé, ou leur esprit de classe, rendaient plus clairvoyants à l'égard du dictateur fasciste. Au fur et à mesure que la politique de Mussolini se développait et qu'on commençait d'entrevoir l'abîme où elle allait entraîner le pays, cet esprit d'opposition devenait assez fort pour mordre sur la masse passive que vingt années de propagande fasciste avaient anesthésiée contre toute possibilité d'initiative et d'effort personnel.

Ces centres actifs de résistance étaient constitués surtout par l'élite des intellectuels italiens (libéraux, républicains, catholiques progressistes, socialistes) et par certains centres ouvriers (Turin, Gênes, Milan), doués d'une maturité politique et d'une conscience sociale très supérieures à la moyenne de la population.

Déjà, dans les grands centres ouvriers de l'Italie du Nord, la guerre civile d'Espagne avait été une occasion de ralliement et de prise de conscience. On n'ignorait pas que de nombreux Italiens (intellectuels, ouvriers) avaient pris part volontairement à la lutte et avaient combattu héroïquement à côté des Républicains espagnols. On citait leurs noms, leur exemple. On se disait que la révolution sociale que les masses attendaient depuis si longtemps devait avoir pour première phase une victoire totale sur le fascisme, ou plutôt sur les fascismes européens.

Tel était alors le point de vue des masses ouvrières italiennes, - tout au moins dans leur partie la plus consciente et la plus mûre, - et tel était aussi le point de vue des communistes italiens qui, légalement dissous et bien que peu nombreux, étaient demeurés actifs et efficaces.

Pourquoi cette importance des communistes dans les premières organisations de la résistance ? Mussolini en est responsable ; en réalité, il avait fait porter presque tout le poids de la répression sur les communistes dont l'influence sur les masses antifascistes en avait été accrue.

On peut se demander, dans ces conditions, comment il a été possible à Mussolini d'entraîner son pays dans la guerre. Tous les témoignages, en effet, s'accordent sur ce point il n'y eut jamais de guerre plus impopulaire que celle que Mussolini décida en juin 1940, contre l'avis de ses généraux et de ses ministres.

Les spécialistes militaires n'ignoraient pas que les deux guerres d'Éthiopie et d'Espagne avaient pesé lourdement sur l'Économie italienne, déjà affaiblie par quinze années d'expériences sociales aventureuses : ni l'armée ni l'aviation n'étaient en état de faire face à une véritable guerre européenne. L'alliance avec l'Allemagne de Hitler, imposée par Mussolini à une opinion publique hostile, suscitait la méfiance, en dépit des concerts de la presse, et dans les milieux de toutes opinions et de toutes classes, et cela, depuis le roi jusqu'au plus humble des travailleurs des champs.

L'influence communiste en Italie restait puissante parce que, traquée par le pouvoir et réduite à une action souterraine, elle jouissait encore de la confiance d'une partie des travailleurs, alors que les chefs socialistes, eux, avaient perdu leur crédit lors de la grande crise politique et sociale qui avait abouti au fascisme. Dans chaque usine d'Italie, il y avait des communistes - quelquefois inscrits au parti fasciste - qui assumaient auprès de leurs camarades un rôle d'entraîneurs et de chefs.

L'Église catholique enfin, dont l'influence morale restait forte dans le pays, avait condamné à plusieurs reprises le régime hitlérien et ses monstrueux excès. En septembre 1939, l'écrasante victoire des troupes allemandes en Pologne avait, de l'avis des observateurs étrangers impartiaux, atteint l'opinion publique de la Péninsule, bien loin de la combler d'aise et l'avait même *terrifiée*, d'autant plus que l'Italie avait toujours eu une politique amicale envers la Pologne.

Lorsqu'on sait ce qu'était le véritable état des esprits en Italie au début de la seconde guerre mondiale, on ne peut s'empêcher de se poser une question : que serait-il arrivé si une véritable opposition ouvrière, se manifestant par des grèves partielles dans les grands centres industriels du Nord, avait prouvé la volonté des masses, hostiles à la guerre impérialiste voulue par Mussolini ? Ces manifestations ouvrières auraient pu s'appuyer cette fois sur tous les courants de l'opinion italienne, unanimement contraire à la guerre ; elles auraient pu rallier les hésitants et les timides, contribuer aux efforts de ceux qui essayaient encore de s'opposer à la volonté du dictateur.

Et pourtant, rien de tout cela n'eut lieu. Les masses ouvrières se laissèrent embrigader pour la guerre, sans enthousiasme certes, mais avec la même inertie que les autres catégories du peuple italien.

L'explication de cette attitude est facile. Il suffit de se rappeler le Pacte germano-soviétique qui, signé le 23 août 1939, presque à la veille de la guerre, devait modifier d'une façon imprévue les grandes lignes de la propagande communiste en Europe.

Jusqu'alors, le «Führer» Hitler avait été l'ennemi n° 1 ; ayant mis sa main dans la main de Staline, il parut bénéficier de tout un jeu de circonstances atténuantes et de préjugés favorables, dont les effets devaient se faire diversement sentir sur les différentes opinions publiques d'Europe.

En outre, un certain nombre de jeunes communistes italiens avaient reçu l'ordre de s'inscrire aux syndicats fascistes afin de pouvoir contrôler l'état d'esprit de leurs camarades ouvriers et se tenir en contact personnel avec eux.

Dès le début de la seconde guerre mondiale, le même mot d'ordre circula dans tous ces petits centres d'influence communiste. Le prolétaire italien n'avait pas à prendre parti dans cette guerre d'impérialismes opposés, phénomène normal en régime d'Économie capitaliste. Quant au côté moral de l'affaire, il eut été puéril de se laisser séduire par l'idéologie « périmée » de la France et de l'Angleterre, puissances « bourgeoises » par excellence. Le devoir de tout prolétaire conscient était donc de garder, dans cette nouvelle guerre, une attitude de neutralité expectante, et de préserver sa conscience de classe.

Ce point de vue s'accordait à merveille avec l'attitude adoptée par Mussolini au début de la guerre. Ajoutons que le dictateur italien, adversaire *en théorie* du marxisme communiste, n'était nullement hostile au régime soviétique, dont il admirait la force militaire et dont l'allure dictatoriale lui plaisait. S'il n'eût tenu qu'à lui, le pacte germano-soviétique n'eût jamais été rompu. Cet état d'esprit apparaît plusieurs fois dans le *Journal* de Ciano ¹.

¹ COMTE Galeazzo Ciano, *JOURNAL POLITIQUE, 1937-1938*, TRAD. JEAN IMBERT ET ANDRÉ MANGÉ, LES ÉDITIONS DE PARIS, 1949 ; - *JOURNAL POLITIQUE, 1939-1943*, TRAD. ET INTRODUCTION DE S. STELLING-MICHAUD, NEUCHÂTEL, ÉD. DE LA BACONNIÈRE, 2 VOL., 1948 ; - *ARCHIVES SECRÈTES DU COMTE CIANO, 1936-1942*, TRAD. MAURICE VAUSSARD, PLON, 1948.

Cette attitude de neutralité expectante se prolongea pendant tout l'hiver 1939-1940. Vint le printemps de 1940 et les grandes victoires remportées par l'Allemagne à l'Ouest. Il apparaissait désormais que rien ne pourrait s'opposer au vertige qui entraînait Mussolini vers la guerre. Il savait qu'il n'avait aucune réaction à craindre de la part des masses ouvrières, à qui les militants communistes prodiguaient les conseils lénitifs. Quant aux milieux conservateurs, il connaissait trop bien leur passivité pour s'inquiéter le moins du monde de leur opposition ouverte ou cachée.

Les ouvriers des grands centres industriels étaient, comme tout les Italiens du Nord, profondément hostiles à l'alliance allemande voulue par Mussolini. Comme tous les Italiens sans exception, ils étaient opposés à la guerre. Mais ne recevant aucun mot d'ordre de leurs chefs, livrés à leur propre initiative, ils se cantonnèrent dans une attitude négative.

Cet état d'esprit ne devait pas durer. Cependant, l'opposition à la guerre se manifesta d'abord dans certains milieux intellectuels et universitaires. Dans la région de Turin - un des grands centres industriels de l'Italie - le groupe d'étudiants Pedussia entreprit, dès la fin de 1940, une courageuse campagne de tracts et de pamphlets contre la guerre. Les travailleurs des usines sympathisaient de cœur avec ces jeunes universitaires : ce fut là le début de cette collaboration féconde entre intellectuels et ouvriers, qui devait s'affirmer si brillamment pendant la Résistance.

L'Italie était en guerre depuis une année déjà, lorsque survint le fait décisif qui devait changer du tout au tout le caractère des événements. Le 22 juin 1941, Hitler donnait l'ordre à ses armées d'envahir la Russie. La seconde guerre mondiale allait prendre à partir de ce jour un aspect de guerre de religions, dont le contre-coup se fera sentir aussitôt en Italie comme dans tout le reste de l'Europe.

Dans chaque usine d'Italie, les ouvriers communistes commencèrent aussitôt une ardente campagne contre l'Allemagne hitlérienne et contre le fascisme italien, son complice. On ne réclamait pas seulement la fin de la guerre, mais la chute du régime fasciste qui l'avait voulue et provoquée. Le moment paraissait venu de réunir en un seul faisceau toutes les forces qui s'opposaient au régime, de constituer la coalition de tous les ennemis de Mussolini, jusque-là divisés.

Le premier pas vers cette fusion entre ouvriers et intellectuels, si désirable, date d'octobre 1941¹. Dans une localité de la frontière italienne, des représentants du parti communiste, du parti socialiste et du parti G. L. (Giustizia e Libertà) se réunirent et décidèrent la constitution d'un « Comité d'action pour l'union du peuple italien » ; ils invitaient tous les groupes politiques d'Italie à y participer, et exigeaient par ailleurs la dénonciation du pacte d'alliance avec Hitler, la paix immédiate, et le retour aux libertés démocratiques.

Ce programme était assez large, assez souple, pour réunir autour de lui la majorité des Italiens, de tous partis et de toutes classes. Il laissait habilement de côté la

¹ Cf. LE PROFESSEUR giorgio vaccarino, DE L'UNIVERSITÉ DE TURIN, DONT LES TRAVAUX SUR LA RÉSISTANCE EN ITALIE M'ONT APPORTÉ DES INFORMATIONS PRÉCIEUSES ET SÛRES.

question du régime monarchique, se bornant à demander, pour le moment, la fin de la dictature et la fin de la guerre.

Ce fut là le premier noyau du « Front national d'Action » qui devait se constituer un an plus tard, vers la fin de 1942, et qui groupait, à côté des communistes et des socialistes, des représentants des démocrates-chrétiens, des libéraux et du « Parti d'Action » (c'était le nom nouveau qu'avait adopté le mouvement G. L.). Il s'agissait bien, cette fois, d'une puissante coalition de toutes les forces anti-fascistes, qui réunissait vraiment l'immense majorité des Italiens.

Le manifeste du Front national d'Action, reproduit par des milliers de feuilles volantes, fut répandu dans les usines, dans les universités, dans tous les centres urbains. La police fasciste le retrouvait dans les Établissements Fiat, et même dans de petites communes du Piémont.

Ce manifeste - paru dans le journal communiste *L'Unité* du 27 décembre 1942 - débutait, ainsi :

Les Allemands foulent de nouveau notre sol, occupent et dépouillent notre pays, insultent notre sentiment national, nos morts du *Risorgimento* et de la première guerre mondiale.... Soldats, officiers, miliciens, fascistes honnêtes... abandonnez la guerre injuste de Hitler et de Mussolini ! Unissez-vous au peuple pour exiger le départ des Allemands, et pour obtenir la paix séparée immédiate.... Italiens ! Exigeons par tous les moyens que les Allemands, descendus chez nous, repassent le Brenner, que Mussolini soit chassé du pouvoir, que la paix séparée soit conclue immédiatement.... Libéraux, démocrates, communistes, socialistes, républicains, catholiques, fascistes honnêtes, italiens : *Vive la paix séparée immédiate, vive le Front national d'Action, pour la paix, l'indépendance et la liberté !*

Ce manifeste eut un énorme retentissement. Il révélait à l'opinion italienne l'existence d'un véritable Front antifasciste *uni*, capable de représenter la nation entière, et qui ne craignait pas de faire appel même aux fascistes *honnêtes*, ceux qui n'étaient pas les profiteurs du régime et qui commençaient à ouvrir les yeux devant les résultats catastrophiques de la politique de guerre voulue par Mussolini.

En cette fin d'année 1942, qui était pour l'Italie le troisième hiver de guerre, l'atmosphère était lourde dans la Péninsule. Les bombardements alliés et les défaites de l'Axe en Russie et en Afrique, la vie chère qui pesait surtout sur les travailleurs des villes, tout cela contribuait à créer un mécontentement diffus, le sentiment de courir à un abîme. La guerre fasciste apparaissait de plus en plus comme une guerre anti-nationale. La main-mise allemande sur les usines et sur l'Économie italienne blessait le sentiment patriotique.

Mais ce fut surtout dans la région industrielle du Piémont que le manifeste porta. La population piémontaise n'avait jamais été fasciste. Les ouvriers de Turin gardaient le souvenir ulcéré des violences, des sévices, des répressions féroces qui avaient accompagné, vingt ans plus tôt, l'instauration du fascisme dans leur ville. Il y avait là, dans la vieille capitale piémontaise, une masse ouvrière compacte, politiquement très évoluée, et qui allait offrir un terrain de choix pour une manifestation anti-fasciste de grande envergure.

Car il importe de bien souligner ce fait : les fameuses « grèves de mars », qui marquèrent le déclin de la puissance fasciste, furent une manifestation nettement *politique* (bien quelles eussent pris pour prétexte les difficultés économiques du moment). Les ouvriers de Turin, en effet, étaient parmi les mieux payés d'Italie, et ils avaient moins souffert que d'autres des suites des bombardements alliés.

Il y avait eu déjà, en janvier 1943, une première agitation ouvrière : des suspensions de travail, sporadiques, suivies de manifestations. Par ailleurs, d'innombrables petits manifestes apparaissent partout, dans les usines, sur les murs, dans les lieux publics. Ils s'expriment ainsi :

Ouvriers, employés, le gouvernement de Mussolini, responsable d'avoir entraîné notre pays dans une guerre injuste et ruineuse.. veut maintenant nous faire mourir de faim, en nous donnant des salaires dérisoires... et en portant la journée de travail à 12 heures. Cessons le travail, préparons la grève.... Exigeons davantage de pain, de matières grasses, de viande.... Exigeons le départ de Mussolini. Luttons pour la paix et pour l'indépendance du pays... contre les 12 heures et la guerre maudite. L'action, la grève, la lutte sont les seules armes que nous possédons, la voie de notre salut. Grève ! Grève ! Grève !

La police fasciste n'arrivait pas à faire disparaître à temps ces appels à la grève et à la révolte, où les revendications politiques voisinaient avec les revendications économiques. Le Préfet de Police de Turin s'inquiétait de cette fermentation ouvrière, et il écrivait dans un rapport officiel :

Les manifestations de propagande anti-nationale sous forme de pamphlets, écrits sur les murs, tracts... ont recommencé et sont devenues toujours plus audacieuses, multi-formes et diffuses dans ces derniers temps.

Il faut remarquer que la propagande plus active des anti-nationaux de toutes tendances a coïncidé avec les contingences favorables aux bolcheviks sur le front oriental, et s'est alimentée de l'égarement et de la dépression des esprits dans certains secteurs de la population, qui ont suivi les destructions causées par les incursions ennemies, et les difficultés plus grandes de la vie....

...Ces excitations organisées avec une audace croissante par des ennemis troubles et occultes de la Nation et du Régime, quoiqu'elles n'aient pas provoqué jusqu'à maintenant... de rébellion ouverte, ont sans aucune doute empoisonné les esprits, surtout dans la classe des travailleurs....

Ce document officiel indique d'une façon assez nette la campagne d'agitation qui précéda la grande grève de mars 1943, grève à laquelle participèrent plus de 100.000 ouvriers de Turin, et qui s'étendit très vite aux autres grandes villes de l'Italie du Nord.

Le prétexte économique de la grève était d'obtenir une indemnité de déplacement pour les ouvriers évacués, indemnité qui devait être étendue à tous les ouvriers, déplacés ou non. Mais un manifeste clandestin, paru quelques semaines avant la grève, indiquait les véritables causes du mouvement : « En recourant à la grève pour améliorer leurs conditions économiques, les travailleurs contribuent à hâter la chute de Mussolini et la fin de la guerre. »

Par ailleurs, les dirigeants du mouvement s'adressaient aux femmes, ouvrières, ménagères, mères de famille, pour leur demander d'encourager l'action des grévistes par leur action propre. Les femmes répondirent à cet appel avec un élan extraordi-

naire. Elles souffraient, plus encore que les hommes peut-être - du moins dans les classes populaires - des conséquences morales et économiques de la guerre. Une action « pour le pain et la liberté » était faite pour susciter leur enthousiasme. Pendant les journées critiques de mars, elles se multiplièrent, transportant du matériel de propagande, animant et incitant les hommes, affrontant même la police armée, comme aux usines Rio de Turin.

Ainsi préparée de longue main, la grève éclata au début de mars.

Le vendredi 5 mars, chez Fiat Mirafiori (une des plus grandes usines de Turin), à 10 heures du matin, les ouvriers cessent le travail. Ils se réunissent par groupes, dans le plus grand ordre, et se rassemblent dans les réfectoires. Là, on nomme une commission qui présentera à la Direction les requêtes suivantes : une indemnité, pour chacun, correspondant à 192 heures de travail, plus le salaire d'une semaine à titre de vie chère.

La Direction, surprise, accorde 50 livres d'acompte immédiatement, et s'engage à examiner avec bienveillance les demandes ouvrières. A ce moment-là, un certain flottement se produit parmi les ouvriers ; beaucoup seraient d'avis de reprendre le travail, mais ils sont énergiquement repris en main par des chefs du mouvement, et l'on conclut finalement à la continuation de la grève. La police, alertée, entoure les établissements Fiat Mirafiori, mais n'entre pas dans les usines.

Le même jour, ont lieu deux autres suspensions de travail, chez Rasetti (100 ouvriers), à la Microtechnica (600 ouvriers). La police intervient de nouveau, et procède à quelques arrestations, ce qui n'empêche pas le mouvement de grève de s'étendre aux usines Fiat Grandi Motori, Westinghouse, Savigliano, Ferriere Piemontese, Pirotechnica.

Pendant les deux jours qui suivent, on distribue 7.000 feuilles volantes invitant à l'action. Un de ces manifestes, adressé aux « Femmes, Jeunes Gens, Turinois, Citoyens », convoquait la population de Turin à une grande manifestation de masse qui devait avoir lieu le 8 mars, place du Château, centre de la ville. Cette manifestation fut interdite par le Préfet de Police qui fit défiler dans la ville, à titre d'avertissement, une vingtaine d'autos blindées.

On ne pouvait plus douter maintenant du caractère politique de la grève, qui prenait chaque jour plus d'ampleur. Les uns après les autres, les ouvriers de Turin suspendaient le travail. Parfois, ces suspensions de travail étaient brèves : les ouvriers cessaient le travail pendant une ou deux heures, pour témoigner leur solidarité envers leurs camarades grévistes, et pour protester contre les arrestations.

Le ressentiment et la colère des ouvriers se portent contre les représentants des syndicats fascistes, particulièrement haïs, et qui ont essayé d'intervenir. Ils sont accueillis par des coups de sifflet, par des huées, par des clameurs hostiles. L'attitude des ouvriers devient si menaçante, qu'il fallut faire appel à la police pour les dégager. Les femmes des ouvriers massées aux portes des usines, interviennent alors et injurient les policiers. La foule est nerveuse, effervescente. Le mouvement s'étend comme une tache d'huile et commence à gagner la province.

Le 13 mars 1943, à 10 heures du matin, les 5.000 ouvriers des Établissements Rio, dans la petite ville de Villa-Perosa, cessent le travail. Certains d'entre eux réclament à voix haute la paix séparée et la fin de la guerre. Les femmes surtout font preuve d'un dynamisme extraordinaire. L'ouvrière Olga Baravallo harangue ses camarades en ces termes : « Si les ouvriers cessent le travail, la production sera diminuée et on hâtera ainsi la fin de la guerre » La foule sympathise avec les grévistes.

A Turin, dans la nuit du 14 mars, on répand partout de petits manifestes, signés par le « Comité Ouvrier », et qui poussent les grévistes à la lutte à outrance. On exige la « libération des camarades arrêté » et le droit « d'avoir et d'élire de véritables représentants ». Le manifeste se termine par ces mots : « Ouvriers et ouvrières : la raison, le nombre et la force sont de notre côté. Tous unis et décidés nous vaincrons. Vive la paix et la liberté ! »

La grève s'étend, non seulement à Turin, où presque tous les ouvriers prennent part au mouvement, mais partout où il y a des usines en province ; dans les petites villes industrielles d'Asti, de Moncalieri, de Vercelli, tous les ouvriers font grève. Ce qui surprend et déroute les autorités fascistes, ce n'est point tant le phénomène général de la grève que l'état d'esprit qu'il révèle.

A Moncalieri, après une demi-journée de grève, les hommes voudraient reprendre le travail, mais les femmes les en empêchent. D'après un rapport du préfet, les femmes et les très jeunes gens sont les plus ardents pour la grève.

Dans la région industrielle de Biella, plus de 60.000 ouvriers sont en grève. A Vercelli, l'agitation persiste jusqu'au début d'avril.

Partout où il y a eu des arrestations, les ouvriers recueillent des fonds. Parfois ces collectes ont lieu dans les usines, sous l'œil bienveillant des directeurs. Ceci irrite particulièrement la police fasciste, qui voit là une sorte de connivence et de complicité honteuse de la part des industriels.

Cependant, les arrestations se poursuivaient à Turin. A la date du 12 mars, 164 ouvriers étaient déjà en prison. Certains d'entre eux avaient été fort malmenés par les agents de police, qui prétendaient leur arracher des révélations sur un prétendu « complot » politique.

Le questeur de Turin avait toutefois raison d'écrire :

« Cette soi-disant protestation..., tout en étant justifiée par les conditions de vie, a fourni le prétexte d'une véritable propagande contre le régime... et mérite d'être considérée comme un cas de véritable défaitisme politique.... »

Ce que ce fonctionnaire fasciste qualifiait de défaitisme, c'était l'esprit hostile au régime de presque toute la population italienne. Voilà pourquoi les « grèves de mars » furent populaires. Venant après les récentes défaites militaires de l'Axe en Russie et en Afrique, elles paraissaient annoncer l'écroulement prochain d'une dictature détestée. Même dans certains milieux bourgeois, on sut gré aux masses populaires d'avoir pris

une initiative presque insurrectionnelle, qui faisait de la classe ouvrière - pour la première fois en Italie - l'interprète du sentiment national.

Il serait faux néanmoins d'attribuer au parti communiste seul le mérite d'avoir fomenté la grève. Que les ouvriers communistes aient été particulièrement actifs et agissants, nul ne songe à le nier. Mais en ce début de 1943, ils étaient encore fort peu nombreux dans les usines italiennes. Rappelons, à titre d'exemple, que dans les Établissements Fiat-Mirafiori de Turin - d'où partit le mouvement de grève - sur 21.000 ouvriers, 80 seulement étaient inscrits au parti communiste.

En réalité, le mouvement connu désormais en Italie sous le nom de « grèves de mars » fut essentiellement et profondément anti-fasciste. Les masses ouvrières eurent le mérite d'annoncer, par une action révolutionnaire de grande envergure, le phénomène collectif de la Résistance. Elles furent en avance sur l'opinion publique du pays.

La répression légale fut faible. Le régime n'était plus très sûr de sa force, et il prenait de plus en plus conscience de son impopularité.

On expédia à Turin le ministre Scorza, secrétaire du parti national fasciste. Il prodigua aux ouvriers des paroles trompeuses et affecta de considérer la grève comme uniquement économique. Il déclare, le 17 mars, chez Fiat Mirafiori, devant les cadres rassemblés en toute hâte, que « le Duce, à chaque heure de sa vie, a multiplié ses efforts pour que le peuple italien puisse réaliser ses justes aspirations, grâce à cette justice sociale qui est la base de la conception sociale du fascisme ».

On peut dire dans l'ensemble que les ouvriers piémontais avaient obtenu gain de cause, en ce qui concerne du moins leurs requêtes économiques. Mais, alors que le mouvement tendait à cesser dans le Piémont, il gagnait la Lombardie voisine où, du 24 au 29 mars, les ouvriers quittaient le travail à leur tour.

C'était donc toute la région industrielle de l'Italie qui protestait à la fois contre les conditions de vie imposées par le régime fasciste, et contre le régime lui-même.

La portée politique - et surtout morale - des grèves de mars fut immense. Elle ouvrit les yeux des dignitaires fascistes sur l'impopularité du régime auquel ils s'étaient attachés. Elle contribua sans aucun doute, d'une façon indirecte, à déclencher quatre mois plus tard ce qu'on a appelé le « coup d'État royal ». Le roi d'Italie avait cru longtemps - ou on lui avait fait croire - que Mussolini avait été et demeurait « l'idole des masses ». Il s'apercevait qu'il n'en était rien, et que ces mêmes masses avaient su témoigner, d'une façon non équivoque, leur désaffection profonde envers le dictateur et le régime qu'il incarnait. Il espérait, - en vain, - sauver la monarchie en sacrifiant Mussolini.

Chapitre II

L'âme de la Résistance italienne et la guerre des Partisans

[Retour à la table des matières](#)

Le plus grand reproche que l'on puisse adresser au fascisme, c'est d'avoir laissé planer un doute sur l'âme profonde de l'Italie. Pendant vingt années, le peuple italien avait semblé accepter, sans résistance apparente, ce régime autoritaire et policier, basé sur la force et la ruse. Celui qui incarnait ce régime masquait de phrases grandiloquentes son absence complète d'idéal social et moral ¹.

Certes, des exilés - ces nobles *fuorusciti* qui ont maintenu fièrement au dehors le bon renom de leur patrie - avaient quitté, en grand nombre, la terre italienne, affirmant ainsi leur horreur d'un régime qu'ils ne voulaient ni accepter, ni subir. Mais ce n'était là, disait-on, qu'une minuscule élite d'intellectuels et d'écrivains. Le peuple italien avait accepté, sans grand enthousiasme peut-être, mais avec une passivité résignée, un régime qui contredisait ses plus belles traditions. La jeunesse, surtout, n'adhérait-elle pas sans réserve au fascisme?

Erreur de perspective que la seconde guerre mondiale allait dissiper. L'âme italienne n'était point morte.... L'Italie de Mazzini vivait encore au plus profond de ce peuple, que vingt années de régime totalitaire avaient recouvert d'un masque trompeur. Nous en eûmes la preuve bien avant même que le régime mussolinien se fut

¹ LA PERSONNALITÉ D'UN BOTTAI EST UNE EXCEPTION.

écroulé sous le poids accumulé de ses fautes : on vit se dresser une Italie en qui revivait la grande âme du Risorgimento.

Essayons de comprendre cette Italie nouvelle qui ressuscitait. Nous en trouvons par exemple l'image dans la lettre à sa femme et à sa fille écrite à la veille de son exécution par le mécanicien-tourneur Eusèbe Giambone, lettre que la piété de ses compagnons d'armes nous a conservée, parmi tant d'autres laissées par des intellectuels comme par des ouvriers. Nous tenons à publier au moins quelques-unes de ces phrases émouvantes. Vingt ans de fascisme n'avaient pas effacé au cœur des plus purs Italiens, - qu'ils fussent mécaniciens ou intellectuels, - un idéal d'humanité qui, par delà le temps et l'espace, rejoint celui d'Eugène Varlin en 1871.

Eusèbe Giambone exprime à la fois son amour de la vie et sa sérénité devant la mort :

...Non seulement je n'ai pas fait de mal, mais durant ma vie bien brève, j'ai conscience d'avoir fait du bien ; fait du bien, non seulement dans la forme restreinte d'aider son prochain, mais en me donnant en entier, en donnant toutes mes forces, quoiqu'elles soient modestes, en luttant sans trêve pour la grande, pour la sainte cause de la libération de l'Humanité opprimée....

...Est-ce qu'ils sont aussi tranquilles, ceux qui nous ont condamnés ? Certainement pas ! Ils croient, avec nos condamnations, pouvoir arrêter le cours de l'Histoire : ils se trompent ! Rien n'arrêtera le triomphe de notre idéal ; croient-ils peut-être pouvoir arrêter les innombrables combattants de la Liberté par la terreur ?

L'amour que j'ai pour toi, ma Louise adorée, et pour Giselle se confond dans mon idéal avec l'amour que j'ai pour l'humanité tout entière, et si je regrette de mourir, c'est parce que je ne pourrai plus jouir de votre affection, parce que je m'afflige de votre affliction....

EUSÈBE GIAMBONE, *Lettre à sa femme*
(3 avril 1944).

Il ne suffit pas pour comprendre ce qu'a été en Italie la Résistance, d'évoquer des visages individuels, il faut aussi reconnaître qu'elle a eu, selon les provinces, des aspects locaux ou collectifs. Prenons un des exemples typiques, celui de Florence qui avait pu être appelée par Mussolini « la ville fascistissime » et où, en effet, les brigades fascistes avaient été parmi les plus brutales ; mais le jour où un brusque retournement se produit, en face de ceux qui ont opté pour le régime de la république italienne que Mussolini allait fonder à Salò, se dressent soudain, comme sortis d'un rêve, des partisans patriotes et républicains animés d'une implacable détermination :

L'intervention en Espagne et les persécutions contre les Juifs marquèrent également à Florence le commencement de la fin pour la dictature fasciste, firent naître, même chez les « sincères » l'ombre du doute, le goût de la fronde. L'esprit de parti, momentanément assoupi, recommençait à nouveau à se manifester, sous la forme de plaisanteries, de gouaille sardonique, florentinesque.

... La jeunesse fut à la tête de la révolte, elle activa toute seule le feu sous la cendre. Empêtrée comme elle l'était dans les rets des organisations fascistes, elle s'en libéra avec une force de volonté qui restera exemplaire et dont les jeunes *actionistes* et les jeunes communistes en particulier, peuvent être justement fiers.... C'est à Florence seulement qu'il y eut entre patriotes et fascistes une vraie guerre civile. Là, et seulement là, ce fut une vraie Espagne ; rouges et noirs, derrière des barricades, à l'abri d'un coin de rue, pos-

tés sur les digues d'un torrent - pendant ces mêmes heures d'août 1944 où Paris, lui aussi, luttait pour sa Libération¹.

Ainsi que nous allons le voir, la Résistance italienne devait, - selon l'expression que nous empruntons à Ignazio Silone, l'un des profonds penseurs actuels, - découvrir qu'avant la politique et avant la littérature il y a une question d'honnêteté fondamentale à résoudre : retrouver le sens de l'inaliénable responsabilité humaine.

*
* *

Les grèves de mars avaient fourni la preuve de la fragilité du régime. Il existait en Italie deux forces qui, réunies, auraient pu renverser la dictature fasciste : les masses ouvrières et l'Armée. Les masses ouvrières n'étaient puissantes que dans le Nord. Pour réaliser vraiment la coalition de toutes les forces anti-fascistes, il fallait s'entendre avec l'anti-fascisme libéral et monarchique du Centre et du Sud. C'est ce que comprit le parti communiste qui, écartant délibérément une certaine opposition ouvrière, romantiquement intransigeante, qui répugnait à s'unir avec des partis bourgeois, décida d'envoyer une mission secrète à Rome. Celle-ci essaierait d'établir des contacts avec le roi. Il fallait, selon les communistes, tenir compte du degré différent de maturité politique existant entre les masses travailleuses du Nord et celles du Sud. Si le Centre et le Sud de l'Italie restaient monarchiques, il fallait accepter ce fait dans un esprit réaliste, et éviter surtout de renouveler l'erreur des années 1919-1920, qui avaient isolé la classe ouvrière au sein de la nation et permis ainsi l'avènement du . fascisme.

Des émissaires communistes allèrent donc à Rome et s'abouchèrent avec le petit groupe de libéraux anti-fascistes, qui avait pour chef Ivanoe Bonomi. Ils constatèrent l'identité foncière de leurs espoirs et de leurs efforts. Mais il ne leur fut pas possible d'établir avec le Chef de l'État ces contacts qui étaient la véritable raison d'être de leur voyage. Le roi Victor-Emmanuel se méfiait des hommes politiques (qu'il appelait les « revenants »), de leurs indiscretions probables : « Il n'y a pas de secret possible en Italie », dit-il un jour à un de ses interlocuteurs anti-fascistes.

¹ Vasco Pratolini, FLORENCE 1947, *LES TEMPS MODERNES*, AOÛT-SEPTEMBRE 1947. NUL INCIDENT NE PEUT PLUS PRÉCISÉMENT EXPRIMER LE LIEN EXISTANT ENTRE LES RÉPERCUSSIONS DE LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE ET LES LUTTES FLORENTINES QUE L'ARRIVÉE À FLORENCE D'UN JOURNAL VENANT DE MADRID ASSIÉGÉ ET QUI PORTAIT CE GRAND TITRE : *LA MUCHACHA VALIENTE QUE MATEO SEIS MORES CUANDO SE HALLABA DE GUARDIA* (LA COURAGEUSE JEUNE FILLE QUI TUA SIX ENNEMIS PENDANT QU'ELLE ÉTAIT DE GARDE). « AU BAR, DANS LA RUE, AU TRAVAIL, SUR LES BANCS DE L'UNIVERSITÉ, SUR LES GRADINS DU STADE, COMBIEN Y EUT-IL ALORS DE JEUNES ÉTUDIANTS, DE JEUNES EMPLOYÉS, DE JEUNES OUVRIERS QUI, VOYANT PASSER UNE FILLE, SE FAISAIENT UN CLIN D'ŒIL EN DISANT : *LA MUCHACHA VALIENTE !...* CETTE MUCHACHA FIT DU CHEMIN, DES FAUBOURGS DE L... À CEUX DE FIESOLE, D'UN CÔTÉ À L'AUTRE DE L'ARNO, JUSQU'AUX TORRENTS CHANTÉS DANS LE DECAMERON OÙ PLUS TARD MOURURENT EN DONNANT LA CHASSE AUX FRANCS-TIREURS FASCISTES, TROIS CENT CINQUANTE DE CES JEUNES GENS QUI, DÈS L'ENFANCE, AVAIENT TOUS PORTÉ, SUR LEUR PEAU OU SOUS LEUR PEAU, UNE CHEMISE NOIRE » (VASCO PRATOLINI).

Cependant, les »colloques » romains de mai-juin 1943 entre anti-fascistes du Nord et de la capitale ne furent pas inutiles. Ils préparèrent le terrain pour la levée en masse de la Résistance, qui devait se produire quelques mois plus tard, après la publication de l'Armistice de septembre.

Les grèves de mars contribuèrent d'une façon indirecte à la chute de Mussolini, car elles donnèrent plus de force à l'opposition croissante au sein du Grand Conseil fasciste. La dissidence fasciste, qui avait pour chefs Grandi, Bottai, Federzoni, n'aurait jamais osé s'affirmer comme elle le fit, pendant la nuit fameuse du 24-25 juillet 1943, si les grandes grèves du Nord ne lui avaient prouvé d'une façon irréfutable l'impopularité du régime.

Après la chute de Mussolini, les masses populaires espèrent naïvement une paix immédiate ; l'attitude ambiguë du gouvernement Badoglio irrite le peuple italien. Des grèves éclatent dans les grands centres industriels du Nord.

Mais l'armistice enfin conclu le 8 septembre 1943 entre Badoglio et les Alliés précipite l'Italie dans un abîme de maux. La riposte hitlérienne est foudroyante : 16 divisions d'élite franchissent les Alpes, culbutent les troupes italiennes démoralisées et marchent sur Rome.

C'est alors que se constitue le Comité de Libération Nationale (C. L. N.) présidé par le libéral Bonomi. La Résistance italienne, essentiellement populaire, s'organise ; 640.000 citoyens, tant civils que militaires, sont déportés par les Allemands qui, fin septembre 1943, entrent dans Naples. A la surprise générale, la population de Naples se soulève. Bien entendu, la révolte est vite écrasée, mais du coup la guerre contre l'Allemand devient en Italie vraiment nationale et populaire, elle devient une guerre sainte.

Dans le Nord de la Péninsule, et notamment dans le Piémont, des groupes armés se forment sous la direction de cadres issus du parti communiste ou du parti d'Action (G. L.). Une guerre de guérillas se déclenche, ponctuée de faits héroïques et de répressions sanglantes, telle celle du village de Boves, l'Oradour italien (16 septembre 1943).

L'enlèvement de Mussolini par un « commando » hitlérien, et la constitution à Salo, sur les bords du lac de Garde, d'une prétendue République Sociale italienne aux ordres de Hitler, vient encore embrouiller la situation. Mais ce qu'il importe de signaler, c'est l'unité morale du peuple italien dans ses épreuves. Le « maquis » trouve comme en France l'appui moral et matériel de la population. Après les débarquements alliés et la libération de Rome, la résistance allemande se fait plus âpre, et le rôle des partisans grandit ¹.

Pendant que les « Volontaires de la Liberté » menaient ainsi une lutte longue, dure et difficile, les ouvriers des grandes villes ne restaient pas inactifs.

¹ D'APRÈS DES STATISTIQUES DIGNES DE FOI, IL Y AURAIT EU, POUR L'ITALIE ENTIÈRE, 232.841 PARTISANS COMBATTANTS.

Dès la fin de l'année 1943, on vit se former dans les usines des « comités d'agitation », où les communistes avaient la prépondérance, mais qui comprenaient aussi des militants des autres partis anti-fascistes. Dans tous les grands centres, les ouvriers avaient rassemblé et caché des armes, dont ils allaient se servir au moment de l'insurrection victorieuse du printemps de 1945.

Ces « comités d'agitation » donnèrent la mesure de leur force et de leur influence en déclenchant la grande grève de mars 1944 (exactement une année après les fameuses « grèves de mars » qui avaient marqué le déclin du régime fasciste). Cette grève eut lieu à un moment très difficile pour les militants ouvriers. Depuis une année, en effet, la situation avait bien changé en Italie. A la dictature fasciste de 1943, obligée de tenir compte, dans une certaine mesure, de l'opinion publique, avait succédé la dictature de fer de la République Sociale italienne, qui dépendait uniquement de l'Allemagne de Hitler. Les troupes allemandes occupaient toutes les grandes villes du Nord et surveillaient surtout les centres industriels.

Il paraissait presque impossible, dans ces conditions, de déclencher une grève, qui pourrait être réprimée comme acte de « sabotage » et de « trahison ». La grève n'en eut pas moins lieu, à Milan, à Turin, à Gênes, et ce fut une manifestation disciplinée, imposante, de force et de conscience ouvrières. C'était un geste de solidarité vis-à-vis des camarades partisans, qui, traqués par les Allemands et par le gouvernement de Salò, avaient passé un rude hiver dans leurs montagnes. C'était une façon de rappeler au peuple italien les grandes grèves de l'année précédente, dont les conséquences avaient été décisives, et de préluder à la révolte armée de l'année 1945.

Il y eut aussi, pendant l'occupation allemande, toute une presse ouvrière clandestine, que l'on imprimait en secret, et que l'on se passait ensuite de mains en mains. Parmi ces journaux qui servaient à entretenir le courage et l'espérance, il faut citer *Voci d'Officina* (Voix de l'Usine) et *Il Partigiano Alpino* (Le partisan des Alpes) ; cette dernière feuille, très lue, tirait à 10.000 exemplaires. Citons aussi *La Società Liberale* (La Société libérale), organe du mouvement syndicaliste. Nombreux aussi étaient les journaux communistes et démocrates-chrétiens.

Parmi les mouvements de résistance qui jouèrent un rôle actif dans les centres ouvriers et dans les villes, il faut faire une place à part aux fameuses S.A.P. ou *Squadre di azione patriottica* (Escouades d'action patriotique). Ces S.A.P., qui jouèrent un rôle de premier plan dans la lutte clandestine contre les Allemands, furent nombreuses et puissantes surtout en Lombardie, où elles atteignirent, pendant la dernière année de guerre, un rare degré d'efficacité. On leur doit un nombre incalculable de coups de main, d'enlèvements, de sabotages, d'attentats, de suppressions d'espions, etc. Les hommes des S.A.P. étaient particulièrement redoutés par les nazi-fascistes, qui entreprirent à plusieurs reprises, mais en vain, de vastes opérations policières pour en venir à bout.

A la veille du dernier hiver de guerre (1944-1945), les militants ouvriers organisèrent encore une grande grève, en novembre 1944. Malgré l'appareil policier déployé par le gouvernement de Salò et la présence des Allemands, la grève eut lieu au jour dit, donnant à tous une impression de force disciplinée.

L'hiver passa. On comptait avec impatience les semaines, sachant bien que le printemps amènerait l'offensive alliée tant désirée.

Avant même que le maréchal Alexander ait passé à l'attaque dans la plaine du Pô, les formations partisans descendaient de leurs montagnes dans les vallées. Dès les premiers jours d'avril, les divisions Garibaldi attaquaient les Allemands autour de Gênes. Les combats se poursuivirent pendant plusieurs semaines. En même temps, les ouvriers de Milan et de Turin s'emparaient des usines, en chassaient les Allemands, découvraient les armes et les munitions qu'ils avaient cachées en lieu sûr.

On voyait les Volontaires de la Liberté descendre des régions montagneuses du Piémont, de la Lombardie, de la Vénétie, et s'emparer à nouveau, définitivement cette fois, des vallées et des plaines.

Enfin, le 24 avril 1945, le C.L.N. lançait aux Italiens le fameux manifeste, qui prouvait que l'heure de la Libération avait vraiment sonné.

Quelques jours plus tard, le 29 avril, c'était l'ensemble des forces allemandes en Italie qui se rendaient sans conditions au maréchal Alexander.

L'Italie était libre. Grâce aux Alliés, mais aussi grâce aux sacrifices héroïques d'une élite de ses enfants, elle se trouvait libérée à la fois de l'occupation allemande et de la tyrannie fasciste.

Le moment était venu pour elle de se donner un régime nouveau et de réaliser ainsi l'idéal qui avait soutenu les vaillants partisans pendant leurs vingt mois d'efforts et de lutte ¹. Car, comme l'avait dit l'un d'entre eux, en mars 1944 :

... les Soldats de cette armée ne sont pas tellement, ou du moins ne sont pas seulement les champions d'un vague patriotisme..., mais bien plutôt le bras armé et l'avant-garde résolue d'un mouvement de renouvellement, d'un processus révolutionnaire, qui touche toute la structure politique et sociale du pays, et qui devra donner à l'Italie, avilie et flétrie par la tyrannie fasciste... un visage nouveau de nation libre, démocratique, civile....

¹ Cf. R. Cadorna, *LA RISCOSSA (DAL 25 LUGLIO ALLA LIBERAZIONE)*, MILAN, RIZOLI, 1948 ; - I. Ionco, *UN POPOLO ALLA MACCHIA*, VÉRONE, MONDADORI, 1947. - G. Spadolini, *LOTTA SOCIALE IN ITALIA*, FLORENCE, VALLECCHI, 1949 ET LES TRAVAUX DÉJÀ SIGNALÉS DU PROF. DR giorgio vaccarino.

Chapitre III

Le syndicalisme allemand et la Résistance

[Retour à la table des matières](#)

Le syndicalisme ouvrier, en Allemagne, offre un trait singulier qui est propre à la conscience professionnelle allemande. Ce trait présente comme une antinomie entre l'obsession du travail et la volonté d'évasion, d'émancipation syndicalistes et humaines : « Le travail n'est pas pour les Allemands cette pénible obligation, cette punition qu'il est pour nous. C'est une manie, un vice auquel ils cèdent ... ¹. »

D'où une conception particulière du syndicalisme qui est bien davantage un autre métier qu'on exerce « bureaucratiquement » qu'une vocation qui se cherche humainement. Mais, doit-on conclure que les générations de syndicalistes allemands offrent le spectacle de bureaucrates qui avaient tué en eux l'apôtre ?

Non, car par deux fois les syndicats allemands avaient su défendre la République allemande, et sauver celle-ci de la dictature : en 1920, le 13 mars, le putsch de Kapp avait été étouffé grâce à la grève générale qui fut totale le 14 mars. Et, en 1923, la première tentative de Hitler en Bavière était venue se briser contre la résistance du mouvement syndical.

¹ « ILS RETOMBENT DANS LE TRAVAIL COMME D'AUTRES DANS LE PÉCHÉ » (jacques rivière, *L'ALLEMAND. SOUVENIRS ET RÉFLEXIONS D'UN PRISONNIER DE GUERRE*), GALLIMARD, 1918.

Pourquoi, en face de Hitler, en 1933, les syndicalistes allemands ne se sont-ils pas servis de la même arme de la grève générale, qui par deux fois avait été efficacement utilisée ? La première raison donnée est la suivante : tandis que les magnats de la grande industrie avaient constitué une toute-puissance considérable, le syndicalisme ouvrier manquait de chefs jeunes et énergiques. En fait, la prolongation de la crise économique avait affaibli les syndicats ouvriers et vidé leurs caisses. Pourtant certains syndicalistes songèrent à une résistance possible, mais ils se trouvaient devant deux éventualités, contraires et cependant également redoutables : ou la grève échouait, faute d'embrasser la totalité du mouvement ouvrier allemand ; ou, par suite de l'inclusion des forces communistes, elle dégénérerait en guerre civile entretenue et prolongée par l'intervention russe. Au moins, en dehors de cette possibilité, la résistance syndicaliste allemande trouverait-elle des appuis à l'extérieur ? Des entretiens eurent lieu entre Hélène Wilkinson et Karl Holtermann¹.

Les syndicalistes allemands avaient posé au Trade-Unionisme anglais la question de savoir si, en cas de guerre civile, Hambourg et Berlin étant choisis comme forteresses de résistance, les Anglais seraient prêts à ravitailler Hambourg par voie de mer ; la réponse fut négative. On se rappelle qu'au début de la guerre civile espagnole, la rencontre entre Sir Walter Citrine, Jouhaux et Léon Blum avait été également négative.

Le mouvement syndical en Allemagne était fractionné et travaillé par des influences rivales ; le morcellement était une cause de faiblesse d'autant plus importante que, dès 1932, le parti national-socialiste avait créé son instrument de travail au sein de la classe ouvrière sous la forme de « Cellules ouvrières du parti N.S.B.O. ». Les syndicats se groupaient en effet en quatre grandes tendances :

1° Les syndicats libres de tendance socialiste². La crise économique avait réduit les effectifs de l'A.D.G.B. de 7.895.000 adhérents en 1922 à 3 millions environ.

2° Les syndicats chrétiens comprenant une Confédération de syndicats ouvriers et une Union générale des syndicats allemands d'employés (G.E.D.A.G.) dominée par les employés de commerce dont l'esprit - et ce, malgré leur affirmation de christianisme - était chauvin, agressif et raciste.

3° Les syndicats libéraux se composant du groupe Hirsch Duncker et des employés groupés dans la G. D. A.³.

4° Enfin, les communistes formaient un syndicat uniquement ouvrier : le Rote Gewerkschafts Opposition.

Le morcellement du mouvement syndical en Allemagne a contribué sans doute, plus que toute autre cause, à la faiblesse du syndicalisme et empêché toute résistance syndicale sérieuse à l'arrivée de Hitler au pouvoir. Il a été dit plus haut que le 6 mai

¹ Cf. *NEW STATESMAN*, 1933. Cf. AUSSI LES DIVERS ARTICLES D'ALBERT GUIGUI, GEORGES LEFRANC DANS *L'HOMME RÉEL* DE 1934-1935-1936.

² LA TENDANCE SOCIALISTE COMPRENAIT : LES SYNDICATS OUVRIERS RÉUNIS DANS L'A.D.G.B. (ALLGEMEIN DEUTSCHER GEWERKSCHAFTS BUND) ; DES SYNDICATS D'EMPLOYÉS À L'A.F.A., COMPTANT 460.000 ADHÉRENTS ; DES SYNDICATS DE FONCTIONNAIRES GROUPÉS DANS L'A.D.B.

³ LES FONCTIONNAIRES ONT CONSTITUÉ D'ABORD UN GROUPEMENT UNIQUE QUI RASSEMBLE 1 MILLION D'ADHÉRENTS ; MAIS EUX AUSSI SE SONT MORCELÉS, SELON LES DIVERSES TENDANCES, EN TROIS GROUPEMENTS.

1933 le Dr Ley décida la création du Front du Travail (*Deutsche Arbeit Front*) : ouvriers et employés sont réunis en deux centrales distinctes. Le 26 juillet 1935 est promulguée la loi du service obligatoire. La force du D.A.F., repose sur son intégration au parti national-socialiste. Ses membres sont bientôt 25 millions. L'affiliation au D.A.F. est pratiquement obligatoire pour quiconque veut conserver son emploi. La cotisation est retenue par l'employeur lors du calcul du salaire de l'entreprise. Les employeurs ne sont pas tenus de s'affilier.

Notons que la loi du 26 juin 1936 définissait ainsi les buts du service du travail : éduquer la jeunesse allemande dans l'esprit du national-socialisme pour les fins de la communauté du peuple et d'une juste conception du travail ; lui enseigner, avant tout, l'estime due au travail manuel. Cet alinéa est conservé intégralement dans la revision promulguée le 9 septembre 1939.

Le D.A.F. s'est approprié les biens des principales communautés syndicales, les institutions d'assurances, les associations culturelles gérées par elles, la Banque ouvrière, les organisations d'assistance juridique aux travailleurs. Ce qui subsistait des coopératives de consommation (et dans la gestion desquelles les syndicats jouaient un rôle important) est incorporé, à partir de 1941, au D.A.F. « La Force par la Joie » absorbe les associations d'éducation populaire et les théâtres du peuple.

Le Front du Travail est devenu une vaste organisation dont la richesse s'est formée grâce aux spoliations, aux subventions et aux cotisations découlant des affiliations quasi-obligatoires ; l'encadrement et le contrôle des travailleurs sont deux de ses multiples fonctions. Sa puissance est grande dans l'État national-socialiste où ses capacités de financement de production permettent au D.A.F. de concevoir, payer et réaliser un programme de grands travaux propres à assurer le plein emploi de la main-d'œuvre, depuis la construction d'habitations ouvrières jusqu'aux aménagements préparatoires à la guerre. L'enrôlement dans la Wehrmacht absorbe d'ailleurs une partie très importante de la jeunesse. Ceci posé, qu'est devenue la résistance syndicaliste depuis le jour (4 février 1933) où un discours affirme à l'École des Hautes Études Politiques de Berlin que, « compte tenu de la décision des ouvriers allemands, s'engagerait une lutte à la vie et à la mort, dont les tenants actuels du pouvoir devaient craindre les conséquences terribles... » ? Et faudrait-il penser avec Evelyn Anderson, dans la *Story of the German Working Class Movement*, que « les milieux dirigeants syndicalistes entreprirent d'adapter le mouvement syndical au nouveau régime ; dans l'espoir de sauver leurs organisations et sous le couvert d'une soi-disante neutralité politique, ces milieux se sont laissé entraîner à accorder leur soutien total à la transformation du 1^{er} mai [1933], jour traditionnel de la solidarité internationale de la classe ouvrière, en la journée du travail national des nationaux socialistes ».

Non, l'écroulement du mouvement syndical allemand ne s'est pas effectué sans luttes, mais la résistance a pris moins souvent des formes collectives que des formes individuelles, et par suite impuissantes. Les nazis employèrent les forces diaboliques de la terreur physique : conduits dans des prisons spéciales, les résistants, hommes et femmes, étaient battus avec une cruauté inouïe. On enfermait des groupes de 10 à 12 personnes dans des espèces de cages en bois, où ils étaient enchaînés. Jour et nuit, de trois en trois heures, des S.A. entraient dans les caves, choisissaient quelques victimes,

les ligotaient sur des tables, les battaient avec leurs chaînes ou, s'ils étaient endormis, les réveillaient en les piquant de la pointe de leurs piques.

Ceux qui auraient voulu résister n'étaient pas tous en mesure de quitter l'Allemagne ; refoulés de différents pays, traqués, ils réclamaient le droit d'asile. L'une des âmes les plus élevées parmi les émigrés en France, le grand écrivain Heinrich Mann (ils étaient alors, en France, 35.000 émigrés) exprimait leurs sentiments : en dépit des persécutions, ils s'entêtent dans un idéal humain, et il écrit ¹ :

Quand même, ils sont tous d'accord pour vouloir maintenir cette culture traditionnelle, chrétienne, humanitaire, scientifique qui est le patrimoine commun de tous les civilisés... au fond, nous nous sentons la force de permettre à notre pays de rentrer dans la loi commune et dans le sens de l'humanité.

Étant donné que peu de travailleurs manuels se trouvaient parmi ces émigrés, il ne s'agit pas ici de faire de Heinrich Mann le porte-parole de la classe ouvrière allemande, mais il demeure le représentant de la résistance de l'esprit. L'espoir qu'il exprime en ces jours sombres de 1936, Heinrich Mann le verra-t-il se réaliser ?

¹ *L'HOMME RÉEL*, FÉVRIER-MARS 1936.

Chapitre IV

La reconstruction et Hans Boeckler

[Retour à la table des matières](#)

Durant le règne de la persécution vis-à-vis de ceux qui ne voulaient pas se rallier au national-socialisme, une preuve significative de la survivance du mouvement ouvrier était la fidélité des vrais syndicalistes à leur ancien idéal. Nombreux étaient ceux qui se rencontraient, quand et comme ils pouvaient, afin de discuter de la forme à donner au nouveau mouvement syndical qui remplacerait un jour le Front du Travail, à la fin de la période de Terreur. Sans doute se promettaient-ils d'éviter le morcellement qui avait été sa plus grande faiblesse. Ainsi subsistaient encore des forces vives, qui ont donné depuis six années la preuve qu'elles étaient prêtes à une organisation plus solide que celle qui existait sous la République de Weimar.

Aussi, ne sera-t-on pas étonné que le professeur Carlo Schmidt fût en droit de souligner l'importance de l'action des syndicalistes dans la réorganisation générale de l'Allemagne :

Chacun de ceux qui ont travaillé avec nous après la guerre sait bien que, sans les syndicats, cette réorganisation n'aurait pas été possible, soit sur le plan économique, soit sur le plan politique ; car lorsque tout était détruit, quand partout les chefs de direction, les maires, les délégués des cercles, quand toutes les organisations sociales si importantes pour l'ordre de notre vie avaient quitté leurs places, à cet instant c'étaient les syndicats qui formaient de nouveaux cadres, encore cachés d'abord, mais qui surgirent soudain, du moins en petits groupes de villes ou de Lander. Ils étaient les pouvoirs essentiels pour notre réorganisation allemande¹.

¹ PROF. DR Carlo Schmidt, VICE-PRÉSIDENT DU BUNDESTAG.

L'idée de réorganiser l'Allemagne, en s'appuyant sur les forces survivantes du syndicalisme, remontait à octobre 1944. A Aix-la-Chapelle, Henry Rutz¹, chef de l'Arbeitsabteilung de la 12^{ème} Armée américaine, avait reçu l'ordre d'approuver le premier Comité de réorganisation des syndicats allemands :

Notre politique de ces jours-là s'appuyait sur un appel du général Eisenhower aux ouvriers allemands. Le général Eisenhower avait démontré combien il était absurde de continuer la fabrication pour la guerre et il avait promis aux ouvriers allemands qu'on leur attribuerait de nouveau après la guerre le droit de se réunir en syndicats....

C'était l'influence de l'A.F.L. qui réussit à persuader au ministère de la guerre américain, que, syndiqués, les ouvriers allemands seraient un important appui pour la structure de la démocratie allemande à organiser.

Le 4 juillet 1945, dès leur arrivée dans cette zone, les autorités françaises au gouvernement de la Rhénanie-Hesse-Nassau décident d'encourager la renaissance du syndicalisme allemand.

La décision de donner à ce syndicalisme un caractère unique ne fût pas sans soulever l'appréhension du libéral Administrateur Général de Baden-Baden, M. Lafon, qui penchait pour un pluralisme jugé plus démocratique, mais, finalement, l'administration de la zone se rallia aux vues du général Billotte, Gouverneur de la Rhénanie-Hesse-Nassau : ne s'agissait-il pas d'utiliser en commun les rares militants syndicalistes ? Ne convenait-il pas de grouper au maximum les forces ouvrières ? Ne fallait-il pas, à une époque où les partis étaient encore frappés d'interdit, éviter un camouflage qui, face à l'occupant, n'eût pas été exempt de danger ? Les choses furent rapidement menées. Dès le 9 août 1945, cinq semaines après l'arrivée des Français en Rhénanie, le syndicat unitaire de Coblenche (ville et banlieue) était constitué. Sous l'influence de militants rhénans, de tendance surtout socialiste, Brandt, Buschmann, Fassel, Hennen, Muller, et du militant palatin Volkener, la zone Nord se couvrit de syndicats unitaires locaux, bientôt groupés en famille de métiers propres à faire renaître l'esprit démocratique en Allemagne².

Le 29 mai 1946, le Conseil de Contrôle siégeant à Berlin et légiférant pour l'ensemble du territoire allemand, recommandait aux commandants respectifs des quatre zones d'occupation: la création et le développement de syndicats professionnels sur une base démocratique ; la création, dans chaque zone, de Fédérations industrielles de façon à unir, dans chaque branche d'industrie, les syndicats professionnels locaux; il était également recommandé d'autoriser les Fédérations intersyndicales de syndicats professionnels, afin de permettre « la tenue périodique de conférences inter-syndicales de zones ».

En 1946, la première unification des syndicats différait un peu à l'intérieur de chacune des trois zones d'occupation de l'Ouest. Dans la zone anglaise, l'union se faisait par tous les groupes syndicaux à l'intérieur de la zone, sans suivre les limites des divers Lander ou provinces : souvent un des Lander, en effet, est partagé en diverses

¹ HENRY RUTZ APPARTENAIT À L'AMERICAN FÉDÉRATION OF LABOR.

² ORDONNANCE SIGNÉE KOENIG PORTANT LE RÉTABLISSEMENT DU DROIT SYNDICAL DANS LA ZONE FRANÇAISE D'OCCUPATION, BADEN-BADEN, 10 SEPTEMBRE 1945.

zones d'occupation. Dans les zones française et américaine l'unification avait lieu à l'intérieur des Lande, indépendamment des limites des différentes zones. La communication entre les Lande Gewerkschaftsbunden (Fédérations régionales [zonales] de travailleurs) des zones française et américaine et les Zociale Gewerkschaften (Associations de travailleurs) de la zone anglaise fut attribuée au Zonensekretariat (Secrétariat interzonal).

Au mois de décembre 1947, les délégués des syndicats des zones anglaise et américaine avaient décidé de réaliser, sous le nom d'Horizontalew Gewerkschaftlund, l'unification des syndicats de ces deux zones. Un mois après, à Ludwigshafen, les délégués syndicaux de la zone française demandaient à adhérer à cette confédération de nature géographique.

En avril 1948, le Gewerkschaftsrat (Conseil d'administration des associations de travailleurs) des trois zones constituait un Comité de réorganisation. Celui-ci s'efforçait d'arriver à l'union des syndicats allemands. Les projets et propositions rédigés par ce Comité étaient réunis en un cahier. Cette documentation allait servir de base pour la discussion entre les délégués des trois zones, qui eut lieu, enfin, le 19 et le 20 février 1949 à Königswinter.

Ce Comité, qui se compose d'un représentant pour 250.000 membres syndiqués, a rédigé les propositions à soumettre au Congrès qui allait se réunir à Munich le 12 octobre 1949.

Nous avons indiqué plus haut la participation importante que les militants rhénans avaient prise à la renaissance du syndicalisme dans la zone française. Mais un homme d'une forte personnalité a été l'organisateur du syndicalisme allemand ; c'est au Dr Hans Boeckler que sont dues la lente préparation de l'unité syndicale et la création de la Confédération D.G.B. (Deutsche Gewerkschaft Bund : Fédération des Travailleurs allemands). Hans Boeckler était comme Varlin un ouvrier relieur. Né en 1875, il vient de disparaître ayant accompli son oeuvre. Après avoir fait ses études primaires et son apprentissage d'ouvrier relieur, il s'est, tout jeune, intéressé au syndicalisme. En 1900, il devient conseiller municipal en Bavière. En 1927, il est élu député au Reichstag. Il lutte contre Hitler qui le fait arrêter. Hans Boeckler possède une réelle objectivité de pensée et un grand bon sens. Il restera le héros ¹ de ces heures de résurrection ; ce jugement d'un journal suisse demeure objectif et vrai : « On pourrait souhaiter à la jeune Allemagne quantité d'hommes de cette trempe. ² »

Emerson, en une brève synthèse historique, voit dans la dévotion aux héros le commencement de la sagesse et la condition de la durée d'un peuple. Pour un peuple, il y a un double danger : il est imprudent de nier ses défaillances autant que de ne pas chercher à en dégager des enseignements. Peut-être est-il pire encore d'oublier ses grandeurs en écartant des héros non conformistes.

Les événements et la complexité de la psychologie humaine posent à l'historien la question de savoir s'il veut juger un peuple par ses bas-fonds ou par ses cimes.

¹ HÉROS EST PRIS ICI DANS LE SENS QUE LUI DONNE EMERSON : CELUI QUI A UNE VIE EXEMPLAIRE.

² ARTICLE SUR LA D.G.B., IN *ST GALLER BLATT*, JOURNAL SUISSE DU CENTRE, 5 JANVIER 1950.

Les personnes représentatives d'un pays sont-elles, ou non, celles auprès desquelles il peut accroître son courage et ses énergies ? - Et ce ne sont pas souvent des personnages spectaculaires ; mais également de simples travailleurs, fidèles à leur tâche quotidienne et à leur devoir prochain.

Il est des figures symboliques de l'honnêteté, de la fidélité au métier, dont nous devons prendre la mesure. Quelles ont été les facteurs essentiels ayant permis la renaissance du syndicalisme allemand ?

On a vu que l'action du syndicalisme américain s'était exercée et avait permis à l'administration des États-Unis d'encourager la reconstitution des syndicats ouvriers.

Une action non moins importante, a été celle des Jocistes français. La J.O.C. a été organisée en Allemagne dès 1946. Les Jocistes ont eu sur les éléments chrétiens une influence qui les a amenés à prendre contact avec les éléments socialistes, à l'intérieur même du syndicat unique.

D'autres éléments chrétiens, toujours en liaison avec les socialistes, ont fondé à Berlin-Ouest (3 millions d'habitants) l'U.G.O. (Organisation syndicaliste indépendante).

Ainsi l'évolution s'est poursuivie dans le sens d'une collaboration entre les éléments socialistes et les éléments chrétiens, alors que sur le plan politique, un antagonisme existe entre la S.P.U. (Social Demokratische Partei : Parti Social démocrate) et la C.D.U. (Christliche Demokratische Union : Union chrétienne démocratique).

D'autre part, la liaison entre les éléments chrétiens des différentes zones a beaucoup contribué à l'acheminement vers la Confédération D.G.B., et l'idée d'une centrale unique a été facilitée par l'attitude de l'Église catholique.

Après quelques réticences, surtout nettes chez l'évêque de Trèves ¹, sous l'impulsion du cardinal Frings de Cologne et de certaines personnalités, l'Église a adopté une politique sociale plus hardie qui a conduit, en septembre 1949, le Katholikentag (la Journée catholique) de Bochum à adopter un programme de revendications avancées. Le vice-président de la D.G.B., M. Foscher, lors de la Katholische Woche (la Semaine catholique) à Munich, a pu déclarer que la D.G.B. constituait le seul garant pour la mise en application des revendications sociales de Bochum.

Dans la Maison des syndicats de Francfort, des représentants de certaines Églises chrétiennes se sont rencontrés en janvier 1950 avec des membres de la D.G.B. (Fédération des travailleurs allemands). De son côté l'Église protestante luthérienne en février 1950, a organisé à Guntershausen (Grande Hesse) un Congrès qui accepte les revendications du syndicalisme, tout en limitant le droit de cogestion aux sociétés anonymes.

¹ IL CRAIGNAIT « LA CONTAMINATION » DES SYNDICALISTES CHRÉTIENS PAR LES ÉLÉMENTS MARXISTES.

L'expérience de l'année 1933 a contribué à persuader les syndicalistes que la principale cause de leur faiblesse avait été le particularisme des différentes tendances. D'où, dans l'état d'esprit présent, une relative hostilité à l'action des partis politiques sur le syndicalisme. Dès 1947, à Mayence, 40 p. 100 des présidents et 72 p. 100 des délégués syndicaux affirmaient n'appartenir à aucun parti.

TENDANCE	ÉLECTIONS POLITIQUES (Landtag)	ÉLECTIONS SYNDICALES (Conseils d'entreprises)
Communiste	12 p. 100	11, 9 p. 100
Socialiste	48 p. 100	63, 1 p. 100
Chrétienne	29 p. 100	8, 6 p. 100
Libérale	11 p. 100	0, 7 p. 100
Neutre	-	15, 7 p. 100

Le cercle de Worms (Hesse Rhénane) offre un exemple de l'importance des éléments syndicaux neutres par la comparaison qui s'établit entre les élections politiques et syndicales dans le tableau ci-dessus.

Or, notons qu'il s'agit d'entreprises de plus de 50 salariés la part des éléments neutres serait plus considérable encore dans les entreprises plus petites.

Cette évolution s'accompagnait d'ailleurs d'une nette extension des effectifs syndicalistes. Tout au long des années 1948 et 1949, les syndicats professionnels de province s'étaient regroupés sur le plan de la République Fédérale en 16 Fédérations industrielles dont les effectifs globaux étaient, au 30 juin 1950, 9 mois après le Congrès de Munich (12 octobre 1949), de près de 5 millions (4.955.833 syndiqués). Ces effectifs se répartissaient ainsi, par ordre d'importance :

Fédération des Métaux	1.202.607 syndiqués	(soit 24,3 p. 100)
Mines	565.295	(soit 11,4 p. 100)
Services publics, transports et communications	629.360	(soit 12,7 p. 100)
Cheminots	424.927	(soit 8,6 p. 100)
Textiles et vêtements	382.035	(soit 7,7 p. 100)
Produits chimiques	374.175	(soit 7,6 p. 100)
Bâtiment	349.593	(soit 7 p. 100)
Alimentation-hôtellerie	234.175	(soit 7,6 p. 100)
Bois	174.100	(soit 3,5 p. 100)
Divers	-	(9,6 p. 100)

Ces 16 Fédérations, dont l'autonomie est conservée lors de la Constitution de la D.G.B., organisent à leur façon leur administration interne. Ainsi les trois principes qui vont dominer l'organisation de la Confédération seront l'unicité, l'indépendance politique et l'autonomie des Fédérations.

C'est donc 5 millions de syndiqués que représentent les 427 délégués - véritable Parlement du Travail - réunis en Congrès constitutif à Munich, les 12, 13 et 14 octobre 1949. Le siège du mouvement syndical fut défini selon le désir de Hans Boeckler : « La Confédération doit être où bat le cœur de l'industrie allemande. » Dusseldorf est choisi de préférence à Francfort. Hans Boeckler est nommé président à l'unanimité. Les deux vice-présidents sont un chrétien social et un socialiste.

Cependant, si l'unité est le caractère de la Confédération, l'Association des fonctionnaires (Beamtenbund) n'entend pas se fondre avec la Fédération des services de la D.G.B., parce que des éléments trop divers (fonctionnaires, ouvriers, employés) s'y trouvent réunis. La Fédération des Fonctionnaires constitue un mouvement dissident de 300.000 adhérents. Enfin reste aussi en dehors de la D.G.B. le syndicat des employés. Il existe ici une opposition de principes : la D.G.B. estime que la même organisation professionnelle doit représenter tous les travailleurs de la profession, depuis l'ouvrier jusqu'à l'ingénieur.

Après le 1^{er} avril 1951, nouveau signe de croissance : la Confédération comprenait 5.641.000 membres et, pour certaines Fédérations, le pourcentage d'adhésions dépassait 90 p. 100 du nombre des travailleurs.

D'autre part, après le Congrès de Munich, dans la zone Est de l'Allemagne s'était constitué la F.D.G.B. (Freies Demokratischer Gewerkschafts Bund : Fédération libre et démocratique des Travailleurs) qui comprenait 8 millions d'adhérents. Les rapports entre les deux groupements Ouest-Est restaient limités à de fragiles contacts de personnes.

L'organisation de la Confédération repose sur le Congrès confédéral composé des délégués élus par les Fédérations industrielles, au prorata du nombre de leurs adhérents. Il est dirigé par un Comité dont fait partie le président et les 2 vice-présidents, 8 membres permanents, dont 1 représentant de la jeunesse et 16 délégués des Fédérations industrielles. La Confédération est financée par un prélèvement de 15 p. 100 sur les cotisations encaissées par les Fédérations industrielles.

Mais ce qui nous apparaît être le trait le plus remarquable dans la Confédération D.G.B. c'est le souci qui s'est manifesté dans le soin avec lequel ont été organisées les institutions éducatives comprenant trois stades : l'enseignement local des syndicats ; les écoles fédérales de la D.G.B. - véritables écoles secondaires des syndicats - et les écoles syndicales de certaines associations ; les académies du Travail.

Le Comité de Travail de la Confédération établit le programme des cours pour chaque école.

Il s'occupe de toutes les questions de principe, des méthodes d'enseignement et de sélection des élèves. Il existe sept écoles fédérales. Le nombre total des élèves s'élève de 2.800 à 3.000. Enfin, l'enseignement supérieur est donné dans les Académies de Travail, au nombre de trois : l'Académie de Travail de Francfort-sur-le-Main, l'Académie sociale de Dortmund, l'Académie d'Économie publique de Hambourg. Ces trois Académies sont des fondations nouvelles sauf la première qui existait et fut supprimée par Hitler. Les pouvoirs publics supportent les traitements du personnel et les frais d'installation ; les syndicats choisissent les étudiants, et l'octroi des bourses - opéré par accord réciproque - répond à leurs besoins.

Deux militants français, Pierre Giraud et Jacques Peyraube, qui ont participé à des rencontres avec des travailleurs allemands, ont confirmé les progrès accomplis par les institutions d'éducation ouvrière depuis 1945.

Dans le témoignage donné aux *Cahiers Fernand Pelloutier* sur les rencontres de la Ruhr, Jacques Peyraube en définissait ainsi l'apport majeur : « La démocratie demande donc que nous reconnaissons en nous-mêmes et en chacun des autres hommes, la possibilité continuelle d'erreur. *Notre devoir est d'accepter cette responsabilité humaine pour nous trouver toujours plus nombreux, plus clairvoyants et plus efficaces dans la lutte contre l'injustice* ¹ »

Mais, au nom même de la lutte contre l'injustice, le syndicalisme allemand n'entend pas être une fin en soi.

Les conditions du travail, avant 1933, étaient déterminées par l'ordonnance de 1918 sur les conventions collectives, et cette réglementation avait été supprimée par la loi du 20 janvier 1934. Entre 1945 et 1948, quelques conventions collectives avaient remplacé les anciennes réglementations. Les salaires stabilisés en même temps que les prix par les autorités d'occupation, avaient été débloqués entre mai et juillet 1948. Désormais, les rapports entre employeurs et travailleurs sont réglés par des conventions collectives qui réglementent l'embauchage, les licenciements, les délais-congés et les périodes de stage, la durée du travail, les salaires, classés par groupes, la conciliation et l'arbitrage ². Une équipe de techniciens étudie pour la Confédération les questions économiques et sociales ; celle de l'Institut syndical des sciences économiques de Cologne, chargé des travaux de recherches et de statistiques, prépare la définition de la politique économique du Comité directeur.

Le syndicalisme en Allemagne mesure son influence au nombre des postes directeurs dont il dispose en dehors de l'appareil syndicaliste : les attachés sociaux à l'étranger, la représentation paritaire au sein des Conseils d'administration des grandes sociétés sidérurgiques et minières, le contrôle de la Ruhr ³ et bientôt un poste à l'administration du Plan Schuman.

Les syndicats allemands avaient accueilli très favorablement cette dernière idée. Le comité directeur de la Fédération des syndicats allemands a donné son approbation de principe à une participation au Plan Schuman. Ce dernier ne doit pas être un simple cartel international des intérêts privés, mais une coopération internationale, dont le but sera le plein emploi et le relèvement du niveau de vie de tous les salariés.

¹ L'ÉDUCATION OUVRIÈRE DANS LES SYNDICATS LIBRES D'ALLEMAGNE OCCIDENTALE, IN *CAHIERS FERNAND PELLOUTIER*, OCTOBRE 1950.

² UNE LOI FÉDÉRALE PROTÈGE LES TRAVAILLEURS CONTRE LES LICENCIEMENTS ARBITRAIRES ; LES LOIS DE LANDER RÉGLEMENTENT LA DURÉE DU TRAVAIL (40 HEURES) ET LA PROTECTION DES FEMMES ET DES ENFANTS. DES TRIBUNAUX DU TRAVAIL, QUI DÉPENDENT DES GOUVERNEMENTS DES LANDER, SONT CHARGÉS DE RÉGLER LES CONFLITS INDIVIDUELS DU TRAVAIL.

³ LA D.G.B. PARTICIPE AU CONTRÔLE DE LA RUHR. LE MOTIF EN EST QU'ELLE ACCEPTE L'APPORT DES CAPITAUX ÉTRANGERS ; MAIS ELLE PENSE QUE CES CAPITAUX DOIVENT ÊTRE REMIS AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL QUI LES RÉPARTIRA ENTRE LES DIVERSES ENTREPRISES. LA CONFÉDÉRATION VOIT LÀ L'AMORCE D'UN PROGRAMME DE CONTRÔLE DE LA GRANDE INDUSTRIE ET DU CAPITALISME EUROPÉEN. IL Y A EU DANS CETTE INTENTION, LE 23 FÉVRIER 1950 À DUSSELDORF, UNE RÉUNION COMPRENANT LES AUTORITÉS DU COMITÉ DE LA RUHR AVEC DES REPRÉSENTANTS DES SYNDICATS DE MINEURS DE FRANCE, DE BELGIQUE, DU LUXEMBOURG, D'ALLEMAGNE, DE HOLLANDE, DE GRANDE-BRETAGNE ET DES ÉTATS-UNIS.

Si l'on se place au point de vue du syndicalisme ouvrier, le Plan Schuman présente des avantages et des inconvénients qu'a su analyser le rédacteur d'une note du *Bulletin d'information de l'Union des Centres d'Études syndicales* (n° du 10 juillet 1951), note fort importante, qui définit ainsi la position du syndicalisme sur ce problème : un cartel n'est pas mauvaise chose si certaines conditions de bien public sont respectées ; mais on doit craindre le caractère technocratique (ou patronal) de l'autorité supranationale du Plan. La classe ouvrière n'est représentée que dans le Comité consultatif, qui a le défaut d'être simplement consultatif ; de toutes façons « il est un risque que nous devons nous refuser de faire courir à nos camarades, c'est le risque du chômage ».

A travers de si larges tâches d'avenir, répétons que, de 1945 à 1952, les deux plus efficaces raisons qui ont guidé les organisations syndicales vers l'accomplissement de la Confédération D.G.B. et dicté sa structure, ont été l'unité et l'indépendance politique. On doit ajouter qu'elles sont fonction l'une de l'autre. Aussi cette neutralité politique des organisations n'implique-t-elle pas l'indifférence politique de ses membres, la plupart adhérant au parti socialiste S. P. D. ou au parti de la démocratie chrétienne. Pourtant le désir de maintenir le syndicalisme unique a assuré la permanence, au sein de la Centrale, des liens établis entre socialistes et chrétiens. En vain certains membres du parti socialiste allemand, afin de libérer les syndiqués socialistes, ont-ils suggéré « qu'il serait souhaitable qu'une scission intervint entre les syndicats libres et les syndicats chrétiens ». En vain, certains évêques ont-ils, surtout en 1946, suggéré la création d'un syndicalisme libre chrétien. L'attitude de la Confédération reste de stricte neutralité. Respectant cette neutralité, le parti socialiste allemand a pris l'habitude de soumettre à la Confédération, avant de les présenter au Parlement, les propositions de loi d'ordre social et économique. En revanche, la Confédération saisit directement le gouvernement de projets, tels que la protection du plein emploi, ou la conciliation et l'arbitrage. Cet échange des services n'enchaîne pas pour autant le mouvement syndical l'indépendance de la Confédération constitue sa puissance.

Chapitre V

Les deux faces du problème social en Italie

[Retour à la table des matières](#)

Au lendemain de la Libération, après les dures épreuves du combat, l'Italie se retrouve divisée par des problèmes graves. D'une part, le problème agraire, auquel depuis si longtemps qu'il se posait aucune solution n'avait été apportée, malgré quelques expériences illusoires du régime fasciste. D'autre part, le problème proprement ouvrier ; en raison de la disparition déjà signalée d'un parti socialiste fort, le monde ouvrier se trouve partagé entre deux tendances : christianisme social et communisme, dont les deux chefs de file sont De Gasperi et Togliatti.

I

L'influence du parti communiste vient sans doute du poids de ses voix, mais aussi et peut-être surtout de l'expérience et du caractère de son chef. Palmiro Togliatti. Né à Gênes, en mars 1893, de parents petits fonctionnaires, Togliatti fait ses études de philosophie à l'Université de Turin. Il enseigne la philosophie dans un collège de cette ville ; en 1919, avec Antonio Gramsci¹, Terracini, le futur président de la Constituante italienne et Angelo Tossa (Rossi), il fonde l'*Ordine Nuovo*, organe théorique du

¹ Giacomo Cantoni, ANTONIO GRAMSCI, *LES TEMPS MODERNES*, AOÛT-SEPT. 1947.

mouvement de Conseils d'usine. Le 21 janvier 1921, lorsque est créé le parti communiste italien, il dirige *Il Comunista* ; et le voilà menant une vie clandestine sous le surnom de Ercoli. Il est envoyé à Moscou pour représenter la Section italienne au Komintern. Togliatti apprend le russe, et, avec les cinq langues qu'il possède, il devient l'un des personnages importants de l'Internationale communiste. En janvier 1944, après vingt ans d'absence, il revient en Italie. Par son énergie et par la vigueur de sa pensée, il est apparu comme l'homme qui peut équilibrer l'esprit subtil et nuancé et la volonté ferme et persévérante de M. De Gasperi.

Le parti communiste possède un nombre d'adhérents qui s'élève à 2.556.449 au 1^{er} janvier 1952, si l'on accepte les chiffres du secrétaire général du parti, Togliatti ; tandis qu'aux élections de 1948, les socialistes du parti Saragat avaient 1.860.000 voix, les communistes et les socialistes du parti de Nenni, alliés, dépassaient le chiffre de 8 millions.

Parmi les organisations syndicales, la C.G.I.L. (Confédération Générale italienne du Travail), qui comprend 2 millions de membres, est d'obédience communiste. La C.I.S.L. indépendante (Confédération Italienne des Syndicats de Travailleurs) comprend 800.000 membres ; et la U.I.T. (Union italienne du Travail) : 250.000 membres d'inspiration socialiste. Pendant l'été de 1950, une fusion conduit à la formation d'une Confédération italienne des Syndicats de travailleurs ¹.

La même année, le groupe Romita, socialistes dissidents non communistes, avait créé l'Union italienne du Travail (U.I.T.) déjà nommée. Un pacte d'unité d'action entre les trois organisations les rend solidaires dans les grèves déclenchées pour les augmentations de salaire et les améliorations des conditions du travail, et non dans les grèves politiques ².

II

L'importance et la complexité du problème agraire est sans doute le caractère le plus original de l'Italie contemporaine. Le syndicalisme agricole se manifeste d'une façon différente selon les régions : les provinces du Nord, celles du Centre et les deux provinces du Midi.

Au Nord, le Piémont possède des petits propriétaires exploitants, démocrates chrétiens.

En Lombardie, les *coloni*, fermiers non propriétaires, mènent une existence aisée, grâce à des contrats de fermage et de métayage. Ils sont de tendance socialiste modérée et démocratique. En Vénétie, les fermiers petits exploitants, les *fittavoli*, sont assez pauvres et appartiennent à la tendance démocrate chrétienne progressiste.

¹ *MOVIMENTO OPERARIO (RIVISTA DI STORIA E BIBLIOGRAFIA)*, BIBLIOTECA G. G. FELTRINELLI, JANVIER-FÉVRIER 1952.

² Giorgio Candeloro, *IL MOVIMENTO SINDICALE IN ITALIA*, ROME, ED. CULTURA SOCIALE, 1950 ; - confederazione generale italiana del lavoro (c.g.i.l.), *LA C.G.I.L. DAL PATTO DI ROMA AL CONGRESSO DI GENOVA*, 3 VOL., ROME, EDITIO LAVORO.

L'Économie agricole du Nord de l'Italie est une Économie moderne et progressiste. Elle a ses lois, ses Chambres du Travail et ses Coopératives de travailleurs de la vallée du Pô. Les Caisses rurales, les institutions d'assistance mutuelle des paysans lombards et vénitiens tenaient souvent tête à l'opposition organisée par les catholiques,

...tandis que dans le Centre, les mouvements des métayers et de leurs organisations se développaient plus lents, plus hésitants et qu'au Sud, c'était de soudaines et violentes révoltes paysannes aussitôt calmées, aussitôt rallumées et dont le seul remède était le grand flux hémorragique de l'émigration transatlantique...¹.

Il faut noter le contraste qui existe entre l'Italie du Nord et les Pouilles : plaines ou collines, le spectacle est différent, et le paysage d'âme aussi.

La ville d'Andria a plus de 70.000 habitants. Tous les produits de sa campagne sont entassés dans les locaux de quelques familles qui les revendent au dehors. On y compte dix ou quinze familles propriétaires, et le reste de sa population est à leur disposition pour travailler les immenses domaines sans habitations. La surabondance de la main-d'œuvre permet au maître de choisir sur le marché ceux qui feront son affaire.... Il choisit naturellement les plus jeunes et les plus forts. Les autres devront être entretenus par leurs enfants ou par leurs parents².

Au centre il faut distinguer la Toscane, la Romagne et l'Émilie. En Toscane, ce sont des paysans petits propriétaires, de tendance assez modérée, sauf dans le rayonnement des villes communistes.

En Romagne, se font sentir des traditions républicaines dues à l'influence ancienne et persistante de Bakounine ; les paysans sont des petits propriétaires. Par contre, dans le triangle rouge de l'Émilie, les *braccianti* sont d'obédience communiste.

Il y a en fait deux Midis : le Midi favorisé par la nature et le Midi défavorisé. Le Latium, à partir de Rome : on se trouve en présence du prolétariat des Pouilles, de Calabre (et aussi de Sicile) ; là, la majorité des habitants vivent de leurs bras ; en ces régions pauvres de l'Italie, ce sont les *braccianti*.

Au contraire, la Campanie et les Abruzzes sont des pays de montagnes, aux populations saines et vigoureuses de paysans pâtres et bergers, qui vivent de leurs troupeaux d'une façon sobre et indépendante.

Les neuf dixièmes des propriétaires ne possèdent pas un hectare ; la surface que possèdent les paysans est trop restreinte pour leur permettre de vivre.

En outre, les journaliers, les *braccianti* qui doivent louer leurs bras pour vivre sont nombreux dans les régions de Bologne, de Ferrare, de Crémone, de Mantoue, et même au Piémont, dans le Verceillois où l'on cultive le riz. Le chômage rural est très important ; parmi les 4 millions de travailleurs actuellement en chômage ou en demi-

¹ Manlio Rossi Doria, LA SITUATION DES CAMPAGNES ITALIENNES, *LES TEMPS MODERNES*, AOÛT-SEPT. 1947.

² Ugo Vittorini, LETTRE DES POUILLES, N° DES *TEMPS MODERNES* SUR L'ITALIE, 1947.

chômage, la majorité comprend les journaliers braccianti dont le travail n'est assuré que pour une partie de l'année.

Lorsqu'il parle des problèmes agraires de l'Italie, le professeur à l'Université de Rome, Federico Chabot emploie une expression très forte : « *Le paysan italien a soif de la terre.* » *Le rêve de la terre aux paysans* a été le rêve des soldats issus de la paysannerie ; dès la première guerre mondiale, on leur avait fait « miroiter » cet espoir.

En août 1917 la Confédération du Travail et d'autres organisations avaient tenu une réunion à Rome, afin de demander la réquisition des terres non cultivées, en faveur des travailleurs qui les défrichaient. Le député Ciccotti avait présenté une proposition de loi en faveur des paysans.

Les paysans démobilisés rentrent chez eux, - et j'emprunte ici encore une image colorée au professeur Federico Chabot, - « *dans la fièvre d'une attente pour ainsi dire messianique* ». En juillet-août 1919, des foules de paysans, drapeau rouge en tête, au son d'une marche et parfois au son des cloches, occupent les terres non cultivées et, à l'occasion, les terres même cultivées des grands propriétaires. Les paysans et les journaliers de la Confédération générale du Travail se voient appuyés par le mouvement agraire du bolchevisme blanc dont le chef est le député Miglioli, guide des paysans pour l'occupation des terres aux cris de « exploitation directe des terres par les cultivateurs au moyen d'une entreprise collective ». Cet événement se produit à Soretina, aux environs de Crémone, dans une des régions les mieux cultivées de l'Italie. Les groupements catholiques ont en vue la création d'entreprises gérées par les Conseils de ferme, et la participation de tous les cultivateurs fixes de l'entreprise aux profits.

III

L'âme de l'Italie paysanne serait imparfaitement évoquée ici sans la description de certaines classes rurales qui rapprochent l'Italie de la France en des traits essentiels de leur psychologie. Car la misère spirituelle et la dignité dans la pauvreté des *cafoni* est aussi caractéristique que l'indépendance et la ténacité dans de durs travaux l'ont été pendant longtemps aux paysans des régions les plus ingrates de la France.

Or, justement, la littérature italienne nous offre, dans certaines œuvres récentes, des visions dont la vérité humaine éclaire le problème agraire italien. Ces romans ont pour auteurs Ignazio Silone, originaire de Pescina, dans les Abruzzes, et Carlo Levi. Ces deux grands écrivains ont peint avec un relief étonnant cette rude contrée, pays de misère, « aux formes de vie simples, vraies, authentiques encore que douloureuses ». Ce monde ne semble pas être fondé, comme l'autre, « sur l'argent, mais sur la sympathie entièrement gratuite, entièrement désintéressée, monde extérieurement semblable à l'autre, mais renversé ».

Les héros qui animent leurs romans sont de pauvres *cafoni*. Le sens de ce mot est complexe. À l'origine, il désignait les travailleurs agricoles du Midi de l'Italie. Dans le Nord et le Centre, ce terme était péjoratif. Ignazio Silone, descendant lui-

même de ces cafoni méprisés, était à dix-sept ans secrétaire du Syndicat paysan des Abruzzes. Ses récits éclairent les vertus solides et l'humanité profonde de toute une classe d'Italiens injustement méconnue.

Dans *Le Grain sous la neige*, et dans *Le Pain et le Vin*, Ignazio Silone incarne dans le personnage de Pietro Spina et dans celui de don Benedetto ces deux thèmes : il faut avoir confiance dans l'homme; il faut avoir confiance dans l'Amitié.... Et cette confiance de Silone à Maurice Nadeau nous fait mieux pénétrer la nuance de ses sentiments lorsqu'il lui dit : « Je suis resté communiste de cœur, parce que je suis chrétien.... » A la tête des révolutionnaires de Sicile en 1898, flottait un drapeau rouge brodé d'une croix.

L'Italie des paysans apparaît dans son intimité lorsqu'on lit *Le Christ s'est arrêté à Eboli*¹. Carlo Levi, relégué dans un petit village de Lucanie, en Calabre, nous a rendu proche l'âme de ces paysans pour lesquels l'État est plus loin que le ciel, et plus redoutable, et dont la seule défense possible est la résignation ; ils baissent la tête sous le poids du destin dont la Vierge Noire est le symbole :

La terre était trop dure pour qu'on pût la travailler, les olives commençaient à se dessécher sur les arbres altérés, mais la Vierge Noire demeura impassible et indifférente, inaccessible à la pitié et sourde aux prières.... Cette Vierge Noire est comme la terre : elle peut tout faire, détruire comme faire fleurir ; mais elle ne connaît personne et déroule les saisons selon sa volonté impénétrable. La Vierge Noire n'est ni bonne ni méchante pour les paysans, elle est bien plus que cela. Elle dessèche les récoltes et laisse mourir les êtres, mais elle les nourrit aussi et les protège, et il faut l'adorer. Dans toutes les maisons, clouée au mur, au-dessus du lit, la Madone de Viggiano, avec ses grands yeux vides dans son visage noir, assiste à tous les actes de la vie. Les maisons des paysans sont toutes semblables, faites d'une seule pièce qui sert de cuisine, de chambre à coucher et, presque toujours, d'étable pour le petit bétail, quand il n'y a pas à cet usage, -près de la maison, une baraque qu'on appelle en patois d'un mot grec : *catoico*. D'un côté est l'âtre où l'on fait, à manger avec un peu de bois mort rapporté chaque jour des champs ; les murs et le plafond sont noircis par la fumée. Le jour entre par la porte. La pièce est presque entièrement occupée par l'énorme lit, beaucoup plus grand qu'un lit conjugal ordinaire. Dans ce lit, dort toute la famille.... Seuls les plus petits jusqu'à trois ou quatre ans sont couchés dans des petits berceaux ou dans des paniers en osier, suspendus au plafond par des cordes qui se balancent juste au-dessus du lit.... Les animaux se tiennent sous le lit. L'espace est ainsi divisé en trois couches : par terre les bêtes, dans le lit les hommes, et en l'air les nourrissons. Je n'ai jamais vu dans aucune autre maison d'autres images que, d'un côté le visage noir et courroucé et les grands yeux inhumains de la Madone de Viggiano, de l'autre, dans une photo en couleurs, les petits yeux vifs derrière ses verres étincelants et la longue rangée de dents du Président Roosevelt découvertes dans un rire cordial..., ni le roi, ni le Duce, ni encore moins Garibaldi ; même pas des saints qui, pourtant, auraient eu de bonnes raisons d'être là...².

Pour les gens de Lucanie, l'autre monde, c'est l'Amérique. L'Amérique aussi a pour les paysans une double nature. C'est une terre où l'on va travailler, où un peu d'argent est épargné au prix de beaucoup de souffrances et de privations.... Mais en même temps, sans qu'il y ait contradiction, c'est le paradis, la terre promise....

¹ Carlo Levi, *LE CHRIST S'EST ARRÊTÉ À EBOLI*, TRADUCTION DE JEANNE MODIGLIANI, 1948. CARLO LEVI, DANS LA RÉSISTANCE ITALIENNE, A APPARTENU AU MOUVEMENT JUSTICE ET LIBERTÉ.

² Carlo Levi, *OP. CIT.*, pp. 113-130.

Les paysans n'ont qu'une seule couleur, celles de leurs yeux tristes et de leurs vêtements et ce n'est pas une couleur, mais l'obscurité de la terre et de la mort.... Leur cœur est doux et leur âme patiente. Des siècles de résignation ont courbé leur échine et le sentiment de la vanité des choses et de la toute-puissance de la destinée. Mais, malgré leur endurance infinie, si l'on touche au fond de leur être à un sentiment élémentaire de justice et de défense, leur révolte furieuse est sans borne. C'est une révolte inhumaine, féroce, née d'un désespoir mortel et qui sème la mort sur son passage ¹.

Aussi, Carlo Levi estime-t-il que cette région paysanne de l'Italie a vécu et continue à vivre dans son noir silence interrompu seulement par des révoltes nées d'une volonté élémentaire de justice enfouie dans les sombres profondeurs du cœur, Et il écrit : « Je me rappelais combien de fois, chaque jour, j'entendais ce mot *niente* revenir dans tous les discours des paysans : Qu'espères-tu? -Rien. -Que peut-on faire? -Rien. Toujours le même mot, pendant que les yeux se lèvent dans un geste de dénégation vers le ciel. »

Carlo Levi croit que la vie et les besoins des paysans sont pour les hommes d'opinions diverses un monde fermé ² ; l'individu n'est pas une entité, mais un rapport, le lien de tous les rapports. La seule voie à suivre est celle de l'autonomie. Pour les paysans, « la cellule de l'État ne peut être que la somme d'une infinité d'autonomies, une fédération articulée ».

IV

En 1882, un député de la gauche constitutionnelle, Wollemborg, eut l'idée d'établir en Italie des Caisses rurales semblables aux banques allemandes Raffeisen. La première de ces Caisses fut constituée en 1883 dans un village de Lombardie, à Loreggia. Ces Caisses ont pris depuis une importance considérable. Le plus grand nombre avaient une nuance religieuse. Elles ont été et sont l'un des principaux organes du mouvement social chrétien qui prenait naissance en Italie, en 1891, sous l'influence de l'encyclique *Rerum Novarum*. C'est alors que les catholiques italiens fondèrent l'Œuvre des Congrès. Deux tendances se manifestèrent dans cette œuvre : la tendance libérale, hostile à l'intervention de l'État en matière sociale, et la tendance démocratique qui acceptait cette intervention et s'efforçait d'organiser la classe ouvrière. Les libéraux appuyèrent vivement cette institution des Caisses rurales. Depuis 1891, des Congrès catholiques se tenaient chaque année.

Si l'encyclique *Rerum Novarum* est à l'origine de la démocratie chrétienne, une curieuse personnalité apportait une singulière vigueur à ses premiers développements. Romolo Murri est né dans les Marches à Montessampiedrangeli, en 1870. Licencié en philosophie et en théologie, Romolo Murri est ordonné prêtre en 1893. Il fonde la *Vita Nuova* (la Vie Nouvelle) comme une revue universitaire et il crée la Fédération universitaire catholique italienne (F.U.C.I.). En 1898, Romolo Murri commence la publi-

¹ Idem, *IBIDEM*.

² Carlo Levi, *OP. CIT.*, pp. 229-234 : « LA COMMUNE RURALE EST LA SEULE FORME DE L'ÉTAT QUI PERMETTE LA COEXISTENCE DE DEUX CIVILISATIONS DIFFÉRENTES, ET PERMETTE AU PEUPLE PAYSAN DE VIVRE POUR LUI-MÊME ET POUR NOUS. »

cation de *La Culture Sociale*. En 1900, il se met à la tête du mouvement démocratique chrétien et dirige l'organe *Domani d'Italia* (L'avenir d'Italie) ¹.

En 1903, Pie X avait condamné la démocratie chrétienne et le modernisme. Romolo Murri entend ne pas tenir compte de cette condamnation. En 1907, il est suspendu *a divinis* et, en 1909, excommunié. Élu député à la 24^{ème} législature, Romolo Murri quitte l'habit ecclésiastique et il va s'asseoir à l'extrême gauche parlementaire. En le voyant, Giolitti, qui aimait les bons mots, dit à un collègue, son voisin : « Est-ce lui le chapelain [l'aumônier] de la gauche ? »

En 1904, l'œuvre avait donc été supprimée par le pape Pie X, à la suite du Congrès de Bologne où les deux tendances, libérale et démocratique, s'étaient violemment heurtées.

Dès 1905, les libéraux forment un nouveau groupement social : l'*Union populaire*. A cette Union viennent se joindre trois autres associations : l'Association électorale, l'Association économique sociale et la Société de la Jeunesse catholique. Ces quatre Unions groupent les catholiques sociaux modérés sous le contrôle des évêques.

Les démocrates chrétiens sont très nettement socialistes. C'était l'abbé Romolo Murri qui avait fondé la Ligue démocratique nationale ; mais son attitude anticléricale l'avait rendu suspect. En 1910, au Congrès d'Imola, on avait proposé de modifier le titre de la ligue et d'y ajouter le mot de chrétienne ; mais cette proposition avait été repoussée. Le parti catholique ne prendra le nom de parti populaire qu'en 1920, avec, à sa tête, le prêtre sicilien dom Luigi Sturzo.

La Democrazia Christiana, combattue et excommuniée en 1909, est devenue après la guerre de la libération, le nom officiel du parti catholique. On voulait ainsi marquer et souligner le caractère de gauche du parti.

Le centre, représenté par M. De Gasperi, tient la balance entre la tendance conservatrice et la tendance réformatrice. Les élections de 1948 avaient donné à la démocratie chrétienne 12.751.841 voix. La réforme agraire était l'une des plus urgentes. M. De Gasperi avait promis que les propriétés terriennes reconnues insuffisamment exploitées, seraient partiellement frappées d'expropriation au profit des familles d'agriculteurs prolétaires.

Cette expropriation a commencé là où la misère est la plus pressante. La réforme agraire prévoit des coopératives auxquelles l'État italien assure un appui financier. Des commissions d'experts ont déterminé la faible indemnisation reconnue aux propriétaires expropriés. Pour les travaux à exécuter, les coopératives reçoivent une aide financière. Celle-ci est donnée afin que les terres puissent recevoir une mise en exploitation rationnelle. Elle permet l'aménagement des routes, l'irrigation et l'outillage. Créée dans le cadre de la réforme agraire, la Caisse pour le Midi, à la date du 30 septembre 1951,

¹ Romolo Murri EST L'AUTEUR DE : *BATAILLES D'AUJOURD'HUI*, ROME, 1901 - *DE LA MONARCHIE À LA RÉPUBLIQUE, LETTRES DU PORTUGAL*, MILAN, 1910 ; - *RAPPORTS ENTRE L'ÉGLISE ET L'ÉTAT*, 1910 ; - *CAVOUR*, 1915 ; - *DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE AU PARTI POPULAIRE*, FLORENCE, 1920 ; - *L'ÉTAT ET LES PARTIS POLITIQUES EN ITALIE DANS L'APRÈS-GUERRE*, ROME, 1921 ; - *LA CONQUÊTE IDÉALE DE L'ÉTAT*, MILAN, 1923.

avait investi 83 milliards de liras pour les travaux à exécuter, sur lesquels 39 milliards ont été déjà affectés ; ils représentent 3 millions de journées d'ouvriers ¹.

Seulement, les propriétaires à qui l'État a racheté les étendues de terre restées improductives ont l'intention de faire payer au parti de M. De Gasperi une mesure qu'ils considèrent comme les lésant. Dans un récent discours aux patriciens romains, le pape a répondu ainsi à cette critique en affirmant qu'une page de l'histoire avait été tournée et en marquant la fin d'un passé social et économique :

1. - En premier lieu, regardez sans trembler, avec courage, la réalité présente. Il Nous semble superflu d'insister pour vous rappeler ce qui, il y a déjà trois ans, faisait l'objet de Nos considérations. Il Nous paraîtrait vain et peu digne de vous de le voiler sous de prudents euphémismes, spécialement après que les paroles de votre éloquent interprète Nous ont rendu aussi clairement témoignage de votre adhésion à la doctrine sociale de l'Église et aux devoirs qui en découlent. La nouvelle Constitution d'Italie ne vous reconnaît plus, comme classe sociale, dans l'État et dans le peuple, aucune mission particulière, aucun attribut, aucun privilège. Une page de l'histoire a été tournée ; un chapitre a été clos ; on a mis un point qui marque la fin d'un passé social et économique. Un nouveau chapitre a été ouvert, qui inaugure des formes bien différentes de vie. On peut en penser ce qu'on veut, mais le fait est là ; c'est « la marche fatale » de l'histoire. Quelqu'un ressentira peut-être avec peine une aussi profonde transformation ; mais à quoi sert de s'attarder à savourer longuement l'amertume ? Tous doivent à la fin s'incliner devant la réalité ; la différence se trouve seulement dans la « manière ». Alors que les médiocres, dans la fortune adverse, ne font que faire la moue, les esprits supérieurs savent, selon l'expression classique, mais dans un sens plus élevé, se montrer « *beaux joueurs* » ², en gardant imperturbablement leur attitude noble et sereine.

2. - Élevez votre regard et tenez-le fixé sur l'idéal chrétien. Tous ces bouleversements, ces évolutions ou révolutions, le laissent intact. Rien ne peut attaquer ce qui est l'intime essence de la vraie noblesse, celle qui aspire à la perfection chrétienne telle que le Rédempteur l'a consacrée dans le Sermon sur la Montagne. Fidélité inconditionnée à la doctrine catholique, au Christ et à son Église ; savoir et vouloir être aussi pour les autres des modèles et des guides. Est-il bien nécessaire d'en énumérer les applications pratiques ? Donnez au monde, même au monde des croyants et des catholiques pratiquants, le spectacle d'une vie conjugale irrépréhensible, l'édification d'un foyer domestique vraiment exemplaire. Opposez une digue à toute infiltration, dans vos demeures, dans votre sphère.

3. - Donnez enfin votre collaboration à l'œuvre commune avec dévouement et promptitude. Le champ est assez vaste où votre activité peut s'exercer utilement : dans l'Église et dans l'État, dans la vie parlementaire et administrative, dans les lettres, dans les sciences, dans les arts, dans des professions variées. Une seule attitude vous est interdite : elle serait radicalement contraire à l'esprit originel de votre condition : Nous voulons dire l'« abstentionnisme ». Plus qu'une « émigration », ce serait une désertion, car, quoi qu'il puisse arriver, et quel qu'en soit le prix, il faut avant tout maintenir, contre tout péril de la plus petite fêlure, l'étroite union de toutes les forces catholiques.

¹ LE PRINCE TORLONIA DEVRA CÉDER : 15.000 HECTARES.
 LA FAMILLE BONCOMPANI : 80 P. 100, 4.500 HECTARES.
 LA FAMILLE DES MARQUIS PATRIZI : 80 P. 100, 4.000 HECTARES.
 LE PRINCE ODESCALCHI : 80 P. 100, 4.000 HECTARES.
 LE PRINCE LANCELLOTTI : 3.500 HECTARES.
 LE MARQUIS SCETTI : 50 P. 100, 2.000 HECTARES.
 LES PRINCES DORIA : 1.500 HECTARES.
 LE MARQUIS GUGLIELMI : 1.500 HECTARES.
 LE PRINCE RUSPOLI : 1.500 HECTARES.
 LE MARQUIS INCISA : 800 HECTARES.
 LE DUC SALVIATI : 300 HECTARES, ETC.

² EN FRANÇAIS DANS LE TEXTE ITALIEN (N. D. L. R.).

En appuyant sa pensée sur les paroles du Rédempteur et en s'inspirant du Sermon sur la Montagne, le pape a voulu confirmer son adhésion aux faits et sa reconnaissance du nouveau chapitre ouvert dans l'histoire du monde et qui inaugure des formes bien différentes de vie.

Quatrième partie

Entre le cinéma et la solitude

« Je regarde autour de moi, personne ne lève la tête, jamais
personne ne sourit. Personne ne dit un mot. Comme on est
seul.... »

SIMONE WEIL.

[Retour à la table des matières](#)

[Retour à la table des matières](#)

En 1936, Alexandre Arnoux nous invitait à imaginer que notre époque engourdie et fiévreuse, d'une apparente somnolence coupée d'accès, nourrissait un bouleversement des valeurs du monde.

Les événements auxquels, par leur perversité, les individus ont prêté leur complicité personnelle ou collective ont infligé un démenti à un espoir : les peuples n'ont pas profité du « miracle des inventions ». Sans doute, l'évolution économique, mais plus encore la mécanisation à laquelle les partis politiques soumettent leurs adhérents, avaient pour conséquence un amenuisement de la personnalité et de la responsabilité. Tel est le sentiment auquel un certain nombre de syndicalistes ont donné l'expression d'une révolte émouvante. Ce sentiment est assez général de 1910 à 1939. Cette crise de la conscience ouvrière a son diapason pendant la période où commencent à s'étendre en France les méthodes du travail à la chaîne.

Au reste, il faut noter ici que l'évolution de la technique ne s'est pas faite dans un sens unique ; les connaissances techniques se sont aussi manifestées en des sens contraires à celui indiqué plus haut. Par suite, sur le plan technique, sous des formes nouvelles, l'homme doit au même titre que jadis affirmer sa personnalité et prendre sa part de responsabilité. En réalité, il y a simplement *déplacement*, et non évanouissement ou disparition, de la responsabilité.

Ce contre quoi les ouvriers s'élèvent, c'est la cadence de la chaîne, c'est la vitesse de rotation de la chaîne. Avec ou sans chaîne, c'est le travail aux pièces ou au chronométrage scientifiquement calculé qui soulève la protestation des ouvriers : ils croient que cette méthode aboutit à l'injustice d'un salaire qui ne correspond pas à l'intensité de l'effort réclamé d'eux ¹. Les syndicalistes, en France, ont le sentiment que vouloir améliorer la productivité sans réformer l'entreprise est un leurre. Ils croient que vouloir réformer l'entreprise sans intervenir dans l'Économie générale est une illusion. Une modification profonde doit être apportée aux structures actuelles de l'entreprise ; réclamer des ouvriers de nouveaux devoirs implique des pouvoirs accrus sans lesquels ne pourraient, dans la pratique, s'exercer leurs responsabilités.

¹ IL FAUT TENIR COMPTE DU « CLIMAT » DANS LEQUEL TRAVAILLENT LES OUVRIERS AMÉRICAINS, STIMULÉS PAR LA CROYANCE QUE TOUTE AMÉLIORATION DU RENDEMENT SE TRADUIRA PAR UNE AUGMENTATION DE SALAIRE.

C'est en effet grâce à une formule de cogestion que collaboration et productivité prendraient leur sens.

Afin de traduire des tendances nouvelles, une expression a été employée, dont Henry Ford est l'inventeur : *un nouvel artisanat*. Seulement cette expression nous paraît inexacte, parce qu'elle ne représente pas la multiplicité des formes sous lesquelles s'est produit, chez les travailleurs d'à présent, le développement des qualités et du savoir-faire qu'on appelait autrefois le tour de main.

En revanche, il y a lieu également de constater que l'emprise de la machine mécanise les loisirs mettant à la chaîne les plaisirs comme les travaux.

Pour comprendre les étapes de l'évolution industrielle et de l'évolution psychologique qui l'a accompagnée, il n'est pas d'exemple qui soit plus instructif que celui de l'existence d'Agricol Perdiguier (1805-1875)¹. Mais Agricol Perdiguier n'était pas encore parvenu à l'époque la plus critique de ce bouleversement de la vie ouvrière ; il faut demander aux souvenirs d'ouvriers plus récents la description de cette crise tragique dont on retrouve l'écho chez Georges Navel (*Parcours*² et *Sable et Limon*³) et dans le roman pathétique d'Émile Bachelet (*Trimard*⁴) où s'exprime douloureusement la révolte qu'ont ressentie les ouvriers en traversant la seconde révolution industrielle.

*

* *

Cette mécanisation des plaisirs et des loisirs a développé les dangers insidieux du cinéma. Un homme politique de grand cœur avait découvert dans les loisirs, non pas seulement une détente et une distraction nécessaires aux individus soumis à une besogne souvent épuisante, mais infiniment plus encore : une des méthodes de la culture. Par là, Léo Lagrange avait en vue, non pas seulement les sports et le tourisme, mais les loisirs éducatifs propres à la formation de l'esprit. Cette culture par la curiosité et l'imagination a d'autant plus d'efficacité qu'elle éveille également la réflexion. Léo Lagrange aurait, été navré s'il avait pu croire que cette manne serait distribuée en guise de *Panem et circenses*, ou que l'usage des loisirs servirait à accroître les auditoires passifs du Cinéma.

Qu'on ne me reproche pas ici d'employer avec intention l'expression de Cinéma dans le sens général et représentatif des loisirs faciles ; car, parmi les traits actuels de la psychologie des masses, il en est un, tout à fait caractéristique de certaines époques des « grandes peurs », c'est le fait de cette anxiété qui hante les sensibilités plus encore que les esprits, anxiété à laquelle l'individu moderne voudrait échapper par tous les moyens possibles, lesquels ressemblent assez aux calmants des souffrances physi-

¹ SUR AGRICOL PERDIGUIER ONT PARU DE NOMBREUX TRAVAUX DE DÉTAIL, ET TOUT RÉCEMMENT DEUX OUVRAGES CAPITAUX QUI NOUS FONT CONNAÎTRE PLUS INTIMEMENT SON EXISTENCE ET SA PENSÉE : Jean Briquet, THÈSE DE DOCTORAT, PARIS, 1952, À PARAÎTRE DANS LA « COLLECTION D'HISTOIRE SOCIALE », MARCEL RIVIÈRE.

² GALLIMARD.

³ N.R.F., 1952.

⁴ L'AMITIÉ PAR LE LIVRE, 1951, PP. 190-205.

ques : ne pas souffrir à tout prix, échapper à cet état qui cerne notre existence de façon tantôt épidémique, tantôt presque quotidienne.

Or, de tous les procédés pour ne pas penser, il n'en est pas qui, par le nombre de gens qu'il touche, paraisse être un meilleur remède à cette angoisse que le cinéma. Et il est le danger le plus insidieux, parce qu'il est la manière la plus douce et la plus engourdissante *de ne pas penser*.

Tout d'abord, et c'est peut-être là sa pire influence, il atteint la jeunesse et nous pouvons dire, sans vouloir trop généraliser, toute une certaine jeunesse. Il suffit d'observer ces jeunes, lorsqu'ils sortent d'un cinéma, pour reconnaître par leurs propos, par leurs attitudes, voire dans les jeux des plus petits, cette identification entre l'acteur et le spectateur, qui suscite chez ceux-ci un mimétisme redoutable : l'art d'escamoter dans la vie les réalités en leur plaquant un masque de pseudo-romantisme permettant de se mentir à soi-même. Le privilège de ne point penser se place dans un cadre magnifique qui crée un mirage. Le glissement des images engourdit la conscience, ou mieux, abandonne la pensée aux mécanismes automatiques.

Le cinéma est devenu la nourriture spirituelle de nos contemporains. Peu importe que son essence puisse être aliment frelaté, ce qui importe c'est qu'il pénètre dans les couches sociales les plus larges, et en profondeur.

Cette distraction - l'expression doit être prise au sens propre puisque le cinéma distrait les individus d'eux-mêmes - encourage la paresse naturelle des foules surmenées par des besognes souvent harassantes, ou excitées par des actualités mises en scène de façon à provoquer en chacun la plus grande tension. On cherche des dérivatifs. Mais qu'est devenue l'œuvre d'éducation populaire rêvée par Léo Lagrange ?

On critiquait autrefois la dévotion aux caractères d'imprimerie dont se nourrissaient les héritiers des classes aisées. On imaginait que cette idolâtrie du livre était responsable de la résistance à une adaptation plus souple et plus compréhensive des mouvements de la vie sociale. L'idolâtrie de l'image est-elle préférable ? On peut en douter. Ne serait-ce pas une nouvelle forme de paresse qui commence, favorisée par la trépidante instabilité des snobismes, des slogans et des mots d'ordre. Et les paroles de Simone Weil expriment le drame de présentes réalités : « Comme on est seul.... »

Chapitre premier

L'éclatement des métiers et la conscience professionnelle

[Retour à la table des matières](#)

Deux courants et deux tendances marquent au XX^{ème} siècle l'évolution des métiers industriels. Le premier entraîne l'éclatement progressif des anciens métiers unitaires. Un des exemples les plus frappants est le métier du tourneur qui était un compagnon ayant un apprentissage d'au moins trois années. Aujourd'hui, la plupart des tourneurs de la grande industrie sont, en fait, des manœuvres spécialisés¹, sauf dans les professions hautement qualifiées des ateliers de réparation et d'outillage. Ils exécutent des travaux parcellaires et répétés où les montages sont tout préparés, les outils réglés, les détails strictement fixés à l'avance par le Bureau des Études et des Temps. Ces tâches n'exigent pas d'apprentissage, mais une mise au courant de quelques semaines ou de quelques jours.

Il en est de même du métier de mouleur. On ne compte dans les ateliers de moulage mécanique que 5 p. 100 de mouleurs et de fondeurs professionnels. Les 95

¹ *MANŒUVRE ORDINAIRE (M.O.)* : OUVRIER N'AYANT AUCUNE CONNAISSANCE PROFESSIONNELLE ET UTILISÉ À DES TRAVAUX AUXILIAIRES (BALAYAGE, MANUTENTION, ETC.). - *OUVRIER SPÉCIALISÉ (O.S.)* OU *MANŒUVRE SPÉCIALISÉ (M.S.)* : OUVRIER N'AYANT PAS DE CONNAISSANCE PROFESSIONNELLE GÉNÉRALE, TRAVAILLANT APRÈS UN COURT APPRENTISSAGE (MOINS DE QUINZE JOURS SUR UNE MACHINE AUTOMATIQUE OU SEMI-AUTOMATIQUE). - *OUVRIER QUALIFIÉ OU PROFESSIONNEL (PL, P2, P3)* OUVRIER AYANT SUBI UN APPRENTISSAGE (TROIS ANS EN MOYENNE) ET REÇU LE CERTIFICAT APTITUDE PROFESSIONNELLE (C.A.P.). ACCEPTÉ À SON POSTE DE TRAVAIL (RÉGLAGE, OUTILLAGE, TRAVAIL À L'UNITÉ, ETC.).

autres sont des ouvriers spécialisés dans une seule opération. « *Le progrès a éliminé l'art de l'homme* »¹. On peut donner d'autres exemples dans l'industrie du bois où les mouluriers travaillent à la machine, dans le bâtiment par suite des techniques du béton armé, et dans la carrosserie où les peintres sont remplacés par des manœuvres du pistolet, etc.

Un des cas les plus typiques est celui de la disparition des compteuriers dans une fabrique belge de compteurs où, en 1914, sur un personnel de 50 ouvriers, il existait 40 ferblantiers universels capables de fabriquer un compteur à gaz complet. Plus saisissants encore, peut-être, les exemples empruntés à l'industrie horlogère suisse : celle-ci n'est plus une industrie de main-d'œuvre qualifiée, exigeant de l'ouvrier rhabilleur une connaissance complète et universelle de la montre². A l'heure présente, ces traditions ne se maintiennent qu'à Genève, dans le Jura neuchâtelois et dans la vallée de Joux. En revanche, la région de Soleure comprend de vastes entreprises dont le pourcentage de professionnels est faible, les manœuvres spécialisés étant dirigés par un chef pivotier, le seul ouvrier ayant bénéficié d'un apprentissage complet.

Parallèlement au fait de l'éclatement des métiers, le phénomène inverse de ce que Ford appelait « le nouvel artisanat », les progrès de la rationalisation, la diffusion des jauges dans toutes les branches de la mécanique exigent et multiplient des machines de plus en plus parfaites.

La réunion sur une seule machine automatique de 10 à 20 opérations naguère séparées, et la toute récente invention d'un ingénieur français, Béziers : celle des machines transfert, sont une nouvelle raison de cette rigoureuse mise au point des machines. D'où la nécessité et la création de nouveaux métiers qualifiés : constructeurs de machines, régleurs, réparateurs ; d'où la multiplication des outilleurs chargés de préparer les montages destinés aux manœuvres spécialisées. La machine n'a pas détruit l'ancienne habileté, ni pour ces sculpteurs sur métal, ni pour le forgeron qui transforme la masse de métal incandescent.

En même temps s'accroît le rôle des bureaux d'études et des spécialistes qui y sont attachés : ingénieurs, techniciens créateurs de projets et de modèles, dessinateurs chargés de mettre au point les montages de telle ou telle machine, chronomètres, mécanographes, analyseurs, etc.

En présence de ces deux tendances parallèles, on a été jusqu'à parler d'une double polarisation de la main-d'œuvre, concentrant d'un côté une qualification de plus en plus élevée à la tête, et de l'autre côté, à la base, multipliant les manœuvres spécialisés en supprimant l'entre-deux des catégories intermédiaires. Mais chercher à mesurer l'étendue des deux tendances paraît chose très difficile tant qu'on ne dispose pas de statistiques qualitatives et normalisées. Georges Friedmann fait les plus extrêmes réserves sur les chiffres que des généralisations hâtives ont cherché à préciser. Une évaluation vraisemblable pour les fabrications de grande série est celle qui fixe un

¹ Henry Ford ET S. Crowther, *MA VIE ET MON ŒUVRE*, PAYOT.

² Georges Friedmann, DE QUELQUES INCIDENCES PSYCHOLOGIQUES, SOCIALES ET MORALES DANS L'ÉVOLUTION CONTEMPORAINE DES MÉTIERS INDUSTRIELS, *L'ANNÉE SOCIOLOGIQUE*, PP. 528-578, 1949.

pourcentage de 10 p. 100 pour le nombre des véritables techniciens, y compris ceux des bureaux d'études. Dans certaines usines où l'automatisme et la rationalisation ont atteint leur degré le plus élevé, tout est donné d'avance, serrage, réglage, inclination de la pièce sur l'outil, etc. Une usine belge de machines-outils en série a un personnel de 700 ouvriers qui ne comprend que 9 p. 100 de professionnels.

Aux étapes de la préparation textile (battage, cordage, étirage, peignage), les opérations se font grâce à l'emploi de machines confiées à une ouvrière n'ayant qu'à les alimenter et à les remettre en marche : 60 p. 100 en moyenne du temps de présence de l'ouvrière se passe en repos et le reste en manutention et alimentation des bobines. La part de qualification textile étant environ de 1/5, il faut six mois pour créer, chez ces ouvrières, les automatismes psychomoteurs et l'accoutumance aux machines. Il en est de même dans la filature, le tissage l'industrie mécanique. Dans les diverses industries utilisant la taille de métaux se répand de plus en plus la mise au point préliminaire des montages (fixtures) par les techniciens des bureaux d'études. Ces montages tout faits *suppriment pratiquement* toute erreur possible et *toute initiative*. Les exemples empruntés aux cuirs et peaux, à la verrerie, à la biscuiterie, à la pâtisserie ne sont pas moins significatifs. La confection des vêtements est parvenue à diviser entre les ouvrières mécaniciennes la fabrication d'un gilet en soixante tâches parcellaires (Leeds).

*

* *

Que devient alors ce que l'on appelait « la conscience professionnelle » ?

L'extension des activités accomplies par les bureaux d'études et la préparation du travail confiée à un nombre toujours plus grand de techniciens se traduit par l'*exclusion progressive de la pensée des ateliers*. La phrase diabolique de Taylor est-elle donc devenue une réalité ? Les ouvriers et ouvrières qui ont besoin d'absorber tout ou partie de leur personnalité dans leur besogne quotidienne, seront-ils donc de plus en plus condamnés à des tâches dont l'automatisme fait classer les travailleurs parmi ceux qu'on appelle les stéréotypés ?

Non, car, afin d'éviter de tourner vers les tâches les plus simples les travailleurs capables de plus d'initiative, certaines grandes entreprises ont organisé des services de sélection professionnelle qui permettent de faire un tri parmi ceux qui se présentent à l'embauche ; ainsi peut-on être sûr de ne rejeter vers les ateliers *des parties brisées* (par opposition au travail à la chaîne) que les sujets inaptes à d'autres tâches.

En outre, la direction des entreprises cherche à utiliser l'inertie relative du personnel soumis à l'automatisme de la production en série. On voudrait, pendant le travail inconscient, éveiller l'esprit des travailleurs en les autorisant à mettre des écouteurs aux oreilles afin d'entendre des auditions diverses ; ou bien encore, dans ces ateliers, on fait diffuser par des hauts-parleurs des morceaux de musique variés. On a imaginé de tenter un effort de revalorisation intellectuelle en organisant des cours professionnels grâce auxquels des connaissances élémentaires permettent à l'ouvrier de comprendre, du point de vue technique, les tâches parcellaires et de s'y intéresser. On

a aussi songé à encourager ces initiatives en donnant des primes destinées à récompenser les suggestions techniques et les améliorations concernant le poste de travail. Enfin, certaines sociétés ont vu là le moyen d'utiliser les Comités d'entreprise. Au sujet des mesures de rationalisation qu'on veut inaugurer, elles organisent la consultation préalable des ouvriers de l'usine. Cette amorce de la participation ouvrière à la rationalisation est hautement souhaitable. Elle serait un moyen partiel peut-être, mais déjà efficace, d'aérer l'esprit des travailleurs soumis à un automatisme excessif.

La joie au travail était souvent invoquée, il y a quelque vingt-cinq ans, mais comme elle exige une adhésion profonde de la personnalité, il semble bien que les tâches industrielles, absorbées ou regroupées par des machines synthétiques, ne laissent plus aucune place à la joie : rarement sont réunies les conditions, à la fois techniques et psychologiques, qui lui permettraient de s'épanouir dans une organisation où dominant et se multiplient les tâches *hétéronomes inconscientes*. Un sociologue, H. B. Drury, a même écrit que l'ère du *scientific management* (organisation scientifique du travail), correspond à un état de civilisation « dans lequel les hommes en général ne sont pas d'un type intellectuel ambitieux ».

Une vision décourageante résulterait de certaines enquêtes personnelles auxquelles s'est livré Georges Friedmann ; par exemple, la visite qu'il a faite aux ateliers d'une horlogerie du Jura bernois où, demandant à une ouvrière, qui depuis vingt-deux années répétait la même tâche, si elle désirait en changer, celle-ci a répondu nettement : *non*.

Ce refus de changer de travail correspond-il à un caractère acquis, à une accoutumance qui fixe des ouvriers instables, façonnés peu à peu par les conditions de leur travail ? Cette attitude n'est-elle pas volontaire et ne traduit-elle pas le refus de penser de certains ouvriers dans l'intérêt d'une entreprise à laquelle ils se sentent étrangers ? Cet état d'esprit ne disparaîtrait-il pas si les travailleurs se sentaient intégrés dans des entreprises dont ils se sentiraient membres solidaires et responsables ?

On s'est soucié, dans des directions diverses, de donner un dérivatif à l'ouvrier insatisfait de sa tâche. Ne peut-on émouvoir son affectivité en aiguillant l'agrément et la satisfaction du travailleur grâce aux conditions de son environnement social et moral, d'où *l'usage actif* du loisir où des virtualités qui ne trouvent pas leur emploi à l'atelier, à l'intérieur du travail productif, cherchent des moyens divers de s'exprimer (clubs de sport, de camping, musique, théâtre, danse, chant...) ?

On organise des expositions qui permettent à chacun de donner satisfaction à son *hobby* (violon d'Ingres). Ainsi cet appel placardé à la cantine pour une exposition artisanale qui suscita 200 envois de toutes sortes, parmi les quelque 3.000 ouvriers de l'entreprise. Ailleurs, en encourage le goût du bricolage.

Voici qu'un sociologue, James Gillespie, qui a commencé sa carrière comme apprenti fondeur et qui a été mécanicien *shop-steward* vient d'éclairer singulièrement tout un versant du problème. Son étude est intitulée : *A social psychological study of*

*work and lei sure*¹ (Une étude de psychologie sociale sur le travail et le loisir). M. James Gillespie s'était spécialisé dans l'étude des temps avant de devenir ingénieur consultant dans huit industries différentes. Ses vues lui sont donc dictées plus encore par son expérience que par les liens qu'elles ont avec les théories de Jung et de Freud. Il estime que la perte de la responsabilité et de la création dans le travail porte de graves atteintes à l'équilibre psychique de l'individu. La rationalisation et la planification du travail frustrant l'individu de toute libre expression dans un important secteur de la vie, et, si l'on accepte la nécessité économique de cette évolution, il faut, en revanche, admettre la nécessité psychologique d'un accroissement compensateur de la libre expression dans le loisir.

Une conclusion s'impose : ce que M. Gillespie appelle la *shared responsibility* (responsabilité partagée), par la participation de l'ouvrier à l'industrie.

La responsabilité partagée, c'est là qu'est en effet le secret du don total d'un être à une œuvre ou à son travail.

¹ James Gillespie, *FREE EXPRESSION INDUSTRY. A SOCIAL PSYCHOLOGICAL STUDY OF WORK AND LEISURE*, LONDRES, 1948.

Chapitre II

Le chant du cygne d'une conception de la vie ouvrière

I

[Retour à la table des matières](#)

Le 31 mars 1913, Merrheim écrivait dans *La Vie Ouvrière* : « L'intelligence est chassée des ateliers et des usines. Il ne doit y rester que des bras sans cerveau et des automates de chair adaptés à des automates de fer et d'acier. » Ces paroles n'exprimaient pas seulement une anxiété semblable à celle qu'il avait exprimée déjà dans un autre domaine, trois ans auparavant, dans la même *Vie Ouvrière*, à propos de « la Guerre qui vient » (janvier 1911). Merrheim pressentait l'avènement d'un nouveau prolétariat sans lien avec la génération précédente. Il entendait attirer l'attention de ces ouvriers de la base auxquels il faisait tant crédit, sur les nouveaux devoirs que créait la pénétration et la généralisation progressive de la seconde révolution industrielle, révolution à la fois mécanique et sociale. Celle-ci, en effet, bouleversait les méthodes et les conditions du travail dans les usines et les ateliers et, en cette même année 1913, Henry Ford, qui avait fondé dix ans auparavant la Société des automobiles Ford, pouvait développer déjà les idées qui constituent le « fordisme ». Henry Ford était persuadé qu'il était dans la vérité économique et sociale, et qu'il avait découvert la recette du progrès indéfini. C'était chez lui plus qu'une conviction, c'était une foi assez semblable à la croyance saint-simonienne telle qu'elle fut enseignée par Saint-Simon dans le *Ca-*

téchisme des industriels. Il n'y a entre le mythe fordien et le mythe saint-simonien que quelques nuances de présentation dans la forme, modelée par le tempérament national, puisqu'au faite l'idée inspiratrice est la même : le progrès moral dans la société est la suite naturelle et fatale de certaines méthodes par lesquelles il est possible d'assurer, d'immuniser et de renouveler indéfiniment les progrès économiques.

Pour Saint-Simon et Henry Ford, le miracle social du progrès indéfini (qui leur apparaissait sous la forme d'un engrenage entre le progrès technique et le progrès moral) est dû à l'industrialisme, si les méthodes ne sont pas les mêmes ; mais d'un côté comme de l'autre, les conséquences doivent fatalement s'ensuivre. Dans les livres consacrés à sa théorie, Henry Ford compare le résultat de ses méthodes industrielles et commerciales à l'invention de la lampe à incandescence qui a créé dans d'innombrables masses toute une série de besoins. Il écrit que la production fait courir devant elle les besoins et les salaires qui, à leur tour, font courir la technique¹. Le lyrisme exaltant de sa vitalité et du dynamisme américain entraîne Henry Ford à comparer la montée de la production à une mer déchaînée : « La vague des échanges dans la société coulera à nouveau à chaque étape de la production améliorée et accrue.² » Et, en fait, en 1913, l'inflation de la production américaine paraît confirmer les prophéties de celui qui peut se croire un visionnaire. Mais à quel prix ? Merrheim va nous le dire dans cette oeuvre puissante qu'il fait paraître, non pas sous son nom, mais comme une édition de la Fédération des Métaux³. En cette année 1913, le chaudronnier en cuivre Merrheim a été le témoin lucide et éminent de la conscience ouvrière. Sa clairvoyance apparaît lorsqu'il écrit :

L'atelier familial, les petits ateliers de construction, les petites fabriques disparaissent. Les uns et les autres ne subsistent, en général, que tant que leur activité est alimentée, soutenue, par les commandes des immenses usines métallurgiques à de puissants ateliers mécaniques dont ils sont tributaires.... Les Sociétés anonymes englobant des milliers de travailleurs sont la règle générale ; par les Ententes, les Comptoirs, les Cartels, les Trusts nationaux et internationaux, elles sont les directrices de l'activité économique, les maîtresses de la production et les plus amples bénéficiaires des profits qui en découlent.... A mesure que s'opère cette industrialisation... [celle-ci] diminue l'initiative, amoindrit la capacité et la valeur professionnelle des travailleurs, détruisant en même temps leur confiance dans la solidarité ouvrière collective. Dès que l'individu a franchi le seuil de l'immense usine, il a l'impression que sa personnalité disparaît. Il prend à chaque entrée un « jeton » quelconque qu'il remettra à la sortie. Le voilà devenu tel numéro, ressortissant par la lettre X ou Z de tel ou tel service ; et ce numéro l'accable à tel numéro correspondant de telle machine ou de tel appareil. C'est ainsi que son premier geste de producteur le jette dans la foule anonyme des autres producteurs, eux-mêmes perdus, noyés, automatisés dans la complexité de la technique générale de la production. Plus une usine occupe d'ouvriers, plus par son intensité de production elle est complexe, et plus est grand cet amoindrissement de la personnalité du travailleur. L'industrialisme le dissocie par ses multiples services et ateliers. Il le dissocie encore par la multiplicité des équipes. Tout est coordonné, et contribue à accentuer chez l'individu le sentiment de *disqualification* de sa personnalité comme de sa valeur professionnelle. En cela résident les causes de ce qu'on qualifie de « crise de l'apprentissage ».... C'est que le machinisme, du fait de ses développements, dissèque et spécialise la production. Il restreint le champ d'initiative du producteur, diminue sa valeur professionnelle et parvient à rendre minimes le rôle et le mérite

¹ Cf. TECHNIQUE ET CRISE DU PROGRÈS, *REVUE FRANÇAISE DU TRAVAIL*, MAI 1947.

² Henry Ford, *MON AMI EDISON*, SOCIÉTÉ PARISIENNE D'ÉDITION, 1932.

³ *LA MÉTALLURGIE, SON ORIGINE ET SON DÉVELOPPEMENT*. L'ŒUVRE A ÉTÉ ÉCRITE PAR MERRHEIM, EN COLLABORATION AVEC FRANCIS DELAISI, VIS-À-VIS DUQUEL L'ÉPURATION SE MONTRERA AFFREUSEMENT INJUSTE.

individuels dans la fabrication. Cet amoindrissement de la personnalité de l'individu s'accomplit le plus souvent sans que les travailleurs eux-mêmes en aient conscience. Ils acceptent l'effacement de leur rôle personnel, et isolés, comme exclus de l'ensemble dans la production, ils ont une tendance à s'isoler, à s'exclure de la collectivité productrice dans ses efforts d'organisation pour faire triompher ses revendications et réaliser son idéal social... Le travail n'étant plus qu'un geste, constamment, automatiquement répété, ils l'acceptent comme la condition la plus pénible que leur impose le destin. Il pourrait, s'ensuivre, à leurs propres yeux, une diminution de leur valeur productive et sociale si, courbés sur leur tâche sans attrait, ils n'avaient qu'une vue tout à fait insuffisante de l'ensemble de la production humaine dont ils sont les modestes et indispensables artisans.

Et Merrheim présageait déjà que ce sentiment de disqualification et cette dépersonnalisation allaient avoir pour beaucoup, comme effet, une désaffection du travail, une disparition de la joie au travail. Le tableau qu'il avait tracé était tel qu'aucune synthèse des conséquences de la deuxième révolution industrielle n'a été écrite d'une pensée et d'un style aussi précis ni aussi remarquables.

Il ne faut pas oublier que ces pages écrites en 1913 précèdent au moins de quinze ans le mouvement de la réaction anti-technicienne qui s'est exprimée par des slogans comme celui-ci : « Protégez-nous des techniciens », ou la formule de Joseph Caillaux : « Enchaînez le nouveau Prométhée. » On comprend et on apprécie mieux encore la vision de Merrheim si on rappelle que la publication de *La Métallurgie* éditée par la Fédération des Métaux avait surtout pour intention de *dresser le bilan des résultats du formidable labeur ouvrier*. Ici encore il convient de citer les paroles de Merrheim :

Il faut que les exploités puissent, dans la grandeur du « Travail » et la puissance de leurs efforts, dans la conscience de leur mission de producteurs, toute la confiance en eux-mêmes et toute la force nécessaire à leur affranchissement.

Il faut qu'ils saisissent l'intime collaboration, la douloureuse solidarité qui les unissent dans la production pour qu'ils parviennent à se libérer de l'égoïsme qui les emprisonne dans leur impuissance individuelle, due à l'ignorance de l'*Unité* qui régit, qui harmonise leur tâche quotidienne et fait vivre le monde.

Le mouvement ouvrier s'éclaire de singulière façon lorsqu'on le rapproche de l'histoire de la pensée ouvrière. Celle-ci, entre 1900 et 1920, s'incarne dans trois grands esprits : Victor Griffuelhes, d'un métier artisanal et dont les conceptions ont été confrontées avec les tactiques de la dialectique historique ; Merrheim, d'origine prolétarienne, et Albert Thierry, fils d'un ouvrier maçon, gars du bâtiment, mais lui-même pédagogue. Sans ces rapprochements, on comprendrait difficilement la portée du livre de Merrheim. Cette évolution, Merrheim l'étudie d'abord et avant tout dans le cadre de la métallurgie, entendue comme elle doit l'être en 1913, c'est-à-dire à la suite de la fusion des Fédérations de métiers : métallurgie, cuivre, mouleurs et Syndicats des mécaniciens, métiers qui avaient contribué en 1910 à la constitution de la Fédération des Métaux. Mais, si la métallurgie offrait alors les exemples les plus frappants des nouvelles fédérations du travail, Merrheim connaissait fort bien la situation des autres industries¹. À son arrivée à Paris, en 1904, il avait fait la connaissance de Pierre Mo-

¹ LE PROBLÈME S'ÉTAIT POSÉ DRAMATIQUEMENT POUR MERRHEIM ET A DÛ ÊTRE EXAMINÉ POUR LA PÉRIODE 1904-1913. NE PAS OUBLIER QUE MERRHEIM NE VIENT PAS DES CLASSES ARTISANALES, MAIS DES COUCHES PROLÉTARIENNES.

natte et de Francis Delaisi ¹. A celui-ci il s'était adressé pour le guider dans la recherche des documents qui lui permettraient de connaître les mécanismes financiers des entreprises capitalistes, de lire un bilan, de comprendre le calcul des prix de revient.

Merrheim voulait, non seulement que les ouvriers puissent voir clair dans les conflits du travail, mais, craignant que la révolution ne soit que formelle, il opposait à la *révolution puissance* la *révolution capacité*. Donc, dans son dessein, il voulait par son action et par ses conseils que les ouvriers puissent recevoir et se donner à eux-mêmes une formation qui les prépare à acquérir la capacité et la compétence. En 1908, il écrivait : « Il faut que l'ouvrier sache, soit renseigné. » Mais, en 1913, Merrheim s'était rendu compte que les conséquences de la seconde révolution industrielle allaient rendre la culture ouvrière chaque jour plus difficile pour l'ouvrier spécialisé et une vision d'ensemble souvent inaccessible. Et la prévision de Merrheim est si juste qu'on peut sans exagération appeler, au point de vue de la Culture ouvrière, l'époque contemporaine, le drame des O.S. et des M. S. - 1913 est une date.

II

La lucidité sensible de Merrheim lui faisait apercevoir les dangers qui menaçaient la formation et la culture de la conscience ouvrière. Victor Griffuelhes avait voulu libérer le syndicalisme d'un mysticisme révolutionnaire illusionniste, afin qu'il fût d'abord la théorie et la pratique de l'action ouvrière. Albert Thierry voulait faire du syndicalisme un foyer ; il désirait donner à l'action du mouvement ouvrier pour idéal d'être une École pouvant former des hommes « fiers et libres ». Et de tous les militants de ces années-là, il a su le plus délicatement exprimer les conditions selon lesquelles le mouvement ouvrier et le syndicalisme pouvaient conduire à une rénovation de la société par la rénovation de l'homme ².

Albert Thierry est né à Montargis, le 25 août 1881, et il a été tué au Front, le 26 mai 1915. Il a eu une existence brève et infiniment riche dans sa modestie. Il a été un chevalier, l'apôtre d'une croisade en faveur d'une foi qui inspirait chacun de ses gestes quotidiens. Sa personnalité incarne l'idéal du militant dans sa pureté et dans son entier désintéressement.

Des leçons que nous offre Albert Thierry, la plus importante est contenue dans cette phrase qu'il a écrite en 1914 : *Le refus de parvenir, voilà ce qu'une vue unique m'a enseigné d'unique.*

¹ VOIR DANS LE T. II DU PRÉSENT OUVRAGE (PP. 164 ET SUIV.) COMMENT MERRHEIM A CONNU DELAISI, ET L'AMITIÉ ENTRE LES DEUX HOMMES. Cf. pierre monatte, *LA RÉVOLUTION PROLÉTAIRIENNE*, NOVEMBRE 1925, ET maxime leroy, *L'HOMME RÉEL*, AVRIL 1937.

² Albert Thierry, *LA LIBERTÉ DE L'ENSEIGNEMENT* (15 OCTOBRE 1902) ; *RÉFLEXIONS SUR L'ÉDUCATION*, DANS *LA VIE OUVRIÈRE*, DANS *L'ÉCOLE RÉNOVÉE* ET DANS *PAGES LIBRES* (5 JUIN 1909) ; - L'HOMME EN PROIE AUX ENFANTS, *CAHIERS DE LA QUINZAINE*, NOVEMBRE 1909 ; - *LES RÉFLEXIONS SUR L'ÉDUCATION* ONT ÉTÉ PUBLIÉES PAR LA LIBRAIRIE DU TRAVAIL EN 1923, ET LES *PRIMAIRES*, PUBLIÉS EN DÉCEMBRE 1921, CONTIENNENT *LE BUISSON ARDENT* ET LES *CAHIERS DE GUERRE* D'ALBERT THIERRY.

Ce refus de parvenir n'est ni une attitude, ni un renoncement. Il est l'expression spontanée d'une volonté qui répond à l'élan intime de sa nature ¹.

Albert Thierry admirait Fernand Pelloutier, il lisait Georges Sorel ; mais P. J. Proudhon lui apparaissait, ainsi qu'il le disait lui-même, « comme le plus vivant de nos maîtres ».

Sans doute on ne retrouve pas dans les écrits d'Albert Thierry le style romantique de Proudhon parlant des chaînes dorées des esclaves, mais une inspiration aussi sincère et qui s'exprime avec la sobriété dont Albert Thierry nous donne l'exemple dans ses écrits, même lorsque sa ferveur monte le ton de son style. Mais, si l'on peut dire qu'Albert Thierry a été fidèle à Proudhon, on doit ajouter qu'il l'a été plus encore à lui-même, à l'élan qui jaillissait de son cœur.

Les idées de Proudhon sur l'éducation ont été pour Albert Thierry un des points de départ de ses réflexions. Seulement, ses vues sur l'éducation sont nées avant tout d'une longue méditation sur la vie, sur les enfants et sur les adolescents. Il en doit la source aux émotions intérieures reçues de ses expériences personnelles. Albert Thierry est d'accord avec Proudhon sur ce thème général : « Conduire l'homme par la tête et avec la main à la philosophie du travail qui est le triomphe de la liberté. »

Si cette idée essentielle qu'il n'existe pas de séparation entre le travail manuel et le travail intellectuel a pu provoquer les réflexions d'Albert Thierry, tout son être intérieur était « monté, organisé déjà, et son âme n'a fait, année par année, que s'enrichir de son esprit et de son cœur » (Guegen) ; mais Albert Thierry avait pleine conscience de son dessein et de sa vocation ; il pensait qu'il fallait détruire la pédagogie traditionnelle, pour en installer une autre, la vraie. D'instinct, il détestait les programmes, l'émulation factice et toutes ces méthodes abstraites qui ne vont pas droit à l'enfant, à l'adolescent, en cherchant à apprendre « le chemin de son esprit et de son cœur ». On doit aider à faire naître en chacun d'entre les enfants l'homme qu'il sera un jour, et pour cela les comprendre ou plutôt deviner dans leur singularité et saisir dans leur complexité les tendances heureuses.

Albert Thierry avait compris que la formation de l'homme ne se plaçait pas durant l'enfance, mais pendant l'adolescence. Il attendait que les jeunes viennent à lui pour s'ouvrir aux confidences de ces âmes frémissantes. Personne ne pouvait leur apporter d'aide plus sûre. L'être *au sourire blessé* était sans cesse inquiet et, sans cesse, il partageait les hésitations et les scrupules des plus généreux de ces adolescents.

La vision d'Albert Thierry l'avait amené à des conceptions dont devaient se rapprocher les Instituts du Travail de Charles Andler et qu'ont cherché à réaliser Georges Lefranc et Georges Vidalenc dans l'Institut Supérieur ouvrier.

¹ Georges Vidalenc, ALBERT THIERRY ET L'ÉDUCATION SYNDICALISTE, DANS *PRIMAIRES*, N° CONSACRÉ À ALBERT THIERRY, DÉCEMBRE 1921.-Pierre Monatte, Albert Thierry, *L'ÉCOLE DE LA FÉDÉRATION*, 15 AOÛT 1915. - Maurice Dommanget, *ALBERT THIERRY*, COLLECTION « LES GRANDS ÉDUCATEURS SOCIALISTES », EDITIONS S.U.D.E.L., 1950.

La pédagogie d'Albert Thierry avait le caractère d'être à la fois syndicaliste et individualiste. La vision sociale qui s'y relie est, elle aussi, d'une profonde originalité ; elle est essentiellement éducative : une formation de la personne dans les cadres de l'existence syndicale, formation tout entière dominée par une morale austère. Encore faut-il comprendre le sens de cette expression, car Albert Thierry entend « satisfaire sagement ou plutôt contenir les aspirations affectives et sexuelles de l'adolescent ». Ce n'est là qu'une partie de la tâche de la pédagogie secondaire. Albert Thierry pense que l'éducation professionnelle importe, mais il rejette avec Proudhon l'apprentissage officiel. Il est en faveur d'une éducation professionnelle constituant à la fois une vraie culture, une éducation ouvrière et une formation de classe. Comme Proudhon, - et comme nous, - il repousse l'opposition entre les travailleurs intellectuels et le travail manuel, et il écrit :

La mission d'un enseignement professionnel entre la science et le travail est de rétablir dans le citoyen cette plénitude d'humanité détruite par la spécialisation et la machine.... Par l'apprentissage industriel, il faut que la ville devienne pour l'artisan ce que la campagne est, ou fut, pour le paysan ; une seconde nature qui, pensée et action, fasse ou refasse en lui l'homme....

Albert Thierry *enrichit* Proudhon en poussant plus loin l'analyse et en procédant à un classement des branches de la production ¹. Il offre à l'adolescence ouvrière des villes et des campagnes ces types d'apprentissage qu'il caractérise *par la cohésion de la science et du métier, de la théorie abstraite et de la pratique industrielle de l'École, de l'Usine et de la Bourse du Travail*. N'oublions pas, en effet, ce qu'ont été les Bourses du Travail pendant cette période : des foyers éducateurs pour les militants ouvriers. Le programme des études sera toujours régional ou local. Albert Thierry tient à la multiplicité des types d'apprentissage, mais il entend que ces différents types conservent un caractère ouvrier.

La vertu d'Albert Thierry était une vertu exigeante : il croyait que la morale contient toute la vie et est le centre de la civilisation ouvrière. Il pensait que la foi syndicaliste doit vivre autour d'une passion établie *à l'intersection des connaissances et des techniques, au foyer du savoir et du dévouement*. Le sentiment animateur de la cité, comme de la vie individuelle, était à ses yeux une synthèse de l'esprit héroïque et de la conscience professionnelle. Les deux puissants facteurs de l'humanité sont le stoïcisme ouvrier de cette *élite restant dans le peuple pour servir le peuple* et cette mystique du travail où Albert Thierry rejoint Proudhon.

À cet idéal, Albert Thierry a consacré une âme douloureuse et fervente d'ardent patriote. Léo Lagrange, en mai 1936, devait traduire dans son programme de culture ouvrière les idées qu'Albert Thierry avait été le premier à exprimer, et il devait lui aussi tomber le 8 juin 1940 pour le même idéal.

¹ CF. LE LIVRE EXCELLENT DE maurice dommanget SUR ALBERT THIERRY, OP CIT, p. 18-24, ET SON FRANCISCO FERRER, OP. CIT.

III

Des travailleurs avaient connu pendant leur enfance ou leur adolescence un cadre de l'existence où l'homme était d'abord un artisan qui pensait avec les mains et créait sans cesse par son travail une société à sa taille. Des ateliers provinciaux où ils avaient fait leur apprentissage, lorsqu'ils se sont trouvés transportés dans une organisation du travail mécanisé, ils ont ressenti une violente révolte contre l'engrenage qui les saisissait : la machine leur apparaissait le symbole de leur esclavage. Les sentiments qu'ils ont éprouvés, certains nous les ont contés dans des récits dont les deux plus remarquables par leur talent sont *Parcours*¹, de Georges Navel, et *Trimard*², d'Émile Bachelet.

Dans *Travaux*³, dans *Parcours* et dans *Sable et Limon*⁴, Georges Navel a résumé ses vicissitudes de cœur et de pensée. Par son âge et par ses origines, il appartient à une génération qui, en France, a pu connaître cette crise d'âme. Seulement, lorsqu'on parle de l'œuvre de Georges Navel, si celle-ci reflète une expérience authentique, cette expérience doit-elle être généralisée ? Et convient-il de considérer Georges Navel comme le représentant d'une génération ? Plusieurs raisons nous font hésiter à le reconnaître pour tel. Et d'abord son originalité. Tout au long de ses récits, sa sensibilité poétique transpose ses sentiments personnels ; son imagination lui permet de prolonger sa personne en un caractère qui restera classique. Les livres de Georges Navel sont l'expression d'une personnalité singulière qui garde son intérêt de type humain pour l'histoire de la pensée française. Mais c'est un cas exceptionnel. L'historien social ne pourra y voir un témoignage représentatif ni d'une classe ni d'une période de transition.

Dans *Trimard*, Émile Bachelet nous décrit l'opposition entre les deux mondes du Travail entre lesquels sa vie s'est trouvée déchirée, le monde des Compagnons du Devoir et du Tour de France, et un nouveau monde mécanisé. Un ouvrier, surnommé l'Auvergnat, plaisante la Société du Devoir devant un vieux charpentier, Robin, qui appartenait à celle-ci ; Robin se fâche tout rouge et clame : « Tu apprendras, gamin, qu'on ne plaisante pas avec le Devoir : Devoir, cela veut dire Courage, Volonté, Probité ; Travail ! Habileté ! Persévérance ! Solidarité ! Fraternité ! »

Une foi si entière qui a survécu aux années, emplît d'enthousiasme un jeune apprenti, Joseph Lajonc, et le décide à accomplir son Tour de France. Il raconte ses aventures et la rude vie qu'il dut mener pour tenir la promesse qu'il s'était faite à lui-même de ne pas se laisser décourager ; et voici que, lorsqu'il est près de trouver un travail régulier, il est obligé de se soumettre à la discipline de l'usine. La machine lui

¹ OP. CIT.

² OP. CIT.

³ STOCK, 1945.

⁴ OP. CIT.

semble étendre une domination despotique sur les hommes, il en généralise partout l'emprise implacable : « *Elle paraissait imposer sa volonté à tous.* »

Devant le patron qui travaillait comme lui, il avait toujours su garder une certaine dignité ; devant le despote mécanique il se sent anéanti, réduit à un esclavage complet. Il se rappelle le vieux temps où l'« on chantait en travaillant ; dans ce temps-là, pensait-il, on pouvait aller prendre un verre puisque c'était le travail bien plus que la pendule qui nous indiquait le moment de l'interrompre ou de le reprendre ».

Joseph Lajonc ne recouvre sa liberté que par l'acceptation d'une vie rude et incertaine, avec tous ses déboires, et il sacrifie un métier que pourtant il aimait tant.

Après de nombreuses et pénibles expériences, Émile Bachelet devient apiculteur, - tout comme Georges Navel, - et il retrouve l'équilibre et l'harmonie en créant avec sa femme et ses enfants une petite communauté agricole, où il jouit de la paix de l'esprit dans une existence paysanne qui a ses risques, ses labeurs et ses joies.

Chapitre III

La marche à l'inconscient

[Retour à la table des matières](#)

Dans les livres qu'entre 1930 et 1934 il publie à son retour des États-Unis où il a travaillé comme ouvrier, et notamment chez Ford, Hyacinthe Dubreuil devient si optimiste qu'il écrit ¹ :

Les expériences de Taylor seront peut-être regardées aussi un jour comme ayant une importance historique égale à la dispersion de la propriété opérée par la Révolution française. L'organisation scientifique du travail apporte enfin le moyen de réaliser le rêve lointain de ceux qui ont écrit qu'il viendrait un jour où le progrès des arts mécaniques permettrait de subvenir à tous nos besoins matériels avec seulement quelques heures de travail par jour.... L'organisation scientifique du travail, c'est l'outil indispensable du véritable socialisme. Sans lui, point « de bien-être pour tous » possible, car seul il permet de réaliser la production en masse, c'est-à-dire de mettre toutes les commodités créées par la civilisation à la portée de tout le monde ; puis, il permet de réduire le temps que l'humanité doit consacrer à la satisfaction de ses besoins matériels.

Pourtant, dans *Nouveaux Standards*, Hyacinthe Dubreuil parle de ces foules immenses qui vivent en réalité en dehors de la civilisation, « qui s'engouffrent chaque matin dans les établissements industriels et qui ont droit, elles aussi, à une vie plus douce et plus belle... ». Dans ces *Nouveaux Standards*, Hyacinthe Dubreuil combat l'idée que l'évolution actuelle des métiers paraît éloigner toute possibilité de satisfac-

¹ Hyacinthe Dubreuil, *STANDARDS* (LE TRAVAIL AMÉRICAIN VU PAR UN OUVRIER FRANÇAIS), BERNARD GRASSET, 1929, p. 421. - *NOUVEAUX STANDARDS*, 1933. - *A CHACUN SA CHANCE* (L'ORGANISATION DU TRAVAIL FONDÉE SUR LA LIBERTÉ), 1933

tion intérieure quelconque dans l'accomplissement des tâches industrielles ; il croit au contraire que la joie au travail doit survivre à l'évolution de la technique industrielle. Enfin, dans *A chacun sa chance*, il préconise l'organisation du travail fondée sur la liberté, en affirmant que le problème réel est de transformer la nature des relations que les hommes entretiennent entre eux, et non les relations de l'homme avec ses outils. Et, citant l'expression américaine d'*Industrial relations*, Hyacinthe Dubreuil rappelle ces paroles d'Auguste Comte dans sa 57^{ème} leçon de philosophie positive : « En un mot, cette philosophie fera comprendre que les *relations industrielles*, au lieu de rester livrées à un dangereux empirisme ou un antagonisme oppressif, doivent être systématisées suivant les lois normales de l'harmonie universelle. ¹ » Par ce nouveau livre, il espère prouver comment, sans rien changer à la structure technique de l'industrie, il serait possible de faire progresser la vie du travail vers la liberté et la joie. Par sa démonstration, Hyacinthe Dubreuil entend rester fidèle à la première inspiration qui l'a conduit à poursuivre ses recherches, celle de Ruskin ². Et il pose cette question à laquelle Merrheim avait déjà répondu vingt ans auparavant : est-il vrai qu'on puisse apprécier « l'extraordinaire liberté de l'esprit que donne l'accoutumance à des gestes assez longtemps renouvelés pour être accomplis de façon inconsciente ? »

Une littérature abondante et diverse ³ a été suscitée par les questions dont Georges Friedmann résume la multiplicité dans cette interrogation : *Où va le travail humain ?* Ce livre prolonge utilement les *Problèmes humains du Machinisme*, et il offre une ample information sur les aspects du milieu mécanique aux États-Unis, en même temps qu'il trace une esquisse d'une psycho-sociologie du travail à la chaîne.

Une nouvelle science a été inventée par le professeur Norbert Wiener : la cybernétique. Selon M. Norbert Wiener, la seconde révolution industrielle conduit à dévaloriser le cerveau dans ses fonctions les plus simples et les plus routinières : la cybernétique se propose l'exploitation illimitée de l'automatisme.

Le Committee of Social Thought et son animateur, le professeur John U. Nef de Chicago ⁴, a pris position contre les tendances de la cybernétique à la création d'une société de robots. Le professeur John U. Nef a employé avec une vigueur particulière son sens critique et son expérience d'historien à dresser un barrage contre la nouvelle idole de la termitière mécanicienne. Les inventions techniques ne doivent-elles pas aviver les craintes d'une nouvelle servitude et d'une marche à l'inconscient ?

¹ CF. AUSSI *LETTRES INÉDITES DE STUART MILL À AUGUSTE COMTE*, PUBLIÉES AVEC LES RÉPONSES DE COMTE, INTROD. PAR L. LÉVY-BRUHL, ALCAN, 1899.

² « DANS CETTE CURIEUSE MACHINE DONT LA FORCE MOTRICE EST UNE ÂME, LA PLUS GRANDE QUANTITÉ DE TRAVAIL N'EST PAS FAITE POUR DE L'ARGENT, NI SOUS L'EFFET D'UNE CONTRAINTE, NI À L'AIDE D'AUCUNE SORTE DE COMBUSTIBLE QUI PUISSE ÊTRE FOURNIE PAR UNE CHAUDIÈRE. ELLE EST OBTENUE SEULEMENT QUAND LA FORCE MOTRICE, C'EST-À-DIRE LA VOLONTÉ OU L'ESPRIT DE L'HOMME SONT PORTÉS À LEUR PLUS HAUTE ÉNERGIE PAR LEUR PROPRE COMBUSTIBLE, C'EST-À-DIRE PAR LEURS AFFECTIONS.... »

³ Georges Friedmann, *OÙ VA LE TRAVAIL HUMAIN ? OP. CIT.*, 2E PARTIE : MILIEU TECHNIQUE AUX ÉTATS-UNIS, PP. 79 ET SUIV. ; 3E PARTIE : TÉMOIGNAGES, PP. 207 ET SUIV. ; - Jean Fourastié, *MACHINISME ET BIEN-ÊTRE*, ÉDITIONS DE MINUIT, 1951 ; - Lewis Mumford, *TECHNIQUE ET CIVILISATION*, TRADUIT PAR DENISE MOUTONNIER, ÉDITIONS DU SEUIL, 1950.

⁴ John U. Nef, *LA ROUTE DE LA GUERRE TOTALE*, ARMAND COLIN, 1949.

La grande entreprise tendrait donc elle-même à ne devenir qu'un organisme où l'on fabrique des produits suivant des données établies à l'extérieur par des outsiders consultants, dans des bureaux qui lui sont étrangers financièrement et techniquement.

Les psychotechniciens paraissent disposés à encourager *la marche à l'inconscient*. Le titre résume à la fois une tendance générale et un danger. Les psychotechniciens se placent devant l'industrie actuelle comme devant un fait dont ils sont incapables de modifier le cours pour les manœuvres spécialisés qu'emploie la grande entreprise moderne. Ils se proposent un triple objectif :

1° Organiser dans le plus grand nombre d'industries des services de sélection professionnelle, triant les sujets afin de les répartir dans les diverses tâches et éviter de détourner de leur vocation ceux qui ont besoin d'absorber tout ou partie de leur personnalité dans leur travail quotidien.

2° Organiser les processus techniques de production, afin de multiplier les travaux qui peuvent être accomplis d'une manière réflexe, les travaux inconscients.

3° Et par un effort complémentaire du précédent, assurer à l'opérateur le maximum d'aisance psycho-physiologique.

Léon Walther, de l'Institute of Industrial Psychology, pouvait écrire, il y a déjà une dizaine d'années : « Le seul soulagement que nous puissions apporter à l'ouvrier, c'est de rendre son travail aussi inconscient que possible, pour permettre à son cerveau de s'occuper d'autre chose. »

A cette affirmation, n'est-il pas possible d'opposer une question qui est celle-ci : n'existe-t-il pas une raison psychologique à l'attitude négative qu'en face de la rationalisation opposent un nombre important de travailleurs ?

On a constaté chez de jeunes ouvriers (outilleurs) le refus de libérer entièrement leur potentiel professionnel. Voilà une des preuves de la nécessité sur laquelle nous sommes souvent revenus et sur laquelle, cette fois encore, nous mettons l'accent : organiser ce que les Anglais appellent la *shared responsibility*. Cette responsabilité partagée, dont nous avons déjà parlé, ne, représente du reste que l'une des deux étapes qui doivent conduire à une libération plus complète du travail. Par sa complexité, la nature de l'individu moderne réclame et une organisation technique et juridique du Travail, et une organisation éducative des loisirs¹.

Après un récent voyage aux États-Unis, André Siegfried juge ainsi les tendances américaines, impressions qu'il compare à celles qu'il avait reçues lors de ses précédents séjours : « A la série, rien ne peut échapper.... On aboutit ainsi à une civilisation technique dont l'efficacité est incontestable, mais qui tend à atrophier l'indépendance d'esprit telle que nous la recevons de la culture des humanités.... »

André Siegfried remarque que l'Amérique du XIX^{ème} siècle était plus proche de nous, grâce aux liens d'une culture toute imprégnée d'inspiration britannique et que,

¹ C'EST CE QU'AVAIT ADMIRABLEMENT COMPRIS LÉO LAGRANGE.

peut-être, les États-Unis sont simplement en avance sur l'évolution à sens unique qui entraîne notre siècle dans le courant de l'âge mécanique ¹.

Encore faut-il distinguer entre les courants divers de l'opinion publique américaine. Une première attitude est celle de ce qu'on appelle le *big business* qui s'est livré à un examen de conscience.

Il lui manque quelque chose, ce quelque chose ce n'est pas l'idéal, car l'Américain est idéaliste ; ce n'est pas l'humanité, car l'Américain est humain.... Ce serait plutôt dans cette civilisation, pliée sur les commodités de la vie, l'absence d'une vie individuelle de l'esprit, contredite par une recherche trop exclusive du progrès matériels ².

Les expériences de Hawthorne ³ avaient montré l'influence des facteurs psychologiques et sociaux sur le rendement du travail de l'ouvrier. Les hommes d'affaires commencèrent à douter du système aveuglement rationalisateur de Taylor et de ses successeurs. Ils reconnurent d'autant plus facilement que les sciences sociales pouvaient « payer », que le terrible ébranlement de la crise et les révoltes ouvrières des années 1935 à 1938 les obligeaient à trouver du nouveau.

Avec Elton Mayo et son École de Harvard, la mode revint à l'humanisme européen et à des auteurs aussi oubliés chez nous que Le Play. On fit aussi de plus en plus place à la psychanalyse, aussi bien celle de Freud que celle de ses disciples et de ses rivaux, Jung, Adler, Frank et la Sociologie « culturaliste ⁴ ».

De ces recherches presque toujours scientifiquement valables, on déduisit un peu trop vite que l'ouvrier souffrait avant tout d'un complexe d'infériorité sociale dont la simple guérison permettrait de résoudre le problème social, et on leur emprunta toute une série de recettes capables, croyait-on, en rendant les employés plus dociles, de rétablir l'équilibre menacé de la civilisation tout entière. On a donné un nom à cette méthode : *human engineering*, ou technique industrielle de l'humain. On s'efforce de créer un conformiste conservateur à la fois par l'éducation et par la propagande. Le dessein est d'assurer un « défoulement » de toutes les révoltes en les traitant comme des névroses.

Michel Crozier a décrit les principales de ces méthodes et leur esprit. Il remarque que « l'homme moderne a peur de la liberté qui l'oblige à une difficile et dangereuse réflexion ⁵ ».

¹ André Siegfried, *LE FIGARO*, FÉVRIER 1952.

² Idem, *IBIDEM*.

³ LES EXPÉRIENCES POURSUIVIES À HAWTHORNE SOUS LE PATRONAGE DE LA WESTERN ELECTRIC PAR TOUTE UNE ÉQUIPE DE PSYCHOTECHNICIENS DEVAIENT SEULEMENT AU DÉPART ÉTUDIER L'INFLUENCE DES FACTEURS PHYSIQUES (CONFORT, ÉCLAIRAGE, ETC.). MAIS ON S'APERÇUT BIEN VITE QUE LA PSYCHOLOGIE DU GROUPE D'OUVRIÈRES TESTÉES TROUBLAIT LES EXPÉRIENCES LES MIEUX PRÉPARÉES, ET QU'EN FAIT LES FACTEURS PSYCHOLOGIQUES IMPORTAIENT DAVANTAGE QUE LES FACTEURS PHYSIQUES.

Cf- Roet Elisberger et Dickson, *MANAGEMENT OF THE WORKER*, HARVARD, 1939, ET UN EXCELLENT RÉSUMÉ DE TOUTES CES RECHERCHES : Georges Friedmann, *PROBLÈMES HUMAINS DU MÉCANISME INDUSTRIEL*, GALLIMARD, 1946. SUR HAWTHORNE PP. 287-309.

⁴ Elton Mayo, *HUMAN RELATIONS IN INDUSTRIAL SOCIETY* ET *SOCIAL RELATIONS IN INDUSTRIAL SOCIETY*, 2 VOL., HARVARD, 1933-1945.

⁵ Michel Crozier, *HUMAN ENGINEERING*, *LES TEMPS MODERNES*, JUILLET 1951

Certes, il ne faut pas oublier que les masses du temps passé n'avaient ni les loisirs ni l'éducation nécessaires à l'exercice de la pensée. Elles étaient gouvernées par des traditions tellement ancrées dans les mœurs que celles-ci paraissaient faire partie de l'ordre naturel des choses. Mais n'est-ce pas un progrès dérisoire que celui qui consiste à assurer l'ordre en manipulant sur une grande échelle les désirs et les peurs de l'homme afin qu'il *communie dans le superficiel*, et abdique ainsi toute velléité de résistance à l'ordre établi ? Et ce n'est certainement pas de cette sorte d'émancipation des masses que rêvaient tant de généreux militants qui se sont sacrifiés pour que le mouvement ouvrier soit un ferment de rénovation sociale.

Des forces s'opposent aux abandons à l'*american way of life*¹ et aux facilités qu'il offre à la paresse de l'esprit. Il nous faut leur faire crédit. Ces forces de résistance aux pentes de la facilité sont dans la tradition abolitionniste. A présent, les deux dangers que l'esclavagisme peut faire courir à la vivante République américaine seraient que, aveuglée par les périls extérieurs, l'opinion publique aux États-Unis s'abandonnât aux courants qui menacent son dynamisme : la manipulation des esprits et le péril noir ; de ce côté-là, les transformations récentes de l'opinion américaine ne sont pas contestables. Elles confirmeraient le présage que, dans ses correspondances au *Temps* en 1869, Georges Clemenceau formait en parlant d'une des révolutions les plus radicales dont l'histoire fasse mention :

Ces marchands du Nord ne savaient pas eux-mêmes vers quel avenir les emportait la Révolution. Les radicaux actuels sont entrés dans le mouvement abolitionniste sans trop prévoir où ils allaient, et c'est seulement poussés de réforme en réforme qu'ils sont arrivés où nous les trouvons aujourd'hui. Des années se seraient peut-être écoulées avant que le Nord se fût décidé à rendre une complète justice à la race noire : l'obstination des esclavagistes l'y a obligé....

Les mécaniques modernes ont une tendance à se standardiser, et encore pourrait-on faire des réserves, sinon sur l'automatisation, tout au moins sur la standardisation singulièrement limitée par la poussée de la spécialisation. Par contraste, les réalités humaines, collectives ou individuelles, voient s'accentuer leur complexité. Aussi les nations présentent-elles de multiples visages. Le pluralisme des courants qui les traversent font de leur personnalité un complexe de forces divergentes qui se font contrepoids et n'apparaissent en équilibre stable qu'à certaines heures de leur histoire. Le dynamisme qui les entraîne est le signe d'une existence en constante évolution.

La littérature relative aux États-Unis est abondante ; elle est le reflet d'interprétations, sinon originales, du moins contradictoires, en raison de la diversité des angles de prise de vue.

Organisant les suggestions de Colin Clark, Jean Fourastié² divise les activités humaines en activités primaires (agriculture) caractérisées par un progrès technique moyen, en activités secondaires (industrie) caractérisées par un très grand progrès

¹ « MODE DE VIE AMÉRICAIN. »

² Jean Fourastié, *LE GRAND ESPOIR DU XX^{ÈME} SIÈCLE*, PRESSES UNIVERSITAIRES, 1950 ; - *MACHINISME ET BIEN-ÊTRE*, OP. CIT. - Cf. Colin Clark, *THE CONDITIONS OF ECONOMIC PROGRESS*, 2^{ÈME} ÉDITION, LONDRES, 1951.

technique, et en activités tertiaires caractérisées par un progrès technique très faible. Dans son étude sur la condition ouvrière, Michel Collinet a montré pour la France l'exactitude de cette interprétation ¹.

On constate que le nombre des personnes employées dans le secteur primaire décroît, tandis que le nombre des personnes employées dans le secondaire augmente pendant le XIX^{ème} siècle ; il a atteint un plafond pendant les années 20 et tend à décroître dans le pays qui est en flèche au point de vue technique et industriel. Jean Fourastié complète et conclut sa vue d'ensemble en ajoutant : « Le pays le plus développé industriellement ne fait que montrer à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle l'image de leur propre avenir. ² »

C. Wright Mills part d'une vision semblable de la société américaine dans *New Men of Power* et dans son plus récent livre, *White Collar*³. Ses vues s'opposent nettement à celles de Burnham.

La Révolution directoriale de Burnham a fait l'objet d'une critique assez serrée d'économistes et de sociologues français et étrangers ⁴. Maurice Byé s'est demandé si les institutions des nouvelles Constitutions italienne et française achemineraient les nouveaux États vers la création d'un quatrième pouvoir. Charles Bettelheim a discuté la question de savoir si les techniciens constituaient une nouvelle classe sociale douée des caractéristiques que, dans ce débat : *Industrialisation et Technocratie*, Jean Lhomme envisage comme les attributs d'une classe sociale. Ou si, au contraire, cette soi-disant nouvelle classe violait les définitions de l'idéologie marxiste. Charles Bettelheim croit distinguer parmi les techniciens l'existence de deux catégories : les techniciens de la production (ingénieurs, chimistes, physiciens, agronomes) et les techniciens de l'organisation. Il remarque que c'est à cette catégorie que Burnham réserve le qualificatif de *manager*.... Il constate que les techniciens de l'organisation sont souvent réunis sous le terme de bureaucrates.

Au cours de la discussion du rapport de Charles Bettelheim, Jean Hyppolite rappelle que la productivité du travail, la nature même de la technique ont beaucoup changé depuis Marx : il est préférable de reprendre l'analyse faite par lui selon les données de son temps. On ne peut pas mesurer la situation actuelle d'après les critères établis par Marx ; il faut éviter de la fausser en la modelant d'après des conceptions a priori.

Sans doute existe-t-il une école technocratique qui a posé sa candidature à une double domination économique et politique. Parler de la Révolution directoriale est

¹ Michel Collinet, *ESSAI SUR LA CONDITION OUVRIÈRE DE 1900 À 1950*, ÉDITIONS OUVRIÈRES, COLLECTION « MASSES ET MILITANTS », 1952.

² Jean Fourastié, *MACHINISME ET BIEN-ÊTRE*, OP. CIT.

³ C. Wright Mills, *NEW MEN OF POWER*, NEW YORK, 1948. - *WHITE COLLAR (THE AMERICAN MIDDLE CLASSES)*, 2^E ÉD., NEW YORK, OXFORD UNIVERSITY PRESS, 1951.

⁴ RAPPORTS DE Maurice Byé (*VERS UN QUATRIÈME POUVOIR*) ET DE Charles Bettelheim (*LES TECHNICIENS CONSTITUENT-ILS UNE CLASSE SOCIALE ?*) À LA PREMIÈRE SEMAINE SOCIOLOGIQUE, DU 3 AU 5 JUIN 1948 : *INDUSTRIALISATION ET TECHNOCRATIE*, ARMAND COLIN, 1949 (PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE Georges Gurvitch). Cf. AUSSI Veblen, *THE ENGINEERS AND THE PRICE SYSTEM*, 1921, ET Burnham, *L'ÈRE DES ORGANISATEURS*, COLLECTION « LIBERTÉ DE L'ESPRIT », CALMANN-LEVY, 1949.

une expression presque excessive, inexacte. Entend-elle créer, grâce à un déplacement d'étiquettes, un pouvoir que ne possèdent pas les nouvelles souverainetés ? Le mot de Révolution marque trop souvent une équivoque. Couvre-t-il des transformations profondes, qui se traduisent par un changement dans la condition humaine, ou seulement des apparences ? Et ne s'agit-il pas de ces révolutions purement verbales qui modifient les apparences, et non la réalité ?

C. Wright Mills estime que les apôtres de la Révolution directoriale jouent sur les mots et que les plus ambitieux des managers oublient de reconnaître leur dépendance *envers les quelques-uns qui décident*.

C. Wright Mills possède une originalité qui consiste dans l'association d'une étude analytique et positive et de dons d'imagination lui permettant d'évoquer le spectacle d'une société vivante dont il dégage avec réalisme la structure. Il tient d'une main ferme et vigoureuse le burin grâce auquel il dessine les images de cette société.

C. Wright Mills rencontre Jean Fourastié et Michel Collinet dans la distinction essentielle qui se retrouve chez chacun d'eux ; ils constatent le contraste entre les deux termes d'une évolution sociale : les vieilles classes moyennes et les nouvelles.

Aux États-Unis, les vieilles classes moyennes étaient formées par les fermiers et les entrepreneurs indépendants qui ont dominé autrefois l'Amérique du Nord par la force du nombre : c'était l'époque du mythe du capitaine d'industrie et le règne d'un libéralisme rayonnant. A présent, ces vieilles classes moyennes ne sont plus, selon l'expression de C. Wright Mills, qu'une *lumpen bourgeoisie* (bourgeoisie paupérisée).

Les nouvelles classes moyennes aux États-Unis correspondent aux tertiaires de Jean Fourastié et aux classes moyennes salariées de Michel Collinet.

L'évolution des salaires tend à niveler les pouvoirs d'achat entre catégories professionnelles, sexes et lieux d'habitation. Le mouvement est séculaire, mais il a pris une importance grandissante, parfois dramatique, à cause de la dévalorisation des salaires depuis dix ans ¹.

La condition ouvrière, telle qu'elle se manifeste pour le plus grand nombre des travailleurs dans les formes et les contraintes de leur travail, a fait naître une crise qui ressemble à celle des années précédant la Révolution de 48. Ce fut là une étape tragique dans l'histoire ouvrière, lorsque le compositeur Adolphe Boyer écrivait en 1841 : « les ouvriers de toutes les professions seront bientôt rejetés dans la classe des hommes propres à tout faire... ». Depuis cette époque, l'évolution de la technique paraît avoir créé des situations toutes différentes. Et pourtant la crise dont souffre le monde ouvrier est une crise de conscience dont les influences ont fortement réagi sur les formes de l'organisation ouvrière. D'où une double série de problèmes que Michel Collinet examine à la fois sous l'angle objectif de l'enquêteur et selon la vision d'un militant soucieux de la crise que traverse le mouvement ouvrier.

¹ Robert Mossé, *LES SALAIRES*, COLLECTION « BILANS DE LA CONNAISSANCE ÉCONOMIQUE », MARCEL RIVIÈRE, 1952, pp. 50-72 : *LES TRANSFORMATIONS DU SALAIRE AU XXÈME SIÈCLE* ; p. 203 : BIBLIOGRAPHIE ANALYTIQUE ET CRITIQUE.

Les conclusions des enquêtes auxquelles s'est livré Michel Collinet permettent de mesurer les transformations qui se sont produites depuis les commencements du XX^{ème} siècle :

1° L'industrie dominante par rapport à l'emploi, passe de l'habillement (travail à domicile) à la métallurgie (travail à l'usine).

2° La rationalisation industrielle a timidement commencé à la veille de la guerre de 1914 dans l'industrie automobile. Elle s'est largement développée entre les deux guerres. Une de ses conséquences a été la substitution de l'ouvrier spécialisé (O.S.) ou du manoeuvre spécialisé (M.S.) à l'ouvrier qualifié ou professionnel (P.) pour tout ce qui concerne la fabrication en série. Les ouvriers non qualifiés représentent 65 p. 100 des travailleurs. La conséquence doit en être soulignée : la masse des ouvriers non-qualifiés est rétive à l'organisation syndicale. Lorsqu'en 1936, le fleuve des O.S. a pénétré dans la CGT, le problème de l'encadrement de cette masse s'est posé. Mais à la différence de ce qui s'était produit en Angleterre lorsque les manoeuvres adhèrent aux Trade-Unions, les cadres n'ont pas été empruntés aux vieux syndicalistes, mais aux partis politiques. D'où la transformation profonde du syndicalisme. Ainsi s'explique pourquoi, par leurs effectifs et par leur manque de tradition syndicale, ces masses ont eu besoin d'un encadrement de fonctionnaires, d'où l'importance croissante de la bureaucratie et particulièrement de la bureaucratie communiste.

L'instabilité des effectifs syndicaux s'opposant à la traditionnelle stabilité trade-unioniste est un des traits caractéristiques de la classe ouvrière française. Quelles en sont les raisons ?

1° Bouleversement de la structure professionnelle.

2° Mobilité de la classe ouvrière, classe ouverte par excellence; d'où la tendance à l'évasion et la facilité avec laquelle la classe ouvrière peut se lancer dans des aventures politiques contraires à la permanente évolution du syndicalisme, qui devrait être une perpétuelle création.

Y a-t-il des sondages faits pour connaître l'importance des lignées ouvrières ? Dans quelle mesure le milieu rural fournit-il encore des travailleurs industriels ? Dans quelle mesure des fils d'ouvriers deviennent-ils employés, techniciens, artisans ou commerçants ? Combien de ces enfants restent des ouvriers manuels ?

Nous avons le sentiment qu'il y a une plus grande stabilité dans la classe ouvrière en Angleterre qu'en France.

Il convient de mettre l'accent sur les transformations de la structure professionnelle. Deux faits caractérisent cette évolution : l'augmentation considérable des classes moyennes salariées aux dépens de l'ancien artisanat et du travail à domicile. En effet, lorsque l'on parle d'une renaissance de l'artisanat, il faut préciser ce qu'on entend par là. Le nouvel artisanat n'a rien de commun avec l'artisanat tel qu'il existait il y a cinquante ans. Voilà la raison pour laquelle Michel Collinet emploie l'expression de classe moyenne salariée, par opposition aux classes moyennes indépendantes. La classe moyenne salariée, à ses yeux, est une catégorie supérieure du salariat.

Une autre transformation dans la structure professionnelle se caractérise par la diminution des femmes dans l'artisanat et le travail à domicile, par une augmentation des femmes parmi les employés et par une augmentation du travail de la femme mariée.

Parmi les études de Michel Collinet, il y a lieu de souligner sans aucun doute celles qui ont trait à la structure du salaire et au syndicalisme.

A propos de la loi du 11 mars 1932, M. Grunebaum-Ballin avait remarqué que cette loi avait altéré la notion, jusque-là admise, du salariat. Michel Collinet complète cette observation en disant qu'au salaire classique, prix de la force de travail, s'ajoute le salaire social, prestations familiales et médicales. Le premier est lié à la production du travailleur ou de son atelier ; le deuxième en est indépendant, il est fonction de sa condition sociale et physique.

Depuis 1938, la masse globale des salaires s'est à peine modifiée en valeur réelle : la conséquence en est que le salaire social est prélevé sur le salaire individuel. Il y a redistribution horizontale de la masse inchangée du salaire réel ; il y a aussi redistribution verticale ; les catégories les plus mal payées avant 1940 en bénéficient aux dépens des catégories les mieux payées. Cela signifie un abaissement du niveau de vie pour une très grande fraction des salariés, mais cela signifie aussi une élévation de ce niveau pour les catégories les plus mal payées avant 1940.

Il existe aussi une redistribution par branches d'activité en faveur des services publics nationalisés, des textiles, de l'habillement et aux dépens de la métallurgie, du commerce et des transports.

Une fraction élevée du salaire actuel (près d'un tiers) est différée et reversée par les soins des Caisses de la Sécurité Sociale.

La masse salariée a une rémunération plus homogène dont le niveau se situe sensiblement au-dessous de celui de 1938. Il faut reconnaître qu'une des plus difficiles questions qui se posent aujourd'hui est celle de la répartition actuelle du revenu national entre l'entreprise, le salariat et l'État ; les calculs se font en fonction de la thèse que l'on se propose de démontrer ; le point de départ de ces calculs, la notion du revenu national, n'a pas été jusqu'ici définie avec assez de précision pour qu'on puisse le chiffrer avec une exactitude suffisante ¹.

La tendance générale de notre demi-siècle semble avoir été le raccourcissement de l'échelle.... Dans les pays ayant subi l'inflation, les adaptations de salaires se sont faites plus souvent et plus nettement en faveur des catégories inférieures....

En dehors de l'inflation, les causes du tassement dans la hiérarchie sont multiples.... L'importance relative des techniciens et des chefs a diminué, car les connaissances techniques ont été davantage diffusées et les responsabilités réparties, verticalement et horizontalement sur un plus grand nombre de personnes.... Aujourd'hui la direction technique est divisée entre de nombreuses personnes et services, la fonction de chef a été éparpillée.

¹ Robert Mossé, *LES SALAIRES*, OP. CIT., SECTION III DU CHAPITRE 2, PP. 62 ET SUIV.

Sur l'évolution du syndicalisme, Michel Collinet a exprimé des remarques pertinentes. Cette évolution a été déterminée par la disparition des syndicats de métier devant les fédérations d'industrie, par les obstacles à la pénétration syndicale parmi les ouvriers non-qualifiés. D'où une conséquence : les relations nouvelles qui existent entre les effectifs syndiqués et les dirigeants des organisations ouvrières.

D'où, également, un renversement qui contraint à réviser la définition du syndicalisme, si on envisage celui-ci par rapport à la valeur professionnelle. Aux yeux d'hommes comme Victor Griffuelhes, la valeur professionnelle était l'essentiel. Une disqualification professionnelle relative est un fait, une évolution contre laquelle on ne peut se dresser. Est-elle compensée par une requalification parallèle parmi les cadres et agents de maîtrise dans la classe moyenne salariée, et dont la condition n'est plus prolétarienne, au sens historique du mot ?

Le syndicalisme était fondé sur les rapports de l'homme et de sa fonction. Plus que jamais, dans les temps présents, il faut que l'homme dépasse sa fonction trop spécialisée. Depuis les O.S. jusqu'aux techniciens, cette spécialisation a des chances dans la plupart des cas de détruire l'*humain* et le *social* dans l'individu.

Les suites de cette évolution entraînent, sur le plan syndical particulièrement, la formation d'une bureaucratie dont le poids et la présence ont eu une influence sur les rapports militants-masses. Nous pensons que ce rapport conditionne les possibilités d'émancipation de la masse ouvrière. Dans celle-ci, la bureaucratie peut aider à l'asservissement ou, au contraire déterminer un comportement d'hommes libres. C'est dans ce sens que Pietro Spina, le héros du roman d'Ignazio Silone, *Le Grain sous la neige*, parle de la coappartenance entre les pauvres et lui.

Au début du XX^{ème} siècle, le syndicalisme, pour ceux qui y étaient attachés, était une foi. L'un d'entre eux, Albert Thierry, croyait que cette foi, pour agir, devait être radioactive, selon ses propres mots, vivre autour d'une passion établie à l'intersection des connaissances et des techniques, au foyer du savoir et du dévouement. Dans l'âme d'Albert Thierry, la flamme de la vie individuelle, comme de la Cité, était une synthèse de l'esprit héroïque et de la conscience professionnelle. Les machines automatiques ont-elles écrasé le rêve d'Albert Thierry ? Les espérances qui prolongent à nos yeux le mouvement ouvrier n'ont-elles été que reflets de notre imagination ?

La puissance du mouvement syndical dans le passé était due au fait qu'il a été à la fois *la continuation d'une tradition et une école de volonté révolutionnaire* ; il a drainé et projeté en avant l'énergie spirituelle des travailleurs. Aujourd'hui, il n'est trop souvent qu'un instrument manœuvré du dehors où la seule qualité exigée est celle de l'obéissance à un fanatisme aveugle. Dans ces conditions, il lui est difficile de former une élite ouvrière que Michel Collinet appelle «le citoyen syndical n en définissant le citoyen comme l'homme capable de se détacher de sa fonction pour considérer la société dans son ensemble. Sans élite créée librement, la classe ouvrière ne saurait passer du stade de la revendication, stade infantile par excellence, à celui d'une prise des responsabilités. Il faut reconnaître que, si certains milieux syndicaux nous donnent parfois un spectacle décevant, il existe encore parmi les militants de la base, peut-être plus nombreux en province, des exemples encourageants d'une foi et d'un désintéres-

sement, en même temps que d'une ténacité et d'une persévérance infiniment plus méritoires si on compare l'atmosphère d'aujourd'hui à celle d'autrefois.

La classe ouvrière, divisée et livrée à une idéologie, est trop souvent la victime de décors artificiels, destinés à masquer les faits réels et les événements vécus et à y substituer une histoire préfabriquée. Les ouvriers se diront que le syndicat doit rester pour eux une École de volonté.

Les transformations sociales ne sont pas des surprises et comme un éclair dans la nuit. Elles sont des acquisitions patientes. Elles imposent une besogne médiocre, monotone, un effort d'abord sur soi, et de longue durée. Comment autrement relier des individus impatientes et querelleurs dans un réseau de pensées et d'habitudes neuves ?

Cette tâche ingrate est l'œuvre des militants ; ils continuent à l'accomplir en face des difficultés accrues. Ceux-ci doivent *se résigner* à voir le sol lentement labouré par eux recouvert par un glaci dont la dureté paraît hostile à tout renouveau.

Cinquième partie

Choisir son destin

« Les grandes choses sont accomplies par des hommes qui ne sentent pas l'impuissance de l'homme »

PAUL VALÉRY.

[Retour à la table des matières](#)

Chapitre premier

L'impératif catégorique

I

[Retour à la table des matières](#)

Il est un Staline que le monde ne connaît pas : c'est un Staline tout différent du Staline dont l'immense portrait lumineux brille dès la tombée de la nuit, grâce à ses mille ampoules électriques, au sommet d'une des collines qui dominent Tiflis. Assez différent également de celui qu'on évoque au musée de Gori, sa ville natale, qui est devenue un lieu de pèlerinage. Encore que déjà, dans cette ville, on soit plus proche du Staline tel qu'il apparaît dans le cadre de la petite pièce qu'occupait la famille de Staline ; l'ouverture permet d'apercevoir le lit, le petit placard et la table étroite qui meublaient un pauvre logis. Mais il est vrai que tout autour de la maison s'étendent une roseraie et un verger dont, dira Staline, « la terre a été inondée de ma sueur ». Et ce Staline est sincère lorsqu'il parle de son verger, situé sur les pentes méridionales du mont Kartala, planté d'arbres fruitiers et arrosé par les ruisseaux : « Je suis de souche paysanne et, pardessus le marché, jardinier et vigneron. » Il possède une petite échoppe au fond du pavillon où il répare les chaussures de sa femme, et fabrique ses bottes. En outre, il est si bon cuisinier que lorsque les soldats de Tzaritzyne étaient prêts à se mutiner parce qu'ils étaient mal nourris, Staline prit personnellement la direction des cuisines et les apaisa ainsi....

Le Staline quotidien et familial se plaît à réunir ses amis et se délecte à leur préparer du *tchakhom bili*¹ et des entremets arrosés de vin du Caucase et d'un Cliquot rosé de la cuvée de 1909. Mis en bonne humeur, Staline chante des chansons géorgiennes d'une voix de ténor « à la fois veloutée et gutturale »². Après le repas, il joue aux échecs et se dispute avec Molotov, ou bien l'on va au jardin pour jouer aux quilles ou aux boules sur le terrain de « bowling ». Des équipes se forment, dont l'une comprend Vorochilov et Laurent Beria, chef de la Police secrète de l'U.R.S.S.

Staline a des partenaires dignes de lui. Il est très fier des coups qu'il réussit en affirmant sa maîtrise devant ses compagnons; il rayonne de joie lorsque Vorochilov s'écrie : « Un coup magnifique, c'est le plus difficile de tous ! Sosso, tu es un vrai champion de gorodki [quilles] ! »

Staline se moque de Molotov et lui dit : « Tu tiens le bâton comme un balai » ; et Molotov, en colère, s'écrie : « Jouons aux boules, on n'a pas besoin de lancer la boule aussi loin que le bâton ! »

Ce Staline dans l'intimité a du reste une morale stricte et fort bourgeoise. Il estime que ce doit être la règle qui s'impose aux chefs du gouvernement : « Les chefs du gouvernement doivent avoir des épouses fidèles, et non pas des femmes qu'on prend et qu'on laisse tomber au bout de quelque mois. Un mariage doit être célébré comme un événement important de notre vie. Nous ne devons pas nous accoupler comme des chiens dans la rue.... » Et, en prononçant ces paroles, Staline a des regards graves sous des sourcils épais qui semblent « émettre une lumière jaune comme ceux du léopard... ».

Ce portrait de Staline intime et familial ne s'éclaire bien que si on le place dans l'atmosphère de la politique intérieure de l'URSS. Celle-ci, à la fois, s'incarne dans la personnalité de Staline, s'explique par elle et *permet de la mieux comprendre*.

Les puissances occidentales paraissent avoir été déconcertées parce qu'elles se sont trouvées en présence d'un fait et d'un homme en face desquels leur psychologie et leur finesse se sont trouvées en défaut. Le fait, c'est le développement incontestable de la puissance soviétique et son corollaire naturel : les lignes sinueuses de la diplomatie russe. L'homme, c'est Staline. Il est lui-même puissant et complexe et c'est pour cette raison qu'il est redoutable.

Se servant des fils d'Ariane dont avait disposé George Kennan³ grâce à sa connaissance et à son intelligence des questions orientales, Rosmer rappelle que l'interaction de deux forces permettent de comprendre la politique russe. Ces deux forces sont le marxisme interprété et appliqué par les Bolcheviks, et les circonstances dans lesquelles s'est développé le pouvoir soviétique.

¹ RIZOTTO AU RIZ, TOMATES, AUBERGINES ET POIVRE.

² Budu Svanidzé, *MON ONCLE JOSEPH*, DENOËL, 1952.

³ Georges Kennan, ANCIEN AMBASSADEUR À MOSCOU : *AMERICAN DIPLOMACY, 1900-1950* ET ARTICLES IN *FOREIGN AFFAIRS*, 1947 ET AVRIL 1951.

Or, l'une et l'autre de ces forces relèvent de Staline, à la fois interprète et exécuteur de l'idéologie. Et ici intervient l'influence du facteur individuel en histoire. Parmi des situations changeantes qu'il suivait à la piste avec un flair de chien de chasse, Staline n'a-t-il pas été l'élément stable ? Par la continuité de son caractère, n'a-t-il pas cessé de « rectifier le tir », selon le moment, et n'a-t-il pas eu, chaque fois, le trait de génie qui démontait ses fragiles adversaires ?

Si l'on désirait définir, en une brève formule, le règne stalinien, n'est-il pas possible de dire que Staline a été la force de stabilité en face des situations instables, forgeant, grâce à des tactiques versatiles, une politique instable d'apparence, mais d'apparence seulement ?

Dans ses inspirations profondes, cette politique est constante. Sa continuité est faite de l'enchaînement de mythes voulus et de contingences réalistes acceptées.

Le premier mythe est la fiction que la société socialiste est réalisée, qu'il faut la protéger et la défendre contre la menace que lui fait sans cesse courir l'encerclement des sociétés capitalistes qui l'enveloppent pour l'étouffer. En fait, jusqu'à présent, les puissances occidentales ont été impuissantes à imaginer et à organiser autre chose que des parades *après coup*.

Seulement il a fallu créer un autre mythe, suite logique du premier : le partage en deux du monde. C'est là un moyen de justifier les trois choses qui sont aux yeux de Staline des nécessités *vitales* du régime : la dictature du Kremlin, une discipline de fer imposée au Parti et assurée par la police secrète NKVD (puis M.V.D.), et enfin la crainte, utilisée en toute occasion, de l'*Ombre étrangère*, expression que nous empruntons à une pièce de Simonoff¹. Les autres gouvernements sont tous et toujours des ennemis (sans foi, ni loi). D'où le droit de les juger et de les traiter comme tels. D'où également la faculté, pour le pouvoir soviétique, d'être, et plus encore de paraître, infailible. Aussi peut-il formuler, selon ses besoins tactiques, toute thèse jugée provisoirement utile, car la vérité est éphémère : elle se forme selon les desseins et les nécessités du moment.

Dans le chapitre « La Psyché communiste », Jules Monnerot² a ciselé ce principe de la morale et de la psychologie communistes sous une forme lapidaire : « Il est vital pour l'organisation communiste de ne pas se voir. Ce régime, ce système, à la lettre ne peut pas se voir.... Les partisans du système ne peuvent pas regarder ce système en face. La dose de vérité qu'il leur est possible de supporter est relativement infime.... » Ce principe, Staline l'a saisi avec une lucidité qui lui est personnelle, mais dont il comprend qu'elle serait néfaste au système et, pour cette raison même, il prend un soin jaloux à protéger et à faire protéger ses sujets contre l'Ombre étrangère, contre toutes les ombres étrangères. D'où les précautions infinies prises pour entourer la crédulité des citoyens soviétiques de barrières presque infranchissables qui les entretiennent dans un certain nombre de *certitudes* telles que celle-ci, par exemple : la méfiance contre l'étranger, où seuls les gens honnêtes prennent le parti de l'URSS, et des

¹ VOIR PLUS LOIN, PAGE 301.

² Jules Monnerot, *LA GUERRE EN QUESTION*, GALLIMARD, 1951.

croyances telles que celles-ci : en France, les femmes n'ont aucun droit, même pas celui de voter.

Georges Kennan avait trop bien compris que pour Staline le temps ne comptait pas et qu'il escomptait la discipline et la patience russes d'une durée indéfinie : la seule force pouvant valoir, en face de cette discipline et de cette patience, était une volonté égale, une même ténacité. Or, la seule source non tarissable d'une telle volonté est une énergie spirituelle qui animerait un grand mouvement collectif. Mais où trouver les cadres dans les pays occidentaux ? Le syndicalisme pourrait offrir des cadres si les militants qui demeurent encore nombreux et fervents, mais dispersés, se décidaient à organiser un mouvement dynamique et adapté aux conditions et aux exigences nouvelles de la production et du travail ¹.

II

Il y a une Russie sur laquelle on a commis l'erreur de ne pas attirer l'attention parce qu'elle éclaire les faces diverses et versatiles de ce qui reste, pour beaucoup d'entre nous, le Mystère russe et soviétique.

Et tout d'abord les enfants, « les favoris du régime », ainsi que les appelle Michel Gordey ². Quelle que soit la brièveté de son séjour en URSS, on peut lui faire confiance, car il a voulu voir et a vu avec une honnêteté qui entend rester fidèle, non à un esprit de critique, mais à l'esprit critique. Son dessein loyal s'est attaché à tout regarder avec équité, d'abord, et avant toute autre chose, *les êtres humains*. Après avoir lu son livre avec l'attention réfléchie qu'il mérite, on peut le croire lorsqu'il écrit : « Je ne suis pas parti pour l'URSS en m'attendant à y trouver le paradis ou l'enfer. J'y suis allé l'esprit ouvert, cherchant consciemment à faire table rase de mes notions acquises. J'étais possédé d'une immense curiosité. J'e voulais surtout comprendre et sentir les êtres humains. » Cela est juste. Aussi bien le critère d'un pays est-il essentiellement le témoignage des êtres humains.

Il faut voir un peuple, pour le connaître, à l'intérieur de ses classes sociales et en cherchant à surprendre les pensées, les sentiments, les réactions immédiates ou secrètes de toutes les couches de sa population. En lisant Michel Gordey, on acquiert progressivement la conviction que, dans les limites des quelques semaines dont il disposait, son honnêteté lui a permis d'accomplir un acte de bonne volonté. Il a fait un effort intelligent et sincère afin de se dépouiller des préjugés et des idées fausses. Si en URSS il avait été frappé par l'ampleur des idées fausses sur le monde occidental qui y régnaient ou y étaient propagées, à son retour à Paris Michel Gordey, s'étant mis à lire et à écouter, fut étonné à nouveau de constater la profondeur des idées fausses lancées

¹ Michel Collinet, *L'ESPRIT DU SYNDICALISME*, OP. CIT., p. 11 : SYNDICALISME ET LIBERTÉ, ET P. 213 : DESTIN DU SYNDICALISME.

² Michel Gordey, *VISA POUR MOSCOU*, GALLIMARD, 1951, p. 281. MICHEL GORDEY A VÉCU À MOSCOU, LENINGRAD, STALINGRAD, TIFLIS, QUELQUES MOIS AU PRINTEMPS DE 1950 : « J'ÉTAIS MUNI, DIT-IL, D'UN CAPITAL DANS LEQUEL JE PLAÇAIS BEAUCOUP D'ESPOIRS. NÉ DE PARENTS RUSSES NATURALISÉS FRANÇAIS, J'AVAIS QUITTÉ LA RUSSIE À L'ÂGE DE SEPT ANS ; JE CONNAISSAIS PARFAITEMENT LA LANGUE DU PAYS QUE J'ALLAIS PARCOURIR. »

et répandues avec non moins de vigueur sur le monde soviétique¹. Telle que l'évoque Michel Gordey, la société qu'il faut bien appeler soviétique et russe, car elle est l'une et l'autre dans son évolution comme dans son essence, nous frappe par ces trois constatations :

Première constatation : la prééminence des enfants, l'attention centrée sur eux, et en général la formation de la toute jeune génération, car, disent les soviétiques, « c'est notre foi dans l'avenir et notre réponse au passé récent... ». Mais cette royauté de l'enfance et de la jeunesse n'est-elle pas la conséquence d'une pensée, à la fois dirigée contre le passé et tournée vers l'avenir (comme tant d'autres aspects de l'U.R.S.S.) ?

Deuxième constatation : le spectacle omniprésent des contrastes. Moscou en offre une succession continuelle : grandes usines avec cités ouvrières gigantesques ; immenses casernes, blanches et rouges, petites ruelles tortueuses, mal pavées et assez sordides. À côté des rues modernes, la vieille ville apparaît. L'ancien Moscou a peu changé ; on y voit pas mal de mendiants, d'enfants en guenilles qui paraissent abandonnés à eux-mêmes.

Troisième constatation, et autre spectacle, non moins contrasté : celui de la foule, une foule qui paraît plutôt gaie et insouciant, mais ce sont surtout les jeunes, les moins de quarante ans, qui ont cet aspect ouvert à la vie et au bonheur. Les plus vieux, par contre, ont souvent des visages fatigués, tendus, soucieux. « Les plus jeunes ont l'air aussi libres que les Parisiens ou les New Yorkais, et, en scrutant leur visages, on peut même avoir l'impression qu'ils sont moins préoccupés que chez nous. »²

Autre impression reçue des foules moscovites :

Une qualité de ces foules, bien supérieure aux autres foules, c'est la discipline collective. Cette discipline, très supérieure à certaines ruées à New York et à Paris, est une conquête du régime... qui tire un avantage certain des traditions d'obéissance à l'autorité établie, de la fameuse résignation slave, de la toute-puissance du fonctionnaire et des nobles de l'Ancien Régime...³.

Le Russe de 1950 (celui que Michel Gordey veut décrire) est pour un esprit occidental « un mystère et une surprise » constamment renouvelés, à la fois par la permanence de certaines tendances et par l'étonnement qu'on éprouve lorsqu'on se rappelle les récits de Maxime Gorki, racontant les beuveries et orgies, et cette psychologie « *de stupeur et de misère sur un fond de maladie et d'ignorance* ». Deux de ces traits ont été vigoureusement combattus et redressés par les gouvernements soviétiques. L'ignorance d'abord. Le nombre et la richesse des bibliothèques est un signe évident que le nombre des lecteurs s'est accru dans des proportions qui donnent la mesure d'une révolution qui est une métamorphose. Les livres prêtés contiennent une petite feuille blanche sur laquelle les lecteurs sont invités à noter leurs impressions et

¹ *OP. CIT.*, INVENTAIRE DES IDÉES FAUSSES, p. 433.

² *OP. CIT.*, CHAPITRE VI, LES RUES ET LA FOULE, pp. 36-50.

³ *OP. CIT.*, p. 53 : « J'AI APPRIS BEAUCOUP DE CHOSES, ÉCRIT MICHEL GORDEY, SUR LE MÉLANGE DE L'ANCIEN ET DU NOUVEAU DANS LE CARACTÈRE DES GENS.... »

leurs critiques, leurs suggestions et les idées de nouveaux livres. La Maison d'enfants reçoit des milliers de lettres par mois ¹.

On doit admirer aussi l'organisation des écoles, la multiplicité et la variété des éditions et des publications classiques aussi bien que contemporaines, le luxe des Parcs de Culture ² et l'attitude de ceux qui les fréquentent par milliers, l'intérêt que les maîtres des écoles primaires et secondaires suscitent dans l'esprit des élèves, filles et garçons, les vocations qu'on éveille chez les uns et les autres grâce à d'ingénieuses méthodes et dans les domaines les plus variés : musique, danse, arts plastiques, sculpture, peinture, broderies d'art. Il ne faut pas oublier naturellement l'impératif industriel qui oblige l'URSS à former par milliers des techniciens et à entraîner ceux-ci, et à leur suite les masses ouvrières, au rythme d'une productivité accélérée.

Aussi s'est-il formé une avant-garde ouvrière, et l'industrialisation ultra-rapide n'aurait pas été possible *sans cet accroissement des cadences de la production*.

Sans doute faut-il faire ici deux réserves : lorsque l'organe de propagande, *L'Union soviétique* de mai 1950 déclare, qu'en 1949, 2.000.000 de travailleurs passèrent leur congé dans les sanatoria et maisons de repos, séjour payé à raison de 70 p. 100 par les assurances sociales, ce chiffre ne représente que 6 p. 100 de la main-d'œuvre totale, et l'on doit se demander si ces *avantages invisibles* (assistance médicale gratuite, congés payés avec admission possible dans les maisons de repos et les sanatoria d'État) s'appliquent à *toute* la population laborieuse. La même question se pose pour les colonies de vacances et les maisons de pionniers. En est-il de même également des parcs et maisons de culture accessibles à titre gratuit aux travailleurs ?

Plus important sans doute aux yeux des travailleurs occidentaux est cet autre problème : les privilèges dont jouissent les stakhanovistes ont pour effet d'augmenter la production individuelle des ouvriers, mais en même temps ils forcent constamment les travailleurs, même les moins qualifiés et les moins ambitieux, à fournir un bien plus grand effort. Si une brigade de stakhanovistes arrive à dépasser la norme et à la déplacer de 100 à 300, par exemple, il est inévitable que la direction de l'usine augmente progressivement la norme ; donc pour obtenir son salaire moyen, un ouvrier moyen devra produire dans sa journée 50 p. 100 de plus, s'il veut éviter les sanctions ou les diminutions de salaire. La grande masse doit payer par un travail plus pénible les victoires des stakhanovistes. On se trouve ainsi, en URSS, en présence d'une pression parfois épuisante, qui a suscité dans les pays capitalistes les protestations et les résistances du syndicalisme ouvrier. Mais on doit aussi se demander si l'industrialisation massive aurait été possible sans cet atmosphère de mythes dont ont été nourries l'imagination et l'ambition de l'avant-garde du prolétariat, exaltée par *le culte de la production*.

¹ *OP. CIT.*, p. 290. SONDAGE PERMANENT DE L'OPINION ENFANTINE, AUQUEL PARTICIPENT ÉGALEMENT LES BIBLIOTHÈQUES SCOLAIRES ET LES INSTITUTEURS. - Cf. serge n. prokopovicz, *OP. CIT.* (p. 85 : FORMATION DES JEUNES GÉNÉRATIONS).

² *OP. CIT.*, PARC DE CULTURE MAXIME GORKI ; - MOSCOU, STALINGRAD, TIFLIS.

III

Le théâtre occupe une très large place dans les goûts et dans les loisirs du peuple russe. Des pièces récentes reflètent la vie contemporaine et ses problèmes passionnants. Le thème d'une pièce de Sofronov, *Le Caractère moscovite*, est une pièce attachante parce qu'elle contient à la fois des tranches de vie soviétique et des leçons de morale communiste : le directeur d'une usine qui travaille pour l'industrie lourde refuse de construire, pour une usine voisine de produits textiles, une machine-outil spécialisée. La femme du directeur est la secrétaire du syndicat ouvrier de l'usine textile. La directrice de celle-ci la soutient, elle a aussi l'appui d'une jeune ouvrière stakhanoviste, et toutes les trois réunies parviennent à vaincre la mauvaise volonté du directeur métallurgiste, dont les mobiles sont l'ambition personnelle et le sentiment de la prééminence de l'industrie lourde sur l'industrie légère : un orgueil corporatif.

Une autre pièce qui paraît assez significative a su attirer en foule les spectateurs : *L'Ombre étrangère*, de Simonoff, l'auteur de deux autres pièces : *La Bataille de Stalingrad* et *Les Jours et les Nuits*. Il est l'auteur dramatique le plus fêté. Ses pièces ont reçu le prix Staline et ont été jouées par les meilleures troupes russes.

L'Ombre étrangère est une machine de guerre contre le cosmopolitisme des cercles savants et intellectuels russes, un plaidoyer passionné pour la grandeur russe. Un des personnages s'écrie : « Qu'est-ce que cette dégoûtante tradition dont trente années de régime soviétique ne nous ont pas encore permis de nous débarrasser ? Cette tradition, si commune chez nous, la tradition selon laquelle nous serions les parents pauvres de l'étranger. ¹ »

Cette pièce a eu un immense succès parce qu'elle est une diatribe violente contre la coopération scientifique entre l'U.R.S.S. et l'Occident. Ici, l'inspiration naît de la rencontre de deux orgueils : celui de l'homme nouveau, de l'homme communiste, et une sorte de patriotisme national remontant aux sources de la Sainte-Russie.

Le monde coupé en deux ? Oui, mais il faut ajouter que cette conception a été puisée par l'auteur, Simonoff, dans les discours de Staline et de Jdanov. Cette défiance à l'égard du monde occidental, du monde extérieur, est une des assises solides de l'idéologie communiste russe. Et Michel Gordey a raison de faire remarquer que si le monde se trouve coupé en deux, la faute en est due aussi à l'incompréhension de l'Occident vis-à-vis de l'URSS. Les deux mentalités ont été forgées, et les jeunes soviétiques acceptent fanatiquement cette idéologie. Voilà le danger. Celui-ci est moindre du côté occidental parce que l'aveuglement est moins général et le fanatisme moins intolérant, en grande partie grâce à la liberté d'expression qui permet d'apercevoir « l'autre côté »....

¹ Michel Gordey, *OP. CIT.*

IV

La guerre avait exigé un effort considérable de l'URSS, et afin d'assurer le nombre des spécialités indispensables aux armées, avait obligé à accroître le rendement, suivant les spécialités, de 25 à 30 p. 100 : les constructions aéronautiques ont été multipliées par quatre, entre 1940 et 1945 ; la fabrication des canons par sept, celle des chars, par huit¹. L'URSS dut, pour faire face aux nécessités de la guerre, intensifier l'équipement et l'exploitation des matières premières susceptibles de remplacer celles de ses territoires occupés.

Si l'industrialisation de la Russie a profité de cet effort gigantesque, l'Union soviétique a souffert des destructions d'une guerre impitoyable dont quelques chiffres peuvent donner la mesure : 31.850 entreprises industrielles détruites, ainsi que 65.000 km de voies ferrées, 4.100 gares, 13.000 ponts de chemins de fer, 16.000 locomotives, 428.000 wagons, des stations électriques produisant 5 millions de kW, 1.153 mines de charbon produisant 90 millions de tonnes, 3.000 puits de pétrole produisant 5 millions de tonnes, 37 usines sidérurgiques produisant 10 millions de tonnes d'acier, 750 usines de transformations métallurgiques, 3.000 stations de machines et de tracteurs². Il faut ajouter également parmi les autres destructions : 40.000 hôpitaux, 84.000 écoles primaires et secondaires, 43.000 bibliothèques publiques, etc.

On comprend l'importance que prit, au lendemain de la guerre, le plan de reconstruction de l'Économie³, le quatrième Plan quinquennal qui fut mis en application au commencement de 1946 et qui put être achevé en 1949, devançant d'une année le délai prévu. En 1945, on avait dit qu'on mettrait l'accent sur la consommation ; seulement, dans le dessein soviétique, les fins économiques l'emportent sur les fins sociales, celles-ci dépendant de celles-là. Et la guerre de 1941-1945 est un argument en ce sens.

Il semble impossible qu'il en soit autrement, étant donné le retard initial de l'industrialisation de l'URSS par rapport à l'Occident. La question est donc de savoir quand on pourra estimer le niveau de cette industrialisation assez haut pour penser à la consommation. Mais la tentation peut se présenter de créer, parmi certaines couches de la population, une certaine passivité permettant de prolonger une résignation favorable à ce décalage.

¹ Charles Bettelheim, *L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE*, OP. CIT. ; - *PLANIFICATION SOVIÉTIQUE*, OP. CIT. ; - *LES PROBLÈMES THÉORIQUES ET PRATIQUES DE LA PLANIFICATION*, PRESSES UNIVERSITAIRES, 1946 ; - ET SON VOLUME DANS LE *TRAITÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE* DE GAËTAN PIROU, SIREY ; - pierre george, *L'ÉCONOMIE EN URSS*, SIREY, 1950, p. 125 ; - Jean Bruhat, *PRÉSENTATION DE L'URSS*, JACQUES VAUTRAIN, 1947.

² Pierre George, OP. CIT., VINGT MILLIONS DE SOLDATS ET DE CITOYENS SOVIÉTIQUES ONT ÉTÉ, SOIT TUÉS, SOIT PRIVÉS DE TOUTE CAPACITÉ DE TRAVAIL (3 MILLIONS).

³ Grégoire Alexinsky, *LA RUSSIE RÉVOLUTIONNAIRE*, ARMAND COLIN, 1947, pp. 189-191 - Suzanne Larin, *STALINE LE TERRIBLE. PANORAMA DE LA RUSSIE SOVIÉTIQUE*, ÉD. SELF, 1948, CHAPITRE VIII : LE NIVEAU DE VIE DU PEUPLE SOVIÉTIQUE PP 215-276 ; - Dallin et Nicolaevsky, *LE TRAVAIL FORCÉ EN URSS*, OP- CIT. ; - Léonard E. Hubbard, *COMMERCE ET RÉPARTITION EN URSS*, TRAD. RENÉ ZILLER, PAYOT, 1938, p. 360 ; - *SOVIET LABOUR AND INDUSTRY*, MAC MILLAN, 1943, p. 314 ; - *SOVIET TRADE AND DISTRIBUTION*, MAC MILLAN, 1938.

V

Le 9 février 1946, Staline avait fixé les normes de production pour une période d'une quinzaine d'années.

Les circonstances historiques de l'existence de l'URSS et la volonté de ses dirigeants ont mis au premier plan de leurs préoccupations un certain nombre d'objectifs, le double but du rendement et de la production maxima, l'efficacité de l'Économie l'emportant sur la considération de la personne. Les sacrifices imposés aux masses sont légitimés par les perspectives d'avenir.

D'où le caractère et les fonctions des syndicats dont la structure, dans son ensemble, n'a pas changé depuis la guerre. Mais pour comprendre cette structure, il faut faire précéder l'analyse des formes et de la situation du syndicalisme ouvrier par trois observations.

Il convient de noter, d'abord, le déplacement de la population russe de 1928 à la fin de 1935, années pendant lesquelles les villes reçoivent 17.686.000 hommes et femmes venus des villages. La population urbaine qui était de 28 millions en 1929 s'est élevée à 56 millions en dix années : ni l'Europe ni l'Amérique n'avaient connu une migration d'une telle intensité.

C'était là, du reste, la condition de l'industrialisation, et, sans cette migration, l'U.R.S.S. aurait été dans l'impossibilité de pousser son industrie lourde et sa production de masse jusqu'aux limites qu'elles ont atteintes.

La deuxième observation est que cette migration fut spontanée pendant les premières années, soit que les nouveaux ouvriers s'en allaient vers les villes afin d'y trouver de meilleures conditions de travail, soit qu'ils y fussent obligés par suite de la famine des années 1931 et 1932, les réserves urbaines étant tarées en 1933 et un commencement de mécanisation de l'agriculture faisant émigrer des ruraux vers les villes. Cette émigration volontaire fut suivie d'une migration forcée, au fur et à mesure des développements industriels. Les milieux ruraux devinrent un réservoir qui permit de faire face aux besoins de main-d'œuvre industriels. Et ce fut la période pendant laquelle le besoin croissant fut satisfait, grâce à l'enrôlement des paysans dans l'industrie. Une loi de 1940 mobilise la jeunesse paysanne pour l'instruire dans les écoles techniques, les kolkhozes devant offrir chaque année à cette formation technique 400.000 jeunes gens et jeunes filles; le nouveau Plan quinquennal de 1946 à 1950 prévoit 6.250.000 ouvriers dont 650.000 seront recrutés parmi eux.

Troisième observation : l'industrialisation est considérée comme l'objectif essentiel. Et cette industrialisation implique la création des combinats industriels dont il a été question. Les classes aisées ayant été liquidées, et la moyenne des ouvriers réduits à des salaires modestes, l'industrie lourde exige pour son développement, d'une part le maintien au second plan des productions de large consommation populaire, d'autre part la nécessité d'imposer les paysans en nature, en espèces, en effort de tra-

vail au service obligatoire de l'État. Selon les statistiques du professeur Prokopovicz¹, les bas salaires que paient les kolkhozes par journée de travail les rendent sans attrait et nombre de kolkhoziens cherchent à s'y dérober, aussi le décret du 27 avril 1939 impose le travail obligatoire dans la mesure de 60, 80, 100 journées de travail selon les régions et pour chaque personne et par an.

Tout au lendemain de la Révolution d'Octobre, le principe du contrôle ouvrier était posé par un décret² :

Est institué le contrôle ouvrier de la production, des achats et ventes des produits, des matières premières, des dépôts, ainsi que de la partie financière de l'entreprise. Ce contrôle appartient à tous les ouvriers de l'entreprise ; il s'exerce par l'intermédiaire de leurs institutions élues : par exemple, les Comités ouvriers d'usine, les Soviets des doyens d'usine. A la formation de ces institutions doivent prendre part aussi les représentants des employés à traitement fixe et du personnel technique ...³.

La direction fut d'abord soumise au contrôle absolu des Comités d'usine ; mais, pour remédier à un certain nombre d'erreurs auxquelles il a été fait allusion dans le chapitre premier de la deuxième partie, le Rapport de Malenkov, paru dans la *Pravda* du 16 mai 1941, propose que, « afin de renforcer l'autorité unique dans les entreprises... le Directeur devienne réellement *un chef investi de pleins pouvoirs et répondant totalement de l'ordre* ».

En outre, il est nécessaire de souligner l'influence que peut avoir, dans l'ordre de la production et de l'organisation du travail, le parti communiste. Il est appelé à jouer un rôle dans ce domaine, comme dans tous les autres.

Le Parti est considéré comme l'avant-garde de la classe ouvrière : « Le Parti apparaît comme l'organisation qui voit plus clair que chaque ouvrier pris isolément et qui, de ce fait, entraîne la classe ouvrière dans son ensemble, à la manière d'une avant-garde qui éclaire le terrain et prépare la marche du gros de l'armée. Le Parti est un détachement organisé de la classe ouvrière, soumis à une discipline stricte.⁴ »

Au-dessus des organisations diverses (syndicats, coopératives, organisations culturelles, éducatives, sportives, unions de jeunesse, etc.), un groupement « coordonne les activités et constitue le point de ralliement ». Et c'est le parti communiste. Le Parti est la forme suprême de l'organisation de la classe ouvrière. *Il est donc présent partout, même dans les rouages de l'organisation industrielle et administrative.*

A la tête de l'usine, se trouve un directeur de l'entreprise qui est nommé par les dirigeants du trust soviétique. Le Comité de direction du trust soviétique est nommé par le directeur dont il dépend : « On a donc une structure hiérarchisée et dans laquelle les nominations se font du haut en bas, non pas selon un système d'élection, mais se-

¹ HISTOIRE ÉCONOMIQUE DE L'URSS, OP. CIT.

² Gérard Debove, *LE CONTRÔLE OUVRIER*, THÈSE DE DOCTORAT ÈS-LETTRES, LILLE, 1936.

³ Lénine, PROJET DE DÉCRET SUR LE CONTRÔLE OUVRIER (P. 369), ÉCRIT ENTRE LE 8 ET LE 13 NOVEMBRE (26-31 OCTOBRE) 1917, PRAVDA, N° 178 ; - Lénine et Staline, LA RÉVOLUTION RUSSE DE 1917, ÉDITIONS SOCIALES INTERNATIONALES, 1938, P. 369.

⁴ *PRINCIPES DU LÉNINISME*, PAR Staline, 1924.

lon un système de désignation.¹ » Le trust soviétique responsable de la production d'un certain nombre d'entreprises dépend du ministère compétent pour une branche d'industrie. La responsabilité d'ensemble pour chaque branche d'industrie est confiée à un ministère particulier.

Un nouveau Plan quinquennal a aussi pour objet essentiel le développement industriel et l'accroissement de la production charbonnière et métallurgique.

Le quatrième Plan avait pris fin en décembre 1950. Le nouveau plan a commencé sa mise à exécution par des travaux d'irrigation dans les bassins du Dnieper et de la Volga ; mais ce nouveau plan est annuel.

VI

Si l'on veut retracer avec quelque précision les aspects de l'Économie soviétique, il faut déterminer tout d'abord les sources auxquelles on doit se référer.

L'Économie soviétique et la *Planification soviétique* de Charles Bettelheim doivent être complétés grâce aux travaux qui ont paru récemment sur les salaires et les prix².

Il convient de remarquer que l'étude des sources présente des difficultés qui tiennent à la raréfaction des statistiques soviétiques à partir de l'année 1930. Le Plan quinquennal de 1928 avait indiqué des données très précises calculées à la fois suivant les prix d'avant-guerre (1913), les prix courants et les prix de 1926-1927. Des données aussi précises n'ont pas continué à être publiées. A partir de 1930, l'indice des prix, le salaire réel, les chiffres d'affaires du commerce de détail ont cessé d'être rendus publics. Et les statistiques soviétiques ont été évaluées alternativement par rapport aux prix inchangés de 1926-1927 et par rapport aux prix courants.

L'évaluation simultanée en prix de 1926-1927 et en prix courants a été évitée, afin de ne pas laisser apparaître la part des investissements dans le revenu national. Celle-ci révèle les sacrifices consentis par la population soviétique. De même l'absence des prix de détail ne permet pas de comparer et de rapprocher salaires nominaux et salaires réels. Dans son livre paru en 1951³, M. Naum Jasny est parvenu à établir

¹ LA SYNTHÈSE LA PLUS COMPLÈTE DE CES QUESTIONS, EN FRANÇAIS, EST LE LIVRE DE CHARLES bettelheim, *L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE*, OP. CIT. Cf. L'AGRICULTURE, PP. 59-119 ; - L'INDUSTRIE, PP. 120-161 ; - LA RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL, PP. 163-193 ; - PLAN ET PLANIFICATION, PP. 418-453.

² NOTE SUR LE CALCUL DES PRIX DANS LES STATISTIQUES SOVIÉTIQUES, PAR eugene zaleski, AUTEUR D'UNE ÉTUDE IMPORTANTE, *LES COURANTS COMMERCIAUX DE L'EUROPE DANUBIENNE, AU COURS DE LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX^{ÈME} SIÈCLE*, THÈSE DE PARIS, 1952, PICHON ET DURAND-AUZIAS. CETTE THÈSE COMMENTE UTILEMENT LES ÉVOLUTIONS DE L'URSS DANS SES RELATIONS AVEC SES VOISINS. - naum jasny, *THE SOVIET PRICE SYSTEM*, STANDFORD UNIVERSITY PRESS CALIFORNIA, 1951 ; - paul brière, *SALAIRES ET NIVEAU DE VIE EN URSS*, COLLECTION « LES ILES D'OR », PLON, 1952.

³ Naum Jasny, OP. CIT., p. 17. - PAUL BRIÈRE A UTILISÉ LES RAPPORTS PUBLIÉS EN 1951 SUR LES RÉSULTATS DU PLAN QUINQUENNAL ACHÉVÉ EN JUIN 1950, COMPRENANT CERTAINES INDICATIONS CHIFFRÉES SUR LA PRODUCTION. L'ÉTUDE DE PAUL BRIÈRE EST ORIGINALE ET, PARMI LES ŒUVRES DE NAUM JASNY, ELLE N'UTILISE QUE L'ARTICLE PARU EN DÉCEMBRE 1950 DANS L'*AMERICAN*

un tableau dans lequel il a traduit par des courbes (bleues pour les prix de production, rouges pour les prix de consommation) les vicissitudes des prix soviétiques. Les dates auxquelles l'auteur s'est placé sont celles du 1^{er} juillet 1936, du 31 décembre 1940, du 16 décembre 1947, du 1^{er} mars 1949 et du 1^{er} juillet 1950. M. Naum Jasny a reconstitué l'indice des prix soviétiques.

La conclusion qui se dégage de cette étude minutieuse est que, à l'exception de l'essence et du pétrole, les biens de production n'ont subi que des augmentations très modérées et font preuve d'une étonnante stabilité par rapport aux biens de consommation courants, qui ont monté en flèche, de 1930 à décembre 1947. Selon M. Naum Jasny, le rapport des prix des biens de consommation aux prix des biens de production, tel qu'il existait en 1926, a été complètement renversé. Et il est permis de voir là justement la conséquence de l'Impératif catégorique qu'a voulu affirmer le régime stalinien.

En 1926, les produits agricoles et les biens de consommation étaient à un taux peu élevé, tandis que les prix des biens de production étaient fort élevés. Cette structure des prix correspondait à celle d'un pays en voie d'industrialisation. La politique des prix soviétiques a réussi à renverser cette tendance. Le coefficient des biens de consommation est de 30 à 40 par rapport à 1926.

Les études de M. Naum Jasny et sa reconstitution de l'indice des prix soviétiques doivent être complétées par certaines observations :

1° On a dit que la base des statistiques soviétiques était *les prix inchangés de 1926-1927*. Or, ces prix inchangés de 1926-1927 accusent, en réalité, un accroissement notable au cours des années 1930 à 1949. Cette observation résulte du fait qu'en calculant l'indice pondéré des prix inchangés de 1926-1927, pour la production industrielle, M. Naum Jasny a constaté un pourcentage de variation qui va de 100 (1928) à 235 (1949);

2° Voici comment s'explique cet accroissement des prix inchangés de 1926-1927 : au cours des années postérieures à 1930, des articles nouveaux ont été produits et leurs prix ont été conservés tels qu'ils étaient au cours de la première année de production, donc très élevés. Il en a été de même pour les modèles nouveaux d'articles anciens. La planification des années 1930-1940 ayant été établie au cours des années 1926-1927, il était plus avantageux pour les administrateurs des trusts et les ministères de calculer les résultats selon les prix les plus élevés pour assurer le dépassement du Plan ;

3° L'inflation qui a suivi les années 1930 a contribué à augmenter les prix des produits fixés après cette date ;

4° L'utilisation des prix fictifs de 1926-1927 dans les statistiques soviétiques a pour conséquence que la valeur de la production industrielle et du revenu national est fortement surévaluée par rapport à celle qui résulte de l'application des prix réellement utilisés en 1926-1927. Cette surévaluation a été calculée par M. Naum Jasny ;

5° La surélévation de la production industrielle et du revenu national permet de gonfler la productivité calculée en divisant des données par le nombre de travailleurs ;

6° Les prix inchangés de 1926-1927 ont fait l'objet de critiques ; aussi les sources officielles soviétiques se bornent à présent à ne faire mention que des prix « comparables » sans indiquer leur mode de calcul. Les prix inchangés de 1926-1927 ne servent plus de base à la planification.

Dans *Salaires et Niveau de vie en URSS*, après avoir étudié les salaires dans les Plans quinquennaux, puis pendant et après la guerre (de 1914 à 1951), M. Paul Brière se demande si de l'insuffisance des sources peut se dégager une vérité, et il conclut ainsi : « Et cependant, il y a une vérité. Une vérité mouvante d'ailleurs, à mesure que se font, se défont et s'ajustent les systèmes d'Économie qui ont été successivement expérimentés par les dirigeants soviétiques. »

Des recherches convergentes de MM. Paul Brière et Maurice Allais¹, il semblerait résulter que, après la nette amélioration de 1922 - due à la N. E. P. - et le recul de 1935, conséquence du premier Plan quinquennal, l'ouvrier russe n'aurait retrouvé sa situation de 1913 qu'en 1940².

Le rapprochement des trois séries d'indices des biens de production, des biens de consommation et des transports donne une indication. La condition de l'ouvrier soviétique se retrouverait égale à elle-même tandis que la condition des salariés français et américains serait devenue deux fois meilleure.

L'économiste anglais Edward Crankshaw, dans une comparaison entre l'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne, se pose cette question : pourquoi l'U.R.S.S. étant un pays sans rationnement, et alors que les ventes sont libres, les Russes se contentent-ils de moins de beurre, de viande, et même de sucre que les Anglais ? Edward Crankshaw répond : c'est qu'en Russie le rationnement se fait par les prix³. L'U.R.S.S. présente un exemple unique en son genre par sa systématisation et son ampleur : la production des biens de consommation a été freinée ou dévalorisée, même dans l'agriculture qui a été contrainte de réduire hâtivement ses effectifs de travailleurs pour peupler les mines et fournir de la main-d'œuvre pour les gros travaux industriels.

L'Économie soviétique a été dominée par l'impératif de l'industrialisation.

VII

Quel est le rôle des syndicats ? Quelle forme a pris le syndicalisme en URSS ? Le code du Travail (1922), dans son article 151, définit ainsi le syndicat : « une association de citoyens travaillant contre salaire dans les entreprises, établissements et

¹ Maurice Allais, *NOUVELLE REVUE D'ÉCONOMIE CONTEMPORAINE*, *OP. CIT.* ; - paul brière, *OP. CIT.*, pp. 64 ET 101-102 ; - Cf. Jean Lescure, *LE BOLCHEVISME DE STALINE*, LOVITO ET CIE, 1934 : « IL FALLAIT ORGANISER UN PRÉLÈVEMENT MASSIF SUR LES MOYENS D'UN PEUPLE PAUVRE, PRÉVOIR L'ORGANISATION D'UNE ÉPARGNE COLLECTIVE OBLIGATOIRE.... »

² Eugène Zaleski, *URSS, BUDGET 1952. COMMENTAIRES DES DONNÉES PUBLIÉES À L'OCCASION DE LA PRÉSENTATION DU BUDGET À LA SESSION DU SOVIET SUPRÊME DU 5 AU 8 MARS 1952.*

³ Edward Crankshaw, ARTICLE IN *L'OBSERVER*, 19 AVRIL 1951.

exploitations étatiques, publiques et privées, ayant pour rôle, vis-à-vis des diverses institutions, en tant que partie contractante aux accords collectifs, au nom des salariés, de représenter ces derniers en tout ce qui concerne les questions de travail et les conditions d'existence ». L'organisation théorique des syndicats est la suivante : à la base se trouve le Groupe d'atelier, puis le Comité syndical d'entreprise, le Comité régional, le Comité central qui correspond à la Fédération d'Industrie. Au-dessus, le Conseil central des Syndicats de l'U.R.S.S. qui comprenaient, en avril 1943, 25.500.000 membres et, en 1949, 28 millions.

Les syndicats participent à l'élaboration des plans de production. Ils ont la gestion des organismes de Sécurité sociale. A partir de 1933, les syndicats ont pris un rôle actif dans la réalisation du Plan quinquennal. Ils veillent à l'exécution et sont les agents de transmission des plans de l'Économie nationale.

Il faut équilibrer la masse des salaires distribués dans les différentes industries et la valeur des objets de consommation.

Le salaire réel de 1949 est supérieur de 2 p. 100 à celui de 1940. Le financement des Assurances sociales ne repose pas sur les salariés, mais sur les entreprises. Celles-ci doivent verser aux Caisses d'assurances des sommes fixées au pourcentage de leurs bordereaux de salaires. Ainsi le salaire individuel ne représente qu'une partie du salaire effectif, car il faudrait ajouter à ce salaire individuel le salaire social, c'est-à-dire celui qui correspond aux dépenses sociales et culturelles ¹.

Le salaire social comporte les Assurances sociales dont les cotisations sont versées directement par les entreprises. Les Assurances sociales versent des prestations en argent pour les jours d'arrêt de travail et les pensions d'invalidité : « Il est évidemment très difficile de calculer quel est le montant du salaire social. On ne peut y parvenir que de façon très indirecte, et pour l'ensemble de l'Économie seulement, en rapportant à la masse des salaires le montant des différentes dépenses budgétaires ou d'assurances sociales dont bénéficient l'ensemble des travailleurs. Le salaire social doit représenter environ 35 à 40 p. 100 du salaire individuel moyen ² ».

Un autre trait distinctif est la politique de différenciation des salaires. Des activités analogues sont, selon les industries et les régions, l'objet d'une différenciation; si l'on veut encourager telle ou telle branche d'industrie, on fixe alors pour le même travail le salaire de base à un niveau plus élevé que dans une autre industrie que l'on désire voir se développer moins rapidement.

Autre forme de la différenciation des salaires : il existe un éventail des salaires qui s'appliquent selon un système de coefficients.

C'est dans le cadre des contrats collectifs, généraux et locaux, que s'opère la classification des activités à l'intérieur de chaque industrie ; l'assimilation de telle acti-

¹ AVANTAGES SOUS FORME D'ASSISTANCE MÉDICALE, DE SÉJOUR DANS LES MAISONS DE REPOS, D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL.

² p. Tsvetkov, LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE EN URSS, *P K.*, n° 8 DE 1937 (REVUE DU GOSPLAN [L'ÉCONOMIE PLANIFIÉE]).

vité à tel échelon ou à tel autre de la catégorie générale permet d'appliquer tel ou tel coefficient.

Le salaire de base est fixé par voie de négociation dans le cadre du plan général, ce qui laisse une place assez réduite à la négociation. C'est un multiple du salaire de base qui est appliqué comme rémunération des activités qui correspondent aux catégories supérieures de la classification des salaires. Dans chaque usine, il existe un comité d'entreprise qui, d'accord avec la direction, passe une convention collective pour les différents ateliers. Les Conventions précisent les devoirs qui incombent au salarié pour obtenir ou dépasser le rendement fixé dans le programme de production et, dans l'ensemble, accroître la production ¹.

L'appréciation du pouvoir d'achat des salaires est rendue difficile parce que telle marchandise est vendue à des prix différents selon qu'on l'achète à une coopérative ou dans un magasin. On ne peut parler des salaires sans parler des avantages attachés à la catégorie à laquelle appartient le travailleur. Il y a des droits spéciaux selon les catégories. Il faut ajouter que les magasins rationnaires ne possèdent pas toujours les objets de consommation que désirent se procurer les ménagères.

Le système des salaires est construit sur le rendement individuel et sur un système de primes qui entraîne de grandes différences dans les salaires. Les contremaîtres reçoivent une prime si le programme de production est atteint et des primes supplémentaires s'il est dépassé. Les heures supplémentaires sont interdites, en principe, mais si elles sont nécessaires, elles sont payées 150 à 200 p. 100 du tarif normal

Les stakhanovistes jouissent d'un grand nombre de privilèges, d'avantages spéciaux, tels que le droit de priorité aux maisons de repos, aux sanatoria, etc.

VIII

Les jugements relatifs au standard de vie en URSS sont fort contradictoires. Le rapport des sept syndicalistes norvégiens qui ont séjourné en Russie, du 17 août au 9 septembre 1948, paraît empreint d'objectivité : ils ont visité des usines, des institutions, des organisations, à Moscou, à Leningrad, à Sotchi et à Stalingrad. La délégation comprenait notamment le secrétaire du Congrès national des Syndicats, le président de la Fédération norvégienne des Employés de l'industrie chimique, le secrétaire de la Fédération des Gens de mer, un ouvrier de l'industrie du fer, à Oslo, un maître pilote à Bergen. Leur enquête s'est efforcée de constater les faits, et leur témoignage semble digne de foi.

¹ VOICI COMMENT Jean Bruhat, DANS SA *PRÉSENTATION DE L'URSS*, *OP. CIT.*, DÉFINIT LE SALAIRE : « LE SALAIRE N'EST PAS LE SEUL REVENU DE L'OUVRIER OU DE L'EMPLOYÉ. IL FAUT Y AJOUTER TOUTE UNE SÉRIE D'AVANTAGES QUI CONSTITUENT UN REVENU INDIRECT, UNE SORTE DE SALAIRE COLLECTIF ; ASSURANCES SOCIALES, SERVICE DES MAISONS DE REPOS ET DES SANATORIA, BOURSES POUR LES ENFANTS SUSCEPTIBLES DE POURSUIVRE LEURS ÉTUDES, ENTRÉE DANS LES PARCS ET LES MAISONS DE CULTURE.... » JEAN BRUHAT ÉVALUE CE REVENU INDIRECT À 30 P. 100 DU REVENU NOMINAL AUQUEL IL FAUDRAIT AJOUTER LES PRIMES DE RENDEMENT.

Voici quelques-unes des constatations de la délégation norvégienne :

1° Le salaire moyen, en général, suffit juste à se procurer les produits de première nécessité pour le maintien de l'existence.

2° Une partie des biens de consommation n'est pas en quantité suffisante.

3° La pénurie de logement est considérable.

4° La famille moyenne ne peut que difficilement vivre avec le salaire de l'homme seul ; et les femmes sont ainsi amenées à travailler « d'une façon, disent les voyageurs norvégiens, qui nous est totalement étrangère ».

5° En dehors de l'alimentation nécessaire en pain, pommes de terre et légumes, les prix de la viande, du beurre, du fromage, du poisson, des conserves sont si élevés par rapport aux salaires, qu'il est difficile à ceux qui ne font pas partie d'une minorité de les faire entrer dans leur alimentation quotidienne.

6° Les habitants des régions que nous avons visitées, disent les délégués norvégiens, paraissent en bonne condition physique, mais ils sont mal habillés et, en général, pauvrement chaussés.

7° Les logements semblent s'être améliorés entre 1937 et 1946. L'un des grands problèmes en U.R.S.S. est celui des conditions de l'habitation. Les membres de la délégation norvégienne ont constaté qu'on peut voir un grand nombre de maisons surpeuplées, vieilles, délabrées et mal tenues, même en dehors des régions dévastées par la guerre.

8° Les délégués norvégiens ont cherché à trouver une mesure de comparaison entre le standard de vie, en général, des travailleurs en URSS, et celui des travailleurs norvégiens après la guerre. Leur conclusion a été que, si l'on situe le niveau de vie de la Norvège à 100, on devrait situer le niveau de vie en Russie à 60. Ils soulignent le mot, *en général*, comme s'appliquant à la masse de la population et faisant exception, naturellement, pour un certain nombre de catégories de travailleurs stakhanovistes : les contremaîtres, les émulateurs, ou pour certains groupes qui, au sein de l'administration et des corps savants, reçoivent une récompense en raison d'une fonction ou d'un travail important.

La délégation norvégienne constate que la guerre a eu pour conséquence que 20 millions de soldats et de citoyens ont été tués ou privés de toute capacité de travail ; plus de 1.700 villes ou villages ont été détruits en partie ou en totalité ; parmi les premières, les plus grandes sont Leningrad, Kiew, Kharkow, Odessa, Rostov, Stalingrad. L'effort de la reconstruction « est considérable et la délégation norvégienne reconnaît qu'il a été entrepris avec une grande rapidité ». Les exigences de la reconstruction ont rendu impératif l'objectif de la productivité industrielle qui, de 1929 à 1939, avait été celui du gouvernement soviétique. Celui-ci place au premier rang des obligations patriotiques le devoir de production.

IX

Il ne faut pas oublier que la moitié de la population de l'URSS se compose de « moins de quarante ans » et que, de cette population, 77 p. 100 n'ont pas connu l'ancien régime. Aussi, on ne peut être étonné qu'à propos des jeunes générations, la militante suisse Elinor Lipper ait pu faire les observations suivantes :

Pour la génération des communistes staliniens, tous les problèmes sont résolus d'avance. Pour chaque question, il y a une réponse toute faite et le langage de cette jeunesse est farcie de slogans. Les mots de Staline remplacent la pensée personnelle, les articles de fond de la *Pravda*, le jugement personnel. Ces jeunes gens sont orgueilleux et fort contents d'eux-mêmes, car chez eux, tout est plus grand : le pays, la puissance, le chef¹.

Une autre constatation d'Elinor Lipper, c'est l'absence de toute opposition politique réelle contre le régime stalinien. Dans un récit d'une modération voulue dans l'expression, Jean Rounault² confirme les constatations d'Elinor Lipper. Il estime également que la société soviétique ne connaît pas une opposition politique organisée car, écrit-il,

...l'opposition tout court existe et j'ai eu moi-même mille occasions de m'en convaincre durant mon séjour dans le Dombass.... Tout se passe en U.R.S.S. comme si l'idéologie léniniste-staliniste était réduite à une sorte de catéchisme byzantin qu'on récite du matin au soir, en guise d'ersatz de pensée et de foi.

Les migrations qu'impose l'industrialisation sont elles-mêmes acceptées, avec une soumission silencieuse, parfois entrecoupée de révoltes.

Ces sentiments s'expliquent plus aisément si l'on sait que, dans leur ensemble, les populations de l'URSS sont dans une ignorance presque totale des mœurs et des conditions d'existence des habitants des autres pays. Visitant le domaine d'une ferme collective en Ukraine, John Steinbeck raconte qu'un gamin, nommé Gricha, coiffé d'un chapeau d'osier, s'élança vers sa mère en criant avec stupéfaction : « Mais ces Américains sont des gens comme nous ! » Une autre observation de John Steinbeck contribue à éclairer l'état d'esprit dans lequel vivent des millions de Russes. Parlant du culte dont Staline est entouré, il dit que le mot de « vénération » n'est pas exagéré. Et il ajoute : « Nous avons entendu en Russie plusieurs discours dans lesquels l'auteur insérait tout à coup une phrase de Staline qui avait alors l'effet magique d'une citation d'Aristote faite par un clerc au moyen âge.³ » En Russie, un mot de Staline ne souffre aucune contradiction. Jamais on ne le discute. La conviction est que cette infailibilité incontestée, on l'acquiert, en entendant des phrases comme celle-ci : « Staline ne s'est jamais trompé dans toute sa vie, il n'a jamais failli une seule fois. » Et votre interlocuteur ne vous présente pas cela comme un argument que l'on puisse réfuter, mais « comme une vérité fondamentale, ne souffrant aucune argumentation⁴ ».

Il faut tenir compte aussi, dans cet isolement volontaire de l'URSS et dans son attitude vis-à-vis des démocraties populaires, des craintes d'un conflit. Ces craintes justifiaient aux yeux du gouvernement soviétique une politique tendant à faire des

¹ Elinor Lipper, ARTICLE IN *LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE*, MAI 1950; - *ONZE ANS DANS LES BAGNES SOVIÉTIQUES*, TRADUIT DE L'ALLEMAND, ÉD. NAGEL, 1950. ELINOR LIPPER RACONTE SON EXISTENCE PENDANT LES ONZE ANS DE SA CAPTIVITÉ DANS LES DIX PRISONS ET LES QUATORZE CAMPS SOVIÉTIQUES OÙ ELLE A PASSÉ. SELON LA PROMESSE QU'ELLE AVAIT FAITE À SES CAMARADES EMPRISONNÉES DE PARLER POUR LES MILLIONS D'INNOCENTS, ELLE A VOULU, DIT-ELLE, « APPORTER AU MONDE L'ÉCHO DU DÉSESPOIR IMPUISSANT DES RUSSES INNOMBRABLES PARQUÉS DANS LES DÉSERTS GLACÉS DE LA YAKOUTIE ET AVERTIR TOUS CEUX QUI S'ILLUSIONNENT ENCORE ».

² Jean Rounault, *MON AMI VASSIA. SOUVENIRS DU DONETZ*, ÉDITIONS SULLIVER, 1950.

³ John Steinbeck, *JOURNAL*, GALLIMARD, 1949.

⁴ Idem, *IBIDEM*.

pays qui entourent l'URSS un glacis militaire¹. Les conséquences qu'implique une telle conception expliquent aussi les résistances provoquées par cette politique.

Le messianisme du peuple russe dans ses masses profondes est l'un des éléments essentiels grâce auxquels a pu se créer le mythe de l'attente d'un monde nouveau :

Une lutte épique, précisément entre le goût du rêve et les lois de l'histoire, dont l'enjeu était la puissance russe et qui prenait souvent l'aspect d'un conflit essentiel entre la charité et la raison d'État.... D'ici nous avions l'impression d'une tentative prométhéenne où toutes les vertus et tous les vices humains s'étaient déchainés pour recommencer la création du monde².

X

À partir de 1949, le gouvernement soviétique a généralisé l'impératif de l'industrialisation qui est, depuis l'application du premier Plan, la direction essentielle de sa politique et de son Économie. Il a entrepris de regrouper les kolkhozes en vue de faire face à des difficultés et de prévenir ce qu'il considère comme des dangers. La résistance paysanne n'a cessé de grandir depuis 1945. Après l'ouverture des églises, les paysans avaient cru que la terre leur serait rendue. Cet espoir tardant à se réaliser, les paysans des kolkhozes ont procédé à une expropriation des terres collectivisées. Ce mouvement a été qualifié en Russie soviétique d'agrandissements spontanés des parcelles individuelles - agrandissements spontanés qui se sont étendus dans certaines régions à plus de 11.000, agrandissements du reste qui sont approuvés par les présidents des kolkhozes. Le regroupement de ces derniers n'a pas eu pour cause un dessein de rationalisation, et il n'est point certain que le rendement soit amélioré ; mais on a voulu par là parer aux dangers qui pouvaient entraver l'idée de l'industrialisation majeure. Le regroupement des kolkhozes et l'organisation des paysans en brigades de travail permettraient un contrôle efficace ; mais les résultats ont bouleversé encore les conditions de vie de la paysannerie en Russie puisque des familles sont forcées de quitter leur village et leurs foyers détruits. Les super-kolkhozes vont avoir pour conséquence la disparition de 10 millions d'isbas, pour 50 millions de paysans.

Quelle que soit la réponse qui puisse être faite à la question discutée de savoir si l'autocratie en Russie a, ou n'a pas, ses racines secrètes dans la psychologie de la nation, les problèmes divers que suscite la Russie des Soviets ne peuvent être envisagés isolément, mais en relation avec ceux que soulève le monde actuel. Plus hardiment que d'autres contemporains, Charles Morazé nous paraît avoir posé l'ensemble de ces problèmes avec perspicacité et bon sens : il l'a fait sur deux plans, par deux interrogations :

Qu'est-ce que l'Occident ? Qu'est-ce que la civilisation ? De quoi étions-nous si fiers, habitants de ce petit cap déchiqueté sur quoi s'est abattue la misère, juste conséquence de nos guerres incessantes, de nos égoïsmes meurtriers, terrible témoignage de

¹ Nicolas Clarion, *LE GLACIS SOVIÉTIQUE*, SOMOGY, 1948.

² Brice-Parain, *L'EMBARRAS DU CHOIX*, OP. CIT.

notre impuissance à gouverner le monde, dont pourtant nous nous crûmes un moment les maîtres ?... D'où nous venait cette grandeur, et d'où nous vient cette décadence ¹ ?

Et Charles Morazé se demande si la civilisation d'Occident n'est que « fait de musée..., ou prélude à cette gigantesque révolte des mondes contre le petit nombre des élus pour le culte de la beauté renfermée en soi-même ? »

Voilà le problème véritable, le souci de ceux qui, parmi les *élites ouvertes*, ont la volonté de réfléchir.

Dès le lendemain de la première guerre mondiale, Paul Valéry (avec cette lucidité fulgurante qui faisait l'envie et l'admiration d'André Gide) écrivait la phrase célèbre : « Nous autres civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles. » Et il soulignait, pour la première fois, que l'Europe, démontée par la guerre, allait prendre dans l'histoire future la part qui lui revient : celle d'un petit cap du continent asiatique.

Peu après, en octobre 1926, le problème de l'éclipse de l'Europe était posé par Arnold J. Toynbee dans une conférence ², à Londres, faisant partie d'une série organisée par la Fabian Society, sous le titre « Le rétrécissement du monde ». Et Arnold Toynbee précise dans quelle mesure on peut parler de déclin ou d'éclipse. « Au lieu d'être un centre. faisant rayonner l'énergie et l'initiative au dehors, l'Europe est devenue un centre sur lequel convergent des énergies et des initiatives non européennes.... » Arnold J. Toynbee estime que le levain de la civilisation occidentale est en train de pénétrer le monde plus largement, plus énergiquement et plus rapidement que jamais.

Un monde nouveau ? Mais s'agit-il d'un monde où les variétés humaines sont assurées d'un respect mutuel, ou bien d'une société qui obéirait « à un mot d'ordre mécaniquement transmis et qui réglerait sur lui sa science et sa conscience ? »

D'humbles sincérités existent, mues par des maîtres orgueilleux et souverains. Elles ne s'aperçoivent pas que ceux qui les conduisent veulent être ces aveuglés du destin. Il est vital « pour l'organisation de ne pas se voir, donc, nécessaire de briser tous les miroirs » ³.

¹ Charles Morazé, *ESSAI SUR LA CIVILISATION D'OCCIDENT*, ARMAND COLIN, 1950, pp. 234-236. « LES EXIGENCES DE L'ACTION, TÔT OU TARD, NOUS RAPPELLERONT QUE... DE QUELQUE CÔTÉ QU'ON ABORDE LA DÉFINITION, ON NE PEUT PLUS RAISONNABLEMENT PENSER QUE LE MONDE MODERNE S'ARTICULE AUTOUR DE L'EUROPE COMME IL LE FAISAIT VOILÀ CINQUANTE ANS... CETTE SATISFACTION DE VIVRE DANS LA CIVILISATION MAÎTRESSE DU MONDE, QUEL EUROPÉEN LA PEUT SENTIR AUJOURD'HUI, SANS SOUTENIR D'ARTIFICES SON SENTIMENT ? »

² Cf. LA TRADUCTION DE CETTE CONFÉRENCE, pp. 111, 119, 139, DANS *LA CIVILISATION À L'ÉPREUVE*, PAR a. toynbee, *OP. CIT.* - andré siegfried AVAIT ÉCRIT D'UNE *CRISE DE L'EUROPE* (CALMANN-LÉVY, 1935).

³ Jules Monnerot, *LA GUERRE EN QUESTION*, GALLIMARD, 1951, p. 105; Jean-Jacques Chevalier, *LES GRANDES ŒUVRES POLITIQUES DE MACHIAVEL À NOS JOURS*, ARMAND COLIN, 1949 ; - R. H. S. Crossmann, *THE NEW STATESMAN AND NATION*, OCTOBRE 1952.

Quelle que put être par ailleurs l'espèce de génie de Staline, on doit reconnaître qu'aucune politique ne connut une semblable continuité et que l'État omnipotent édifié par Staline a répondu à une nécessité inéluctable.

Il n'en reste pas moins qu'en 1951, aux yeux d'Arnold Toynbee, au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'éclipse de l'Europe est devenue un fait accompli.... « Ce n'est plus la volonté de l'Europe qui décidera de la destinée de l'Europe. Son avenir gît sur les genoux des géants dont l'ombre s'étend sur elle. »

Le problème est défini par Charles Morazé : la libération des « esclaves victimes du progrès ». Mais se coule-t-il sous nos yeux une conscience collective « d'un aussi fort cristal que fut la conscience individuelle des penseurs d'Occident » ?

La Russie des Soviets prétend qu'elle incarne cette conscience collective. Au nom de cette puissance spirituelle, elle affirme son droit de conquête, d'abord sur des États vassaux, ensuite sur le reste du monde. En fait, représente-t-elle cette Puissance spirituelle ?

Telle que la conçoivent la politique, la philosophie et même la morale de la Russie soviétique, la conscience collective se soumet aux fatalités unilinéaires d'une évolution inévitable. Selon celle-ci, l'histoire n'a pas d'hésitation¹.

*Paradise Lost*² est le drame qui bouleverse plus d'une âme marxiste.

¹ Georges Friedmann, DANS *LA CRISE DU PROGRÈS*, GALLIMARD, 1936; NOUVEAUX REGARDS ET RÉFLEXIONS SUR L'U.R.S.S., *ANNALES (ÉCONOMIES, SOCIÉTÉS, CIVILISATIONS)*, n° 4, 1952.

² *LE PARADIS PERDU*.

Chapitre II

Évolution du syndicalisme américain

[Retour à la table des matières](#)

John L. Lewis avait mobilisé la trésorerie des mineurs et des huit autres Syndicats qui l'avaient suivi, auprès de Roosevelt, au service d'une alliance semblable à celle du Front populaire français. Mais la phase proprement révolutionnaire avait été courte, et son point culminant - la victoire sur la General Motors - avait marqué le sommet de la vague populaire. Alors, un nouveau type de syndicalisme pratique, celui de l'*Union Shop*, du Syndicat unique et obligatoire, avait pris place à côté de l'ancien *Business unionism*. Peu à peu, c'étaient les représentants de la direction syndicale nationale qui avaient pris en main le pouvoir de décision. Les contrats collectifs se négocient au sommet, les militants avancés qui avaient créé le mouvement sont progressivement éliminés des postes de commande et si, à l'usine, existe le *shop steward* ou délégué d'atelier, il n'est qu'un agent de transmission des revendications ; son influence est plus apparente que réelle ; en fait, selon une formule de Michel Crozier, « les Syndicats ont intégré le prolétariat à la société américaine, le prolétariat s'est installé, on lui a donné la sécurité de son emploi »¹.

¹ Michel Crozier, *L'AMÉRIQUE SYNDICALE, L'ÂGE NOUVEAU*, JUILLET 1949. Cf. SURTOUT *USINES ET SYNDICATS D'AMÉRIQUE*, OP. CIT. Cf. frederick randolph, LE MOUVEMENT OUVRIER AMÉRICAIN, *LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE*, MAI 1949.

Seulement, tout de même, les événements de 1936 et 1937, en animant d'un esprit nouveau le mouvement ouvrier, lui ont communiqué un dynamisme dont allaient profiter la politique rooseveltienne et l'effort de guerre que le Président réclamait de la nation américaine. Franklin Roosevelt bénéficiait des progrès techniques accomplis aux États-Unis de 1910 à 1940, période pendant laquelle la qualification professionnelle s'était améliorée dans des proportions considérables, le pourcentage des ouvriers semi-qualifiés passant de 15 à 21 p. 100 et celui des techniciens de 15 à 24 p. 100.

On a vu que la grève de Little Steel, en mai 1937, avait amené la rupture entre John L. Lewis et le Président Roosevelt. « John L. Lewis s'était imaginé naïvement qu'après avoir consacré sept années à bâtir la légende de Roosevelt libérateur des ouvriers américains, il pouvait, du jour au lendemain, ordonner à ses troupes de passer dans le camp républicain. ¹ » Lorsque, le 22 juin 1941, la Russie est attaquée par Hitler, John L. Lewis, qui avait déjà perdu la direction du C. I. O., se trouve abandonné par ses alliés d'un moment, les communistes. Mais il a gardé son influence sur les mineurs et, jugeant les circonstances favorables étant donné les besoins de la nation américaine en guerre, John L. Lewis a l'audace de menacer le Président. Le 24 septembre 1941, les 53.000 mineurs des mines de charbon, propriété du trust de l'acier, se mettent en grève. Le 17 novembre 1941, les délégués au Congrès du C.I.O. appuient la cause des mineurs. Et Franklin Roosevelt est obligé de soumettre le conflit à une commission d'arbitrage qui accorde la clause de l'Union Shop aux mineurs des mines « captives » ².

Pendant l'année 1942, les prix des denrées de première nécessité s'étaient élevés de 100 p. 100, et le coût de la vie en avait subi la répercussion. En mars 1943, John L. Lewis annonce les revendications des mineurs. Roosevelt prononce la réquisition des mines. Le 1^{er} mai, les mineurs répondent par la grève générale. Après trois trêves successives, 530.000 mineurs sont en grève le 1^{er} novembre 1943. Passant par dessus le War Labor Board, Roosevelt fait accorder de larges concessions aux mineurs dont la grève avait été suivie passionnément par les travailleurs du caoutchouc et par ceux de l'automobile ³.

Il faut noter que la guerre a eu pour conséquence de provoquer dans les relations entre les États-Unis et les nations du reste du monde, des transformations telles que les États-Unis ont livré à un certain nombre de pays 40 milliards de dollars de marchandises, sans aucune contre-partie apparente et sans aucun profit immédiat. Entre le 1^{er} mars 1941 et septembre 1945, les États-Unis ont livré à la Grande-Bretagne 30 milliards de dollars de marchandises et à l'U.R.S.S., 11 milliards de dollars.

Telle est, au lendemain des hostilités, la situation des États-Unis par rapport aux deux nations les plus puissantes économiquement. Cette situation révèle un déséquilibre fondamental. L'après-guerre a accentué la dépendance de l'Europe vis-à-vis de l'Amérique par suite du déclin progressif de la capacité de produire et d'acheter des 270 millions d'habitants de l'Europe Occidentale et Centrale ⁴. Cette balance d'un pays

¹ Daniel Guérin, *OÙ VA LE PEUPLE AMÉRICAIN ? OP. CIT.*, T. I, 1950 : LA RÉVOLTE OUVRIÈRE.

² ON APPELLE « CAPTIVES » LES MINES QUI SONT POSSÉDÉES PAR LE TRUST DE L'ACIER.

³ Daniel Guérin, *OP. CIT.*, T. II, 1951 : LA RÉVOLTE AGRAIRE. - Cf. E. R. Frank, THE COAL CRISIS AND ITS LESSONS FOR AMERICAN LABOR, *FOURTH INTERNATIONAL*, JUIN 1943.

⁴ Jean Piel, *LA FORTUNE AMÉRICAINNE ET SON DESTIN*, LES ÉDITIONS DE MINUIT, 1948.

qui tend à devenir universellement créditeur, a conduit les économistes à envisager et à magnifier la fonction économique du *Don*.

Si telle est la position « extérieure » des États-Unis, quelles répercussions cette position a-t-elle sur l'équilibre des forces qui composent la communauté américaine, au lendemain des hostilités ? Deux traits caractérisent la situation « intérieure » : croissance de la conscience que les agriculteurs ont prise de leur importance ; croissance du mouvement syndical et de son dynamisme.

La politique de Roosevelt vis-à-vis des fermiers avait été d'abord une politique de circonstance. Puis elle s'était développée en un régime d'Économie agricole planifiée. Les demandes dont les agriculteurs ont été l'objet en vue d'accroître leur production pour venir en aide au monde affamé, ont accru leur influence et la conscience de leurs droits.

Du syndicalisme ouvrier, les effectifs totaux se sont élevés à 16 millions, dont 7 millions pour l'A.F.L. et 6 millions pour le C.I.O. Restent en dehors, avec des effectifs de 2 millions, les Fraternités des cheminots, celle des mécaniciens et les mineurs ¹.

Les syndicats de l'A.F.L. représentent les industries les moins concentrées et les branches de l'Économie intéressant avant tout le marché intérieur ; les syndicats du C.I.O. appartiennent aux industries intéressant davantage le marché international (automobile, acier, équipement électrique, caoutchouc).

Peut-être le C.I.O. présente-t-il une formation plus démocratique que l'A.F.L., dont l'action syndicale s'appuyait sur la conscience du métier. Celle-ci tend à faire place à la conscience de classe.

Les États du Sud, qui comprennent les ouvriers inorganisés du textile, se trouvaient en dehors de l'organisation syndicale.

Mais, beaucoup plus que l'accroissement de ses effectifs, ce qui caractérise le mouvement ouvrier américain, c'est sa naissance psychologique. L'expression « Labor » a pris une signification dont l'importance s'impose : c'est, comme le dit Michel Crozier, « une grande force montante, un mouvement *d'hommes en marche, d'hommes ensemble* », un mouvement qui se développe, se transforme et vit. Mais ce mouvement ne s'exprime pas encore par une unité de structure, d'action ou de méthode. Cette absence d'unité et de structure explique les contradictions qui existent entre l'état d'esprit des dirigeants et la vision d'ensemble d'un côté, les méthodes et l'idéologie de l'autre.

Ces raisons éclairent les vicissitudes, les contradictions et souvent la confusion qui ont marqué le grand mouvement des grèves de 1945 et de 1946. Ce mouvement commence dès septembre 1945 ².

¹ LES MÉCANICIENS ONT RÉINTÉGRÉ EN 1950 LA CONFÉDÉRATION A.F.L. QU'ILS AVAIENT QUITTÉE EN 1945. LE C.I.O. A PERDU UNE DIZAINE DE FÉDÉRATIONS À DIRECTION COMMUNISANTE QU'IL A EXPULSÉES EN 1949-1950.

² Daniel Guérin, *OÙ VA LE PEUPLE AMÉRICAIN ?* OP. CIT., ET ARTICLES DANS *LES TEMPS MODERNES*, OP. CIT.

Pourtant les grèves de novembre 1945 à juin 1946¹ sont la première épreuve de force que les syndicats de la grande industrie ont soutenue ; elles se sont développées dans les branches d'industrie où existent les compagnies les plus puissantes financièrement. Ce grand élan syndical groupait les ouvriers spécialisés et les ouvriers qualifiés de toute la grande industrie américaine. Ce mouvement a été un mouvement défensif contre la baisse des salaires, par suite de la suppression des heures supplémentaires ; il a traduit la résistance des ouvriers au changement de catégorie, à la déqualification, tentée par certaines entreprises afin d'abaisser les salaires. Le sentiment d'une véritable solidarité ouvrière commence à apparaître, ainsi que parfois la nécessité d'une action politique. Walter Reuther avait tenté, le 18 août 1945, de donner aux syndicats un programme commun qui s'adressait à toute la classe ouvrière. Il s'est heurté au manque d'entente des directions syndicales qui n'ont pas établi un plan d'ensemble permettant des succès rapides qui n'auraient pas suscité le mécontentement de l'opinion irritée par ces vagues successives d'agitation.

Pendant les années de guerre, l'United Automobile Workers (travailleurs de l'Automobile) avaient élargi et fortifié leur organisation. Et une minorité importante de ses membres s'était toujours montrée hostile au *No strike pledge* (serment de ne pas faire grève). Alors qu'en 1935, elle n'avait que 35.000 membres, l'United Automobile Workers possède des effectifs qui s'élèvent à un chiffre oscillant entre 1.000.000 et 1.200.000 membres et dont les travailleurs noirs forment un important contingent².

Au Congrès de septembre 1944, 40 p. 100 des délégués réclamaient l'annulation du *No strike pledge* et formulaient un programme précis de revendications³.

Cette « minorité agissante » avait trouvé son leader en Walter Reuther qui, très différent de John L. Lewis par son tempérament et sa formation, possède une personnalité de classe, subtile et mesurée. Walter Reuther avait une éducation à la fois prolétarienne et universitaire, « il n'avait été produit ni par la machine de Gompers ou de Lewis, ni par celle de Staline. Il était vraiment un homme nouveau et il incarnait le C.I.O. mieux qu'aucun autre de ses fondateurs⁴ ».

Fils d'un militant ouvrier et socialiste, Walter Reuther avait travaillé comme ouvrier mécanicien en Allemagne et en U.R.S.S. Reuther était dur à l'épreuve, courageux et doué d'une intelligence réaliste « où l'agitateur se superposait à l'homme d'affaires ». Pendant les grèves de mai 1937, il avait été matraqué. Lorsqu'au lendemain de la cessation des hostilités, la General Motors prend l'offensive, afin de remettre les syndicats « à leur place », Walter Reuther oppose le slogan : « majoration des salaires de

¹ Roger Picard, *LA LEÇON DES GRÈVES AUX ÉTATS-UNIS, 1945-1946*, SPID, 1946; -Charles Bettelheim, *MISSION DE 1946. L'ÉVOLUTION RÉCENTE DU SYNDICALISME AUX ÉTATS-UNIS* (RAPPORT DACTYLOGRAPHIÉ).

² IL Y A 275.000 TRAVAILLEURS NOIRS DANS LES DISTRICTS DE DÉTROIT. LES TRAVAILLEURS NOIRS VENUS DU SUD CONSIDÈRENT COMME UNE PROMOTION LEUR ENTRÉE MASSIVE DANS LES GRANDES USINES ET LEUR PARTICIPATION AUX TECHNIQUES MODERNES DANS DES « JOBS » PROPRES ET BIEN PAYÉS : LA PRESSION SE FAIT DE PLUS EN PLUS FORTE CONTRE LA BARRIÈRE RACIALE VERS LES « GOOD JOBS » DES OUVRIERS QUALIFIÉS ET DES CONTREMAÎTRES NOIRS. - SUR LE PROBLÈME NOIR AUX ÉTATS-UNIS, CF. daniel guérin, *OÙ VA LE PEUPLE AMÉRICAIN ?* T. II, OP. CIT.: *LA RÉVOLTE NÈGRE*.

³ Michel Crozier, *STRUCTURE ET MÉTHODES DU SYNDICALISME AMÉRICAIN*, THÈSE, LILLE.

⁴ Daniel Guérin, *LES TEMPS MODERNES*, MARS 1950.

30 p. 100 sans hausse de prix ». Cet appel reçoit l'appui du nouveau Président Truman qui signe, le 16 août 1945, un ordre exécutif autorisant les augmentations de salaires là où il n'en résulterait pas de hausse de prix. Walter Reuther propose ce mot d'ordre non seulement à l'United Automobile Workers, mais à tous les syndicats ouvriers américains. Comme la General Motors rejetait cette revendication, Walter Reuther répond par un autre mot d'ordre : « 'Ouvrez vos livres ! » Ce mot d'ordre contenait en germe le contrôle ouvrier de la production et la socialisation des grands monopoles ¹.

Le 21 novembre 1945, 225.000 travailleurs de la General Motors se mettent en grève et s'y maintiennent pendant cent-treize jours.

Jamais auparavant, dans toute son histoire, *la classe ouvrière américaine n'avait livré un si grand combat sur un champ de bataille aussi considérable* ; jamais auparavant, les syndicats n'avaient déployé une organisation si parfaite, une telle ténacité, une telle endurance et une telle confiance en eux-mêmes. Jamais auparavant, le mouvement ouvrier n'avait déployé l'unité et la solidarité qui furent atteintes dans cette lutte ... ².

Aux travailleurs de la General Motors se joignent les 200.000 ouvriers de l'industrie électrotechnique, ceux de la viande, et même les 750.000 ouvriers de l'acier, jusqu'au 21 janvier 1946 ; l'A.F.L. et le C.I.O. avaient consenti à participer à un Comité unifié de Soutien. Le Président Truman nomme un Comité d'Enquête, déclare que la General Motors peut accorder une augmentation de salaire horaire de 19 cents 50 sans avoir à élever ses prix. La General Motors refuse. Pour l'acier, le président de la Fédération des ouvriers de l'acier et du C.I.O., Philip Murray, accepte une augmentation de 18 cents 50 ; les travailleurs de la viande transigent à 16 cents. L'United Automobile Workers s'entend avec Chrysler sur le chiffre de 18 cents 50 et avec Ford sur celui de 18 cents. Le 13 mars 1946, les grévistes de la General Motors obtiennent 19 cents 50 - soit un peu plus de la moitié des 30 p. 100 de hausse réclamée par Walter Reuther à l'origine de la grève. Mais celui-ci avait dit : 30 p. 100 de hausse sans augmentation de prix, alors que le Président Truman autorise une hausse de prix de l'acier, hausse suivie par des hausses dans les autres industries et dans l'automobile.

John L. Lewis, grâce à son action persévérante et à ses deux grèves spectaculaires durant la guerre, avait fait monter le salaire des ouvriers mineurs de 15 dollars par semaine à 63 dollars. Au moment où le contrat collectif des mineurs vient à expiration, fin mars 1946, John L. Lewis réclame un fonds de Sécurité sociale. Ce fonds devait être alimenté par un versement de 10 cents par tonne produite, et il devait être géré uniquement par le syndicat, sans aucune intervention ou contrôle des patrons ou de l'État ; c'était là une condition, déclarait John L. Lewis, préalable à la discussion de tout accord. La grève commence en mai 1946. Le président Truman obtient une trêve de douze jours, ce qui permet de donner à l'industrie américaine le combustible dont elle commençait à manquer. Mais comme la grève va reprendre, le 21 mai 1946, le président Truman ordonne au secrétaire à l'Intérieur de prendre possession des mines. Le 29 mai, John L. Lewis passe un accord avec le secrétaire à l'Intérieur. Les ouvriers mineurs obtiennent 18 cents 50 d'augmentation horaire et la création d'un fonds de

¹ georges clarke, WALL STREET WAR AGAINST LABOR, THE MEANING OF THE GENERAL MOTORS STRIKE, *FOURTH INTERNATIONAL*, JANVIER 1946.

² e. R. Frank, THE GREAT STRIKE WAVE AND ITS SIGNIFICANCE, JOHN L. LEWIS AND ROOSEVELT'S POLICY, *FOURTH INTERNATIONAL*, JUIN 1948.

Sécurité sociale alimenté par une taxe de 5 cents par tonne de charbon produite. Ce fonds est géré par des Conseils de district où les patrons et l'État sont représentés.

À l'automne de 1944, les cinq grandes Fraternités du Rail avaient adopté un cahier de revendications, qui comprenait une hausse de 30 p. 100 et une réduction des heures de travail. Les leaders des Fraternités étaient en lutte les uns avec les autres. Le chef de la Fraternité des Chauffeurs essaye de briser la grève. Pourtant, les travailleurs du Rail, qui n'appartiennent pas aux deux Fraternités des Mécaniciens de locomotives et du Personnel des trains, vont appuyer la grève. Les réseaux ferroviaires américains vont se trouver paralysés.

Le 25 avril 1946, 78.000 mécaniciens et 215.000 employés des trains annoncent la déclaration de grève pour le 18 mai. Le 17 mai, le Président Truman proclame la saisie des réseaux, en s'appuyant sur les chiffres proposés par le Comité d'Enquête. La grève commence le 24 mai 1946, à 5 heures de l'après-midi sur la plupart des réseaux qui, chaque année, transportent 1 milliard de voyageurs et 8 milliards de tonnes de marchandises. Les commerçants et les bureaux administratifs, qui occupent un personnel de résidence suburbaine (1 million par jour font le trajet de New York), sont privés de la plus grande partie de leurs employés. Le 24 mai 1946, le Président Truman fait un appel à la nation, et, pendant qu'il prononce son discours, on lui remet un télégramme annonçant que les grévistes reprennent le travail. L'opinion était restée calme ; elle n'avait été émue que lorsque, en prévision d'une grève, les dockers avaient fait appel à la Fédération internationale de Transports afin que les bateaux américains fussent boycottés dans tous les ports du monde (le 3 juin 1946).

Cette période a été marquée également, en dehors des grandes grèves, par la multiplication des conflits locaux. Elle est suivie, au mois de juin 1946, par la suppression du contrôle des prix. Lorsque le 21 octobre 1946 John L. Lewis demande la réouverture des négociations et qu'il dénonce le contrat en vigueur, 400.000 mineurs font grève. Le gouvernement avait lancé une injonction contraire au Norris La Guardia Act de 1932¹. Et John L. Lewis est condamné, le 4 décembre 1946, à une forte amende. L'A.F.L. et le C.I.O. appuient les mineurs. Le 7 décembre 1946, John L. Lewis ordonne la reprise du travail et fait appel devant la Cour Suprême de Justice.

Le 6 mai 1946, le Président Truman, dans son message au Congrès, avait demandé à celui-ci de voter des dispositions permettant de briser une grève affectant d'une façon vitale l'Économie nationale ; mais le succès des républicains aux élections de novembre 1946 allait le rendre moins favorable à une nouvelle législation qui sera votée le 23 juin 1947.

La hausse du prix de la vie va susciter une nouvelle vague de grèves qui commence à l'automne 1946. Il est utile de noter que l'organisation syndicale aux États-Unis est devenue une machine infiniment mieux outillée et plus complexe qu'au lendemain de la guerre de 1914 où, pourtant, l'A.F.L. était déjà une organisation puissante. On se trouve en présence de 16 millions de syndiqués, de 70.000 syndicats lo-

¹ LA LOI NORRIS LA GUARDIA PRIVE LES JUGES FÉDÉRAUX DU DROIT DE LANCER DES INJONCTIONS AUX TRAVAILLEURS LEUR ORDONNANT DE S'ABSTENIR D'ACTES METTANT EN DANGER LA PROPRIÉTÉ ET L'ORDRE PUBLIC.

caux, 200 syndicats nationaux de métier et d'industrie, deux confédérations, des centaines de journaux, de conférences professionnelles, éducatives et politiques, de budgets qui s'élèvent à plusieurs millions de dollars, et de fonctionnaires syndicaux largement rétribués, au nombre de quelque 20.000. Tous les ans, des milliers de contrats collectifs sont négociés et renouvelés par des permanents syndicaux qui représentent les masses en face de la féodalité industrielle, les excitant pour s'imposer et les retenant ensuite pour garder leur situation de *tribuns médiateurs*.

Ainsi, une profonde transformation s'est produite depuis les années où le travailleur était isolé, embauché et débauché arbitrairement¹. Aujourd'hui, il possède sécurité et responsabilité ; il a intérêt à l'ordre existant dans la mesure où la puissance américaine pourra maintenir sa prospérité actuelle².

Une atmosphère nouvelle est créée, qui se manifeste dans l'état d'esprit des travailleurs³, et aussi dans celui de la direction parmi certaines des plus importantes entreprises américaines : la Western Electric, par exemple, proclame « qu'une entreprise remplit deux fonctions principales : la première, d'ordre économique, consiste à produire certains articles ; l'autre, d'ordre social, est d'assurer le bien-être des hommes qui y sont réunis ». Ainsi que le remarque Jean Fourastié, ce mouvement se manifeste selon les pays sous des formes différentes, tantôt comme une conquête de la classe ouvrière, tantôt comme une méthode d'organisation du travail. En ce sens, il faut reconnaître que les bureaux des grands syndicats américains ont accompli des travaux techniques « qui ont forcé l'attention du monde patronal »⁴. Philip Murray et Ruttenberg font autorité en matière d'organisation de l'*atelier* et de rendement du *travail*. Hillman a rénové les entreprises du vêtement en incitant les patrons à accroître le rendement des machines afin d'accroître les salaires. En 1941, Walter Reuther présente au gouvernement américain un plan de conversion de l'industrie automobile en industrie de guerre ; les objectifs qu'avait soumis Walter Reuther ont été effectivement atteints en 1943 et 1944. C'est le même Walter Reuther qui, parlant aux masses de la United Automobile Workers, a mis l'accent sur le fait que *les salariés sont aussi des consommateurs*, ce dont Jean Fourastié déduit que, peu à peu, l'ouvrier prend conscience du prix de revient⁵.

Afin d'éviter de tourner vers les tâches les plus simples les travailleurs capables de plus d'initiative, certaines grandes entreprises organisent des services de sélection professionnelle chargés de faire un tri parmi ceux qui se présentent à l'embauche, afin de ne rejeter vers les plus humbles emplois que les sujets inaptes à d'autres tâches. Les

¹ SI L'ON VEUT SE RENDRE COMPTE DE CE QU'ÉTAIT LA CONDITION INHUMAINE DES OUVRIERS AMÉRICAINS, QU'ON LISE *MAMAN JONES*, DONT LE RÉCIT REFLÈTE L'IMAGE DE CETTE CONDITION (COLLECTION « MASSES ET MILITANTS », ÉDITIONS OUVRIÈRES, 1952).

² Michel Crozier, HUMAN ENGINEERING, *LES TEMPS MODERNES*, JUILLET 1951.- L'EXPRESSION « HUMAN ENGINEERING » POURRAIT SE TRADUIRE PAR « LA TECHNIQUE DE L'HUMAIN ».

³ vignaux, ASPECTS DE LA CONSCIENCE OUVRIÈRE AMÉRICAINE, *LES TEMPS MODERNES*, AOÛT-SEPT. 1946.

⁴ Jean Fourastié, *REGARDS SUR LES NOUVELLES FORMES DE LA CIVILISATION AMÉRICAINE*, LAHURE 1947 ; - *LA CIVILISATION DE 1960*, COLLECTION « QUE SAIS-JE ? », PRESSES UNIVERSITAIRES, 1947, ET SES ARTICLES DANS DIFFÉRENTES REVUES.

⁵ Jean Fourastié, *MACHINISME ET BIEN-ÊTRE*, OP. CIT. ; - *LE GRAND ESPOIR DU XX^{ÈME} SIÈCLE*, OP. CIT.

plus avisés de ces dirigeants accueillent les idées du sociologue James Gillespie ¹. En présence des conséquences de la rationalisation sur l'état d'esprit de certains travailleurs, il préconise, pour assurer le plein rendement du travail, ce qu'il appelle la *shared responsibility* ² (le partage de la responsabilité).

Sans doute est-on encore loin de cette acceptation de la *shared responsibility*. Même dans les milieux des grandes organisations du syndicalisme industriel, une vision d'ensemble ne se rencontre encore que chez de rares leaders comme Walter Reuther ou chez certains militants de la base ; mais elle s'exprime par des manifestations de détail ; on a vu se produire, pour la première fois, des manifestations de solidarité ouvrière auxquelles on n'était pas accoutumé aux États-Unis, par exemple à Stanford, à Lancaster, à Rochester, le mouvement entraînant à la fois les syndicats locaux de l'A.F.L. et du C.I.O. La grève du rail de 1946, bien que n'engageant que les intérêts d'un groupe limité à 300.000 travailleurs, a suscité à la fois l'irritation de l'opinion publique et un mouvement sentimental de solidarité

Le syndicalisme américain est devenu un syndicalisme de grandes masses en raison de la tendance à englober dans une organisation tous les ouvriers, qualifiés ou non, d'une grande industrie, par opposition à l'ancien unionisme de métier. En outre, les dirigeants se sont rendu compte que les anciennes méthodes étaient insuffisantes, d'où l'appel adressé des deux côtés au gouvernement fédéral et, par suite, à l'étatisme, car on est bien obligé de constater la part croissante du gouvernement dans la vie économique et sociale au pays de la libre entreprise.

La croissance des effectifs syndicaux et les résultats obtenus par les grèves de 1945 et 1946 sont les témoignages de la puissance du mouvement ouvrier américain. Sa faiblesse est dans les divisions du syndicalisme et dans l'exclusivisme égoïste des dirigeants syndicaux. Après les succès obtenus par eux en 1945 et 1946, on peut se demander pourquoi les travailleurs américains n'ont pas réagi plus énergiquement contre le renversement de la loi Wagner et contre le Taft-Hartley Act de 1947, qui privait les organisations ouvrières d'un certain nombre de droits que leur avait fait acquérir le National Labor Relations Act de 1935 (loi nationale sur les relations du Travail, connue sous le nom de loi Wagner).

Le National Labor Relations Act donnait aux ouvriers américains le plein usage de leur force dans les négociations collectives ; il protégeait les travailleurs contre ce qu'on appelait les pratiques déloyales employées par les entrepreneurs. Le Wagner Act avait déclaré illégales des pratiques dont les employeurs se servaient pour empêcher les ouvriers de s'organiser en vue de négocier collectivement les conditions de leur travail. Cet Act ne limitait en rien le droit de grève et déclarait « unfair labor practices » (manœuvres déloyales) toute violation par les employeurs du droit garanti aux travailleurs. Un National Labor Relations Board (Cour nationale des relations ouvrières) avait été institué et son autorité lui donnait le droit de mener une enquête au sujet des accusations portées devant lui. Le Board pouvait donner des ordres en consé-

¹ JAMES GILLESPIE EST ANGLAIS, MAIS SES IDÉES ONT ÉTÉ TRANSPOSÉES PAR DES AUTEURS AMÉRICAINS.

² James Gillespie, *FREE EXPRESSION INDUSTRY. A SOCIAL PSYCHOLOGICAL STUDY OF WORK AND LEISURE*, OP. CIT. - CF. LA REVUE TRIMESTRIELLE *HUMAN RELATIONS*, PUBLIÉE PAR LE TAVISTOCK INSTITUTE OF HUMAN RELATIONS ET PAR LE MASSACHUSETTS INSTITUTE OF TECHNOLOGY.

quence. Et il était également chargé de déterminer quels seraient les représentants des travailleurs aux négociations collectives.

Le nouveau Labor Management Relations Act de 1947, appelé Taft-Hartley Act ¹, a étendu la liste des pratiques déloyales afin d'y comprendre certaines activités des organisations syndicales. Et le Taft-Hartley Act autorise le National Labor Relations Board à poursuivre les pratiques déloyales, aussi bien des organisations ouvrières que des employeurs. Le Taft-Hartley Act limite le droit de grève.

Contre toute grève déclarée illégale, les Tribunaux peuvent lancer des injonctions. La *closed shop*, obligation de n'embaucher que des syndiqués, est interdite ; et l'Union Shop n'est toléré que si 30 p. 100 des ouvriers demande un vote à ce sujet, et si, aux élections d'entreprise, une majorité se prononce en sa faveur. Enfin, le Taft-Hartley Act oblige les organisations syndicales à fournir de si nombreuses précisions que John L. Lewis a pu dire qu'« il n'y a pas une seule organisation dans l'American Federation of Labor qui puisse être assurée que les rapports qu'elle aura fournis seront considérés comme satisfaisants ». C'est tout au moins ce qu'il a déclaré à la Convention de l'A.F.L., le 14 octobre 1947 ². Les leaders du syndicalisme américain possèdent un standing et une autorité leur permettant d'organiser une action systématique sur l'opinion publique américaine et sur le gouvernement. Et pourtant, immédiatement, le Taft-Hartley Act n'avait donné lieu qu'à deux démonstrations de protestation. L'une à New York, meeting de Madison Square Garden, le 4 juin, fut organisée par l'A.F.L. et l'autre, le 10 juin (Congrès des organisations ouvrières), par le C.I.O., groupa environ 100.000 ouvriers. Mais auparavant, le 24 avril 1947, une manifestation plus importante, spontanée, avait été celle des ouvriers de l'automobile à Detroit. C'est elle qui avait entraîné les démonstrations de l'A.F.L. et du C.I.O., distinctes du reste l'une de l'autre.

Sans doute, depuis le Taft-Hartley Act il y a eu les élections de 1948, et les organisations ouvrières ont appuyé la campagne en faveur de Truman et assuré son succès. Le poids de leurs effectifs a incliné la balance en sa faveur, d'une façon telle que le Président se crut obligé, parmi ses promesses, de donner celle du retrait du Taft-Hartley Act. Le message au 81^{ème} Congrès, le 29 janvier 1949, a été accompagné de la mise à l'étude de l'abolition du Taft-Hartley Act.

Et le mouvement ouvrier américain ne paraît pas avoir subi un recul puisque, en mai 1950, l'U.A.W. signait avec la Général Motors un contrat par lequel l'U.A.W. obtenait des garanties précises et des avantages substantiels en échange de l'assurance de cinq années de production ininterrompue. La présence de Walter Reuther à ces négociations prouvait que ce n'était pas là jeu de dupes.

Il est pourtant un fait sur lequel il faut mettre l'accent, puisque, aussi bien, c'est sur lui que reviennent à leur retour des États-Unis les missions françaises, interprofessionnelles ou non, composées d'ingénieurs, de statisticiens et de syndicalistes :

¹ Alfred Rosmer, APRÈS LA NOTE DE LA LOI TAFT-HARTLEY, *LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE*, OCTOBRE 1947.

² APRÈS AVOIR QUITTÉ LE C.I.O. EN 1941, LA FÉDÉRATION DES MINEURS S'EST RÉAFFILIÉE À L'A.F.L. EN 1947, MAIS L'A QUITTÉ À NOUVEAU EN 1948.

tous sont d'accord, qu'ils appartiennent aux milieux ouvriers ou au patronat, pour penser qu'on doit attribuer au climat psychologique une influence prépondérante dans l'essor économique des États-Unis. Pourquoi affirme-t-on que l'heure de travail d'un ouvrier est dans ce dernier pays plus productive en moyenne que celle d'un ouvrier français ? On pose la question : le patronat français est-il coupable ? Dans un intéressant article ¹ le directeur général des Constructions mécaniques reconnaît qu'associer le personnel à la production ou à la productivité permettrait de relever sensiblement le standard de vie des travailleurs ; il reconnaît aussi que ce standard ne s'est pas élevé depuis quinze ans au niveau des autres pays, mais M. André Garnier affirme qu'il est nettement supérieur à celui des autres pays envahis en 1914 ou en 1940. De son côté, dans la même revue, M. Michel Brault, président de la Compagnie des Freins et Signaux Westinghouse, constate qu'à Pittsburgh les sociétés qui dépendent de sa compagnie vendent un appareil de frein 40 p. 100 moins cher qu'à Paris, en payant leurs ouvriers trois ou quatre fois plus. La société américaine réalise un bénéfice net d'environ 9 p. 100 de son chiffre d'affaires, alors que celui de Paris n'atteint pas 5 p. 100. La proportion des sommes distribuées aux actionnaires est d'environ 1/9 des salaires aux États-Unis, alors qu'en France dividendes et tantièmes ne représentent que 1/24 de la part du personnel. Et M. Michel Brault se demande : « Quelles sont donc les raisons pour lesquelles en payant des salaires de famine, nous, industriels français, nous ne parvenons pas à produire à des prix de revient comparables à ceux des Américains, des Allemands et même, plus récemment, à ceux des Anglais ² ? » M. Michel Brault cite un exemple typique : « Alors qu'une de nos machines de Pittsburgh fabrique et vend 2.400 appareils par semaine, ce qui lui permet de faire tourner de façon continue une chaîne automatique, nous n'en fabriquons plus que 600 par mois et jamais, au cours des meilleures années, notre fabrication n'a dépassé 7.000 par mois, ce qui ne justifie qu'une production demi-automatique. »

Comme conséquence de cette productivité supérieure, le pouvoir d'achat des ouvriers américains est beaucoup plus considérable. Parmi tant d'autres, un des signes qui frappe plus particulièrement les visiteurs, ce sont les parcs de stationnement réservés aux voitures des ouvriers tout autour des usines Ford et d'autres usines, comme cette fonderie employant 130 personnes sur lesquelles 75 possèdent des automobiles ³.

De ces faits, Jean Fourastié dégage cette loi : « Un gain de productivité entraîne toujours un gain de pouvoir d'achat. » Et il constate qu'entre 1914 et 1945, l'indice de production par tête, aux États-Unis, a passé de 50 à 190.

On doit croire par conséquent un des dirigeants du C.I.O., Irving Abramson, selon lequel la trilogie fondamentale pour l'amélioration du sort des travailleurs consiste en l'accroissement de la productivité, l'augmentation des salaires et la réduction du

¹ NOUVELLE REVUE D'ÉCONOMIE CONTEMPORAINE, OCTOBRE 1951.

² Cf. Édouard Ducassé, *RÉGULATIONS DES ÉLÉMENTS ET COORDINATION DES FACTEURS DE LA PRODUCTIVITÉ*, COMMUNICATION AU CONGRÈS DE TOULOUSE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES (1950).

³ LES LEÇONS DE LA PRODUCTIVITÉ AMÉRICAINE, *LE MONDE*, 11, 12, 14 ET 17 OCTOBRE 1950.

ANDRÉ BLANCHET CITE CES PAROLES D'UN PATRON AMÉRICAIN : « L'HOMME D'AFFAIRES ÉCLAIRÉ PAIE DE BONNS SALAIRES ET CHERCHE À LES ACCROÎTRE. IL S'EFFORCE AUSSI DE FABRIQUER D'AVANTAGE DE MARCHANDISES ET D'UNE QUALITÉ MEILLEURE. ET EN MÊME TEMPS IL RÉDUIT SES PRIX DE REVIENT AFIN D'ABAISSE LES PRIX DE VENTE. »

prix de vente. On doit constater que les syndicats ouvriers paraissent être d'accord avec certains employeurs, tout au moins sur les *objectifs économiques* à poursuivre. S'est-il produit aux États-Unis une évolution récente du patronat américain ?

Il est un point sur lequel il semble que, entre les syndicats ouvriers et les organisations patronales, il n'existe pas d'opposition : la mécanisation des industries¹. John L. Lewis le reconnaît lorsqu'il résume ainsi sa pensée :

La seule chose qui ait modernisé l'industrie du charbon dans ce pays, accru sa capacité de production, réduit ses prix de revient et augmenté le rendement par jour et par homme, a été la politique suivie par le syndicat des mineurs au cours des 50 dernières années ; constamment sur la brèche pour un meilleur niveau de vie, une plus grande sécurité, moins d'heures de travail et des salaires plus élevés, objectifs qui, au retour, ont amené l'industrie à adopter des techniques modernes pour réduire le coût de la production. Si nous n'avions pas investi notre argent dans la modernisation de l'équipement et l'adoption de techniques modernes, inévitablement le rendement par homme aurait été bas.

Il faut noter également que les entreprises américaines font grand cas des suggestions apportées par le personnel. Dans les différents ateliers se trouvent des « boîtes à suggestions » accompagnées de formules préparées. Le pourcentage des suggestions retenues dépasse assez souvent 50 p. 100. Mais pour susciter le désir des ouvriers d'apporter leurs suggestions, il est nécessaire que soit créée une atmosphère propice aux conditions d'une meilleure productivité. On a voulu créer un climat favorable au travail en commun, en tenant compte des souhaits des ouvriers. On s'est préoccupé de l'éclairage des ateliers et de la couleur des murs. On a organisé l'édition de journaux. On a cherché à expliquer à chacun la marche générale de l'industrie, et la part qu'il avait dans le fonctionnement de l'entreprise. On a autorisé les familles, certains jours, à visiter les ateliers ; on a fait suivre des cours sur l'organisation du travail à une ouvrière réfractaire à un changement dans les méthodes de sa tâche personnelle².

Un fait significatif de l'expérience des ententes qui, sur certains points, s'établissent entre organisations patronales et ouvrières est qu'elles ont saisi des Universités (Harvard, Chicago) afin de leur demander de procéder à des enquêtes sociologiques sur les meilleures conditions dans lesquelles pourrait se faire l'organisation du travail en vue d'atteindre la productivité maxima.

Certains économistes pensent que la production en série, grâce à une organisation souple et rationnelle, « multiplie à l'usage des masses de citoyens les biens de consommation dans un cadre de confort et de modernisme ». Georges Friedmann constate là un des courants qui contribuent à la force interne de l'Amérique³. Et il écrit

Je pourrais multiplier les signes et les effets sociaux et psychologiques de la Masse-production et de l'organisation sur la vie quotidienne. Nous trouvons là un courant

¹ ANDRÉ BLANCHET CITE LE CAS D'UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES QUI REMET À CHAQUE NOUVEL EMPLOYÉ UNE BROCHURE CONTENANT CETTE PHRASE : « LA COMPAGNIE CROIT AUX BIENFAITS DE L'ORGANISATION OUVRIÈRE.... »

² Édouard Dolléans, L'ÉCLATEMENT DES MÉTIERS ET LA CONSCIENCE PROFESSIONNELLE, *L'ÉDUCATION NATIONALE*, JUIN 1950.

³ Georges Friedmann, DE QUELQUES INCIDENCES PSYCHOLOGIQUES DE L'ÉVOLUTION DES MÉTIERS INDUSTRIELS, *L'ANNÉE SOCIOLOGIQUE*, 1949

plus favorable, dans le pays, à la création d'une structure sociale démocratique de cadres, de valeurs stables, de disciplines civiques ; un de ceux qui contribuent à l'attachement de beaucoup de citoyens américains de tous les milieux à l'*american way of life*.

Les États-Unis sont à l'extrême pointe du progrès technique. Pourtant il faut tenir compte du fait qu'une société que dominerait la technocratie se trouverait exposée à des risques qu'il est difficile d'imaginer¹.

Il est trop aisé d'échapper à ces risques par des formules comme celle-ci : « accepter et promouvoir la technique en refusant la technocratie² », ou encore : « il faut que la technique demeure subordonnée à une philosophie de l'homme et à une théorie générale de la connaissance ». Jusqu'à présent, aucun effort systématique n'a été accompli, sinon individuellement, contre la paresse qui entraîne l'homme-masse sur les chemins de la plus grande facilité ; les dangers que court la civilisation humaine restent évidents en présence de la civilisation mécanicienne envahissante et de ce qu'aux États-Unis on a appelé une marche vers l'inconscient.

L'*american way of life* n'est-il pas une manière de faux-fuyant ? Cette soumission au conformisme paraît un danger au jeune sociologue Michel Crozier, soucieux de suivre avec un esprit critique et avec équité l'évolution des étapes qui marquent les progrès et les arrêts du syndicalisme américain et du mouvement ouvrier aux États-Unis.

Or, l'évolution de l'histoire ouvrière est dominée aux États-Unis par deux grands événements : les grèves de mars et avril 1937 qui traduisent un mouvement populaire assez semblable à celui de mai et juin 1936 en France. La victoire sur la General Motors eut pour résultat la constitution d'organisations syndicales puissantes et responsables, en lesquelles se concentrent depuis, avec des avancées et des reculs, les courants du syndicalisme américain. A cette date de 1937, l'enthousiasme de la grande masse des travailleurs a été renforcé par une équipe de militants sortis du rang, dont l'esprit d'initiative et la détermination ont donné la preuve de ce que peut l'union dirigée, à condition que celle-ci existe entre les masses et des militants, tels que les frères Reuther. Victor Reuther, le 19 décembre 1952, commentant le plus récent Congrès du C.I.O., a insisté : 1° sur l'unification syndicale ; 2° sur l'établissement d'un salaire annuel garanti qui 3° obligera à assurer un emploi tout au long de l'année ; 4° sur l'unification de la législation sur l'immigration en vue d'élargir les possibilités d'entrée aux États-Unis ; 5° sur la lutte contre toute discrimination raciale et contre l'injustice sociale, moyen efficace contre la guerre entre les deux Blocs.

¹ Georges Friedmann, DE BOSTON AU MISSISSIPPI, REVUE *ESPRESSO*, JUIN 1949 ; - *OÙ VA LE TRAVAIL HUMAIN ?* OP. CIT., p. 389. VOIR NOTAMMENT LA DEUXIÈME PARTIE, PP. 79-206. ET PARALLÈLEMENT : michel crozier ET SES RÉSERVES DANS HUMAN ENGINEERING, *LES TEMPS MODERNES*, OP. CIT.

² *INDUSTRIALISATION ET TECHNOCRATIE*. RECUEIL PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE georges gurvitch, OP. CIT. - LA DISCUSSION A CONDUIT À CETTE CONCLUSION. UNE ATTITUDE COMMUNE A ÉTÉ ADOPTÉE : ACCEPTER ET PROMOUVOIR LA TECHNIQUE EN REFUSANT LA TECHNOCRATIE. - CF. ÉGALEMENT jean lacroix SUR LA TECHNOCRATIE' DANS SA CHRONIQUE PHILOSOPHIQUE DU *MONDE*.

Chapitre III

La rupture de l'Internationale

[Retour à la table des matières](#)

Au lendemain de la Libération, la psychologie française était traversée par des courants contradictoires. Ces contrastes ont pu surprendre les amis de notre pays, d'une surprise mêlée de peine. Mais ces contrastes n'étaient pas particuliers à la France, en des heures qui furent celles d'une crise douloureuse, sans doute, mais d'une crise qui était mondiale. L'histoire, il ne faut pas l'oublier, évoque trop âprement les temps où la France fût meurtrie par des dissensions civiles : là s'entrecroisent passions, habitudes et intérêts antagonistes, passions surtout, plus irréductibles que les intérêts. Ce sont ces heurts d'intérêts et de sentiments, ces « mélanges » qui blessent, comme on dit en anglais, *to the quick* (au vif) les cœurs qui se refusent au spectacle d'une France déchirée contre elle-même, et où l'on pouvait reconnaître « le meilleur et le pire » : « illusions généreuses, ambitions ou calculs, révolte morale contre les souillures dont la France avait souffert et sectarisme stupide, intransigeances et peurs et, dominant tout, une confusion se nourrissant d'expériences mal décantées et de sordides équivoques ... ¹ ».

Le 22 février 1945, une ordonnance crée l'obligation d'une représentation collective des salariés dans des comités d'entreprise ².

¹ A. Rossi, *CRISE FRANÇAISE ET CRISE MONDIALE*, *OP. CIT.*

² Jean Boucher et Michel Collinet, *L'ENTREPRISE ET LA GESTION OUVRIÈRE*, À PARAÎTRE DANS LA COLLECTION « MASSES ET MILITANTS », ÉDITIONS OUVRIÈRES; - Émile James, *LES COMITÉS D'ENTREPRISE*, LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE, 1946.

Les grands rêves formés pendant l'épreuve se sont brisés au choc des ruptures nationales. En effet, si l'on imagine que ces Comités d'entreprise sont une pauvre esquisse de la revendication du Contrôle ouvrier, c'est là une illusion. Il faut, tout au contraire, voir dans ces mesures infimes la preuve de l'impuissance où, au lendemain de la Libération, l'on a été de mettre en œuvre des réformes profondes de structure. Il n'y a pas là une révolution institutionnelle ou éducative ; pour reprendre les paroles déjà citées de Varlin, une révolution intérieure indispensable « pour faire descendre les formules révolutionnaires dans les réalités sociales ». Des passions semblables à celles d'une guerre religieuse déchirent alors une France affaiblie. En vain, les natures forgées d'un plus pur métal ont tenté, dans leur cercle limité, de freiner des fanatismes parfois épicés de motifs sordides. Mais il ne s'est pas trouvé un Henri IV pour créer, par delà les antagonismes, un climat salubre. Le syndicalisme ouvrier n'a pas su échapper à ces haines. Et, du reste, l'unité syndicale ne pouvait résister aux courants entre lesquels se partageaient les esprits. On ne fabrique pas une unité artificielle et sur l'équivoque.

La masse des effectifs relevant de la CGT paraissait intacte. Le premier Congrès de la CGT, le 8 avril 1946, groupe les représentants de 5.708.500 syndiqués. Un certain nombre de militants ont nettement le sentiment que l'unité affirmée n'existe qu'en apparence et qu'elle est traversée de courants divers, prêts à la dissoudre. L'une des tendances les plus cohérentes est celle de la U.C.E.S., ou Union des Cercles d'Études syndicalistes.

I

LE CONGRÈS DE 1946

[Retour à la table des matières](#)

Au Congrès lui-même, Raymond Le Bourre (du Syndicat du Spectacle) exprime le regret que, lorsqu'on parle de trahisons qui se sont produites dans le mouvement syndical en 1940, « on ne cite que certains noms, alors que les trahisons vinrent de toutes les tendances ». Il signale qu'un malaise existe dans le mouvement syndical. Raymond Le Bourre envisage l'importance du problème qui se pose au mouvement syndical, en ce qui concerne le mot d'ordre de la production¹ ; il se pose la question suivante : « Si nous acceptons la prime au rendement, comment fixera-t-on les salaires

¹ RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA CGT, *LE PEUPLE*, 9 AVRIL 1946. BENOÎT FRACHON, APRÈS AVOIR EXPOSÉ L'ACTION DE LA CGT DANS LA CLANDESTINITÉ, ABORDE LE PROBLÈME DE LA PRODUCTION : « C'EST DÈS LE LENDEMAIN DE LA LIBÉRATION QUE LE BUREAU FÉDÉRAL S'EST MIS À LA TÊTE D'UNE CAMPAGNE PUBLIQUE POUR LA RECONSTRUCTION ET A DÉNONCÉ LES SABOTEURS ET LES FREINEURS. IL A APPELÉ LES OUVRIERS À FOURNIR UN EFFORT SANS CESSER ACCRU.... GAGNER LA BATAILLE DE LA PRODUCTION LUI APPARAÎSSAIT DÈS CE MOMENT AUSSI IMPORTANT QUE DE GAGNER LA BATAILLE DE LA LIBÉRATION. DANS TOUTES LES RÉGIONS ET DANS TOUTES LES PROFESSIONS, LES SYNDICATS SE SONT DONNÉS À LA BATAILLE POUR LA PRODUCTION ET UN HOMMAGE DOIT ÊTRE RENDU À LEURS EFFORTS. »

des catégories ne travaillant pas selon ce système ? » Le Bourre demande au Congrès de revenir à certaines conceptions de représentation syndicale, ceci afin de fortifier l'unité cette unité doit se faire dans la démocratie et la liberté de tous.

De son côté, Patoux (Maine-et-Loire) explique les raisons du mécontentement de ses mandants, qui prend sa source notamment dans l'obstination de la CGT à ne soutenir ses revendications que par le seul canal gouvernemental : « Il est temps de revenir, dit-il, à un syndicalisme constructif... Les travailleurs veulent bien produire, mais ils entendent que leur effort leur profite au lieu de le faire pour le plus grand bénéfice du capitalisme. ¹ » L'opposition des Raymond Le Bourre et des Patoux se fondait sur le syndicalisme constructif et sur le contrôle ouvrier.

Le Congrès d'avril 1946 permit de se rendre compte que la puissance qui dominait les débats était celle de Benoît Frachon et non celle de Jouhaux. Ce caractère bien trempé était au service d'un parti, alors que la tradition de Pelloutier et de Merrheim était précisément de préserver l'autonomie de la CGT. En face de lui, pas de résistance. Toujours prêt, sans qu'il ait eu à s'engager, à remettre la solution des difficultés à l'ingénieux lendemain, le secrétaire général avait, sans réagir, laissé disperser des militants et des secrétaires des U.D. qui n'avaient eu d'autre tort que de suivre les directives de la radio de Londres.

Au Congrès, dans la réponse de Benoît Frachon à Raymond Le Bourre, on sent poindre l'équivoque, comme on l'entrevoit dans sa réponse à Valière qui avait parlé aussi d'un malaise, des ouvriers quittant la CGT parce que le Bureau Confédéral avait pris comme mot d'ordre : « Produire d'abord, et revendiquer ensuite. » En fait, une toute petite minorité seule osa exprimer son opposition à l'impérialisme de Frachon. Elle se composait de ces militants : Patoux, de l'Union départementale d'Angers (Maine-et-Loire) ; Valières, des Instituteurs ; Roux (de Lille) ; Lucot (Alimentation) ; Bornai (des Services publics et de Santé) ; Raymond Le Bourre, - soit une poignée de militants sur les 1.200 membres du Congrès. Les délégués réformistes du Bureau Confédéral avaient écouté passivement le discours de Benoît Frachon et peu avaient réagi aux déclarations de nombreux staliniens, alors que l'unité ne pouvait se fonder que sur l'autonomie syndicale. Deux amis du Secrétaire général Jouhaux, qui faisaient partie du Bureau Confédéral provisoire, abandonnaient leurs fonctions syndicales pour faire carrière dans la politique : Albert Gazier et Deniaux. Les réformistes avaient déjà perdu la plupart de leurs cadres, frappés par l'épuration ; ils voyaient partir deux personnalités du mouvement syndical français.

Les communistes, sûrs de leur victoire, acceptaient au sein du nouveau Bureau Confédéral la présence de Jouhaux, de Bothereau, de Neumayer et celle d'un nouveau militant métallurgiste, Georges Delamare, sans oublier Albert Bouzanquet dont on connaît la carrière. Très grand seigneur, Benoît Frachon tolérait à ses côtés Léon Jouhaux qui prêtait un caractère universaliste à la représentation syndicale et dont il savait que les relations internationales avec William Green et Sir Walter Citrine pouvaient être utilisées.

¹ LE 26^{ÈME} CONGRÈS DE LA CGT, *LE PEUPLE*, 9 AVRIL 1946.

Les interventions énergiques des minoritaires du Congrès attirèrent l'attention de Pierre Monatte qui écrivit à Raymond Le Bourre afin de lui proposer un regroupement des non conformistes et des résistants aux tendances qui entraînaient la CGT A la suite de leurs entretiens avec Guilloire (de l'Enseignement), une rencontre eut lieu à la Bourse du Travail, rue de Turbigo, sous le couvert du Syndicat du Spectacle. Mais le moment n'était pas encore venu de constituer une nouvelle organisation qui pût être tout au moins un contrepoids, en regroupant les divergences des militants syndicalistes venus de tendances diverses. Parallèlement aux efforts des syndicalistes révolutionnaires, les réformistes du type Bothereau se retrouvaient à l'extérieur de la CGT autour du journal *Résistance Ouvrière*, ancien organe clandestin. Celui qui prend en main le rassemblement des oppositions, Raymond Le Bourre, est d'origine bretonne ; apprenti imprimeur à douze ans, il a été tour à tour groom, navigateur, etc. Il allait être, en 1947, l'un des initiateurs et des responsables de la scission syndicale.

Dès le lendemain du Congrès de 1946, le militant fidèle à l'esprit du syndicalisme, Pierre Monatte, le premier fait entendre sa voix. Il affirme que l'unité proclamée au Congrès est une illusion. Dans la *Lettre d'un ancien à quelques jeunes syndiqués sans galons*, Pierre Monatte résume lucidement quelques-uns des problèmes que se posaient « avec anxiété quelques jeunes syndiqués et aussi quelques anciens ». Il constate que les débats du Congrès Fédéral ont été « ternes et décevants et qu'ils ont révélé une sorte d'indifférence de la part de la classe ouvrière ». D'où vient cette indifférence ? se demande Pierre Monatte. De ce que les vrais problèmes n'ont pas été abordés, de ce que les sujets essentiels, les sujets brûlants, n'ont pas été discutés. Et Pierre Monatte conclut :

Aveugle serait celui qui ne verrait pas en bas, dans les syndicats, d'un bout à l'autre du pays, de vieux et de jeunes hérétiques. Ils sentent que le syndicalisme est en danger, et avec lui la défense de la classe ouvrière et ses espérances.... Vous êtes de jeunes hérétiques. Vous vous croyez seuls. Vous ne l'êtes pas. Désespérés, pourquoi ? Vous avez la chance de vivre une grande période de mouvement....

Une grande période de mouvement.... Il est des problèmes qui, même lorsqu'ils ne sont pas clairement exprimés, n'en sont pas moins obscurément sentis dans le silence des consciences individuelles et ces consciences ont été à la source du dynamisme syndicaliste. L'un des problèmes essentiels est celui que, pendant des époques comparables du Mouvement ouvrier, avaient posés deux grands esprits et auxquels ils avaient donné des solutions diamétralement opposées parce qu'ils l'avaient envisagé dans le cadre et dans l'atmosphère de leurs pays respectifs : Lénine et Griffuelhes. Dans sa brochure de mars 1902, *Que faire ?* Lénine avait précisé objectifs et tactiques de la Révolution : « Le Marxisme permet aux révolutions de faire l'éducation politique du prolétariat..., petit groupe compact, nous cheminons par une voie escarpée, nous tenant fermement par la main. L'intelligentzia permet de mettre en relief les relations entre les deux éléments qui conditionnent le mouvement ouvrier révolutionnaire. » Lénine opposait aux éléments spontanés, les éléments idéologiques ou conscients. Et il pensait que ceux-ci devaient guider ceux-là.

Dans ses *Principes du léninisme*, Staline resserre encore cette subordination lorsqu'il écrit que le parti voit plus clair que chaque ouvrier pris isolément et que l'intelligentsia est le guide sûr auquel on doit se confier ¹ :

La plus grande ambition des révolutionnaires professionnels était d'aider les ouvriers à s'émanciper. Par la force des choses, pourtant, ils étaient amenés eux, non ouvriers, à s'installer à la direction des ouvriers et à reléguer ceux-ci au rôle de pions. Leur vie était très différente de celle des ouvriers....

Nadiejda Kroupskaïa note dans ses mémoires :

Le Comitard était d'ordinaire un homme plein d'assurance : il savait l'énorme influence que le Comité avait sur les masses ; en règle générale, le Comitard n'admettait aucune démocratie à l'intérieur du parti ² .

La Révolution de 1905, dont l'initiative fut un mouvement des masses, surprit les révolutionnaires professionnels et l'état d'esprit de Staline s'exprime assez exactement dans ce jugement : « Tendons-nous la main et serrons-nous autour des Comités du parti. Pas un instant, nous ne devons oublier que seuls les Comités du parti peuvent nous diriger comme il convient, que seuls ils éclaireront pour nous la voie de la terre promise. » Sans doute, par sa grande intelligence et par la souple vivacité de son esprit, Lénine échappait-il à cet orgueil des intellectuels professionnels, infaillibles dans leurs jugements, qui allaient peu à peu construire, pour assurer leur puissance, une bureaucratie dont Lénine savait tous les vices. Mais, très rapidement, Lénine fut dépassé par le poids des tâches qui lui incombaient, et on a vu qu'il eut conscience que la maîtrise de la Révolution russe lui échappait. A partir de 1919, Staline qui, seul, appartenait en même temps au Bureau d'organisation et au Bureau politique, contrôlait les rouages par le double appareil politique et bureaucratique. Il devint commissaire à l'Inspection ouvrière et paysanne jusqu'au jour où il fut nommé secrétaire général du parti : « Son ascension exprime la montée de la bureaucratie.... Lénine se rendit compte du danger que présentait pour son oeuvre la montée de la bureaucratie, et au cours de 1923, il allait rompre avec Staline... ³ » L'accent a été mis ici sur cet envahissement de la bureaucratie dans l'évolution de la Révolution russe, afin de souligner le contraste qui existe entre celle-ci et les tendances du syndicalisme révolutionnaire français tel que le concevaient ses organisateurs, les Émile Pouget, les Paul Delesalle, les Merrheim et, déjà, Pierre Monatte. Victor Griffuelhes, dans ses écrits de 1902 à 1912, revient sans cesse sur l'œuvre spontanée et créatrice de la classe ouvrière :

Son action n'est pas une manifestation selon un plan prévu d'avance : la classe ouvrière rejette naturellement nombre de formules et de solutions spéculatives et abstraites. Le mouvement ouvrier ne se rattache à aucune des conceptions qui voudraient se le disputer : il est le résultat d'une longue pratique. C'est dans le mouvement quotidien que l'action ouvrière marque son progrès d'efforts continus....

Bien que les rédacteurs du *Peuple* aient mis en vedette, à propos du Congrès, une épigraphe de Victor Griffuelhes, les militants de la base ne sont pas dupes des

¹ Benno Sarel, LÉNINE, TROTSKY, STALINE ET LE PROBLÈME DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE, *LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE*, NOV.-DÉC. 1951; - raymond postgate, LÉNINE ET LE STALINISME, *IBIDEM*, SEPT. 1951.

² Nadiejda Kroupskaïa, *MA VIE AVEC LÉNINE*, *OP. CIT.*, p. 174.

³ Benno Sarel, *OP. CIT.*

formules répétées comme des slogans, et non comme des directives vivantes ; ils ont l'instinct des dangers que fait courir à la CGT une tactique flottante soumise aux souffles qui orientent les disciplines éphémères d'un parti. Ils craignent une unité dont ils savent qu'ils ne seront pas maîtres de déterminer eux-mêmes le chemin.

II

LA SCISSION

[Retour à la table des matières](#)

En France, le premier indice de la crise a été la réaction qui a suivi le Congrès de 1946 de la CGT. La première fut la grève des postiers qui ne devait être qu'une grève d'avertissement, le 30 juillet 1946. Elle fut poursuivie contre le consentement de la Fédération Nationale postale. La série de grèves qui s'échelonnent entre le printemps 1946 et l'automne 1947 aboutissent à la grève des mineurs, déclenchée par la CGT. En novembre 1947, la CGT profite du mécontentement provoqué par l'échec du gouvernement à obtenir une baisse. Elle croit pouvoir y greffer une grève générale, mais la CGT se heurte à la résistance des autonomes et des minorités syndicales.

En mai 1946, la CNT s'était séparée de la CGT. En mai 1947, grève Renault¹, retrait du gouvernement des ministres communistes.

Des Comités d'action syndicalistes se forment dans les Métaux, chez les Cheminots, dans les Transports, chez les Hospitaliers, chez les Postiers et dans l'Alimentation ; ils sont l'ébauche des futurs syndicats autonomes. De grandes grèves à caractère à la fois revendicatif et politique éclatent en décembre 1947 chez les cheminots de Marseille, les mineurs du Nord et les métallurgistes parisiens. Ces grèves amènent une cristallisation des opposants à la CGT. Les C.A.S. autonomes (Comités d'action syndicalistes) s'unifient. Le 9 décembre 1947, Force Ouvrière appelle les opposants à la création d'une Centrale syndicale unique. La CFTC ne répond pas à cet appel ; la CNT ne veut pas se fondre dans la C.G.T.-F.O. ; les Comités d'action syndicalistes autonomes également refusent d'accepter la tutelle des cinq confédéraux démissionnaires de la CGT.

Le 31 décembre 1947, un protocole est signé entre les délégués de la nouvelle Centrale (Bothereau, Bouzanquet et Chonion) et ceux des C.A.S. autonomes (Lafond, Clément, Lucot, Guelf et Racine).

¹ EN AVRIL 1947, LES OUVRIERS DE RENAULT DÉBRAYENT À CAUSE DE LA DIMINUTION DES RATIONS DE PAIN PRÉVUES POUR MAI ; EN JUIN, LES CHEMINOTS DE VILLENEUVE-SAINT-GEORGES EN FONT AUTANT, ET LES MINEURS DU NORD PROTESTENT CONTRE LA MAUVAISE QUALITÉ DU PAIN DE MAÏS.

Le 31 mars 1948, un Congrès de métallurgistes a lieu à Puteaux et les deux groupements sont représentés dans la proportion de 1/3 F. O. et 2/3 autonomes. Ceux-ci proposent la création d'une Centrale syndicale démocratique, *indépendante des partis, des gouvernements et des États*, selon les principes de la Charte d'Amiens, et ayant pour but la gestion ouvrière effective. Ils demandent que la nouvelle Centrale ne porte pas le nom de Force Ouvrière, qu'elle ne soit pas affiliée à la F.S.M. Ils exigent que les permanents syndicaux ne restent pas plus de trois ans en place. L'entente entre les deux groupes ne semble pas possible. Et les Comités d'action syndicalistes autonomes organisent un Comité national de Coordination. Les autonomes ne comprenaient à l'origine que des métallurgistes groupés autour de Racine, Chausson, Courtois (Jeumont), Hurtec (Unie), Vaugelade (Télémechanique), Léveillé (Arsenal aéronautique), Clément (Conducteurs de Métro).

En novembre 1948, se créait une Fédération nationale des Syndicats autonomes dont le programme est précisé par un manifeste d'avril 1949.

On voit comment était organisée la C.G.T.-F.O. et comment l'entente n'ayant pu se faire, une Fédération nationale des Syndicats unitaires avait été créée.

Un dialogue s'engage entre le groupe Force Ouvrière et les autonomes, et après des débats mouvementés, les éléments de l'Action Sociale acceptent de fusionner pour la Constitution de la CGT - Force Ouvrière. Un bureau provisoire est constitué, André Lafond et Delamare sont au Comité Confédéral qui est désigné par les autonomes. Le premier Congrès de Force Ouvrière se tient à Paris, les 12 et 13 avril 1948 et met aux prises, avec violence, les tendances Force Ouvrière et autonomes ¹.

Des militants réclament l'autonomie complète de la nouvelle organisation, et craignent que F.O. n'accepte du parti socialiste une alliance parallèle à celle existant entre la CGT et le parti communiste.

Les autonomes préconisent la désignation démocratique de la Commission exécutive par les délégués du Congrès. Ils sont battus par la tendance Jouhaux-Bothereau qui, reprenant les vieilles formules, font accepter la nomination de la Commission exécutive et du Bureau par le Comité Confédéral national, composé des secrétaires de Fédérations et d'Unions départementales. Néanmoins, les ex-autonomes Lafond, Le Bourre sont élus, ce dernier grâce à la démission de Cappocci, qui marque ainsi sa désapprobation à Bothereau et à Jouhaux qui l'ont éliminé du Bureau Confédéral.

Raymond Le Bourre, resté fidèle à ses amis, devenait le leader de la minorité. Et les deux Congrès qui suivirent (1949 et 1951) confirmèrent l'opposition nette entre les deux tendances, tant dans la doctrine que dans la tactique.

¹ Cf. CONGRÈS CONSTITUTIF DE FORCE OUVRIÈRE, COMPTE RENDU ; - R. GUILLORÉ, LA GRÈVE DES INSTITUTEURS DE LA SEINE, *RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE*, DÉCEMBRE 1947; *IBIDEM*, LA GRÈVE DES MINEURS DU PAS-DE-CALAIS; RENAULT, JUIN 1947.

PIERRE MONATTE DESSINAIT NETTEMENT LES CONTOURS DU PROBLÈME LORSQU'EN JANVIER 1948, AVANT LE CONGRÈS CONSTITUTIF DE F.O. IL ÉCRIVAIT : « LA SCISSION S'EST PLUS FAITE À LA FAÇON D'UNE DÉCHIRURE QUE D'UNE CASSURE NETTE. LES SYNDICALISTES RÉVOLUTIONNAIRES VONT RESTER À LA CGT STALINIENNE : D'AUTRES PARTIR POUR L'AUTONOMIE, LE PLUS GRAND NOMBRE RALLIERA F. O. »

La ténacité de la minorité a trouvé sa récompense dans les plus récents Comités Confédéraux nationaux (novembre 1951-octobre 1952). L'opposition minoritaire a fait de sensibles progrès ; elle le doit à ses études sur les différents problèmes d'actualité ; productivité, cogestion et Plan Schuman, échelle mobile, moyens techniques et tactiques pour tenter de protéger le pouvoir d'achat des travailleurs. En outre, la minorité a pour fondement solide une conception dynamique : un syndicalisme s'appuyant sur une propagande efficace à l'échelle de l'entreprise par des contacts périodiques du sommet avec la base et une solidarité étroite entre les appareils syndicaux à tous les échelons et les salariés de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture. Enfin, les minoritaires voient dans les Comités d'entreprise les possibilités de former des militants en vue de les armer pour des tâches gestionnaires.

La Centrale Force Ouvrière s'est constituée au Congrès Corporatif de Paris, du 12 au 13 avril 1948.

Par leur énergie, les autonomes et certains militants de F.O. ont fait échec à la grève insurrectionnelle que voulait déclencher la CGT¹. La CGT groupait encore après la scission 3 millions d'adhérents qui, depuis, se sont amenuisés, et *La Vie Ouvrière* tirait à 40.000 exemplaires.

La scission avait pour résultat le partage des Syndicats entre un certain nombre de Centrales.

À côté de la CGT et de la CGT-F. O., la Confédération française des Travailleurs chrétiens (CFTC) était devenue l'une des plus importantes : de 100.000 membres qu'elle comptait en 1920², ses effectifs s'élevaient en 1944 à 600.000. Actuellement, ils doivent être autour de 800.000.

Quels sont les résultats comparatifs des élections à la Sécurité sociale ? Aux élections d'avril 1947, la CGT avait recueilli 3.280.000 voix, et la C.F.T.C. 1.458.000, la première ayant 1.388 représentants et la seconde 613. Le 8 juin 1950, la répartition entre les représentants s'exprime dans le tableau suivant dont les chiffres sont extraits du rapport de Paul Bacon publié dans le Journal Officiel du 1^{er} juillet 1951.

¹ SUR LA SCISSION, VOIR pierre monatte, DANS *LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE* (AVRIL ET JUILLET 1949 : EMPIRISME, SANS BOUSSOLE) ; - gérard dehove, ARTICLES DANS *DROIT SOCIAL* ET *REVUE D'ÉCONOMIE POLITIQUE*.

² Jules Zimheld, *CINQUANTE ANNÉES DE SYNDICALISME CHRÉTIEN*, ÉDITIONS SPES, 1938.

Résultats des élections pour le renouvellement des membres des Conseils d'Administration des organismes de la Sécurité sociale au cours des années 1950-1951 (Élections : le 8 juin 1950.)						
	Collège des salariés					
	125 Caisses de Sécurité sociale			111 Caisses d'Allocations familiales		
Electeurs inscrits	7.930.527			1.644.480		
Suffrages exprimés	5.514.831			1.096.378		
	Répartition			Répartition		
	voix	pourcentage	sièges	voix	pourcentage	sièges
C. G. T	2.399.393	43,6	970	524.884	47,9	684
CGT-F.O	833.328	15,1	398	148.160	13,5	212
C. F. T.C	1.173.019	21,3	537	258.580	23,6	339
Mutualité	612.403	11,1	210	46.469	4,2	29
Mouvements familiaux.	289.962	5,2	33	90.087	8,2	61
Divers	206.726	3,7	45	28.198	2,6	13

La C.F.T.C. et la C.G.T.-F.O. consacrent une partie importante de leurs activités à la formation syndicale. La promotion ouvrière est étroitement liée à la capacité ouvrière.

Si l'on veut caractériser la formation ouvrière F.O. par rapport à celle de la CFTC, nous dirons qu'alors que la première vise à former des hommes, la deuxième s'efforce d'armer des militants.

L'enseignement donné par le Centre d'Éducation ouvrière F.O. s'apparente bien plus à celui des Universités populaires qu'à la formation qu'exige la pratique syndicale actuelle.

Les techniques pédagogiques qui sont à la base de toute la formation ouvrière de la CFTC sont bien plus efficaces. Faisant appel aux méthodes actives, la C.F.T.C. intègre le travailleur à son effort culturel ; elle lui donne un rôle, le fait participer, crée le militant avant même de l'avoir formé pour quelque responsabilité.

En 1950, 3 millions ont été déboursés par les militants ouvriers pour parfaire leur formation¹. Et les journées d'Information confédérale sont utilisées pour mettre les militants au courant du syndicalisme en Angleterre, en Belgique, en Italie, en Suède, aux États-Unis, ainsi que des problèmes économiques et bancaires.

En 1951, la Confédération des Travailleurs chrétiens donne la statistique des Comités d'entreprise, des délégués du personnel et commissions mixtes pour la Métallurgie, la Préfecture de la Seine, la Banque de France, les Assurances, les Banques, les Caisses de Secours minières, le Gaz, l'Électricité, le Bâtiment, les Textiles, les Produits chimiques, les Mines, les P.T.T. et les Cheminots.

¹ Cf. *FORMATION*, ORGANE DE LA CFTC, DU 25 MAI 1950, ET L'ENQUÊTE QUI PARUT DANS LE N° DE FÉVRIER 1951.

La CGT-F.O. se consacre également à la formation et à l'éducation ouvrières¹. L'initiateur en avait été Georges Lefranc² qui, le premier, à la CGT, avait organisé les instituts ouvriers. Georges Vidalenc a repris cet effort d'organisation. Dans une petite brochure³, il a groupé ce qui peut être dit utilement sur la permanence et l'actualité de l'éducation ouvrière, rappelant les vues des compagnons du Tour de France de 1830 à 1871. Aux temps héroïques du syndicalisme, les initiatives dans les Bourses de Fernand Pelloutier et Paul Delesalle⁴, ont conduit au Centre Confédéral d'Éducation ouvrière ; les Semaines d'Études internationales traitaient des thèmes tels que ceux-ci : « Le droit au savoir » ; « Former des hommes pour une culture vivante et libre », etc.

Une quatrième Centrale est la Confédération nationale du Travail, résultat d'une première scission au sein de la CGT, scission qui s'était produite dès avant le Congrès d'avril 1946.

Le CNT est de tendance anarchiste. Son organe est *Le Combat syndicaliste*.

Les organisations autonomes ont formé une Fédération et les instituteurs se sont ralliés à la Fédération autonome de l'Enseignement.

En octobre 1949, les rédacteurs de *La Revue syndicaliste*⁵ organisaient une Confédération du Travail indépendant, dont le Congrès constitutif de 400 délégués représenterait 200.000 adhérents. Ils sont réunis autour de ceux qui avaient pratiqué, disaient-ils, une politique de la présence. On leur reprochait leur attitude à l'égard de la Charte du Travail.

Enfin, les cadres ont voulu créer leur Centrale syndicaliste ils se sont groupés autour de la Confédération Générale des Cadres. La C.G.C. a refusé d'accepter la conception du Syndicat unique qui imposait l'obligation de se reclasser dans les Fédérations d'industrie. Mais la C.G.T. et la C.F.T.C. ont organisé des sections de Cadres, la CGT dès 1945.

La situation des Cadres est donc sur ce principe plus complexe encore. Des associations syndicales existent qui ne sont pas rattachées à une Centrale.

Ainsi la CGT et la CFTC, qui ont créé des sections de Cadres, sont intervenues très vigoureusement dans les discussions arbitrales. Les grandes Centrales font profiter naturellement chacune de ces sections de leur organisation matérielle, il leur arrive même d'en faire profiter des associations qui ne leur sont pas affiliées.

¹ Georges Vidalenc, LES MILITANTS IGNORÉS, *REVUE D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE*, 1951.

² Georges Lefranc, *POUR UNE CULTURE VIVANTE ET LIBRE*, ET LES BROCHURES, LES ÉD. DU CENTRE CONFÉDÉRAL D'ÉDUCATION OUVRIÈRE, 1936.

³ Georges Vidalenc, *L'ÉDUCATION OUVRIÈRE*, p. 95, LIBRAIRIE SYNDICALE.

⁴ Cf. Jean maitron, *PAUL DELESALLE (VIE EXEMPLAIRE D'UN MILITANT)*, COLLECTION « MASSES ET MILITANTS », ÉDITIONS OUVRIÈRES, 1952.

⁵ LE 1^{ER} N° EST D'AVRIL 1948 ET LES RÉDACTEURS SONT GEORGES LEFRANC, ANDRÉ DELMAS, RAYMOND FROIDEVAL ET LUCIEN LAURAT. *LA REVUE SYNDICALISTE* SE RÉCLAME À LA FOIS DES NOMS DE PELLOUTIER ET D'ALBERT THOMAS.

III

DEUX (OU TROIS) INTERNATIONALES ?

[Retour à la table des matières](#)

En septembre 1945, au Congrès de Paris, la Fédération Syndicale mondiale (F.S.M.) s'était crue universaliste. Pourtant, l'American Federation of Labor n'avait pas adhéré à la F.S.M. Elle avait installé à Bruxelles, siège de la F.S.M., un délégué permanent, Irving Brown. En janvier 1946, s'était tenu à Lima (Pérou) le Congrès Constitutif d'une Confédération inter-américaine du Travail qui groupait 14 millions d'adhérents. L'American Federation of Labor avait fait adhérer les Syndicats américains aux Secrétariats professionnels internationaux. Ces Secrétariats internationaux avaient conservé depuis leur création ¹ une permanence qui était une preuve de leur solidité.

Ces Secrétariats internationaux avaient été représentés à Londres et à Paris, et ils n'avaient pas profité de l'article 13 des statuts de la Fédération Syndicale mondiale qui prévoient leur intégration.

Une Conférence de la Fédération internationale des Ouvriers de la Métallurgie s'est tenue à Copenhague du 28 juillet au 1^{er} août 1947 ².

Deux obstacles vont empêcher la Fédération Syndicale mondiale de réaliser son dessein : l'attitude des Secrétariats professionnels internationaux et le Plan d'aide économique à l'Europe, dit Plan Marshall.

Tout d'abord, la Fédération Syndicale mondiale ne parvient pas à un accord avec les Secrétariats professionnels internationaux qui refusent de se laisser intégrer à la F.S.M. et qui veulent garder leur liberté ³.

La Fédération Syndicale mondiale ne leur paraissait pas assez forte pour leur donner une garantie de sécurité et d'indépendance. La Fédération Syndicale mondiale avait cherché en vain à s'assurer une place à la Commission générale des Questions économiques. Tout au plus, elle avait obtenu le droit d'être consultée par l'intermédiaire du Comité permanent du Conseil Économique et social de l'O. N. U. Elle pou-

¹ TABAC : 1889; MINEURS : 1890; MÉTALLURGIE : 1891; CHAPELIERS, TYPOGRAPHES, GANTIER : 1892; CHEMINOTS : 1893; TEXTILES : 1894; MÉGISSIERS, LITHOGRAPHES : 1896 ; COUPEURS, TAILLEURS : 1897 ; MOULEURS : 1898; TRANSPORTS : 1898; PEINTRES : 1901-; BÂTIMENT : 1910.

² Georges Lefranc, *LE SYNDICALISME DANS LE MONDE*, COLLECTION « QUE SAIS-JE ? », PRESSES UNIVERSITAIRES, 1949. EXCELLENT EXPOSÉ, SUCCINCT ET COMPLET.

³ EN JUILLET 1948, À SON CONGRÈS D'OSLO, L'INTERNATIONAL TRANSPORT FÉDÉRATION QUI GROUPE 3 MILLIONS D'ADHÉRENTS, ENTEND MAINTENIR, AU SEIN DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES, LE PLURALISME QUI LUI PARAÎT UNE GARANTIE DE SÉCURITÉ ET D'INDÉPENDANCE.

vait demander l'inscription de certaines questions à l'ordre du jour de ce Conseil. Mais son rôle était purement consultatif.

Une autre difficulté est venue des divergences suscitées par le Plan Marshall.

Le C.I.O. étant membre de la Fédération Syndicale mondiale, le représentant du C.I.O. demande à la Fédération Syndicale mondiale de prendre position sur le Plan Marshall.

En avril 1947, à Rome, il avait été convenu que la Fédération Syndicale mondiale ne prendrait pas officiellement position sur le Plan Marshall ; mais en janvier 1948, à la réunion du Bureau à Paris, les États-Unis, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas déclarent se retirer de la Fédération Syndicale mondiale. La raison en est que, dès l'été 1947, une partie des organisations affiliées à la F.S.M. ont commencé une campagne contre le Plan Marshall qui, selon elles, porterait atteinte à l'indépendance des nations européennes et serait un moyen pour les États-Unis de chercher de nouveaux débouchés en présence de la surproduction qui menace l'Économie américaine.

En réplique, les 9 et 10 mars, les Syndicats britanniques à Londres réunissent une Conférence Syndicale internationale, qui crée un Comité consultatif pour le Plan Marshall. Le C.I.O. a donné également sa démission de la F.S.M.

Après une conférence préparatoire, tenue à Genève en juin 1949, une réunion a lieu au siège du London County Council, du 28 novembre au 9 décembre 1949. Ce Congrès des Syndicats indépendants crée une nouvelle Internationale où sont représentés 53 pays et certaines organisations chrétiennes. La nouvelle Internationale a fixé son siège en Belgique. On a choisi pour secrétaire Oldenbrook, du Secrétariat professionnel des Ouvriers des Transports. Seulement, les secrétariats professionnels internationaux ne sont pas intégrés dans la nouvelle Internationale. L'article 9 prévoit que des dispositions seront prises pour assurer une coopération efficace entre la Confédération Internationale des Syndicats libres et les Syndicats Professionnels Internationaux.

En septembre 1950 s'est organisé à Naples un Comité méditerranéen qui s'est réuni à Marseille en janvier 1951, et en juin à Salonique. Ce Comité groupe, sous la présidence de l'énergique Pierre Ferri Pisani, les Syndicats de marins et de dockers du bassin méditerranéen et des ports français de l'Atlantique et de la Manche ; la réunion de Salonique avait groupé les dockers et gens de mer de 8 pays ; elle a voté une résolution qui, faisant allusion à l'organisation du Travail en URSS, déclare que la lutte engagée pour éviter au monde encore libre la domination stalinienne intéresse au premier chef les travailleurs qui ont le souci de rester libres, de sauvegarder la civilisation et de lutter pour une société plus juste et plus humaine.

Du 4 au 12 juillet 1951 se tient à Milan le Congrès de la Confédération Internationale des Syndicats libres, créée à Londres en décembre 1949 par 53 pays. Le Congrès est dirigé par le président du Vêtement du C.I.O.¹. Le Congrès proteste contre

¹ Pierre Monatte, *LA NOUVELLE INTERNATIONALE SYNDICALE, LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE*, JANVIER 1950 ; - R. Chéramy, *LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE ET LE PROBLÈME DE*

le fait que la production européenne progresse de façon très sensible, alors que le pouvoir d'achat des masses reste dans bien des cas inférieur au niveau d'avant-guerre.

Après la rupture de la Fédération Syndicale mondiale, celle-ci, créée à Paris en 1945, conserve encore la CGT et certaines des organisations italiennes.

La Confédération Internationale des Syndicats libres a été créée à Londres en décembre 1949. Reconstituée en juin 1946, la Confédération des Syndicats chrétiens n'a pas voulu se rallier à l'une ou à l'autre des deux Internationales, parce que, dit-elle, « dans la pratique, l'institution des syndicats uniques et obligatoires a donné lieu à une effroyable tyrannie et [elle] entend rester fidèle au principe qui l'inspire : "l'épanouissement de la personne humaine" ».

L'INTERNATIONALE, *IBIDEM*, MAI 1950; - G. Walusinski, APRÈS LE CONGRÈS DE MILAN, *IBIDEM*, SEPT. 1951 ; - NATALIA TROTSKY ROMPT AVEC LE COMITÉ EXÉCUTIF DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE, *IBIDEM*.

Chapitre IV

Trade-unionisme et travaillisme Herbert Morrison, Ernest Bevin, Aneurin Bevan

[Retour à la table des matières](#)

En 1940, toute la nation britannique avait fait bloc et s'était engagée dans la Résistance ; sauf de très rares exceptions, les travailleurs, dans leur ensemble, avaient fait face au danger en accomplissant, chacun à sa place et dans son métier, ses obligations et ses fonctions. L'accord avait été si unanime que, dès 1942, le gouvernement avait formé le dessein du Plan Beveridge.

Tel est le signe de cette continuité qui, à travers d'apparentes versatilités, donne son efficacité à la politique britannique.

Le Plan Beveridge est la suite d'une politique d'assurances sociales qui s'est édifiée pièce par pièce, étage par étage, depuis quarante-cinq ans, commençant en 1897 avec le *Workmen's Compensation Act*, qui s'appliquait seulement à quelques professions, mais qui est devenu général en 1906. Une seconde étape avait été marquée, en 1908, par le premier *Pensions Act* (loi sur les Retraites), portant l'âge de la retraite à 70 ans, et une troisième, en 1912, par l'*Inemployment Insurance Act* (Assurance contre le Chômage), devenu général en 1920.

En présentant le Plan qui porte son nom, Sir William Beveridge insiste sur certains points dont le plus important est la sauvegarde des libertés essentielles : « Ce rapport s'attache surtout à la nécessité et à la possibilité de réaliser méthodiquement le plein emploi dans une société libre, c'est-à-dire dans une société où toutes les libertés essentielles seraient sauvegardées....¹ »

La thèse fondamentale de ce rapport est que ni le régime, ni les travaux, ni les pouvoirs de direction des industriels imposés par la guerre ne devront survivre à la guerre.

Il ne faut pas oublier que, à la différence des autres formes du syndicalisme continental européen, le trade-unionisme a pendant longtemps conservé au moins certaine tradition d'origine protestante dans le personnel ouvrier de certaines industries, par exemple les mines, le textile, la coutellerie à Sheffield, à Birmingham. L'existence de « chorales » organisées s'explique ainsi. Les chorales sont demeurées, bien que ces influences religieuses aient disparu ; mais les coutumes du trade-unionisme ont gardé au mouvement certains de ses aspects singuliers dont la permanence ne peut se comprendre autrement.

Cependant la seconde révolution industrielle a eu une grande influence sur la structure du trade-unionisme. Sans doute le mouvement conserve le caractère concret de ses revendications et il reste attaché à la diversité de ses Unions, jalouses de leur indépendance. La défiance à l'égard d'une centralisation trop accentuée n'a pas empêché les transformations industrielles de se traduire par le rattachement d'Unions secondes à des organismes plus compréhensifs, tels que le Transport and General Workers Union ou la General and Municipal Workers Union².

Des Unions peuvent se combiner en Fédérations qui préservent à un certain degré leur autonomie. C'était le cas pour la Confederation of Shipbuilding and Engineering Union (Confédération des ouvriers de constructions navales et des mécaniciens), primitivement Federation of Engineering and Shipbuilding Trades operatives, réorganisée après la guerre de 1914-1918. Les deux Fédérations, dans leur forme primitive, avaient été le produit d'une tendance vers l'unification.

Le mouvement s'est développé depuis juin 1918, date de la première édition du livre de G.D.H. Cole sur le trade-unionisme³.

¹ Sir William Beveridge, *FULL EMPLOYMENT IN A FREE SOCIETY*. LE RAPPORT ORIGINAL A ÉTÉ PRÉSENTÉ AU PARLEMENT BRITANNIQUE EN NOVEMBRE 1942 ; *SOCIAL INSURANCE AND ALLIED SERVICES* (p. 299).

² D. W. Brogan, *THE ENGLISH PEOPLE*, LONDRES, HAMISH HAMILTON, 1943 ; -G.D.H. Cole, et R. W. Postgate, *THE COMMON PEOPLE (1746-1945)*, LONDRES, METHUEN AND CO ; - N. Baron : *BRITISH TRADE-UNION* (WITH FOREWORD BY G.D.H. COLE), GOLLANCZ, 1947. - *ANNUALS REPORTS OF THE CONGRESS* : 1940, SOUTHPORT, EDIMBURGH ; 1942 : BLACKPOOL ; 1943 : SOUTHPORT ; 1944 ET 1945 BLACKPOOL ; 1946 : BRIGHTON ; 1947 : SOUTHPORT ; 1948 : MORGATE. LONDRES EDITIONS TRADE-UNION CONGRESS.

³ G.D.H. Cole, *INTRODUCTION TO TRADE-UNIONISM*, LONDRES, ALLEN AND UNWIN, 1918 ; ÉGALEMENT *THE COMMON PEOPLE, OP. CIT.*, ET *INTRODUCTION TO ECONOMIC HISTORY, 1750-1950*, LONDRES, MAC MILLAN, 1952.

Le Conseil Général du T. U. C. (Trade-Union Congress General Council) est l'organe de coordination des Unions. Ses pouvoirs ont été accrus lorsque, après la première guerre mondiale, un Comité spécial a révisé sa constitution.

Le T. U. C. avait été longtemps dominé par les syndicats de métier, en dépit du Nouvel Unionisme¹. En réalité, la coupure ne se situe pas lors de la grande grève des Docks de 1889, ou lors du Congrès de 1890 à Liverpool². La coupure se place lors des échecs de la Triple Alliance, entre 1921 et le 5 mai 1926, date de la grève générale et du retrait de l'ordre de grève par le Trade-Union Congress. On doit constater que, bien plus qu'autrefois et à l'instar des courants sociaux qu'on rencontre dans d'autres pays, le trade-unionisme d'à présent est devenu un mouvement pluraliste traversé par des courants multiples qui en diversifient les aspects. D'où la difficulté d'une synthèse objective; la description ne peut être faite que grâce aux pièces morcelées des différentes tendances, semblables aux verres de couleurs d'un kaléidoscope qui projette des images changeantes lorsqu'on secoue la boîte qui le contient. Et cela est vrai des autres pays. Les éléments humains qui forment un grand mouvement sont d'abord les masses et les militants. Mais, si l'on veut préciser de plus près ces éléments, on doit distinguer, d'un côté ce qu'on désigne sous le nom de *leaders* (conducteurs) et de l'autre ce qu'on appelle *les ouvriers de la base*.

Trois grands Congrès britanniques ont exprimé la diversité du trade-unionisme et du travaillisme : ceux de Blackpool (septembre 1951), de Scarborough (octobre 1951), et du Labour Party à Morecambe (septembre 1952). Ils ont traduit à la fois l'évolution du mouvement ouvrier en Grande-Bretagne et les hésitations qui pèsent sur la politique du parti travailliste³. Il est plus aisé de les comprendre si on connaît d'abord la psychologie et le comportement de trois des leaders qui incarnent les tendances, donnant au mouvement ouvrier sa stabilité et sa mobilité. Leurs personnalités définissent trois étapes de l'évolution du trade-unionisme :

D'abord, Herbert Morrison : il représente la tradition dans le trade-unionisme. Herbert Morrison avait été objecteur de conscience dans la période 1914; on devait lui en faire grief lorsqu'il devint ministre de l'Intérieur dans un gouvernement qui frappait de peine de prison et d'autres peines plus sévères les jeunes gens refusant la conscription.

Sa grande réussite avait été l'organisation de la majorité travailliste du London County Council (Conseil du comté de Londres). Il y avait acquis la réputation d'un habile administrateur. Il possédait, en effet, une expérience de l'administration locale plus complète et plus étendue que celle de tout autre leader trade-unioniste ; mais, en revanche, par rapport aux leaders anglais provinciaux, aux Écossais et aux Gallois, il avait un handicap : l'ignorance des conditions particulières existant en dehors de Londres. On lui reprochait la réponse qu'il avait faite en tant que ministre de l'Intérieur :

¹ Idem, *INTRODUCTION TO TRADE-UNIONISM*, *OP. CIT.*, CHAP. VII.

² Sidney et Beatrice Webb, *TRADE-UNIONISM 1666-1920*, LONDRES, 1920; Cf. AUSSI roger garaudy, *LE COMMUNISME ET LA MORALE*, ÉDITIONS SOCIALES, 1945.

³ EN OCTOBRE 1952, L'INTERNATIONALE SOCIALISTE S'EST RÉUNIE À MILAN ; 36 PARTIS AVAIENT ENVOYÉ DES DÉLÉGUÉS ET LEURS PRINCIPAUX LEADERS, DE SPAAK À ATTLEE, ET DE SARAGAT À GUY MOLLET. LES DIVERGENCES PARAISSENT S'Y ÊTRE HEURTÉES DE FAÇON PLUS PROFONDE ENCORE QU'AU SEIN DU PARTI TRAVAILLISTE.

« Tout le monde sait que la zone quasi désertique part d'une ligne qui commence à la Clyde et s'achève à Forth en Écosse » ; à quoi un publiciste écossais avait répliqué : « Seuls, les Peaux-Rouges d'Aberdeen et les Esquimaux d'Inverness habitent cette région. »

Herbert Morrison était loin de voir dans le socialisme une organisation révolutionnaire opposée au capitalisme. Parlant d'Herbert Morrison, Robert Berr Wilkie, un écrivain écossais, s'exprimait ainsi :

Rompant avec ses modèles continentaux, le socialisme était devenu, en Angleterre, un organisme vivant en parasite sur le capitalisme et à ses dépens, d'où la répudiation du socialisme anglais par les socialistes gallois et écossais.... La seule chose qu'un parasite ne désire pas, c'est la disparition de son hôte.

Herbert Morrison est un administrateur habile, utilisable et utilisé par les gouvernements anglais. Quant à Ernest Bevin, c'est un organisateur, et même peut-on dire le premier organisateur de masses dans l'évolution du trade-unionisme. Ce trait le distingue des militants de la génération de 1889 qui avaient été, comme les Ben Tillet et les John Burns, des « rassembleurs ».

Ernest Bevin est l'homme de la *One Big Union* (Une seule union, mais énorme). Fils d'un ouvrier agricole, il s'imposa vite aux dockers de Bristol par sa force physique. On raconte qu'au cours d'une rixe, il jeta un de ses assaillants à la mer. Ernest Bevin est doué d'une inlassable énergie de meneur. Il est mû par des intentions si fortement implantées dans sa tête que, partant d'une modeste Union locale des Transports, il va créer une des plus puissantes organisations nationales. Il rencontre des oppositions qui affermissent son dessein et endurcissent son caractère. Vis-à-vis de ses collègues et de ses ennemis, Ernest Bevin est inflexible, et son autorité s'exerce contre les patrons et contre les Unions rivales qu'il veut briser. Il se sert de n'importe quels procédés, même enfantins, fronçant le sourcil et frappant sur la table afin d'intimider les chefs des associations d'employeurs qui finissent par céder à sa volonté.

Lorsqu'il l'appelle d'abord au cabinet de Guerre, puis au Foreign Office, Winston Churchill sait bien que Bevin a derrière lui les masses, de l'appui desquelles le gouvernement ne peut se passer, mais, fin psychologue, Churchill sait aussi qu'Ernest Bevin possède un moteur puissant : *the lust for power* (son appétit charnel pour le pouvoir). Les circonstances lui offrirent l'occasion de satisfaire cet appétit lorsque Winston Churchill eut besoin de cet instrument afin de s'appuyer sur le syndicalisme britannique.

Si l'on veut mesurer la puissance de Bevin, il faut savoir ce qu'est la Transport and General Workers Union : « une énorme machine bureaucratique », administrée dictatorialement, comprenant 13 régions et 15 sections industrielles. Elle comprend depuis les ouvriers les moins qualifiés de la métallurgie jusqu'aux ouvriers des industries chimiques, et s'étend des docks aux transports routiers.

Les directeurs des régions et les directeurs des sections industrielles sont nommés par le Bureau exécutif et par le Secrétaire général qui, en fait, est élu à vie. Toutes les affaires importantes sont traitées à Londres ou par les délégués du pouvoir central.

La Transport and General Workers a 1.300.000 adhérents et la General and Municipal Workers en a 900.000, soit 30 p. 100 du total des trade-unionistes.

Présent dans plusieurs industries et dans toutes les régions, la Transport and General Workers Union participe aux grandes négociations. Les fonctionnaires n'en sont pas élus ; ils échappent à l'action de la base ; la confusion des pouvoirs et la complexité de la *machinery* (appareil bureaucratique) permet aux leaders unionistes d'échapper plus facilement à l'influence des masses et d'éviter de jouer au grand jour le rôle désagréable de tampon entre le gouvernement et leurs troupes. L'habileté d'Ernest Bevin fut de faire entrer en jeu les masses tout en atténuant les réactions immédiates, et d'en escamoter la pression, grâce à la *machinery* ¹.

Dans sa montée vers le pouvoir, l'humour anglais a vu en Ernest Bevin des qualités napoléoniennes. Par son opiniâtreté, Bevin a fini par acquérir une position nationale. Il la dut, plus qu'à toute autre chose, à son *poids* ! Ce poids est celui de la masse des 3 millions de syndiqués qu'il représente ².

Ernest Bevin savait suivre une ligne droite sans dévier. Ses méthodes dictatoriales ne permirent pas à ses réalisations de rester fidèles aux principes trade-unionistes. Bevin eut le défaut de ceux qui sont atteints d'un impérialisme trop personnel ; son égotisme l'amenait à méconnaître qu'un militant doit s'ignorer ; aussi s'était-il identifié personnellement avec le mouvement, pensant : « Le trade-unionisme, c'est moi ! », tel, a-t-on dit, un petit Colbert ouvrier. Il n'avait pas une ambition dénuée de scrupules, comme ces arrivistes prêts à payer de n'importe quel prix des fins personnelles ; quoique aveuglé par sa volonté dominatrice, il était parfaitement honnête. Par cette honnêteté autant que par son caractère, Ernest Bevin avait quelque ressemblance avec Albert Thomas.

L'opposition était intolérable à son intransigeance. Ce qu'il avait désiré devait être accompli ; par exemple, et avant tout : réaliser l'uniformité là même où on ne s'y attendait pas ! Il s'était fait particulièrement détester en Écosse, lorsqu'en 1940, comme ministre du Travail, il fit mettre à exécution la « déportation » d'ouvriers écossais en Angleterre, à un rythme jusqu'alors inconnu, sauf « dans les régions soumises au régime nazi en Europe Centrale ». On l'interpella à la Chambre des Communes. Ernest Bevin répondit : « Je ne puis traiter ce problème sur des bases régionales. » L'emprise de Bevin sur les membres du T.U.C. resta jusqu'au bout considérable.

¹ DAVID LOW, LE CARICATURISTE DE *STAR* ET DE *EVENING STANDARD*, A SU TRADUIRE L'AGILITÉ ET L'ESPÈCE DE GÉNIE D'ERNEST BEVIN. LE *POLITICAL PARADE* EST UNE HISTOIRE DU PEUPLE ANGLAIS QUI CONTRASTE AVEC CELLE DES FINANCIERS ET DES DICTATEURS EN FACE D'UN MONDE DE STUPIDITÉ, DE GÂCHIS ET DE CRUAUTÉ ; TELS SONT LES MOTS PAR LESQUELS DAVID LOW TRADUIT SES INTENTIONS.

² DAVID LOW EN DONNE LE SYMBOLE GRAPHIQUE : IL DESSINE UNE TABLE RONDE ENTOURÉE DES LEADERS DU LABOUR PARTY, AVEC UN CHEVAL ÉNORME SYMBOLISANT LES TRADE-UNIONS, ET BEVIN DEBOUT, CARESSANT DE LA MAIN L'ENCOLURE DU CHEVAL ASSIS DANS LE FAUTEUIL, ET DISANT : « C'EST MON AMI ! » AILLEURS DAVID LOW MONTRE ATTLEE DANS UN PETIT CANOÛ ET BEVIN QUI S'AVANCE POUR Y PÉNÉTRER AVEC LE MÊME CHEVAL ; EN L'APERCEVANT, ATTLEE S'ÉCRIE : « MAIS VOUS ÊTEZ DONC FORCÉ DE L'EMBARQUER AVEC VOUS ? » (DAVID LOW, *BRITISH CARTOONISTS*, LONDRES, WILLIAMS COLLINS, 1942).

Un de ses adversaires disait de Bevin qu'il représentait le triomphe de l'organisation sur les principes, ajoutant que, comme Carnot pendant la Révolution française, « Ernest Bevin sauva le mouvement en violant les principes ».

Armé d'une mâchoire de dogue aux crocs solides, Aneurin Bevan est fils de mineurs gallois. Il est descendu dans la mine dès l'âge de treize ans. Ses camarades, les mineurs du Syndicat, l'envoient au Collège central du Travail à Londres. A son retour, il connaît les misères du chômage, mais en 1929, il est élu au Parlement. Son premier acte est une attaque si brutale contre Lloyd George que, plein d'admiration, son compatriote gallois s'écrie : « Beaucoup d'énergie et beaucoup de talent... un jour il sera Premier ministre. » En 1949, à Manchester, Aneurin Bevan attaque les Tories : « Aucune cajolerie ne pourrait arracher de mon cœur ma haine brûlante et profonde pour le parti tory qui m'a infligé mes épreuves. Ces gens sont pires que la vermine. » Aussi des Tories ont-ils fondé, à Londres, un Vermin Club, auquel adhèrent 75.000 membres.

La haine de Bevan pour les États-Unis est aussi extravagante que celle qu'il nourrit pour Herbert Morrison ou pour « ce vandale, ce bègue Churchill ». On dit de lui qu'il est doué d'une imagination élisabéthaine.

Bevan, invité à Belgrade, a exprimé son enthousiasme pour Tito, dans l'organe de Lord Beaverbrook, l'*Evening Standard*. Lorsqu'il parle de Beaverbrook, il le fait toujours avec sympathie, en ajoutant : « Cela me fera de la peine, mais quand nous prendrons le pouvoir, nous devons pendre ce brave Max au milieu de Fleet Street. »

L'admiration d'Aneurin Bevan pour Tito est une prime d'assurance qu'il paie à l'opinion contre les critiques qui pourraient lui être faites et l'accusation de lier partie avec les communistes contre le réarmement.

Lorsque Aneurin Bevan devint, dans le cabinet d'Attlee, ministre de la Santé publique, il put réaliser un système d'assistance médicale grâce auquel tout Britannique est en droit de s'inscrire sur la liste d'un médecin, de se faire soigner gratuitement, de recevoir du pharmacien les médicaments portés sur l'ordonnance et jusqu'aux appareils de prothèse dentaire, aux lunettes, voire aux perruques pour les chauves¹.

En présence de la résistance qu'il avait rencontrée au sein du Cabinet, Aneurin Bevan avait opposé les dépenses faites pour l'armement à celles que ses collègues refusaient à la santé sociale ; il avait traduit cette antithèse en une image pouvant frapper l'imagination populaire : « Il faut choisir, s'écriait-il, entre les lunettes et les canons. »

En avril 1951, prenant position contre le programme du réarmement de son chef Attlee², Bevan démissionne et prépare la lutte du 83^{ème} Congrès des Trade-Unions par la publication de la brochure *One Way only* (Une seule route).

¹ Rosmer, PARTI, SYNDICATS ET BEVAN, *LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE*, JANVIER 1952.

² *CHRONIQUES ÉTRANGÈRES* (LA DOCUMENTATION FRANÇAISE), 5 OCTOBRE 1951.

IL EST CURIEUX DE NOTER QUE LE GOUVERNEMENT CONSERVATEUR QUI A SUCCÉDÉ EN NOVEMBRE AU PRÉSIDENT ATTLEE A JUGÉ LUI AUSSI - COMME BEVAN - TROP LOURD LE PROGRAMME MILITAIRE DES TRAVAILLISTES.

À Blackpool, le 3 septembre 1951, le Congrès réunit des organisations représentant plus de 8 millions de travailleurs. Le président, Alfred Roberts, ne manque pas de constater les efforts et les sacrifices qu'impliquera le programme de réarmement : « La nécessité de 500.000 travailleurs supplémentaires exigera une redistribution de la main-d'œuvre ; les exportations devront être développées au détriment de la consommation intérieure et les prix des articles de ménage continueront à s'élever.¹ »

Ces observations rendent plus significatifs les votes du Congrès.

Alfred Roberts a fait appel aux congressistes afin qu'ils émettent une résolution invitant le gouvernement travailliste « à mettre fin à la guerre froide, en créant les conditions d'un désarmement général ».

Cinquante délégués sur 900 ont appuyé la résolution présentée par Edwards, au nom du Syndicat des Produits chimiques. Une résolution réclamant l'intensification des échanges Est-Ouest et demandant « aux États-Unis de cesser de s'ingérer dans la politique britannique », a été votée par 180.000 voix, mais repoussée par 5.200.000 voix comprenant les 1.200.000 membres du Syndicat de la Métallurgie et les 1.400.000 membres du Syndicat des Transports. Alors que, jusque-là, le T.U.C. avait appuyé une politique de stabilisation des salaires, devant l'augmentation du coût de la vie, le T.U.C. ne s'oppose plus à des augmentations de salaires. Aussi ne peut-on s'étonner de l'intérêt qui a accueilli les cinq mesures proposées par Tom Williamson, délégué du Syndicat national des Travailleurs municipaux, pour combattre l'élévation du coût de la vie : resserrement du contrôle des prix ; mesures de rationnement pouvant assurer le ravitaillement seulement deux jours sur sept ; assouplissement du système des subventions en les faisant porter là où l'actualité l'exige ; révision des méthodes et des frais du secteur de la distribution ; suppression de la taxe sur les achats en ce qui concerne les produits d'usage domestique ; contrôle des bénéfices et limitation stricte des dividendes.

Le Congrès travailliste qui avait eu lieu en octobre à Scarborough avait maintenu les bevanistes au Comité exécutif du parti. Les élections du 25 octobre 1951 donnent aux conservateurs 319 sièges, aux travaillistes 293, et 5 aux libéraux. Dans les scrutins, les bevanistes voient leurs majorités accrues par les élections.

Aneurin Bevan et ses huit lieutenants ont tous gardé leurs sièges. Deux d'entre eux, l'ardent ex-mineur gallois lui-même et son second, Harold Wilson, qui a démissionné du gouvernement en même temps que lui à propos des dépenses du réarmement, voient augmentées leurs majorités. Les sept autres reviennent aux Communes avec des majorités variant de 507 (John Freeman à Watford). Par 16.338 voix à Cannock, Jennie Lee, femme de Bevan, est élue.

La majorité de Bevan est accrue, ce dont aussitôt il se sert pour dire que, mieux que les leaders travaillistes, il représente les masses ouvrières.

Bien que jamais les travaillistes n'eussent groupé autant de voix, les élections du 25 octobre confirment l'existence de la crise, que ne veulent pas s'avouer à eux-mêmes

¹ *IBIDEM.*

les militants trade-unionistes. Son apparition brusque les étonne et les déconcerte. Ils n'imaginaient pas que l'atmosphère qui avait régné pendant la guerre ne se prolongerait pas. Mais les conditions ont changé ; l'atmosphère aussi. On doit rappeler ici une phrase de Thierry Maulnier qui s'appliquait à une étude écrite à propos de l'Human Engineering aux États-Unis ¹ :

Enquête sur la dynamique vivante qui juge les rapports officiels. La psychologie sociale peut dégénérer en moyen de gouvernement et en appareil de conservation dès qu'elle pose comme naturels les rapports sociaux existants, comme normale l'intégration de l'individu à ces rapports tels qu'ils sont, et explique les difficultés qu'elle rencontre par des défaillances d'ordre privé !

Les observations qui étaient suggérées à Thierry Maulnier par les nouvelles techniques humaines du grand capitalisme américain, peuvent-elles s'appliquer au trade-unionisme, alors que le climat des deux pays reste si différent ?

Les militants attachés aux traditions trade-unionistes ne se rendent pas compte que leur étonnement provient des surprises créées par les brusques discontinuités. Les transformations psychologiques sont beaucoup plus inattendues que l'effet des transformations matérielles. L'un des sentiments qui émeuvent et agitent l'homme moderne, c'est sa peur, ou plutôt ses peurs. Parmi celles-ci, « la peur de sa liberté qui *l'oblige à une difficile et dangereuse réflexion* », car une immense paresse s'ajoute à la lâcheté.

A propos des deux Congrès de Blackpool et de Scarborough, Rosmer expliquait récemment les hésitations et les divisions qui se manifestent dans les rangs du trade-unionisme, en faisant appel aux témoignages de ses membres : un mécanicien dont l'opinion est celle de la majorité travailliste ; un bevaniste très ardent qui a oublié qu'en Russie soviétique l'ennemi principal était les Trade-Unions et le Labour Party ; et un militant syndical présidant une des plus importantes Fédérations économiques du pays. Celui-là avait toujours été un syndicaliste révolutionnaire et, pendant la guerre, un des tenants des Shop Workers Committees dressés contre la politique d'adhésion à la guerre. Rosmer rencontre celui-ci transformé par le sentiment que la classe ouvrière ne peut décider seule lorsqu'il s'agit de questions intéressant la nation tout entière. Rosmer pendant son séjour en Angleterre, en automne 1951, découvre une Grande-Bretagne presque aussi divisée que les autres pays de l'Europe Occidentale et il définit ses impressions en disant : « C'est l'heure du choix. »

Quelques mois auparavant, en avril 1951, lorsqu'il avait pris position contre son chef Attlee, Aneurin Bevan affirmait que « au cours des cinq dernières années, depuis l'arrivée au pouvoir des travaillistes (juillet 1945, date de leur victoire électorale), nous avons accompli la plus grande construction sociale que le monde ait jamais vue ». Et, certes, il est vrai que le visage traditionnel de l'Angleterre a été radicalement transformé, seulement cette transformation s'est produite non en cinq ans, mais en un demi-siècle.

Il y a un siècle, Disraeli avait pu écrire : « Un gouffre infranchissable séparait le riche du pauvre, les privilégiés et le peuple formaient deux nations gouvernées par des lois différentes, avec une profonde incapacité de compréhension mutuelle. »

¹ Michel Crozier, *HUMAN ENGINEERING*, OP. CIT.

En 1885, Joseph Chamberlain constatait qu'un millier de propriétaires se partageaient le tiers des terres, et il déclarait que la classe laborieuse était plus déshéritée qu'à la fin du XV^{ème} siècle. Et Huxley notait que les conditions de vie des sauvages de Nouvelle-Guinée étaient plus décentes que celles de certains Londoniens dans le West-End ¹.

En Angleterre, le nivellement va se faire d'abord par l'impôt sur le revenu et, à partir des commencements du XX^{ème} siècle, l'État, qui ne prélevait que 2 à 3 p. 100, porte ce taux à 8 p. 100 en 1913, puis à 51 p. 100 en 1919, à 78 p. 100 en 1939, et à 94 p. 100 en 1945, taux maxima qui s'applique aux revenus supérieurs à 100.000 livres sterling (98 millions de francs). C'est avant l'arrivée des travaillistes au pouvoir que la réforme fiscale avait été accomplie par des gouvernements conservateurs. Mais l'impôt sur le revenu avait été complété par les droits de succession : la taxe de 8 p. 100 introduite en 1894 avait été portée à 15 p. 100 en 1909, à 20 p. 100 en 1914, à 40 p. 100 en 1919, à 50 p. 100 en 1930, et à 65 p. 100 en 1940, taux que le gouvernement travailliste a élevé à 75 p. 100 en 1946 et à 80 p. 100 en 1949 ².

En quarante années, la distance économique entre les classes élevées et les masses a été singulièrement réduite. Et cette réduction se traduit par la ressemblance des niveaux de vie qui s'est produite depuis les douze dernières années : cinq sixièmes de la population qui possédaient un revenu inférieur à 500 livres possèdent aujourd'hui un pouvoir d'achat supérieur de 25 p. 100 à celui d'avant-guerre. Par contre, l'autre sixième de la population voit son niveau de vie moyen réduit de 30 p. 100.

Par exemple, un fonctionnaire civil dont, en 1949, le salaire était de 950 à 1.250 livres, possède un pouvoir d'achat inférieur de moitié à celui qu'il avait avant-guerre. Un rentier qui vivait sur un revenu de 1.500 livres en 1938, voit son revenu réel réduit de 53 p. 100 par rapport à l'avant-guerre. Le revenu réel d'un juge de la Haute-Cour est réduit de 62 p. 100 depuis 1938. Et, si le même juge gagnait aujourd'hui dix fois plus que son père en 1913, son niveau de vie atteindrait à peine le tiers de celui de son père.

En 1900, le banquier et l'industriel possédaient un revenu net de 25.000 livres qui représentait un pouvoir d'achat 340 fois supérieur à celui du mineur. Ils voient à présent cette proportion se réduire à 9. Et le traitement de 5.000 livres du juge représente un niveau de vie 5 fois supérieur à celui du mineur, contre 70 fois en 1900.

On se trouve aujourd'hui en présence d'une échelle sociale que l'on peut diviser ainsi d'une façon approximative :

1° une classe ouvrière de 18.700.000 salariés ³ ;

2° 1.551.000 chefs de famille qui, en moyenne, vivent de 1,8 à 2,6 fois mieux que les salariés ;

¹ QUARTIER DE LONDRES CONSIDÉRÉ COMME ÉLÉGANT.

² LES DROITS DE SUCCESSION SONT TRÈS PROGRESSIFS ET, PAR SUITE, BEAUCOUP MOINS ÉLEVÉS POUR LES SUCCESSIONS MOYENNES.

³ EFFECTIFS DES TRADE-UNIONS : 1892, 1.000.600 ; 1947, ' PLUS DE 9 MILLIONS.

3° la troisième classe, la « gentry », soit 434.000 chefs de famille dont 78 p. 100 atteignent le coefficient de 3,6 et 18 p. 100 celui de 6,9, tandis que 3.000 seulement dépassent le coefficient de 11¹.

Il y a encore un autre signe de cette transformation sociale la diminution de leur standing économique empêche beaucoup de membres des professions libérales de consacrer les sommes nécessaires à l'éducation traditionnelle que leurs enfants avaient coutume de recevoir.

On doit reconnaître que les gouvernements conservateurs avaient pris l'initiative de ces transformations par leurs réformes fiscales, et que, depuis leur victoire sur le parti travailliste, ils poursuivent la même politique que celui-ci, présentant au Parlement un budget qui obéit à la même inspiration. La nation tout entière et l'opinion publique sont d'accord : elles ont voulu ce qu'on a fort justement appelé « une révolution sans effusion de sang »².

¹ IL FAUT TENIR COMPTE DU NOMBRE DES PETITS COMMERÇANTS QUI ÉCHAPPENT AU FISC.

² j. H. Huizinga, *LE MONDE*, 14 ET 15 MARS 1952. - Cf. Pauline gregg, *SOCIAL AND ECONOMIC HISTORY OF BRITAIN, 1760-1950*, LONDRES, HARRAP, ET G.D.H. Cole; *SOCIALIST THOUGHT, 1789-1850*, LONDRES, MAC MILLAN, 1953.

Chapitre V

Valeurs humaines face aux idéologies

[Retour à la table des matières](#)

Au début de son livre, *Figures de Proue*, René Grousset posait la question suivante : « La direction prise par l'humanité est-elle le fait de l'homme ou des hommes ? Faut-il voir la poussée de l'espèce, ou, pour une bonne part, la décision consciente des conducteurs de la tribu, choisissant pour celle-ci la route à suivre à la croisée des chemins.... » Et il évoquait une aube en forêt, un rond-point dans une clairière, et des pistes, en apparence toutes semblables, presque parallèles au départ et qui, insensiblement, s'écartent : « Le choix qui va se faire déterminera, dit-il, le destin de la journée.... C'est en de pareils instants que se sont toujours révélés les hommes-chefs... aux carrefours décisifs de l'histoire. ¹ »

On ne peut nier qu'il existe des carrefours décisifs de l'histoire, et l'été de 1940 aura été de ceux-là. Mais ces carrefours, ces dates-clés sont rares et elles sont peut-être moins décisives aux yeux d'un historien que l'existence quotidienne d'un peuple, le caractère des groupes et l'esprit des individus qui les composent. Qu'eût pu Churchill sans l'âme civique des Anglais ?

N'existe-t-il pas pour chaque peuple un destin qui, à certaines heures, peut être dévié ou redressé par ceux que, avec une nuance trop admirative, René Grousset ap-

¹ René Grousset, *FIGURES DE PROUE*, PLON, 1949.

« JE VOUDRAIS ÉVOQUER ICI LA FIGURE DE QUELQUES-UNS DE CES HOMMES SURGIS DE LOIN EN LOIN AUX CARREFOURS DÉCISIFS DE L'HISTOIRE... » DIT-IL. MAIS POURQUOI L'EXPRESSION « HOMMES-CHEFS » ?

pelle les hommes-chefs ? Même si l'action de ceux-ci peut être intervenue, l'ivresse du succès personnel ferait payer très cher cette action à un peuple qui ne se déroberait pas à sa dette par son ingratitude. La psychologie d'un peuple à notre époque est sensible à trois influences les masses, les élites closes et les élites ouvertes. Sans doute les masses sont-elles souvent emportées par les vagues de courants qui passent, et soumises aux vicissitudes de l'opinion versatile ou aux entraînements des passions tyranniques. En face de ces courants, même lorsqu'il leur arrive d'ouvrir les écluses, les classes dirigeantes ou les synarchies de technocrates restent passives en regardant le développement des événements qu'elles ont déclenchés.

A ces élites closes qui ont souvent manifesté leur impuissance, on peut opposer les élites ouvertes dont l'origine est le peuple des obscurs qui, sans gestes, dans la sobriété de leurs paroles, vivent d'une existence apparemment soumise à la routine du métier, mais dont la vie intérieure reste libre et garde le sens des responsabilités personnelles. Ces responsabilités, ils les prennent chaque jour en accomplissant en conscience leur tâche individuelle. Ils pourraient davantage. C'est de ces obscurs qu'il dépend en partie, par leur choix, d'aiguiller le destin collectif de leur pays, de former une communauté vivante au lieu de la laisser envahir et submerger.

Il ne s'agit plus de ces hommes spectaculaires surgis de loin en loin, mais de petites gens dont l'influence naît de leur comportement quotidien, de leur patience et de leur courage.

Les militants appartenaient à ces humbles, qu'ils fussent d'origine rurale, comme Varlin, ou issus du prolétariat industriel, comme Merrheim.

Les commencements du mouvement ont coïncidé avec ces générations ouvrières qu'on peut appeler celle d'Agricol Perdiguier (né en 1805) et d'Anthime Corbon (1807) ; celle de Jérôme Gilland et de Martin Nadaud (1815), et celle de Tolain (1827) et de Varlin (1838) dont l'un avait vingt ans en 1848 et l'autre vingt ans en 1860. Et depuis ces générations, les militants qui les ont suivis ont toujours été fidèles à leur exemple, la plupart d'entre eux sacrifiant souvent à leur foi leur liberté et leur santé. Parfois une chance exceptionnelle a permis, au même moment, de centrer sur le même effort des personnalités diverses et complémentaires : Émile Pouget, Paul Delesalle, Merrheim et Victor Griffuelhes. On leur doit la grandeur du mouvement ouvrier français.

L'élan des masses est sujet à deux dangers qui, au XIX^{ème} siècle, risquaient de les rendre sujettes à de périodiques découragements et qui, dans les temps modernes, les exposent aux jeux d'illusions. Seuls les objectifs véritables des valeurs humaines, dont il sera question plus loin, préservent, au foyer de la communauté française, des forces dynamiques et des énergies spirituelles. Les militants ont été dans le passé des guides prêts, comme le disait Merrheim en 1919, tantôt « à se jeter à la tête du cheval emporté » afin de l'arrêter au bord du précipice, tantôt à dire aux masses « la vérité virile » en leurs colères.

Le rôle des militants est devenu plus difficile depuis que les masses se sont accoutumées aux paroles flatteuses des charmeurs de foules. Les militants ont à maintenir un équilibre en face des surenchéristes et en face des alarmistes. Mais, un autre

danger auquel ils doivent parer, c'est la présence d'un État à la fois complaisant et tyrannique, cet État « omnivore »¹ auquel seule peut porter remède l'organisation autonome du monde du travail, si l'on ne veut pas que l'État entretienne des parasites aux dépens de celui-ci.

Le rôle des militants a été salubre dans le passé. Il devient la condition vitale sans laquelle ne pourraient exister ni un syndicalisme constructif, ni un mouvement ouvrier humain, à une époque où règne « le nouvel homme moyen, l'homme-masse », celui que Ortega y Gasset définit « l'individu qui ne se croit que des droits et aucune obligation ». A la différence de l'homme-masse, le militant est caractérisé « par l'intime nécessité d'en appeler de lui-même à une règle qui lui est extérieure, qui lui est supérieure et au service de laquelle il s'enrôle librement ». La fonction essentielle du militant est de rendre à chaque instant sensible aux yeux des masses le fait, trop facilement oublié, que la civilisation « est une invention et une construction prodigieuse qui ne peuvent se maintenir que par de grands et prudents efforts. » Dans *La Révolte des masses*, Ortega y Gasset a écrit :

La perfection même avec laquelle le XIX^{ème} siècle a donné une organisation à certains domaines de la vie est la cause pour laquelle les masses bénéficiaires la considèrent, non pas comme une organisation, mais comme un produit de la nature. Ainsi s'explique l'état d'esprit selon lequel rien ne préoccupe plus les masses que leur bien-être, car elles ont coupé tout lien de solidarité avec les causes de ce bien-être.

Or les masses n'imaginent pas, et il importe de leur expliquer deux faits sociaux ; le premier est que, si se sont produites quelques lentes améliorations dans la condition sociale, celles-ci ne sont pas dues au seul esprit revendicatif et aux paroles dorées des démagogues, mais à un autre progrès plus décisif : une révolution intérieure dans les cerveaux et dans les cœurs, l'humble compréhension de certaines vérités sociales parmi lesquelles la nécessité d'établir « la justice dans la cité » si l'on veut jamais approcher d'une société fraternelle. Mais une approximation de cette équité sociale n'est pas possible par un miracle improvisé ou par la brutalité d'une prise du pouvoir politique ; ces méthodes feraient rétrograder une société vers un état de fait de violence et de rapacités, dont ne profiteraient ni les plus dénués, ni les plus humains des individus. Ces progrès impliquent une transformation profonde des sentiments et des pensées. Aussi ne faut-il « chercher l'absolu, ni dans l'histoire, ni dans le jardinage » (Pierre Gaxotte). Surtout, les personnes qui forment les masses et s'en détachent dans leur existence et dans leurs tâches quotidiennes doivent se persuader de ceci : que l'on n'obtient rien de solide si l'on n'apporte beaucoup de soi à l'effort commun. La conquête du mieux-vivre et du mieux-être dépend du fait qu'on agit beaucoup plus pour les autres que pour soi. Sans ce don personnel au festin commun, la table se trouverait vide. Cette participation, et ne craignons pas de le dire franchement, ce sacrifice efficace est seul capable de commander la réussite et la durée.

Il faut reconnaître la marche syncopée des progrès humains, et comprendre la nécessité d'accepter l'imperfection, la versatilité des êtres, afin que les désillusions ne vous enlèvent pas le goût d'agir, de persévérer et l'espoir des lendemains meilleurs.

¹ L'EXPRESSION EST DE LUCIEN LAURAT DANS SON *COMMENTAIRE DU MANIFESTE COMMUNISTE*, ÉDITIONS SELF, 1948.

C'est seulement grâce à la ténacité d'un mouvement ouvrier dynamique que les militants pourront réaliser un syndicalisme « qui sera un grand instrument de combat et un grand novateur ». La formule est de Victor Griffuelhes, mais elle est aussi vraie à présent qu'aux temps où il était un des animateurs du mouvement ouvrier en France. Les militants constituent la force nécessaire à l'époque où la deuxième révolution industrielle a créé une ambiance de travail technique propre à « désâmer » tant de bons travailleurs :

L'histoire du mouvement syndical nous apprend que les ouvriers lisent peu, qu'ils sont beaucoup plus sensibles à la parole qu'à l'écrit.... Il faut donc compter, en toutes circonstances, avec l'appui décisif qu'apportent encore ces syndicalistes obscurs qui ont la foi, qui ont assisté à la réunion, qui ont lu le journal, la brochure ou le tract et qui, sans se ménager, en répandant l'essentiel dans les petits groupes, à l'entrée ou à la sortie des usines, à l'heure de la pause ou du repas, dans le métro ou le train de banlieue ¹.

Ainsi la tâche des ouvriers de la base est-elle définie par l'un des plus modestes et des plus sûrs militants et qui restera l'un des grands.

Une apathie certaine ne saurait nous décourager. La façon la plus efficace de la vaincre est d'imposer au syndicalisme des responsabilités plus lourdes ; parce que les effectifs augmentent sans cesse, il faut pourvoir à la formation de ces militants inconnus qui sont les agents de liaison indispensables, il faut accroître le nombre des syndiqués garants des vertus ouvrières : camaraderie, compréhension, tolérance, entr'aide et solidarité.

Quelles sont donc ces valeurs humaines dont des militants comme Varlin, Fernand Pelloutier, Merrheim et Georges Vidalenc veulent préserver le trésor et étendre les richesses à un nombre d'hommes, chaque jour plus grand, car elles apparaissent à leurs yeux comme la tradition spirituelle des sociétés ouvrières et du syndicalisme ?

Ces valeurs sont : une honnêteté qui exige la lucidité et le refus monétaire des jugements définitifs ; la tolérance vis-à-vis d'autrui ; l'intelligence de la diversité et la recherche de la pureté des opinions ; une attitude de l'esprit capable de vous rendre sensible à la situation des êtres proches. A ces fins, il faut vivre dans un climat de sentiments qui nous permette d'aller jusqu'au sacrifice de nos passions et de nos propres intérêts si l'équité le commande ; enfin vouloir que nos actes servent à la construction d'une société d'entr'aide fraternelle.

Pierre Bottero compare l'existence de chacun à une ligne mélodique dont l'image vivante est le crescendo beethovenien, grâce à une fusion, une ouverture de soi, un oubli de soi.

C'est là l'attitude d'un être qui *sait écouter*, mais qui ne se résigne pas à une révolte stérile. Sans doute il faut écouter et comprendre, mais aussi agir. Les militants ont su créer dans l'immédiat (ainsi les Bourses du Travail) et, pour l'avenir, poser les premières armatures d'édifices nouveaux.

¹ Georges Vidalenc, LES MILITANTS IGNORÉS, *REVUE D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE*, n° 4, DÉCEMBRE 1951, DANS L'ENQUÊTE SUR « MASSES ET MILITANTS ».

« Notre ambition commune, a dit Léo Lagrange, est de sauver les valeurs spirituelles du monde et pour cela nous comptons spécialement sur la jeunesse, cette réserve d'or des nations, parce qu'elle garde profondément les sentiments de l'amitié et de l'amour »

Parallèlement à l'état d'esprit des ouvriers de la base, quelle est la pensée de la jeunesse des Écoles sur l'organisation actuelle du travail et sur le mouvement ouvrier ?

On peut dégager une première approximation d'une enquête faite parmi les élèves d'une grande École d'enseignement supérieur¹ et dont voici les données essentielles

Ces jeunes hommes n'ignorent pas les suites de la seconde révolution industrielle et de l'éclatement des métiers. Ils ne sont pas restés insensibles aux difficultés de notre temps. Ils se sont trouvés en contact personnel et direct, soit avec des agglomérations industrielles, soit avec des artisans, soit avec des ouvriers spécialisés de la production en série. Ils ont donc pu confronter les deux tendances parallèles entre lesquelles se produit une polarisation de la main-d'œuvre. En face d'un artisan d'aujourd'hui, mais appartenant aux traditions d'autrefois, l'un d'eux révèle sa sympathie admirative : « Il est ainsi des hommes que l'on admire et que l'on sent rayonner quand on les contemple de plus près.... Et je ne puis, chaque fois que je les regarde travailler à la dérobée, m'empêcher de songer au monde des ouvriers tel qu'il devait être il y a cent cinquante ans.... » Aujourd'hui, la plus profonde des transformations psychologiques et sociales accomplies est le fait que l'action et la création ouvrières ne soient plus individuelles, mais collectives. Le problème est de passer d'une mystique individualiste à une mystique d'*ensemble* : « L'unité, dans la création, disparaît. La création est oeuvre d'un groupe.... C'est là le nœud de la question, et c'est là où le drame commence.... »

Et le drame est bien d'abord effectif et éthique : *les collectivités du passé perdent leur âme : celles du temps présent ne parviennent pas à s'en donner une....* La dépendance, si l'ouvrier l'accepte, c'est bien parce qu'elle remédie à l'insécurité dont il souffre. Ce qui est grave, c'est que cette dépendance ne soit pas seulement d'ordre économique et matériel. Elle exerce une influence morale : « Le travailleur humble est un bourgeois en germe, et le bourgeois *tel qu'il le voit*, présente un mauvais exemple² », parce qu'il en saisit l'image dans le cadre de la recherche d'un profit générateur de luxe.

L'ouvrier aperçoit la volonté du gain et l'étalage de la richesse, et non l'effort qui l'a produite. Dans le monde moderne, l'ouvrier est en proie à des sollicitations très diverses et, parmi les exemples qui lui sont offerts, les plus difficiles à suivre sont les exemples d'empire de la volonté et de la raison sur les instincts, sans doute parce qu'ils sont pour la plupart cachés et qu'ils se passent dans le monde de la vie intérieure.

¹ ÉCOLE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER, 1950, RAPPORTS DE robert pageard ET françois canteau.

² Robert Pageard, *OP. CIT.*

Quelle action en ce sens peut s'exercer sur les sentiments, dans une existence soumise aux courants qui dominent la société moderne et dont est si forte la pression qui entraîne les individus, souvent en dépit d'eux-mêmes ?

Doit-on donc penser qu'à la majorité de ceux qui travaillent s'impose une destinée contre laquelle on est impuissant ? Ainsi s'effondrent des valeurs qui ne sont plus adaptées au cadre de la vie contemporaine. Il est vain de croire que les hommes déméritent. Ils ne sont sans doute pas moins capables d'enthousiasme que les générations qui les ont précédés, mais la plupart de ceux qui se livrent à des occupations automatiques sont pris dans l'engrenage d'une existence qui rend difficile la méditation dans le brouhaha d'une usine, dans la hâte des bureaux ou dans la cohue d'un wagon de métro. Il faudrait que l'ouvrier puisse comprendre le mécanisme où il se trouve inséré. Cette conscience concrète pourrait résulter de ce que, commandant sa machine, le travailleur éprouve une sorte de fierté non négligeable.

Ou bien, l'ouvrier peut avoir une vision d'ensemble du travail des ateliers, ainsi que le rapporte M. van der Meersch, lorsque, au cours d'une grève, il circule parmi eux en se faisant expliquer la marche de certaines machines.

L'enquête poursuivie a été exactement résumée dans le rapport de François Canteau qui reflète bien l'état d'esprit de ces élites des écoles. En voici les deux conclusions :

Tout effort, même en apparence inutile et non productif, qui sera tenté pour garder à l'homme sa noblesse, sera un pas fait en avant.... Ceux qui doutent de la valeur humaine des travailleurs d'aujourd'hui devraient plutôt regarder cet immense mouvement d'espoir qu'est l'histoire des masses laborieuses.

Ces deux conclusions prouvent les sentiments de compréhension et de sympathie qu'éprouvent les jeunes en face de la crise dont souffrent le prolétariat et le travail.

La première conclusion ne peut avoir aucune prise sur la mentalité des manœuvres spécialisés dans les conditions techniques et économiques où les place l'organisation du travail telle qu'elle a été décrite plus haut.

La seconde conclusion pourrait agir sur l'imagination des ouvriers spécialisés, chez lesquels l'évolution des connaissances techniques a développé, en des sens multiples, le savoir faire auquel nous faisons allusion dans le préambule de la quatrième partie.

Il faut ajouter aussitôt qu'elles sont sans action sur l'ensemble des masses ouvrières engagées dans les productions industrielles d'à présent.

On ne doit pas s'étonner si ces masses se sont naturellement portées vers les maigres idéologies que leur offrent les partis politiques. Et, les partis socialistes les ayant déçues, elles sont attirées par le parti communiste. Il ne sert à rien, pour les en détourner, de parler de mythes ou des couleurs versatiles et multiformes des tactiques marxistes. Celles-ci ont donné aux masses le sentiment que le parti communiste représentait leurs intérêts. Une raison explique cette audience : l'aveuglement des bourgeois.

sies industrielles et la hâte avec laquelle elles profitent des situations de fait pour reprendre d'un côté ce qu'elles ont concédé de l'autre.

Chapitre VI

Productivité, cogestion et responsabilité

[Retour à la table des matières](#)

Au lendemain de la destruction de Hambourg, le 21 juillet 1943, Hans Erich Nossack¹ écrivait : « ...Nous attendions que quelqu'un nous dise : Réveillez-vous donc, ce n'est jamais qu'un mauvais rêve.... Et comment aurait-on pu nous réveiller ?... Nous n'avons plus de passé. » Il évoquait une tragique Allemagne dont l'effondrement s'exprimait par des exemples comme celui-ci : un jeune garçon de dix-sept ans, au visage frais et clair, enfantin, aux yeux rieurs, enfant difficile, épris de liberté, a lu des romans policiers et vu beaucoup de films. Il est habitué aux bagarres, aux coups de revolver rapides, et les destructions lui ont enseigné le mépris de la vie humaine. Il rentre à Dresde, le lendemain du grand bombardement, et ne retrouve qu'un tas de gravats brûlants et de corps calcinés, là où étaient sa mère et sa maison. Aussi, lorsque arrêté pour la vingtième fois, dans la Jeep qui l'emporte, il découvre un revolver dans une des poches, il abat les deux M. P. qui l'escortent : « Si j'avais eu quelque part un foyer, je n'aurais jamais commis pareil crime », déclare-t-il.

De ce drame national, Hans Erich Nossack déduit ces sinistres conclusions : « Valeurs effondrées, toutes significations morales effacées, une jeunesse errante et

¹ Hans Erich Nossack, *INTERVIEW AVEC LA MORT*, TRADUCTION DE DENISE NAVILLE, GALLIMARD, 1950, pp. 245-246.-Cf. Hans Bembe, *SANG DANGEREUX*, STOCK. - George Glaser, *SECRET ET VIOLENCE*, CORRÊA, 1951. GEORGES GLASER, NATURALISÉ FRANÇAIS, SE RETROUVE PRISONNIER DANS LE VILLAGE DE SON ENFANCE.

vagabonde, et sept cent mille jeunes gens qui, à la sortie de l'école, sont sans apprentissage et sans travail. »

Durant l'hiver 1950-1951, il y avait encore en Allemagne 2 millions de chômeurs. Les conditions de l'existence, même pour un ouvrier spécialisé, sont pénibles ; les prix sont montés trois fois plus vite que les salaires. Un ménage ayant deux enfants doit vivre sur un salaire hebdomadaire de 90 marks par semaine (7.200 F). Ses dépenses en nourriture s'élèvent à 40 marks (3.200 F) par semaine ; seul l'homme mange deux fois de la viande à la cantine. Tout ceci sans parler des autres dépenses qu'ajoutent loyer, chauffage, gaz, électricité, vêtements et frais de l'école pour les enfants....

Cette situation et la présence d'une masse de sans-travail créent de sourds mécontentements dont cherche à profiter ce que Robert d'Harcourt appelle « le retour des Spectres »¹. Ce retour est un avertissement salutaire. Il peut contribuer à consolider la résistance à une minorité effrénée et spectaculaire dont Robert d'Harcourt définit la folie rétrospective. L'écrivain ajoute qu'elle rencontre une réprobation dans la masse allemande, « mais que celle-ci aura à vaincre la puissance de contagion du mal ».

Cette résistance et cette réprobation ont trouvé un appui solide grâce à l'organisation du syndicalisme ouvrier, qui possède une forte structure dans le D.G.B., structure qu'il n'avait jamais connue dans le passé.

Là est la raison d'espérer, en faisant confiance à ces forces nouvellement ordonnées et dont l'union assurera l'indépendance : « Les ouvriers ont été les Allemands les moins attirés par les aspects politiques du régime national-socialiste. Aujourd'hui, ils sont les plus proches de l'équilibre spirituel. Sans illusion, jugeant sainement les événements avec un mélange harmonieux de sentiments nationaux et internationaux, ils sont fiers des conquêtes ouvrières dans le domaine social faites sous l'empire et sous la République de Weimar. » Ils luttent pour obtenir à nouveau et développer les avantages précédemment conquis ; ils luttent aussi pour leur participation, sur un pied d'égalité, à la direction de l'Économie nationale. Ils n'admettront jamais d'être réduits de façon permanente à un niveau de vie inférieur à celui de 1936, et cela par quoi que ce soit. Ce standard de vie de 1936 n'est pas celui du temps de crise de 1932. Ils ne veulent pas que l'État démocratique, qu'ils considèrent comme le leur, amène un niveau de vie inférieur à celui qu'était parvenu à leur donner, en 1936, le régime national-socialiste qu'ils détestent (Eugène Vogan).

I

Les leçons de l'expérience et les rencontres entre les syndicalistes allemands et les syndicalistes des autres pays, ont élargi les ambitions du D.G.B. La Confédération a voulu définir son programme dans toute son étendue, et elle en résume l'essentiel dans une publication à destination de l'étranger, parue le 18 mai 1951.

¹ Robert D'harcourt, LE RETOUR DES SPECTRES, *REVUE DES DEUX MONDES*, 15 JUILLET 1951.-Cf. SES CITATIONS DE WALTER VON CUBE ET LES TÉMOIGNAGES DE LUCIDITÉ COMME LE SIEN.

La Confédération D.G.B. prend d'abord nettement position contre la politique du libéralisme économique qui a été suivie par la République Fédérale : par suite de l'effondrement total dans les domaines économique, social et politique, l'Allemagne est incapable d'assainir son Économie sans avoir recours à un système de dirigisme et de planification consciemment poursuivi.

Ce programme économique, la Confédération rappelle qu'elle en avait posé les principes au Congrès de fondation de la Fédération des syndicats, en octobre 1949.

Chercher à réaliser un équilibre dans la balance des paiements en adoptant une politique de déflation aurait pour conséquence un accroissement massif du chômage.

La Confédération déclare que les syndicats combattront avec tous les moyens dont ils disposent une politique qui, au lieu de réduire le chômage, ne ferait que l'augmenter. Elle réclame une politique coordonnée, tendant à accroître la production et la productivité et dont les résultats seraient d'améliorer le niveau de vie de l'ensemble de la population, de mettre fin à la répartition disproportionnée des revenus et de réduire la consommation exagérément élevée de certaines classes de la population.

La confédération affirme qu'il est indispensable de réaliser une production et une productivité plus grandes, si l'on veut obtenir une répartition meilleure du produit social. Et cette répartition doit avoir comme premier objet d'assurer deux choses : un revenu réel pour les travailleurs et les économiquement faibles, et le plein emploi.

Telles sont les revendications du programme syndicaliste présenté par le D.G.B.¹. Et voici les mesures que propose son programme :

Il critique d'abord la politique des investissements. Ceux-ci sont en majorité des investissements individuels. Des sommes considérables ont été investies dans l'industrie des biens de consommation, dans le commerce, les transports, les banques, l'hôtellerie, les assurances et même les administrations publiques ; ils s'agit dans ce cas, en partie, d'investissements inappropriés. D'autres investissements, bien qu'utiles, ont été effectués à une époque où, au point de vue de l'Économie nationale, ils étaient plus urgents ailleurs, étant donné les moyens disponibles. On a négligé les investissements dans les industries de base les plus importantes : les investissements effectués au profit des industries du charbon, de l'acier et de l'énergie sont restés inférieurs au volume indispensable du point de vue de l'Économie nationale.

La Confédération D.G.B. constate que cette politique ou plutôt cette absence d'une politique des investissements a eu pour conséquence que l'Économie allemande souffre à présent de la pénurie de charbon, d'acier et d'énergie. Le résultat sera une régression de la production.

Par une politique de planification des investissements, il faut donc développer les industries et les branches économiques en mesure de couvrir les besoins vitaux et de contribuer à l'amélioration de la balance des paiements. Il faut également intensifier

¹ Cf. SUR UN PROGRAMME ÉDUCATIF : L'ÉDUCATION OUVRIÈRE DANS LES SYNDICATS LIBRES D'ALLEMAGNE OCCIDENTALE, *LES CAHIERS FERNAND PELLOUTIER*, 2^{ÈME} ANNÉE, OCTOBRE 1950.

les constructions de logements en les combinant avec la nécessité de créer de nouveaux emplois ou celle de transplanter de la main-d'œuvre ; d'où un vaste programme social de construction.

La conclusion de la Confédération ouvrière est que les investissements devraient être autorisés et encouragés uniquement là où ils se traduiraient par un accroissement du rendement économique ; on devrait arrêter tous autres investissements privés. Le D.G.B. demande que les investissements effectués par les entreprises industrielles soient, en principe, mis à la disposition de l'institut des Crédits pour la Reconstruction. Le montant de capital constitué par les amortissements, les bénéfices, les recettes des assurances et les fonds d'épargne sera nouvellement réparti par l'Institut de Crédit pour la Reconstruction selon des degrés de priorité d'ordre économique national. En ce qui concerne les degrés de priorité, un ordre de répartition devrait être prévu qui tiendrait compte surtout des houillères, de la sidérurgie, de l'industrie de la production d'énergie, des constructions sociales de logements, des installations de transports, des constructions navales, des industries susceptibles de réduire les importations, des entreprises vitales des régions sinistrées, et de l'agriculture pour l'exécution d'un programme de production intensive. Et le D.G.B. donne pour exemple de ce programme le fait que le développement des centrales électriques rendrait disponibles 10 à 20 millions de tonnes de charbon par an pour l'Économie allemande.

En ce qui concerne le commerce extérieur, le D.G.B. suggère également un certain nombre de mesures qui permettraient de limiter les charges des importations et de développer et faciliter les exportations. Mais il estime que la politique visant à diriger les importations et les exportations n'aurait un plein succès que sous la condition d'une planification conforme aux nécessités de l'Économie nationale : « Il faudrait centraliser toutes les questions de contingentement des matières premières en un seul service où les syndicats seraient représentés avec pouvoir de décision. »

La Confédération réclame également la réglementation raisonnable de la structure des salaires et des prix et la suppression de la divergence entre les prix et les salaires.

Par suite de la disproportion qui existe entre les salaires et les prix depuis la réforme monétaire, il s'est produit un épuisement du pouvoir d'achat au détriment des couches de la population socialement les plus défavorisées.

La politique des syndicats vise à fixer les salaires en rapport avec la structure des prix. La Confédération rejette un nouveau règlement de la conciliation comprenant la possibilité d'une conciliation obligatoire.

Les syndicats sont hostiles à la recommandation qui a été faite au Gouvernement Fédéral d'introduire des salaires proportionnés au rendement. Non que les syndicats rejettent le principe lui-même : seulement « le salaire et la productivité ne peuvent être liés que dans le cas où le rendement quantitatif du travailleur n'est pas considéré comme seul-capable de donner la mesure exacte de la production ».

Les expériences ont montré que les salaires et la productivité ne peuvent être liés que dans le cas où les bénéfices moyens réalisés par unité de production, sont considé-

rés en même temps. Les syndicats veulent s'assurer que les salariés qui ont réalisé un rendement supérieur obtiennent une participation appropriée dans la répartition des profits découlant de cette augmentation.

La planification générale devra englober en outre la construction d'écoles et d'hôpitaux. On pourra réduire les coûts de construction en rationalisant l'industrie du bâtiment et en adoptant de nouvelles méthodes. Il faudra dans ce plan éviter l'augmentation excessive des loyers et limiter ceux des logements nouvellement construits.

La Confédération se préoccupe de l'augmentation de la production et de la productivité dans l'agriculture allemande, afin de parer aux difficultés d'approvisionnement de l'Allemagne Occidentale.

Le niveau des salaires des ouvriers agricoles doit être amené au niveau des salaires des ouvriers de l'industrie. La Confédération croit que le pourcentage du prix de vente des produits agricoles, destinés au producteur, pourra être relevé simultanément en même temps que la réduction du prix à la consommation, à condition de limiter les circuits commerciaux et les marges commerciales. Les institutions coopératives doivent être encouragées.

II

Participer à la gestion de l'entreprise dans laquelle les ouvriers travaillent, telle est la *cogestion*, ou le droit de codécision¹. En 1945, des Comités d'entreprise ont été créés dans les mines métallurgiques et dans les mines de charbon de la Ruhr mises en tutelle par les Alliés. Dans ces Comités, les ouvriers ont autant de délégués que les chefs d'entreprise.

Le syndicalisme ouvrier a fait sienne la généralisation du droit de cogestion ou de codécision, en étendant ce régime à toutes les industries allemandes.

Les syndicalistes ouvriers pensent que la cogestion est le seul moyen pour les ouvriers d'obtenir une influence sur la vie économique et d'avoir un droit de regard sur la situation des prix et des salaires. Le droit de cogestion se rattache donc étroitement au programme d'ensemble de la Confédération ouvrière qui justifie ainsi cette revendication : « Dans notre situation actuelle, nous sommes à la fois menacés de chômage et incapables d'acheter ce qu'il nous faut sans avoir à nous priver des produits indispensables à notre existence.² »

¹ A. Rosmer, LA COGESTION EN ALLEMAGNE, *LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE*, JUIN 1951.

² « LES SYNDICALISTES OUVRIERS CONSIDÈRENT LE PATRONAT ALLEMAND COMME RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT POLITIQUE DE L'ALLEMAGNE DE 1900 À 1945. PAR CONSÉQUENT, COMME RESPONSABLE DES DEUX GUERRES ET DES DEUX DÉFAITES. LE PATRONAT ALLEMAND A CRÉÉ DES MONOPOLES ÉCONOMIQUES QUI LUI ONT PERMIS D'ÉTABLIR UNE VÉRITABLE DICTATURE DANS TOUS LES DOMAINES DE L'ÉCONOMIE ET DE LA POLITIQUE ALLEMANDES. LES SYNDICALISTES ESTIMENT QUE LE PATRONAT ALLEMAND A TOUJOURS SOUTENU LE MILITARISME PRUSSIE ET ENSUITE HITLER. IL A POUSSÉ À LA GUERRE ET EST RESPONSABLE DE LA DÉFAITE. ET NOTRE SEULE FAÇON DE RÉALISER LA DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE EST D'ABORD D'OBTENIR LE DROIT DE COGESTION. »

Les grèves en vue des augmentations de salaire paraissent aux ouvriers allemands ne servir à rien ; car la grève serait suivie de trois mois d'une hausse des prix qui annulerait l'augmentation. Il en a été ainsi en 1949 et 1950 : « Ce n'est qu'une fois représentée au sein des directions et égaux en force aux patrons que nous pourrions peser, de toute notre force, à la fois sur les prix et sur les salaires. ¹ »

Il faut tenir compte aussi de l'influence qu'a pu avoir le rapprochement des chrétiens et des socialistes. Lors du Congrès catholique de Bochum, le cardinal Frings, archevêque de Cologne, avait déclaré que le *Mibestimmung* (cogestion) était conforme à la volonté divine et à la civilisation actuelle. Il est curieux de constater que, le 3 juin 1950, le pape Pie XII avait mis en garde son auditoire contre certaines tendances des salariés à renouveler les erreurs du capitalisme en préconisant des influences collectives anonymes, en contradiction avec le droit de propriété et le libre jeu des institutions et des responsabilités qui en découlent ; et le pape voit apparaître le danger des formes de gestion collectives et anonymes dans la revendication du droit de cogestion économique en faveur du personnel des entreprises.

La Confédération ouvrière revendique la création d'organismes économiques interprofessionnels, à composition paritaire, appelés à être associés à la gestion de l'Économie nationale. Sur le plan de l'entreprise, elle réclame la participation à la gestion complète (avec voix et sièges égaux) et aux Conseils d'administration ainsi qu'aux Comités économiques de l'entreprise qui seraient à compositions désormais paritaires.

En vue d'obtenir ce droit de cogestion, une grève générale avait été décidée dans la métallurgie et les mines pour le 1^{er} février 1951.

La revendication de la cogestion faillit d'abord provoquer une crise.

Les ouvriers syndicalistes allemands étaient décidés à agir et pensaient que, cette fois, l'heure était venue de manifester leur fermeté. Des votes avaient eu lieu sur le principe de la grève, et 92 p. 100 des effectifs avaient voté pour.

Un projet de loi avait été déposé par deux membres de la gauche chrétienne sociale, afin de rendre légal le droit de cogestion.

Le chancelier Adenauer avait d'abord refusé de le reconnaître. Le 26 janvier, alors que la situation paraissait sans issue, une conversation eut lieu entre le chancelier et Hans Boeckler. Grâce à la force de conviction de celui-ci et en présence de la volonté du D.G.B. d'obtenir la cogestion au prix même d'une grève générale, le chancelier Adenauer ne voulut pas laisser son pays glisser vers une grève qui aurait eu des conséquences désastreuses ; il en comprit toute la portée et le péril que faisaient courir à l'Allemagne les industriels qui escomptaient l'échec de la grève comme un moyen de rompre l'essor du syndicalisme. Votée le 10 avril, la loi fut promulguée le 21 mai 1951.

¹ LES SYNDICALISTES ALLEMANDS PARAISSENT AVOIR COMPRIS CE QUE L'ON APPELLE LE CERCE INFERNAL SALAIRES-PRIX.

En présentant la loi au Parlement Fédéral, le chancelier précisa que le projet ne constituait pas un précédent pour les autres industries et que le droit de cogestion serait limité aux mines, à l'acier et à l'I.G.Farben.

III

Les syndicalistes français n'ont pas été sans s'intéresser vivement à l'évolution du syndicalisme allemand, aux discussions qu'ont suscitées le droit de cogestion et les autres revendications du programme du D. G. B.¹ Il est nécessaire de mettre l'accent sur le fait que l'initiative des communautés industrielles européennes a été prise par une équipe syndicaliste française.

En 1948, au Congrès de La Haye, 8 militants représentant une minorité de Force Ouvrière préconisaient la coordination de l'acier et du charbon. C'étaient Mathé, Mourguès, Molinier, de la Fédération Syndicaliste des P. T. T. ; Lepeyre, de la Fédération des Travaux Publics et des Transports ; Chevalme, de la Fédération de la Métallurgie ; Lafond, des cheminots, et Raymond Le Bourre. Celui-ci devenait le secrétaire général d'une organisation syndicale européenne.

En 1950, à la Conférence économique et sociale du Mouvement européen, à Rome, ces militants lancèrent l'idée du pool charbon-acier avant que Jean Monnet et Robert Schuman eussent rédigé un plan concret qui est devenu le Plan Schuman.

Le Plan Schuman est l'objet d'une politique précise. Celle-ci s'exprime par une motion déposée par Raymond Le Bourre à la session d'octobre 1951 du Comité Confédéral national de Force Ouvrière :

Le Comité Confédéral national se déclare en plein accord avec le principe d'une prise en commun des ressources économiques des pays d'Europe. Il considère que cette initiative, fondée sur la fusion internationale d'activités de caractère réaliste, constitue la seule voie permettant d'amorcer efficacement cette unification européenne que les circonstances historiques présentes exigent impérieusement. C'est pourquoi le C.C.N. considère comme pleinement valable le principe d'un pool du charbon et de l'acier entre les pays d'Europe Occidentale ; le C.C.N. approuve l'initiative concrétisée par le Plan Schuman. Cette approbation ne préjuge cependant en rien de l'acceptation par le C.C.N. du mode de gestion de la nouvelle entité économique, tel que ce mode de gestion est défini dans le Plan ; les principales dispositions organiques ont trait à la gestion du pool charbon-acier. Ce mode de gestion est condamné par le caractère antidémocratique de la structure de l'administration gestionnaire prévue.... Le Plan crée à l'échelle européenne une techno-bureaucratie et la gestion économique et sociale exclut toute participation effective des salariés à la gestion de la communauté européenne du charbon et de l'acier, leurs représentants syndicaux étant relégués dans un Comité Consultatif sans pouvoir d'action et même de contrôle.

Le contrôle ouvrier et la cogestion sont des revendications essentielles et servent de base à un large programme syndicaliste dont l'envergure rappelle ce que fut, pour le syndicalisme révolutionnaire, la Charte d'Amiens, en 1906. Et cette fois encore, ce sont les minorités agissantes des deux syndicalismes français et allemand qui affirment leur solidarité européenne, en disant que les Syndicats français se solidarisent avec les Syнди-

¹ Robert Louzon, LE CARTEL EUROPÉEN DE L'ACIER, *LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE*, AOÛT-SEPT. 1952.

cats allemands qui luttent pour la cogestion, revendication considérée comme fondamentale par les syndicats libres d'Europe...¹.

Après avoir précisé l'attitude des syndicalistes français, il est important de montrer l'angle sous lequel leur apparaît le problème de la productivité² :

Les syndicalistes français, tout en appuyant le principe d'un accroissement de la productivité comme facteur de progrès, constatent que la campagne actuellement engagée pour une haute productivité porte principalement sur l'accroissement du rendement de l'entreprise par un effort ouvrier accru, et aucune mesure générale de réorganisation de l'Économie n'est prévue ; aucune compensation n'est offerte à la classe ouvrière en contre-partie du nouvel effort qu'on exigera d'elle et on peut craindre que l'application de cette politique dite de haute productivité ne s'accompagne d'une baisse de pouvoir d'achat des travailleurs, ainsi que l'atteste le refus des pouvoirs publics d'accorder l'échelle mobile des salaires, alors que ces mêmes pouvoirs publics sont dans l'incapacité de mettre fin à la hausse continue du coût de la vie.

Il faut éviter que la politique de haute productivité ne se traduise par des sacrifices unilatéralement imposés à la classe ouvrière³. Une haute productivité implique une répartition plus équitable du revenu national, grâce à une réorganisation générale de l'Économie.

Un autre argument a été développé contre les solutions de haute productivité par les minoritaires de F. O. et par M. Robert Weinmann dans la revue *Jeunes Patrons*⁴. Les solutions, disent-ils les uns et les autres, ne sont pas au niveau de l'entreprise : « Il n'est plus question, disent-ils, pour les entreprises de travailler tranquillement à leurs besognes quotidiennes ; elles doivent faire face à un déséquilibre permanent. » Chaque patron se heurte aux frontières de son entreprise ; et il ne peut répondre de ses confrères. Il faut chercher les solutions sur d'autres plans que celui de l'entreprise. Il faudrait donc faire craquer les cadres de l'entreprise et « perdre une partie de sa souveraineté personnelle ». Aussi les syndicalistes recherchent-ils la solution dans une organisation du contrôle ouvrier et dans des organismes de cogestion qui comprendraient « la nécessité de développer le marché au rythme de sa production en vue d'éviter un déséquilibre permanent ».

¹ VOIR *UNION DES CERCLES D'ÉTUDES SYNDICALISTES*, BULLETIN 61, 25 NOVEMBRE 1951, ET LES NUMÉROS PRÉCÉDENTS DEPUIS JUIN 1951. LA MOTION LE BOURRE A ÉTÉ PARTIELLEMENT INCORPORÉE DANS LA RÉOLUTION ADOPTÉE PAR LE C.C.N. REPRODUITE PAR *FORCE OUVRIÈRE* DU 22 NOVEMBRE ; MAIS LA MINORITÉ S'EST ABSTENUE EN RAISON DES RÉTICENCES QUI ACCOMPAGNENT LA REVENDICATION CO-GESTIONNAIRE (N° DU 10 DÉCEMBRE 1951 : PLAN SCHUMAN ET SALAIRES, ET N° DU 25 DÉCEMBRE 1951 LE PLAN SCHUMAN À L'ASSEMBLÉE NATIONALE).

² PROJET DE RÉOLUTION DE RAYMOND LE BOURRE, BULLETIN DE L'U.C.E.S., *OP. CIT.*, 25 NOVEMBRE 1951, PP. 9-11, ET N° DU 10 DÉCEMBRE 1951 : LES SOLUTIONS DE HAUTE PRODUCTIVITÉ SONT-ELLES AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE ? P. 5.

³ VOIR LES N° D'AVRIL, MAI, JUIN 1952, DE *LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE* (ARTICLES DE r. louzon ; DE j. fontaine : VIVE LA PRODUCTIVITÉ ! ; DE a. rosmer RÉARMEMENT ET COGESTION ; DE THEVENON : DES SYNDICALISTES CHRÉTIENS DE GAUCHE DANS LA BATAILLE ÉLECTORALE). - Cf. *NOUVELLE REVUE D'ÉCONOMIE CONTEMPORAINE*, N° 26, L'INTÉRESSEMENT COLLECTIF DES SALARIÉS À LA PRODUCTIVITÉ DES ENTREPRISES ; - *L'ÉCOLE LIBÉRATRICE*, 28 MARS 1952 : AVEC LE PROLÉTARIAT ALLEMAND CONTRE TOUT RÉARMEMENT ; - *UNION DES CERCLES D'ÉTUDES SYNDICALISTES*, AVRIL, MAI 1952 ÉLÉMENTS DE LA PRODUCTIVITÉ AMÉRICAINE, ET : POUR UNE POLITIQUE SYNDICALE DE PRODUCTIVITÉ.

⁴ N° DE NOVEMBRE 1951, ET ÉGALEMENT *UNION DES CERCLES D'ÉTUDES SYNDICALISTES*, DÉCEMBRE 1951.

La crise que l'on traverse en France ne s'est pas simplement manifestée grâce à l'action et à la critique de -minorités agissantes, mais aussi par des réunions comme celle des fédéralistes au Congrès de Troyes qui s'est tenu du 3 au 4 novembre 1951. Ce Congrès a saisi de ses propositions de coordination rendant à l'unité les différentes Centrales CFTC, F.N.S.F., CNT, C.T.I., ainsi que la Fédération autonome des Fonctionnaires et la Fédération nationale de l'Enseignement.

Le signe, en effet, le plus évident de la crise du syndicalisme est le trouble que jette dans l'esprit des syndiqués le morcellement des organisations et la multiplicité des Centrales. C'est pour cette raison que sous des formes diverses nous voyons se manifester une recherche de l'unité. Et l'appel du Congrès de Force Ouvrière, le 25 octobre 1950, n'a pas été entendu. La divergence des tendances a rendu jusqu'ici les méthodes de regroupement inefficaces.

Voici quelques-unes des initiatives prises jusqu'ici :

1. Depuis la scission, le mécontentement des employés et ouvriers de la base a amené la création de syndicats uniques sous des formes diverses, dont voici deux cas typiques l'un, qui semble assez rare jusqu'ici, consiste dans la suppression volontaire des trois syndicats existants et la constitution d'un syndicat unique voté par une assemblée générale, composée de syndiqués et de non-syndiqués. Les statuts stipulent généralement que le nouveau syndicat ainsi formé devra s'employer à la reconstitution de l'unité syndicale. L'autre forme, qui apparaît plus fréquemment, consiste dans les mesures suivantes :

- a. Création d'un bureau syndical unique composé proportionnellement au nombre de syndiqués de chacun des syndicats existant au préalable.
- b. Chaque syndiqué conserve la carte du syndicat auquel il appartenait précédemment.
- c. Chaque nouvel adhérent est libre d'adhérer au syndicat de son choix. Il est bien entendu qu'aucune pression ne doit être exercée sur chaque nouvel adhérent.
- d. Certains de ces syndicats uniques ont imaginé de créer une carte syndicale pour ceux de leurs nouveaux adhérents qui se refusent à l'un des syndicats ayant contribué à la formation du nouvel organisme ¹.

2. La participation effective à la gestion reste la revendication première : aussi se trouve-t-elle au centre des résolutions des Unions départementales soucieuses d'un syndicalisme constructif. Voici une récente résolution de celle du Maine-et-Loire : « Les travailleurs sont appelés à agir énergiquement pour imposer la démocratisation de l'Économie par la constitution de Comités paritaires de Gestion de l'entreprise aux échanges internationaux en passant par la mise en oeuvre de structures verticales industrielles à caractère privé ou nationalisé, c'est-à-dire l'organisation générale et nationale des moyens de production avec participation effective des travailleurs à la gestion. ² »

¹ LES INFORMATIONS RELATIVES À CERTAINES CENTRALES ONT ÉTÉ LIMITÉES PAR LE PETIT NOMBRE DE RÉPONSES REÇUES PAR L'AUTEUR.

² BULLETIN DE L'U.C.E.S. DU 10 JUILLET 1951. - Cf. LA CHAÎNE DES TROIS LIVRES DE michel colli-net : *ESSAI SUR LA CONDITION OUVRIÈRE*, *OP. CIT.* ; *L'ESPRIT DU SYNDICALISME*, *OP. CIT.* ; *L'ENTREPRISE ET LA GESTION* (AVEC jean boucher), *OP. CIT.*

...Une politique de plein emploi déterminée par des organisations paritaires comprenant des représentants des travailleurs des secteurs privés ou nationalisés.... La création et le développement des coopératives de consommation et de production en collaboration permanente avec les organisations syndicalistes de producteurs et d'usagers.

...Une amélioration de l'habitat.

... En matière de productivité, les syndicalistes libres estiment que ce système ne peut être l'avènement d'une exploitation outrancière de l'individu et ne l'accepteront que s'il est orienté vers une diminution de l'effort physique des travailleurs par une rationalisation des méthodes de production dont les effets diminueraient le prix de revient, seule garantie valable pour augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs.

3. L'échelle mobile est une des questions brûlantes dont la solution semble aux organismes syndicaux la plus capable d'apporter un remède aux maux que créent la vie chère et la course des salaires et des prix. Aussi, dans la même résolution, la résolution de l'U. D. du même département réclame-t-elle l'application d'une véritable échelle mobile garantissant le maintien du pouvoir d'achat en cas de hausse du coût de la vie et permettant d'améliorer ce pouvoir d'achat au fur et à mesure de l'augmentation de la production¹.

4. Le 10 janvier 1952, l'U. C. E. S. présentait ainsi l'opinion des syndicalistes dans un article intitulé : *L'échelle mobile des salaires, l'État et les libres entrepreneurs* : « La solution au problème de la productivité n'est pas au niveau de l'entreprise. Elle est dans un appareil qui fédère les entreprises. » Et l'auteur de l'article se demande « pourquoi une Confédération française de libres entreprises n'a-t-elle pas élaboré, pièce par pièce, un appareil de Sécurité sociale qui serait plus valable que notre système actuel... ». Et il conclut : « L'échelle mobile des salaires ne prend toute sa valeur que dans des perspectives de réorganisation économique générale.... »

Les syndicalistes français reprochent aux organisations patronales une conception statique des forces et des structures ; ils croient et ils craignent que la conséquence n'en soit d'entraîner de plus en plus l'État à se substituer aux particuliers incapables de s'organiser pour des fins d'intérêt général. Ici encore, comme au temps du syndicalisme révolutionnaire, le syndicalisme doit ses vues hardies, mais de simple bon sens, aux minorités agissantes et nous rejoignons Raymond Le Bourre lorsqu'il déclare que, « dans tous ces domaines, la classe ouvrière a sa place, avec des responsabilités et des droits, suivant une formule de cogestion où productivité et collaboration ouvrière prendront leur sens au lieu de rester les amusements intellectuels qu'ils sont aujourd'hui ».

Les missions syndicales envoyées en Amérique ont-elles convaincu de l'influence efficace de l'organisation de la productivité ?

Le secrétaire général de l'U.D.F.O. de la Loire, Tony Peyre, retour d'une mission de productivité aux États-Unis, résume ainsi ses impressions sur le réalisme des syndicats américains de l'Est et du Sud des États-Unis : il estime qu'on peut affirmer

¹ CAR IL FAUT DISTINGUER DEUX CHOSES : LE MAINTIEN DU POUVOIR D'ACHAT EN CAS DE HAUSSE DU COÛT DE LA VIE, - ET L'AMÉLIORATION DU POUVOIR D'ACHAT AU FUR E T À MESURE DE L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTION.

que le standard de vie de l'ouvrier américain est au moins trois fois supérieur à celui de la moyenne des ouvriers français¹. Et il pense que les deux raisons principales de ces hauts salaires sont la plus haute productivité de l'industrie américaine et l'existence de syndicats puissamment organisés. « Le progrès ne pouvant être arraché que par l'action directe, le syndicat devient par ce fait le pôle d'attraction du progrès social américain. »

Nous avons cité la résolution de l'U.D. du Maine-et-Loire parce qu'elle révèle l'état d'esprit des militants de la base. Le programme qu'elle exprime se rapproche de celui résumé plus haut.

Les 18 mai, 20 mai, 24 juin, sont des dates à retenir dans le développement du syndicalisme européen. De Dusseldorf au Maine-et-Loire, un mouvement s'est dessiné, destiné à tracer un chemin au syndicalisme ouvrier européen. Aux initiatives prises par des militants resteront attachés les noms, non seulement d'un Hans Boeckler, mais d'un Raymond Le Bourre, le militant sans peur et sans reproche, et de l'équipe angevine des Hervé et Thareau.

IV

On parle parfois des concomitances historiques. On prétend dégager des lois d'ensemble d'un groupe d'événements rapprochés de courants contemporains². Ce sont là des phénomènes sociologiques plutôt présumés que certains. Pourtant, il est possible de dire que le mouvement aux États-Unis des « Public Relations » n'a pas été sans influence sur l'état d'esprit des dirigeants de la Fédération française du Patronat, et sur la décision prise par son président, Georges Villiers, de poser devant celle-ci les problèmes de la productivité, de la rémunération et du coût de la vie.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler ici la définition qu'on peut donner des Public Relations et de l'effort réalisé par les entreprises pour se faire connaître du public et pour l'associer à leur vie même. Il est important de noter que les critiques adressées au mouvement des Public Relations vont justement dans le même sens que les premières réactions qu'ont suscitées les déclarations faites par Georges Villiers :

La volonté de faire face aux exigences d'une amélioration continue du niveau de vie, de la reconstruction, du logement et du réarmement implique un immense effort de productivité, poursuivi dans un climat de liberté et de coopération entre tous ceux qui concourent à la production. Il importe que l'État réduise au minimum ses interventions et ses contraintes. Mais il faut aussi que, par une discipline librement consentie, les professions contribuent à l'ordre dans la liberté en résolvant en commun les problèmes que pose la pénurie de certaines matières premières, et à accroître le rendement général de l'effort français.

¹ AU PAYS DE LA PRODUCTIVITÉ, *BULLETIN DE L'U.C.E.S.*, n° DU 10 JANVIER 1952. TONY PEYRE APPARTENAIT À UNE ÉQUIPE DE ONZE RESPONSABLES SYNDICAUX DE TROIS CONFÉDÉRATIONS DIFFÉRENTES ET D'UN INSPECTEUR -DIVISIONNAIRE DU TRAVAIL.

² Édouard Dolléans ET Michel Crozier, *MOUVEMENTS OUVRIER ET SOCIALISTE. CHRONOLOGIE ET BIBLIOGRAPHIE : GRANDE-BRETAGNE, FRANCE, ALLEMAGNE, ÉTATS-UNIS*. INTRODUCTION. LES ÉDITIONS OUVRIÈRES, 1950.

Pour améliorer la condition des travailleurs malgré les difficultés de l'heure, il n'est pas d'autre moyen que de produire encore plus et mieux, de réduire le prix de revient, bref de fabriquer davantage et à meilleur compte.

Jusqu'ici, la productivité n'a guère fait l'objet que de thèmes de propagande et de nombreuses et fort utiles « missions de productivité ». Nous décidons qu'à partir d'aujourd'hui, cette notion doit devenir une réalité dans nos entreprises.

Sans les initiatives syndicalistes françaises et celles de l'A. E. L., de la C.I.O., du T. U. C., et aussi de l'O.E.A.E., il est peu probable que l'organisation du Patronat français aurait donné une telle place aux problèmes de la productivité.

Jusqu'ici, sans se désintéresser du mouvement qui a entraîné une évolution du syndicalisme aux États-Unis, les « jeunes patrons », comme on les appelle, ne s'étaient livrés qu'à des expériences partielles et limitées. Pourtant, certaines entreprises, telle que la Standard, avaient organisé des services de Public Relations et d'autres avaient étudié le problème de la productivité. Or, voici que ce problème est mis au premier plan des préoccupations du Patronat français, par une résolution récente de l'Assemblée générale de son Conseil national ¹. Le Centre inter-syndical d'études et de recherches de la Productivité, qui avait fait l'objet de vives critiques au Conseil national de Force Ouvrière, avait eu pour mission de choisir des entreprises pilotes, dont les conditions d'équipement, de modernisation, d'organisation du travail étaient telles qu'elles puissent servir d'exemple dans certaines branches professionnelles.

Les déclarations du Patronat français ont été l'objet de critiques diverses. Elles se heurtent d'abord à la position prise par la CGT. Son secrétaire général, Benoît Frachon, au Congrès de la CGT, en juillet 1951, est hostile à l'introduction, dans les conventions collectives, de la notion du salaire lié à l'augmentation de la productivité : 'L'accroissement de la productivité signifie l'accroissement des profits capitalistes et de la misère ouvrière » ; n'oublions pas qu'une majorité des syndiqués restent influencés par les mots d'ordre de la CGT.

De son côté, l'U.C.E.S., dans sa critique, développe tout un programme constructif :

D'après cette déclaration et ce que nous pouvons savoir du « professionnalisme » dans le Patronat français, l'effort d'organisation serait limité à des règles de distribution de matières premières et à des accords de spécialisation de production.

D'autre part, quand on dit au C.N.P.E. « coopération de tous », il ne faut pas entendre participation de tous à la gestion, mais seulement organisation entre patrons et appel à la bonne volonté du personnel pour les tâches d'exécution.

Les études faites par le Centre des Jeunes Patrons ² donnent-elles satisfaction à cette volonté du syndicalisme d'obtenir une *participation de tous à la gestion* ? Thierry Maulnier, analysant ce qu'il appelle les « préjugés » relatifs à la productivité, est

¹ Louis Salleron, Schueller, Michel Collinet, L'INTÉRESSEMENT COLLECTIF DES SALARIÉS À LA PRODUCTIVITÉ DES ENTREPRISES, *NOUVELLE REVUE D'ÉCONOMIE CONTEMPORAINE*, NO 26 ; - Michel Collinet, *SALAIRES ET PRODUCTIVITÉ EN FRANCE*, ET LE MONDE DU TRAVAIL LIBRE, *REVUE DE C.I.S.L.*, SEPT. ET OCT. 1951.

² *LA RÉFORME DE L'ENTREPRISE. VERS UN SALAIRE HUMAIN*, DOCUMENTATION RÉUNIE ET COMMENTÉE PAR Marcel Cliquet, PRÉFACE DE Thierry Maulnier, COLLECTION « IDÉES ET MÉTHODES », ÉDIT. O.C.I.A., 1948. UN CHAPITRE DE hyacinthe dubreuil.

conduit à envisager un certain nombre d'aspects du problème ; et d'abord « l'objection patronale et spécifiquement française », dit-il, et il ajoute :

...un trop grand nombre de producteurs français ont tendance à préférer le maintien d'une marge bénéficiaire donnée sur une quantité limitée de produits, à une marge bénéficiaire plus faible sur une quantité de produits accrue. Or, il est bien évident que l'augmentation de la productivité tend à accroître la quantité de produits proposés au consommateur, donc à faire jouer la loi de l'offre et de la demande, dans le sens d'une compression des marges de bénéfices.... Les États-Unis sont un pays de haute productivité, de hauts salaires et d'âpres concurrences...¹.

La condition sans laquelle l'expérience échouerait, est que les chefs d'entreprises la conduisent en accord avec les militants et les organisations syndicales. Il ne faudrait pas qu'à ce tournant de sa politique sociale, le Patronat français fit preuve d'indifférence semblable à celle qu'il a montrée à l'égard des deux lois de 1945 et de 1946 sur les Comités d'entreprise (loi Gazier-Croizat)². Une des grandes lacunes du syndicalisme est l'absence de conseillers techniques tels que ceux que possède la Confédération du D.G.B. en Allemagne.

En 1946, 9.350 Comités d'entreprise furent constitués, mais deux ans après il n'en restait que 6.000, parmi lesquels combien étaient fictifs³ ?

Il ne semble pas, lorsque les brochures du Centre des Jeunes Patrons⁴ parlent de voir « la profession intervenir pour susciter et contrôler les ententes entre entreprises, pour faciliter la spécialisation » (ou toute autre rationalisation), il ne semble pas que ces ententes, quels que soient leur forme ou leur objet, impliquent la participation à la gestion. Là est pourtant une des méthodes selon lesquelles le syndicalisme pourrait retrouver les sources d'une vitalité nouvelle.

La formation de la capacité ouvrière et la responsabilité sont les conditions d'une rénovation en profondeur, à laquelle aspirent les meilleurs des ouvriers de la base comme ceux qui ont voté les résolutions de l'U.D. du Maine-et-Loire, et qui dans plusieurs autres U.D. forment une majorité agissante. Sous quelle forme les Comités d'entreprises doivent-ils être utilisés ?

Le nouveau syndicalisme entend obtenir les conditions qui permettraient de rendre possible la participation à la gestion, en formant un nombre d'ouvriers à l'exercice des responsabilités qui ne sauraient être confiées à l'automatisme d'une bureaucratie.

Les Centrales syndicales se sont prononcées en faveur d'une échelle mobile de salaire lié à la productivité. Mais, ainsi que l'a prouvé Michel Collinet dans sa *Hui-*

¹ Thierry Maulnier, *OP. CIT.* ET IL EST POSSIBLE D'AJOUTER : DE FAIBLES BÉNÉFICES.

² Cf. *DROIT SOCIAL*, FÉVRIER 1952 : L'EXPÉRIENCE DES COMITÉS D'ENTREPRISE. BILAN D'UNE ENQUÊTE. EXAMEN DES OBSTACLES RENCONTRÉS DANS LE FONCTIONNEMENT DES COMITÉS D'ENTREPRISE. (L'ATTITUDE PATRONALE, L'ACTION SYNDICALE ET LA POLITISATION DES C.E.)

³ Michel Collinet, *LETTRÉ AUX MILITANTS*, 1950-1951, 110 ET 2E SÉRIES, PARIS, 19, RUE DE LILLE ; - jean boucher, *ENQUÊTE SUR LES COMITÉS D'ENTREPRISE*, 1952.

⁴ *ORIENTATION ÉCONOMIQUE*, BROCHURE DU CENTRE DES JEUNES PATRONS.

*tième lettre aux Militants*¹, pour dégager une formule de salaire lié au rendement et en surveiller l'application, on doit faire appel aux Comités d'entreprises en s'adjoignant, comme la loi y autorise, des spécialistes, par exemple des psychotechniciens et des techniciens en organisation.

Les Comités d'entreprise peuvent promouvoir un large mouvement.

Seulement, ces progrès ne peuvent s'accomplir que dans le double « climat » d'un patronat compréhensif - la Confédération du Patronat comprend-elle une telle élite patronale ? - et d'un syndicalisme apolitique et cherchant l'efficacité. Il serait donc souhaitable pour le syndicalisme français de posséder un organisme du même caractère que l'Institut de Cologne qui sert de Conseil technique au D.G.B.

Grâce à des conseillers techniques tels qu'en possède la Confédération allemande, le syndicalisme pourrait, en France, établir un salaire mobile fixé contradictoirement entre le technicien et la Fédération d'industrie.

Il en serait de même par une collaboration dans les Comités d'entreprise entre les délégués de la maîtrise et des Cadres, pour la rationalisation industrielle qui restera inefficace sans le facteur humain dans le cadre de l'atelier.

En 1952, deux questions préoccupent plus particulièrement les syndicalistes : le problème du syndicalisme dans le cadre de l'Europe et le problème de l'unité.

Le Congrès du Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe s'est réuni à Francfort les 16 et 17 février 1952 à l'in étatisme bureaucratique toujours menacé de sombrer dans la technocratie, le socialisme oppose la décentralisation et la démocratie des institutions.

La Conférence pour le regroupement syndical a réuni 200 militants qui recherchent un regroupement syndical qui permettra « l'implantation d'une Centrale syndicale forte, indépendante et libre »².

Cette deuxième Conférence pour l'Unité et la Démocratie syndicales considère :

¹ Michel Collinet, *LETTRÉ AUX MILITANTS* DU 20 JUILLET 1951, N° 8, *OP. CIT.* ; L'AUTEUR EXAMINE LES COMITÉS D'ENTREPRISE ET LA PRODUCTIVITÉ AINSI QUE LA CONDITION OUVRIÈRE EN FRANCE. DANS SON LIVRE, *ESSAI SUR LA CONDITION OUVRIÈRE*, *OP. CIT.*, MICHEL COLLINET PENSE QUE « LE MAINTIEN DU SALAIRE FORFAITAIRE » (AU RENDEMENT À L'HEURE) EST UN NON-SENS. IL EST PARTISAN D'UN SALAIRE PRODUCTION, « SALAIRE MOBILE, FONCTION DES RÉSULTATS DU TRAVAIL EN COMMUN » CE QUI LE DIFFÉRENCIE DES SALAIRES INDIVIDUELS AU RENDEMENT. CE SALAIRE MOBILE EST DU TYPE PROPORTIONNEL, LE COEFFICIENT DE PROPORTIONNALITÉ QUI LE RELIE À LA PRODUCTION AUGMENTANT AVEC LA PRODUCTIVITÉ. UN TEL SALAIRE + PRODUCTION EST EN MÊME TEMPS UN SALAIRE CONSOMMATION, CAR IL IMPLIQUE CHEZ LE SALARIÉ UN POUVOIR D'ACHAT ACCRU CAPABLE D'ABSORBER UNE AUGMENTATION DE LA PRODUCTION. VOIR AUSSI, DE MICHEL COLLINET, L'ÉVOLUTION DE LA NOTION DE SALAIRE, *NOUVELLE REVUE DE L'ÉCONOMIE CONTEMPORAINE*, N° 26 ; - *LA TRAGÉDIE DU MARXISME*, CALMANN-LÉVY, 1948.

² André Lafond, PRÉCISIONS SUR LE REGROUPEMENT SYNDICAL, *REVUE POUR L'UNITÉ*, 15 MARS 1952. - Cf. Georges Friedmann, *LEIBNIZ ET SPINOZA*, GALLIMARD, 1946 ; - MÉMOIRE : « DE QUELQUES INCIDENCES PSYCHOLOGIQUES, SOCIALES ET MORALES DANS L'ÉVOLUTION DES MÉTIERS INDUSTRIELS », *L'ANNÉE SOCIOLOGIQUE*, 3E SÉRIE, PRESSES UNIVERSITAIRES, 1949 ; - Arnold Toynbee, *L'HISTOIRE. UN ESSAI D'INTERPRÉTATION*, *OP. CIT.* ; - *LA CIVILISATION À L'ÉPREUVE*, *OP. CIT.*

1. Que l'unité d'action comme l'unité syndicales organiques ne peuvent actuellement se réaliser en France que si les diverses tendances du mouvement syndical renoncent à y faire prévaloir leurs conceptions politiques, philosophiques ou religieuses et se consacrent uniquement à la lutte pour la défense des revendications des salariés : augmentation des salaires, échelle mobile, diminution des heures de travail, sécurité sociale, contrôle ouvrier, etc., lutte qui doit être menée contre le Patronat et l'État-patron, quel qu'il soit, même socialiste ou communiste ;

2. Que les militants unitaires doivent s'engager à propager cette conception en vue de la réalisation de la plus large unité syndicale possible, sur la base d'une véritable démocratie intérieure. Ils doivent former, partout où cela est possible, des groupes d'amis de l'Unité, afin d'œuvrer en ce sens ;

3. Que la direction du journal de l'Unité, élue à l'assemblée des actionnaires de la Coopérative de ce journal, devra assouplir la ligne rédactionnelle du journal en soutenant les efforts des organisations syndicales non-cégétistes qui agissent en vue de réaliser des Comités intersyndicaux à tous les échelons pour la lutte revendicatrice.

Ce premier stade d'unité d'action pouvant permettre, sur des buts précis et limités, des actions conjointes ou parallèles avec les syndicats CGT ou autres... ;

4. Qu'il est impossible d'admettre dans un mouvement syndical unitaire et démocratique le principe des « syndicats uniques » où la CGT aurait la priorité... ;

5. La Conférence reconnaît que si, dans un souci d'indépendance, des syndicats uniques véritablement autonomes se constituent en dehors de toutes les Centrales, il y a lieu de s'intéresser à ces créations spontanées qui doivent inéluctablement rejoindre le groupement syndical apolitique qu'elle préconise.

La Conférence fait donc appel à tous les militants syndicalistes pour promouvoir un regroupement syndical apolitique, vivant et dynamique.

La crise de croissance du syndicalisme ne pourra être dénouée que si les militants, conscients des dangers qui ont entravé l'essor du syndicalisme, rendent sensible aux ouvriers de la base l'immense effort qui doit être accompli. La libération des travailleurs sera l'œuvre de chaque responsable, selon une expression servant à la fois de mot d'ordre et de guide.

Les plus redoutables de ces dangers sont l'abandon paresseux à un étatisme unilatéral de plus en plus envahissant et le mimétisme petit bourgeois de la sécurité à tout prix. Les militants et les ouvriers de la base qui leur sont restés fidèles se souviennent des paroles de Varlin : « La classe du travail a pour mission d'apporter à la société un ferment de régénération. » Qu'ils se rappellent les obscurs qui ont mené les luttes tout au long du XIX^{ème} siècle, et dont le désintéressement et la ténacité ne se sont jamais lassés. Ils seront galvanisés par une espérance que déçoivent les gestes spectaculaires des idéologues politiques et des charmeurs de foule. Ce sont toujours les ouvriers de la base qui ont redressé les déviations du mouvement ouvrier français. Ce sont eux encore, aujourd'hui, qui posent le problème, toujours actuel et jamais résolu, des conditions de l'unification syndicale¹ ; ce sont eux qui ont entretenu la flamme que le souffle des orateurs risquerait d'éteindre. Prêtons l'oreille à l'action quotidienne et silencieuse des jeunes militants que ne décourage pas la versatilité des politiques, et écoutons plutôt ce jeune ouvrier, Pierre Servoz, qui analyse avec lucidité les forces de notre pays et ses faiblesses : la passion partisane et l'amour-propre d'avoir publiquement

¹ UNION DES CERCLES D'ÉTUDES SYNDICALISTES : 25 JUIN 1950, LE F.O. ET LES SYNDICATS AUTONOMES ; 10 JUILLET, L'EXEMPLE DE LA LOIRE ; 25 JUILLET, VERS LE REGROUPEMENT SYNDICAL (ISÈRE, INDRE-ET-LOIRE, MAIN-ET-LOIRE, RHÔNE), ETC. - Cf. thévenon, L'U.D. DE LA LOIRE ET L'ORIENTATION DU MOUVEMENT SYNDICAL LIBRE, *CAHIERS FERNAND PELLOUTIER*, OCTOBRE 1950.

raison de son adversaire, même lorsque dans son for intérieur il se sentirait disposé à comprendre les raisons et le bon sens de son antagonisme. On transige sur les intérêts et jamais sur les passions. Ce jeune ouvrier met (comme nous) son espoir dans les qualités qui ont permis le rayonnement de la France : une clairvoyance, une éthique instinctive, un style de vie, le souci des valeurs durables et, par delà les éclipses, la lente et difficile conquête de la justice dans la Cité, grâce à une persévérance résistant aux déceptions. Et il conclut :

Il faut lutter en soi et en dehors, sans cesse et sans défaillance. *Choisir son destin* en écartant les masques que se mettent sur le visage des hypocrites et des renards afin de dissimuler les intérêts ou les passions qui les font agir. Contre la mise en scène de celles-ci et leurs séductions, défendons les valeurs humaines. Mais il est une condition sans laquelle l'évolution sociale ne serait qu'une nouvelle illusion, si les entraîneurs d'hommes que devraient être les syndicalistes ne formaient pas une élite d'individus techniquement préparée et moralement éprouvée et si ceux-ci ne payaient pas d'exemple.

Le troisième Congrès F.O. de 1952 marque-t-il un tournant décisif dans l'évolution du syndicalisme français ? Deux résolutions ont semblé vouloir faire sortir cette Confédération de l'immobilisme où elle paraissait se figer :

La résolution Delamare, tout en maintenant le principe d'une politique de productivité, souligne la nécessité de faire participer contractuellement la classe ouvrière aux résultats attendus. La participation des syndicalistes F.O. au C.I.E.R.P. (Centre Intersyndical d'Études et de Recherches de la Productivité) est condamnée par 8.833 voix contre 4.237.

Une seconde résolution, défendue par Le Bourre et appuyée par Hagnauer, a pour objet la défense des peuples libres et l'unification de l'Europe. Votée par 8.331 voix contre 2.309, elle dénonce le caractère agressif de la politique stalinienne et les menaces qu'elle fait peser sur la paix, en précisant que les charges d'armement qui en découlent ne doivent pas mettre en cause l'amélioration du niveau de vie des travailleurs.

L'unification européenne que justifient les exigences de l'économie moderne augmenterait le potentiel économique européen tout en mettant fin aux querelles nationalistes dépassées.

La polémique principale qui s'était fait jour à la veille du Congrès portait sur les initiatives de Léon Jouhaux, tendant à entraîner la CGT - F.O. vers une troisième force de caractère neutraliste, groupée autour du mouvement de la « Démocratie combattante » ; mais grâce à l'habileté du rapport moral du secrétaire confédéral Bothereau et au discours aussi incolore que traditionnel de Léon Jouhaux, il semble que la minorité elle-même ait été déroutée, permettant ainsi de confirmer le vieux chef syndical à son poste honoraire.

Une des manifestations heureuses qui peuvent donner courage aux tenants d'un syndicalisme dynamique, c'est le fait que, s'il fut impossible de rencontrer une minorité importante et cohérente, il existe néanmoins des minorités agissantes reflétant des aspirations ou des revendications de la base. Pourrait-on trouver parmi elles les élé-

ments nécessaires à un syndicalisme constructif axé sur la gestion ouvrière et la responsabilité ?

L'espoir du syndicalisme repose, de même que dans toute l'histoire ouvrière, sur les ouvriers de la base et sur des militants tels que Merrheim. Nous voulons en Merrheim rendre hommage à un homme dont l'âme et la capacité traduisent le double aspect de l'histoire ouvrière et de l'histoire de France au XX^{ème} siècle. Pour cette raison, nous sommes heureux que les deux hommes qui se détachent sur la grisaille de ces Assises confédérales représentent les deux faces de cette grande figure : s'ils ne forment ni l'un ni l'autre un Merrheim, ils réunissent en eux les deux qualités qui firent la force de celui-ci. Avant la scission, l'activité de Delamare était surtout dirigée vers les problèmes techniques administratifs. Il paraît devoir s'orienter vers le syndicalisme gestionnaire. Le Bourre, plus combatif, a toujours su prendre ses responsabilités avec un courage émouvant. Il exprime toute la générosité et le lyrisme du syndicalisme de lutte et de solidarité. Dans une période de transition, souhaitons que ces deux tempéraments puissent se rejoindre et s'harmoniser pour répondre, comme naguère Merrheim, aux besoins permanents du mouvement ouvrier.

Conclusions

« Le chemin de Paris et de l'Occident passe par Pékin, Tokio et Calcutta. »

LÉNINE.

[Retour à la table des matières](#)

Nous ne croyons pas que ce volume puisse s'achever sur un duo France-Allemagne, ni sur un dialogue Europe-Amérique. Un historien ne peut enclorre sa vision du monde actuel dans un cadre qui en limite ainsi la portée.

L'interrogation anxieuse que se posent nos contemporains lucides nous amène à penser que « l'Univers et tout son contenu ne devient intelligible que dans la mesure où nous sommes capables de le saisir comme un ensemble »¹.

Les problèmes de l'Occident sont étroitement liés à celui plus général de l'unification du monde et de la recherche de l'unité politique du monde. Or, les grandes puissances veulent atteindre cette unité par des méthodes contradictoires. Elles essaient de faire à la fois deux choses « qui se contrecarrent constamment et qui seraient absolument incompatibles à la longue »².

¹ Arnold J. Toynbee, *L'HISTOIRE. UN ESSAI D'INTERPRÉTATION*, OP. CIT. LES CIVILISATIONS, COMME LES NATIONS, SONT MULTIPLES, NON SINGULIÈRES....

² Idem, *LA CIVILISATION À L'ÉPREUVE*, OP. CIT., CHAP. VII.

Elles essaient de lancer un nouveau gouvernement coopératif mondial ; elles se préservent contre la possibilité d'un échec de cette entreprise en continuant à manœuvrer l'une contre l'autre, à la mode d'autrefois, dans une rivalité de puissances.

Rivalités de puissances et manœuvres sont restées le signe d'une permanence dans des errements anciens qui seraient dignes d'un *perseverare diabolicum*. Les grandes puissances poursuivent leurs fins égoïstes comme si le monde n'avait pas changé. Or, des transformations profondes se sont accomplies qui ont eu leur influence sur toutes les formes de la vie et notamment sur l'histoire ouvrière. Les classes ouvrières anglaise et française ne peuvent rester indifférentes aux foules d'Asie, aux 400 millions d'Indiens ou aux 470 millions de paysans et travailleurs chinois qui représentent entre le quart et le cinquième de la population de l'Univers, occupant un territoire aussi étendu que l'Europe.

*
* *

J'aimerais rappeler brièvement ici les étapes qui m'ont conduit à m'attacher très tôt à l'histoire ouvrière et à étudier avec passion les années où, en Grande-Bretagne et en France, naissaient et se développaient la conscience et la volonté de culture des classes laborieuses. D'abord, en Angleterre, les bibliothèques et les archives, grâce au mouvement populaire au cours du XIX^{ème} siècle, me faisaient connaître dans son intimité l'existence des milliers de travailleurs humbles ou glorieux. Ensuite, Walt Whitman, Emerson, Edgar Poe, les élans lyriques de la poésie et de la pensée américaines. Enfin, à mon retour en France, la lecture des *Bourses du Travail* et de *La Vie Ouvrière*, par Pelloutier, celle, dans *Le Mouvement Socialiste*, des articles d'Émile Pouget, de Griffuelhes et de Merrheim. Trois étapes complémentaires.

Aujourd'hui que *l'histoire prend à la gorge* nos générations et ces jeunesses dont nous rapproche une commune angoisse, il nous paraît essentiel, avant toute autre chose, de voir clair, et afin d'aider les jeunes à un examen lucide, d'élargir notre horizon aux proportions du monde.

Au cours de cette longue et douloureuse histoire, les classes ouvrières se sont émancipées et ont atteint leur maturité. Et, si nous disons les classes ouvrières, c'est que vouloir les considérer comme un bloc contredit la réalité, le pluralisme des courants et la diversité des esprits et des tendances. En France tout particulièrement. On sait aussi la différenciation qui existe entre les classes moyennes salariées, les M.S., les O.S., les professionnels, l'ancien et le nouvel artisanat, et le fait que nous avons déjà signalé plus haut : le développement des qualités et du savoir-faire qui ont accompagné certaines nouvelles inventions techniques ; enfin, ces machines spécialisées qui transfèrent la division du travail de l'homme à la machine, mais qui, en même temps, impliquent une nouvelle diversification et une nouvelle spécialisation des tâches.

L'uniformité des couches successives qui composent la classe ouvrière est une fiction, une idéologie modelée à des fins politiques.

Un autre fait s'affirme généralement : dans divers pays, les travailleurs s'apprêtent à participer à la cogestion, et la longue revendication du contrôle ouvrier est en train de se réaliser ; en tous cas, elle est envisagée comme une des clés du problème social actuel.

A l'Occident, tout au moins, la condition humaine a une tendance à s'améliorer, encore qu'en France, alors que la production arrive en 1952 à dépasser de 40 p. 100 celle de 1938, le pouvoir d'achat des salaires, y compris les charges sociales, a à peine atteint le niveau de 1938¹ ; le salaire moyen de la Région Parisienne ne se trouve encore qu'à l'indice 22 environ, en fin 1952 et toujours par rapport à 1938, tandis que les coefficients du coût de la vie et des prix de gros dépassent respectivement les indices 21 et 26².

Un troisième fait sur lequel nous voulons attirer l'attention est l'extension progressive des fonctions de l'État jusqu'à faire qualifier celui-ci d'*omnivore*. L'accroissement de l'insécurité sur le plan monétaire et politique a accentué dans l'opinion publique la nécessité d'un État protecteur des faibles et redistributeur. L'extension de l'étatisme a eu une double répercussion sur le syndicalisme ouvrier : la fonction syndicale s'est dévalorisée au profit de l'administration de l'État et, parallèlement, des partis politiques. Seulement, par contrepoids, au lieu de n'être plus comme jadis le représentant des classes possédantes, l'État devient le représentant de l'intérêt général, et les classes ouvrières s'y sentent intégrées, et elles auraient tendance à faire appel à l'État plutôt qu'à l'action directe et révolutionnaire.

*

* *

Il est impossible de se désintéresser du problème que pose l'Asie et qui s'exprime par la faim et la misère de millions d'êtres³.

Récemment découvert par l'Occident, Mao Tse Tung est une personnalité très forte, dont l'influence s'exerce avec un rayonnement multiple, militaire⁴, politique, intellectuel.

Ses œuvres ont-elles été une base favorable pour la propagande⁵ ? On ne s'étonnera pas d'en voir la large diffusion chez un peuple qui, en dehors de la religion tradi-

¹ CE QUI REVIENT À DIRE QUE LES FRAIS DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'ÉQUIPEMENT (SANS PARLER DU NOUVEL EFFORT DE GUERRE) SONT PRÉLEVÉS SUR LA PART DU REVENU NATIONAL RÉSERVÉE AUX SALAIRES.

² RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR m. jean romeuf, DIRECTEUR DE L'INSTITUT D'OBSERVATION ÉCONOMIQUE.

³ Josué De Castro, LA GÉOGRAPHIE DE LA FAIM, ÉDITIONS OUVRIÈRES, 1949; - tibor mende, LA RÉVOLTE DE L'ASIE, PRESSES UNIVERSITAIRES, 1951.

⁴ LES ESSAIS MILITAIRES DE MAO TSE TUNG : STRATÉGIE DE LA GUERRE RÉVOLUTIONNAIRE EN CHINE, EXPOSÉ SYSTÉMATIQUE DE LA TACTIQUE ET DE LA STRATÉGIE 1949 SUR L'ARMÉE DE LIBÉRATION POPULAIRE, ÉDITEURS FRANÇAIS RÉUNIS, 1952.

⁵ MAO TSE TUNG PUBLIE EN 1938: *SUR UNE GUERRE QUI SE PROLONGE*, ET LA MÊME ANNÉE : *SUR UNE PHASE NOUVELLE*. EN 1940, *LA NOUVELLE DÉMOCRATIE EN CHINE* ET, DANS UNE REVUE, *LA CULTURE CHINOISE*, SUIVIS, EN 1945, PAR *LE COMBAT POUR UNE CHINE NOUVELLE* ET, LE 25 DÉCEMBRE 1947,

tionnelle¹, avait recueilli des influences intellectuelles aussi diverses que celles de Lamarck, Darwin, Demey, Kropotkine, Schopenhauer et Nietzsche, et où, en 1916, le mot d'ordre du journal progressiste était : « Science et démocratie ».

Mao Tse Tung expose le programme économique du gouvernement et son double dessein de faire de la Chine un État socialiste et de transformer ce pays agricole en pays industriel.

La Chine ne peut avoir dès maintenant un gouvernement prolétarien. Elle doit avoir un gouvernement d'une forme transitoire pour une période historique transitoire. La nouvelle démocratie est donc le produit des circonstances, le résultat d'une étude scientifique concrète et adaptée à la Chine dont elle doit utiliser les traditions, vivifier les forces conformément à la nature et à la structure du pays. D'où le fait que, au premier plan de ses réformes, la réforme agraire a été la première des préoccupations de Mao Tse Tung : dans les zones qui s'étaient données les premières au communisme, la réforme agraire a été complète, le taux de la location des terres a été strictement réglementé, le taux des intérêts qui étaient très lourds (de 30 à 100 p. 100 par an) fut fixé à un maximum de 10 p. 100, le contrat de fermage devint obligatoire et l'État réduisit l'impôt à des proportions modérées, en s'obligeant à ne plus prélever sous la forme d'impôt une part trop importante de la récolte : « Le succès de la réforme vint de ce qu'elle ne fut pas gâtée par la corruption². Il s'ajoute une raison psychologique : l'enthousiasme, l'intégrité spontanée, le dévouement à la cause révolutionnaire³. »

Pourquoi nous arrêter ici exclusivement à la Chine et à l'expérience de Mao Tse Tung ? Parce que cette expérience paraît éclairer la situation de l'Extrême-Orient d'une façon significative, en ce qu'elle s'applique à un peuple de paysans et à un pays de travailleurs persévérants⁴. Cette qualité éminente ne doit-elle pas inspirer une histoire du travail ? Surtout, « la Révolution chinoise dépasse largement la Chine, car le problème chinois est en réalité celui de toute l'Asie⁵ ».

Arnold Toynbee a analysé ce qu'il nomme *la civilisation à l'épreuve*. La perspicacité, la pénétration et le bon sens donnent à cette étude le caractère d'un examen de conscience si remarquable et si juste qu'en le lisant le lecteur se trouve obligé de le méditer, comme s'il était éclos de ses soucis personnels et, sinon d'en adopter toutes les conclusions, tout au moins d'y réfléchir longuement.

PAR UN RAPPORT AU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE : *LA SITUATION PRÉSENTE ET NOS TÂCHES*.

¹ « POUR GOUVERNER IL FAUT AVANT TOUT RECTIFIER SA PROPRE PERSONNE, CAR SI ON NE PEUT SE RECTIFIER SOI-MÊME COMMENT POURRA-T-ON RECTIFIER LES AUTRES ? » (CONFUCIUS).

² COMME L'ÉTAIT LE RÉGIME DE CHANG-KAÏ-SCHK.

³ Jean-Jacques Brieux, *LA CHINE, DU NATIONALISME AU COMMUNISME*, ÉDITIONS DU SEUIL, 1950.

⁴ AVANT LA RÉVOLUTION, 80 P. 100 DE LA POPULATION VIVAIENT SUR 15 P. 100 DE LA SUPERFICIE DU PAYS ; LE RENDEMENT À L'HECTARE ÉTAIT LE PLUS ÉLEVÉ DU MONDE, LE RENDEMENT À L'HOMME LE PLUS FAIBLE.

⁵ Jean-Jacques Brieux, *OP. CIT.* - SUR LES PROBLÈMES D'EXTRÊME-ORIENT, VOIR SURTOUT L'OUVRAGE DE Paul Mus, *VIET NAM, SOCIOLOGIE D'UNE GUERRE*, ÉD. DU SEUIL, 1952, - ET CELUI DE Roger Lévy, *REGARDS SUR L'ASIE*, A. COLIN, 1952.

Notamment, Arnold Toynbee rappelle aux historiens qu'il y a, différentes civilisations qui se rencontrent, et que c'est grâce à ces rencontres que des sociétés d'une autre espèce: les grandes religions, sont venues au monde.

Or, il ne nous paraît pas contestable que le monde moderne se trouve à l'époque d'une de ces rencontres, en présence du conflit qui heurte l'un contre l'autre l'Occident et l'Orient, et surtout l'Amérique et la Russie.

Arnold Toynbee pense que les historiens futurs diront que le grand événement du XX^{ème} siècle fut le choc de la civilisation occidentale sur toutes les autres sociétés vivantes du monde actuel. Et il pense qu'au cours de l'évolution historique s'est produit un choc parallèle, le choc du monde gréco-romain sur les autres civilisations. Il se demande pourquoi ce choc est si important pour nous, et il ajoute : à cause de la contre-attaque des autres civilisations sur le monde gréco-romain. Dans une douzaine de cas historiques, on observe une même relation entre une civilisation déclinante et une religion ascendante ; par exemple l'Église catholique et l'Empire romain

Ce choc fut si puissant qu'il affecta de la façon la plus intense les comportements et les horizons, sentiments et croyances des hommes, des femmes et des enfants, et touchant dans les âmes humaines des cordes insensibles aux formes purement matérielles, si pesantes et si terrifiantes qu'elles soient ¹.

Et il ajoute :

Il y eut une autre contre-attaque, non violente et spirituelle celle-là, qui attaqua et conquiert non pas des forteresses et des provinces, mais des cœurs et des esprits. Cette attaque fut faite par les missionnaires de nouvelles religions nées de mondes que la civilisation gréco-romaine avait attaqués par la force et submergés. Le prince de ces missionnaires fut saint Paul qui, parti d'Antioche, fit une marche audacieuse sur la Macédoine, la Grèce et Rome....

Mais existe-t-il à présent une religion dont l'Église est capable de conquérir les cœurs et les esprits par la conviction, et non par la violence ? Il ne le semble pas. Sans doute existe-t-il une Église, et dont le pouvoir a su convertir les âmes d'Occident à une idéologie non occidentale ².

La voix des manieurs de foules réussit, dans certaines sphères, à séduire des âmes assoiffées d'absolu : les idéologies qui leur sont offertes comme la manne dans le désert de leurs existences s'imposent à elles comme des vérités scientifiquement démontrées. Le mirage qui les éblouit permet à ces guides de ne pas rapprocher ces vérités-là de l'Apocalypse de saint Jean tel que l'évoquait en 1498, dans ses gravures, Albert Dürer. Un accent d'angoisse sincère et de pitié humaine nous toucherait davantage s'il était animé par le sentiment d'Antigone qui participait à l'amour, mais jamais à la haine.

¹ A. Toynbee, *RENCONTRE DE CIVILISATIONS*, pp. 252, 236.

² LE MARXISME, « HÉRÉSIE CHRÉTIENNE, PAGE ARRACHÉE AU LIVRE DU CHRISTIANISME QUI POURRAIT SE RÉVÉLER N'ÊTRE QU'UNE PETITE AFFAIRE QUAND LES CIVILISATIONS BIEN PLUS PUISSANTES D'INDE ET DE CHINE RÉPONDRONT À LEUR TOUR À NOTRE DÉFI OCCIDENTAL.... UNE MYSTIQUE TENDANT À L'UNIVERSALITÉ ET QUI RAPPELLE CELLE DE L'ISLAM » (a. toynbee).

Hasard et volonté se partagent les terres inconnues de l'Histoire.

Index général

Noms de personne : ALAIN.

Noms géographiques : *Alger*.

Autres noms : Association Internationale.

[Retour à la table des matières](#)

A

« A B C »

ABRAMSON (Irving)

ADENAUER (Chancelier)

ADLER

« Age nouveau » (L')

AGUILAR

ALAIN

ALBA (Victor)

ALEXANDER (Maréchal)

ALEXINKY (Grégoire)

ALGERIA (ÉDOUARD)

ALLAIS (Maurice)

« American Economic Review »

Amiens (Charte d')

ANDERSON (Evelyn)

ANDLER (Charles)

« Annales (Économies Sociétés Civilisations) »

« Année sociologique » (L')

Appel du 15 novembre (1940)

ARAGON (Louis)

ARAQUISTAIN (Luis)

ARISTOTE

ARNOUX (Alexandre)

Atlantic City (Congrès de l'AFL)

ATLLEE

AYENSA (Alfonso)

BABEUR

BACHELET (Émile)

BACON (Paul)

BADOGLIO (Maréchal)

BAKOUNINE

BALBO (Général)

BALZAC (Honoré de)

BARAVALLO (Olga)

BARON (N)

BEARR WILKIE (Robert)

BEAVERBROOK (Lord)

BELIN (René)

BEMBE (Hans)

BENOIST-MECHIN

BENOÎT XV

BERGSON (Henri)

BERIA (Laurent)

Berlin (Congrès du groupe Spartakus)

BERNERI (Professeur)

BERTON (Jacques)

BERTRAND (Raymond)

BETTELHEIM (Charles)

BEVAN (Aneurin)

BEVERIDGE (Sir William)

BEVIN (Ernest)

BILLOTTE (Général)

BJÖRK (Carl)

Blackpool 1942 (Congrès des Trade Unions)

Blackpool 1944 (Congrès des Trade Unions)

Blackpool 1945 (Congrès des Trade Unions)

Blackpool 1951 (Congrès des Trade Unions)

BLANCHET (André)

BLUM (Léon)

B

- Bochum* 1949 (Journée Catholique de)
 BOECKLER (Hans)
Bologne 1904 (Congrès de)
 BOMAL
 BONNET (Edgar)
 BONOMI (Ivanoe)
 BONTEMPS
 BORKENAU (Dr)
 BOTHEREAU
 BOTTAI
 BOTTERO (Pierre)
 BOUBNOV
 BOUCHER (Jean)
 BOUKHARINE
 BOULADOUX
 BOURGIN (Georges)
 BOUSSIGUINE
 BOUTER (Raymond)
 BOUZANQUET (Albert)
 BOYER (Adolphe)
 BRACKE-DESROUSSEAUX
 BRANDT
 BRAUDEL (Fernand)
 BRAULT (Michel)
 BRAUNAN (Charles F)
 BRIAND (Aristide)
 BRICE-PARAIN
 BRIERE (Paul)
 BRIEUX (Jean-Jacques)
Brighton 1946 (Congrès des Trade Unions)
 BRIQUET (Jean)
Bristol 1931 (Congrès ouvrier)
 « British Worker » (The)
 BROGAN (D W)
 BROWN (Irving)
 BRUHAT (Jean)
 BRUNETE
 BRAINING (Dr)
 BUISSON (Georges)
 « Bulletin de la Statistique générale »
 « Bulletin d'Information de l'Union des Cercles
 d'Études syndicalistes »
 BURNHAM (James)
 BURNS (John)
 BUSCHMANN
 BYE (Maurice)
- C**
- CACERES (Benigno)
 CADORNA (R)
 « Cahiers de la Quinzaine »
 « Cahiers d'Expression populaire »
 « Cahiers du Travail » (Les)
 « Cahiers Fernand Pelloutier »
 CAILLAUX (Joseph)
 CALMETTE (Joseph)
- CAMPESINO (Général EI)
 CANDELORO (Giorgio)
 CANTEAU (François)
 CANTONI (Giacomo)
 CAPOCCI
 CARLYLE (Thomas)
 CARNOT (Lazare)
 CARREL
 CASADO (Général)
 CASSOU (Jean)
 CASTRO (Josué de)
 CASTRO DELGADO (Enrique)
 CHABOD (Professeur Federico)
 CHAMBERLAIN (Joseph)
 CHANG-KAI-SCHEK
 Charte du Travail [4 octobre 1941]
 CHAUSSON
 CHAUTEMPS (Camille)
 CHAUVET (Paul)
 CHERAMY (R)
 CHEVALIER (Jean-Jacques)
 CHEVALME
 CHLIAPNIROV
 CHOMETTE
 CHONION
 CHRISTIANSEN
 « Chroniques étrangères » (La Documentation
 française)
 CHURCHILL (Winston)
 CIANO (Comte Galeazzo)
 CICCOTTI
 CITRINE (Sir Walter)
 « Civilisation »
 CLARK (Colin)
 CLARKE (George)
 CLARION (Nicolas)
 CLEMENCEAU (G)
 CLEMENT
 CLIQUET (Marcel)
 CLYNES (J R)
 COLBERT
 COLE (GDH)
 COLLINET (Michel)
 « Combat syndicaliste » (Le)
 « Communiste » (Il)
 COMTE (Auguste)
 Confédération des Syndicats Chrétiens
 Confédération Internationale des Syndicats Li-
 bres
 CONFUCIUS
 Congrès (voir aussi aux noms de villes)
 Congrès 1941 (du Committee for Industrial Or-
 ganisation)
 Congrès 1944 (de la Fédération des Typographes
 [Suède])
 Congrès 1944 (de l'United Automobile Workers)
 Congrès 1950 (de Force Ouvrière)
 Congrès 1951 (de la CGT)
 Congrès 1952 (de Force Ouvrière)

Copenhague 1947 (Conférence de la Fédération Internationale des Ouvriers de la Métallurgie)

CORBON (Anthime)

CORDIER

COREY (Lewis)

COURTOIS

CRANKSHAW (Edward)

CRIPPS (Sir Stafford)

CROIZAT

CRONSTADT 1921 (Résolutions de)

CROSSMANN (R H S)

CROWTHER (S)

CROZIER (Michel)

CUBE (Walter von)

« Culture Sociale » (La)

D

DALADIER (Édouard)

DALBROUZE

DALLIN (David J)

DANOS (Jacques)

DANSETTE (Adrien)

DARRE

DARWIN

« Dauphiné libéré » (Le)

DAUPHIN-MEUNIER - Voir aussi Pierre GANIVET

DAUTRY (Raoul)

DEBU-BRIDEL (Jacques)

DE GASPERI

DEHOVE (Gérard)

DELAISI (Francis)

DELAMARE (Georges)

DELESALLE (Paul)

DELMAS (André)

DEMEY

DENIAUX

DESCARTES

DICKSON

DISRAELI

DOLLEANS (Édouard)

DOLLFUS

« Domani d'Italia »

DOMMANGET (Maurice)

DOUMERGUE (Gaston)

« Droit social »

DRURY (H B)

DUBOIS

DUBREUIL (Hyacinthe)

DUCASSE (Édouard)

Duce (Le) [voir MUSSOLINI]

DUCHEMIN (René)

DUMONT (René)

DURAND (Paul)

DURER (Albert)

DURRUTI

Dusseldorf 1950 (Réunion de)

DUVEAU (Georges)

DYBENKO

DZELEPY (E N)

E

EBERT (Président)

« Écho Syndical de Lyon » (L')

« École libératrice » (L')

« École rénovée » (L')

Edimburgh 1940 (Congrès des Trade Unions)

EDISON

« Éducation nationale » (L')

EDWARDS

EFRAHEM

EINAUDI (Président)

EISENHOWER (Général)

EISNER (Kurt)

ELISBERGER (Roet)

EMERSON

« Enchaîné » (L')

Encyclique *Rerum Novarum*

ÉRASME

ERCOLI (Pseudonyme de Palmiro TOGLIATTI)

ERZBERGER

« Esprit »

« Étapes »

« Evening Standard » (The)

« Évidences »

F

FABBRI (Luigi)

FACTA

FASEL

FAYET

FEBVRE (Lucien)

FEDER

Fédération Syndicale Mondiale

FEDERZONI

FERRER (Francisco)

FERRI PISANI (Pierre)

FISHER

FISCHER (Louis)

FONTAINE (J)

« Force Ouvrière »

FORD (Henry)

« Foreign Affairs »

FORGUES

« Formation »

FOSCHER

FOURASTIE (Jean)

« Fourth International »

FRACHON (Benoît)

Francfort 1952 (Congrès du Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe)

FRANCK
FRANCK (E R)
FRANCO (Général)
FRANÇOIS-PONCET (André)
FREEMAN (John)
FREUD (Sigmund)
FRIEDMANN (Georges)
FLINGS (Cardinal)
FROIDEVAL (Raymond)
FROSTERUD (Carl)
Fuhrer (Le) [voir HITLER]

G

GALOIS (S) [Pseudonyme de Simone WEIL]
GANIVET (Pierre) [Pseudonyme de DAUPHIN-MEUNIER]
GARCIA LORCA (Federico)
GARCIA PRADAS
GARAUDY (Roger)
GARIBALDI
GARNIER (André)
GAULLE (Général de)
GAXOTTE (Pierre)
« *Gazetta Ufficiale* »
GAZIER (Albert)
GAZIER-CROIZAT (Loi)
Genève 1927 (Conférence de)
GENTILE
GEORGE (Pierre)
GERÖ (Erno) - Voir aussi PEDRO
GIAMBONE (Eusèbe)
GIBELIN (Marcel)
GIDE (André)
GILLAND (Jérôme)
GILLESPIE (James)
GINI (Corrado)
GIOLITTI
GIRAL
GIRAUD (Pierre)
GIRETTE
GLASER (George)
GOEBBELS (Joseph)
GOERING
GOETZ
GOLDMAN (Emma)
GOMPERS
GORANSSON
GORDEY (Michel)
GORKI (Maxime)
GOREIN (Julian)
GRAMSCI (Antonio)
GRANDI
« *Grange Monthly* »
GREGG (Pauline)

GREEN (William)
GRIFFUELHES (Victor)
GROUSSET (René)
GRUNEBAUM-BALLIN
GUEGEN
GUELF
GUÉRIN (Daniel)
GUIGUI (Albert) - Voir aussi VARLIN
GUILLORÉ (R)
Guntershausen 1950 (Congrès de)
GURVITCH (Georges)

H

HAGNAUER (Roger)
HALÉVY (Daniel)
Hambourg 1936 (Congrès mondial des Loisirs et de la Récréation)
HARCOURT (Robert d')
HARTLEY
HEMINGWAY (Ernest)
HENNEN
HENRI IV
HERMANOS (Juan)
HERNANDEZ (Jesus)
HERVÉ
HILLMANN
HINDENBURG
HITLER (Adolf) [Le Fuhrer]
HODGES (Franck)
HOLTERMANN (Karl)
« *Homme libre* » (L')
« *Homme Réel* » (L')
HOOG (Armand)
HUBBARD (Léonard E)
HUCHESON (William)
HUIZINGA (J H)
« *Humanité* » (L')
« *Human Relations* »
HURTEC
HUXLEY
HYPPOLITE (Jean)

I

IGLESIAS (I)
« *Divenire sociale* » (II)
Imola 1910 (Congrès d')
Internationales (voir aussi Confédérations et Fédération)
Internationale (Quatrième)
Internationale communiste
Internationale ouvrière
Internationale socialiste
Internationale syndicale
« *Izvestia* » (Les)

J

JAUD
JAGUE (Général)
JAMES (Émile)
JASNY (Naum)
JDANOV
JEAN (Saint)
« Jeunes Patrons »
JONES (Maman)
JOUHAUX (Léon)
« Journal Officiel » (Le)
JUNG

K

KENNAN (George)
KOENIG (Général)
KOESTLER (Arthur)
« Krasnaia »
KROPOTKINE (Pierre)
KROUPSKAIA (Nadiejda)
KRUPP
KRYLENKO

L

LABIN (Suzanne)
« Labour Leader »
LABROUSSE (Ernest)
LACOSTE (R)
LACROIX (Jean)
LASTON
LA FOLLETTE
LAFOND (André)
LAGARDELLE
LAGRANGE (Léo)
La Haye 1948 (Congrès de)
LAMARCK
LAMBERET (Renée)
LAMBERT-RIBOT
LANGEVIN (Paul)
LANGLOIS
LARGO CABALLERO
LAROQUE (Pierre)
LASKI (Harold)
LATHOUD
LAURAT (Lucien)
LAURENT
LAURENT (Charles)
LAUTIER (Eugène)
LAVAL (Pierre)
« Lavoro d'Italia »
« Lavoro fascista »

LE BOURRE (Raymond)
LEE (Jennie) [Mrs BEVAN]
LEFEBVRE (Henri)
LEFRANC (Georges)
LÉGER (Charles)
LÉNINE
LEONE (Enrico)
LÉONETTI (Alfonso)
LEPEYRE
LE PLAY (Frédéric)
LEROY (Maxime)
LESOURE (Jean)
LESSEPS (Ferdinand de)
LÉVEILLÉ
LEVI (Carlo)
LÉVY (Emmanuel)
LÉVY (Roger)
LÉVY (Yves)
LÉVY-BRUHL (Henri)
LÉVY-BRUHL (L)
LEWIS (John L)
LEY (Dr)
LHOMME (Jean)
LIEBKNECHT (Karl)
Lima 1946 (Congrès constitutif de la Fédération
inter-américaine du Travail)
LIME (Maurice)
LINDBERG (August)
LINDLEY (Charles)
LIPPER (Elinor)
LIST
LISTER (Général)
Liverpool 1890 (Congrès des Trade Unions)
LLOYD GEORGE
Londres 1948 (Conférence Syndicale internationale)
Londres 1949 (Congrès des Syndicats indépendants)
LONGO (L)
LOUZON (Robert)
LOW (David)
LUCOT
« Lupa » (La)
LUXEMBOURG (Rosa)

M

MADARIAGA (Salvador de)
MAITRON (Jean)
MALENKOV (Georges)
MALRAUX (André)
MANN (Heinrich)
MANN (Tom)
MANN (Thomas)
MAO TSE TUNG
MARITAIN (Jacques)
MARKER (Christian)

MARTIN (Yvan)
 MARTINEZ BARRIOS
 MARX (Karl)
 « Masses »
 MASSIS (Henri)
 MATHÉ
 MATHON (Eugène)
 MATTEOTI
 MATTESTI
 MAULNIER (Thierry)
 MAURIN
 MAXENCE (Jean-Pierre)
 MAYO (Elton)
 MAZZINI
 Mc WILLIAMS (Carey)
 MEERSCH (van der)
 MÉLINAND (Mireille)
 MENDE (Tibor)
 MENDIZABAL (Alfred)
 MERCIER (Louis)
 MERLEAU-PONTY (Maurice)
 MERRHEIM (Alfred)
 « Métallo » (Le)
 MIAJA (Général)
 MICHELET (Jules)
 MIGLIOLI
 MILAN
Milan 1951 (Congrès de la Confédération internationale des Syndicats Libres)
Milan 1952 (Congrès de l'Internationale socialiste)
 MILL (J Stuart)
 MILLERAND (A)
 « M O F » (Mouvement Ouvrier français)
 MOLA (Général)
 MOLINIER
 MOLLET (Guy)
 MOLOTOV
 MONATTE (Pierre)
 MOND (Sir Alfred)
 « Monde » (Le)
 « Monde du Travail Libre » (Le) [Revue de la C I S L]
 MONNEROT (Jules)
 MONNET (Jean)
 MORAZÉ (Charles)
Morecambe 1952 (Congrès du Labour Party)
Morgate 1948 (Congrès des Trade-Unions)
 MORRISON (Herbert)
Moscou 1935 (Congrès des Travailleurs de choc des Kolkhozes)
 MOSSÉ (Robert)
 MOULIN (Jean)
 MOURGUÈS
 « Mouvement Socialiste » (Le)
 MULLER
 MULLER (Hermann)
 MUMFORD (Lewis)
Munich 1949 (Congrès de)

MURAY (Philip)
 MURES (Romolo)
 MUS (Paul)
 MUSSOLINI (Benito) [Le Duce]
 MYRDAL (Gunnar)

N

NADAUD (Martin)
 NADEAU (Maurice)
 Nantes 1938 (Congrès de)
 « Nationalistische Landpost »
 NAVEL (Georges)
 NEF (John U)
 NEGRIN
 NENNI
 NEUMAYER
 « New Statesman and Nation »
 NICOLAEVSKY
 NIETZSCHE (Frédéric)
 NIN
 NITTI
 NORRIS LA GUARDIA (Loi)
 NOSKE
 NOSSACK (Hans Erich)
 « Nouvelle Revue d'Économie contemporaine »

O

« Observer » (The)
 OLIVETTI
 « Opinion Nationale » (L')
 ORANO (Paolo)
 « Ordine Nuovo »
 ORTEGA Y GASSET
Oslo 1948 (Congrès de l'International Transport Federation)
 OVSENKO (Antonov)
 OWEN

P

PAGEARD (Robert)
 « Pages Libres »
 « Pagine libere »
 PAIMBŒUF (Marcel)
 PAPEN (Franz von)
 PARETO (Vilfredo)
Paris 1945 (Congrès de la Fédération Syndicale mondiale)
Paris 1946 (Congrès de la CGT)
Paris 1948 (Premier Congrès constitutif de Force Ouvrière)
 PARROT (Louis)
 « Partigiano Alpino » (Il)

PATOUX
 PAUL (Saint)
 PAZ (Madeleine)
 PEDRO [Pseudonyme de Erno GERÖ]
 PELLOUTIER (Fernand)
 PERDIGUIER (Agricol)
Perreux 1943 (Accords du)
 PERRIER
 PERROUX (François)
 « Peuple » (Le)
 PEYRAUBE (Jacques)
 PEYRE (Tony)
 PHILIP (André)
 PICARD (Roger)
 PIE X
 PIE XII (Message aux Travailleurs espagnols)
 PIEL (Jean)
 PIETTRE (André)
 PINEAU (Christian)
 PIROU (Gaëtan)
 « P K » (Revue du Gosplan)
 Plan Beveridge
 Plan Marshall
 Plan quinquennal (Premier)
 Plan quinquennal (Second)
 Plan quinquennal (Troisième)
 Plan quinquennal (Quatrième)
 Plan Schuman
 PLANUS (Paul)
 POE (Edgar)
 « Politique »
 « Popolo d'Italia » (II)
 PORTAL (Roger)
 POSTGATE (Raymond)
 POSTDATE (R W)
 POU (Bernard)
 POUGET (Émile)
 POULAILLE (Henri)
 « Pour l'Unité »
 POZAS (Général)
 PRATOLINI (Vasco)
 « Pravda » (La)
 PRÉOBAJENSKI
 PRIETO (J)
 PRIETO (Indalecio)
 « Primaires » (Les)
 PROKOPOVICZ (Serge N)
 « Prolétariat »
 PROUDHON (P-J)
 PROUST (Marcel)
 PROUTEAU (Henri)
 PSICHARI (Henriette)
Puteaux 1948 (Congrès de Métallurgistes)

Q-R

RACAMOND

RACINE
 RADON (Michel)
 RANDOLPH (Frederick)
Rapallo 1922 (Traité de)
 RATHENAU (Walter)
 RAUH (Frédéric)
 RAUSCHNING
 RAYNAUD (Henri)
 RAZZA (Luigi)
 REMARQUE (E-M)
 RÉMUSAT (Charles de)
 RÉMY (Tristan)
 RENN
 RENOUVIN (Pierre)
 « Résistance Ouvrière »
 REUTHER (Victor)
 REUTHER (Walter)
 « Révolution prolétarienne » (La)
 « Revue d'Économie politique »
 « Revue des Deux Mondes »
 « Revue de Synthèse »
 « Revue d'Histoire économique et sociale »
 « Revue française du Travail »
 « Revue historique »
 « Revue Politique et Parlementaire »
 « Revue socialiste » (La)
 « Revue syndicaliste » (La)
 RIBBENTROP (Von)
 RICHEMONT
 RIVAUD (Albert)
 RIVET (Paul)
 RIVIÈRE (Jacques)
 « Rivista di Storia e Bibliografia »
 ROBBINS (James J)
 ROBERTS (Alfred)
 ROBESPIERRE
 ROBIN (Paul)
 Rocco (Loi)
 Roi d'Italie (voir VICTOR-EMMANUEL)
 ROJO (Général Vicente)
Rome 1950 (Conférence économique et sociale
 du Mouvement européen)
 ROMEUF (Jean)
 ROOSEVELT (Franklin D)
 ROSENSTOCK (Franck)
 ROSENTHAL (Dante)
 Rosmer (Alfred)
 ROSSI (A) [Pseudonyme de Angelo TASCA]
 ROSSI DORIA (Manlio)
 ROSSINI
 ROSSONI
 ROUNAULT (Jean)
 ROUPNEL (Gaston)
 ROUX
 ROY
 RUSKIN (John)
 RUTTENBERG
 RUTZ (Henri)
 RYKOV

RABASSEIRE (Henri)

S

SAILLANT (Louis)
 SAINT-SIMON
 SALANDRA
 SALENGRO (Roger)
 SALLERON (Louis)
Saltsjöbaden (Conventions de)
 SAMUEL (Sir Herbert)
 SANJURJO (Général)
 SANKEY
 SANTILLAN
 SARAGAT
 SAREL (Benno)
 SARTRE (Jean-Paul)
Scarborough 1951 (Congrès travailliste)
 SHAW (Tom)
 SCHEIDEMANN
 SCHEVENELS
 SCHLEICHER (von)
 SCHLESISCHER (A)
 SOHMIDT (Professeur Carlo)
 SCHOPENHAUER
 SCHUELLER
 SCHUMAN (Robert)
 SCORZA
 SEMARD
 SEMAT
 SERGE (Victor)
 Service du Travail Obligatoire (STO)
 SERVOZ (Pierre)
 SFORZA (Comte)
 SIEGFRIED (André)
 SILONE (Ignazio)
 SIMONOFF
 SISLEY
 SMILLE (Robert)
 « Societa Liberale » (La)
 SOFRONOV
 SOREL (Georges)
 Southport 1940 (Congrès des Trade Unions)
 Southport 1943 (Congrès des Trade Unions)
 Southport 1947 (Congrès des Trade Unions)
 SPAAK
 SPADOLINI (G)
 SPENDER (Stephen)
 SPENGLER (Oswald)
 STAKHANOV (Alexei)
 STALINE (Joseph)
 « Star »
 STAVISKY
 STEINBECK (John)
 STEPHANI (A de)
 « St Galler Blatt »
 STINNES (Hugo)

STRESEMANN (Gustav)

STURZO (Dom)

SUAREZ (Georges)

SVANIDZÉ (Budu)

T

TAFT-HARTLEY (Loi)
 TASCA (Angelo) Voir aussi A ROSSI
 TAYLOR
 « Temps » (Le)
 « Temps Modernes » (Les)
 TERRACINI
 TESSIER
 THAELMANN
 THAREAU
 THÉVENON
 THIERRY (Albert)
 THOMAS (Albert)
 THOMAS (J H)
 THYSSEN
 « Tiden »
 TILLET (Ben)
 TILLMANN (A)
 « Times » (The)
 TITO (Maréchal)
 TOCQUEVILLE (Alexis de)
 TOGLIATTI (Palmiro) Voir aussi ERCOLI
 TOLAIN
 TOLLET
Toulouse 1935 (Congrès de la GGT)
 TOYNBEE (Arnold)
 TRISTAN (Flora)
 TROTSKY (Léon)
 TROTSKY (Natalia)
Troyes 1951 (Congrès de)
 TRUMAN (Président)
 TSVETKOV (P)
 TURATI (Philippe)
 TURILLOT

U

UNAMUNO (Miguel de)
 « Union soviétique » (L')
 « Unité » (L')
 « United States Bureau of Labor Statistics »

V

VACCARINO (Professeur Giorgio)
 VALÉRY (Paul)
 VALIERE
 VANDEPUTTE
 « Vanguardia » (La)

VARLIN (Eugène)
VARLIN (Pseudonyme d'Albert GUIGUI)
VAUGELADE
VEBLEN
VERMEIL (Edmond)
VEYRIÈRES (Mme)
VICHINSKY
VICTOR-EMMANUEL
VIDALENC (Georges)
« Vie Ouvrière » (La)
« Vie socialiste » (La)
VIGNAUX
VILAR (Pierre)
VILLIERS (Georges)
VINOGRADOVA (Evdokia et Marie)
« Vita Nuova » (La)
VITTORINI (Ugo)
VIVIER MERLE
« Voci d'Officina »
VOGAN (Eugène)
VOLKENER
VROCHILOV
« Vorwaërts »

W

WAGNER (Loi)

Fin du livre.

WALTHER (Léon)
WALDSINSKI (G)
WEBB (Béatrice)
WEBB (Sidney)
WEIL (Simone) Voir aussi S. GALLOIS
WEILLER (Jean)
WEINMANN (Robert)
WERTH (Alexander)
WHITMAN (Walt)
WIENER (Norbert)
WILKINSON (Hélène)
WILLIAMSON (Tom)
WILSON (Harold)
WOLF (Otto)
WOLLEMBORG
WRIGHT (Richard)
WRIGHT MILLS (C)

X-Y-Z

ZALESKI (Eugène)
ZAY (Jean)
ZINOVIEV
ZIRNHELD (Jules)
ZOLA (Émile)
ZUGAGOÏTIA